

SOLIDARITÉS FINANCIÈRES SUISSES AU XVI^e SIÈCLE

CONTRIBUTION
À L'HISTOIRE MONÉTAIRE, BANCAIRE ET FINANCIÈRE
DES CANTONS SUISSES ET DES ÉTATS VOISINS

THÈSE

présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales
de l'Université de Genève,
pour obtenir le grade de docteur ès sciences économiques et sociales,
mention histoire économique

par

MARTIN H. KÖRNER

de Bâle et Rheinfelden (Argovie)

Membres du jury de thèse:

M. Jean-François Bergier, professeur, Zurich, directeur de thèse

M. Pierre Jeannin, professeur, Paris

M^{lle} Anne-Marie Piuze, professeur, Genève

M. Andreas Staehlin, professeur, Bâle

M. Peter Tschopp, professeur, Genève, président du jury

Thèse N° 246

1976

ÉDITIONS PAYOT
BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE VAUDOISE
1980



Digitized by the Internet Archive
in 2026

SOLIDARITÉS
FINANCIÈRES SUISSES
AU XVI^e SIÈCLE

SOLIDARITÉS FINANCIÈRES SUISSES AU XVI^e SIÈCLE

CONTRIBUTION
À L'HISTOIRE MONÉTAIRE, BANCAIRE ET FINANCIÈRE
DES CANTONS SUISSES ET DES ÉTATS VOISINS

THÈSE

présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales
de l'Université de Genève,
pour obtenir le grade de docteur ès sciences économiques et sociales,
mention histoire économique

par

MARTIN H. KÖRNER

de Bâle et Rheinfelden (Argovie)

Membres du jury de thèse:

M. Jean-François Bergier, professeur, Zurich, directeur de thèse

M. Pierre Jeannin, professeur, Paris

M^{lle} Anne-Marie Piuz, professeur, Genève

M. Andreas Staehlin, professeur, Bâle

M. Peter Tschopp, professeur, Genève, président du jury

Thèse N° 246

La Faculté des sciences économiques et sociales, sur préavis du jury, a autorisé l'impression de la présente thèse, sans entendre, par là, émettre aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées et qui n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

Genève, le 21 octobre 1976.

Le doyen: Luigi Solari.



Cartes et graphiques: Carmen Brun, Zoug

A Marianne

*L'impression de cet ouvrage a été honorée de subsides par les
autorités, institutions et sociétés suivantes
ou a bénéficié de leur soutien:*

Banque Cantonale de Lucerne

Banque Leu S.A.

Canton de Fribourg

Canton de Genève (Fonds Rapin)

Canton de Lucerne

Canton de Saint-Gall

Canton de Schaffhouse

Fondation du Centenaire de la Société de Banque Suisse 1972

Fonds William Rappard de l'Université de Genève

Moser-Nef-Stiftung für rechtsgeschichtliche Forschung in der Schweiz

Société suisse de numismatique

Université de Genève

Ville de Schaffhouse

PRÉFACE

«Point d'argent, point de Suisse», s'exclame *Petit-Jean* dans *Les Plai-deurs*. Par quoi *Racine* ne risquait guère de provoquer un incident diplomatique avec les Cantons, ni même de heurter le moins du monde leur susceptibilité. Ce «Suisse» de comédie n'est qu'un huissier, et natif de *Picardie*... A sa façon pourtant, il évoque une situation bien réelle: dès le *xvi^e* siècle, la Suisse avait entrepris de fournir aux grands Etats d'Europe, et par-dessus tout au roi de France, des contingents considérables de soldats mercenaires — dont beaucoup, leur service accompli, s'étaient pourvus d'emplois aux portes des églises ou des salles de justice. Mais vraiment, «point d'argent, point de Suisse»: les Cantons, leurs gouvernements et leurs groupes dirigeants s'étaient entendus à faire de ce trafic la source d'un pactole immense. De 1517 à 1612, de François 1^{er} à Henri IV, les rois de France leur versèrent, calcule Martin Körner, entre 3 600 000 et 4 700 000 écus d'or, pour le seul droit de lever des troupes: cette somme n'inclut ni les soldes, ni les frais d'entretien; une compagnie de trois cents hommes coûtait quelque 1000 écus par mois, qu'elle fût engagée au combat ou tenue en réserve...

Comment cet argent — mais au fait, il s'agit d'or, plutôt: car nos ancêtres, futés, préféraient, déjà, l'éclat surévalué de l'or à celui de l'argent plus abondant depuis la découverte des mines du Pérou et du Mexique, vers 1550 — comment cet or, donc, est-il venu innerver l'économie helvétique, et sous quelles espèces? Comment y a-t-il circulé? Ou comment, au contraire, s'est-il entassé dans les coffres publics de quelques villes, comme à Lucerne dans la tour dressée au milieu de la Reuss? Comment a-t-il été géré? Quels profits a-t-il apportés, mais combien de soucis et de quelles sortes? Telles sont quelques-unes des questions essentielles, mais tout à fait nouvelles, que vient poser Martin Körner. Feuillotez son livre: vous y trouverez les réponses. Vous y trouverez, en prime, une explication inédite au mystère de la circulation des métaux précieux en Europe au temps de la Renaissance et du Baroque, entre Séville où ils débarquent d'Amérique et

l'Orient où ils redisparaissent en partie. Un relais suisse de cette importance n'avait guère été soupçonné jusqu'ici.

Engageons-nous davantage dans notre lecture. Ardue parfois, sans doute. L'histoire financière, pas moins que la page financière de nos journaux, ne s'écrit sans chiffres, calculs et pourcentages, sans dresser relevés et tableaux, sans entrelacer des courbes. Elle implique aussi une attention critique sans défaillance pour tirer toute la substance possible de sources incomplètes, disparates et qui ne satisfont guère au degré de précision auquel les comptables d'aujourd'hui nous ont habitués. Mais nous en serons vite convaincus: Martin Körner est orfèvre en la matière. D'une main preste, il cisèle cette histoire de tout un siècle de la Suisse; ou, comme il l'a écrit, de «l'aspect pessimiste» de cette histoire. Car autour des monnaies et des finances se nouent les intrigues des hommes, se dessinent leurs traits les moins séduisants. Aux problèmes d'argent qui les assaillent, naguère comme à présent, princes et gouvernements des villes, aristocrates et paysans, catholiques et protestants ont cherché des solutions qui maintes fois les dressèrent les uns contre les autres. Politique ou sociale, la distribution du pactole était tout sauf équitable...

Mais, surprise. Au-delà des bilans tantôt créanciers, tantôt débiteurs des principales cités suisses (Berne, Fribourg, Soleure, Bâle, Lucerne, Schaffhouse, Zurich, Saint-Gall, et Genève qui leur est déjà étroitement associée), c'est tout un réseau, un tissu de solidarités financières suisses qui est apparu à Martin Körner avec une telle force d'évidence qu'il en a fait le titre de son livre. Des solidarités qui s'instaurent à plusieurs niveaux. Le niveau confessionnel est le plus immédiatement sensible, du côté protestant surtout. Il s'était déjà dégagé des premières recherches de Martin Körner, voici quelque quinze ans, sur les emprunts de la Seigneurie de Genève auprès des Bâlois. Il s'agissait d'une sorte d'assurance souscrite par les Genevois, sans grandes ressources propres, mais menacés dans leur indépendance et dans leur foi nouvelles par les ambitions du duc de Savoie. Or, Bâle pouvait-elle prendre tout le risque à son compte? Elle jugea bon de se ré-assurer auprès de ses autres alliées.

A cette solidarité protestante répondit, pour d'autres motifs, une solidarité catholique. Mais il existait entre villes des deux confessions trop d'intérêts communs, bilatéraux ou multilatéraux, trop de projets communs aussi, pour que les deux systèmes ne s'interpénètrent point. Ainsi s'érige un deuxième niveau de solidarité: celui des puissances urbaines de la Confédération, pour un plus fort assujettissement des campagnes, et contre des menaces extérieures ressenties collectivement. L'argent, après tout, n'a pas d'odeur. Et celui de la très catholique Lucerne peut bien servir, par quelques relais, à protéger la Réforme genevoise. A quoi s'ajoutent des solidarités régionales. Et la communauté d'intérêt des groupes dirigeants des Cantons avec la monarchie française, source de liens économiques, politiques et même culturels privilégiés.

A Bâle revient, dans tout ce jeu, un rôle de pivot. Il s'y fait, tous azimuts, un mouvement d'argent (et de biens, et d'idées) plus intense qu'ailleurs en Suisse. Les modalités de ce mouvement méritaient une attention particulière: Martin Körner fait une bonne place à ce «change public» bâlois qui fonctionne dès 1504 — entendez une sorte de banque en régie autonome mais sous garantie et contrôle de l'Etat dont elle sert la politique. Elle reçoit des dépôts, consent des crédits, transfère des fonds, change des monnaies, bref, accomplit tous les services d'une banque, mais s'interdit toute forme de spéculation: une institution tout à fait originale en son temps, en tout cas dans la partie nord de l'Europe.

Présence, actualité de l'Histoire. Le livre de Martin Körner en apporte un témoignage éclatant, et dans le domaine même où ce pouvait être le moins évident. Hommes d'affaires et d'argent, gouvernements, simples citoyens ou sujets que Martin Körner a rencontrés et suivis avec, derrière les inévitables chiffres, la plus humaine des sensibilités, ces gens du XVI^e siècle sont-ils, en retrouvant vie dans ce livre, bien différents de nos contemporains, de nous-mêmes? Bien sûr, ils s'exprimaient autrement; ils circulaient et s'informaient plus lentement; la mort les guettait de bonne heure, ou la maladie, ou la faim; ils ignoraient nos techniques industrielles (mais connaissaient à fond les techniques financières et commerciales); ils approuvaient, ou simplement subissaient, un ordre social que nous avons récusé entre-temps. Mais au fond d'eux-mêmes — et, ici, il convient de dire: au fond de leur bourse — n'étaient-ils point agités des mêmes passions, des mêmes calculs, ou des mêmes élans généreux? Bien proches, en tout cas.

Mais je fais dire à notre guide ce que sa conscience d'historien scrupuleux l'a retenu d'exprimer. Devant un livre aussi riche, solidement charpenté, ouvert aux perspectives de tout un siècle, à celles d'une large constellation de cités, à des curiosités multiples, c'est le privilège du lecteur que de se laisser entraîner. De se permettre d'extrapoler. De pouvoir se transporter, avec ses humeurs ou ses incertitudes d'un XX^e siècle finissant, vers un XVI^e siècle lointain peut-être et pourtant si moderne. Et d'y être, en compagnie de Martin Körner, à son aise.

Jean-François Bergier

Küsnacht / Zurich, février 1980.

Liste des abréviations

AE	Archives d'Etat
BE	Berne
BS	Bâle
BTB	Berner Taschenbuch
BZfGA	Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde
CH	Suisse
CRZ	Corpus Reformatorum: Zwingli
C.t.	Comptes des trésoriers
DGS	Dictionnaire géographique de la Suisse
DHBS	Dictionnaire historique et biographique de la Suisse
E.A.	Amtliche Sammlung der älteren Eidgenössischen Abschiede
F	France
Fl	Florin
FR	Fribourg
GE	Genève
GL	Glaris
Gl	Gulden
I	Italie
L.	Livre/Pfund
LU	Lucerne
NE	Neuchâtel
P.H.	Pièces historiques
RC	Registre du Conseil
RCP	Registres de la compagnie des Pasteurs de Genève
RHES	Revue d'histoire économique et sociale
RQ	Rechtsquellen (Sources du droit)
RSH	Revue suisse d'histoire
S.D.	Sources du droit
SG	Saint-Gall
SH	Schaffhouse
SO	Soleure
StA	Staatsarchiv
StadtA	Stadtarchiv
SZG	Schweizerische Zeitschrift für Geschichte
U.P.	Unnütze Papiere (Papiers inutiles)
UW	Unterwalden
ZG	Zoug
ZH	Zurich
ZSG	Zeitschrift für Schweizergeschichte
♂	Ecu d'or de France / Goldsonnenkrone

AVANT-PROPOS

« Qu'est-ce que la monnaie et le crédit, sinon un luxe dont le commun des hommes n'a que des miettes ? »

FERNAND BRAUDEL¹

Cet ouvrage aurait dû porter un autre titre : « La solidarité des Etats protestants à l'époque de la Réforme ». Etudier l'internationale financière protestante du XVI^e siècle, tel était mon plan initial². Mais le sujet était trop vaste. Il a fallu le restreindre, et me borner à étudier la solidarité financière des villes réformées suisses. Toutefois, m'arrêter là n'aurait-il point signifié m'enfermer dans une tour d'ivoire ? Dans le domaine des finances en général et du crédit public en particulier, aucune ville suisse d'une relative importance n'a vécu dans l'isolement. L'espace géographique occupé par les Confédérés était trop étroit pour que les uns puissent ignorer les autres. Si, du point de vue politique et confessionnel, on a pu parler de rupture de l'unité nationale, du point de vue économique, voire financier, la division des Suisses du XVI^e siècle est à mettre au compte des fables. Certes, la solidarité financière protestante était une réalité. On peut aussi relever l'existence d'une certaine entente financière catholique. Mais, au-delà de ces liens financiers tributaires surtout de la conjoncture politique du siècle, les intérêts économiques que les Suisses avaient en commun imposaient, en dépit des antagonismes confessionnels et politiques, l'entente sur le plan financier. Toutefois, on ne peut servir simultanément Dieu et Léviathan et Mammon. Le déséquilibre des forces était constant. C'est en partie la recherche du gain qui suscita les divisions parmi les Confédérés. Zwingli avait condamné le service étranger. Suivre le réformateur dans sa prédication aurait signifié enlever aux Waldstätten leur pain quotidien. Mais le besoin d'argent, la défense de leurs intérêts financiers face aux débiteurs qu'ils avaient en commun, étaient un élément d'unité pour les Confédérés. Au XVI^e siècle cependant, la Suisse n'a pas connu simplement un seul type de solidarité financière, mais de multiples solidarités financières

¹ BRAUDEL, *Civilisation*, I, p. 368.

² Cf. LÜTHY, *Banque*, I, pp. 1-63.

à différents niveaux : confessionnelles, régionales, nationales. Mon étude est devenue par conséquent une contribution à la connaissance de ces solidarités financières suisses au XVI^e siècle.

Pour découvrir ces solidarités, je ne me suis pas conformé d'emblée au point de vue institutionnel qui distingue la Confédération des treize cantons et ses alliés communs et particuliers. J'ai essayé de constituer empiriquement la Suisse financière du XVI^e siècle. Ma première démarche m'a permis de reconstituer les emprunts de la Seigneurie de Genève à Bâle, 1530-1656³. A Genève et à Bâle s'ajoutèrent par la suite Zurich, Schaffhouse, Saint-Gall, Berne, Fribourg, Soleure et Lucerne. Le crédit public de ces neuf villes constituait la base financière de la Suisse au XVI^e siècle. Divers sondages ont été effectués dans les archives de Zoug, Schwytz, Altdorf, Stans, Sarnen, Hérissau, Appenzell, Bienne et Neuchâtel. A Constance, j'ai pu recueillir un important matériel qui, pour des raisons indépendantes de ma volonté, n'a malheureusement pas pu être intégré dans ma thèse. J'aurais souhaité consulter d'autres sources encore en Suisse, en Allemagne, en Alsace, en France, en Italie et en Autriche, pour mieux saisir les relations financières de la Suisse avec ses voisins. Mais il a fallu interrompre les recherches avant que la documentation réunie ne dépassât les justes proportions de l'ouvrage.

Notre XVI^e siècle s'étend de la fin de la guerre de Souabe à la mort d'Henri IV. Les limites de part et d'autre de la période considérée me paraissent valables sur le plan politique, religieux et financier. Elles restent cependant arbitraires, puisqu'elles découpent le temps de l'histoire en tranches. Je suis conscient d'une autre imperfection encore de mon travail. C'est une histoire financière favorisant les aspects macro-économiques, les données quantitatives, sérielles. Dans le monde de la finance, l'homme paraît n'être qu'un accessoire que l'on mesure en fonction de sa richesse. S'il possède de l'argent, il est quelqu'un ; s'il est pauvre, il n'est rien ; s'il a des dettes, on parle de lui. Cette vision réaliste — d'aucuns diraient matérialiste — des choses s'est imposée à moi par le caractère des sources que j'ai utilisées. Dans les comptabilités et dans les bilans, les hommes sont considérés en fonction de leurs créances ou de leurs dettes évaluées en écus, en florins, en talers et en livres. C'est le caractère impitoyable de la société humaine. Cet aspect pessimiste de l'histoire des hommes est conditionné par le fait que, tout au long de l'élaboration de ma thèse, j'ai observé les hommes dans leurs multiples tentatives de vaincre les difficultés financières de la vie publique, qui surgissaient et resurgissaient au fil des années. Les princes, les gouvernements des villes, les banquiers, les financiers, les marchands, les paysans, les réformateurs et les prêtres ont essayé de résoudre les problèmes monétaires, bancaires, financiers de leur temps, chacun à sa manière, ce qui provoquait perpétuellement de nouvelles crises par le heurt des intérêts politiques, économiques et sociaux. Pendant tout un siècle, les hommes ont

³ KÖRNER, *Emprunts*, p. 49.

recherché l'argent afin de faire disparaître leurs problèmes et, tel l'apprenti sorcier, n'ont fait qu'en créer d'autres.

La Suisse a vécu son XVI^e siècle à l'ombre de l'Empire et de la France. Sa vie politique, confessionnelle, économique et sociale subissait les contrecoups des crises qui secouaient ses puissants voisins. Toutefois, les Suisses ne se sont battus qu'une fois, en 1531, en raison de leurs différends politico-religieux. En Allemagne, les guerres de religion ont duré jusqu'à la paix d'Augsbourg en 1555. Les Français se sont entre-déchirés jusqu'à la fin du siècle. Les villes allemandes et françaises étaient pratiquement toutes accablées de dettes, mais, à l'exception de Genève, les villes suisses se sont enrichies, ce qui a exercé une influence positive sur la vie économique et sociale des habitants du pays. Somme toute, les Suisses avaient moins mal, voire mieux, réussi à maîtriser une partie de leurs innombrables problèmes.

Mon travail est divisé en six parties, dont la première est consacrée à la circulation monétaire en Suisse. Marc Bloch déjà, en guise d'introduction à l'histoire économique, avait jugé bon de débiter par un chapitre consacré aux problèmes complexes posés par le phénomène monétaire⁴. Il m'a de même paru rationnel d'entamer ma recherche par le dossier des problèmes monétaires de la Suisse au XVI^e siècle. Ces questions ont suscité déjà beaucoup d'intérêt, ce qui explique que nous disposons aujourd'hui d'une riche série d'ouvrages consacrés à l'histoire monétaire de la Suisse. Je pourrai donc m'appuyer sur ces nombreux travaux, en y confrontant évidemment mes sources encore entièrement inédites. Les questions auxquelles j'essaie de répondre au cours de la première partie sont les suivantes: Quelles sont les pièces qui ont dominé le marché monétaire suisse? Peut-on connaître la part du marché réservée aux pièces frappées en Suisse? Les frappes suisses suffisaient-elles à la demande du marché monétaire et du marché des capitaux? Quelle était l'importance des monnaies étrangères dans le volume de la monnaie en circulation? Quel était le rapport quantitatif entre l'or et l'argent en circulation et en thésaurisation? La balance des comptes de la Suisse était-elle excédentaire ou déficitaire? Quel était le rapport entre les monnaies réelles et les monnaies de compte?

Tant que l'on écrit une monographie sur telle ou telle ville, on peut à la rigueur se contenter de la monnaie de compte locale⁵. Mais trop d'ouvrages d'histoire économique et financière paraissent encore, où l'auteur se contente de présenter sur une même page des sommes exprimées en florins, d'autres en livres et d'autres encore en couronnes, sans se donner la peine de ramener ces valeurs à un étalon commun. C'est comme si l'on parlait de nos

⁴ BLOCH, *Esquisse*, p. 7.

⁵ Cf. les idées émises concernant l'emploi, par les historiens, des prix nominaux et de la monnaie de compte, par René BAEHREL, *Prix, superficies*, pp. 699-722.

jours de francs suisses, de lires italiennes et de schillings autrichiens sans indiquer le cours de change. Il m'a paru indispensable de déterminer, pour la Suisse du XVI^e siècle, les rapports entre les différentes monnaies de compte, l'évolution des monnaies métalliques en circulation et le rôle que ces monnaies ont joué dans le crédit à long terme. Enfin, j'ai essayé de mesurer la dépréciation des monnaies en Suisse à l'aide d'un tableau des taux de change de l'écu d'or sol de France pour Genève, Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, Schaffhouse, Zurich, Saint-Gall et Lucerne. Sans ce travail préliminaire, on ne peut pas s'aventurer dans une analyse quantitative et comparative des finances publiques suisses des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles sans rencontrer des difficultés quasi insurmontables.

Fort de ces instruments de travail, je me suis mis à étudier, dans une deuxième partie, l'accumulation de capital financier par les villes suisses. Il s'agit, dans la mesure du possible, d'une application historique, empirique, de théories d'économie financière. Malgré le fait que les comptabilités urbaines du XVI^e ne peuvent être comparées à celles de la seconde moitié du XX^e siècle, les comptes financiers des villes fournissent de nombreux éléments de base nécessaires à l'analyse des structures et de la conjoncture financière urbaine. Ces comptes, par leur structure quasiment uniforme au XVI^e siècle, se prêtent facilement à l'exploitation sérielle. Les courbes, que l'on peut construire à partir des comptes publics, complètent utilement les séries là où les études de quelques secteurs de l'économie ont déjà été réalisées, et peuvent servir d'indicateur général de la conjoncture financière dans des cas où, faute de sources, l'on ne peut pas procéder à l'étude sectorielle. En même temps, les finances publiques ouvrent la porte à l'étude sérielle des économies médiévales⁶.

En tenant compte de l'imperfection des structures comptables de l'époque — les chiffres bruts devaient être ajustés — j'ai essayé de mesurer la conjoncture financière des villes à travers les recettes publiques ordinaires sensibles aux fluctuations conjoncturelles de l'économie. L'analyse des recettes publiques ordinaires des villes n'explique cependant que d'une manière incomplète, les raisons de l'accumulation de plus en plus grande de capital financier par les villes suisses en général. Les recettes extraordinaires, parmi lesquelles les pensions étrangères et les emprunts publics étaient les plus importantes, permettent de mieux apprécier la capacité financière qu'une ville pouvait atteindre au XVI^e siècle. En confrontant les recettes ordinaires et extraordinaires aux dépenses des villes, on obtient les excédents qui permettaient aux villes suisses, Genève exceptée, de constituer des trésors publics considérables. Le capital financier englobe cependant toutes les liquidités et créances des villes : les avoirs en caisse, le trésor, les avances à court terme, les prêts à long terme. La constitution de certains de ces actifs était possible parfois uniquement grâce à des emprunts. Ces derniers, étant

⁶ ROSEN, *Staatshaushalt*, pp. 24-28.

des dettes à long terme, sont donc à enlever de la fortune financière active, la ramenant ainsi à sa valeur nette⁷. Il s'est agi en fait d'établir un bilan financier des villes.

Pour pouvoir suivre l'évolution de ce capital financier net des villes, il fallait donc étudier en détail leurs prêts et leurs emprunts. Dans ce dessein, la troisième partie de ma thèse est consacrée aux villes créancières, la quatrième aux villes débitrices. Chacune a prêté de l'argent, chacune a fait des dettes. Il y a des ressemblances de structure et de conjoncture d'une ville à l'autre. Mais chacune a ses propres caractéristiques, ses problèmes, ses solutions, qui méritaient d'être présentés séparément. Cette partie peut paraître soit trop longue soit comme une énumération fastidieuse de détails d'intérêt local. En fait, elle n'est pas absolument indispensable à la compréhension générale des autres parties traitées dans ce livre. J'ai cependant tenu à étudier les emprunts et les prêts des villes sous forme de petites monographies utiles en elles-mêmes. Ces informations inédites pour presque chacune des villes concernées s'adressent apparemment surtout aux lecteurs qui s'intéressent plus particulièrement à l'histoire locale. Mais au-delà du caractère local ou régional que ces deux parties semblent privilégier, elles dévoilent des aspects d'intérêt général en ce qui concerne le crédit public en Suisse : l'emprise financière croissante de la ville sur la campagne, la part financière dans l'expansion territoriale des villes, les limites géographiques du rayonnement financier des villes, l'origine des capitaux placés dans les emprunts publics⁸.

Pour leurs emprunts, les villes suisses avaient recours aux services des financiers et des banquiers. La banque publique de Bâle jouait le rôle de plaque tournante pour le plus grand nombre des emprunts publics. Lorsque l'offre locale ou régionale ne parvenait pas à satisfaire la demande publique de capitaux d'une ville, celle-ci faisait intervenir la banque publique de Bâle. Par son quasi-monopole dans le domaine de l'emprunt par souscription, cette banque a profondément marqué la vie financière de la Suisse entière⁹. J'ai consacré pour cette raison la cinquième partie de ma thèse d'une part à l'étude des structures et de la conjoncture de cette banque publique bâloise et d'autre part aux techniques bancaires utilisées en général en Suisse au XVI^e siècle dans le cadre du commerce de l'argent. Quelle est la procédure des emprunts ? Quelles sont les garanties exigées pour un prêt ? Comment, en Suisse, le taux d'intérêt évolue-t-il ? Dans ce domaine, y a-t-il une différence entre Genève et le reste de la Suisse ? Quel est le coût de l'émission d'un emprunt ? De quelle manière transfère-t-on les capitaux ? En espèces ? Par cédule obligataire ? Par lettre de change ? Comment se font les

⁷ KÖRNER, *Réforme*, p. 219. Ce graphique représente l'évolution de la fortune financière brute et des dettes de Schaffhouse.

⁸ KÖRNER, *Endettement*, pp. 75-90.

⁹ HEMARDINQUER, *Capitalisme*, pp. 564-572.

paiements de l'intérêt et les remboursements de capitaux ? Quel rôle joue la transférabilité des obligations dans l'économie financière de l'époque ? Des considérations touchant la croissance cyclique des bénéfices enregistrés par la banque publique bâloise terminent cette cinquième partie de ma thèse.

Dans la sixième et dernière partie je présente les solidarités financières suisses qui se dégagent au long du XVI^e siècle. On pourrait se demander si solidarité est le terme qui convient pour désigner cet enchevêtrement de relations financières entre particuliers, banques, villes et princes. Mais un enchevêtrement arrive principalement par inadvertance, par négligence. Or, les relations financières suisses au XVI^e siècle n'ont rien d'embrouillé ni de désordonné. Il s'agit réellement de relations financières entre personnes ayant conscience d'une communauté d'intérêts, qui entraîne pour les différents éléments du groupe l'obligation morale de ne pas desservir les autres. C'est dans ce sens que je vois les solidarités financières confessionnelles, protestantes dans les combourgeoisies chrétiennes et dans les guerres de religion en France, ou catholiques dans le comportement de Lucerne en tant que place financière de la Contre-Réforme en Suisse. Ces solidarités confessionnelles s'estompent, cependant, lorsque d'autres intérêts paraissent être plus forts. C'est ainsi que les relations financières avec les princes de l'Allemagne du Sud ne sont pas du tout entravées par des considérations d'ordre confessionnel. Ici, le bon voisinage, l'intérêt politique et économique motivent les Suisses dans leurs placements. Dans la conquête du Pays de Vaud, le démembrement du comté de Gruyère et l'endettement du comté de Neuchâtel, la solidarité financière régionale, qui unit les Suisses, est plus forte que les éléments de politique confessionnelle qui les divisent. Enfin, en face de la France, les Suisses se sentent solidaires les uns des autres pour obtenir pensions, paiement d'intérêt et remboursement de capitaux prêtés au roi de France. Mais il y a aussi cette solidarité avec les rois très-chrétiens dont la politique produit des effets favorables au développement financier en Suisse, qui ont toujours besoin des troupes et des capitaux suisses pour pouvoir faire la guerre. A travers l'analyse de ces différents niveaux de solidarités financières apparaissent des éléments de division, d'union, de dépendance et de domination.

Pour la consultation des sources manuscrites qui sont à la base de ce travail, j'ai à de nombreuses reprises fait appel aux responsables de plusieurs archives. Que les archivistes soient tous chaleureusement remerciés pour l'intérêt bienveillant qu'ils ont porté à mes recherches, et pour les privilèges exceptionnels et inestimables que plusieurs d'entre eux ont accordés au chercheur venu parfois de loin, désireux de profiter de son temps au maximum. Ma gratitude s'adresse particulièrement à M^{me} Anne-Marie Häusler-Dubler, qui m'a aidé par plus d'un conseil amical d'ordre pratique. M. Fritz Glauser a gracieusement mis à ma disposition les prix du blé de Lucerne au XVI^e siècle, données qu'il a lui-même recueillies et qu'il n'a pas encore publiées. Il m'a également permis d'utiliser un travail en

préparation, et qui attend d'être imprimé. Je lui dois toute ma reconnaissance. Je disposais aussi de fiches établies par M^{me} Liliane Mottu-Weber à l'époque où, en tant qu'assistante de recherche au Centre de recherches d'histoire économique de l'Université de Genève, elle avait dépouillé pour une partie du XVI^e siècle les registres du Conseil de Genève. J'ai beaucoup apprécié le gain de temps que l'utilisation de ces fiches m'a valu dans mes propres recherches. L'élaboration d'une thèse exige que l'on y consacre le temps nécessaire. A l'Université de Genève, où j'ai eu le privilège de collaborer dans l'enseignement avec M^{lle} Anne-Marie Piuze, professeur et directeur du département d'histoire économique, j'ai eu le loisir de mener mon travail à terme. M. Paul Bairoch, professeur d'histoire économique à l'Université de Genève, m'a initié à l'emploi de la calculatrice électronique programmable grâce à laquelle j'ai pu effectuer rapidement des calculs qui m'auraient pris autrement beaucoup plus de temps. Ma grande reconnaissance va également à M^{me} Mottu, à M. Alfred Perrenoud et au docteur Marc Charreyron qui ont bien voulu relire d'un œil critique et efficace mon manuscrit entaché de germanismes. Ma femme n'a pas seulement supporté à mes côtés les sacrifices qu'exige l'élaboration d'une thèse, elle m'a souvent accompagné et activement aidé dans mes recherches, effectué de nombreux travaux ingrats de statistique, et dactylographié ce texte. Sans son aide stimulante et inestimable, cet ouvrage n'aurait pas vu le jour. Je n'oublierai pas non plus l'aide que ma fille m'a apportée en dessinant spontanément des cartes géographiques à ma place. Enfin, pour l'ensemble de ce travail je suis infiniment redevable à M. Jean-François Bergier, professeur d'histoire des civilisations à l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich. M. Bergier, directeur de cette thèse, m'avait donné d'abord l'idée d'étudier les emprunts de la Seigneurie de Genève à Bâle, et m'a encouragé ensuite à continuer la recherche scientifique. Par son amitié, ses encouragements, ses conseils, sa critique constructive, il m'a dirigé avec discrétion et souplesse vers le but.

Première partie

LA CIRCULATION MONÉTAIRE EN SUISSE AU XVI^e SIÈCLE

I. Monnaies de compte locales et monnaies réelles

La Suisse était un petit pays, composé de petits systèmes monétaires autonomes, liés parfois entre eux par des accords monétaires de plus ou moins longue durée et d'efficacité toute relative. La situation monétaire d'un pays tel que la Suisse soumise à des structures politiques de type fédéral est nécessairement différente de la situation d'un grand pays très centralisé comme la France.

Déjà dans le domaine de la monnaie de compte, les disparités suisses étaient frappantes¹. Il existait autant de monnaies de compte que la Suisse comportait d'unités politiques. Nominale, on distinguait deux monnaies de compte typiques: le florin et la livre. Les trésoriers des villes utilisaient parfois les deux unités à la fois pour tenir leur comptabilité. Les deux monnaies locales étaient liées entre elles par un taux de change comptable fixe. Si la livre doit être considérée comme unité de compte à part entière — on ne frappait nulle part des pièces libellées en livres — le florin ou Gulden était une pièce frappée dans les ateliers monétaires des villes. Au début du siècle, le florin était une pièce d'or: le florin du Rhin. Ensuite, le florin fut frappé de plus en plus en argent. Plus tard des florins d'or se trouvent à nouveau en circulation², mais leur valeur ne correspond plus à celle du florin de compte.

La multiplicité des monnaies métalliques suisses et étrangères obligeait les trésoriers à utiliser la monnaie de compte. Mais les additions et les bilans des

¹ Pour un exposé systématique au sujet de la monnaie de compte en général, voir BLOCH, *op. cit.*; FOURNIAL, *Histoire monétaire*; BRAUDEL et SPOONER, *Prices in Europe*, pp. 378 ss; EINAUDI, *Teoria*; VAN VERWECKE, *Monnaie de compte*.

² Il importe donc de distinguer le florin du Rhin (Rheingulden) du florin d'argent (Guldener) et du florin d'or (Goldgulden), KETTENBENZ, *Münzen*; MORARD, *Monnaies*, pp. 60-61 et 137; LUTGI, *Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, p. 229.

comptes n'étaient pas toujours faits uniformément. A Fribourg, à Berne, à Soleure, à Bâle et à Zurich, les comptes étaient tenus uniquement en livres. Cela signifie que toutes les additions partielles et tous les bilans étaient faits en livres. Les trésoriers de Schaffhouse tenaient certains comptes en livres et d'autres en florins, mais la livre s'imposait régulièrement dans l'établissement des bilans annuels. A Saint-Gall, les comptes étaient tenus en livres jusqu'au bilan de l'année 1559. A partir de 1560, on compta tout en Gulden. Le même changement fut opéré à Lucerne dix ans plus tard : 1569 est dans cette ville la dernière année avec un bilan établi en livres, et le Gulden l'emporta dès 1570. La situation était encore plus complexe à Genève : la trésorerie générale de la Seigneurie a été tenue en florins pendant tout le XVI^e siècle. Le trésor extraordinaire (l'Arche) utilisait trois monnaies de compte à la fois : le florin, l'écu d'or sol de France, l'écu pistole d'Espagne appelé parfois aussi écu d'Italie³.

Lorsqu'on s'aventure dans des comptabilités d'autres institutions que celles des trésoreries publiques, on observe avec étonnement que les choses se compliquent beaucoup. Les comptes des institutions ecclésiastiques genevoises étaient tenus en livres jusqu'en 1534, à la veille de la Réforme⁴. Le change public de Genève qui fonctionna de 1568 à 1581 se servait presque exclusivement de l'écu pistole comme monnaie de compte⁵. Pour éviter toute confusion, les comptables consciencieux indiquaient toujours en une monnaie de compte bien définie la valeur d'une somme d'argent reçue ou dépensée en monnaie réelle. Ainsi, pour passer du florin à la livre et de la livre au florin, on se servait des unités de compte inférieures : du sou (sol, Schilling) ou du denier (Haller). La livre valait 20 sols — à Lucerne 15 sols — et le sol valait 12 deniers. Mais dans chaque ville il y avait un rapport différent entre la livre et le florin du lieu :

Ville	Valeur du florin en schilling	Valeur du florin en L. de compte
Lucerne	40	2,666
Zurich	40	2
Schaffhouse	30	1,5
Bâle	25	1,25
Saint-Gall	17 ¹ / ₂	0,875
Genève	12	0,6
Zoug	10	0,5

Tableau 1 : Rapports entre florins et livres de compte.

³ AEG, Finances T 1-21, U 1-10, M 11-52. Cf. DEMÔLE, *Genève*, pp. 53-54.

⁴ AEG, Titres et droits, Evêché, Registre de comptes 2-5; Titres et droits, Chapitre de Saint-Pierre, comptes, 14-27.

⁵ AEG, Commerce G 1, 2, 3, etc. Les recettes de l'Arche de 1573 à 1578 se trouvent dans Commerce G 11, comptabilisées en pistoles. Les écus pistolets sont frappés à Genève à partir de 1562. Cf. DEMÔLE, *op. cit.*, pp. 116-118.

On sait cependant que les Confédérés se sont efforcés de réaliser au moyen d'accords monétaires une certaine harmonisation des frappes de monnaie. Colin Martin distingue quatre groupes monétaires, chacun gardant ses particularités en fonction de sa situation géographique et des relations commerciales qui le liaient avec ses voisins à l'étranger⁶ :

1. Dans le voisinage de la France, de la Savoie et de Genève: Berne, Fribourg et Soleure.
2. Dans la zone du Rappenmünzbund⁷, créé au début du xv^e siècle: Bâle.
3. Sur la route du Gothard: les cantons de la Suisse centrale et Zurich.
4. A l'ombre de l'Autriche: Schaffhouse, Saint-Gall, Appenzell et le Rheinthal.

Il était donc parfaitement possible que les monnaies réelles de plusieurs villes fussent de même taille, de même poids au marc et de même valeur légale et commerciale. Mais dès qu'il se trouve devant des comptabilités tenues en partie en livres et en partie en florins, l'historien économiste doit se demander constamment à quelle valeur réelle correspondent ces grandeurs de compte. Cette question devient d'autant plus préoccupante que l'on peut être amené à vouloir établir des comparaisons quantitatives entre certains bilans financiers des villes suisses. Sans un dénominateur commun, une monnaie de compte commune aux neuf villes étudiées (Bâle, Schaffhouse, Saint-Gall, Zurich, Lucerne, Berne, Soleure, Fribourg et Genève), toute comparaison, tout calcul chiffré est sans objet. Inutile de nous servir de la livre. Nous avons vu qu'il n'y avait pas deux villes avec la même livre. Des obstacles semblables nous empêchent de nous servir du florin.

A quelle pièce métallique réelle pourrait-on rattacher toutes nos monnaies de comptes? Je me suis refusé d'emblée à créer, pour mon travail, une unité de compte artificielle qui serait sans rapport avec la réalité historique. Il m'a fallu trouver, parmi les monnaies en circulation en Suisse, une monnaie réelle, présente dans tous les comptes de tous les trésoriers à travers tout le xvi^e siècle. Une pièce dont on peut connaître le taux de change, ce qui permettra même la comparaison au-delà du petit monde que constituait la Suisse. Une pièce de monnaie qui n'était pas tout le temps soumise à la dévaluation. Nous verrons que les hommes de l'époque s'étaient déjà trouvés devant ce problème. Ils avaient leur solution à eux que nous adopterons pour notre étude et pour nos calculs.

Quelles sont les monnaies qui ont ainsi dominé la circulation monétaire et le marché des capitaux en Suisse?

⁶ MARTIN, *Réglementation*, p. 51.

⁷ Accord monétaire passé entre plusieurs villes de la vallée du Haut-Rhin — Bâle, Brisach, Colmar et Fribourg-en-Brisgau — et la maison d'Autriche. Le nom est composé de trois éléments (Rappen-Münz-Bund) et peut être traduit par «alliance monétaire du Rappen», ce dernier servant d'unité de compte commune. Cf. Julius CAHN, *Rappenmünzbund*; ALTHERR, *Münzwesen*, pp. 67 ss.

II. Les monnaies en circulation

Nous ne nous pencherons particulièrement ni sur l'activité des ateliers monétaires ni sur les trésors enfouis découverts ici et là. D'autres ont déjà fait ce travail. Mais nous nous servirons des résultats auxquels les numismates sont arrivés. Les sources, au moyen desquelles j'aimerais aborder le problème de la circulation monétaire, sont de type différent : les recettes et les dépenses des villes, leurs bilans, les trésors constitués des villes, les pièces justificatives d'emprunts et de transferts de monnaies, les recettes des péages du canton de Soleure⁸.

Toutes ces sources n'ont cependant pas la même signification économique. Il faut apprécier chacune d'elles en fonction du niveau de circulation monétaire auquel elle se rapporte. La caisse du trésorier d'une ville ne contenait pas le même type de pièces que la bourse du boulanger. Le gros négociant et la ménagère ne maniaient pas non plus les mêmes pièces de monnaie. Ainsi, toute étude à ce propos ne révélera qu'un certain aspect de la circulation monétaire. Mais, dans leur relativité, les résultats de recherches effectuées à partir de sources différentes sont toujours complémentaires les uns des autres.

Au cours du XVI^e siècle, les villes ont augmenté considérablement leurs trésors⁹. La thésaurisation ou la « non-circulation » monétaire nous permettent de suivre la disparition de telle ou telle monnaie du circuit financier. Mais du moment où les villes se servaient de ce trésor pour accorder des prêts, pour acheter des titres de droit et de revenus, pour payer l'accroissement de leur territoire, ou pour financer la guerre, les changements que l'on peut constater d'un bilan d'un trésor à l'autre, témoignent du retour de pièces thésaurisées dans le flux monétaire général. De même chaque somme apportée au trésor, soustraite à la circulation monétaire, provient tout de même du circuit monétaire. Elle a été en circulation. Elle est un témoin de la circulation antérieure.

Avec les relevés du contenu des caisses des trésoriers des villes, nous sommes un peu plus près de la circulation monétaire de tous les jours. A l'occasion des changements de trésoriers, on faisait toujours l'inventaire détaillé des pièces de monnaie. Ces inventaires, dans la mesure où ils ont été conservés, donnent déjà une image assez fidèle des structures de la circulation monétaire. En effet, les trésoriers recevaient et dépensaient des sommes extrêmement variables, du modeste denier aux milliers d'écus. La

⁸ Ce type de sources a été utilisé par GASCON, *Grand commerce*, pp. 557-567. Les péages de Soleure constituent cependant un type de source de valeur exceptionnelle, donnant pour chaque année le relevé exact des pièces encaissées. Hansheiner EICHORN, qui dans un travail récent exploite toutes les sources possibles pour étudier la circulation monétaire en Franconie, ne disposait pas d'une telle source. Cf. Hansheiner EICHORN, *Strukturwandel*.

⁹ *Infra*, deuxième partie, V.

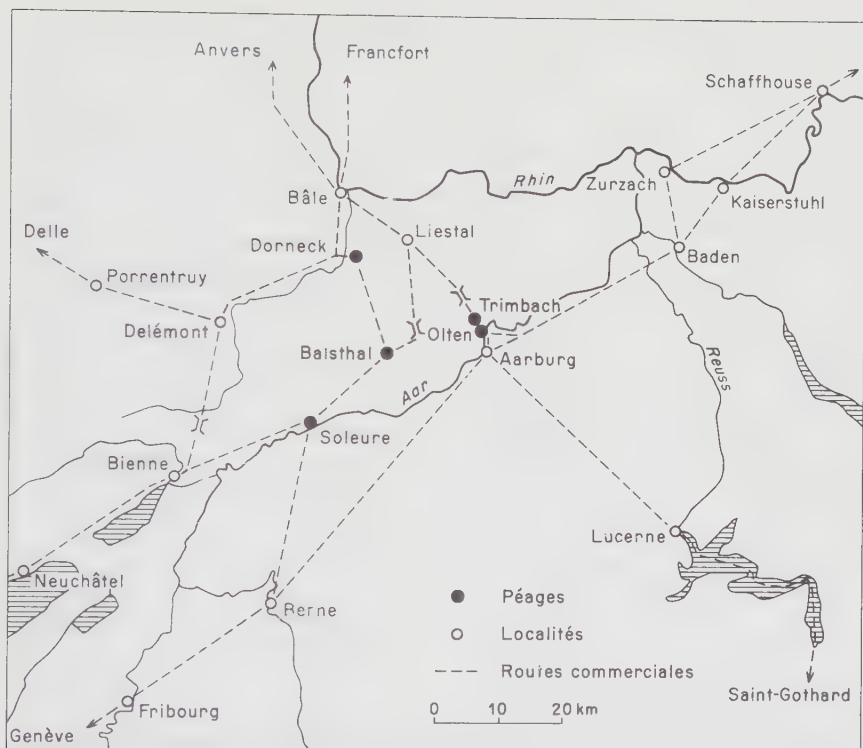


Figure 1: Les péages soleurois dans le réseau des routes commerciales suisses.

composition de ces relevés de caisse reflète donc assez fidèlement les structures momentanées de la circulation monétaire de la région. La loi de Gresham a certainement joué au niveau du comportement des trésoriers des villes. Mais, puisque tout le monde est censé avoir eu la même attitude par rapport aux pièces en circulation, ce sera encore par la comparaison à long terme de ces bilans de caisse que l'on verra l'évolution de la circulation monétaire.

Les recettes des péages de Soleure, de Balsthal, de Trimbach, d'Olten et de Dorneck, étaient placées au cours de l'année à chaque endroit dans un tronc fermé à clef. Elles étaient comptées une fois par année, lorsque la somme reçue était livrée à la trésorerie de Soleure¹⁰. Ces relevés annuels permettent de suivre avec assez de précision l'évolution des structures de la circulation monétaire. Leur signification dépasse même le cadre régional.

Chacune de nos sources représente un niveau différent de la circulation monétaire. On distingue généralement deux niveaux essentiels: celui des

¹⁰ Cette façon de percevoir les péages était courante dans la Confédération au XVI^e siècle. Cf. pour Villmergen: StA SO, Urkunde, H 336, Baden, 11 août 1543, et pour Liestal et Waldenburg: MEYER, *Reisebüchlein*, pp. 103 et 106.

petites pièces ou des besoins quotidiens des populations, des artisans et des paysans, puis celui des négociants, de la politique et des spéculateurs, c'est-à-dire les bonnes pièces d'argent et d'or. A cela il faut ajouter que la séparation n'était peut-être pas si nette que cela. Chaque ensemble d'activités économiques créait son propre système de circulation monétaire en fonction de ses besoins particuliers en moyens de paiement. L'osmose monétaire était assurée par le rattachement des différentes activités économiques entre elles. C'est ainsi que les recettes des péages reflètent un secteur limité de la circulation monétaire, celui des voyageurs, des transporteurs. Les sommes versées dans le tronc du péage dépendent du nombre de personnes, de chevaux, de têtes de bétail, de chars, de charges, de tonneaux, de ballots, qui passent. Le volume moyen du trafic détermine la composition métallique de la recette.

Le contenu des caisses des trésoriers des villes représente encore un autre niveau : les recettes fiscales, les ventes, les amendes, les emprunts, les intérêts perçus sur des prêts d'une part, les dépenses effectuées en fonction des besoins de l'administration d'autre part. Au niveau de la trésorerie, il y a regroupement des monnaies : les unes iront au trésor, les autres seront dépensées sous forme de prêts, d'intérêts versés, de salaires, ou utilisées pour acheter des biens d'équipement et de consommation. Une partie de la recette et des dépenses des trésoriers des villes se rattache donc plutôt au niveau de la circulation inférieure, tandis qu'une autre partie appartient déjà au niveau supérieur, à celui des grosses transactions, niveau dont relèvent aussi l'épargne, les emprunts et les véritables trésors constitués en réserves métalliques.

Pour notre analyse, nous allons étudier successivement les recettes des péages soleurois, les relevés des trésoriers, et enfin les trésors des villes.

A. LES RECETTES DES PÉAGES SOLEUROI

1. Analyse linéaire ou chronologique

Par Soleure et Olten passait tout le trafic de la vallée de l'Aar. Ces villes contrôlaient la route commerciale ouest-est sur l'Aar et est-ouest sur terre ferme. Cette route longeait le Jura et conduisait les marchands de Lyon, via Genève, à travers le plateau suisse jusqu'en Suisse orientale et au-delà jusqu'en Allemagne. Les péages de Balsthal et de Trimbach étaient situés sur la route nord-sud. La route de Balsthal était empruntée par les voyageurs, venant du nord et passant par Bâle et par le col supérieur du Hauenstein, pour se rendre à Berne et à Fribourg. La route franc-comtoise qui partait de Lyon, passait par Orgelet, Pontarlier, Neuchâtel, Soleure, Balsthal et Bâle¹¹. Les marchands venant d'Anvers et des villes d'Allemagne et de celles de la vallée du Rhin, dont la ville de Bâle était le point de rupture

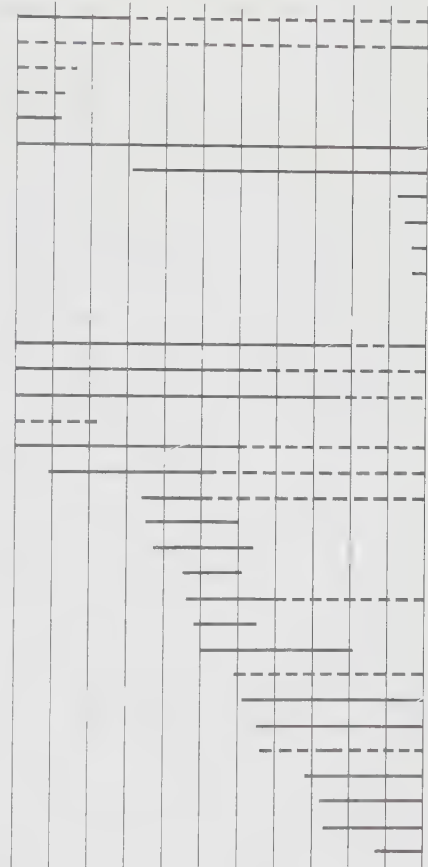
¹¹ GASCON, *Grand commerce*, p. 168.

PIÈCES D'OR

Florin du Rhin, florin d'or
 Ducat
 Ecu de Schwytz
 Ecu de Savoie
 Vieil écu de France
 Ecu d'or au soleil de France
 Pistole
 Ducat à la potence
 Doublons
 Ducat de Hongrie
 Sequin de Venise

ARGENT ET BILLON

Dicken et Plapphart
 Rollebatz
 Monnaie de Bâle
 Karlinen
 Haller
 Fünfer
 Batz de Coire
 Schilling de Fribourg
 Batz de Constance
 Rössler
 Joachimstaler, Reichstaler
 Vierer de Berne
 Monnaie de Lucerne
 Réal
 Kreuzer
 Teston de France
 Löwenplappart
 Franc
 Philippstaler
 Ducaton
 Quart d'écu



— Notations annuelles --- Notations sporadiques

Figure 2 : Monnaies en cours aux péages soleurois.

le plus important en amont, passaient par le col inférieur du Hauenstein et par Trimbach et Olten avant de s'engager sur la route de Lucerne et du Saint-Gothard¹². Enfin, Dorneck dominait la vallée de la Birse, entre Bâle, Delémont et Porrentruy. On comprend aisément la valeur que l'on doit conférer aux données monétaires que les recettes des péages soleurois révèlent.

¹² BERGIER, *Genève*, p. 169; GLAUSER, *Zentnerzoll*, p. 179. Pour les routes commerciales, voir aussi AMMANN et SCHIB, *Atlas* carte N° 19; STEINEGGER, *Schaffhausens Handel*, pp. 55 ss.

Rappelons brièvement qu'à la fin de chaque année comptable, fin juin vers la Saint-Baptiste, le trésorier de Soleure faisait la tournée des péages du canton, pour recueillir l'argent encaissé par les péagers au cours de l'exercice écoulé. Le décompte des diverses monnaies, ainsi que les déductions des frais généraux et du salaire du péager, étaient ensuite transcrits fidèlement dans les comptes du trésorier¹³. Pour quelques monnaies, ce relevé donne régulièrement le nombre de pièces et le taux de change par rapport à la livre de compte soleuroise. Toutes les monnaies ne sont pas comptabilisées avec la même précision. Mais le total de chacune d'entre elles est toujours inscrit en livres. Parfois, quelques monnaies sont regroupées sous un titre collectif: Baslermünz, Luzernermünz, Freiburgerschillinge, Fünfer, Haller, etc. Les données sont assez précises et notées avec une régularité telle que l'exploitation sérielle de cette source se révéla très prometteuse.

Une vingtaine de monnaies d'or avaient eu cours au fil des années à Soleure¹⁴. Quelques-unes n'apparaissant que sporadiquement, je n'en ai pas tenu compte sur le graphique de la page précédente.

Le florin d'or du Rhin, qui avait joué un rôle si important au cours du siècle précédent, maintient sa place pendant le premier tiers du XVI^e siècle. Dès 1530, il n'apparaît plus que très sporadiquement. Enfin, on ne saura plus exactement, quand on en rencontre un, s'il s'agit d'un florin du Rhin, qui n'est plus frappé depuis longtemps mais qui continue à circuler, ou d'un florin d'or de frappe différente. Il est aussi difficile de le savoir à travers le taux de change¹⁵. L'écu d'or de Savoie, l'écu d'or de Schwytz et le florin d'or d'Utrecht n'occupent qu'une petite place, et cela au début du siècle. Seuls les ducats d'Italie apparaissent avec une certaine régularité, surtout dès 1590, aux péages soleurois.

L'écu d'or au soleil de frappe française¹⁶ est la pièce d'or qui eut la vie la plus longue. Elle circula sans interruption pendant tout le siècle. C'est un signe de stabilité et une preuve de la confiance que cette pièce avait rencontrée en Suisse. Après 1530, les couronnes d'Italie, parmi lesquelles on rencontre le plus fréquemment la pistole¹⁷, s'associent régulièrement à l'écu d'or de France. La circulation de pièces d'or en Suisse était largement dominée, au cours du XVI^e siècle, par l'écu de France et la pistole¹⁸, mais la

¹³ StA SO, Seckelmeisterrechnungen 1500-1610, Einnahmen, Zölle.

¹⁴ Alte Krone, Goldsonnenkrone, Savoyerkrone, Schwyzerkrone, Pistolenkrone, italienische Krone, Kaiserkrone, neue Krone, venezianische Krone, Vogelkrone, Dukaten, Rheingulden, Goldgulden, Schiffnobl, Angel, Dublone, Ziggine, Kreuzdukaten, ungarischer Dukaten, Utrechter Goldgulden.

¹⁵ MORARD, *Monnaies*, p. 137.

¹⁶ « Goldsonnenkrone frankrychischen Schlags ».

¹⁷ Pistolenkrone, Kaiserpistole, Kaiserkrone, neue Krone, Vogelkrone, italienische Krone. Cf. LAPEYRE, *Famille*, pp. 256 ss.

¹⁸ Pour le Valais, cf. DUBOIS, *Salzversorgung*, p. 666.

première place revient à l'écu d'or de France à cause de sa présence constante. De nouvelles pièces d'or apparaissent à la fin du siècle — le ducat à la potence, le ducat de Hongrie, le sequin de Venise et les doublons d'Espagne et d'Italie — mais ne prennent de l'importance qu'après 1600. Le noble et l'angel ne sont mentionnés que très rarement.

Parmi les monnaies d'argent et de billon, quelques éléments constants : les dicken et les plapparts. De quelles pièces s'agit-il ? Des dicken soleurois d'abord, de ceux des cantons voisins ensuite. Le fait de les trouver comptés ensemble, en bloc, nous montre que ces pièces frappées ici et là en Suisse, étaient acceptées sans discrimination. Le rollebatz est présent régulièrement jusqu'en 1567. Le batz de Coire perd du terrain déjà dès 1552. Le Freiburger Schilling disparaît nominalement en 1561, le rössler en 1562 et le batz de Constance en 1564. Une seule monnaie suisse a pris la relève : le kreuzer. C'est déjà un premier effet de l'accord monétaire conclu en 1560 entre Berne, Fribourg et Soleure et de l'entente monétaire des Confédérés réalisée à la même époque¹⁹. La monnaie bâloise ou du Rappenmünzbund, présente constamment au début, disparaît peu à peu vers la fin du siècle.

La présence de pièces d'argent étrangères, surtout françaises — les testons apparaissent en 1565 et les francs en 1578 — est la conséquence de l'accroissement extraordinaire qu'ont connu les frappes monétaires en France²⁰. Cette arrivée de métal blanc était bienvenue en Suisse, où l'on en manquait justement pour la fabrication des petites monnaies²¹. Nous savons, par exemple, que des réaux espagnols arrivés à Lucerne y étaient fondus en vue de la frappe de testons. Ce même phénomène s'est produit à Schaffhouse²². D'ailleurs le réal n'est pas noté chaque année aux péages soleurois. Cette situation de pénurie, entre 1550 et 1570, n'est pas particulière à la Suisse : le numéraire manquait également sur les places méditerranéennes²³. Mais le goulot d'étranglement disparaît après 1570 ; les testons de France circulent déjà régulièrement dès 1565, le franc s'impose à partir de 1578. Après 1580 viennent les écus espagnols (Philippstaler), les ducats ou écus d'argent d'Italie. Enfin, en 1597, les péages de Soleure saluent l'arrivée du quart d'écu (Kreuzdicken).

A des pièces d'argent, principalement de frappe suisse au début et au milieu du siècle, se sont substituées à la fin les nombreuses monnaies étrangères. Nous retrouvons donc à la fin du siècle dans presque la totalité de la circulation monétaire la situation que l'or avait connue déjà un siècle plus tôt. Peut-on en conclure que la Suisse avait été entraînée par le « serpent monétaire » européen du XVI^e siècle ?

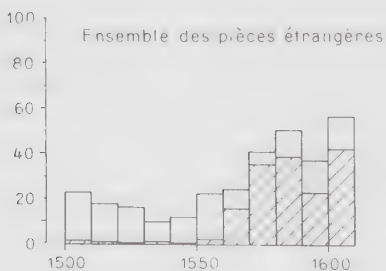
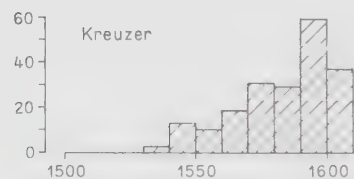
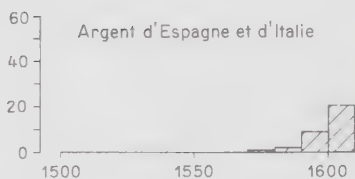
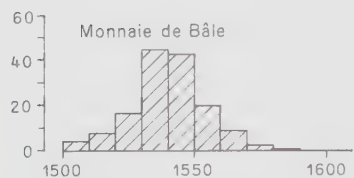
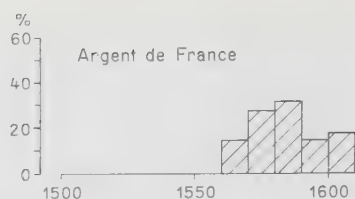
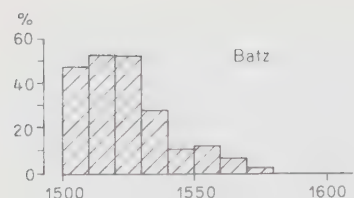
¹⁹ MORARD, *Monnaies*, pp. 74-75.

²⁰ SPOONER, *L'économie mondiale*, pp. 524-526.

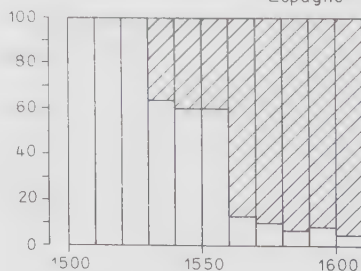
²¹ MORARD, *Monnaies*, p. 78.

²² WIELAND, *Luzern*, p. 40 ; *Id.*, *Schaffhausen*, p. 78.

²³ BRAUDEL, *Méditerranée*, p. 444.



Valeur de l'or et de l'argent importés en Espagne



□ or ▨ argent et billon

Figure 3: Les principales monnaies en circulation en Suisse d'après les péages soleurois.

2. Analyse dynamique ou quantitative

L'évolution linéaire de la circulation monétaire suisse, que nous venons d'esquisser pour le XVI^e siècle, a besoin d'être éclairée par une analyse quantitative et dynamique de la masse monétaire en circulation. Les données des péages de Soleure, d'Olten, de Trimbach, de Balsthal et de Dorneck nous serviront encore de base pour cette étude.

a) Monnaies suisses

Au niveau des pièces frappées par les Confédérés, nous retrouvons les quatre types de monnaies qui avaient dominé successivement la circulation. Le batz règne sur les années 1500 à 1530. La monnaie bâloise fait prime entre 1531 et 1550. Entre 1551 et 1570 les testons suisses font la transition entre l'ancien et le nouveau système monétaire, ce dernier étant concrétisé par la montée du kreuzer dès 1571²⁴. Cette évolution, nous la considérons ici dans le cadre des pièces suisses et étrangères réunies. Elle est donc toute relative. La position du kreuzer entre 1601 et 1610 paraît faible (fig. 3), alors que la comparaison isolée des monnaies suisses indique mieux la place relative qu'occupaient ces monnaies dominantes parmi les monnaies de fabrication suisse (fig. 4).

Le taux de 65% du batz au début du siècle confirme ce que Hans Ulrich Geiger avait déjà affirmé: l'extraordinaire popularité dont cette pièce a joui²⁵. La domination de la monnaie bâloise ne fut que passagère. Elle s'effiloqua même plus rapidement que celle du batz. Entre 1561 et 1580, ce dernier tenait encore tête aux kreuzers. Les taux de la monnaie bâloise et des testons, au moment de leur apogée, n'égalèrent jamais ceux que le batz avait connus au début du XVI^e siècle.

La relative importance de la monnaie bâloise, entre 1531 et 1550, constitue cependant un élément surprenant que nos sources révèlent. Nous savons que le Rappenmünzbund auquel Bâle appartenait, avait fait la guerre aux batz suisses dès la fin du XV^e siècle et qu'il l'a même décrié en 1520²⁶. Cette politique n'avait cependant pas pu empêcher cette pièce dédaignée de devenir, à partir de 1533, une des monnaies dominantes du Rappenmünzbund lui-même²⁷. Et c'est exactement l'époque où la monnaie

²⁴ Le schilling fribourgeois en cours à Soleure dès 1534 a été assimilé au kreuzer, puisque, dès 1560, 1 s. valait 1 kr. Cf. MORARD, *Monnaies*, p. 63. Il n'est toutefois pas absolument certain que Fribourg ait frappé des schillings (sols) avant 1559. Dans ce cas l'expression «Freiburgereschilling» utilisée par les trésoriers soleurois signifierait l'ensemble des pièces de frappe fribourgeoise. J'ai opté pour le schilling-kreuzer, parce que, dès 1561, les comptes soleurois ne mentionnent plus expressément la monnaie fribourgeoise. Cette dernière est comptée avec les nouveaux kreuzers suisses.

²⁵ GEIGER, *Entstehung*, pp. 145-154.

²⁶ ALTHERR, *Münzwesen*, pp. 78-81.

²⁷ *Op. cit.*, p. 84.

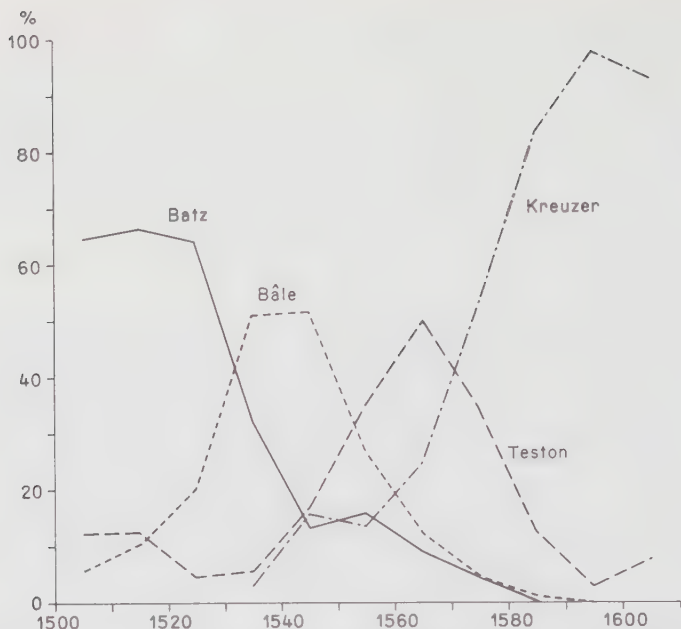


Figure 4 : Monnaies suisses dominantes au XVI^e siècle. Leur part relative à l'intérieur des pièces de fabrication suisse en circulation. (Moyennes décennales centrées).

de Bâle ou du Rappenmünzbund commença à envahir la Suisse. Les antagonismes qui avaient existé entre les deux régions monétaires s'étaient estompés en face d'un nouveau problème commun : les pressions que Ferdinand d'Autriche exerçait sur la Suisse et la région bâloise par le moyen des réformes monétaires de l'Empire. En 1555, la diète d'Augsbourg interdit l'exportation d'argent en direction de ces régions. Ce fut le début de la période de pénurie d'argent en Suisse, et une décision fatale à la longue pour le Rappenmünzbund, qui s'effondra en 1580²⁸. Les Suisses étaient contraints à un accord monétaire qui pût satisfaire Ferdinand d'Autriche pour qu'il leur ouvrît à nouveau les mines d'argent de l'Allemagne du Sud. Il fallait au moins éviter la fuite à l'étranger des pièces suisses d'argent et de billon²⁹.

La pièce qui devait remplacer le batz en Suisse s'appelait kreuzer comme en Allemagne et monopolisa bientôt toute la circulation inférieure. A partir de 1567, les trésoriers comptabilisaient ces pièces sous le titre « kreuzer et monnaie courante »³⁰ dont on peut se demander ce qu'il signifie. Deux

²⁸ *Op. cit.*, p. 85.

²⁹ Cf. WIELAND, *Zug*, p. 18 ; MORARD, *Monnaies*, pp. 74-75.

³⁰ « Kreuzer und gemeines Münz. » Genève ne frappait pas le kreuzer, mais, dès 1561, une pièce de valeur équivalente : le trois-quart de sol valant neuf deniers. Cf. DEMÔLE, *Genève*, pp. 66-67.

possibilités se présentent : kreuzer et d'autres pièces, ou kreuzer soleurois et pièces équivalentes, c'est-à-dire des kreuzers d'autres cantons et alliés. Le contenu du trésor trouvé dernièrement à Bourg-Saint-Pierre, et qu'Erich B. Cahn vient d'analyser³¹, pourrait nous apporter les indications dont nous avons besoin. Les 97 % de ce trésor étaient composés de kreuzers de frappes diverses : Berne, Soleure, Fribourg, Genève, comté de Neuchâtel et évêché de Sion. Les pièces dataient de 1559 à 1600. Le trésor avait été enfoui en 1601. Aux péages soleurois, vers 1600, les 97 % des pièces suisses étaient également composés de kreuzers et de ses pièces équivalentes. Le reste était occupé par des testons suisses. A la frontière italienne, l'essentiel des 3 % était constitué par des ducats d'Italie. La concordance des sources est frappante. L'hypothèse qu'Erich B. Cahn avait émise paraît se confirmer : le batz avait disparu, le kreuzer a pris automatiquement toute la place. Le batz subsiste cependant comme monnaie de compte ; il sera frappé à nouveau au début du XVII^e siècle.

Le recul du batz au profit du kreuzer semble même avoir été une affaire de quelques années seulement. Prises pour elles-mêmes, ces deux monnaies affluèrent aux péages soleurois comme suit :

Année	Batz %	Kreuzer %	Année	Batz %	Kreuzer %
1561	67,5	32,5	1564	35,4	64,6
1562	48,8	51,2	1565	33,2	66,8
1563	39,1	60,9	1566	22,6	77,4

Dès la première année de leur frappe les kreuzers affirmant leur présence, d'année en année le batz perdit du terrain. En 1566, le sort du batz semble être scellé et le règne du kreuzer incontesté. C'est ce que nous enseigne l'ensemble des recettes des péages soleurois. Dans les recettes des halles de la ville de Soleure, la rapidité de la montée du kreuzer et la promptitude de l'éviction du batz sont encore plus prononcées :

Année	Batz %	Kreuzer %	Année	Batz %	Kreuzer %
1561	49,2	50,8	1565	20,8	79,2
1562	21,9	78,1	1566	12,5	87,5
1563	15,8	84,2	1567 ³²	?	?
1564	4,3	95,7	1568	1,6	98,4

³¹ CAHN, *Zwei Münzschatzfunde*, pp. 108-153.

³² Pour 1567, le relevé ne présente qu'une somme pour les batz et les kreuzers réunis.

Ici, les kreuzers circulèrent à quantité égale avec les batz à partir de 1561 déjà. En 1562, ils avaient relégué les batz à 21,9% et en 1564 à 4,3%. La remontée du batz en 1565 et en 1566 s'explique par le phénomène du flux et du reflux des monnaies en circulation. Toutefois, la proximité de l'atelier monétaire ne lui laissa aucune chance. En 1568, le batz disparut pratiquement des recettes des halles à Soleure³³.

b) Monnaies étrangères

Au cours de la deuxième moitié du XVI^e siècle, la fabrication de monnaies dans les ateliers suisses ne suffisait pas à satisfaire les besoins du marché. Les raisons en sont connues. Le métal manquait en Suisse. Après le tarissement des sources d'argent allemand, les Suisses profitèrent encore quelques années de leurs privilèges en France. Mais lorsqu'en 1559 Jacob Stampfer, maître monnayeur de Zurich, exporta de Lyon des pièces d'argent espagnoles d'une valeur de 50 000 livres, il provoqua un fort mécontentement. La même année encore, Henri II mourut. Ce fut pour vingt-trois ans³⁴ la fin des privilèges suisses en matière d'exportation de métaux précieux du royaume. Ces nouvelles circonstances n'empêchent pas qu'à partir de 1561, des quantités appréciables de pièces françaises d'argent commencèrent à circuler en Suisse. Richard Gascon déjà observe que «le roi qui interdisait les sorties d'espèces était le premier à enfreindre ses propres défenses. Sa politique militaire et financière l'obligeait à envoyer de fortes sommes aux Suisses et au duc de Florence³⁵». D'autre part, Spooner a relevé que le véritable tournant entre l'afflux d'or américain et l'avalanche d'argent en Espagne se place vers 1560³⁶. Malgré un retour passager de l'or en France au cours de la décennie de 1561 à 1570, les frappes françaises ont suivi le mouvement déclenché par les arrivées des masses d'argent américain. Par le biais de la balance positive des paiements suisses, ce changement structurel intervenu dans les frappes monétaires françaises agit sur les structures de la circulation en Suisse. La part relative du métal blanc français affluant aux péages soleurois, pratiquement nulle jusqu'en 1560, augmenta par la suite de décennie en décennie jusqu'en 1590 (14,2% de 1561 à 1570, 27,6% de 1571 à 1580, 31,5% de 1581 à 1590). Elle représenta encore 14,6% de 1591 à 1600 et 17,4% de 1601 à 1610. Lorsque l'on tient compte encore de l'écu d'or de France omniprésent au cours du XVI^e siècle, on constate que le rythme de l'accroissement et de la diminution du nombre total des pièces françaises encaissées par les péages soleurois suit d'une manière plus ou moins souple celui des frappes françaises. Le taux de corrélation calculé sur la base des moyennes décennales s'élève à 0,96. Nous sommes donc en droit

³³ Les derniers demi-batz furent frappés à Soleure en 1567. L'atelier soleurois produisit les kreuzers jusqu'en 1579. SIMMEN, *Münzen*, pp. 363-365.

³⁴ LOESEL, *Goldschmiedehandwerk*, pp. 50-51.

³⁵ GASCON, *Grand commerce*, p. 565.

³⁶ SPOONER, *L'économie mondiale*, p. 326.

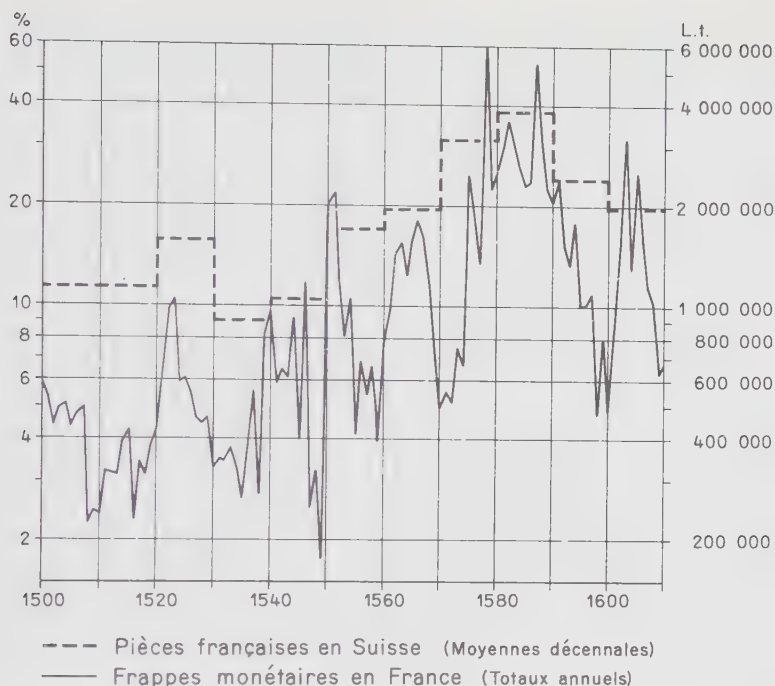


Figure 5: *Frappes monétaires en France (selon Spooner) et monnaies françaises en circulation en Suisse.*

de parler d'une osmose monétaire de la France vers la Suisse. Par la voie du commerce, par le canal de la politique pour les paiements des pensions et des soldats, la monnaie française quittait son pays d'origine et circulait de plus en plus abondamment en Suisse. Le sommet atteint entre 1581 et 1590 est impressionnant: 38,3%, soit plus d'un tiers de la masse monétaire circulant au niveau des péages soleurois.

Quoique présentes déjà en 1500, les pièces italiennes et espagnoles ne jouèrent pas un rôle très important au cours du XVI^e siècle. Dans les recettes des péages, elles représentaient 3,5% de 1551 à 1561, 3,3% de 1561 à 1570, 2,8% de 1571 à 1580, 6,7% de 1581 à 1590 et 12,7% de 1591 à 1600. L'entrée en scène de l'argent italien et espagnol s'est faite timidement: 0,8% de 1571 à 1580, 1,9% de 1581 à 1590, 8,9% de 1591 à 1600. Le recul de l'argent français en face de celui d'Espagne après 1590 mérite cependant une remarque. Jusqu'en 1598, la France fut perturbée par la guerre civile. Ses frappes monétaires avaient sensiblement reculé. Les paiements des alliances et des pensions s'étaient arrêtés en 1588. Les cantons catholiques, à l'exception de Soleure, s'allièrent à l'Espagne et encaissèrent dorénavant chaque année les pensions espagnoles. La reprise des affaires, après 1590, et

particulièrement celle du trafic transalpin fut certainement aussi pour quelque chose dans l'accroissement relatif des pièces d'argent et d'or espagnoles et italiennes. Au cours de la dernière décennie du XVI^e siècle, les monnaies italiennes et espagnoles représentaient avec 12,7% déjà un peu plus que la moitié des monnaies françaises. La situation se renversa dès la première décennie du XVII^e siècle: les monnaies françaises tombèrent à 19,8%, tandis que celles d'Espagne et d'Italie bondirent à 34,2%. La prédominance française parmi les monnaies étrangères en Suisse au XVI^e siècle avait donc disparu au début du XVII^e siècle au profit d'une domination monétaire italo-espagnole.

La part des monnaies étrangères en général avait fortement augmenté au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle et au début du XVII^e siècle: 22,4% de 1551 à 1560, 24,3% de 1561 à 1570, 41,2% de 1571 à 1580, 50,8% de 1581 à 1590, 37% de 1591 à 1600 et 56,7% de 1601 à 1610. Nous pouvons conclure qu'après 1560 la circulation monétaire en Suisse a profité progressivement de l'invasion de l'argent américain, par le canal de la France d'abord, par celui de l'Espagne et de l'Italie ensuite. Le produit des mines d'argent de l'Allemagne étant refusé aux Suisses, celui de l'Amérique est venu à leur secours.

La circulation monétaire en Suisse s'est internationalisée. Les échanges et surtout l'activité financière dirigée principalement vers la France entraîna la Suisse dans la zone monétaire française. D'où la part importante qu'occupent les pièces de ce pays dans la masse monétaire en circulation en Suisse. Les gouvernements des Confédérés n'avaient pas intérêt à faire disparaître les testons, les francs et les quarts d'écu d'argent de France, dont ils avaient régulièrement besoin pour leurs affaires avec le pays voisin et allié. Même Lucerne, à la tête des cantons catholiques qui s'étaient alliés à l'Espagne, avait conservé des milliers de testons français dans son trésor, mais en avait retiré des réaux espagnols pour s'en servir en vue de la frappe de monnaie³⁷. L'envahissement de la Suisse par les monnaies étrangères est un signe évident d'une balance des paiements suisses largement active, ce qui était dû aux soldes, aux pensions, aux intérêts actifs sur les placements de capitaux à l'étranger, et aux recettes sur le transit des marchandises.

Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, la part de l'or à la fin du siècle n'était pas inférieure à celle des années 1501 à 1530. Après 1560, il accuse bien un recul consécutif à l'effondrement des importations d'or d'Amérique³⁸; mais on ne voit pas l'or se raréfier par rapport à l'argent, comme on l'affirme si souvent dans les travaux d'histoire économique qui traitent de la France et de l'Italie³⁹. Aux péages soleurois la présence de l'or est de 13,3% en moyenne pour le siècle. Le taux le plus bas se situe entre 1571 et 1580: 5,7%. Mais l'or reprend sa place avec vigueur: sa part s'élève

³⁷ WIELAND, *Luzern*, p. 40; Cf. Id., *Schaffhausen*, p. 78; HAUSER, *Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, pp. 109-110.

³⁸ VILAR, *Or et monnaie*, pp. 126-127.

³⁹ MAURO, *XVI^e siècle*, p. 193; SPOONER, *L'économie mondiale*, pp. 26-30.

à 11,6% de 1581 à 1590, monte à 13,2% entre 1591 et 1600 pour atteindre 15,8% après 1601⁴⁰. Ce métal, que l'on croyait chassé par l'argent, on le retrouve sur les routes du commerce international. Pour la traversée des cols suisses, les marchands devaient certainement préférer les pièces d'or, moins encombrantes. Mais je vois encore une autre explication possible: la quantité de métal blanc affluant en Suisse n'était jamais assez importante pour suffire à tous les besoins monétaires. A long terme, l'or tint solidement sa place dans la masse monétaire en circulation.

B. LES TRÉSORS DES VILLES

1. Les recettes des trésoriers

L'analyse du contenu des caisses des trésoriers renforce-t-elle ou affaiblit-elle les hypothèses que je viens d'émettre ? Les sources sont plutôt rares: les relevés des variétés des monnaies ne sont pas inscrits dans les livres des comptes financiers, mais simplement sur des feuilles volantes. J'ai trouvé quelques-uns de ces relevés à Fribourg, à Soleure et à Lucerne. Pour la ville de Genève, on dispose des comptes de l'Arche de 1551 à 1572 et de 1579 à 1588, où les relevés se trouvent à la fin de presque tous les exercices financiers. Pour cette dernière ville je n'ai pas tenu compte du contenu de la caisse, mais des entrées annuelles, témoins plus fidèles encore de la circulation monétaire.

Voici le résultat de mes calculs:

	Or %	Ecu d'or de France %	Argent et or français %	Sources
Fribourg (Bilan)				
1530	70	25 à 50	43 à 68	AE FR, comptes des trésoriers: n ^{os} 256, 270, 277, 278.
1537	99	95	95	
1541	80	69	86	
1542	76	58	66	
1585	39	21	53 à 55	AE FR, Stadtsachen C, n ^o 64
Soleure (Bilan)				
1596	63	59	59	STA SO, Heim- licher Überschlag, Stadtrechnung 159 b.

⁴⁰ Cf. la collecte effectuée à Zurich au mois de mai 1591 en faveur de Genève. La part de l'or s'éleva à 12,4% des pièces déposées dans l'urne (StA ZH, Akten, A 246.4, 22. Mai 1591).

	Or %	Ecu d'or de France %	Argent et or français %	Sources
Lucerne (Bilan)				
1573	63	51	89	STA LU, cod. 7245
1576	21	14	18	STA LU, cod. 7235
Genève (Recettes de l'Arche)				
1551-1560	60	60	60	AEG, Finances
1561-1570	83	72	72	U1, T2
1579-1588	65	45	51	

Dans les caisses des trésoriers, il y a une part relative d'or plus élevée que dans les tronc des péages soleurois. De 70% à 99% à Fribourg entre 1530 et 1542. C'est normal à ce niveau de la circulation monétaire. L'or domine dans la première moitié du siècle. Mais, en 1585, il est toujours là avec 39%. Sur les deux relevés de Lucerne, l'or est présent : 63% en 1573 et 21% en 1576. C'est la proportion la plus basse que j'ai rencontrée. Les 63% que l'or représente à Lucerne, en 1573, ne doivent pas surprendre, car les moyennes de Genève sont tout aussi élevées entre 1551 et 1588. La Seigneurie de Genève a dû se procurer l'or nécessaire pour payer les intérêts de ses dettes, pour rembourser les créanciers bâlois, pour acheter du blé et des armes en Suisse et à l'étranger. Ce rôle majeur de l'or dans les finances de la Seigneurie prouve qu'il était possible de trouver de l'or à Genève et en Suisse, où Genève a émis la plus grande partie de ses emprunts⁴¹. Mais à cela s'ajoutent aussi les versements financiers politiques, dont on peut déjà affirmer qu'ils ont été effectués principalement en or. En Suisse le transport de l'or n'était pas une exception digne d'être remarquée⁴².

Parmi les pièces d'or, l'écu d'or au soleil de France est omniprésent. Les proportions les plus basses que nous ayons pu constater, se situent à Lucerne en 1576 (14%) à Fribourg en 1585 (21%) et à Genève en 1586 (30%). A tous les autres moments, chaque fois que nos sources nous ont permis de le vérifier, l'écu d'or de France remplit au moins un tiers de la caisse des trésoriers.

Est-on ici en présence de l'effet de la thésaurisation de l'or, les trésoriers dépensant de préférence les pièces qui se dépréciaient plutôt que les autres, ce qui les poussait à retenir l'or dans les caisses ? Cette remarque serait éventuellement valable pour Lucerne, qui avait pu se constituer un trésor. Mais nous verrons en analysant les entrées et les sorties de ce trésor que l'or

⁴¹ Cf. *infra*, cinquième partie, IV.

⁴² En France par exemple, les transferts d'or semblent avoir été l'objet d'observations particulières des contemporains. Cf. SPOONER, *op. cit.*, p. 30.

n'y était pas plus retenu que l'argent. Fribourg, Soleure et Genève n'avaient pas eu l'occasion d'accumuler des réserves métalliques. Genève avait bien constitué un trésor, celui qu'on appelait «l'Arche». Mais les recettes qui avaient été attribuées à l'Arche, au cours de l'année, étaient aussitôt dépensées⁴³. Et chaque fois que le trésor regorgeait d'or et d'argent, c'était grâce aux emprunts, c'est-à-dire à des capitaux qui n'appartenaient pas à la Seigneurie de Genève. Fribourg a été, au cours du XVI^e siècle, dans une situation semblable à celle de Genève. Fribourg eut l'occasion d'agrandir énormément son territoire, sans guerre, mais en se couvrant de dettes⁴⁴. Puis, en 1580, la ville se constitua caution pour le roi de France devant la banque bâloise, ce qui l'obligea à payer peu après aux créanciers les intérêts et d'effectuer même des remboursements à la place du roi de France. A Fribourg, comme à Genève, l'or n'eut donc pas le temps de rester longtemps à l'écart de la circulation monétaire.

Quant à l'importance des pièces françaises d'argent et d'or réunies, les chiffres de Fribourg et de Genève parlent nettement en faveur de l'appartenance de ces deux villes à la «zone monétaire» française. Je n'ose pas tirer de conclusion des seules données que j'ai pu obtenir des bilans de Lucerne, celui de 1573 penchant du côté français, mais celui de 1576 affirmant plutôt le contraire. Une seule certitude pour cette ville : l'écu d'or de France domine l'or en caisse.

2. Les trésors constitués

J'ai analysé les trésors de Bâle, de Berne, de Lucerne, de Zurich et de Saint-Gall⁴⁵. Les cinq villes représentent les quatre groupes monétaires que Colin Martin distingue en Suisse : la Suisse occidentale dans la sphère française, la Suisse centrale ouverte sur la route du Gothard, la Suisse orientale sous l'influence de la maison d'Autriche, la Suisse du Rappenmünzbund. J'ai posé aux trésors deux questions : y a-t-il eu, dans la deuxième moitié du XVI^e siècle, une nette préférence pour la thésaurisation de l'or au détriment de l'argent ? Les sommes retirées de la circulation monétaire sont-elles restées définitivement à l'écart des échanges ? Pour pouvoir répondre à ces questions, j'ai tenté l'analyse statique et dynamique des trésors là où les sources me l'ont permis.

Vus dans l'ensemble et dans un ordre chronologique, la part des pièces d'or dans les trésors ne permet pas de dégager une quelconque évolution.

⁴³ MONTER, *Studies*, pp. 28 ss.

⁴⁴ *Infra*, Quatrième partie, II.

⁴⁵ Pour Bâle : StA BS, Finanz T 4, Schatz im Dreiergewölbe, 16. Jh.-1799 ; pour Berne : StA BE, B VII 2385, 2386 ; pour Lucerne : StA LU, cod. 7970 ; pour Zurich : F III 47, 2 ; C I, Stadt und Land, 3676 ; 3678 ; 3679 ; 3680 ; 3683,1 ; 3683,2 ; 3684 ; 3701 ; pour Saint-Gall : Stadt A SG, Band 438. Toutes les indications données par les comptes des trésoriers concernant les trésors ont également été retenues pour cette étude.

Année	Trésor	Or	Ecu d'or de France	Argent
		%	%	%
1565 env.	Bâle ⁴⁶	70,0	28,9	30,0
1571	Berne	82,4	73,6	17,8
	Lucerne	52,5	—	47,5
1574	Lucerne	66,9	59,1	33,1
	Zurich	38,8	15	61,2
1578	Saint-Gall	60,2	4,8	39,8
1586	Berne	54	46,8	46
1596	Lucerne	73,4	52,3	26,6
1602	Lucerne	61,4	31,9	38,6
1603	Berne	99,2	42,6	0,8
	Zurich	40,8	24,5	59,2
1612	Saint-Gall	63,9	12,8	36,1

Tableau 2: Contenu relatif des trésors suisses de 1571 à 1612.

Mais, d'une ville à l'autre, on observe des différences. On peut même parler d'une géographie de la thésaurisation. Berne, située le plus à l'ouest, possède les taux d'or les plus élevés: 82,4%, 54% et 99,2%. Lucerne, voisine de Berne, vient au deuxième rang avec 52,5%, 66,9%, 73,4% et 61,4%. A la troisième place, nous trouvons Saint-Gall (60,2% et 63,9%). Zurich était la ville la moins «dorée» (38,8% et 40,8%). Ces données n'ont cependant qu'une signification très relative puisque, de leurs trésors, ces villes avaient consenti des prêts en or et en argent, ce qui pouvait avoir eu des conséquences directes sur la composition de ces trésors. Malgré cette réserve, la situation de Berne me paraît tout de même incontestée, et l'on remarque aussi à Lucerne une nette tendance à la prééminence de l'or jusqu'en 1596.

La géographie de l'écu d'or de France est beaucoup plus claire et significative: plus on s'éloigne de la France, ou de Soleure, où siégeait son ambassadeur, moins l'écu de France prend de place dans les trésors. La gradation est presque identique à celle concernant l'ensemble des pièces d'or: Berne, Lucerne, Bâle, Zurich et Saint-Gall. Dans cette dernière ville, les doublons d'Espagne occupaient la première place (23,7% en 1578, 32,9% en 1612). Au deuxième rang viennent les ducats d'or d'Italie et les sequins de Venise. On découvre à Saint-Gall la même particularité dans le trésor d'argent: les couronnes d'argent de Venise viennent en tête, suivies des Philipptaler ou Dölpel, les Reichstaler fermant la marche. On constate cependant que dans les trois trésors, à Berne, à Lucerne et à Saint-Gall, la

⁴⁶ Le document bâlois ne porte pas de date. L'absence d'argent français — testons, francs, quarts d'écu — ne nous permet pas de situer ce relevé trop tardivement dans le siècle. Pour la source, voir note 45.

quantité de l'or représente constamment une valeur supérieure à celle de la quantité de l'argent. Il en va de même pour l'unique donnée bâloise. Zurich est l'exception. Dans son trésor, l'argent domine légèrement sur l'or.

L'étude dynamique des trésors permettra d'apporter quelques nuances à ce tableau. Le trésor bernois représentait en 1571, une valeur d'environ 56 000 écus d'or de France. Grâce aux excédents des comptes annuels et aux emprunts émis à Bâle, Berne continue à augmenter sa réserve métallique qui s'élevait, en 1586, à l'équivalent de 190 000 écus d'or de France. Mais les deux guerres de Genève, 1589/1593 et 1601/1603, firent fondre l'épargne bernoise. En 1603, elle ne représentait plus que 13 000 écus d'or de France. La presque totalité de l'or et de l'argent amassés avait été dépensée en quelques années. Si l'on admet, et on y est bien obligé, que les autres belligérants⁴⁷ avaient aussi dépensé leur fortune jusqu'à l'épuisement⁴⁸, on constate que l'or n'a pas pu être conservé davantage que l'argent et que, les trésors étant vidés, les écus d'or et les écus pistoles ont dû circuler en relative abondance à côté des testons et des autres pièces d'argent. Les confiscations et les rançons encaissées par les Genevois pendant la guerre de 1589 à 1593 le confirment⁴⁹.

Les trésors des villes de Lucerne et de Saint-Gall n'ont pas été utilisés pour le financement de la guerre. Grâce à son trésor, Saint-Gall a pu acheter, en 1579, la Seigneurie de Bürglen et, en 1595, le couvent de Sainte-Catherine. Saint-Gall et Lucerne se sont servies également de leur épargne pour accorder des prêts à long terme⁵⁰. L'augmentation de la réserve métallique à partir des excédents des comptes de la trésorerie, les changements de la composition de ces réserves par les prêts et par leur remboursement, constituent cependant un flux, relativement lent, mais tout de même effectif d'entrées et de sorties, de thésaurisation et de circulation.

Saint-Gall	Ecus d'or de France	Or italien et espagnol	Total des pièces d'or	Pièces d'argent	Incertain	Valeur en écus
Années	%	%	%	%	%	100 %
1541-1550	79,3	20,7	100	0	0	5 000
1551-1560	48,9	2,4	51,3	19,2	29,5	9 000
1561-1570	21,5	35,1	56,6	43,4	0	14 000
1571-1580	0	60,5	60,5	39,5	0	6 500
1581-1590	38,2	0	38,2	61,8	0	8 500
1591-1600	0	0	0	100	0	10 000
1601-1610	0	68,8	68,8	31,2	0	34 000

Tableau 3 : Entrées dans le trésor de la ville de Saint-Gall.

⁴⁷ Genève et le duc de Savoie.

⁴⁸ DUFOUR, *La guerre*, pp. 183-203 ; MONTER, *Studies*, pp. 42-48.

⁴⁹ AEG, Finances T 5-9.

⁵⁰ Cf. *infra*. Troisième partie, VII et IX.

Avant 1550, seul l'or entraînait dans la composition du trésor de Saint-Gall. On y mit les premières pièces d'argent, les batz, en 1551. Les talers s'ajoutèrent en 1556, les Philippstaler en 1578. La progression de l'argent dans le trésor est constante. A la fin du siècle, le métal blanc possède le monopole des entrées: 100% entre 1591 et 1600, sous la forme de Philippstaler, de testons de France, de Reichstaler, de réaux, de testons de Lorraine et de testons suisses. L'or connut un lent recul, mais reprit sa place au début du XVII^e siècle. On assiste également à la lente disparition des écus d'or de France, remplacés dans le trésor par les écus d'Italie, les ducats, les couronnes de l'empereur, les doublons espagnols et les sequins de Venise.

De 1547 à 1578, au moins 8000 écus d'or de France ont été placés dans le trésor. En 1578, mille seulement de ces pièces s'y trouvaient encore. Les autres avaient été remis en circulation. Où ? A Saint-Gall ? En Suisse ? A la foire de Zurzach ? A Genève ? A Lyon ? Tout est possible, car les marchands-fabricants de Saint-Gall étaient très actifs et savaient fort bien utiliser pour le développement de leurs affaires les prêts que la ville leur avait accordés. Même une partie de l'or italien, dont on avait versé au trésor, entre 1547 et 1578, la valeur totale d'environ 11 500 écus d'or de France, avait été dépensée avant 1578; il n'en restait plus alors que 8500 écus. Faisons le même calcul pour les pièces d'argent: des entrées pour 1000 écus d'or de France opposées au bilan de 1578 s'élevant à environ 8500 écus laissent un déficit de 2500 écus. Nous ignorons le volume de la thésaurisation avant 1547. Mais, depuis cette année-là jusqu'en 1578, 51 % de l'or épargné par la ville ont été dépensés à nouveau, contre 23 % de l'argent seulement. De l'or économisé entre 1578 et 1612, les deux tiers ont à nouveau quitté le trésor avant 1612. Pour l'argent, ce taux s'élève à 100 %. Ainsi, au cours de cette dernière période, la ville de Saint-Gall a rendu à la circulation monétaire de l'or pour une valeur de 20 000 écus d'or de France et de l'argent pour environ 23 000 écus. Pour l'ensemble des deux périodes, c'est-à-dire de 1547 à 1612, l'or remis entre les mains des particuliers représentait une valeur de 30 000 écus (54 %) et l'argent de 25 500 écus (46 %).

A Lucerne, on préférait encore plus nettement l'or à l'argent pour la constitution du trésor. L'écu d'or de France recula également, mais il ne perdit jamais sa place prépondérante dans le trésor. Les bénéfices des trésoriers, les remboursements des prêts, les paiements des rois de France et, après 1592, aussi des rois d'Espagne, apportaient assez d'or pour alimenter la réserve. Mais, à Lucerne aussi, ni tout l'or ni tout l'argent ne sont restés longtemps improductifs dans la tour dressée au milieu de la Reuss. De 1530 à 1571, la totalité des dépenses du trésor, des prêts et des achats d'armes, de sel et de vin, ont été effectués en or, pour une valeur de 63 000 écus d'or de France. En 1576, on se débarrassa de toutes les pièces d'argent, accumulées jusqu'alors, de l'équivalent de 14 800 écus, ce qui explique les 46,2 % parmi les sorties de 1574 à 1580. Entre 1581 et 1590, on ne permit à aucune pièce d'or de quitter le trésor. Mais, ne nous méprenons pas: les 100 % d'argent ne

Lucerne	Or		Ecu d'or de France		Or italien et espagnol		Argent		Valeur en écus d'or de France	
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
	+	—	+	—	+	—	+	—	+	—
1530-1571	85,4	100	74,3	95,3	11,1	4,7	14,6	0	101 000	63 000
1574-1580	100	53,8	88,9	53,8	11,1	0	0	46,2	20 000	32 000
1581-1590	73,9	0	55,8	0	18,1	0	27,2	100	28 000	1 600
1591-1600	81,7	94,3	68,6	93,5	13,1	0,8	18,3	5,7	23 000	40 000
1601-1610	70	31,1	44,3	0	25,7	31,1	30	68,9	46 000	17 000

Tableau 4: Trésor de Lucerne. Entrées et sorties (1530-1610).

valaient que 1620 écus. De 1574 à 1590, l'or sorti du trésor s'élevait à 17 200 écus, soit toujours plus que la moitié des dépenses totales. Entre 1591 et 1600, l'or tenait encore la première place pour les sorties : 36 600 écus contre 2200 écus en argent. Après 1600 seulement, l'argent quitta le trésor en quantité plus grande que l'or (11 500 écus contre 5200 écus). Cela n'étonne pas du tout puisque la préférence allait à l'or pour la thésaurisation. Cependant, de 1530 à 1578, 85,4% de l'or épargné, soit 67 300 écus d'or, étaient remis en circulation ; et, de 1578 à 1610, 69,7%, soit 55 000 écus. Pendant cette dernière période, au cours de laquelle on a pu dépenser aussi de l'argent à la place de l'or, 60% seulement de l'argent accumulé ont pu être remis en circulation.

A Zurich, les trésors⁵¹ étaient apparemment moins utilisés pour des transactions financières qu'à Lucerne et à Saint-Gall. Jusqu'en 1574, année du premier relevé connu des trésors, 44% de l'or épargné soit au moins 25 000 écus d'or de France avaient été dépensés. Le peu d'or en caisse et l'abondance relative d'argent poussèrent les autorités de la ville à accorder, au cours du dernier quart du XVI^e siècle, des prêts ou des avances presque exclusivement en argent, principalement en testons de France, en écus d'argent et en francs. Les 6166 écus d'or de France, enlevés de la sacristie en 1589 pour un prêt accordé au roi de France, constituent l'exception. Mais, entre 1574 et 1608, plus de la moitié des sommes placées dans le trésor de la ville, soit 52%, avait retrouvé le chemin de la liberté.

A partir de 1554, l'Obmannamt versa presque chaque année au trésor des sommes considérables, variant entre 2000 et 9000 écus d'or. L'essentiel de ces versements était constitué d'écus d'or de France⁵². En 1570, les économies de l'Obmannamt atteignirent la coquette somme d'environ 80 000 écus d'or. Mais, lors des crises frumentaires de 1572, 1573 et 1574,

⁵¹ Zurich avait deux trésors : celui de la ville même (Seckelamt) et celui de l'administration des biens des églises (Obmannamt).

⁵² StA ZH, F III 23, 1554-1570.

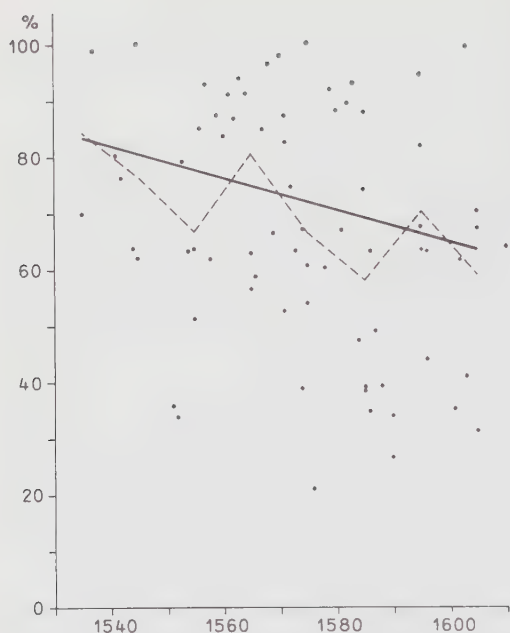


Figure 6: La part relative de l'or dans les recettes et dépenses des caisses et trésors publics suisses de 1530 à 1610. (Points = données brutes; courbes = moyennes décennales centrées; droite = moindres carrés.)

comme durant celles de 1579 et 1580, des sommes équivalant à 55 000 écus d'or durent être retirées pour acheter du blé ou accorder des prêts à la campagne, de sorte que 69% de l'épargne de l'Obmannamt furent injectés à nouveau dans la masse monétaire en circulation.

Quoique l'évolution des trésors des quatre villes (Berne, Lucerne, Zurich et Saint-Gall) n'ait pas été la même partout, l'analyse que nous venons d'effectuer nous permet déjà de tirer quelques conclusions. On constate une nette préférence à la thésaurisation de l'or. L'accroissement relatif de la part d'argent à Saint-Gall et la prédominance de ce métal blanc dans le trésor de Zurich ne proviennent pas d'une éventuelle rareté de l'or, mais plutôt du fait que l'or épargné avant 1570 avait été dépensé. Voilà le facteur commun aux quatre villes: l'or ne reste pas longtemps dans le trésor; il est dépensé au fur et à mesure des besoins. Il en va de même pour une grande partie des pièces d'argent. Entre 1570 et 1610, des pièces d'or et d'argent, représentant ensemble un peu moins d'un demi-million d'écus d'or de France, furent retirées des trésors de nos quatre villes et rendues à la circulation monétaire. La part de l'or dans ces dépenses est élevée: au moins 50% à Zurich, les deux tiers à Saint-Gall, 70% à Lucerne, la presque totalité à Berne. A noter qu'en principe on lâchait l'or aussi facilement que l'argent. Il était important d'avoir une réserve d'argent à côté d'un stock d'or. Enfin, tout tend à confirmer qu'au niveau des trésors et des flux monétaires qui en sortaient ou y entraient, l'or n'était pas du tout rare en Suisse au cours de la

deuxième moitié du XVI^e siècle. Il est indéniable que sa part relative dans la masse monétaire a légèrement diminué. Mais il est tout aussi évident que le fleuve d'argent américain qui inondait l'Europe⁵³ n'a pas bousculé l'or qui circulait en Suisse (fig. 6).

III. Circulation monétaire et crédit à long terme

Devant la multitude des monnaies en circulation et le nombre impressionnant des monnaies de compte, comment les prêteurs et les emprunteurs de capitaux se sont-ils comportés ? De quelles unités de compte ou de quelle monnaie réelle se sont-ils servis pour stipuler leurs contrats ? Quelles mesures prenaient-ils pour éviter les pertes possibles à cause de l'évolution des taux de change ? Comment s'assuraient-ils du remboursement d'un prêt dans un monde de mutations fréquentes, où des pièces disparaissaient et où de nouvelles pièces apparaissaient constamment sur le marché monétaire⁵⁴ ?

A. LE CHOIX DES MONNAIES DE CONTRAT INTERNATIONALES UTILISÉES EN SUISSE : DU FLORIN D'OR DU RHIN À L'ÉCU D'OR DE FRANCE

A l'intérieur d'une même zone monétaire, une partie des contrats était conclue en monnaie de compte locale. Dans chaque ville on utilisait donc la livre ou le florin du lieu. Mais il ne s'agit que d'une partie, d'ailleurs difficilement quantifiable, des contrats. Dans un nombre peut-être tout aussi important, la somme prêtée était stipulée en monnaie métallique réelle. On en comprend facilement la raison.

Considérons l'affaire suivante : peu avant 1506, Guillaume et Christoph de Diesbach de Fribourg empruntent à Berne d'un financier ami 2000 livres bernoises. Si le paiement de l'intérêt et le remboursement se font à Berne, il n'y a pas de problème. Les Diesbach versent à leur créancier les sommes dues en monnaie bernoise. Mais, si le créancier, pour une autre affaire, cède à la ville de Fribourg en Nuithonie la créance qu'il possède sur les Diesbach, l'affaire se complique. En 1506, une livre de Berne vaut 1,1111 livre

⁵³ VILAR, *op. cit.*, pp. 126-127, 237 ; SPOONER, *op. cit.*, pp. 163 ss ; BRAUDEL, *Méditerranée*, I, pp. 433 ss.

⁵⁴ Pour le problème du crédit, cf. BRAUDEL, *op. cit.*, pp. 479-483. Pour le problème des monnaies de compte, cf. BRAUDEL et SPOONER, *Prices in Europe*, pp. 378 ss ; EINAUDI, *Teoria*, pp. 1-35 et *Intorno*, pp. 299-308 ; VAN VERWECKE, *Monnaie de compte*.

fribourgeoise. L'intérêt annuel à payer par les débiteurs s'élève donc à 100 livres bernoises ou exactement à 111 livres 2 sols $2\frac{2}{3}$ deniers de Fribourg. Mais, puisque la monnaie de compte de Fribourg se dévalue plus vite que celle de Berne⁵⁵, l'intérêt calculé en monnaie fribourgeoise évolue: L 112.10.— en 1507, L 118.15.— en 1512, L. 122.3.— en 1516. La ville de Fribourg est gagnante. Imaginons l'affaire dans le sens opposé. Le nouveau créancier, à Berne cette fois-ci, serait perdant. Le débiteur, à Fribourg, paierait régulièrement les 100 livres d'intérêt en monnaie de Fribourg, et le créancier qui avait reçu au change, en 1506, déjà seulement 90 livres bernoises, n'en obtiendrait plus que 82 dix années plus tard. La moins-value serait encore plus sensible le jour du remboursement.

Pour éviter ce genre de perte sur les prêts à long terme, les créanciers choisissaient généralement une monnaie forte pour leurs affaires financières entre villes, cantons et pays. Cela avait été pratiqué déjà au ^{xv}^e siècle. La tendance inflationniste du ^{xvi}^e siècle favorisa encore cette évolution. On utilisait donc une bonne monnaie métallique, stable, omniprésente, acceptée partout, et qui pouvait servir d'étalon, de monnaie de contrat.

Il y avait à cela une autre raison encore. Plus il existait de monnaies de compte locales, plus il devenait difficile aux hommes d'affaires de se tenir au courant de l'évolution des cours de chacune d'elles⁵⁶. Un étalon international unique simplifiait tous les problèmes. Une créance stipulée en monnaie de contrat internationale pouvait être facilement négociée, donnée en paiement ou déposée en gage. Au début du siècle et jusqu'en 1536, le florin d'or du Rhin avait joué le rôle dominant de monnaie internationale en Suisse. Il perdit ce rôle d'étalon avec son éviction du marché monétaire par l'écu d'or de France. Les dernières obligations émises en florin d'or du Rhin, en Suisse, entre villes et particuliers, datent de 1526 à Schaffhouse, de 1530 à Zurich et à Bâle, de 1536 à Berne et à Fribourg⁵⁷.

L'entrée en scène de l'écu d'or de France s'était produite déjà un peu plus tôt. A Fribourg, les premiers contrats que nous avons trouvés datent de 1499, de 1506 et de 1517. A Genève, l'écu d'or de France a même obtenu la place de monnaie de compte pour tout ce qui touchait aux emprunts. Ainsi, l'emprunt de 1519 a déjà été comptabilisé en écus d'or de France, à un moment où les prêts de Lucerne étaient encore accordés sous le régime de l'étalon du florin d'or du Rhin⁵⁸. Les emprunts de 1523, de 1531 et de 1536 ont été réalisés, à Genève, en écus d'or de France. Ailleurs, la véritable domination de cette monnaie sur les emprunts s'installa au plus tard en

⁵⁵ *Infra*, Première partie, IV, B.

⁵⁶ Cf. FINK-ERRERA, *Sources inédites*, pp. 587-595.

⁵⁷ J'insiste sur le caractère relatif de ces dates. Les originaux des obligations faisant généralement défaut, on est obligé de s'en tenir aux indications fournies par les comptabilités.

⁵⁸ C'était le cas de tous les prêts lucernois accordés de 1517 à 1520 au duc de Savoie. StA LU, cod. 4040, cod. 5065.

1530. Son utilisation est fréquente, à partir de cette année-là, à Fribourg, à Berne, à Bâle et à Zurich. A Lucerne, elle apparaît au plus tard en 1543. Vers 1570 son règne s'étendait sur toute la Suisse. Mais il aura fallu le temps de plus d'une génération d'hommes pour s'habituer à la nouvelle manière d'accorder des emprunts, bien que, dans la circulation monétaire, l'écu d'or de France ait déjà acquis une place de choix au cours de la première moitié du XVI^e siècle. Vers 1540, l'écu d'or de France représente 61,8%, le florin d'or du Rhin seulement 13,2% et les monnaies d'argent 25% de la valeur totale du trésor bâlois⁵⁹.

L'écu d'or de France n'occupait-il pas également une place privilégiée en tant que monnaie de réserve dans la plupart des trésors suisses encore après le milieu du siècle ? A retenir aussi que cette monnaie était la plus constante dans la masse monétaire circulant en Suisse. Et loin de disparaître, elle renforça sa position dans les emprunts au-delà de la fin du XVI^e siècle.

Vers 1570 apparurent les premiers contrats dans lesquels la somme était stipulée en une monnaie concurrente de l'écu d'or de France. Il y eut d'abord un concurrent en or : l'écu pistole d'Espagne. Cette monnaie, aussi stable que l'écu d'or de France, mais de moindre poids d'or fin, se prêtait tout aussi bien à servir d'étalon. Mais elle ne joua qu'un rôle secondaire jusqu'à la fin du siècle. La même remarque s'impose pour les écus d'argent. En matière d'emprunts on calculait essentiellement en écus d'or de France. Il est à noter qu'à l'époque où cette monnaie avait atteint son apogée en Suisse elle fut déclarée officiellement monnaie de compte pour tout le royaume de France, en 1577⁶⁰. Les premiers prêts de pistoles, nous les trouvons à Lucerne en 1570, à Genève entre 1570 et 1577⁶¹, à Fribourg en 1571, A Bâle en 1580 et à Berne en 1586. Les écus d'argent, les ducats et les testons de France entrent dans les contrats en 1571 à Bâle, en 1580 à Lucerne, en 1586 à Berne, en 1589 à Genève et en 1596 à Fribourg⁶². On rencontre également, mais très sporadiquement, des prêts bimétalliques. Nous avons découvert un prêt, conclu à Berne, mentionnant trois monnaies à la fois : l'écu d'or de France, l'écu pistole et l'écu d'argent. Mais une des

⁵⁹ StA BS, Finanz T 4. Le document ne porte pas de date, mais il doit être situé d'après des critères internes à lui-même vers 1540. Le fl Rhin et l'écu sont les deux seules monnaies d'or. A côté de quelques testons et talers, figurent des batz de Schwytz, de Constance et de Bâle. Le cours de l'écu d'or (2 L.BS) ne permet pas de remonter au-delà de 1540. Les batz n'étaient plus frappés à Bâle et à Constance après 1540. Cf. GEIGER, *Entstehung*, pp. 152-153. Les batz de Schwytz devaient être frappés en commun par Uri, Schwytz et Unterwald, ou bien des batz venant de la Suisse tout court.

⁶⁰ GONNARD, *Histoire*, p. 184 ; SPOONER, *L'économie mondiale*, p. 170.

⁶¹ A ce moment, la pistole était même la monnaie de compte utilisée par le change public.

⁶² Ces données concernent uniquement le crédit public. L'étude systématique des contrats passés entre particuliers devant notaire complètera, si quelqu'un l'entreprend, ce tableau.

monnaies utilisées pour les prêts bimétalliques était régulièrement l'écu d'or de France. Après 1600, Lucerne accordera aussi des prêts en doublons d'Espagne.

De ce que nous venons de voir, on peut dégager trois phases essentielles pour les monnaies de contrat internationales utilisées en Suisse en matière d'emprunts: le premier tiers du XVI^e siècle était dominé par le florin d'or du Rhin; le deuxième tiers du siècle vit la presque exclusivité de l'écu d'or de France; enfin, au cours de la dernière partie du siècle, l'écu d'or de France subit la concurrence de l'écu pistole et de diverses fortes monnaies d'argent.

Le problème du passage du florin d'or du Rhin à l'écu d'or de France mérite encore que l'on y consacre quelques remarques. Nous avons constaté qu'à partir de 1536, plus personne ne consentait de prêts en florins d'or du Rhin. Cependant, un bon nombre des prêts accordés bien avant les années trente ne furent remboursés que beaucoup plus tard, quelques-uns à la fin du siècle seulement. Le florin du Rhin n'était plus frappé et, circulant de moins en moins, il finit par disparaître. Mais les titres d'obligation restèrent en vigueur jusqu'à leur remboursement.

Un relevé d'intérêts à payer par le comté de Neuchâtel, en Suisse en 1544 et en 1545, fait état de trois obligations en florins du Rhin, de quatre obligations en florins d'or et de dix obligations en écus d'or de France⁶³. Une autre liste, énumérant des dettes que ce même comté avait en 1551, mentionne une obligation d'un principal de 3000 florins du Rhin, empruntés le 18 mai 1430, et qui étaient encore dus en 1633⁶⁴! La ville de Lucerne qui, en 1517-1520, avait prêté au duc de Savoie plusieurs milliers de florins d'or du Rhin, n'obtint le remboursement de quelques-unes de ces obligations qu'à la fin du XVI^e siècle⁶⁵. Il en alla de même pour des prêts que des bourgeois de Bâle avaient accordés à la Seigneurie de Genève⁶⁶.

Pendant le premier tiers du siècle, au cours duquel les deux monnaies d'or, le florin d'or du Rhin et l'écu d'or de France, circulaient simultanément, un rapport fixe avait été établi entre les deux pièces: trois écus d'or de France valaient quatre florins du Rhin. Ce rapport, mentionné fréquemment dans les comptes des trésoriers, fut maintenu après la disparition du florin du Rhin. Il était devenu un rapport de compte. C'est ainsi qu'on le rencontre encore à Genève dans un livre créé en 1551, où les dettes en florins du Rhin sont converties en écus d'or de compte⁶⁷. N'est-ce pas en dernier ressort ce rapport de compte idéal de 3:4 existant entre les deux pièces d'or qui a favorisé l'écu de France sur le plan international? A

⁶³ AE NE, A 17, N° 9.

⁶⁴ AE NE, J 5, N° 5.

⁶⁵ StA LU, cod. 4050, f° 16 (16), 17 (17), 77 (79), 78 (80), 98 (100); cod. 4070, f° 3, 58, 116.

⁶⁶ 400 fl Rhin prêtés en 1533 par Arbogast von Andlow et remboursés en 1650. AEG, Finances L 1, (Sainte-Lucie 1533).

⁶⁷ AEG, Finances K 2, f° 1-10.

remarquer aussi la stabilité du poids d'or fin dont cet écu a fait preuve. Son poids au marc n'a varié que très faiblement au cours du siècle⁶⁸. Une obligation nominale de 2000 florins du Rhin valait toujours 1500 écus d'or de France. La continuité était donc assurée. Pour les prêts accordés au début du XVI^e siècle, en florins du Rhin, au duc de Savoie, Lucerne obtint en 1607 le remboursement en écus d'or de France. Berne paya au taux de 3 écus contre 4 florins du Rhin⁶⁹. Les intérêts du créancier étaient donc assurés, et le débiteur savait à quoi s'en tenir.

B. LE CRÉDIT À LONG TERME DEVANT LES FLUCTUATIONS DES STRUCTURES MONÉTAIRES

L'écu d'or de France en tant que monnaie de contrat était utilisé surtout dans les affaires financières dépassant le cadre local. Mais on ne l'excluait pas des prêts que s'accordaient les personnes soumises à une même juridiction monétaire. La monnaie de compte locale était surtout employée lorsqu'il n'y avait pas réellement d'écus d'or à la base des prêts. Zurich avait même prescrit à ses sujets l'utilisation de la seule monnaie zurichoise⁷⁰.

Le fait de l'utilisation presque exclusive, en Suisse, de l'écu d'or de France comme monnaie de contrat internationale, ne signifie pas que la Suisse regorgeait de ces pièces d'or. A un contrat de prêt, stipulé en écus d'or de France, ne correspondait pas nécessairement un versement en monnaie métallique identique à celle prévue par le document. Le prêt de 30 000 écus d'or de France, par exemple, que la ville de Berne accorda en 1558 à son alliée, Jacqueline de Rohan, du comté de Neuchâtel, pour financer le paiement de la rançon de Léonor d'Orléans, fait prisonnier à Saint-Quentin⁷¹, n'était pas composé uniquement d'écus d'or de France. Voici la liste des monnaies que le gouvernement de Berne versa aux députés de Neuchâtel⁷²:

	<i>Ecus d'or</i>
En doublons et en écus d'or de France, chaque doublon valant deux écus:	
10 500 $\frac{1}{2}$ 37½ batz, chaque écu compté pour 35 batz	11 250.—
700 ducats à 41 batz.	820.—
4050 écus d'argent à 28½ batz	3 297.30.—
13 024 écus en quart d'écus 13 batz chaque écu en testons et batz.	12 280. 5.—
3042 écus en testons et 20 batz.	2 781.29.—
Somme de toutes les sortes	30 429.29.—

⁶⁸ SPOONER, *op. cit.*, p. 336.

⁶⁹ StA LU, cod. 4070, f° 3, 58, 116.

⁷⁰ HÜSSY, *Finanzwesen*, p. 200; *Chronik des Laurentius Bosshart*, pp. 170-171.

⁷¹ DEMÔLE et WAVRE, *Histoire monétaire de Neuchâtel*, p. 59.

⁷² AE NE, P 4, N° 8.

Dans les 30 000 «écus d'or de France», on trouve six monnaies différentes, 40 % d'or, et 60 % d'argent.

La même prudence s'impose, quand on se trouve devant un prêt accordé nominalelement sous forme d'argent seulement. En 1546, Strasbourg émit un emprunt de 12 000 florins à Bâle. Le florin d'argent bâlois valait L. 1.5.— soit 1,25 livre. Le 11 septembre 1546, Bâle écrivit à Strasbourg que les 12 000 florins avaient été réunis en 3000 écus d'or de France, en 4000 florins d'or et le reste en monnaie de Bâle, en talers et en batz⁷³. La répartition était donc la suivante :

Monnaies	Florins de Bâle	%
3000 écus d'or à 2 L	4 800	40
4000 florins d'or à 31 plaphart	4 960	41,3
Total en or	9 760	81,3
le reste en argent	2 240	18,7
Total de l'emprunt	12 000	100

L'or domine encore nettement, malgré le choix d'une monnaie de compte d'argent. La situation fut bien différente une quarantaine d'années plus tard. En 1590, la ville de Schaffhouse emprunta au change public de Bâle, pour le compte de la ville de Berne, 20 000 florins bâlois à 1 livre 5 schillings de Bâle. L'or était-il chassé de la circulation ? L'examen détaillé des variétés de monnaie n'aboutit pas à cette conclusion. Le voici : 21,8 % en écus d'or de France, 4,8 % sous forme d'autres pièces d'or, 20,1 % en testons de France, 2,3 % en francs, 21 % en Reichstaler, 5,9 % en Philippstaler, 24,1 % en monnaie de Bâle, soit 26,6 % en or et 73,4 % en argent⁷⁴.

D'autres emprunts de la ville de Schaffhouse témoignent de la même particularité à la fin du XVI^e siècle : Schaffhouse emprunta de Barbara de Thailhaim, de Villingen, 3000 florins en Löwenplaparten, d'après l'obligation. Mais la quittance, attestant le remboursement en 1599, révèle que la moitié seulement a été payée réellement en Löwenplaparten, tandis que l'autre moitié a été versée en florins d'argent de Schaffhouse⁷⁵. En 1586, la ville reçut de Magdalena Neidhart, d'Augsburg, un prêt de 6000 Philippstalers. Une partie du remboursement, en 1594, fut effectué au

⁷³ StA BS, Fremde Staaten, Strasbourg C, Schulden 1546-1656, Bâle à Strasbourg, (11 septembre 1546).

⁷⁴ StA SH, Seeckelamt, Urkunden, «Specification aller guldenen und silbernen Sorten...», (Montag den 28. Herbstmonat 1590).

⁷⁵ StA SH, Seeckelamt, Urkunden, «Wir Bürgermeister und Rath...», (26. Herbstmonat 1586).

moyen des monnaies suivantes: 45,1% en Philippstalers, 50,8% en francs et demi-francs et 4,1% en écus d'or de France⁷⁶.

Le prêt accordé par le junker Christoff Tschudin de Glaris, habitant à Kaiserstuhl, montre encore plus clairement la complexité monétaire des emprunts⁷⁷. La ville de Schaffhouse emprunta à son créancier, en 1596, 3000 florins de Schaffhouse. C'est ce que le titre juridique, l'obligation, indique. La pièce adjointe explique cependant que le capital a été versé en écus d'or de France et en ducats. Une autre fiche décrivant le remboursement, qui s'échelonna sur quatre années, présente les espèces suivantes:

Année	Monnaie	% de l'ensemble	
		Or	Argent
1600	Ducats		10,3
1603	Ducats de Hongrie	9,6	
	Talers de l'empire		35,3
1604	Ducats de Hongrie	25,5	
	Talers de l'empire		19,3
		35,1	64,9

Voilà donc un prêt réel d'écus d'or de France et de ducats (44% d'or et 56% d'argent) remboursé au moyen de ducats de Hongrie, de Reichstalers et de quelques ducats soit 35% d'or et 65% d'argent. Le prêt avait été stipulé en florins!

En 1563, la Seigneurie de Genève emprunta à Bâle 3000 écus d'or de France pour les prêter à la ville de Lyon. Claude Maistre, bourgeois de Genève qui se porta caution pour Lyon dans cette affaire, versa le 28 septembre 1563 au trésorier de l'Arche 1319 écus pistoles et 732 écus d'or de France, le tout représentant la valeur totale de 2000 écus d'or de France. Le 2 novembre de la même année, il paya les 1000 écus d'or restants, mais sous la forme réelle de 408 écus pistoles et de 608 écus d'or de France⁷⁸.

Plus les sommes prêtées étaient élevées, plus il était difficile de réunir les pièces qui auraient correspondu exactement à la somme nominale de l'obligation. L'exemple suivant servira d'illustration. Il s'agit d'un prêt à court terme, accordé pour trois mois par le noble Claude Antoine de Vienne, seigneur de Clervant et de Coppet, bourgeois de Genève. Le 18 juin 1567, la Seigneurie avait reçu 27 581 livres 15 sols et 2 deniers pour les paiements

⁷⁶ StA SH, Seckelamt, Urkunden, quittance du 28 décembre 1594, signée par Daniel Christoph Studer et Jacob Schlapritzi. Le Philippstaler était aussi appelé « Töpel ».

⁷⁷ StA SH, Seckelamt, Urkunden, plusieurs documents concernant J. Christoph Tschudin de Glaris, datés: 3-Königstag 1596 et 9. Januar 1604.

⁷⁸ AEG, Finances U 1, f° 200 v.-201.

qu'avait occasionnés la présence de soldats français pour la défense de la ville de Genève. La liste de monnaies ayant servi à cette transaction est impressionnante⁷⁹:

Pièces d'or

6308	écus d'or de France	à	52	sols
1262	écus pistoles	à	52	sols
109	double ducats	à	5.15.—	L.t.
11	demi-ducats de Castille	à	2.17.6	L.t.
4	nobles Henry	à	5.15.—	L.t.
17	nobles à la rose	à	6.15.—	L.t.
53	impériales doubles	à	4. 5.—	L.t.
60	demi-impériales	à	2. 2.6	L.t.
33	ducats de Florence	à	2.17.6	L.t.
51	angelots	à	4. 5.—	L.t.
2	demi-angelots	à	2. 2.6	L.t.
156	double Henry	à	5.12.6	L.t.
15	demi-Henry	à	2.16.3	L.t.
1	vieil écu	à	3.—.—	L.t.
15	écus en 1/2 écus sol	à	52	sols

Pièces d'argent

1500	quernes testons	à	2. 8.—	L.t.
7	Philippus	à	1.12.—	L.t.
14	Carolus de Flandres	à	1. 5.—	L.t.
6	canelots de Guelders	à	1. 8.—	L.t.
1	réal ou franc à pied	à	3.—.—	L.t.
35	florins de Gueldre	à	1. 7.—	L.t.
87	testons de Berne	à	14 sols de Savoie	
178	talers	à	1.16.—	L.t.
176 1/2	Philippstaler	à	2. 2.—	L.t.
	des sols de Genève pour une valeur de		192.—.—	L.t.

L'obligation fut stipulée en livres tournois, monnaie de compte française, le capital cependant fut versé à l'aide de vingt-cinq monnaies différentes. L'écu d'or de France dans ce cas ne fut pas utilisé comme monnaie de compte, mais il constituait, avec 61 %, la part la plus importante du prêt. L'ensemble des pièces d'or y représentait 83 % contre 17 % d'argent.

Les quelques exemples touchant Genève, Berne, Neuchâtel, Bâle, Strasbourg, Schaffhouse, Villingen et Augsbourg nous enseignent que pour vraiment connaître les monnaies qui ont été à la base d'un prêt ou d'une transaction financière, il ne suffit pas d'être en possession de comptabilités, faussées par la monnaie de compte locale, ou de travailler sur les chartes, les

⁷⁹ AEG, Finances U 1, f° 235 v.-236.

obligations, les titres juridiques, faussés par la monnaie de compte régionale ou internationale. Il faut trouver les relevés des monnaies réelles. Mais dans l'immense majorité des cas, ces documents font défaut. J'en tire encore une autre leçon: celle de l'importance qu'avait acquise la monnaie de compte pour les hommes vivant au XVI^e siècle. Cette monnaie de compte ne facilitait pas seulement le travail du comptable, ou du trésorier pour contrôler le contenu de sa caisse. Sur le plan international, une monnaie de compte ou de contrat, fondée sur une pièce métallique de bon aloi, largement répandue dans la circulation, ayant la confiance de tout le monde, facilitait les paiements. Les dettes, les remboursements, les intérêts à moyen ou à long terme pouvaient être payés en fonction des disponibilités du marché monétaire, pourvu que le compte final fût exact. La bonne monnaie de contrat réelle et métallique était une garantie pour les créanciers contre la dépréciation de leurs créances.

C. L'OSMOSE GÉOGRAPHIQUE DES MONNAIES DE COMPTE ET DE CONTRAT

Déjà les quelques exemples choisis pour illustrer la question de la valeur nominale des obligations et des versements réellement effectués m'ont permis, dans le paragraphe précédent, d'attirer l'attention sur l'existence d'autres monnaies utilisées, en tant que monnaies de contrat à la place de l'écu d'or de France. Cela ne doit pas étonner. La Suisse n'a pas seulement subi l'influence française, mais aussi celle de ses autres voisins. La multiplication des monnaies de contrat au service des emprunts est un phénomène particulier au dernier tiers du XVI^e siècle. Pour l'illustrer, je me servirai encore de l'exemple bâlois.

De 1572 à 1581, 132 contrats de prêt ont été signés devant Emanuel Ryhiner, secrétaire et notaire de la ville de Bâle. La répartition de ces obligations se présente comme suit⁸⁰:

Monnaie nominale des obligations	Nombre d'obligations %	Valeur des obligations %
Livre de Bâle	8,3	1,9
Florin de Bâle	53,8	47,8
Reichstaler	1,5	1,7
Florin d'or	4,6	3,5
Ecu d'or de France	31,8	45,1

⁸⁰ StA BS, Notariatsarchiv Basel 1, Emanuel Ryhiner 1, 1572-1576; Notariatsarchiv Basel 2, Emanuel Ryhiner 2, 1577-1581.

De préférence pour les sommes élevées on faisait appel à des monnaies fortes, en particulier à l'écu d'or de France. Il fallait s'y attendre. Mais une autre monnaie se distingue également : le florin de Bâle. Cet exemple et ceux précités montrent jusqu'à quel point une bonne partie de la Suisse — principalement Bâle, Schaffhouse, Saint-Gall, Zurich et Lucerne — était exposée à une double pénétration d'influences monétaires. La disparition du florin d'or du Rhin avait favorisé l'emploi d'une autre pièce d'or, l'écu d'or de France. Mais en même temps s'était opéré en Allemagne un changement dans le sens de l'emploi d'une monnaie d'argent qui devait remplacer officiellement le florin d'or du Rhin. Cette nouvelle pièce de monnaie s'appelait Guldener, Guldentaler ou florin d'argent et devait avoir en argent la même valeur qu'avait eu le florin d'or du Rhin⁸¹. Les villes suisses mentionnées, pour préserver leurs relations économiques avec l'Allemagne, furent obligées d'accepter cette nouvelle monnaie et d'en frapper aussi⁸². On prit ainsi de plus en plus l'habitude d'utiliser le florin d'argent comme monnaie de contrat pour les emprunts avec des clients d'Allemagne, de la Suisse rhénane et même de Berne⁸³.

Pour assurer la perméabilité entre les deux systèmes — écu d'or et Guldentaler — la banque bâloise jouait le rôle d'intermédiaire. En 1591, le roi de France emprunta au change public de Bâle 70 000 écus d'or de France⁸⁴. Cet emprunt avait été réalisé par souscription. Les particuliers, créanciers du roi, habitaient la vaste zone économique contrôlée par la banque bâloise, débordant largement sur l'Alsace et l'Allemagne du Sud-Ouest. Pour l'établissement des obligations, on ne se servit donc ni de la livre bâloise, monnaie de compte locale, ni de l'écu d'or de France, monnaie internationale pour les relations financières entre la Suisse et la France, mais du Guldentaler, monnaie de compte utilisée en Allemagne du Sud. L'emprunt de 70 000 écus d'or accordé au roi de France correspondait donc à 126 000 florins. L'affaire fut toujours traitée au moyen de ces deux monnaies de compte. Les monnaies métalliques utilisées, au sujet desquelles nous ne possédons malheureusement pas toutes les données, furent évidemment bien différentes de ces monnaies de compte. En 1604, une partie de l'emprunt fut remboursée au moyen de 17 162 $\frac{1}{2}$ quernes testons, 12 187 $\frac{1}{2}$ écus en quarts d'écu, 22 ducats, 2272 écus d'or de France et d'un peu de monnaie bâloise.

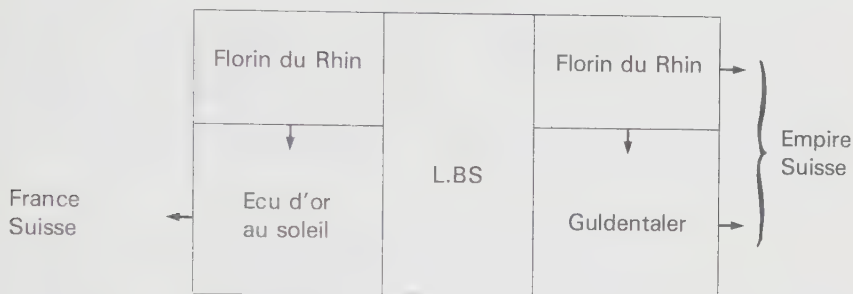
⁸¹ KELLENBENZ, *Münzen*, pp. 6 ss.

⁸² HURLIMANN, *Zürcher Münzgeschichte*, pp. 90-91 ; ALTHERR, *Münzwesen*, p. 84 ; WIELAND, *Schaffhausen*, p. 75 ; Id., *Zug*, pp. 17 et 20 ; CORAGGIONI, *Münzgeschichte*, pp. 40, 41, 54 ; DIVO, *Taler*.

⁸³ Schaffhouse émit en 1590 à Bâle un emprunt de nominale 20 000 fl BS pour le compte de Berne. StA SH, Seckelamt, Urkunden, documents divers de l'année 1590.

⁸⁴ StA BS, Fremde Staaten, Frankreich A 5, 5.

La perméabilité des différents systèmes de compte peut être représentée pour Bâle de la manière suivante :



A l'intérieur de la zone bimétallique, les partenaires choisissaient la monnaie de compte qui leur convenait le mieux pour leurs transactions financières.

La ville de Genève, située à l'autre bout de la Suisse, connaissait une situation analogue. J'ai déjà fait remarquer que l'écu d'or y prit très tôt la place de monnaie de compte pour tout ce qui touchait aux emprunts⁸⁵. Avant la Réforme, les comptabilités ecclésiastiques étaient tenues en livres. Mais l'essentiel des comptes de la ville se présentait en florins de Savoie, monnaie évincée à la Réforme par le florin de Genève. La trésorerie générale de la ville ne connut jamais que le florin comme monnaie de compte⁸⁶. Vers l'an 1560, une troisième monnaie de compte fit son apparition : l'écu d'or pistole. Pendant longtemps, le syndic de l'Arche tint ses comptes dans trois monnaies à la fois : florins, écus d'or, pistoles⁸⁷. Nous avons tout lieu d'admettre que cela était conforme à leur emploi réel. Les trois monnaies de compte reflètent bien les différents niveaux d'activités économiques auxquelles elles appartiennent :

1. Le florin de Genève, avec ses unités divisionnaires, servait aux activités locales. Mais soumise à une constante dévaluation, cette monnaie était inapte pour les affaires bancaires et commerciales qui dépassaient le cadre de la ville.

⁸⁵ Cf. BABEL, *Histoire économique*, p. 575.

⁸⁶ AEG, Finances M 11-52 ; Cf. BABEL, *Histoire économique*, p. 576.

⁸⁷ De 1562 à 1588. AEG, Finances U 1, f^o 181 v. ss et T 2. Voir les bilans annuels. De 1573 à 1578, les comptes étaient tenus uniquement en pistoles par le changeur Pierre Chappuis (AEG, Commerce G 11). L'apparition de l'écu pistole ou pistolet dans les comptes en 1562 correspond au début des frappes genevoises de cette pièce. L'écu soleil genevois sorti de l'atelier genevois au cours des années précédentes avait été décrié en France. Les Genevois décidèrent donc de frapper l'écu pistole un peu plus faible en titre et en poids ($23 \frac{2}{3}$ c., $73 \frac{1}{2}$ au marc). Cette nouvelle pièce genevoise pouvait circuler sur le même pied que les écus pistoles italiens. DEMÔLF, *Genève*, pp. 116, 121-123.

2. L'écu d'or de France était la monnaie de compte qui rattachait la ville de Genève aux flux financiers de la Suisse et en même temps à ceux de la France⁸⁸.
3. L'écu pistole, enfin, couvrait le circuit des affaires et des comptes commerciaux des Genevois avec le monde méditerranéen. Les comptes du change public de Genève, de 1568 à 1581, étaient tenus en écus pistoles⁸⁹.

Le schéma genevois des monnaies de compte se présente donc de la manière suivante :



Dégageons maintenant un schéma concrétisant l'essentiel des zones monétaires qui, à la suite de la disparition du florin d'or du Rhin, déterminèrent les choix des monnaies de compte utilisées spécialement pour les flux financiers en Suisse au cours de la deuxième moitié du XVI^e siècle.

- Niveau A : La monnaie de compte locale de chaque ville ou canton.
- Niveau B : L'écu d'or de France, monnaie de compte interrégionale en Suisse et internationale en rapport avec la France.
- Niveau C : L'écu pistole et le ducat, monnaies de compte pour les rapports entre la Suisse et le monde méditerranéen.
- Niveau D : Le Guldentaler, monnaie de compte pour les rapports avec l'Allemagne et la Suisse rhénane.

Pour réaliser une synthèse de l'histoire des emprunts concernant les villes suisses, sur lesquelles j'ai concentré mes recherches, j'ai pris l'écu d'or de France comme monnaie de compte⁹⁰. C'est un choix d'ordre pratique, comme on l'a vu, et il n'est pas contraire à la réalité historique. Il n'est pas non plus absolu. Pour transformer en talers, en pistoles ou en monnaie de compte locale d'une ville quelconque nos séries d'emprunts exprimées en écus d'or de France, il suffit de disposer d'une bonne table des cours de

⁸⁸ A partir de 1584, les quernes testons du roi apparaissent dans les bilans de l'Arche.

⁸⁹ En Valais, les gens avaient également tendance, au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, à se servir de l'écu d'or de France et de la pistole comme monnaies de compte. DuBois, *Salzversorgung*, p. 666.

⁹⁰ L'opinion scolaire selon laquelle la monnaie de compte serait une monnaie fictive (« valeur admise comme unité dans les comptes des usagers, mais non représentée par des pièces métalliques en circulation », IMBERT, *Histoire économique*, p. 205) serait à nuancer. Comme la présente étude le prouve, la monnaie de compte ne doit pas nécessairement être une valeur fictive.

change. J'ai pu en établir une pour le cours de l'écu d'or de France pour neuf monnaies de compte suisses : pour celles de Bâle, de Berne, de Fribourg, de Genève, de Lucerne, de Saint-Gall, de Schaffhouse, de Soleure et de Zurich (cf. Annexe).

IV. La dépréciation des monnaies en Suisse au XVI^e siècle

A. COURS DE CHANGE LÉGAL ET COURS DE CHANGE RÉEL

Il existe pour chaque monnaie de compte locale la possibilité de suivre, durant tout le XVI^e siècle, l'évolution du cours de l'écu d'or de France. Les sources sont diverses : registres des conseils, comptabilités, listes établies par les contemporains. En principe, les cours dont je dispose en fonction de mes sources ont été fixés par les autorités politiques. Nicolas Morard pense que ces cours étaient certainement inférieurs à ceux pratiqués librement dans le commerce⁹¹. Colin Martin fait même remarquer que les villes eurent des attitudes divergentes en matière de politique des cours de change, les uns voulant empêcher la dévaluation trop rapide de leur monnaie de compte, par exemple Berne, les autres cherchant plutôt le contraire, telle Genève⁹². Cependant les cours officiels ne pouvaient pas être trop différents de ceux pratiqués librement. c'est-à-dire trop inférieurs à ceux pratiqués ailleurs. Autrement les voisins, en offrant un cours légèrement plus élevé, auraient pu en profiter pour se procurer à bon compte des pièces d'or et d'argent. D. Richet montre clairement pour la France que les ordonnances royales n'avaient pas réussi à empêcher la hausse commerciale du cours de l'écu pistole⁹³. Entre 1563 et 1575, l'écart estimé entre le cours officiel et le cours commercial oscilla d'abord entre 3% et 5% pour s'élever subitement, en fin d'été 1577, à 72,4%. Pour les constitutions de rentes sur la ville de Paris, le roi dut même tolérer un cours supérieur au cours officiel, le cours commercial ayant entraîné le cours officiel vers la hausse.

Nous possédons, pour les années 1541 à 1610, deux séries de cours pratiqués à Bâle pour l'écu d'or de France. La première des deux séries provient des comptes des trésoriers. J'ai reconstitué la seconde grâce à des pièces justificatives genevoises du change public de Bâle⁹⁴. Les deux types de cours correspondent à des recettes, à l'achat de monnaies étrangères, dirait-on aujourd'hui, par la trésorerie et par la banque publique de Bâle. Le

⁹¹ MORARD, *Monnaies*, p. 78.

⁹² MARTIN, *Réglementation*, pp. 81 et 84.

⁹³ RICHET, *Le cours officiel*, pp. 359-396.

⁹⁴ AEG, Finances L, pp. 1-30.

tableau ci-après montre en chiffres relatifs les écarts des cours révélés par les quittances genevoises par rapport aux cours qu'indiquent les livres de la trésorerie bâloise.

Années	Ecart	Années	Ecart
1541	— 2,083	1584	?
1542	— 4,166	1585	+ 3,864
1543-1545	— 1,042	1586	?
1546-1552	0	1587-1591	+ 3,704
1553-1556	+ 4,166	1592-1596	0
1557-1573	0	1597-1599	?
1574	?	1600	— 6,897
1575-1577	— 3,846	1601-1602	?
1578-1581	?	1603-1604	— 4,762
1582-1583	— 3,704	1605-1610	0

Tableau 5: *Ecarts relatifs du cours de l'écu d'or de France pratiqué au change public bâlois (d'après les sources genevoises) par rapport au cours pratiqué par la trésorerie de la ville (d'après les sources bâloises).*

Dans 74% des cas, les cours de l'écu sont les mêmes dans les deux séries. Pendant dix-neuf seulement des soixante-dix années observées, un écart existe entre les cours pratiqués. Les déviations sont positives pendant six années seulement, négatives pendant treize années. Ces écarts ne doivent pas nous étonner. Les cours légaux ou officiels étaient fixés pour des pièces en parfait état, de bon aloi. Leur cours pratiqués réellement dépendaient de la qualité des écus. Les villes qui acceptaient ou vendaient des écus à un prix supérieur ou inférieur à celui d'une bonne pièce mettaient la différence en compte sous le titre « renfort sur le change » ou « Uffwechsel ». Il suffit que les Genevois aient payé quelquefois leurs intérêts au moyen de mauvais écus, pour que le cours qu'on leur accordait à la banque de Bâle soit inférieur au cours officiel. En revanche, aux moments de forte demande, à l'occasion d'une émission d'emprunt, l'agio au change pouvait être assez élevé. Toutefois, les cours de change relevés dans des comptes publics bâlois ne s'écartaient pas trop des cours pratiqués par la seule institution bancaire bâloise autorisée à faire le change⁹⁵. Le monopole du change public pouvait donc servir à freiner la spéculation sur la hausse des bonnes monnaies. Schaffhouse semble avoir connu également un monopole du change⁹⁶. Les villes qui luttèrent contre la hausse des cours eurent un certain succès.

⁹⁵ HALLAUER, *Stadtwechsel*, pp. 51-52 ; Josef ROSEN, *Staatshaushalt*, p. 29.

⁹⁶ Pour la première moitié du XVI^e siècle jusqu'en 1560, cf. KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, pp. 62-88. A partir de 1560, le change devint l'affaire des particuliers. Cf. WIELAND, *Schaffhausen*, p. 79.

Berne était certainement de celles-là, tandis que Fribourg n'avait pas entrepris d'effort dans le même sens. Son cours de l'écu d'or de France monta à une allure beaucoup plus rapide qu'à Berne.

Les cours utilisés dans les comptes des trésoriers étaient donc très proches des cours réels. L'exemple bernois le confirme: J'ai confronté les cours officiels de l'écu d'or de France à Berne⁹⁷ aux cours pratiqués réellement par les trésoriers de la ville de Berne. La tendance à la hausse est le propre des deux cours. Mais le cours réel devance en plusieurs occasions le cours légal.

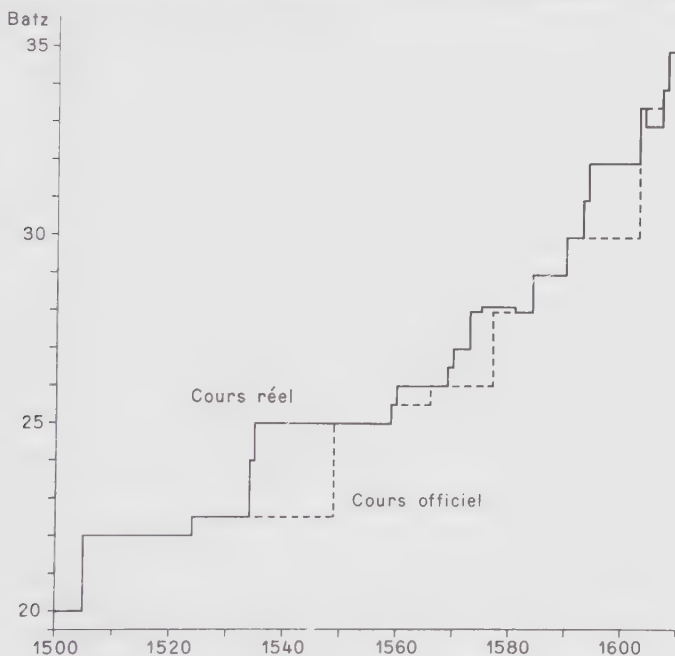


Figure 7: Cours réel et cours officiel de l'écu d'or au soleil à Berne.

Les écarts sont parfois assez importants: 6,66% en 1534, 11,11% de 1535 à 1548, 1,96% de 1560 à 1565, 1,92% en 1569, 3,85% de 1570 à 1572, 7,69% de 1573 à 1574, 8,17% de 1575 à 1576, 0,45% de 1577 à 1580, 3,33% en 1593, 6,66% de 1594 à 1601, 10% en 1602 (fig. 7). Après chaque période d'écart, les deux cours évoluent de la même manière pendant quelques années, puis le cours légal reste en arrière, le cours réel montant plus rapidement. Les autorités sont obligées chaque fois, après quelques années d'hésitations, d'ajuster leur cours légal à celui qui se pratique réellement, les trésoriers de la ville étant obligés de s'y adapter plutôt par la force des choses. Tout comme les rois de France pour la pistole espagnole, Berne a dû se résigner à l'évidence et réévaluer le cours de l'écu d'or de France.

⁹⁷ MARTIN, *Cours*, p. 261.

J'ai donc utilisé les cours de change que j'ai recueillis dans les comptes des trésoriers, dans d'autres comptes et livres de caisse. J'ai retenu de chaque année, le cours maximum, celui des pièces de meilleurs poids. Lorsque j'ai constaté une évolution au cours d'une année, j'ai calculé une moyenne annuelle. Je n'ai pas corrigé les cours de change en fonction des minimes changements de poids au marc de fin que l'écu d'or connut⁹⁸. Cela n'aurait rien changé à long terme. J'ai préféré le cours du change à la valeur intrinsèque des monnaies de compte. Enfin, je n'ai pas exprimé les cours de l'écu en sols, en kreuzers ou batz, mais en florins ou livres de compte, suivis de trois décimales après la virgule. L'utilisation de cette table de change s'avéra ainsi plus pratique.

B. STRUCTURES ET CONJONCTURES SUISSES DE L'INFLATION MONÉTAIRE

En 1934, Charles Gilliard a écrit un petit article sur la dépréciation de la monnaie dans la Suisse occidentale au XVI^e siècle⁹⁹. Il y constate que la monnaie de compte, plus précisément le sol de frappe lausannoise, s'est fortement dépréciée par rapport à l'écu d'or de France. Comparé au sol tournois, le sol de Lausanne perdit de sa valeur dans une proportion beaucoup plus grande. Charles Gilliard en conclut que la Suisse occidentale a été, au XVI^e siècle, une région particulièrement frappée par le phénomène monétaire des dévaluations.

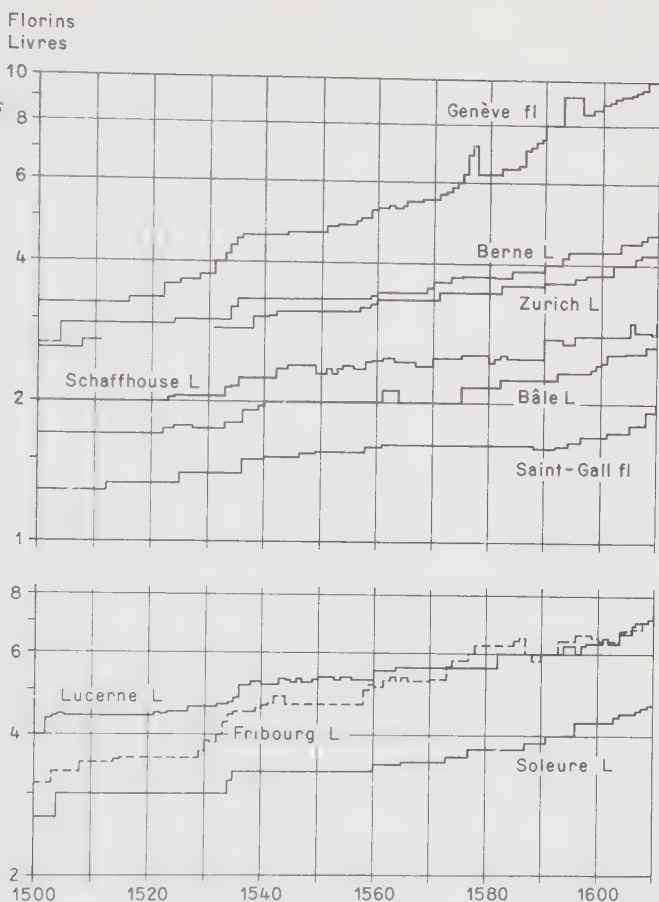
Mes recherches me permettent maintenant de confirmer les conclusions auxquelles Charles Gilliard est arrivé. En effet, la dépréciation fut un phénomène touchant toutes les monnaies de compte en Suisse. On constate cependant que les monnaies les plus lourdes furent aussi les plus résistantes (fig. 8). La Suisse orientale (Saint-Gall) et la vallée du Rhin (Bâle, Schaffhouse) se présentent comme les régions de forte monnaie, suivies du plateau suisse et du centre (Zurich, Berne, Soleure, Lucerne).

Pour Lucerne, on aurait pu choisir le florin qui s'était imposé en tant que monnaie de compte à partir des années 1570. Mais puisque pendant la majeure partie du XVI^e siècle la livre a dominé, je lui ai accordé la préférence sur le florin. La courbe, représentant la valeur de l'écu en monnaie fribourgeoise, au début du siècle, assez proche de celles de Berne et de Soleure, dépasse après 1570 celle de Lucerne. La dépréciation de la monnaie genevoise est la plus forte. Elle suit la monnaie de Fribourg pour s'envoler après 1585. La Suisse occidentale a effectivement moins bien résisté aux dévaluations.

⁹⁸ RICHET, *Le cours officiel*, pp. 370-371.

⁹⁹ GILLIARD, *Dépréciation*, pp. 85-88.

Figure 8: Cours de l'écu d'or au soleil en monnaies de compte suisses.



Cette hiérarchie des villes se confirme, si on les classe en fonction de la valeur indicielle du cours de l'écu d'or de France. Considérant le haut et le bas du tableau 6, on constate immédiatement qu'il y a de part et d'autre les deux extrémités géographiques de la Suisse. La Suisse occidentale avec Fribourg, Lausanne et Genève représentent la zone de forte dépréciation. La Suisse orientale et celle du Rhin se montrent la zone avec la monnaie la plus forte. Entre les deux extrêmes se trouvent les villes du plateau suisse et du centre. La hiérarchie du poids de la monnaie de compte est pratiquement confirmée. La monnaie la plus lourde résiste le mieux à la dépréciation, tandis que la monnaie légère s'envole facilement. A cette répartition géographique il y a plusieurs explications à suggérer.

Plus on s'éloigne de la Suisse occidentale, moins le phénomène de la dépréciation monétaire est important. Le mal vient donc du sud-ouest, de la France, de l'Espagne et de l'Italie, et pourquoi pas de l'Amérique? On constate en effet que les évolutions moyennes des monnaies suisses et de la livre tournois sont presque identiques. J'ai déjà fait remarquer qu'une partie

Villes	Valeur indicielle de l'écu d'or de France (1500-1502 = 100)		
	1535	1570	1605
Saint-Gall	111	125	137
Schaffhouse	110	123	143
Bâle	110	118	153
Zurich	114	130	156
Lucerne	118	136	163
Soleure	122	131	167
Berne	122	134	168
Fribourg	140	167	211
Lausanne ¹⁰⁰	146	171	268
Genève	136	172	276
Moyenne suisse	123	141	184
Livre tournois	123	145	178

Tableau 6 : Valeur indicielle de l'écu d'or de France en monnaies de compte suisses (moyennes quinquennales).

relativement importante de la masse monétaire en Suisse était constituée de pièces françaises. L'interdépendance des deux pays, où la Suisse joue le rôle de subordonnée, était évidente. Et cela ne tient pas au fait que nous étudions ici la dépréciation monétaire à l'aide de l'écu d'or de France. Nous pourrions nous servir de l'écu pistole, ou simplement du poids en métal fin, nous arriverions, à long terme, sensiblement aux mêmes résultats. Très brièvement, et sans reprendre toute la démonstration de Spooner, j'aimerais comparer l'ensemble de nos courbes (fig. 8) à la chronologie des phases monétaires qu'il a proposée pour la France¹⁰¹.

L'allure relativement calme jusqu'en 1520 de la plupart des monnaies de compte suisses est assez conforme à ce que Spooner appelle l'entente monétaire. A partir de 1520, la rivalité monétaire s'installe. Le prix de l'écu monte par échelons. Cela dure en Suisse jusqu'en 1540-1544. Frank C. Spooner fait aboutir cette période en 1541 pour la France. Mais puisqu'il affirme que la France n'a joué que le rôle d'intermédiaire¹⁰², le décalage s'explique. On le comprend d'autant plus que les années suivantes donnent encore raison à Frank C. Spooner. Il voit l'abdication de l'or (1542-1550) et la première apparition de l'argent (1551-1558), périodes dont la dernière était particulièrement caractérisée par une « fuite généralisée de l'or¹⁰³ ». Le

¹⁰⁰ GILLIARD n'indique pas le cours de 1500. Je l'ai reconstitué à partir du cours fribourgeois en me servant du cours de change de 20 s. fribourgeois contre 12 s. lausannois. Cf. MORARD, *Monnaies*, pp. 64-65.

¹⁰¹ SPOONER, *L'économie mondiale*, pp. 108 ss.

¹⁰² *Op. cit.*, p. 136.

¹⁰³ *Op. cit.*, p. 153.

graphique le confirme. Le prix de l'écu reste assez stable jusqu'en 1558. On peut expliquer l'énorme quantité d'or affluant dans les péages soleurois entre 1550 et 1560 tout à fait dans le même sens. Une bonne partie de l'or qui avait fui la France, se trouve maintenant en Suisse. De 1558 à 1566, Spooner constate le retour de l'or en France. Le métal jaune devient plus rare en Suisse, donc le cours de l'écu monte¹⁰⁴. A partir de 1571, les effets de l'abondance des pièces d'argent se font sentir aussi en Suisse. Le cours de l'écu d'or de France monte presque partout beaucoup plus rapidement qu'auparavant. La fin du siècle voit le sommet de la crise, en attendant celle de 1621-1623.

Les dépréciations monétaires dans les différentes villes n'affichent pas des tendances constantes à long terme (tableau 7). A Schaffhouse, le mouvement progresse d'une période à l'autre : 10 % de 1500 à 1535, 12 % de 1535 à 1570, 16 % de 1570 à 1605. A Zurich, la progression relative est la même de 1505 à 1570, mais avec 20 % le mouvement s'accélère de 1570 à 1605. A l'autre extrême on trouve Saint-Gall, où la monnaie connaît le taux de dévaluation le plus fort de 1535 à 1570 et le moins fort de 1570 à 1605. Le mouvement le plus analogue à la moyenne nationale est celui des monnaies de Bâle, Lucerne, Soleure, Berne, Fribourg, Lausanne et Genève. Dans ces villes la dévaluation ralentit de 1535 à 1570 et reprend de 1570 à 1605 avec plus de virulence encore que de 1500 à 1535.

Les différences sont parfois très sensibles d'une ville à l'autre. A Fribourg, la monnaie de compte s'est dévaluée quatre fois plus vite de 1500 à 1535 qu'à Bâle. Mais de 1570 à 1605, c'est la monnaie bâloise qui s'effrite plus rapidement que celle de Fribourg. Cela surprend à première vue, car jusqu'en 1570, la monnaie bâloise avait été la plus résistante de toutes. La région bâloise a toujours été un réservoir de capitaux. Déjà au ^{xv}^e siècle, les Suisses avaient l'habitude d'y emprunter des capitaux. Mais le ^{xvi}^e siècle vit se développer la banque bâloise d'une façon spectaculaire. Après 1570, les emprunteurs affluèrent à Bâle. Cette ville devint une place financière apparemment presque inépuisable au service d'une nombreuse clientèle privée et publique de Suisse et de France. La demande de capitaux, de la part des Confédérés et de la part de l'étranger, était telle que le prix des bonnes monnaies fortes s'éleva spectaculairement sur la place bâloise.

Genève qui, avant 1535, était encore un peu mieux placée que Fribourg et Lausanne, connut une dépréciation accélérée de sa monnaie à partir de la Réforme. Le dernier tiers du siècle avec ses crises et surtout avec les terribles guerres de 1589 à 1593 et de 1601 à 1603 fut absolument catastrophique. La politique monétaire genevoise aidant, pour attirer les bonnes monnaies d'or¹⁰⁵, le florin genevois décrocha littéralement. La crise monétaire des dernières années du ^{xvi}^e siècle finit par créer un cycle presque galopant de dévaluations.

¹⁰⁴ MORARD, *Monnaies*, p. 75; WIELAND, *Zug*, p. 18.

¹⁰⁵ MARTIN, *Réglementation*, p. 84.

Villes	1500-1535 %	1535-1570 %	1570-1605 %
Saint-Gall	11	13	10
Schaffhouse	10	12	16
Bâle	10	7	30
Zurich	14	14	20
Lucerne	18	15	20
Berne	22	10	25
Soleure	22	7	27
Fribourg	40	19	26
Lausanne	46	17	57
Genève	36	26	60
Moyenne suisse	23	15	29
Ecart type	13	6	17
Livre tournois	23	18	23

Tableau 7: Hausse du cours de l'écu d'or de France en monnaies de compte suisses. Evolution relative comparée entre trois périodes de trente-cinq ans (1500-1535-1570-1605).

Au cours de ces mêmes années, le taux de dépréciation que connaît Saint-Gall est six fois plus petit : 10% seulement contre 60% à Genève. Les monnaies de Schaffhouse, de Zurich et de Lucerne se montrent également assez résistantes pendant cette époque. Peut-on affirmer que la Suisse orientale, avec son industrie naissante, avait réalisé déjà au cours de la dernière moitié du XVI^e siècle une balance commerciale positive, qui lui permettait d'avoir une monnaie plus forte que les autres régions ? Le secret de la résistance à la dépréciation des monnaies locales par rapport à l'or pourrait aussi résider dans le fait que la Suisse orientale s'est trouvée plutôt dans la zone monétaire autrichienne, où l'or était moins demandé, puisque les réformes monétaires sous le roi Ferdinand ont fait de cette région une zone d'argent.

Le tableau de la dépréciation monétaire en Suisse serait donc à nuancer. En provenance de la France et de l'Italie, elle s'infiltrait au début et jusqu'au milieu du siècle en Suisse occidentale. Elle continue à ronger la Suisse en s'attaquant vers 1570 aux villes de la vallée du Rhin, où Bâle devient sa première victime. C'est la Suisse orientale et centrale qui résiste le plus longtemps à la dévaluation. On ne constate pas seulement un phénomène généralisé de dévaluation, mais aussi des écarts à la moyenne suisse plus ou moins prononcés en fonction des tendances inflationnistes propres aux différentes régions et périodes.

A long terme et pour l'ensemble de la Suisse, trois phases caractéristiques de l'inflation monétaire se dégagent au XVI^e siècle. Un premier tiers jusqu'en 1535 avec une forte dépréciation monétaire (moyenne nationale: 22%), un

deuxième tiers plus calme jusqu'en 1570 (15%), un dernier tiers avec une inflation dépassant en intensité les précédentes (29%). Sur le plan de la conjoncture monétaire, la Suisse était intégrée à l'Europe occidentale. Elle subit d'abord la « conjoncture de l'or », puis les « années de flottements », enfin la « conjoncture de l'argent »¹⁰⁶. Mais, vu la résistance des monnaies de la Suisse orientale, on est obligé de situer la Suisse à l'extrême est de l'Europe monétaire occidentale.

¹⁰⁶ BRAUDEL, *Méditerranée*, pp. 427-431.

Deuxième partie

L'ACCUMULATION DE CAPITAL FINANCIER PAR LES VILLES

L'accumulation de capital financier mériterait d'être étudiée pour l'ensemble des fortunes publiques, ecclésiastiques et particulières du XVI^e siècle. Les travaux concernant l'accroissement des fortunes des bourgeois de Schaffhouse sont connus¹. Hans-Peter Höhener vient de terminer une analyse méticuleuse des fortunes privées de Saint-Gall². Ce genre de travail se révèle plus difficile pour les villes suisses qui n'ont pas perçu d'impôt sur la fortune et qui ne disposent pas d'archives notariales. Un vaste programme de recherche a été entrepris dans le cadre de l'*Helvetia Sacra* pour l'étude systématique des institutions ecclésiastiques. Cependant, dans les travaux de l'*Helvetia Sacra*, l'histoire économique reste encore à l'état embryonnaire³. En ce qui concerne les villes et l'évolution de leur capacité financière, deux ouvrages ayant abordé la question d'une façon systématique pour une partie du XVI^e siècle sont à signaler: celui de Hans Hüsy pour Zurich et celui de William E. Monter pour Genève⁴. Dans le cadre de mes propres recherches, j'ai essayé de comparer l'accumulation de capital financier de neuf villes qui me paraissent représentatives pour toute la Suisse. Il s'agit donc d'une contribution à l'histoire financière des villes. La plupart d'entre elles ont réussi à se constituer une fortune financière au cours du XVI^e siècle. A la fin du XV^e, et parfois encore dans la première moitié du XVI^e siècle, cette fortune était inexistante; à cette époque, nos villes étaient accablées de dettes. Mais la conjoncture financière favorable du XVI^e siècle renversa la situation. Il serait intéressant de connaître les mécanismes de cette transformation.

¹ STEINEMANN, Zoll, ZIMMERMANN, *Vermögensverhältnisse*.

² HÖHENER, *Bevölkerung*.

³ DEGLER-SPENGLER, *Helvetia Sacra*, p. 293.

⁴ HÜSSY; MONTER, *Studies*.

I. La conjoncture financière des villes : le modèle

A. FISCALITÉ ET ÉCONOMIE

Les comptabilités financières des villes fournissent les éléments de base nécessaires à l'analyse globale de la conjoncture financière urbaine. Ces comptes, par leur structure quasiment uniforme au XVI^e siècle, se prêtent facilement à l'exploitation sérielle. Les courbes, que l'on peut construire à partir des comptes publics, complètent utilement les séries là où des études de quelques secteurs de l'économie ont déjà été réalisées, et peuvent servir d'indicateur général de la conjoncture financière dans des cas où l'on ne peut pas procéder à une étude sectorielle, faute de sources. En même temps, les finances publiques ouvrent la porte à l'étude sérielle des économies médiévales. Josef Rosen est en train de la réaliser au moyen de l'analyse des comptes des trésoriers de la ville de Bâle pour la période de 1360 à 1535⁵.

Le problème des finances est, selon Henry Lapeyre, sans doute « la question essentielle pour l'histoire des monarchies du XVI^e siècle⁶ ». Lapeyre évoque les difficultés de l'Angleterre, de l'Espagne et de la France, pour affirmer que l'étude de l'histoire financière est indispensable, par exemple, pour le spécialiste de la politique extérieure. « Il ne s'agit pas seulement de décrire le fonctionnement parfois très complexe des institutions, mais d'évaluer aussi exactement que possible les recettes et les dépenses, et de mettre en relation les événements politiques avec les difficultés financières⁷. » Les principaux travaux de Dietz, de Doucet, de Lapeyre, de Schnapper, de Delumeau, de Carande, de Magalhaes-Godinho, de Lane et de Mauersberg⁸ sur les finances ont été inspirés par un grand pionnier : Richard Ehrenberg⁹.

Cependant, la plupart de ces études financières, à l'exception des travaux de Hans Mauersberg, accordent encore trop d'importance aux aspects exceptionnels et extraordinaires des finances publiques. Certes, l'étude de ce côté passionnant et privilégié des finances est essentielle à la compréhension intelligente de la politique des monarchies et aussi, j'en suis convaincu, de la politique des villes.

Mais l'analyse des finances ordinaires ne doit pas être négligée¹⁰. C'est certainement en partie pour combler cette lacune que l'Association internationale d'histoire économique a consacré, en 1965, à l'occasion du congrès de Munich, une section importante à la question *fiscalité et économie*.

⁵ ROSEN, *Staatshaushalt*, pp. 24-38.

⁶ LAPEYRE, *Monarchies*, p. 298.

⁷ *Op. cit.*, p. 299.

⁸ Cf. les travaux cités au cours de ce chapitre et dans notre bibliographie.

⁹ RICHARD EHRENBURG, *Das Zeitalter der Fugger*.

¹⁰ La distinction entre finances ordinaires et extraordinaires est conforme à la classification des spécialistes des finances classiques. Cf. DUVERGER, *Finances publiques*, p. 87. Josef ROSEN en tient compte pour l'analyse des comptes de la trésorerie de Bâle pour 1360 à 1535. Cf. ROSEN, *Staatshaushalt*, p. 34.

Dans la présentation du cas de la Suisse, les rapporteurs, Jean-François Bergier, Anna-Marie Piuz et Béatrice Herren, esquissent les possibilités offertes par les documents fiscaux pour la période s'étendant du Moyen Âge à la fin du XVIII^e siècle: «Le revenu des domaines, auquel s'ajoutait le produit des droits fiscaux, qui sont autant d'impôts indirects (droits de péage, de douane, de halle, droits perçus sur la vente des marchandises, droits de consommation, droits sur la frappe des monnaies, etc.), suffisait en général à couvrir les besoins des collectivités suisses (cantons, villes, etc.). Dans la mesure où les documents fiscaux ont été conservés en quantité suffisante pour permettre l'établissement de séries, nous pouvons en induire le mouvement de la conjoncture, tout au moins dans certains secteurs déterminés de l'activité économique (mouvement du trafic à travers les comptes de péages, du commerce d'une place à travers les comptes de ses halles). La plupart de ces impôts indirects constituent pour les collectivités qui les perçoivent une ressource fiscale permanente sinon régulière; quelques-uns restent occasionnels mais, renouvelés fréquemment, ils finissent presque toujours par se perpétuer¹¹. »

L'économie financière enseigne que les flux des recettes et des dépenses publiques sont en étroite relation avec le circuit financier global, tant par leur naissance à partir des flux économiques que par leur réintégration au sein de ce circuit. Le comportement du flux des recettes et de celui des dépenses apparaît très influencé par les variations conjoncturelles. Alain Barrère, à qui nous empruntons cette démonstration théorique, insiste aussi sur les notions de sensibilité, d'élasticité et de rigidité des recettes et des dépenses face aux variations conjoncturelles¹². Il l'illustre par le tableau suivant dressé par A. Masoin, répartissant les recettes et les dépenses ordinaires d'après le budget belge de 1939¹³:

	Dépenses %	Recettes %
Masse rigide	31	8
Masse modérément sensible	53	40
Masse très sensible	11	52
Masse évoluant en sens inverse de la conjoncture	5	0
	100	100

Ce tableau fait ressortir que les recettes sont beaucoup plus soumises à l'influence des fluctuations conjoncturelles que ne le sont les dépenses. La

¹¹ BERGIER, PIUZ et HERREN, *Economie et fiscalité*, p. 727. Pour la théorie des finances publiques, cf. AUTIN, *Initiation*, p. 3. Pour des travaux allemands concernant l'Ancien Régime, cf. MAUERSBERG, *Städte*, pp. 55-70; KIRCHGAESSNER *Studien*, pp. 242-243.

¹² BARRÈRE, *Economie financière*, pp. 298-360.

¹³ *Op. cit.*, p. 326.

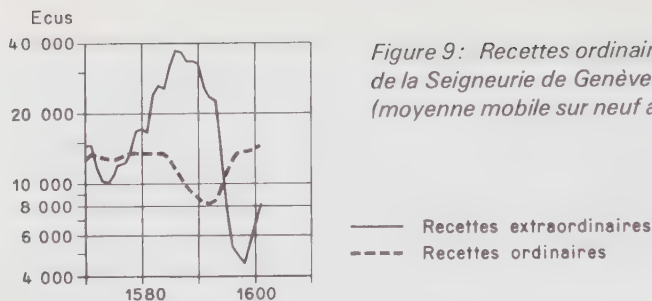


Figure 9: Recettes ordinaires et extraordinaires de la Seigneurie de Genève de 1570 à 1600 (moyenne mobile sur neuf ans).

plus forte rigidité de ces dernières (31% contre 8% pour les recettes) est la principale cause des déficits budgétaires. Le manque de recettes pousse les autorités politiques à avoir recours aux impôts directs exceptionnels et aux emprunts.

Un sondage effectué sur les budgets genevois de 1544 et de 1598, deux années analysées déjà par William E. Monter¹⁴, nous permet d'affirmer que ce tableau de A. Masoin est tout à fait valable pour les finances publiques du XVI^e siècle. La presque totalité des recettes des trésoriers genevois était modérément sensible ou très sensible à la conjoncture. Mais 49% des dépenses furent rigides en 1544 et 65% le furent même en 1598.

En période de crise, on peut observer aussi des divergences dans le réaménagement des sources de recettes dans les pays à prépondérance industrielle et dans les pays à prépondérance agricole. Dans ces derniers, dont les structures économiques ressemblent davantage à celles des économies anciennes, on constate une diminution de la part relative des impôts de consommation et des droits de douane, alors que la part des impôts directs s'accroît par l'élévation des tarifs d'imposition¹⁵. C'est précisément ce que nous constatons dans les recettes publiques des villes suisses au XVI^e siècle: régression, même effondrement des recettes ordinaires, et gonflement des recettes extraordinaires (emprunts, impôts et taxes exceptionnelles, ventes spéciales, etc.). Les recettes publiques ordinaires se prêtent donc bien à l'analyse conjoncturelle.

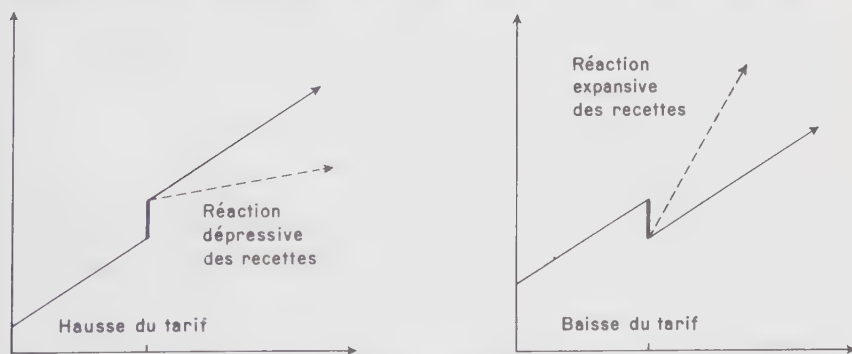
B. LE PROBLÈME DES CHANGEMENTS DE TARIFS FISCAUX

Un mot maintenant au sujet du problème des hausses tarifaires des taxes ordinaires. Ces changements restèrent rares en Suisse au cours du XVI^e siècle. Il ne s'agissait en principe que de réajustements en fonction de la dévaluation progressive des monnaies locales. Ces adaptations de tarifs, douaniers par exemple, ne peuvent pas fausser la tendance conjoncturelle

¹⁴ MONTER, *Studies*, pp. 17-18 et 49-51.

¹⁵ BARRÈRE, *op. cit.*, pp. 330-331.

des recettes. En période de régression, les villes n'avaient pas intérêt à décourager les marchands par des hausses tarifaires trop fortes, qui n'auraient fait que freiner davantage les activités commerciales, entraînant une diminution supplémentaire des recettes. Les réajustements des tarifs ne pouvaient intervenir qu'en période d'expansion générale. Là encore ils ne devaient pas dépasser la limite du tolérable. Les autorités politiques, composées de marchands et d'artisans, savaient très bien que le commerce local et lointain apportait à leur ville le ravitaillement et les matières premières indispensables. D'où les taux préférentiels accordés souvent aux gens du pays et aux bourgeois¹⁶. Si la hausse des tarifs était trop forte, les marchands pouvaient emprunter une route plus favorable. Cela entraînait automatiquement un ralentissement du trafic à l'ancien péage, et se répercutait sur les recettes fiscales. Si, malgré la hausse des tarifs, les marchands continuaient à fréquenter la même route, c'était la preuve que leur marge de bénéfice pouvait supporter la surtaxe, dont l'accroissement global dans les recettes de la trésorerie des villes est un signe de prospérité¹⁷. En revanche, une baisse du tarif pouvait inciter les marchands à intensifier le trafic devenu bon marché. La conséquence en était alors l'augmentation



des recettes. Traugott Geering pense que ce fut le cas à Bâle au cours de la première moitié du XVI^e siècle. Des réductions douanières avaient été accordées aux transporteurs flamands et italiens. Le transit s'intensifia et la recette augmenta¹⁸.

Jean-François Bergier affirme que la politique des cantons — Berne surtout — en matière de circulation pendant le XVI^e siècle allait dans le même sens : assurer tout à la fois la sécurité et la commodité du trafic,

¹⁶ Cf. STEINEMANN, *Zoll*, p. 192 et passim.

¹⁷ Zurich a augmenté son tarif douanier à plusieurs reprises au cours de la première moitié du XVII^e siècle. La hausse momentanée de la recette n'a pas été suivie d'une hausse conjoncturelle. La recette des douanes s'est stabilisée chaque fois au niveau supérieur. La seconde moitié du siècle apporta également une hausse conjoncturelle. Cf. SIGG, *Entwicklung*, p. 64.

¹⁸ GEERING, *Handel*, p. 400.

source de profits inappréciables tant pour l'Etat que pour les particuliers¹⁹. Cette politique impliquait une certaine stabilité des tarifs. Schaffhouse, par exemple, appliqua le même tarif de transit pendant tout le XVI^e siècle²⁰.

A Genève, où l'inflation monétaire a été la plus forte en Suisse, nous connaissons trois tarifs des halles pour tout le XVI^e siècle seulement : l'un date de 1515, le deuxième de 1545²¹ et le troisième de 1604²². Ils ont été établis en monnaie de compte genevoise : en florins, en sols et en deniers. Comparons les deux tarifs qui se situent avant et après la période de la plus grande poussée des prix. Le tarif de 1545 se trouve en pleine période d'expansion commerciale. Il eut tout d'abord un effet de ralentissement (diminution de la ferme des halles pour 1546 à 1548). Ensuite la tendance générale de la conjoncture à la hausse l'emporta. Les éléments du tarif de 1604, difficilement comparable à celui de 1545 à cause de l'évolution des structures de consommation et de la multiplication des produits, représentent à peu près le double en valeur de ce qu'avait prévu le tarif de 1545. Mais la monnaie genevoise avait été dévaluée progressivement dans les mêmes proportions. On ne peut donc pas parler d'une augmentation réelle du tarif douanier genevois. L'année 1604 se trouve d'ailleurs, comme l'année 1545, en période de reprise conjoncturelle. Les taux exceptionnels, créés au cours de la guerre de 1589/1593, pour imposer plus fortement les étrangers et leurs marchandises ne se confondent pas avec le tarif ordinaire.

C. L'AJUSTEMENT DES CHIFFRES BRUTS

Il est évident que l'on ne peut pas prendre les chiffres tels qu'ils se présentent dans les comptabilités urbaines. Un minimum de rectifications mathématiques et mentales est nécessaire. Maurice Duverger énumère les éléments indispensables d'ajustement pour mesurer l'accroissement des dépenses publiques²³. Ce qu'il prévoit pour les dépenses est aussi valable pour les recettes. Il faut distinguer, d'une part, l'accroissement réel de l'accroissement apparent, et d'autre part, l'accroissement absolu de l'accroissement relatif.

1. **Accroissement réel et accroissement apparent**

Deux facteurs essentiels doivent être considérés dans cette perspective : les variations de la valeur de la monnaie et les différences de méthodes comptables sous l'Ancien Régime.

¹⁹ BERGIER, *Problèmes*, p. 83.

²⁰ STEINEMANN, *Zoll*, p. 192.

²¹ S.D. GE II, pp. 204-206 (pour le tarif de 1515) et pp. 470-473 (pour le tarif de 1545).

²² S.D. GE III, p. 494.

²³ DUVERGER, *Finances publiques*, pp. 63 ss.

Les monnaies de compte des villes suisses furent soumises, au cours du XVI^e siècle, à une constante dévaluation. Il faut donc corriger les chiffres exprimés en monnaie de compte locale et les convertir en monnaie réelle et stable, en écus d'or par exemple, ou en bonne monnaie d'argent. On pourrait employer des équivalents or ou argent, comme on a de plus en plus tendance à le faire pour déflater les prix²⁴. Cela nous donnerait le revenu or ou argent des villes, à la place du revenu en monnaie de compte. L'inflation métallique serait ainsi éliminée. Mais la monnaie vraiment stable n'existait pas. L'or, par exemple, étant une marchandise comme une autre, son prix évolua aussi. Il reste donc cette inflation des prix, c'est-à-dire la perte du pouvoir d'achat de l'or, plus précisément de l'écu d'or. Le cours de cette monnaie était monté au XVI^e siècle, nous l'avons constaté au chapitre précédent. Mais les prix du blé, de la viande, du vin, avaient augmenté davantage. Faut-il éliminer l'inflation des prix pour obtenir le pouvoir d'achat des recettes des villes ? Pour répondre à cette question, nous allons comparer l'évolution de quelques prix et du cours de l'écu d'or de France dans les villes suisses. Nous verrons le problème séparément pour les deux moitiés du XVI^e siècle.

Marchandises	Berne ²⁵ (1540-1549)	Lucerne ²⁶ (1540-1549)	Genève ²⁷ (1540-1549)	Soleure (1540-1549)
Blé ²⁸	150	148	280	—
Seigle	174	—	—	—
Vin	186	—	590	—
Beurre	128	—	—	—
Fromage	169	—	—	—
Draps de Londres ²⁹	104	—	—	100
Ecu d'or	117	123	143	117
Rapport blé: écu	1,28	1,22	1,96	—
Rapport draps: écu	0,89	—	—	0,85

Tableau 8: Indices des prix de quelques villes suisses dans la première moitié du XVI^e siècle (base 100 = 1500-1509).

²⁴ ABEL, *Landwirtschaft 1500-1648*, pp. 398-399; BRAUDEL et SPOONER, *Prices in Europe*, pp. 381, 470-471; LE ROY LADURIE, *Le territoire*, pp. 116-138. Pour l'analyse des finances bâloises, cf. HARMS, *Steuern*, pp. 627-681; ROSEN, *Staatshaushalt*, pp. 31-32 et graphique N° 3.

²⁵ WERMELINGER, *Lebensmittelpreuerungen*, pp. 27, 34, 44 (pour les prix du blé, du seigle, du vin, du beurre et du fromage).

²⁶ StA LU, Sch. 913, 914, prix du blé recueillis par Fritz GLAUSER.

²⁷ Moyennes approximatives du prix du blé et du vin, calculées sur la base des prix indiqués par BERGIER, *Genève*, pp. 112-113 et 118-120.

²⁸ Dinkel à Berne, Kernen à Lucerne et froment à Genève.

²⁹ Prix des draps recueillis par l'auteur dans les comptes des trésoriers de Berne et de Soleure.

Les quelques éléments réunis sur le tableau 8 montrent que les prix n'ont pas augmenté partout dans les mêmes proportions au cours de la première moitié du XVI^e siècle. Le rapport établi entre les indices du prix du blé et les indices du cours de l'écu d'or de France donne aussi des écarts assez considérables d'une ville à l'autre. Ainsi, Genève avait intérêt à se ravitailler en blé à Berne ou dans d'autres régions au prix-écu³⁰ favorable. D'autre part, on remarquera que les prix des draps de Londres³¹ n'ont presque pas bougé. Ils ont même progressé moins vite que le cours de l'écu d'or. Cela laisse supposer que les prix d'autres marchandises manufacturées n'ont pas non plus, ou très faiblement, augmenté³².

Les disparités régionales n'ont pas disparu au cours de la deuxième moitié du XVI^e siècle. Nous ne disposons ni des données bernoises ni de celles de Lucerne pour cette période. Le phénomène est cependant clairement perceptible à travers la comparaison des prix genevois, bâlois et zurichois (tabl. 9). A noter aussi que ces écarts de prix n'étaient pas le propre du blé,

(Base 100 = 1550-1559)	Genève	Bâle	Zurich
Blé	377	199 à 219	184
Ecu d'or	181	115	129
Rapport blé: écu	2,09	1,73 à 1,9	1,43

Tableau 9: Indices du prix du blé et du cours de l'écu d'or de France dans la deuxième moitié du XVI^e siècle (1550/1559 à 1595/1604)³³.

produit agricole exposé plus que des produits manufacturés aux fortes fluctuations cycliques. Les prix des draps qui, au cours de la deuxième moitié du XVI^e siècle, ont tout de même progressé plus vite que le cours de l'écu d'or, montrent les mêmes caractéristiques que le blé, en ce qui concerne les écarts des prix d'une région à l'autre. La différence du prix-écu des draps de bonne qualité et destinés au même emploi, draps de Dijon et draps de Londres, est très prononcée (tabl. 10). Ces quelques remarques et celles qui vont suivre montrent clairement qu'il n'est pas facile de déterminer le pouvoir d'achat des recettes publiques des villes suisses du XVI^e siècle. Au cours de la première moitié du siècle, les prix des produits agricoles ont bien augmenté, mais les prix des textiles, c'est-à-dire des produits manufacturés, n'ont presque pas bougé. Il faudrait donc établir un indice pondéré des prix,

³⁰ Le prix-écu est une valeur théorique que l'on obtient en divisant l'indice du prix du blé par l'indice du cours de l'écu.

³¹ « Lüntsch ».

³² Cf. pour l'Allemagne: ABEL, *Landwirtschaft 1500-1648*, p. 398.

³³ Concernant les prix du blé, cf. pour Genève: Blé G 1-3; pour Bâle: DUBLER, *Fruchtwesen*, pp. 32-33; pour Zurich: PEYER, *Handel*, p. 303.

(1550-1559 = 100)	Indice 1595/1604		Rapport drap : écu
	Draps	Ecu	
Fribourg: Schürdlitz d'Augsbourg	182	137	1,33
Fribourg: Draps de Dijon	199	137	1,45
Soleure: Draps de Londres	249	128	1,95

Tableau 10: Indice du prix des draps et du cours de l'écu d'or de France dans la deuxième moitié du XVI^e siècle (1550/1559-1595/1604)³⁴.

pour chaque ville, tenant compte des produits agricoles et manufacturés³⁵. Cet indice pondéré des prix doit tenir compte de l'évolution des structures des dépenses des villes. Mais, puisque les prix-écu étaient très différents d'une ville à l'autre, et puisque ces villes-cantons ne représentaient pas des économies fermées, il faut tenir compte du commerce et de la pratique courante des villes qui avaient coutume de se ravitailler ailleurs en blé, en vin et en drap³⁶. Les prix des autres villes seraient donc à retenir pour l'établissement d'un indice.

Il ne suffit pas d'une ou de deux séries régionales de prix de blé que l'on pourrait utiliser pour les autres régions, la Suisse étant un petit pays. Il faut tenir compte de la réalité des prix en Suisse au XVI^e siècle: Bâle n'était pas Berne, et Berne n'était pas Genève. Les travaux en matière de prix et de salaires ne sont ni assez nombreux ni suffisamment avancés pour que l'on puisse les utiliser d'une manière valable pour déterminer le pouvoir d'achat des monnaies suisses au XVI^e siècle. On pourrait se contenter éventuellement de l'emploi du prix du blé. Mais les recettes des villes ne venaient pas uniquement du blé, et n'allaient pas non plus être utilisées pour l'achat de blé. Le budget d'une ville était très différent d'un budget familial, où le blé, la viande et le vin jouaient un rôle primordial³⁷.

Réduire les recettes des villes en fonction des prix intéressant un budget familial fausserait notre compréhension de leur conjoncture financière: les dépenses des villes étaient, répétons-le, très éloignées d'un tel budget familial. Elles étaient constituées de remboursements d'emprunts, de paiements d'intérêts, de rentes viagères, de salaires, de travaux publics, d'entretien des routes, d'achats de draps, d'armes, etc. Une bonne partie de ces dépenses était donc toujours d'ordre purement financier. Pour être le

³⁴ D'après les prix des textiles recueillis par l'auteur dans les comptes des trésoriers de Fribourg et de Soleure.

³⁵ Richard GASCON l'a fait pour Lyon. Il accorde 50 % au blé, 10 % au vin, 10 % à la viande, 5 % au bois et à la chandelle, 5 % à l'habillement, 10 % à l'huile et au fromage, 10 % au logement. GASCON, *Grand commerce*, p. 544.

³⁶ BERGIER, *Commerce*, pp. 521-550; DUBLER, *Fruchtwesen*, pp. 4 et passim; BODMER, *Wirtschaftspolitik*, pp. 26-31; ID., *Messen*, pp. 28 ss.

³⁷ MORINEAU, *Budgets*, pp. 203-237 et 449-481; NEVEUX, *L'alimentation*, pp. 336-379; BRAUDEL, *Civilisation*, pp. 100-103.

plus près possible de la conjoncture financière des villes, on est donc obligé, dans l'état actuel de la recherche historique, de s'en tenir à une monnaie réelle. Parmi les monnaies métalliques en circulation, nous avons intérêt à choisir celle dont le pouvoir d'achat n'a que peu fléchi, et dont les données connues sont les plus complètes. Ici, l'écu d'or de France s'impose. Monnaie réelle et monnaie de compte d'or dominante en Suisse, l'écu d'or de France a gardé son titre de 23 carats à partir de 1519 à travers le siècle entier. Son poids au marc n'a varié que très faiblement. Il passa de $71\frac{1}{6}$ à $72\frac{1}{2}$.³⁸ Au moyen d'un tableau des taux de change, on peut effectuer les calculs de réajustement des recettes. On obtiendra ainsi la recette réelle, celle qui permettra aux villes de rembourser des dettes, d'accorder des emprunts, de se constituer un trésor en bonne monnaie métallique. La courbe d'une telle série de recettes ordinaires réelles reflétera donc la conjoncture financière ordinaire des villes. Nous avons déjà vu, grâce aux péages soleurois et aux relevés de caisse des trésoriers de Fribourg et de Genève, qu'une bonne partie des recettes rentrait sous forme de pièces d'or et de bonnes pièces d'argent.

A Genève, par exemple, les prêts, les emprunts, une grande partie des gabelles, les amodiations, les ventes des biens meubles et immeubles, et bien d'autres transactions plus ou moins importantes étaient stipulés en écus d'or de France. Les débiteurs de la Seigneurie devaient donc se procurer des écus pour payer une grande partie de leurs redevances. Les écus d'or étaient très demandés. D'où leur tendance à la hausse. La dévaluation de la monnaie de compte, du florin genevois, était profitable à la Seigneurie. Les débiteurs en retard dans leurs paiements, ne pouvant pas verser en or les sommes dues, devaient payer l'équivalent avec d'autres pièces.

Comme nous savons par ailleurs que les monnaies de compte suisses étaient toutes de poids différent et avaient subi la dépréciation monétaire chacune à son rythme, et voulant les comparer valablement, nous avons choisi l'écu d'or de France qui a été de toute façon la monnaie de compte internationale et interrégionale en Suisse au XVI^e siècle.

Parfois les trésoriers comptabilisaient uniquement le produit net des recettes, après avoir déduit au préalable les frais d'établissement et de perception. Il en allait ainsi fréquemment des recettes de péages en Suisse. Le salaire du péager et l'entretien ordinaire des locaux n'apparaissent pas toujours dans les comptes des trésoriers. Mais cela n'influence que la composition, la structure des recettes. La même remarque peut être faite pour les administrations autonomes, telles les intendances du sel, du blé, ou la banque publique de Bâle. Dans les villes qui avaient de telles administrations, la trésorerie générale ne notait que les bénéfices dans la comptabilité centrale. Tant que les structures de l'administration financière d'une ville ne subissaient pas de changements majeurs, la conjoncture

³⁸ Cf. MORARD, *Monnaies*, p. 137 ; MARTIN, *Change*, p. 318.

financière, c'est-à-dire l'évolution à long terme des recettes recensées par la comptabilité centrale, n'en était pas affectée. Ces recettes mises en compte sont-elles vraiment entrées dans la caisse ? Cette difficulté que l'on rencontre dans l'analyse des comptabilités à partir du XVI^e siècle n'entre presque pas en ligne de compte pour les recettes au XVII^e siècle. J'émetts cependant une seule réserve concernant les intérêts actifs de la ville de Zurich. Il me semble, à voir la régularité avec laquelle ces intérêts sont comptabilisés, que l'on n'a pas tenu compte des recettes effectives, mais des sommes que la ville aurait dû encaisser³⁹.

2. Accroissement absolu et accroissement relatif

La notion d'accroissement relatif se rapporte aux changements intervenus dans d'autres facteurs de la vie d'un pays. Ici il faut tenir compte de l'importance de la population et de l'étendue du territoire.

Dans une économie où les recettes domaniales occupent une place importante dans le revenu de l'Etat, chaque changement de l'étendue du territoire ou de la juridiction entraîne une altération du volume des recettes. Genève n'avait pas un grand territoire au XVI^e siècle. Mais, dès la Réforme, une partie des anciens revenus ecclésiastiques fut recueillie régulièrement dans la caisse de la Seigneurie, augmentant ainsi considérablement le volume des recettes. Berne possédait déjà au début du siècle un territoire appréciable. La conquête du Chablais et du Pays de Vaud, en 1536, et la dissolution du comté de Gruyère, en 1555, lui apportèrent encore un territoire supplémentaire qui n'était pas à négliger. Fribourg réussit, dans les mêmes circonstances, à doubler l'étendue de son pays. De même les autres villes, Zurich, Schaffhouse, Bâle, Soleure et Saint-Gall augmentèrent l'étendue de leur domination, par l'achat de villes, de villages, de seigneuries, de dîmes et d'autres revenus. Evidemment, ces changements ne sont pas restés sans influence sur les recettes ordinaires des villes. Dans la mesure où l'accroissement des dépenses ne suivait pas le même rythme que les recettes, les villes pouvaient rassembler des réserves monétaires, accorder des prêts à intérêt, bref se constituer une fortune financière.

L'accroissement du nombre des habitants provoque en principe une hausse de la demande de consommation et des investissements. L'historien économiste, qui connaît d'une région (pays, canton, ville) l'évolution du nombre des habitants et l'évolution des recettes publiques ordinaires, peut répartir ces recettes par tête d'habitant et mesurer l'évolution relative du revenu public⁴⁰. Nous pouvons donc dire que l'évolution d'une courbe de recettes publiques peut être le reflet de trois facteurs combinés : l'évolution réelle, le changement de l'étendue du territoire et l'évolution de la population.

³⁹ Cf. SIGG, *Entwicklung*, p. 17.

⁴⁰ MAUERSBERG, *Fulda*, p. 66.

II. Essai de vérification empirique du modèle : les recettes de la ville de Genève

La vérification de l'hypothèse présentée paraît possible et valable dans le cas de Genève. Nous possédons déjà quelques séries plus ou moins complètes pour le XVI^e siècle : prix du blé, taux du vin, indice du produit de la dîme, ferme des halles, gabelle de la chair, gabelle du vin, salaires des pasteurs, production de livres. Le rapprochement de ces différentes courbes avec celle réunissant la totalité des recettes ordinaires de la Seigneurie de Genève montre que les conjonctures sectorielles se confondent finalement dans une conjoncture financière genevoise générale.

A. LES ÉTAPES DE L'ÉLABORATION DE LA COURBE

Je n'insisterai pas longtemps sur les structures générales des finances genevoises et sur leur évolution⁴¹. Je me bornerai ici à mentionner ce qui me semble être indispensable pour suivre l'élaboration de la courbe des recettes ordinaires de la ville de Genève.

Il nous faut distinguer trois trésors publics importants : le trésor général, le trésor de l'Arche et le trésor de guerre. Ce dernier n'entre pas en ligne de compte pour notre recherche. Toutes ses recettes proviennent uniquement des deux autres caisses. Il ne reçoit pas de l'extérieur des versements qui pourraient être considérés comme recettes ordinaires⁴². Le revenu du trésor général⁴³ dont j'ai analysé les livres du XVI^e siècle, a été l'objet de certaines rectifications. Avant 1531, le trésor général avait été l'unique caisse de la Commune. On doit donc en retrancher les recettes extraordinaires, tels les emprunts de 1519 et de 1523.

L'administration de l'argent provenant en 1536 de la vente et de l'albergement des biens ennemis et de certains biens ecclésiastiques fut confiée à un syndic. On créa à cette intention le livre *de l'argent de l'Arche de Genève*⁴⁴. Le principal but de l'Arche était alors de rembourser les dettes contractées à l'extérieur. Mais, peu à peu, le syndic chargé de l'Arche dut s'occuper de toutes sortes d'interventions financières extraordinaires de la Seigneurie. Pour que le trésor de l'Arche puisse réaliser ce que les autorités politiques attendaient de lui, celles-ci durent lui attribuer des recettes précises. C'est ainsi qu'au cours des années, de plus en plus de recettes ordinaires, encaissées jusqu'alors par le trésorier général, furent attribuées à

⁴¹ Cf. MONTER, *Studies*, pp. 9-56.

⁴² Celles de 1603 doivent être classées parmi les recettes extraordinaires, *op. cit.*, p. 53.

⁴³ AEG, Finances M 11-52.

⁴⁴ AEG, Finances T 1, f° 1.

l'Arche. J'ai relevé toutes les recettes de l'Arche, l'une après l'autre, et je les ai ventilées vers trente-neuf comptes différents, que j'ai regroupés ensuite en sept comptes principaux, que voici :

Répartition des recettes de l'Arche de Genève	N° du compte	Première année
<i>A. « Curialités »</i>		
Chapitre	3	1551
Saint-Victor	4	1551
Jussy, Cologny, Genthod	5	1551
Peney	14	1552
Cartigny	34	1578
<i>B. Gabelles et taxes indirectes</i>		
Langes	8	1551
Chair (viande)	9	1551
Evêché (prison)	15	1552
Sel	25	1558
Vin	28	1561
Halles	30	1569
Suif	32	1570
Poids du blé	33	1574
1/2 % et 1 % sur les étrangers	27	1592
Cuir	38	1592
<i>C. Taxes directes</i>		
Secrétariat du lieutenant du droit	2	1551
Secrétariat des premières appellations	6	1551
Mainmorte	7	1551
Héritages	10	1551
Sceaux	11	1551
Boîte de la monnaie	12	1551
Lods	18	1556
Bourgeois	27	1559
Renfort sur le change	39	1599
<i>D. Condamnations, rançons, butins</i>	16	1553
<i>E. Ventes</i>		
Graines	20	1556
« Inquants », enchères	22	1556
Bijoux	23	1557
<i>F. Emprunts et dons</i>		
Albergements	19	1556
Collège	24	1560
Compositions extraordinaires	26	1558
Emprunts	29	1567
Dons et collectes :		
1. lettres de change	35	1583
2. argent comptant	36	1583

Répartition des recettes de l'Arche de Genève	N° du compte	Première année
<i>G. Débiteurs</i>		
De la Seigneurie	13	1552
Du change public	31	1569
Divers	1	1551
<i>H. Versements internes</i>		
Remboursements d'avances	17	1556
Trésor général, chambre des comptes	21	1552

Après cette répartition des recettes de l'Arche, j'ai ajouté les totaux annuels des comptes A, B et C (curalités, gabelles et taxes) aux recettes du trésor ordinaire. Dans l'étape suivante, j'ai éliminé les versements internes entre trésoriers. J'ai donc déduit de la recette du trésor général toutes les sommes qui lui étaient venues de l'Arche.

Il me restait à résoudre encore le problème épineux de la période d'avant la Réforme. Il serait erroné d'accorder aux recettes de la Seigneurie d'avant 1536 le même poids qu'à celles encaissées après la Réforme. L'étendue du territoire, le nombre de titres et de droits, sur lesquels se fondaient les revenus de la Seigneurie, avaient sensiblement évolué en quelques années. L'histoire de ces changements est assez compliquée⁴⁵. Résumons-en l'essentiel : les biens des couvents et des paroisses urbaines furent mis à la disposition de l'Hôpital. La Seigneurie se réservait, en plus de ses revenus traditionnels, ceux de l'Evêché, du Chapitre et de Saint-Victor.

Cependant, la ville protestante ne récolta jamais la totalité des censes, des dîmes et des autres redevances dues autrefois aux communautés ecclésiastiques. Il faut considérer d'une part les pertes effectives de territoires, le mandement de Thiez par exemple. D'autre part, le Chapitre avait eu des revenus provenant de paroisses situées dans des régions trop éloignées pour que la Seigneurie de Genève put en profiter après la Réforme. Il est infiniment peu probable que la Seigneurie ait pu tirer profit des revenus ecclésiastiques de Samoëns, de Cluses, de Sallanches, de Saint-Gervais, de Megève, d'Ugine, d'Annecy, de Seyssel et de Rumilly, pour ne mentionner que quelques localités dont les habitants avaient versé une redevance régulière au Chapitre avant la Réforme.

J'ai tout de même additionné, de 1501 à 1532, les recettes de la Commune de Genève, du Chapitre, de l'Evêché et de Saint-Victor, pour en reconstituer dans la mesure du possible et en fonction des sources et de leurs lacunes, le revenu probable d'avant 1536, comparable aux recettes ordinaires de la

⁴⁵ NAEF, *Emancipation*, pp. 211 ss ; BLONDEL, *Géographie*, pp. 221 ss ; CHOISY, *Réforme*, p. 235.

Seigneurie de la ville protestante⁴⁶. Disons-le bien : revenu comparable ; car nous nous plaçons, pour notre étude, du point de vue de la conjoncture financière urbaine. Les tensions politiques incessantes entre la ville et le duc de Savoie d'une part, le changement confessionnel à Genève et le départ de l'évêque pour Annecy, d'autre part, eurent des conséquences non négligeables sur l'état des revenus globaux genevois et sur le ravitaillement de la ville. La réduction du domaine public et ecclésiastique genevois provoquée par la Réforme et par les troubles politiques intérieurs et extérieurs, influença sensiblement la conjoncture urbaine de Genève. En combinant ainsi certaines recettes ecclésiastiques avec les recettes du trésor ordinaires, on obtient une série qui paraît représentative de la conjoncture financière ordinaire de Genève.

B. LA COURBE DES RECETTES PUBLIQUES ORDINAIRES

Plusieurs courbes sont réunies sur un même tableau (fig. 10) : la ferme des halles, la gabelle de la chair, la gabelle du vin, le prix du blé, l'indice global du produit de la dîme⁴⁷, les recettes ordinaires de la Seigneurie. Ces recettes de la Seigneurie sont rallongées en amont par l'extrapolation des revenus cumulés de la Commune, de l'Evêché, du Chapitre et de Saint-Victor. En ce qui concerne les gabelles des halles, du vin et de la chair, quelques données ont été empruntées aux travaux de William E. Monter, et d'autres ont été recueillies au cours du dépouillement du trésor de l'Arche. Ces trois éléments (halles, vin et chair) doivent encore faire l'objet de recherches ultérieures approfondies. Je me permets néanmoins de présenter ici les éléments dont je dispose. Ils sont en effet déjà très significatifs pour une vision globale de la conjoncture financière genevoise.

La courbe de l'ensemble des recettes ordinaires des deux trésoreries publiques de Genève permet de distinguer cinq phases principales : expansion (phase A) jusqu'en 1523, dépression (phase B) de 1524 à 1534, expansion (phase A) de 1536 à 1559, stagnation et dépression (phase B) de 1560 à 1590, reprise (phase A) après la guerre de 1589/1593.

a) Premier cycle (phases A et B) jusqu'en 1534

L'expansion est marquée par un premier coup d'arrêt en 1518/1519, années de troubles politiques à l'occasion de la première tentative genevoise pour conclure des traités de combourgeoisie avec Berne et Fribourg. Mais la hausse continue jusqu'en 1523, année au cours de laquelle les difficultés politiques recommencent. La baisse sensible des recettes à partir de 1528

⁴⁶ AEG, Titres et droits, Evêché, Registre des comptes 2-5 ; Titres et droits, Saint-Victor, Registres et agendas 5-6 ; Titres et droits, Chapitre, Comptes 14-27.

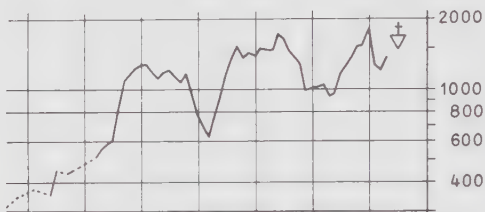
⁴⁷ HEAD-KOENIG ET VEYRASSAT-HERREN, *Revenus décimaux*, pp. 165-179.

Ferme des halles



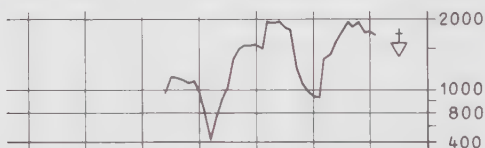
Gabelle de la chair

(Moy. mob. sur 5 ans)
Recettes effectives



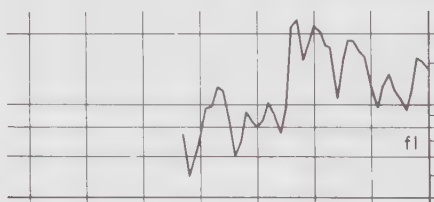
Gabelle du vin

(Moy. mob. sur 5 ans)
Recettes effectives



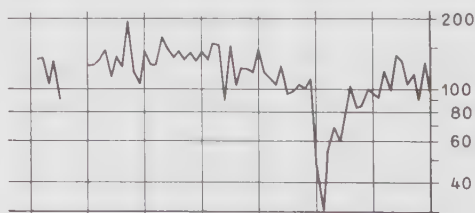
Prix du blé

en florins la coupe
(Moy. annuelles)



Dîme

Indice globale genevois
du produit de la dîme
Base 100 = 1745-1751



Recettes ordinaires

des trésoriers de Genève

en écus d'or de France
(Recettes annuelles)

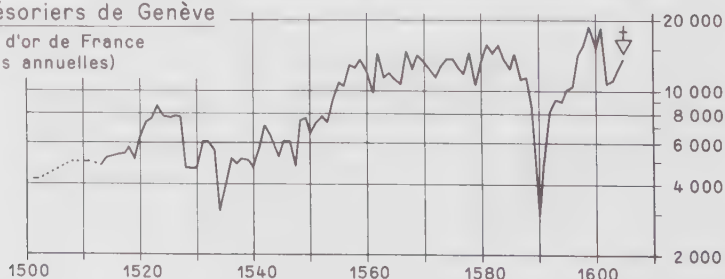
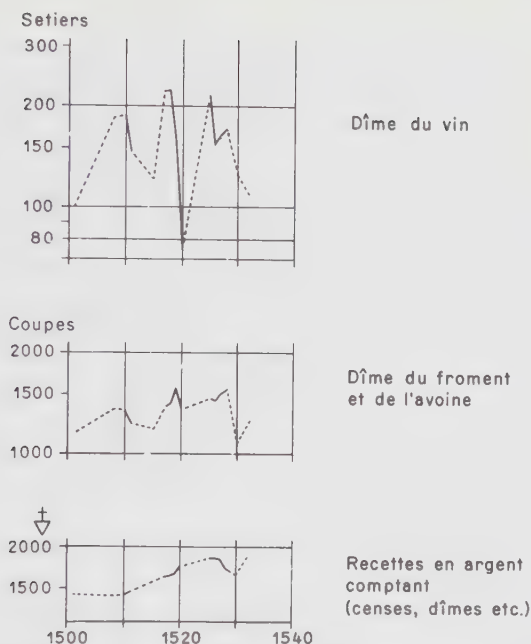


Figure 10: Recettes ordinaires de la Seigneurie de Genève. Leur évolution au XVI^e siècle.

Figure 11 : Le revenu du Chapitre de Genève au début du XVI^e siècle.



rappelle le blocus organisé contre la ville par le duc de Savoie. Le plancher est crevé en 1534, année de graves troubles politiques et sociaux à Genève. C'est l'année des grands bouleversements.

On retrouve la même conjoncture dans les détails (fig. 11) que les comptes du Chapitre de Genève révèlent. Dans l'ensemble, l'expansion dure jusqu'en 1525/1526. Les difficultés de 1518/1519 se reflètent surtout dans la chute des dîmes du vin, du froment et de l'avoine, en 1520. Le blocus de 1528 à 1530 est ressenti à la fois par les dîmes et par les recettes en argent comptant.

b) L'expansion (phase A) de 1536 à 1559

De 1536 à 1541, la courbe globale (fig. 10) se maintient au niveau du plancher de 1519 et de 1528/1530. En 1549, les finances genevoises retrouvent le niveau des bonnes années connues entre 1521 et 1527. Le premier refuge apporte enfin un réel accroissement des revenus de la ville. L'augmentation de la population entraîne une hausse de la consommation (voir la rapide progression de la gabelle de la chair entre 1553 et 1560), provoque le développement des échanges (voir la poussée à la hausse manifestée par la ferme des halles entre 1549 et 1555) et stimule la production artisanale, pour laquelle l'imprimerie genevoise peut nous servir d'indice⁴⁸. Le relâchement momentané de la pression savoyarde ne

⁴⁸ BREMME, *Buchdrucker*; MONTER, *Evêché*, p. 176; DELARUE, *Culture*, pp. 321 ss. A noter les réserves que Jean-François BERGIER émet sur l'importance économique réelle de ce secteur, in : BERGIER, *Naissance*, p. 36.

doit pas être exclu de ce tableau des éléments favorables. La légère tendance à la hausse de l'indice global genevois du produit de la dîme semble être, au moins partiellement, une conséquence de ce facteur politique.

c) La stagnation et la dépression (phase B) de 1560 à 1590

La conjoncture financière genevoise semble être influencée immédiatement par la paix entre la France et l'Espagne. Emmanuel-Philibert devient duc de Savoie en 1559. Aussitôt, la pression politique contre Genève se rétablit. En France, c'est le commencement des guerres de religion. Genève en subit les conséquences. C'est aussi le début de la période des crises financières internationales et des banqueroutes des monarchies espagnole et française (1557). Genève n'est pas épargnée.

La stagnation ou moindre progression (moyenne mobile) dure jusqu'en 1583. Ensuite, c'est l'effondrement progressif et de plus en plus rapide jusqu'en 1590, année où l'on retrouve, en période de guerre totale, le minimum absolu de 1534! Toute la région genevoise est d'ailleurs marquée par cette régression. La courbe des dîmes en rend témoignage. Le ravitaillement de la ville se révèle difficile et coûteux, entraînant une hausse réelle des prix, hausse qui est amplifiée encore par des conditions climatiques particulièrement défavorables en cette seconde partie du siècle.

Anne-Marie Piuz a eu l'excellente idée de mettre en annexe à son article sur le climat et les récoltes à Genève *ce que racontent les chroniques et les registres*⁴⁹. Les phases prolongées de peste et d'autres calamités, de 1568 à 1572 et de 1585 à 1591, sont marquées par des réactions violentes de la gabelle de la chair et de la gabelle du vin. Le prix du blé révèle les mêmes mouvements, mais en sens inverse. Cette concordance du comportement des courbes illustre bien la très grande fragilité du ravitaillement de la ville au XVI^e siècle. La crise de 1568 à 1572 n'apparaît cependant que faiblement sur notre courbe générale. Disons qu'il n'y eut «que» la peste, des moissons et des vendanges médiocres, et une «grande cherté». La crise de 1583 à 1593 fut, avec la guerre, pour Genève et pour toute la région une crise générale, profonde et totale.

Mais pourquoi cette progression cyclique à la hausse des gabelles de la chair et du vin? Après chaque crise, les nouveaux maxima s'établissent au-dessus des maxima précédents. Je pense qu'un bon nombre de personnes en transit, des marchands, des réfugiés ont soutenu la demande alimentaire après chaque crise: 1572 est l'année de la Saint-Barthélémy. En 1593 se

⁴⁹ PIUZ, *Climat*, pp. 611-618. En voici quelques extraits: «1568-69: peste. 1570: moisson et vendanges médiocres, grande cherté, peste, année de misère, pluies et neige tout l'automne; crues, inondations, granges emportées. Hiver rigoureux, lac gelé. 1571: peste. 1572: «année de grandes gelées», de septembre à décembre, climat sec et froid. Lac gelé. Les moulins cessent de tourner. 1585-87: peste et disette. 1589-91: peste, disette, guerre.»

situe la fin de la guerre entre la Savoie d'une part, Genève, Berne et la France d'autre part. La Grande Boutique fut créée cette même année.

d) La reprise après la guerre de 1589/1593 (phase A ou B ?)

La reprise s'amorce dès 1591 et devient nette après 1592. Les années 1602 et 1603 furent marquées par des hivers rudes. Enfin, après l'Escalade, la hausse semble continuer. Les nouveaux maxima de 1599 et de 1601 dépassent ceux des décennies précédentes. On peut cependant se demander si la période entre 1595 et 1601 ne doit pas être considérée comme époque de rattrapage, et si *les temps difficiles du XVII^e siècle*⁵⁰ ne commencent pas déjà au milieu du XVI^e siècle.

De quelle réalité économique la courbe des recettes ordinaires est-elle le miroir ? L'activité industrielle ne semble pas se refléter directement dans la comptabilité publique. Cependant, les matières premières passent par les halles et payent la taxe d'entrée. Les produits finis exportés sont aussi taxés. Au début du XVII^e siècle, en 1614 et en 1619, les exportations des produits de soie « constituent l'essentiel du revenu des halles »⁵¹. Or, la Grande Boutique a été créée en 1593, c'est-à-dire à la fin du XVI^e siècle seulement. En 1598, le revenu des halles ne compte que pour 1,3% des recettes ordinaires de la Seigneurie. C'est infiniment peu, surtout lorsqu'on sait que cent ans plus tôt la production drapière saint-galloise rapportait à la ville industrielle de Suisse orientale 14,2% déjà de ses recettes ordinaires. A Genève, la fiscalité n'a pas encore profité de l'industrie naissante du XVI^e siècle.

Mais il ne faut pas non plus voir dans la courbe globale (recettes ordinaires des trésoriers) le reflet d'une économie rurale, à l'image de l'indice global du produit de la dîme qui montre une nette tendance à la baisse. La dîme ne retrouve plus pendant longtemps, après la guerre de 1589/1593, son niveau antérieur. La moyenne mobile de la courbe globale passe cependant d'environ 12 800 écus vers 1560 à environ 14 100 écus vers 1600 (+ 10%). Cela témoigne quand même d'une transformation des structures économiques genevoises à long terme. Les activités proprement urbaines (commerce, consommation, éventuellement industrie) l'emportent peu à peu, au cours de cette longue période de stagnation ou de moindre croissance. La comparaison de la composition relative des recettes ordinaires de 1544 et de 1598 (tabl. 11) confirmera cette hypothèse⁵².

La part des recettes en provenance de la campagne genevoise a fortement diminué. Cette perte est contrebalancée, au cours de la deuxième moitié du XVI^e siècle, par la création de nouvelles taxes et par l'intensification du commerce du sel. Les nouveaux revenus expriment l'augmentation de la consommation (taxe des boulangers, poids du blé, taxe du 1/2 %) et des activités urbaines (secrétariats de justice).

⁵⁰ PIUZ, *Réforme*, p. 185.

⁵¹ *Op. cit.*, p. 207.

⁵² MONTER, *Studies*, pp. 17 et 49-50.

Recettes	1544 ‰	1598 ‰
Dîmes et autres revenus de la campagne	47,0	13,1
Halles	3,8	1,3
Gabelle du vin	7,2	9,2
Gabelle de la chair	6,3	7,4
Gabelle du sel	2,4	11,6
Lods	4,5	6,1
Amendes	12,3	1,9
Taxe des boulangers	—	7,3
Poids du blé	—	6,0
Taxe du 1/2 ‰	—	4,7
Secrétariats de justice	—	13,3
Divers	16,5	18,1
Ensemble des recettes ordinaires	100	100

Tableau 11 : Recettes ordinaires de la Seigneurie de Genève en 1544 et en 1598.

III. Application du modèle aux autres villes suisses

A. PROBLÈMES DE STRUCTURES

1. Réforme et biens ecclésiastiques

Dans un article récent, j'ai pu démontrer que la Réforme n'a rien changé aux structures des comptes des trésoriers de la ville de Schaffhouse⁵³. Les revenus des biens ecclésiastiques n'ont pas été mêlés à ceux de la ville. Hans Hüssi est parvenu, pour Zurich, au même résultat. Dès la Réforme, on créa à Zurich des administrations spéciales pour les biens ecclésiastiques⁵⁴. Cette solution fut adoptée après plusieurs années de débats. Mais elle garantit l'intégrité des biens des églises. Relevons qu'à court terme, le trésor de Zurich a profité de la fonte des ustensiles ecclésiastiques en métaux précieux⁵⁵. Mais, à long terme, les biens des églises ne procuraient pas de recettes à la trésorerie de la ville. Insistons bien sur le terme « recettes »,

⁵³ KÖRNER, *Réforme*, pp. 205-224.

⁵⁴ Almosenam, Hinteramt, Obmannamt, Klosterämter. De ces administrations ecclésiastiques, l'Obmannamt, chargé de la centralisation comptable des revenus des églises et des couvents, sera le plus important. Cf. HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 154 ss.

⁵⁵ HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 56 ss, 148, 154-157 et 174 ss. Cf. SIGG, *Entwicklung*, pp. 13-17.

car entre 1531 et 1550, en tout cas, l'Obmannamt remboursa plusieurs obligations au nom de la trésorerie de la ville. Cette dernière profita ainsi indirectement des biens ecclésiastiques. Cependant, l'Obmannamt, administrant ce qui avait appartenu aux églises et aux couvents, constituait ses propres réserves métalliques. Un type semblable d'administration séparée existait à Bâle, où les couvents réformés continuèrent encore au-delà du XVI^e siècle à être dirigés indépendamment des biens de la ville. Leurs finances étaient totalement séparées de celles de la trésorerie publique⁵⁶. Ainsi, les structures fondamentales des comptes propres des villes de Bâle, de Zurich et de Schaffhouse n'avaient pas subi de changement au moment de la Réforme. Sur le plan de la comptabilité strictement publique, c'est-à-dire des comptes des trésoriers, il n'y a aucune différence, au XVI^e siècle, entre ces trois villes réformées et des villes catholiques comme Lucerne, Soleure et Fribourg.

Dans le cas de Genève, j'ai tenu compte des changements que la Réforme avait apportés à la trésorerie de la Seigneurie. Il faut le faire également à Berne, où les biens des églises et des couvents ont été effectivement confisqués⁵⁷, avec pour conséquence un changement des structures comptables. Car, après cet acte d'autorité du gouvernement bernois, un nouveau compte important, intitulé «revenu des fondations ecclésiastiques et des couvents», apparaît dans la comptabilité de la ville. Il faudra tenir compte de ce fait important au moment de la lecture de la courbe. Comme dans le cas de Zurich⁵⁸ et de Bâle⁵⁹, les Bernois ont aussi monnayé les robes des prêtres, les calices et les crucifix des églises⁶⁰. Une partie du bénéfice de ces ventes est revenue à la ville de Fribourg, qui ne la refusa pas⁶¹. Berne et Genève constituent donc les seules vraies exceptions comptables. Pour Zurich, il faudrait tenir compte de la part que l'Obmannamt a fournie au remboursement de la dette publique ainsi qu'à l'acquisition de nouveaux territoires. Dans le cas des autres villes suisses, on peut faire abstraction de la sécularisation des biens ecclésiastiques lorsque l'on essaie de déterminer la conjoncture financière qui leur a permis de s'enrichir.

⁵⁶ BURCKHARDT, *Geschichte*, p. 10; WACKERNAGEL, *Kirchen- und Schulgut*, pp. 83 ss; SCHWEIZER, *Klostergüter*, pp. 177 ss. Deux travaux récents touchent, en passant, la question de l'administration des couvents bâlois à partir de la Réforme: DEGLER, SPENGLER, *Gnadenthal*, pp. 79-87; GERZ-VON BUREN, *Santa-Clara*, pp. 120-127.

⁵⁷ FELLER, *Geschichte*, II, pp. 314-327; GILLIARD, *Finances*, pp. 3-22.

⁵⁸ HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 28 ss.

⁵⁹ StA BS, Finanz H, 1531/1532, «L.BS 6204.6.9 us Silbergeschirr der Gottshusen...» et «L.BS 7000 allen Gottshusen in der Stadt zu Stür an Reisskosten...» Bâle encaissa donc 3545 écus provenant des ustensiles ecclésiastiques et 4000 écus en impôt direct.

⁶⁰ StA BE, B VII 456 a-g, 457 a-h, «Erlös aus verkauften Kirchengütern».

⁶¹ AEF, C.T. N° 309, 1557 I. Il s'agit des biens ecclésiastiques d'Orbe et de Grandson. Fribourg toucha 1070 écus.

2. Structures comptables

Des différences sensibles existent entre les villes dans leur manière de comptabiliser les recettes. A Fribourg, le trésorier inscrivait les recettes comme elles arrivaient, toutes dans un même compte. Intérêts, péages, ventes, amendes, pensions, emprunts, remboursements de débiteurs, taux du vin, tout est réuni dans le compte des recettes et comptabilisé dans le plus beau désordre. Nous avons déjà constaté que les trésoriers travaillaient de la même manière à Genève.

Les comptables de Lucerne faisaient la distinction entre recettes générales et intérêts perçus sur des capitaux prêtés. Il y avait au moins trois livres de recettes. Premièrement, celui des intérêts actifs, ensuite celui des créances courantes, enfin le livre général du trésorier⁶². Mais, dans ce dernier livre, on retrouve un peu la manière de Fribourg. C'est un livre de caisse où l'on inscrivait les recettes au fur et à mesure qu'elles arrivaient.

Un classement des recettes par comptes séparés existait à Soleure. Cette séparation se faisait dans un même livre, dès le début de l'exercice financier. Les comptes de recettes n'étaient pas nombreux. Ils reflètent cependant la structure essentielle des revenus de la ville de Soleure. Cinq comptes existaient en 1500: l'impôt sur le vin, les péages, les bailliages, la pension royale et divers. Au cours du siècle, les «divers» devenant trop volumineux, on créa d'autres comptes: intérêts actifs, condamnations, taxes de combourgeoisies.

Les trésoriers de Berne, de Zurich, de Saint-Gall, de Schaffhouse et de Bâle tenaient des comptabilités beaucoup plus perfectionnées encore. A Bâle, une bonne partie des recettes étaient d'abord inscrites dans des livres hebdomadaires. Au bout de treize semaines, on établissait le compte trimestriel des profits et pertes, réalisé au moyen des totaux hebdomadaires, tenant compte aussi des sommes encaissées par d'autres agents receveurs de la ville. Pour chaque exercice financier, d'une Saint-Jean-Baptiste à l'autre, on dressait le compte annuel. En 1535, les recettes étaient divisées en 51 comptes généraux, plus 22 comptes pour les bailliages, soit 73 comptes différents. Ce nombre n'a que peu évolué jusqu'en 1610.

Certaines recettes pouvaient être attribuées directement à des dépenses particulières sans passer par la trésorerie générale. A Lucerne, l'impôt sur le vin consommé dans les auberges de la ville était versé par le percepteur à l'intendance des constructions. A Zurich, c'étaient les amendes recueillies en ville et dans les bailliages qui allaient immédiatement dans la caisse de l'intendance des bâtiments⁶³. On doit tenir compte de ce type de recettes pour calculer le revenu global des villes. En plus, les recettes extraordinaires sont à retrancher du total pour obtenir le budget de base — si l'on peut employer cette expression pour les comptes du XVI^e siècle. Les transferts de

⁶² Zinsurbar, Stadtrechner et Gegenbuch.

⁶³ HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 14-15.

capitaux (emprunts, remboursements de prêts, dépôts, retraits du trésor, virements internes), le revenu de la fortune financière (intérêts actifs) et les revenus exceptionnels (pensions, dons, ventes et impôts extraordinaires) doivent être soustraits de la recette globale. Le reste représente les recettes ordinaires modérément ou très sensibles aux fluctuations conjoncturelles.

3. Structures des recettes ordinaires

A chaque ville sa structure comptable. A chacune également sa structure fiscale, et par conséquent sa propre structure des recettes ordinaires. Nous observons les divergences et les concordances entre les villes à travers quelques comptes importants.

a) Les bailliages

Ville	1501-1510 %	1551-1560 %	1601-1610 %
Berne ⁶⁴ avec biens ecclésiastiques		51,0	61,3
Berne sans biens ecclésiastiques		37,1	43,4
Lucerne	35,3	32,1	37,8
Zurich ⁶⁵	18,8	29,8	26,8
Bâle	10,8	14,1	19,9
Schaffhouse	0,0	4,0	12,3
Genève	?	47,0 (1544)	13,1 (1598)

Tableau 12: Les bailliages dans les recettes ordinaires des villes.

La part relative que les revenus des bailliages occupent dans les recettes des villes dépend principalement de l'étendue du territoire. Les Etats bernois et lucernois tiraient des bailliages plus d'un tiers de leur revenu ordinaire (tabl. 12). Si l'on tient compte pour Berne encore du revenu des biens ecclésiastiques, cela fait plus de la moitié des recettes ordinaires au milieu du XVI^e, près des deux tiers au début du XVII^e siècle. C'est caractéristique des pays où les tendances vers des activités économiques urbaines restent très faibles, comme l'a déjà souligné Walter Bodmer⁶⁶. Entre 1501 et 1510, la trésorerie zurichoise encaissait de ses bailliages seulement 18,8% de son revenu ordinaire, ce qui paraît peu si on les compare avec les 35,3% de Lucerne. Il faut cependant tenir compte du fait que le bailliage de Knonau a été acheté en 1512 et la Seigneurie de Wädenswil en 1550 seulement⁶⁷. Les taux ultérieurs se situent effectivement à un niveau plus élevé sans pour autant atteindre l'importance de ceux de Lucerne ou de Berne. Le territoire

⁶⁴ Sans les bailliages romands.

⁶⁵ Seulement les bailliages extérieurs de Seckelamt.

⁶⁶ BODMER, *Wirtschaftspolitik*, p. 12.

⁶⁷ HÜSSY, *op. cit.*, pp. 121, 226-228. Les recettes provenant d'Elgg et de Neftenbach étaient comptabilisées séparément de celles des bailliages extérieurs.

bâlois s'est aussi agrandi au cours du premier tiers du XVI^e siècle⁶⁸. Le résultat : la part relative des recettes provenant des bailliages allait doubler en cent ans. Schaffhouse n'était encore qu'une ville sans territoire en 1500⁶⁹ ; les acquisitions territoriales du XVI^e siècle y influencèrent encore plus fortement qu'ailleurs les structures fiscales dans un sens positif. A Genève, l'évolution fut nettement régressive. On peut penser que le départ des Bernois du Chablais et du pays de Gex n'a plus permis aux Genevois de faire valoir leurs droits aux revenus de Saint-Victor et du Chapitre dans les territoires redevenus savoyards à partir de 1567. Dans l'ensemble cependant, on peut conclure que la formation d'un Etat territorial était profitable aux intérêts fiscaux des villes.

*b) La taxe du vin*⁷⁰

Le commerce du vin n'a pas connu partout la même intensité. On observe cependant la part relativement modeste que cette taxe occupait dans les recettes de Berne et de Zurich et la diminution de son volume à Schaffhouse dès le milieu du siècle. Berne possédait suffisamment de vignes sur son propre territoire et dans le pays de Vaud : son approvisionnement en vin était assuré⁷¹. La taxe du vin était perçue en ville et à la campagne, où elle était très impopulaire. On l'appelait pour cette raison la «taxe méchante»⁷².

Au XV^e siècle, la taxe du vin était encore une des recettes les plus importantes de la trésorerie de Schaffhouse. La production locale était excédentaire. On exportait le bon vin du pays et on faisait venir le vin de qualité d'Alsace. Cette habitude, qui témoigne d'un style de vie appréciant la diversité des plaisirs de la table, se maintint jusqu'au début du XVI^e siècle. En 1526, l'importation du vin d'Alsace fut interdite pour garantir la consommation du cru schaffhousois. Le ralentissement du commerce du vin se traduisit dans la trésorerie par un recul des recettes. Toutefois, le commerce schaffhousois de vin étranger redevint intense après 1560. Les recettes fiscales de la ville en profitèrent⁷³.

Décrivant le ravitaillement de la ville de Genève, Anna-Marie Piuz affirme que, pour le XVII^e siècle, «le vignoble des alentours suffisait à la consommation genevoise»⁷⁴. La place relativement modeste qu'occupe la gabelle du vin dans les recettes ordinaires des trésoriers de Genève (8,1% de 1562 à 1565 et 11,5% de 1600 à 1603), semble indiquer que le XVI^e siècle ne diffèrait en rien du XVII^e siècle à cet égard. A Soleure et à Fribourg, la taxe

⁶⁸ Bretzwil 1518, Riehen 1522, Pratteln 1525, Benken 1526, Arisdorf 1532, Binningen 1534, Augst 1534. Cf. *Historischer Atlas der Schweiz*, p. 55.

⁶⁹ Cf. SCHIB, *Geschichte*, pp. 242-257 et 305 ss.

⁷⁰ Weinungeld.

⁷¹ BODMER, *Wirtschaftspolitik*, p. 30.

⁷² Böspfenning.

⁷³ SCHIB, *Geschichte*, pp. 136-137 et 347 ; KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, pp. 80-82.

⁷⁴ PIUZ, *Réforme*, p. 191.

Ville	1501-1510 %	1551-1560 %	1601-1610 %
Zurich	13,0	8,9	10,3
Berne	14,2	14,5	16,5
Bâle	16,7	18,6	28,0
Schaffhouse	16,7	6,1	12,2
Soleure	28,3	18,8	23,0
Fribourg	38,5	22,5	30,8
Genève	?	8,1 (a)	11,5 (b)
(a) 1562-1565 (b) 1600-1603			

Tableau 13: La taxe du vin dans les recettes ordinaires des villes.

du vin pesait lourd dans la trésorerie publique (de 20% à 40%). Ces villes, voisines du lac de Bienne et de celui de Neuchâtel, étaient dans une situation stratégique très favorable pour la distribution des vins en provenance des bords des lacs. Les Fribourgeois, comme les Genevois, allaient même chercher du vin de Bourgogne⁷⁵. La consommation du vin d'Alsace, qui était très apprécié en Suisse, contribua à l'augmentation progressive de la part que cette taxe fournissait au trésor de Bâle (16,7% en 1501-1510, 18,8% en 1551-1560, 28% en 1601-1610). Une certitude semble se dégager de ce tableau. Les villes, dont le territoire avait assez de vignobles pour assurer le ravitaillement en vin de la population résidente, ne retiraient pas de grand bénéfice fiscal de ce commerce. C'était le cas, comme nous l'avons constaté, de Genève, de Berne, de Zurich et de Schaffhouse. Dans cette dernière ville, l'arrêt de l'importation de vin alsacien avait même fait diminuer la recette. En revanche, l'importation de vin à Bâle, à Soleure et à Fribourg, où la production locale était insuffisante, contribuait puissamment à remplir la caisse des trésoreries (18,8% à 22,5% en 1551-1560, 23% à 30,8% en 1601-1610).

c) La taxe de la viande

«La ration de viande diminue à partir de 1550», écrit Fernand Braudel⁷⁶. Il faut croire cependant qu'en Suisse, les restrictions avaient commencé plus tôt. Les prix bernois du xv^e siècle n'avaient pas connu de très fortes fluctuations, mais au cours de la première moitié du xvi^e siècle, la cherté s'installa. Hugo Wermelinger voit la cause essentielle de ce phénomène dans l'exportation de bétail⁷⁷. Ce commerce lucratif pour les éleveurs et pour les marchands de bétail priva la Suisse de son excédent de viande, entraîna même une pénurie et fut la cause de la hausse des prix. Les nombreux

⁷⁵ BODMER, *Wirtschaftspolitik*, p. 31.

⁷⁶ BRAUDEL, *Civilisation*, I, p. 141.

⁷⁷ WERMELINGER, *Lebensmittelteuerungen*, pp. 128 ss.

Année	Indice	Année	Indice
1436	100	1503	108
1474	100	1509	112
1482	114	1530	157
1484	100	1543	157
1491	117	1556	188
1502	108		

Tableau 14 : Renchérissment de la viande à Berne⁷⁸.

témoignages réunis par Hugo Wermelinger donnent l'impression d'une crise générale de la viande en Suisse au cours de la première moitié du XVI^e siècle. Le renchérissement se fit par paliers (1527 et 1550), mais avec des effets durables à long terme. Les prix genevois de viande de mouton et de bœuf confirment cette thèse. La hausse se prolonge jusqu'à la fin du siècle. Il fallait s'y attendre.

Années	Indice du prix	
	Mouton	Bœuf
1538-1540	100	100
1557-1560	135	164
1573-1574	174	177
1580-1585		190
1586-1590		226
1592-1600	392	273

Tableau 15 : Renchérissment de la viande à Genève⁷⁹.

Je n'ai pas pu résister à la tentation de raccrocher l'indice genevois à l'indice bernois, pour voir si la progression des prix était semblable aux deux endroits pendant la période au cours de laquelle les deux séries se recourent. Si l'on admet pour les prix genevois de 1538-1540 l'indice de 157, que Hugo Wermelinger a calculé pour Berne, on atteint effectivement pour 1557 l'indice 188 pour le prix du mouton et l'indice 250 pour le prix du bœuf. La hausse des prix de la viande à Genève était donc au moins aussi forte qu'à Berne au cours de ces quinze années.

Le renchérissement et la rarefaction de la viande se répercutent sur les trésoreries des villes. A Genève, la gabelle de la chair avait fourni en 1513-1516 les 30,5%, soit près d'un tiers des recettes de la commune. En 1520-1524 cette part était déjà tombée à 15,7%⁸⁰. Au cours de la deuxième moi-

⁷⁸ *Op. cit.*, p. 37.

⁷⁹ AEG, Arch. hosp., Fe 1538 ss.

⁸⁰ Cf. BABEL, *Histoire économique*, II, pp. 137 ss.

Années	%	Années	%
1501-1510	9,3	1561-1570	2,9
1511-1520	7,8	1571-1580	2,7
1521-1530	8,1	1581-1590	1,8
1531-1540	6,8	1591-1600	1,6
1541-1550	4,9		
1551-1560	3,0		

Tableau 16 : La taxe sur la viande dans les recettes ordinaires de Bâle.

tié du siècle, la gabelle de la chair représenta seulement encore 7,8% des recettes ordinaires en 1551-1560 et 8,5% en 1600-1603. Le recul constant de cette taxe est particulièrement sensible dans les comptes bâlois. Au xv^e siècle, elle avait occupé le troisième rang dans la hiérarchie des recettes de la ville⁸¹.

Au début du xvi^e siècle, le trésor bâlois en tirait encore près d'un dixième de son budget ordinaire. Mais cette taxe devint insignifiante vers la fin du siècle (1,6% en 1591-1600). La diminution n'était pas seulement relative par rapport aux recettes globales, elle était réelle (fig. 12).

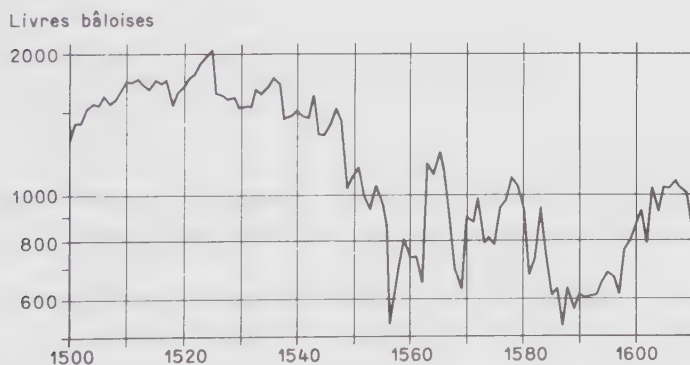


Figure 12 : Conjoncture de la taxe sur la viande à Bâle.

La hausse que l'on constate après 1590 se voit aussi dans les taxes prélevées sur le marché et le transit du bétail, ce qui permet de croire que les structures d'élevage et de commercialisation des bovins étaient en train de s'adapter à la demande bâloise. Les répercussions sur le revenu fiscal bâlois furent cependant négligeables : la taxe sur la viande ne remonta qu'à 2,2% au cours de la première décennie du xvii^e siècle.

⁸¹ ROSEN, *Staatshaushalt*, p. 32.

Ce fut tout de même la fin d'une époque, appelée par Fernand Braudel l'époque des débauches de viandes⁸². Au-delà de cette réalité historique, que le sort subi par la taxe sur la viande confirme d'une façon éclatante, on peut noter encore une autre signification économique. Les habitudes carnivores du xv^e siècle avaient permis la mise en place de structures fiscales appropriées aux villes. Les déséquilibres des structures politiques, économiques et sociales du xvi^e siècle déclenchèrent les mécanismes conjoncturels suivants: hausse des prix à l'étranger, exportation de la viande, sa raréfaction relative en Suisse, hausse des prix suisses, limitation de la consommation intérieure de viande, diminution des recettes fiscales, transformation des structures des recettes des villes.

d) Les moulins

Un autre impôt perçu sur la consommation alimentaire tendait également à disparaître des comptes des trésoreries. Il s'agit du droit des moulins. Bâle et Schaffhouse contrôlaient des routes du blé vitales pour la Suisse. Bâle était un marché très important de céréales. Les acheteurs de toute la Suisse occidentale et centrale venaient s'y ravitailler. En période de crise et de disette, ce marché fut souvent, au xvi^e siècle, la planche de salut de la ville de Genève⁸³. A Bâle, le commerce florissant de blé avait entraîné, au Moyen Age, le développement d'une grande activité de moulins. Le droit banal autorisait la ville à percevoir une taxe sur le blé moulu. Cette taxe figurait à la première place des recettes publiques bâloises⁸⁴. Au début du xvi^e siècle encore, un quart du revenu ordinaire de la ville était garanti par cette taxe. Celle-ci stagna pendant toute la première moitié du siècle. Dès 1560 elle ne diminua pas seulement relativement, mais aussi effectivement. La comptabilité de la ville de Schaffhouse révèle les mêmes caractéristiques. Est-ce un signe de la montée des campagnes, du nombre croissant de moulins construits en dehors des villes, de la libéralisation du droit banal ?

Cette hypothèse peut paraître plausible pour Bâle et Schaffhouse, elle ne l'est pas dans le cas de Lucerne, où la part relative des taxes dues à l'activité des moulins en ville reste stable tout au long du siècle (tabl. 17).

Années	Bâle %	Schaffhouse %	Lucerne %
1501-1510	25,7	6,5	5,5
1551-1560	15,5	3,4	5,0
1601-1610	5,6	0,9	5,2

Tableau 17: Le droit des moulins dans les recettes ordinaires des villes.

⁸² BRAUDEL, *Civilisation*, I, p. 139; cf. NEVEUX, *L'alimentation*, pp. 357-359.

⁸³ BERGIER, *Genève*, pp. 102 ss. Cf. pour Berne: WERMELINGER, *Lebensmittel-teuerungen*, pp. 99-101 et passim.

⁸⁴ ROSEN, *Staatshaushalt*, p. 32.

e) Les halles et les péages

Il ne s'agit pas d'étudier ici les problèmes du commerce suisse au XVI^e siècle⁸⁵. Essayons simplement de montrer la place que les recettes des péages et des halles occupaient dans les recettes des villes. Encore faut-il éviter un malentendu. Ces chiffres (tabl. 18) ne sont pas nécessairement comparables.

Villes	1501-1510 %	1551-1560 %	1601-1610 %
Bâle	14,9	20,8	11,5
Schaffhouse	18,8	22,5	18,0
Zurich	15,9	15,0	11,0
Lucerne	15,9	22,0	20,5
Soleure	15,1	17,3	7,5
Berne	16,0	16,4	8,0
Fribourg	2,7	1,8	3,0

Tableau 18: Les do janes dans les recettes ordinaires des villes suisses.

Les structures et les prix des tarifs douaniers différaient d'un endroit à l'autre. Le tableau n'est cependant pas sans signification. Ce qui frappe, tout d'abord, c'est la situation de Fribourg. Cette ville était, au XVI^e siècle, en dehors des circuits commerciaux, qui ne rapportaient pratiquement rien du tout à la ville. A l'autre extrême, Schaffhouse et Bâle, villes prédestinées au négoce et contrôlant chacune plusieurs axes commerciaux principaux et secondaires⁸⁶, ainsi que Lucerne, sur la route du Gothard, sont en situation de profit ou de perte en fonction de la conjoncture commerciale de ces routes importantes⁸⁷. Dans l'ensemble, les bonnes années pour les recettes des villes furent celles du milieu du siècle (15% à 22,5% en 1551-1560). La réduction relative de ces recettes au début du XVII^e siècle fut commune à toutes les villes, sauf à Fribourg qui n'enregistre pas de changement significatif.

f) Les impôts sur la fortune

Deux villes, Schaffhouse et Saint-Gall, percevaient un impôt sur la fortune. L'évolution de ces recettes dépend de deux facteurs: du volume global des fortunes imposées et des taux d'imposition. Ces derniers ont diminué progressivement dans les deux villes à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècle. A Schaffhouse, le taux était de 0,37% en 1497, de 0,28% en 1510. Il se stabilisa à 0,0925% en 1520. A Saint-Gall, il était de 1% en 1490 et de

⁸⁵ Cf. BERGIER, *Problèmes*, pp. 67 ss.

⁸⁶ GEERING, *Handel*, pp. 177 ss; STEINEMANN, *Wirtschaftspolitik*, pp. 87 ss; SCHIB, *Geschichte*, pp. 139-145 et 346 ss; AMMANN et SCHIB, *Atlas*, carte N° 19.

⁸⁷ Cf. GLAUSER, *Zentnerzoll*, pp. 177-245.

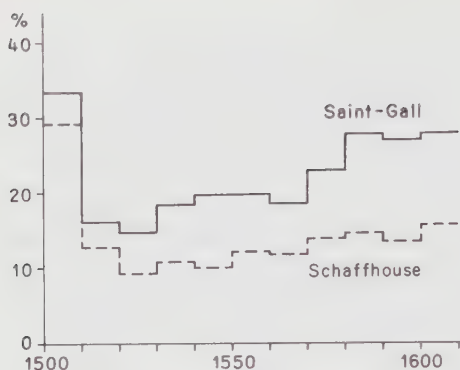


Figure 13: L'impôt sur la fortune dans les recettes ordinaires de Saint-Gall et de Schaffhouse (moyennes décennales).

0,5 en 1495. La stabilisation se fit en 1513 au taux de 0,25%. Les Saint-Gallois payaient donc pour une fortune de valeur égale plus d'impôts que les Schaffhousois⁸⁸. La part relative de ces recettes était aussi plus élevée dans la trésorerie de Saint-Gall (fig. 13).

Plus on avance dans le siècle, plus l'écart relatif augmente par rapport aux impôts schaffhousois. Schaffhouse dépendait moins que Saint-Gall de l'impôt sur la fortune. La différence des taux d'imposition en est une preuve. Mais Schaffhouse a aussi réussi à constituer un territoire qui lui apportait un revenu, tandis que Saint-Gall avait échoué dans ses tentatives d'expansion territoriale. Schaffhouse était aussi mieux placée pour le transit commercial : la part relative des péages dans les recettes ordinaires y était plus élevée que dans les autres villes suisses. Saint-Gall, désavantagée du point de vue du territoire et du transit commercial, dut concentrer son effort fiscal sur l'industrie drapière et sur le capital accumulé par les particuliers.

g) Autres recettes

Avant le XVI^e siècle déjà, les huit cantons les plus anciens de la Confédération avaient conquis quelques territoires qui allaient être administrés en bailliages communs. Les revenus de ces bailliages étaient répartis entre les cantons concernés. A partir de 1518 s'ajoutèrent les revenus des bailliages tessinois dont profitaient les cinq nouveaux cantons qui se joignirent à la Suisse en 1513⁸⁹. Pour les villes, dont les recettes ordinaires globales étaient relativement modestes, les revenus en provenance des bailliages communs n'étaient pas dédaignables, surtout vers le milieu du siècle. Au début du XVII^e siècle, ces recettes diminuent en importance relative.

⁸⁸ HÖHENER, *Bevölkerung*, pp. 17 et 56 ; ZIMMERMANN, *Vermögensverhältnisse*, p. 61 ; STEINEMANN, *Zoll*, p. 204 ; KÖRNER, *Réforme*, pp. 217-218.

⁸⁹ Cf. « La Confédération des XIII cantons à l'époque des guerres de Kappel », in : *Histoire militaire de la Suisse*, 5^e cahier, carte N° 1.

Villes	1501-1510 %	1551-1560 %	1601-1610 %
<i>Anciens cantons</i>			
Lucerne	6,8	7,9	5,8
Zurich	4,7	5,1	3,2
<i>Nouveaux cantons</i>			
Soleure	—	4,5	2,8
Schaffhouse	—	3,7	3,3

Tableau 19: Le revenu des bailliages communs dans les recettes ordinaires des villes.

L'évolution du commerce et de la consommation du sel eut des effets sur les trésoreries. A Genève, les recettes de la gabelle du sel ont passé de 2,4% en 1544 à 11,6% en 1598. A Zurich, la part des recettes dues au trafic du sel était de 1,05% en 1551-1560. Au début du XVII^e siècle (1601-1610) elle était de 4,1 %⁹⁰. Des estimations concernant les bénéfices que Schaffhouse retirait de son volumineux commerce du sel révèlent la même tendance progressive : 2% en 1501-1510, 5% en 1551-1560 et 12% en 1601-1610. Un nouveau venu important dans les comptes bâlois : le change public, créé au début du XVI^e siècle, rapportait régulièrement un bénéfice à la ville à partir de 1533⁹¹, sans cependant pouvoir conquérir la place prédominante qu'occupait vers 1600 la taxe du vin.

Années	%	Années	%
1531-1540	3,8	1571-1580	12,3
1541-1550	2,9	1581-1590	10,9
1551-1560	3,2	1591-1600	10,9
1561-1570	5,7	1601-1610	7,6

Tableau 20: Les bénéfices du change public dans les recettes ordinaires de Bâle.

h) La restructuration des recettes

Pris pour eux-mêmes, les éléments des recettes évoluent chacun à son rythme. De nouvelles recettes sont créées et s'ajoutent à celles déjà existantes. Les structures des recettes n'étaient pas stables du tout, malgré l'apparence de stabilité que donnent les plans des comptabilités. Mais l'essentiel des revenus ordinaires était toujours composé de quelques comptes seulement, comme les exemples bâlois, zurichoïis et lucernoïis nous

⁹⁰ Cf. PEYER, *Handel*, pp. 23-24 ; FRITZSCHE, *Zürcher Salzhandel*, pp. 7-10.

⁹¹ HALLAUER, *Stadtwechsel*, pp. 108 ss. J'ai cependant préféré les données de la comptabilité de la ville qui notait régulièrement les chiffres nets.

Comptes	1501-1510 %	1551-1560 %	1601-1610 %
<i>Bâle</i>			
Droits des moulins	25,7	15,5	5,6
Taxe du vin	16,7	18,6	28,0
Taxe de la viande	9,3	3,0	2,0
Foire de la Saint-Martin	1,8	2,2	1,7
Péages et halles	14,9	20,8	11,5
Change public	—	3,2	7,6
Bailliages bâlois	10,8	14,1	19,9
Administration des graines	0,9	1,0	8,1
	80,1	78,4	84,4
<i>Zurich</i>			
Droits des moulins	2,9	1,2	0,8
Taxe du vin	13,0	8,9	10,3
Péages et halles	15,9	15,0	11,0
Bailliages zurichoïses	18,8	29,8	26,8
Bailliages communs	4,7	5,1	3,2
Administration des graines	21,4	15,3	19,6
Sel	—	1,1	4,1
Impôt sur les héritages, départs	3,8	3,7	4,0
	80,5	80,1	79,8
<i>Lucerne</i>			
Droits des moulins	5,5	5,0	5,2
Taxe du vin	21,9	13,0	6,1
Péages et halles	15,9	22,0	20,5
Bailliages lucernoïses	35,3	32,1	37,8
Bailliages communs	6,8	7,9	5,8
Administration des graines	3,4	3,2	12,8
	88,8	83,2	88,2

Tableau 21: Les principales recettes ordinaires des villes de Bâle, Zurich et Lucerne⁹².

le montrent (tabl. 21). Six, sept ou huit éléments seulement parmi les recettes, restructurées dans l'ensemble au cours du siècle, suffisaient pour assurer les 75% à 90% du revenu ordinaire des villes. Mais comment ces recettes avaient-elles évolué dans l'ensemble? Cette question nous conduit au problème de la conjoncture.

⁹² Cf. également l'exemple genevois. *Supra*, tableau 11.

B. MESURER LA CONJONCTURE DES RECETTES ORDINAIRES

Quelle conjoncture ? Tout d'abord celle des recettes ordinaires des villes. Ensuite de l'économie et des événements politiques et sociaux dont les recettes sont le miroir. Quelles ont été les tendances générales des recettes ordinaires ? Avec quel rythme ont-elles évolué ? Y avait-il concordance ou discordance entre les différentes conjonctures ?

1. L'évolution du volume des recettes

Dans l'ensemble les recettes ordinaires de chacune des neuf villes considérées sont en hausse. Un changement donc par rapport au ^{xv}^e siècle, où la tendance avait été à la baisse, à Bâle par exemple⁹³. En effet, du début du ^{xvi}^e au début du ^{xvii}^e siècle, le total des recettes ordinaires des neuf villes a presque triplé. La composition par ville du volume total des recettes ordinaires n'évolue que peu au cours du siècle. Au début du siècle, Bâle domine. Elle dispose des ressources fiscales les plus importantes, soit un quart du total, presque le double de Berne, deux fois et demie le revenu de Genève, trois fois celui de Saint-Gall, de Zurich et de Fribourg, quatre fois et

Villes	1505		1530		1555		1580		1605	
	⌘	%	⌘	%	⌘	%	⌘	%	⌘	%
Bâle	9 500	27,1	11 500	23,9	14 700	21,0	15 100	17,7	19 300	20,0
Schaffhouse	2 200	6,3	4 100	8,5	4 900	7,0	5 700	6,7	7 300	7,6
Saint-Gall	3 400	9,7	5 900	12,2	7 500	10,7	10 900	12,8	13 000	13,5
Zurich	3 400	9,7	6 100	12,7	7 700	11,0	9 300	10,9	11 700	12,1
Lucerne	1 900	5,4	2 900	6,0	3 400	4,9	5 900	6,9	6 400	6,6
Berne	5 600	16,0	7 400	15,3	11 800	16,9	13 800	16,2	16 000	16,6
Soleure	1 800	5,2	2 600	5,4	3 600	5,1	4 400	5,2	5 300	5,5
Fribourg	3 100	8,9	2 400	5,0	6 300	9,0	6 400	7,5	5 100	5,3
Genève	(4 100)	11,7	5 300	11,0	10 100	14,4	13 700	16,1	12 400	12,8
Total	35 000	100	48 200	100	70 000	100	85 200	100	96 500	100
Evolution	0%		+37,7%		+45,2%		+21,7%		+13,3%	

Tableau 22 : Le volume des recettes ordinaires de neuf villes suisses⁹⁴.

⁹³ ROSEN, *Staatshaushalt*, p. 43.

⁹⁴ Ces chiffres correspondent en principe aux moyennes arithmétiques des cinq années autour de celle indiquée au tableau. Lorsque les comptes n'ont pas été tous disponibles (Schaffhouse, Zurich, Berne, Genève), il a fallu se contenter de deux, trois ou quatre années. La donnée genevoise pour 1505 est une estimation. Les revenus des biens ecclésiastiques sont compris dans les chiffres de Berne à partir de la Réforme, dans ceux de Genève dès le début du ^{xvi}^e siècle.

demie celui de Schaffhouse, cinq fois celui de Lucerne et cinq fois et demie celui de Soleure. Les décalages entre Bâle et les autres villes s'amenuisent peu à peu. Au début du siècle suivant, le revenu ordinaire de Bâle fait encore un cinquième du total, soit 21 % de plus que celui de Berne, une fois et demie celui de Saint-Gall, de Zurich et de Genève, deux fois et demie celui de Schaffhouse, trois fois celui de Lucerne, trois fois et demie celui de Soleure et presque quatre fois celui de Fribourg. Mais les écarts entre villes réformées et villes catholiques deviennent importants. Fribourg, au début encore au cinquième rang, glisse peu à peu à la dernière place derrière Lucerne et Soleure. A l'exception des recettes de Schaffhouse, qui sont légèrement supérieures à celles de Lucerne, celles des cinq autres villes protestantes s'élèvent au moins au double de celles des villes catholiques.

S'appuyant sur les estimations de population dont on dispose actuellement pour la Suisse⁹⁵, on peut calculer le revenu ordinaire annuel des villes par tête d'habitant. Malgré les marges d'erreur que ce tableau implique, il est le reflet d'une réalité certaine. Quand on observe le revenu public absolu par habitant et par année au début du XVI^e siècle, Bâle, la ville marchande et bancaire sur le Rhin, est effectivement la ville avec le meilleur rapport de revenu par habitant. Elle est suivie des deux principaux centres de l'industrie drapière de Suisse orientale: Saint-Gall et Zurich. A quelque distance on trouve Fribourg, Schaffhouse et Lucerne. Genève enfin fait piètre figure à côté des autres villes suisses.

Villes	Début XVI ^e siècle		Début XVII ^e siècle		Revenu + %
	Habitants	Ecus	Habitants	Ecus	
Bâle	8 800	1,09	10 000	1,93	77
Saint-Gall	4 500	0,76	5 000	2,60	242
Zurich	5 000	0,68	7 500	1,56	129
Fribourg	5 200	0,60	5 200	0,98	63
Schaffhouse	3 700	0,59	6 000	1,22	106
Lucerne	3 500	0,54	4 100	1,56	189
Genève	10 000	0,41	15 500	0,80	95

Tableau 23: Revenu ordinaire annuel moyen des trésoreries publiques en écus d'or de France par tête d'habitant.

Au cours d'un siècle, le revenu ordinaire moyen des trésoreries publiques s'accroît dans chaque ville. Le taux d'accroissement est le plus fort à Saint-

⁹⁵ BINZ, *Population*, pp. 161 ss.; BICKEL, *Bevölkerungsgeschichte*, pp. 61-65;; WALTER, *Soziologie*, pp. 136, 146-147, 212 ss; PEYER, *Handel*, p. 13; Id., *Wollgewerbe*, pp. 88-89; MAUERSBERG, *Städte*, pp. 22-27; Id., *Fulda*, pp. 65-66; STEINEMANN, *Zoll*, pp. 205 ss; MESSMER, *Luzerner Patriziat*, pp. 35-37; PERRENOUD, *Population*, p. 53.

Gall (242%), le plus faible à Fribourg (63%). C'est très significatif. Saint-Gall connaît un brillant développement économique, dont profite le trésor de la ville; mais l'économie urbaine fribourgeoise stagne, l'industrie drapière est en plein déclin, le revenu de la trésorerie publique décroche. Un certain dynamisme fiscal peut être constaté à Lucerne, à Zurich et à Schaffhouse, tandis que Genève et Bâle, les deux villes les plus grandes de la Suisse, réussissent tout juste à doubler leur chiffre. Au début du XVII^e siècle, les positions sont les suivantes: Saint-Gall est maintenant en tête devant Bâle. Zurich, toujours à la troisième place, a été rejointe par Lucerne, tandis que Fribourg s'est fait même dépasser encore par Schaffhouse. Après Fribourg ne figure que Genève dont le revenu public comparé au nombre des habitants repose toujours sur des bases fragiles. Les villes de la Suisse occidentale sont devenues fiscalement les plus faibles. En adoptant pour Fribourg le chiffre de population proposé par Hans Conrad Peyer, 4500 au lieu de 5200, on n'y changerait pas grand-chose.

2. La croissance des recettes

A quel rythme les recettes ont-elles évolué? Quelles sont les villes qui ont relativement le plus augmenté leur revenu ordinaire? Nous allons le voir à travers les indices de croissance et au moyen des taux d'accroissement moyen annuel.

Villes	Indice (base: moyenne de 1503-1507)			
	1530	1555	1580	1605
Bâle	120	153	157	201
Schaffhouse	186	222	259	332
Saint-Gall	174	221	321	382
Zurich	179	226	274	344
Lucerne	153	179	311	337
Berne	132	211	246	286
Soleure	144	200	244	294
Fribourg	77	203	206	165
Genève	129	246	334	302
Ensemble	135	199	241	276

Tableau 24: La croissance des recettes ordinaires des villes suisses.

Dans le paragraphe précédent, nous avons déjà constaté que le volume global des recettes ordinaires avait presque triplé au cours du siècle. Le tableau 24 souligne les nuances et les écarts de la moyenne. Fribourg et Bâle évoluent presque tout le temps en dessous de la moyenne générale. Genève et Berne leur tiennent compagnie pendant le premier quart du siècle. Lucerne

s'y trouve vingt-cinq ans plus tard. Vers la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, la plupart des villes évoluent au-dessus de la moyenne, tandis que Bâle et surtout Fribourg marchent fiscalement au ralenti.

Le mouvement de croissance n'est pas linéaire pour l'ensemble des villes. Une première poussée déjà très forte se produit avant 1530 (+ 37,7%). Au

Villes	1505-1555	1555-1605	1505-1605
	%	%	%
Bâle	0,85	0,55	0,70
Schaffhouse	1,61	0,80	1,21
Saint-Gall	1,59	1,11	1,35
Zurich	1,65	0,84	1,24
Lucerne	1,17	1,27	1,22
Berne	1,50 (0,85)	0,61 (0,61)	1,06 (0,73)
Soleure	1,40	0,78	1,09
Fribourg	1,42	—0,42	0,50
Genève	1,82	0,41	1,11
Ensemble	1,40	0,64	1,02

Tableau 25: Taux d'accroissement moyen annuel des recettes ordinaires (entre parenthèses: les données bernoises moins le revenu des biens ecclésiastiques).

cours des vingt-cinq années suivantes l'accroissement est même de 45,2%; cela est évidemment le résultat de plusieurs acquisitions territoriales et de la sécularisation des biens ecclésiastiques à Berne⁹⁶ et à Genève. Ensuite, les recettes montent de plus en plus lentement jusqu'en 1580 (+ 21,7%) et jusqu'en 1605 (+ 13,3%).

Malgré la prudence qui s'impose pour l'appréciation des taux de 1505 à 1555 des villes de Genève, de Berne et de Fribourg, les taux d'accroissement moyen annuel des recettes des autres villes, à l'exception de Bâle, sont éloquentes pour cette période. La moyenne de l'ensemble (moins Berne, Fribourg et Genève) peut être ramenée à 1,27%. On sent le poids de Bâle, seule ville avec un taux nettement inférieur à cette moyenne. Mais la première moitié du siècle est la meilleure pour tous, sauf pour Lucerne, qui progresse encore au-delà du milieu du siècle, tandis que toutes les villes ralentissent ou reculent comme Fribourg (— 0,42%). La belle époque des recettes fiscales est révolue. Pour le XVI^e siècle, les recettes publiques ordinaires ont augmenté en moyenne de 1,02 % par an.

Quelle signification économique faut-il attribuer à ces taux de croissance ? Il n'a pas encore été possible, jusqu'à ce jour, de calculer l'accroissement du

⁹⁶ Le revenu du pays de Vaud bernois n'a pas été retenu dans ces calculs.

revenu national de la Suisse au XVI^e siècle⁹⁷. On ne pourra donc pas comparer l'évolution des recettes ordinaires des villes à la croissance de l'ensemble des secteurs économiques en Suisse. Il est légitime cependant de confronter la croissance des recettes ordinaires à quelques croissances sectorielles qu'il est possible de calculer :

Taux d'accroissement annuel moyen dans quelques secteurs d'activité	%
Recettes ordinaires des villes, 1505-1605	1,02
Trafic commercial d'après les péages (BS, BE, FR, LU, SH, ZH, SO) 1505-1605	0,90 ⁹⁸
Fortunes des particuliers de Saint-Gall 1500-1600	2,00 ⁹⁹
Fortunes des particuliers de Schaffhouse 1518-1601	1,50 ¹⁰⁰
Production de draps à Zurich (aunes) 1505-1605	2,72 ¹⁰¹
Production de draps à Saint-Gall (pièces) 1523-1610	1,46 ¹⁰²

Le taux d'accroissement des recettes ordinaires est le plus proche de celui du trafic commercial (1,02% et 0,90%). Le négoce était encore l'activité dominante des villes au XVI^e siècle, que Jean-François Bergier appelle, avec le XVII^e siècle, « l'âge du grand négoce »¹⁰³. Les recettes ordinaires des villes suisses dans l'ensemble étaient encore principalement tributaires de cette structure commerciale de l'économie. Dans le cadre de la croissance commerciale, deux villes ont connu une évolution particulièrement favorable: Lucerne et Zurich. Lucerne (1,67%) devait cette heureuse situation à la conjoncture du trafic du Saint-Gothard. Zurich en a également profité. Mais le taux élevé de sa croissance commerciale (1,32%) est certainement aussi le résultat de l'augmentation rapide de sa production textile (2,72%). C'est également la croissance de ce secteur, c'est-à-dire de l'industrie drapière (1,46%), qui semble se refléter directement dans le taux d'accroissement annuel moyen de Saint-Gall. L'accumulation primitive de

⁹⁷ Paul Bairoch le fait pour le XVIII^e siècle français et à partir de la fin du XVII^e siècle anglais. Cf. BAIROCH, *Révolution industrielle*, pp. 270-275 et 345-348. Les travaux de François CROUZET, de Phyllis DEANE et W. A. COLE, de Jean MARCZEWSKI et de J.-C. TOUTAIN ont été utilisés déjà dans l'*Histoire économique et sociale de la France*, t. II, par Pierre GOUBERT (pp. 18-21) et par Pierre LEON (pp. 517 ss). Cf. la bibliographie dans *op. cit.*, p. 754.

⁹⁸ D'après les données relevées dans les comptes des trésoriers.

⁹⁹ Source: HÖHNER, *Bevölkerung*, p. 65. Nous avons réduit les données en écus d'or: 221 200 en 1550 et 1 615 800 en 1600.

¹⁰⁰ Stadtarchiv SH, A II 5, Stadtrechnungen, et A II 6, Steuerbücher, de l'époque étudiée.

¹⁰¹ D'après nos relevés dans StA ZH, F III 32, 1503/1504-1607/1608.

¹⁰² Sources: BODMER, *Industriegeschichte*, tableau III en annexe.

¹⁰³ BERGIER, *Problèmes*, p. 83.

capital avait en tout cas de l'avance tant à Saint-Gall qu'à Schaffhouse, sur la croissance commerciale ou industrielle, et également sur la croissance des recettes publiques.

3. Les fluctuations conjoncturelles des recettes

La croissance des recettes ordinaires n'est ni linéaire ni parallèle. Les bonnes et les mauvaises années se suivent. Des périodes d'expansion et de régression se succèdent. Dans l'ensemble, le XVI^e siècle se découpe en trois parties assez distinctes : le premier tiers aux mouvements contradictoires, le deuxième tiers qui est celui de la hausse irrésistible, et le dernier tiers de stagnation ou de moindre croissance (fig. 14). On peut distinguer cependant cinq phases principales : le ralentissement dû à la guerre de Souabe et aux guerres d'Italie jusqu'en 1505/1510 ; la reprise de 1505/1510 à 1525/1530 ; la dépression due à la guerre des Paysans, aux guerres de religion et aux révolutions jusqu'en 1535/1540 ; l'expansion triomphale du milieu du siècle jusqu'en 1560/1570 ; la stagnation de la fin du siècle avec la dépression de la Suisse occidentale vers 1590.

a) La dépression du début du siècle (fin du XV^e siècle jusqu'en 1505/1510)

Les guerres de Souabe et d'Italie frappèrent durement l'économie suisse. Les recettes reculèrent au cours des premières années du siècle à Saint-Gall, à Schaffhouse, à Bâle, à Soleure et à Lucerne. Ici la crise provoqua une chute presque verticale des recettes. La lenteur avec laquelle les courbes de Bâle et de Schaffhouse se redressent est facile à comprendre. Quelques-uns des principaux champs de bataille de la guerre de Souabe étaient proches de ces deux villes, placées elles-mêmes à la frontière entre l'Allemagne et la Suisse¹⁰⁴. Les représailles des populations de l'Alsace et de l'Allemagne du Sud frappèrent Bâle¹⁰⁵. Schaffhouse profita de la guerre de Souabe pour éliminer l'opposition de la noblesse du pays. L'entrée dans la Confédération des deux villes en 1501 donna de nouvelles orientations aux courants économiques, qui nécessitaient un temps d'adaptation¹⁰⁶.

Seulement, au moment où la guerre était terminée dans le Nord, une autre éclata en Italie. Les Suisses, qui avaient à peine repris le travail, se saisirent à nouveau des armes pour courir vers les champs de bataille au-delà des Alpes¹⁰⁷. La persistance à la baisse des recettes schaffhousoises, et le creux important de la courbe de Lucerne, cette dernière placée sur la route du Gothard, en sont les témoins. Cependant, les événements d'Italie n'avaient

¹⁰⁴ Cette guerre fut appelée par les Suisses « Schwabenkrieg » et par les Allemands « Schweizerkrieg ». Hegau, Klettgau, Bruderholz, Dornach. Cf. DIERAUER, II, pp. 401-403, 415-417 ; GAUSS, *Geschichte*, pp. 255-264 ; SCHIB, *Geschichte*, pp. 230-234.

¹⁰⁵ BRUCKNER, *Basel*, pp. 109 ss.

¹⁰⁶ BONJOUR, *Basel*, pp. 149 ss.

¹⁰⁷ DIERAUER, *Histoire*, pp. 444 ss ; SCHIB, *Geschichte*, pp. 236 ss.

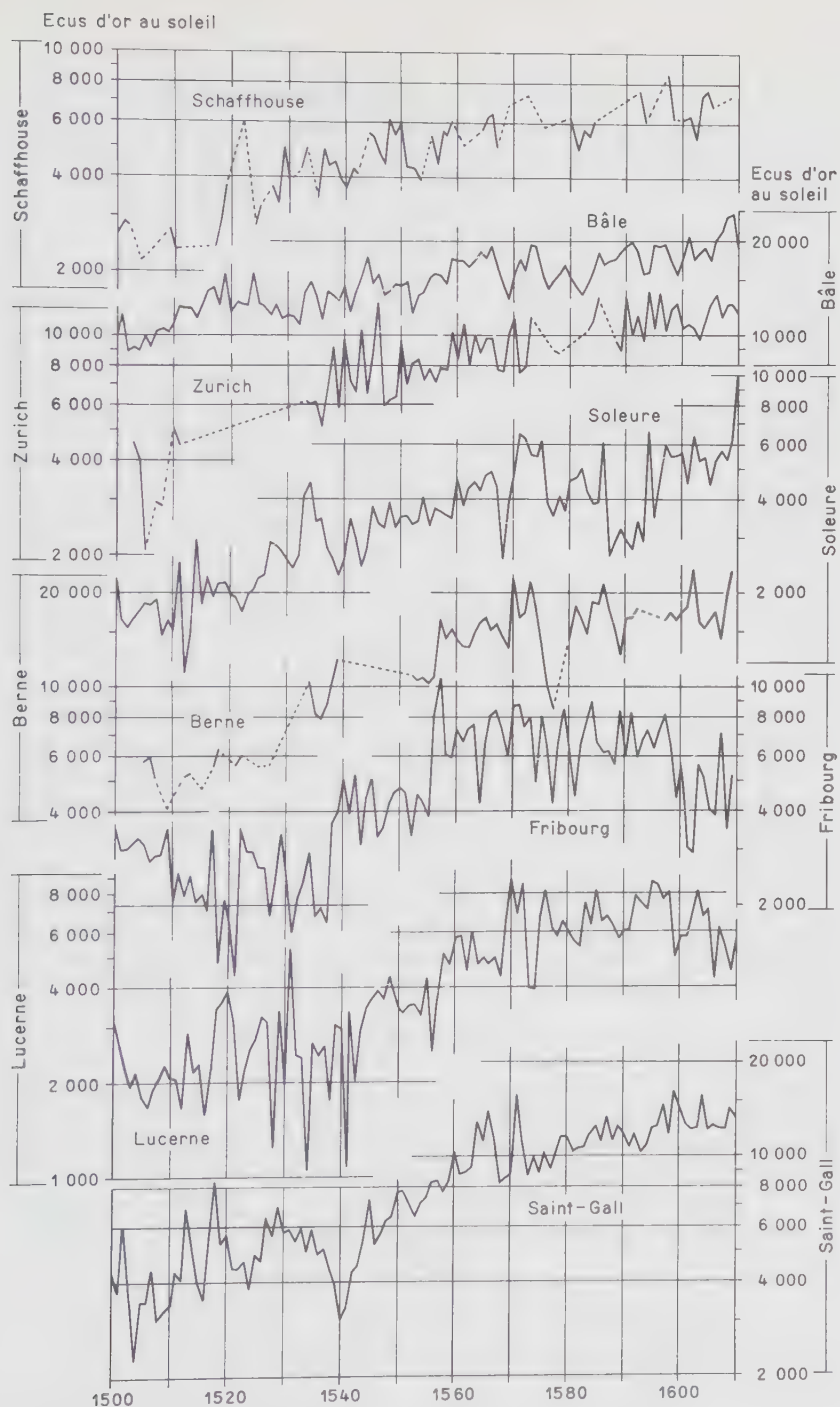


Figure 14: La conjoncture des recettes ordinaires des villes suisses.

pas assez de poids pour empêcher la reprise générale entre 1505 et 1510¹⁰⁸. Une seule exception parmi nos villes : Fribourg. Ses recettes ne furent guère touchées par la guerre de Souabe. Peut-être le furent-elles par les guerres d'Italie. Mais Fribourg souffrait d'une crise structurelle qui était à la base du recul prolongé des recettes ordinaires. L'industrie drapière, qui avait fait la grandeur de la ville au siècle précédent, était tombée en décadence¹⁰⁹. Le nombre des draps scellés ne dépassa plus jamais les 10 000 entre 1500 et 1540, mais se situait plus souvent vers les 5000 ou 6000 pièces. Jean-François Bergier en parle déjà pour la fin du xv^e siècle comme d'une « industrie en sursis »¹¹⁰. Au début du xvi^e siècle, le recul du commerce du vin fut beaucoup plus sensible encore pour les recettes. La taxe du vin tomba d'une moyenne annuelle de 1200 écus d'or en 1503 à 500 écus d'or en 1515. Il faut croire qu'à cause de la guerre contre la France, les vins de Bourgogne étaient devenus rares à Fribourg. L'expédition militaire à Dijon en 1513 n'était pas faite pour arranger les choses. Encore faut-il se demander si la stagnation de la draperie et la faible consommation de vin ne sont pas à mettre en corrélation. Le métier de soldat offrait certainement de meilleurs gains que la draperie. Les hommes portaient au service étranger¹¹¹.

Mais ce n'est pas la seule explication possible du recul de la taxe du vin. Au début du siècle, cette boisson était rare partout en Suisse. Les recettes dues aux vins étaient en régression à Bâle, à Schaffhouse, à Soleure, à Berne comme à Fribourg. Le fait ne s'explique que par une crise de ravitaillement. Au nord du Jura, l'amélioration vint après les crises de 1502 et de 1504. Au sud du Jura, cependant, la situation ne changea pas avant les crises viticoles des années 1508 et 1512. En Suisse, les cinq premières années du siècle ne furent d'ailleurs pas mauvaises pour le vin seulement : toute l'Europe occidentale fut touchée par le manque de blé et par sa cherté. Le comportement dépressif de nos courbes des recettes ordinaires ne fait que confirmer que la Suisse n'avait pas échappé aux fléaux de la disette, de la guerre et de la peste¹¹².

b) La reprise de 1505/1510 à 1525/1530

A partir de 1505, au plus tard de 1510, la situation se renversa. Les recettes augmentèrent. Même Fribourg connut, après 1517, quelques bonnes années, dues au sursaut de la draperie, qui ne pouvait cependant pas cacher la triste réalité du déclin. En règle générale, cependant, la reprise venait du commerce. Il faut distinguer, parmi les recettes des trésoriers, les péages de transit des douanes de ravitaillement des villes. Les recettes des

¹⁰⁸ Ce redressement des finances publiques alla de pair avec la reprise du commerce au nord des Alpes.

¹⁰⁹ AMMANN, *Freiburg*, pp. 208 ss.

¹¹⁰ BERGIER, *Genève*, p. 68.

¹¹¹ PEYER, *Wollproduktion*, p. 87.

¹¹² WERMELINGER, *Lebensmittelteuerungen*, pp. 26, 30-35, 95.

importations locales étaient en hausse déjà pendant la crise du début du siècle, le malheur des uns, la disette, faisant le bonheur des autres, qui profitaient du commerce de ravitaillement¹¹³. Mais à partir de 1510 au plus tard, le transit augmenta dans presque tous les péages dont nous avons relevé les recettes. L'amélioration était nette dans le commerce du plateau suisse¹¹⁴. Le transit par le col du Saint-Gothard n'avait pas encore trouvé une tendance nette, ni à la hausse ni à la baisse. Entre 1500 et 1520, les meilleures années du péage de Lucerne furent celles des grandes expéditions militaires suisses en Italie: 1503, 1513, 1514, 1515¹¹⁵. Le col du Saint-Gothard servait-il principalement au ravitaillement des troupes en Italie?

A Berne, à Soleure, à Fribourg, à Schaffhouse et à Bâle, la consommation du vin se normalisa ou augmenta. Plusieurs taxes attestent le même mouvement à la hausse. A Bâle, la taxe de la viande augmenta de 54% entre 1500 et 1525, année au cours de laquelle elle atteignit son sommet séculaire. La foire de la Saint-Martin fournit aussi des taxes dont le volume s'accrût jusqu'en 1525. D'autres taxes bâloises arrivaient, vers 1525, à un sommet provisoire ou définitif¹¹⁶. Les années autour de 1525, au plus tard vers 1530/1531, apparaissent dans l'ensemble des recettes comme une sorte de charnière entre deux tendances conjoncturelles.

c) La dépression de 1525/1530 à 1535/1540

La révolte des paysans en Allemagne du Sud et ses répercussions en Suisse, les tensions politiques dans les villes au sujet de la «nouvelle foi», provoquant des révolutions et des coups d'Etats, enfin les guerres de religion et les crises frumentaires, tout concourait au ralentissement des affaires. A notre avis, la méfiance qui s'était installée parmi les Confédérés se traduisit par exemple par l'abandon de la route de la Cluse près de Balsthal, coupant ainsi Soleure de Bâle¹¹⁷. La foire de la Saint-Martin à Bâle connut une fréquentation ralentie à partir de 1525 jusqu'après les guerres de religion. Les années 1530, 1531 et 1532 furent les pires de cette période. Au cours de cette grave crise religieuse, politique et économique qui secoua terriblement la Confédération, les échanges et le ravitaillement étaient pratiquement paralysés. Toutes nos séries des péages, des taxes du vin, de la chair, des sceaux des draps, etc., accusent le coup. Nous partageons entièrement l'opinion de Hugo Wermelinger qui appelle les années 1527-1533 «la grande

¹¹³ *Op. cit.*, pp. 58 ss. Consacrés au «Fürkauf» et au commerce spéculatif des céréales.

¹¹⁴ Morat, Domdidier, Sense, Berne, Aarberg, Langenthal, Wangen an der Aare, Gümmenen, Laupen, Olten, Trimbach. *Infra*, fig. 68.

¹¹⁵ Cf. GLAUSER, *Zentnerzoll*, p. 197.

¹¹⁶ Weinungeld, Mülirkornungeld, An den Toren, Nüwenweg, Kaufhaus, Pfundzoll, Gerberzoll.

¹¹⁷ La chute des recettes du péage de Balsthal commence en 1525 et dure jusqu'en 1532.

crise»¹¹⁸. Celle-ci se prolongea en Suisse occidentale au-delà des années 1533/1535. Le redressement ne fut possible qu'après la conquête du Pays de Vaud par les Bernois, quand le trafic put ranimer la route occidentale passant par Genève, si vitale pour la Suisse.

d) L'élan de 1535/1540 à 1560/1570

A partir de 1530, toutes nos courbes des recettes ordinaires se redressent. Les dernières, celles de Saint-Gall et de Soleure, le font en 1540. Nous avons déjà souligné le fait que les recettes ordinaires de quelques villes avaient connu à ce moment le taux d'accroissement annuel le plus élevé. Plusieurs causes se trouvent à la base de cette évolution. Après la conquête du Pays de Vaud, un certain équilibre des forces s'était installé entre Confédérés protestants et catholiques¹¹⁹. Il n'y eut plus, pour longtemps, de guerre de religion en Suisse. La route commerciale qui reliait l'Allemagne du Sud-Est, à travers la Suisse, à la France du Sud et à l'Espagne était à nouveau praticable. A cela s'ajouta la reprise du Milanais par les Habsbourg, favorisant ainsi le trafic des cols alpins à travers le centre et l'est de la Suisse. Certaines de ces tendances de l'évolution commerciale s'étaient déjà manifestées pendant les années de la grande crise en Suisse. Mais les forces négatives à l'intérieur furent plus fortes, au début, que les poussées de la conjoncture internationale. Toutefois, les plus graves problèmes de politique intérieure résolus, la Suisse pouvait pleinement profiter d'une conjoncture favorable. Elle retrouva son rôle de carrefour de l'Europe¹²⁰. C'est très précisément dans le contexte de cet élan conjoncturel que se situa l'apogée des foires de Zurzach¹²¹. Les courbes des recettes accusent cependant un palier entre 1545 et 1555. L'Inquisition chassant les protestants de l'Italie, l'expulsion des réformés de Locarno¹²², les persécutions en France et la guerre de Smalkalde en Allemagne y étaient certainement pour quelque chose. Toutefois, les revenus des péages, des bailliages, de la taxe du vin, etc. continuèrent à s'accroître jusqu'en 1560, parfois même jusqu'en 1570. Les recettes bernoises semblent sauter d'un palier à l'autre. A Berne, elles n'avaient pratiquement jamais dépassé les 6000 $\div$ au début du siècle. A partir de 1534, la sécularisation des biens ecclésiastiques fait passer le niveau des recettes à environ 10000 écus. Une vingtaine d'années plus tard, l'élargissement territorial bernois dû au démantèlement du comté de Gruyère amène les recettes au palier suivant qui se situe entre 13 000 et 22 000 écus. A

¹¹⁸ WERMELINGER, *Lebensmittelteuerungen*, p. 128; cf. LUGINBÜHL, *Zürcher- und Schweizerchronik*, p. 194.

¹¹⁹ GILLIARD, *Histoire*, pp.44-45.

¹²⁰ GEFRING, *Handel*, pp. 400 ss; GLAUSER, «Zum internationalen Gottardtransit 1500-1650», manuscrit en voie de publication.

¹²¹ BODMER, *Messen*, p. 14.

¹²² JACOBI, *Bern und Zürich*; GUYER, *Die Vertreibung*; PFISTER, *Um des Glaubens Willen*.

Fribourg, les recettes évoluent d'une manière analogue à des niveaux inférieurs. La première poussée, celle de 1538, est la conséquence des annexions vaudoises, tandis que la seconde, en 1556, est due aux mêmes raisons qui ont causé la formidable hausse des recettes bernoises.

e) Stagnation et dépression après 1560/1570

L'année 1559 fut une année charnière pour l'économie suisse. A l'étranger, la guerre entre la France et les Habsbourg était terminée. Mais la France voit le début des guerres de religion. Les privilèges commerciaux des Suisses à Lyon sont abolis¹²³. En 1560, la Savoie s'allie à l'Autriche et renforce sa pression contre Genève, Berne et le Valais. En 1567, la guerre éclate aux Pays-Bas. Les Bernois et les Valaisans sont contraints de rétrocéder des terres au duc de Savoie en 1568. La peste, qui avait sévi en 1563 et en 1564 en Suisse alémanique, frappe toute la Suisse de 1569 à 1571. Les années après 1570 furent très mauvaises pour l'agriculture suisse. L'économie tout entière du pays subit la nouvelle situation et s'enfonça dans une régression dont Fernand Braudel situe déjà le début en 1559¹²⁴.

J'ai déjà insisté sur cette régression en analysant le cas de Genève. Or, Genève n'est pas un cas isolé : le recul économique était général. Une nuance cependant permet de faire une distinction entre deux Suisses légèrement différentes l'une de l'autre. Pour Fribourg, Soleure, Berne et Lucerne, on peut parler vers 1589/1590 d'une véritable dépression. A Saint-Gall, Zurich, Schaffhouse, Bâle et Genève, il ne s'agit que d'une moindre croissance des recettes. Signe de l'avance des villes qui surent mettre à profit l'industrie naissante du XVI^e siècle ? Les villes protestantes, dont Genève, Bâle et Zurich avaient accueilli des réfugiés, auraient été les premières à en bénéficier¹²⁵. Les finances publiques des villes en voie d'industrialisation étaient plus résistantes à la crise. Tandis que leur fiscalité trouvait son compte dans le développement des activités industrielles, les finances des autres villes étaient plus fortement atteintes par le ralentissement des affaires.

C. RECETTES ORDINAIRES ET DÉPENSES GLOBALES

Rappelons que les intérêts actifs ne sont pas compris dans les recettes ordinaires sensibles aux fluctuations conjoncturelles. Il faut néanmoins en tenir compte si l'on veut comparer l'ensemble des recettes ordinaires aux dépenses globales. Les villes ont souvent emprunté des capitaux en vue de les prêter immédiatement à quelqu'un d'autre. Les intérêts actifs servaient alors

¹²³ WILD, *Handelsprivilegien*, pp. 49 ss ; DULONG, *Entstehung*, pp. 100 ss.

¹²⁴ BRAUDEL, *Méditerranée*, II, p. 279.

¹²⁵ BODMER, *Einfluss* ; Id., *Industriegeschichte*, pp. 93-111 ; GEERING, *Handel*, pp. 389 ss, 446 ss et 492 ss ; KELLER, *Der Einfluss*, pp. 295-315.

à financer le paiement des intérêts passifs. Quand les comptes annuels laissaient un bénéfice, les trésoriers pouvaient le placer à intérêt. Dans ce cas le revenu financier, quoique insensible aux fluctuations conjoncturelles, était régulièrement employé aux dépenses courantes. Dans ce qui suit, les recettes ordinaires comprendront donc aussi les intérêts actifs.

Conformément aux techniques actuelles de l'économie financière, les dépenses publiques peuvent être classées par catégories économiques ou par éléments fonctionnels¹²⁶. L'état des comptabilités du XVI^e siècle ne permet que très difficilement d'effectuer le premier de ces deux classements. Mais il est possible de distinguer entre les principales fonctions des dépenses : dépenses publiques pour des biens et des services (formation de capital réel, formation de capital immatériel, dépenses pour la sécurité intérieure et extérieure) et transferts de capitaux (placements financiers, amortissement de la dette publique, intérêts passifs). Une des grandes préoccupations des villes suisses au XVI^e siècle fut le financement simultané des dépenses courantes, des intérêts passifs et de l'amortissement de la dette publique¹²⁷. Il serait intéressant de savoir comment, sur le plan conjoncturel, les recettes ordinaires ont pu ou n'ont pas pu couvrir les dépenses qui viennent d'être énumérées. Deux villes nous serviront d'exemple : Bâle et Fribourg (fig. 15).

Jusqu'en 1560 environ l'évolution est sensiblement égale dans les deux villes (coefficient de corrélation : + 0,68). Par la suite, la part relative des recettes ordinaires évolue d'une manière opposée à Bâle et à Fribourg. Quant à la couverture des dépenses, elle est presque constamment mieux assurée au bord du Rhin qu'au bord de la Sarine. Au début du XVI^e siècle déjà, le taux s'élève à 80% à Bâle contre 55% à Fribourg. La différence entre les deux trésoreries reste toujours plus ou moins prononcée à l'avantage de Bâle. Une seule exception : la période de 1587 à 1594, où la part relative des recettes ordinaires évolue dans les deux villes entre 65 et 80%.

De 1510 à 1540, les recettes ordinaires fribourgeoises évoluent constamment en dessous de 50%, tombant plus d'une fois à moins d'un tiers ! L'amélioration vient en 1536 et en 1555, avec les élargissements territoriaux qui apportent les revenus des nouveaux bailliages vaudois et gruyériens à la trésorerie de Fribourg. Puis viennent le ralentissement de la croissance et la baisse des recettes ordinaires, vers 1570 et vers 1590, en valeurs absolues (fig. 14). Il en résulte également l'évolution régressive de la couverture des dépenses par les recettes ordinaires. Le taux, qui avait atteint un plafond de 90% vers 1570, s'effondre pour retrouver, au début du XVII^e siècle, le niveau d'environ 50%.

Au cours des années situées entre 1510 et 1540, on observe aussi à Bâle une période de sensible recul du taux de couverture. Le creux est atteint vers

¹²⁶ WITTMANN, *Finanzwissenschaft*, I, pp. 4-9.

¹²⁷ Cf. la partie de ce livre intitulée « Les emprunts des villes ». *Infra*, Quatrième Partie.

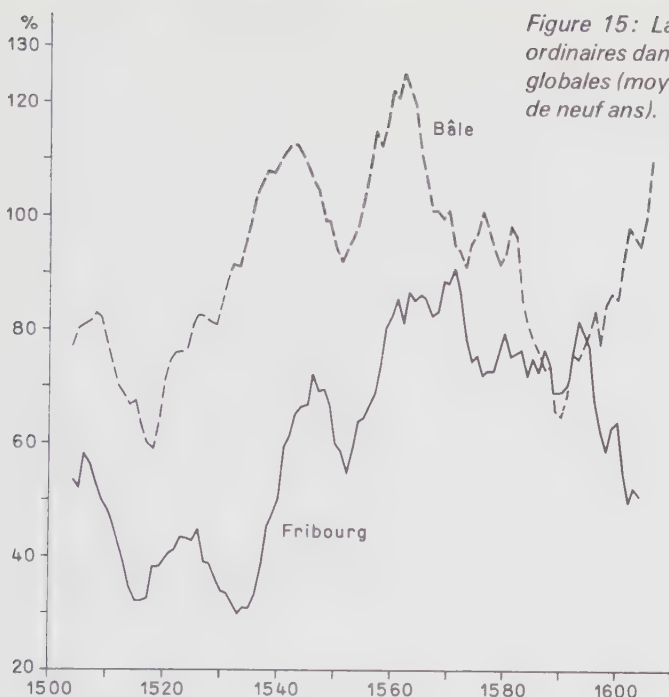


Figure 15: La part des recettes ordinaires dans les dépenses globales (moyenne mobile de neuf ans).

1518 avec environ 60%. Mais, par la suite, la trésorerie bâloise réalise peu à peu son autarcie financière et la maintient jusqu'en 1570. Pendant plus de trente années, le plafond de 100% est crevé presque constamment. Le dernier tiers du XVI^e siècle pose des problèmes budgétaires aux trésoriers de Bâle également. On est alors obligé d'équilibrer le budget par des emprunts et en puisant dans les réserves constituées au cours des bonnes années précédentes. Après ce passage difficile, la trésorerie bâloise commence le XVII^e siècle avec un taux de couverture qui atteint et dépasse à nouveau 100%.

A Bâle, des fonds complémentaires furent nécessaires surtout au début et à la fin du XVI^e siècle pour garantir les dépenses publiques. La situation financière paraît néanmoins plus saine à Bâle qu'à Fribourg, où l'on dépend pendant des dizaines d'années presque exclusivement de capitaux supplémentaires aux recettes ordinaires et où l'on n'atteint à aucun moment l'autarcie financière. Quelles sont donc ces autres ressources qui ont permis aux trésoriers publics de compléter les recettes ordinaires en vue d'une couverture satisfaisante des dépenses globales? Pourquoi des villes comme Bâle atteignent-elles l'autarcie? Pourquoi d'autres, comme Fribourg, n'arrivent-elles pas au même résultat? Ces questions nous amènent au problème des recettes extraordinaires dont il sera question dans les pages qui suivent.

IV. Les recettes extraordinaires

Dans la catégorie des recettes extraordinaires j'ai classé plusieurs comptes : les emprunts, les pensions, les dons, les ventes extraordinaires, et quelques « divers » exceptionnels. Il sera question des emprunts dans un chapitre ultérieur. En effet, les emprunts dépendent, en ce qui concerne les recettes, de la demande publique de capitaux. Les intérêts actifs sont un produit d'une partie de la fortune financière. On y reviendra. Dans le cadre de cette étude les recherches n'ont pas pu être étendues aux ventes extraordinaires de blé, de vin, de droits seigneuriaux et de territoires. Le champ de ce travail était déjà assez vaste. Les achats et les ventes de blé, de sel et de vin constituent un domaine de recherche intéressant l'histoire de l'alimentation en général et du ravitaillement des villes en particulier¹²⁸. Ces achats et ventes exceptionnels de blé et de vin intervenaient, au XVI^e siècle, principalement pour assurer le pain de chaque jour à la population, en période de disette. En principe, les villes ne cherchaient pas à obtenir au XVI^e siècle un bénéfice sur ce genre de transactions. Celles-ci n'entrent donc pas directement en ligne de compte dans l'étude de la formation du capital financier des villes. Toutefois, le sel apportait souvent des bénéfices substantiels aux trésors de ces dernières. Qu'en était-il en Suisse au XVI^e siècle ? Je m'abstiens de prendre position ; les données suffisantes nous manquent actuellement pour une analyse valable de ce problème¹²⁹. De toute façon, le monopole du sel devient un élément de recettes ordinaires, du moment où il produit chaque année un bénéfice pour la ville.

Les pensions de paix et d'alliance constituaient un revenu supplémentaire relativement régulier, mais indépendant de la conjoncture économique, au sens étroit¹³⁰. Certes, le paiement des pensions dépendait de la solvabilité des princes, de leur bon vouloir, de l'évolution des constellations politiques internationales, du poids politique des Suisses. Les livres d'histoire en parlent souvent en termes assez vagues, évoquant pour les villes et les cantons des sommes fabuleuses. La pratique traditionnelle de l'historiographie suisse se contentait de mentionner les traités, qui stipulaient le paiement des versements dus aux villes par les princes et par le pape¹³¹. D'autres en parlent dans des termes plus généraux encore, pesant les conséquences des traités de paix et d'alliance pour la Suisse¹³². En ce qui

¹²⁸ Cf. le dossier sur l'histoire de l'alimentation présenté par Bartholomé BENNASSAR et Joseph GOY in *Annales E.S.C.*, 30 (1975), pp. 402-632.

¹²⁹ Un ouvrage fondamental est cependant à mentionner, bien qu'il ne s'occupe pas principalement du ravitaillement des villes en sel : Alain DUBOIS, *Die Salzversorgung des Wallis 1500-1600. Wirtschaft und Politik*, Winterthour, 1965, 748 p.

¹³⁰ Cf. pour le XVIII^e siècle chez GERN, *Aspects*, pp. 161-180.

¹³¹ DIERAUER, *Histoire*, II, pp. 485 ss ; SCHIB, *Geschichte*, p. 237 ; FELLER, *Geschichte*, I, pp. 506, 526, 565, 571-572 ; Id., *Alliances*, pp. 8 ss.

¹³² BONJOUR, *Basel*, p. 166.

concerne l'histoire de Zurich, quelques tentatives ont été faites pour mesurer cet argent politique qui avait enrichi le trésor zurichois¹³³. Ainsi, de 1531 à 1652, la ville de Zurich aurait obtenu de la France pour 603 326 livres de pensions de paix¹³⁴. Dans un travail récent, j'ai pu mesurer la part que ces pensions avaient eue dans la formation de la fortune financière de la ville de Schaffhouse¹³⁵. Quel a été le poids de cet argent politique dans l'ensemble des trésoreries des villes? Comment l'importance de ces pensions a-t-elle évolué au cours du XVI^e siècle? Quelle corrélation existe entre la conjoncture des pensions et la conjoncture des recettes ordinaires des villes?

A. LES TRAITÉS DE PAIX ET D'ALLIANCES

Au XV^e siècle déjà, les Confédérés prirent l'habitude de monnayer leur puissance militaire. La renommée qu'ils s'étaient acquise sur les champs de bataille, et la politique des Etats voisins tendant à mettre à leur propre profit les forces armées des Confédérés, avaient permis, au début du XVI^e siècle surtout, la conclusion de plusieurs traités de paix et d'alliances, liés à des prestations pécuniaires en faveur des villes et des pays suisses¹³⁶. Rappelons ici les principaux¹³⁷.

- a) 16 mars 1499: Louis XII, roi de France, assure pour dix ans le paiement d'une pension de 20 000 francs, soit 2 000 francs à chacun des dix cantons. Si, en cas de guerre, le roi est empêché de secourir les Confédérés, il doit leur verser 80 000 florins d'or du Rhin, payables en quatre trimestres de 20 000 florins.
- b) 14 mars 1510: le pape Jules II promet aux douze cantons et aux Valaisans une pension annuelle de 1 000 florins pour cinq ans.
- c) 7 février 1511: l'empereur Maximilien s'engage, dans le traité d'alliance héréditaire, à verser une pension annuelle de 200 florins aux cantons et de 100 florins à leurs alliés.
- d) 27 août 1512: Charles, duc de Savoie, s'assure l'alliance de huit cantons suisses contre une pension de 200 florins payable annuellement pendant vingt-cinq ans. Uri, Schwytz, Unterwald et Glaris s'abstiennent de participer à cette alliance.
- e) 29 septembre et 30 octobre 1512: Maximilien Sforza, duc de Milan, obtient l'aide des Confédérés pour la reconquête de son duché. La

¹³³ HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 186-194; SIGG, *Entwicklung*, pp. 27-28.

¹³⁴ PEYER, *Handel*, p. 15.

¹³⁵ KÖRNER, *Réforme*, pp. 218-223.

¹³⁶ HAUSWIRTH, *Landgraf Philippe von Hessen*, pp. 66-68; SEGESSER, *Rechtsgeschichte*, pp. 56-82.

¹³⁷ THOMMEN, *Friedensverträge*, pp. 156 ss; DIERAUER, *Histoire*, II, pp. 494-495, 541; EA III, 1, p. 755, N° 34; EA III, 2, p. 1359, N° 24; EA III, 2, p. 1406, N° 36; EA IV, 2, p. 1509, N° 10.

récompense de leurs services est stipulée à 150 000 ducats, payables en termes annuels de 25 000 ducats. A partir de 1514, le duc doit payer en plus une pension annuelle de 40 000 ducats.

- f) 1514: à l'occasion du renouvellement de l'alliance avec le pape, la pension annuelle pour chaque canton est fixée à 1500 florins.
- g) 29 novembre 1516: d'après la paix perpétuelle, conclue avec le roi de France, les treize cantons doivent toucher, outre les 400 000 couronnes pour les frais de l'expédition de Dijon et les 300 000 couronnes pour les pertes subies dans le Milanais, une pension annuelle de 2000 francs. Cette pension est promise également aux Valaisans et à chacune des trois ligues grisonnes.
- h) 1521: à l'occasion de la conclusion du traité de capitulation militaire entre la France et les Suisses, le roi augmente la pension annuelle de 2000 francs à 3000 francs pour les treize cantons et de 2000 francs à 2500 francs pour leurs alliés.
- i) 25 février 1581: Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwald, Zoug et Fribourg renouvellent l'alliance conclue le 11 novembre 1560 avec la Savoie. Déjà à partir de 1576, la Savoie commence à payer à ces cantons une pension annuelle d'environ 225 écus pistoles¹³⁸.
- k) 16 mai 1588 et 31 janvier 1589¹³⁹: les mêmes cantons catholiques s'allient à Philippe II, roi d'Espagne. Ce dernier s'engage à leur verser une pension annuelle de 1500 couronnes. Ceci pendant toute la vie de Philippe II, celle de son fils et pendant cinq années supplémentaires.

B. LE POIDS DES PENSIONS DE PAIX ET D'ALLIANCE DANS LES FINANCES DES VILLES

Dans l'énumération des traités n'ont pas été retenues d'autres recettes «politiques» sporadiques, comme les rançons et les amendes recueillies par les Suisses au cours des guerres d'Italie. Mais les paiements savoyards consécutifs à l'affaire Furno, à partir de 1510, les indemnités de guerre versées en 1530, 1531 et 1532 aux Confédérés ou à une partie d'entre eux, par le duc de Savoie, par la ville de Genève et par le châtelain de Musso, ne doivent pas être négligées dans ces comptes. Les pensions payées, mais destinées à être distribuées aux bourgeois des villes catholiques, les villes réformées ayant refusé, en principe, ce genre de revenus, ont été retenues, de temps en temps, en partie dans les caisses de l'Etat de Fribourg. Toutes ces

¹³⁸ Les premiers de ces paiements sont comptabilisés en 1576 à Lucerne, en 1578 à Zoug et en 1579 à Fribourg. StA LU, cod. 7030, 1576/77; KA ZG, Rechnungen Stadt und Amt, 1578; AEF C.t. N° 354, 1579 II.

¹³⁹ Concernant les pensions individuelles liées à cette alliance: BERTOLIATTI, *Zum Kapitel Finanzen*, pp. 20-41.

Villes	Années de 1501 à 1610	Pensions en % des recettes ordinaires
Zurich	76	15,2
Bâle	110	15,7
Schaffhouse	66	32,1
Soleure	110	36,9
Lucerne	110	41,2
Fribourg	109	66,5

Tableau 26: Les pensions de paix et d'alliance comparées aux recettes ordinaires des villes (1501-1610).

recettes, les pensions secrètes comprises, comptabilisées et effectivement touchées par les villes ont été comptées. La comparaison de leur valeur avec celle des recettes ordinaires donne un tableau très significatif (tabl. 26).

La coupure est nette entre villes protestantes et villes catholiques, les premières étaient relativement indépendantes du point de vue financier, tandis que les pensions faisaient le beau et le mauvais temps dans les finances des dernières. Cela ne veut pas dire que le trésor de Bâle ait encaissé moins d'écus que tous les autres. D'après un tableau des villes, dont on connaît la série complète allant de 1500 à 1610, en ce qui concerne les recettes réelles de pensions (tabl. 27), on constate que la ville de Bâle avait obtenu des paiements beaucoup plus substantiels que Lucerne, Soleure et Schaffhouse. Mais son importance, le degré de développement économique de sa région, ses possibilités fiscales, l'avaient rendue moins vulnérable, financièrement, que d'autres. Ceci paraît être vrai pour tout le bloc protestant. Mais le fossé entre les villes existait déjà avant la Réforme. Les villes qui allaient accepter la nouvelle foi étaient déjà mieux nanties avant cette transformation religieuse (tabl. 28) et n'avaient pas besoin de la Réforme et de la sécularisation des biens ecclésiastiques pour s'enrichir encore; alors que les villes restées dans la foi romaine dépendaient des pensions pour assurer l'équilibre de leurs budgets. Et puisque leur développement économique ne leur permettait pas d'accéder à la relative indépendance financière dont jouissaient leurs voisines protestantes, leurs populations et gouvernements tenaient à tout prix au service étranger.

Villes	Ecus d'or de France
Fribourg	346 000
Bâle	256 000
Lucerne	170 000
Schaffhouse	148 000
Soleure	147 000

Tableau 27: Pensions de paix et d'alliances encaissées de 1501 à 1610.

Villes	Années	Recettes ordinaires en écus d'or (Moyenne annuelle)	Pensions en % des recettes ordinaires
Bâle	30	11 700	24,1
Zurich	7	3 680	43,0
Schaffhouse	17	3 200	44,4
Lucerne	30	2 390	57,6
Soleure	30	2 020	72,6
Fribourg	30	2 590	111,1

Tableau 28: Les pensions de paix et d'alliance comparées aux recettes ordinaires de 1501 à 1530¹⁴⁰.

C. LA CONJONCTURE DES PENSIONS DE PAIX ET D'ALLIANCE

La relation entre les recettes ordinaires et les pensions est particulièrement frappante dans les finances de deux villes: Bâle et Fribourg. Dans le cas de cette dernière l'arrêt momentané d'une pension était durement ressenti dans les comptes. Un effort particulier était entrepris pour augmenter les recettes ordinaires dans ces périodes de diminution du pactole des pensions. Mais, chaque fois que les princes étrangers ouvraient les écluses de leurs trésors, les recettes ordinaires fribourgeoises adoptaient une tendance au relâchement. A Bâle, la tendance générale des recettes ordinaires ne fut jamais modifiée par les pensions, qui n'étaient, au fond, que de très simples recettes supplémentaires parmi d'autres.

¹⁴⁰ La valeur explicative du tableau 28 pourrait être mise en doute du fait que Bâle et Schaffhouse ont encaissé des pensions de paix et d'alliance à partir de 1509 seulement et que ces deux villes ont basculé vers la Réforme avant 1530. Pour les années de 1509 à 1525, les données manquent pour Zurich; elles sont insuffisantes pour Schaffhouse. Mais la comparaison entre les villes, dont on possède les séries complètes des recettes, est toujours hautement significative:

	Recettes ordinaires	Pensions	
	Ecus	Ecus	%
Bâle	216 500	75 400	34,8
Lucerne	42 500	42 900	100,9
Soleure	33 400	35 300	105,7
Fribourg	48 800	64 500	132,2

La relative indépendance de Bâle et la nette dépendance des trois autres villes des pensions est frappante.

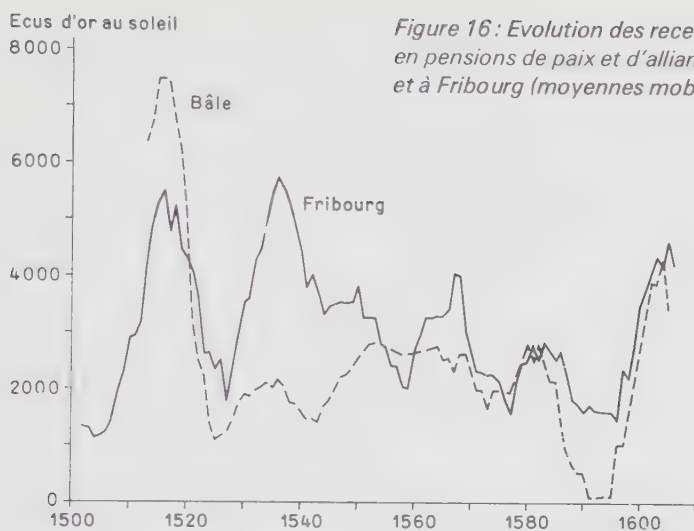


Figure 16: Evolution des recettes publiques en pensions de paix et d'alliance à Bâle et à Fribourg (moyennes mobiles de neuf ans).

La conjoncture bâloise et fribourgeoise des pensions, assez représentative des autres villes, riches et pauvres, permet aussi de mesurer le poids que les villes suisses avaient en politique étrangère, ou l'intérêt que les princes d'Europe manifestaient à l'égard d'une alliance avec les Confédérés, ou avec une partie d'entre eux. Les grands sommets se situent avant 1535, époque au cours de laquelle les Suisses avaient su profiter de leur puissance. La tendance à la baisse qui suivit était l'image des divisions intérieures, et de l'effacement de la Suisse en tant que grande puissance européenne. Cinq hausses plus ou moins sensibles se dessinent sur les courbes. Celle de 1505 à 1518 reflète le rôle de puissance joué par les Confédérés dans les guerres d'Italie, celle de 1527 à 1536 les interventions dans les guerres savoyardes de Genève. En 1559, Henri II meurt. Son successeur doit payer pour obtenir le renouvellement des capitulations. Cette montée est plus forte à Fribourg qu'à Bâle. La ville catholique, à cause des hommes qu'elle pouvait fournir, était davantage l'objet des avances françaises. Le redressement de la courbe après 1577 est dû à des causes financières et monétaires extérieures à la Suisse. A partir de 1585 jusqu'en 1595, la courbe bâloise s'effondre, tandis que celle de Fribourg ne fléchit que légèrement. L'Espagne faisait la cour aux cantons catholiques pour les entraîner à soutenir la Savoie contre Genève et Berne. La dernière montée du siècle, se prolongeant au début du XVII^e siècle, est l'image de la reconnaissance du roi Henri IV.

La conjoncture des pensions est aussi le reflet des événements politiques et financiers à l'extérieur de la Suisse. Chaque recul de la courbe fribourgeoise retrouve, d'une manière plus ou moins prononcée et décalée, son équivalent sur le graphique des frappes monétaires en France¹⁴¹, quoique les tendances

¹⁴¹ SPOONER, *L'économie mondiale*, p. 322.

générales des deux courbes aillent en sens opposé. Les creux de la conjoncture des pensions, dans la deuxième moitié du siècle, correspondent également aux principales crises financières françaises et espagnoles : 1557, 1575, 1595, chaque krach étant précédé par un ralentissement des paiements. La guerre civile en France et l'incapacité d'Henri III et d'Henri IV à payer les pensions de 1585 à 1600 ne peut échapper à l'observateur. L'interdépendance des finances publiques sur le plan international, particulièrement dans le cas des relations de la Suisse avec ses voisins à travers la politique des alliances, est évidente.

De l'évolution générale des recettes publiques en pensions de paix et d'alliance, il est fondamental de retenir qu'à l'exemple de Bâle, les bases de la plupart des fortunes financières des villes suisses furent posées au cours de la première moitié du XVI^e siècle et particulièrement au moment des guerres d'Italie. Ces années furent de meilleur rapport en ce qui concerne les revenus en pensions et en autres gains financiers d'origine étrangère. Les villes saisirent l'occasion de rembourser leurs dettes et d'accumuler un capital financier grâce à ces recettes supplémentaires. Leur balance des paiements devient alors nettement positive. Les villes prennent aussi l'habitude de dépenser, comme Fribourg, davantage d'argent qu'elles n'en reçoivent par des moyens fiscaux. Cette balance positive des paiements des villes suisses par rapport à l'étranger permet de supposer le même phénomène dans le secteur privé, enrichi par le service étranger et par les privilèges commerciaux en France. L'offre de capitaux étant alors très grande, la hausse conjoncturelle a pu produire à partir de 1535/1540 l'accroissement des recettes fiscales des villes. Et au moment où le volume des pensions tendait à diminuer, les recettes ordinaires allèrent en augmentant, permettant aux villes de constituer, en plus des acquisitions de territoires, de véritables fortunes financières.

V. Le capital financier des villes

Le capital financier englobe toutes les liquidités et créances des villes : les avoirs en caisse, le trésor, les avances à court terme, les prêts à long terme. La constitution de certains de ces actifs était possible parfois uniquement grâce à des emprunts. Ces derniers, étant des dettes à long terme, seront donc à enlever de la fortune financière, la ramenant ainsi à sa valeur nette¹⁴². Il s'agit au fond d'établir un bilan financier des villes.

Lorsque les comptes des trésoriers n'ont pas de lacunes, le solde reporté d'une année à l'autre représente en principe les avoirs en caisse à la fin de l'année fiscale. Les relevés de caisse détaillés qui accompagnent parfois les

¹⁴² Cf. KÖRNER, *Réforme*, p. 219. Sur ce graphique, il s'agit de la fortune financière brute comparée aux dettes.

comptes en sont les témoins¹⁴³. Mais le solde n'est pas toujours représentatif d'argent comptant uniquement. Il peut s'agir aussi de créances à court terme considérées par les trésoriers presque comme de l'argent comptant. Le plus souvent, les trésoriers sortants réussirent à verser ces restants en moins d'une année. Les cas des trésoriers genevois Claude du Pan et Jacques des Arts sont des exceptions. Leur incapacité à rembourser rapidement le solde de la caisse était due à leur mauvaise gestion des affaires¹⁴⁴.

Au cours ou à la fin de l'année fiscale, une certaine somme pouvait être versée au trésor¹⁴⁵. Les villes entendaient constituer ainsi une réserve métallique. Les bilans des trésors ainsi que les comptes des trésoriers permettent de reconstruire en partie le mouvement de cette constitution de réserves.

A. LA CONSTITUTION DES TRÉSORS

A Bâle, les « Dreierherren » contrôlaient l'activité des trésoriers¹⁴⁶. Ils étaient les gérants du trésor public qui s'enrichissait ou s'appauvissait par les excédents ou les déficits des exercices financiers. Sur les 110 années fiscales observées entre 1500 et 1610¹⁴⁷, 38 seulement se soldèrent par un déficit. Les autres connurent un excédent de recettes.

La création, en 1504, du change public à Bâle fut l'occasion pour les « Dreierherren » de faire fructifier par la banque une partie du trésor. Ils y engagèrent annuellement des sommes allant jusqu'à 20 000 écus d'or¹⁴⁸. En ce qui concerne l'évolution du trésor même, nous en sommes réduits à sa

¹⁴³ Les relevés, mentionnant expressément les espèces contenues dans la caisse, sont très fréquents à Genève (AEG, Finances U 1, T 2). A Fribourg et à Lucerne, le contenu de la caisse est vérifié quand l'ancien trésorier passe les comptes au suivant (AEF, C.t. N^{os} 202, 208, 214, 235, 250, 256, 264, 270, 272, 279, 286, 291, 298, 314, 319, 325, 341, 350, 358, 382, 388, 394, 403, 404; StA LU. Sch. 969 « Hl. Grütztage im Herbst 1573 »; cod. 7245: 12 sept. 1573; cod. 7235, Freitags nach Dionisy 1576; cod. 7020: 1543/44; cod. 7025: 1550/51; cod. 7030: 1559/60, 1573/74, 1576/77; cod. 6870: pp. 251, 264; cod. 6875: f^o 3, 4, 27, 31, 35 v., 36, 76 v., 78 v., 85 v., 87, 92 v., 95 v.).

¹⁴⁴ Les trésoriers de Fribourg indiquent clairement la composition du solde: « Bar Geld L.FR 22 369.16.—, Salzhandel L.FR 5028.—, Im Buch uff gut Rechnung L.FR 3434.7.— » (AEF, C.t. N^o 272, 1541 II. cf. N^o 279, 1542 II). « Bar Geld L.FR 5918.—, Schulden, die bar zu nehmen sind L.FR 6250.— » (AEF, C.t. N^o 298, 1551 II). « Vom alten Seckelmeister an Münz und Gold » (AEF, C.t. N^o 350, 1577 II). « Vom alten Seckelmeister in barem Geld » (AEF, C.t. N^o 382, 1593 II). Mais on inscrit également des pertes: « Alte Schulden, verloren » (AEF, C.t. N^o 319, 1562 II). Zurich constitue une exception. Cf. SIGG, *Entwicklung*, p. 17. Toutefois, j'ai de la peine à admettre que la caisse de la trésorerie zurichoise était constamment à sec.

¹⁴⁵ « Gwölß » à Bâle, à Berne et à Saint-Gall, « Schatz » à Schaffhouse, « Sacristie » à Zurich, « Trog » à Soleure, « Turm » à Lucerne, « Crote (Grotte) » à Genève.

¹⁴⁶ HALLAUER, *Stadtwechsel*, pp. 85-86.

¹⁴⁷ Il n'y a qu'une seule lacune dans les comptes du XVI^e siècle: l'année 1584/85.

¹⁴⁸ HALLAUER, *op. cit.*, pp. 129-132.

reconstitution en fonction des déficits et des excédents budgétaires, ne sachant pas exactement quelles ont été les sommes prêtées annuellement par les « Dreierherren » au change public ou à d'autres institutions. Il se peut que vers 1540 ce trésor ait contenu des pièces d'une valeur de 49 000 écus¹⁴⁹ et qu'en 1573, il s'y soit trouvé une épargne d'une valeur égale à environ 50 000 écus d'or de France¹⁵⁰. Il faut croire que l'on tenait à maintenir ce minimum de liquidités métalliques. Toutefois, ces deux documents ne portant ni nom ni date, on n'est pas certain d'être en face d'un inventaire du trésor de la ville. En 1573, cela a pu être éventuellement le dépôt que le change public entretenait auprès des « Dreierherren ». Tenant compte des incertitudes qui existent quant à l'évolution exacte du volume du trésor bâlois, j'utiliserai par la suite des estimations correspondant à des minima probables. Ce principe sera retenu également pour calculer les liquidités des autres villes.

Berne constitua son trésor avant le début du XVI^e siècle. Comme à Bâle, cette réserve était utilisée pour équilibrer le budget pendant les années déficitaires. En revanche, les bonnes années fiscales permettaient de reconstituer le stock métallique. Après la conquête du Pays de Vaud, en 1536, une trésorerie autonome fut créée pour l'administration du « pays récemment conquis ». Cela impliquait également la création d'un nouveau trésor, appelé « trésor romand », dont le contenu fut toujours compté à part du « trésor allemand ». Le 30 janvier 1570 eut lieu une révision totale du trésor allemand avec la création d'un livre de compte spécialement consacré à inventorier le trésor et à en suivre dorénavant les mouvements¹⁵¹. Le 1^{er} juin 1571, on recommença le même travail, mais pour les deux trésors. Les pièces d'or et d'argent furent comptées, pesées, réparties dans des sacs que l'on étiqueta soigneusement. Le trésor allemand fut placé dans deux caisses, dont la plus petite était destinée à recevoir l'or, l'autre devant contenir l'argent. L'inventaire du trésor romand fut inscrit dans un livre à part, qui se trouvait dans la même caisse. Jakob Keller, le trésorier allemand, écrivit les instructions pour tous ceux qui devaient utiliser le trésor. Ces instructions disent qu'avant de déposer une somme d'argent dans le trésor il fallait toujours compter et peser les pièces. Ensuite, les sacs devaient être numérotés. Puis la somme ajoutée au trésor devait être marquée dans un livre, afin que l'on pût contrôler exactement la somme totale. Effectivement, le livre dans lequel le trésor a été inventorié donne les détails au sujet de chaque sac : la quantité de pièces, leur qualité ; plus tard, on y marqua aussi le nom de la personne à laquelle on avait confié le contenu de tel ou tel sac. En 1571 donc, les deux trésors valaient ensemble 56 000 écus d'or.

L'inventaire total suivant se fit en 1586. La situation en politique étrangère s'était beaucoup détériorée. Berne craignait la guerre. En attendant, on emprunta quelques milliers d'écus à Bâle et l'on constitua une

¹⁴⁹ Vide, chapitre premier, note 59.

¹⁵⁰ Vide, chapitre premier, notes 45 et 46.

¹⁵¹ StA BE, B VII 2386.

sorte de trésor de guerre. La réserve métallique épargnée et empruntée se trouvant dans la grotte bernoise s'élevait à environ 190 000 écus. Berne eut bientôt besoin de cette somme. Les guerres de 1589-1593 et de 1601-1603 allaient coûter cher aux Bernois, car le trésor bernois devait fondre au cours de ces conflits armés avec le duc de Savoie. En 1603, il n'y restait plus que 13 300 écus¹⁵².

Les débuts du trésor de *Lucerne* remontent au moins à l'époque des guerres de Bourgogne, quand la ville reçut 5000 florins du duc Philibert de Savoie. L'inventaire le plus ancien date de 1596, mais on y a inscrit tout ce qui concerne le trésor depuis 1530¹⁵³. La ville de Lucerne avait dressé une tour dans la Reuss. Dans cette tour, une pièce était réservée à la torture. Mais on y installa également des caisses en fer dont l'une contenait le trésor public. Pour ouvrir le trésor, il fallait observer tout un cérémonial, à commencer par une décision en bonne et due forme de l'avoyer et du conseil de la ville de Lucerne. Le trésor était protégé par une fermeture dotée de quatre clefs, chacune étant confiée à une personne différente. L'honneur et la responsabilité qu'impliquait la garde d'une des clefs du trésor revenaient aux quatre doyens du Conseil, qui étaient, le 20 juillet 1574, jour de l'inventaire du trésor, Ludwig Pfyffer, chevalier, ancien avoyer et banneret, Hans an der Allmend, Sebastien Feer et Peter Marti, banneret. Ils étaient accompagnés d'Heinrich Bircher, trésorier, et de Hans Krafft, secrétaire du trésorier. Le déplacement de toutes ces personnalités n'était évidemment nécessaire qu'à l'occasion de l'ouverture du grand trésor. A tout autre moment, le trésorier avait accès à la tour où se trouvait, à côté de la porte conduisant à la chambre de torture, son propre petit trésor, dans lequel il pouvait déposer des économies courantes jusqu'au jour où il avait l'occasion de les confier au grand trésor.

Les éléments les plus anciens faisant partie en 1596 du trésor lucernois étaient de vieilles pièces d'argent trouvées à Lucerne. Mais on y gardait aussi le grand et le petit sceau de la ville, le grand sceau d'or de Charles le Téméraire et un sceau d'argent de René de Mézières ; ces deux pièces étaient possession de la ville depuis la bataille de Grandson, en 1476. Plusieurs drapeaux, que des troupes lucernoises avaient portés à Bellinzzone, à Nancy, à Navarre et à Dijon, y étaient soigneusement gardés, ainsi qu'une grande bannière que le pape Jules II leur avait offerte en 1512 et des bannières ennemies conquises à Sempach. Evidemment, la tour de Lucerne ne servait pas uniquement de musée et de chambre de torture, c'était avant tout le siège du trésor. De temps en temps, une partie de l'excédent des trésoriers était versée au grand trésor. Mais cela n'arrivait pas nécessairement tous les ans. Cependant une partie, ou l'ensemble, de la pension de paix et d'alliance française fut souvent mise directement dans le trésor sans passer par la

¹⁵² Cf. LANDMANN, *Kapitalanlagen*, pp. 15*-16*.

¹⁵³ StA LU, cod. 7970.

comptabilité du trésorier. Le même procédé fut employé à la fin du siècle avec les pensions espagnoles. En principe, on puisait dans le grand trésor uniquement en vue d'un prêt que le Conseil avait voté en faveur d'un tiers. Sauf au début du siècle, la réserve métallique ne fut presque jamais utilisée pour dépanner un trésorier à court d'argent. Les soldes annuels lui assuraient suffisamment de liquidités pour vaquer à ses affaires¹⁵⁴. Comme à Bâle et à Berne, les inventaires distinguent soigneusement l'or de l'argent. A souligner cependant ce fait particulier : la ville de Lucerne rachetait presque chaque année de l'or que des particuliers avaient trouvé dans la rivière Emme. L'or fondu en pépites¹⁵⁵ était évalué en écus ou en ducats et déposé dans le trésor. De temps à autre, on s'en servait pour embellir une église ou une tour. On le confiait alors au maître maçon de la ville¹⁵⁶. La valeur du trésor lucernois en or et en argent se présentait de la manière suivante : environ 35 000 écus d'or en 1574, 60 000 écus d'or en 1596 et en 1602¹⁵⁷.

Si l'on peut affirmer que les villes de Bâle, de Berne et de Lucerne ont eu une politique de thésaurisation dès la fin du x^v^e siècle au plus tard, on n'en est pas aussi sûr en ce qui concerne les villes de Zurich, de Saint-Gall et de Schaffhouse. Il faut croire que ces trois villes étaient trop préoccupées, au cours des trente premières années du xvi^e siècle, par le remboursement de leurs dettes pour avoir pu penser sérieusement aux réserves en or et en argent. Les premières écritures comptables que j'ai rencontrées dans ce sens à *Saint-Gall* datent de l'année 1535. On déposa dans la grotte quelque 1200 florins en petites pièces. Les écus d'or et les ducats ne viennent que plus tard. Le premier inventaire, établi en 1578, permet d'évaluer le trésor constitué de « prêts remboursés et d'excédents du trésorier »¹⁵⁸ à environ 20 000 écus d'or. Un autre inventaire, daté de 1612, fait état d'un trésor valant 17 000 écus d'or.

Les trésoriers de *Schaffhouse*, de *Soleure* et de *Fribourg* accumulaient d'année en année les excédents des exercices fiscaux. C'est ainsi que les soldes se gonflaient et se dégonflaient conformément à la marche des finances publiques. Mais on sait qu'à Schaffhouse une grande partie de cet argent était gardée dans un trésor, en un lieu que l'on croyait sûr. Eduard Im Thurn et Hans Wilhelm Harder racontent dans la chronique de la ville que Hans Ytzeller, un compagnon maçon de Winterthour, avait cambriolé le trésor de Schaffhouse dans la nuit du 6 au 7 juin 1545 et avait emporté quelque 2225 Reichstaler. Il fut pris alors qu'il s'enfuyait et exécuté à Zurich

¹⁵⁴ De 1564 à 1570, pour l'achat de vin, de sel et d'armes : 7500 écus.

¹⁵⁵ Zähne aus Emmengold.

¹⁵⁶ StA LU, cod. 7030, 1610/11. « ... pour la dorure de la lune et des étoiles de l'église de Notre-Dame... »

¹⁵⁷ L'inventaire de 1571 n'est pas enregistré avec suffisamment de clarté pour qu'un chiffre précis puisse être prononcé pour le contenu du trésor. Je l'estime entre 30 000 et 40 000 écus.

¹⁵⁸ Stadt A SG, N° 438.

le 27 juillet¹⁵⁹. Au début du XVII^e siècle seulement, on commença à faire la distinction entre soldes des trésoriers et réserve métallique du « Gwölz »¹⁶⁰.

Jusqu'au-delà du milieu du siècle, la ville de Zurich fut préoccupée par le souci du remboursement des dettes contractées à l'époque des guerres de Zwingli. Mais, à partir de 1541 déjà, l'Obmannamt réussit à économiser de l'argent qui fut placé sous la garde du trésorier de la ville dans la sacristie du Grossmünster¹⁶¹. L'essentiel de cette épargne des couvents et des églises fut ainsi rassemblé de 1541 à 1546 et de 1554 à 1570. En 1588 s'y ajouta un dernier versement. Au cours des années difficiles qui se succédèrent de 1572 à 1589, à la suite de mauvaises récoltes et de dégâts causés par la grêle, l'Obmann put puiser dans son trésor afin d'acheter du blé pour la population. L'épargne des couvents ne fut jamais mêlée à celle que le trésorier réalisait pour le compte de la ville. Les deux trésoreries se prêtaient mutuellement des sommes parfois importantes qui revenaient chaque fois au prêteur, après un certain temps. Pour l'étude de la fortune financière de la ville, je n'ai pas tenu compte du trésor des couvents bien qu'il ait été placé dans la sacristie sous la garde du trésorier de la ville. Ce dernier y mettait une partie des excédents des exercices financiers de la trésorerie publique, obéissant à une proposition du conseil de surveillance des trésoriers qui souhaitait la création d'un trésor, même au moyen d'un emprunt s'il le fallait¹⁶². Un premier versement de 12 800 écus d'or effectué par le trésorier de la ville fut fait en 1552¹⁶³. A partir de cette année, presque sans interruption jusqu'en 1563, les excédents de la ville alimentèrent le trésor. Après 1563, l'épargne se ralentit. En 1569 et en 1577 seulement, on réussit encore à mettre quelque argent de côté. Puis ce ne fut plus possible jusqu'en 1601.

En 1572, la sacristie fut cambriolée par deux voleurs¹⁶⁴. L'argent emporté fut cependant récupéré en grande partie. A l'occasion de l'inventaire des trésors, en 1574, on établit un livre, comme les Bernois l'avaient déjà fait en 1571, pour mieux contrôler et surveiller le contenu de la réserve¹⁶⁵. Le trésor de la ville valait environ 34 000 écus d'or et celui de l'Obmannamt environ 43 000 écus d'or¹⁶⁶. Par la suite, les trésoriers durent intervenir à plusieurs reprises pour subventionner la vente de blé à la population. En 1588, un troisième trésor s'ajouta aux deux premiers. Il s'agissait d'une caution d'alliance déposée par la ville de Strasbourg à Zurich, qui l'avait exigée pour être couverte financièrement en cas d'intervention militaire en faveur de son

¹⁵⁹ *Chronik SH*, p. 146.

¹⁶⁰ Stadt A SH, Nos 283, 286, 289, 293: « Geld so in das Gwelz gelegt. »

¹⁶¹ StA ZH, F III 23, 1533-1610.

¹⁶² Hüßy, *Finanzwesen*, pp. 228-229.

¹⁶³ StA ZH, F III 32, 1503/04-1607/08, avec des lacunes.

¹⁶⁴ PEYER, *Handel*, p. 17; Hüßy, *op. cit.*, p. 230.

¹⁶⁵ StA ZH, F III 47,1.

¹⁶⁶ StA ZH, F III 47,1 et C I 3676. Ce dernier bilan doit avoir été dressé avant le prêt de 6000 écus accordé à Coire.

alliée. La valeur de ces trois trésors s'élevait en 1603 à quelque 40 000 écus d'or de France¹⁶⁷.

La Seigneurie de Genève créa son trésor spécial en 1536. L'Arche, comme on l'appela, devait recueillir l'argent obtenu par la vente et l'albergement des biens ennemis confisqués à l'occasion de l'accès à l'indépendance de la ville en 1534¹⁶⁸.

Ce fut, pour commencer, un trésor comme un autre, destiné à épargner de l'argent pour pouvoir rembourser des dettes. Trois hommes en étaient responsables, dont chacun avait une des trois clefs de l'Arche; celle-ci fut rangée dans la grotte de l'hôtel de ville. L'histoire financière très mouvementée de Genève empêcha cependant l'Arche de devenir un centre d'épargne à l'image des trésors de Berne, de Lucerne, de Zurich ou de Saint-Gall. L'Arche devint, à partir de 1551, une caisse extraordinaire qui s'occupait des emprunts, du paiement des intérêts et des remboursements, mais aussi, comme nous l'avons déjà souligné, de toutes sortes d'autres affaires fiscales et financières extraordinaires de la ville de Genève¹⁶⁹. A partir de 1567, on essaya un grand coup. Suivant l'exemple bâlois, on créa un change public¹⁷⁰. Des sommes considérables furent investies dans cette entreprise bancaire. On espérait en retirer un bénéfice suffisamment élevé pour pouvoir rembourser peu à peu les dettes et disposer enfin d'un véritable trésor. L'entreprise fut un échec. On l'abandonna en 1581. Le rêve d'un trésor abondamment rempli dut être enterré.

En 1589, le nonce Paravicini établit, pour le Vatican, un rapport

¹⁶⁷ StA ZH, F III 47,2 et C I 3683,1. La composition était approximativement la suivante: 19 000 écus du Seckelamt, 5600 écus de l'Obmannamt, 15 400 écus du dépôt de Strasbourg.

¹⁶⁸ Le « Livre de l'argent de l'arche de Genève » commence par les instructions suivantes:

« L'an de la nativité... 1536 estans sindicques les nobles Claude Savoye, Estienne Chappeaulx Rouge, Amy Porral et Aymé Levet fust faict ung arrest avecques les seigneurs de Berne a cause de la guerre et du pays gaingné et en icelluy fut arresté de faire le payement de l'obligé restoyt de la guerre 1529 et arresté de faire icelluy payement au jour de noel qui commancera 1537 pourquoy faire l'on a tenu plusieurs constatz et est esté résolu mesmement le 23 aoust de emprunter vers les citoyens et bourgeois a six pour cent et de leur donner a tenir des lieux de la ville pour leur payement sans compter les fruitz en sort mais seulement en payement de cense iceulx aussy prenans seulement leur cense

» Item et de vendre

» Item et de abberger

» Puy est advisé de faire résidence et est esleu monss. le sindicque Savoye pour résider et vacquer a ceste exaction dedans la maison de la ville. Et pour remectre l'argent est ordonnée une arche de fer en laquelle a troys clefs l'une a heue led. Seigneur Savoye l'autre Michel Sept et l'autre le secrétaire en icelle l'on a mis l'argent de jour en jour coment souscrit » (AEG, Finances T 1, f° 1).

¹⁶⁹ MONTER, *Studies*, pp. 13 ss ; *supra*, Deuxième Partie, II, A.

¹⁷⁰ MONTER, *Change*, pp. 265-290.

concernant ses estimations des trésors suisses¹⁷¹. Il surestima les liquidités de presque toutes nos villes :

Villes	Paravicini	Trésors effectifs
	Scudi ¹⁷²	Ecus
Bâle	800 000	240 000
Berne	100 000	70 000
Zurich	100 000	45 000
Schaffhouse	40 000 - 50 000	20 000
Lucerne	40 000	60 000
Fribourg	35 000 - 40 000	10 000
Soleure	35 000 - 40 000	1 000 - 2 000
Total	1 150 000 - 1 170 000	447 000

Que Paravicini ait cru les villes protestantes plus riches qu'elles ne l'étaient en réalité n'est pas étonnant. Mais ce qui frappe, c'est la sous-estimation des liquidités lucernoises. La ville de Lucerne était financièrement plus puissante qu'on ne croyait. Dans l'ensemble, le nonce imaginait plus d'un million d'écus enfouis dans les trésors publics de ces sept villes. En réalité, il n'y en avait, en 1589, même pas la moitié. Le sommet avait été atteint vers 1586. A cette époque, la valeur des trésors constitués par nos neuf villes suisses correspondait à 2,2 tonnes d'or fin¹⁷³. Par la suite, des dizaines de milliers d'écus furent accordés en prêt. Au printemps de l'année 1589, Berne accorda encore 100 000 écus à Henri III. Toutefois, les villes suisses avaient réalisé au cours du XVI^e siècle une gigantesque accumulation de liquidités en or et en argent. La moyenne totale des encaisses de 1510/1519 était de 65 000 écus d'or de France. Ces liquidités décuplèrent jusqu'en 1580/1589. Au cours de la première moitié du siècle, la croissance des trésors obéit au mouvement général des recettes ordinaires et particulièrement des recettes extraordinaires en pensions de paix et d'alliance. A un accroissement de 19,4%, de 1510 à 1519, succède une décennie de moindre thésaurisation publique (+ 5,2%). C'est la période de la grande crise agricole, des guerres de religion en Suisse et du premier très fort ralentissement des pensions. Mais les années 1540 à 1549 permettent déjà d'intensifier l'épargne (+ 33,3% et + 27%). Puis viennent les années de 1550 à 1569, période de faillites en France et en Espagne. Nos villes ont la vie belle. Elles récoltent les fruits de l'abondance générale en Suisse. Leurs trésors s'accroissent, comme ils ne l'ont jamais fait au XVI^e siècle : + 68,3% et + 95,3%. A partir du début du siècle jusqu'à ce moment,

¹⁷¹ FELLER, *Lussy*, I, p. 39.

¹⁷² La différence entre l'écu d'Italie et l'écu de France était minime, 2% à 3%.

¹⁷³ Env. FS 32 000 000, au prix de l'or en juillet 1975.

Ecus d'or au soleil

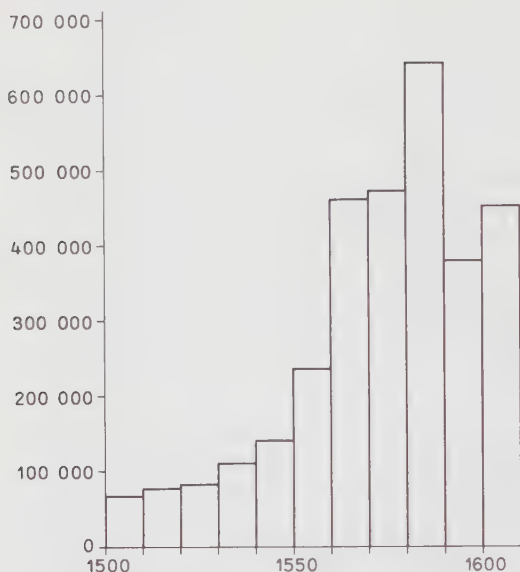


Figure 17: L'accumulation d'or et d'argent dans les trésors des villes (moyennes décennales du stock).

le taux moyen de croissance annuel est d'environ 3%. Après un palier de ralentissement (+ 2,4% de 1570 à 1579), les villes se préparent au moyen d'emprunts à une guerre éventuelle (+ 36% de 1580 à 1589); puis c'est la perte d'une partie des liquidités dans la guerre savoyarde de Genève (— 41,0% de 1590 à 1599). Enfin, au début du XVII^e siècle, les trésors publics se remplissent à nouveau (+ 19,3% de 1600 à 1609). Ce qui frappe l'observateur, c'est qu'au terme des années d'euphorie qui s'étendent de 1550 à 1569, presque toutes les villes ressentirent le besoin de compter leur richesse¹⁷⁴. S'agit-il d'une simple coïncidence ou d'une attitude politique commune? Le ralentissement de la conjoncture générale ayant tari peu à peu le pactole d'or et d'argent qui gonflait les trésors, il fallait voir où on en était en attendant ce que l'avenir apporterait.

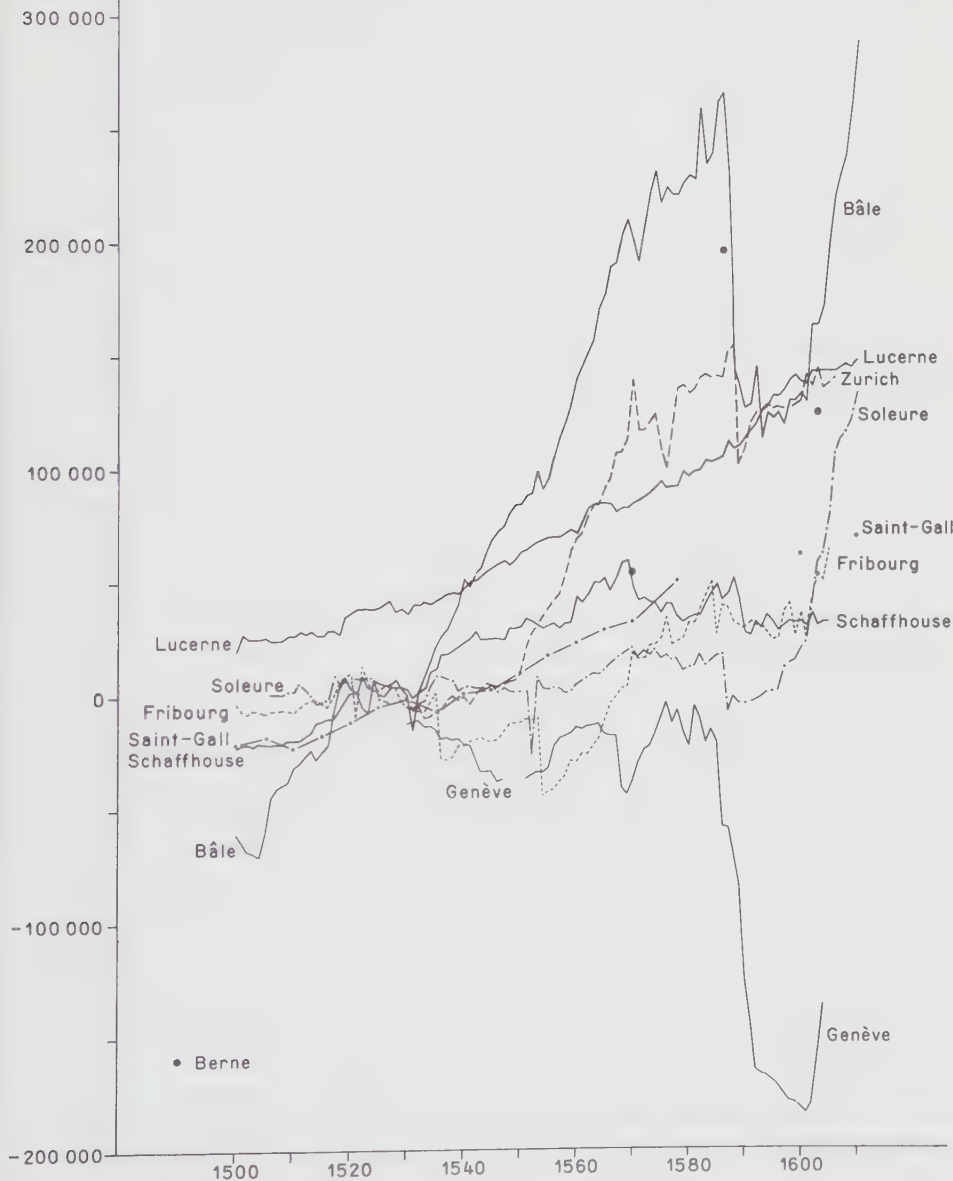
B. L'ACCUMULATION DU CAPITAL FINANCIER

Nous avons déjà constaté que les liquidités des villes n'étaient pas le seul élément du capital financier public. D'autres données sont donc à retenir. Les villes ne gardaient pas dans leurs trésors tous les capitaux dont elles disposaient. Elles accordaient du crédit aux princes, à d'autres villes, à leurs bourgeois et aux habitants de la campagne. Les prêts à long terme font partie des actifs du bilan financier. D'autre part, les dettes des villes sont à soustraire des actifs. On obtient ainsi le capital financier net.

¹⁷⁴ En 1571 à Berne et à Lucerne, en 1573 à Bâle, en 1574 à Lucerne et à Zurich, en 1578 à Saint-Gall.

Ecus d'or
au soleil

Figure 18: Evolution du capital financier net des villes.



Au début du XVI^e siècle, seules Lucerne et éventuellement Berne pouvaient se vanter d'avoir un solde actif du capital financier. Les autres villes, Bâle, Schaffhouse, Saint-Gall et Fribourg avaient de lourdes dettes. Leurs bilans financiers avaient un solde passif. Zurich et Soleure avaient un

solde légèrement actif, mais si faible que l'on ne peut pas parler de fortune. A partir de 1518, jusqu'en 1542, Bâle, Schaffhouse et Saint-Gall réussirent à renforcer leurs bilans financiers du côté des actifs. Mais à Fribourg, à Genève et vraisemblablement aussi à Berne, les dettes l'emportèrent sur l'encaisse, le trésor et les prêts. Après 1560, Genève seule resta pauvre, tandis que Berne et Fribourg rejoignaient le camp des villes fortunées. A partir de 1570, des signes de ralentissement dans la constitution du capital financier apparurent à Soleure, à Schaffhouse, à Zurich et à Bâle. Ces mêmes villes, plus Fribourg et Berne, connurent des pertes plus ou moins substantielles après 1585. La prospérité financière ne revint qu'après 1595.

Nous retrouvons dans l'évolution du capital financier la conjoncture des pensions de paix et d'alliance, mais également la conjoncture des recettes ordinaires (fig. 18). La fin du ^{xv}^e siècle et les premières années du ^{xvi}^e avaient été mauvaises. Les recettes ordinaires étaient en recul et les pensions pratiquement inexistantes. Il n'y avait que les paiements du roi de France. A partir de 1505/1510, la conjoncture générale permit la hausse des recettes ordinaires. A cela s'ajoutèrent les pensions françaises, milanaïses et papales. C'est l'époque heureuse, au cours de laquelle on put rembourser des dettes et poser les bases des fortunes. Mais déjà avant 1520, les recettes extraordinaires de l'étranger commencèrent à diminuer. Le creux se situe entre 1520 et 1530, décennie de la stagnation du capital financier. La grande crise suisse de 1525/1530 à 1535/1540 ne réussit que faiblement à retarder la reprise de la montée des capitaux, puisque, en 1525, les paiements de pensions et d'alliances avaient augmenté de volume. De 1535/1540 à 1560/1570, l'âge d'or suisse se fit sentir jusque dans les trésors des villes. La formidable hausse des recettes ordinaires contrebalança même à Fribourg et à Soleure le lent recul des pensions. Genève réussit également à remonter la pente, sans toutefois pouvoir se débarrasser de ses dettes. A partir de 1570/1580 la stagnation des affaires, l'arrêt du paiement des pensions françaises, les difficultés intérieures et extérieures d'ordre politique et religieux sont à l'origine des pertes générales de substance de la plupart des fortunes financières. Ces dernières furent assez rapidement reconstituées après cette dépression de la fin du ^{xvi}^e siècle. Les largesses d'Henri IV contribuèrent à renflouer les caisses de toutes les villes suisses, tandis que l'or et l'argent de l'alliance espagnole s'y ajoutaient encore pour la plupart des villes catholiques.

L'accumulation du capital financier en général et de liquidités en particulier donna aux villes une certaine liberté d'action. Les réserves leur assuraient les dépenses courantes et permettaient, en cas de crise ou de guerre, des interventions extraordinaires¹⁷⁵. Le portefeuille des obligations pouvait aussi être utilisé comme moyen de paiement. La ville de Mulhouse avait fait usage de cette possibilité pour satisfaire les exigences des

¹⁷⁵ Cf. la Troisième Partie de cet ouvrage.

Villes	1500		1550		1600	
	Ecus	%	Ecus	%	Ecus	%
<i>Bâle:</i>						
Caisse, trésor, banque	49 800	88	109 800	73	191 200	58
Prêts	6 900	12	40 000	27	136 000	42
Actifs	56 700	100	149 800	100	327 200	100
Dettes, emprunts	110 800	195	63 900	43	192 300	59
<i>Schaffhouse:</i>						
Caisse, trésor	400	100	13 800	42	14 900	26
Prêts	0	0	19 100	58	42 900	74
Actifs	400	100	32 900	100	57 800	100
Dettes, emprunts	22 600	5 650	1 500	5	23 300	40
<i>Zurich:</i>						
Caisse, trésor	7 700	48	10 200	70	36 700	17
Prêts	8 400	52	4 400	30	180 000	83
Actifs	16 100	100	14 600	100	216 700	100
Emprunts	9 800	61	11 600	79	84 600	39
<i>Saint-Gall:</i>						
Caisse, trésor	400	100	6 800	44	18 500	31
Prêts	0	0	8 500	56	41 100	69
Actifs	400	100	15 300	100	59 600	100
Emprunts	21 200	5 300	0	0	0	0
<i>Lucerne:</i>						
Caisse, trésor	1 700	8	6 100	9	60 300	43
Prêts	18 600	92	58 300	91	81 000	57
Actifs	20 300	100	64 400	100	141 300	100
Emprunts	2 000	10	0	0	0	0
<i>Berne:</i>						
Caisse, trésor	1 900	39	50 000	88	13 300	5
Prêts	3 000	61	6 700	12	233 000	95
Actifs	4 900	100	56 700	100	246 300	100
Emprunts	6 800	139	90 600	160	118 100	48
<i>Soleure:</i>						
Caisse, trésor	500	50	1 400	8	0	0
Prêts	500	50	16 500	92	116 900	100
Actifs	1 000	100	17 900	100	116 900	100
Emprunts	800	80	14 900	83	90 900	78
<i>Fribourg:</i>						
Caisse, trésor	2 600	28	2 400	9	12 000	10
Prêts	6 600	72	23 600	91	106 000	90
Actifs	9 200	100	26 000	100	118 000	100
Emprunts	12 400	135	31 300	120	90 600	77

Villes	1500		1550		1600	
	Ecus	%	Ecus	%	Ecus	%
<i>Genève:</i>						
Caisse, trésor			400	100	1 600	13
Prêts			0	0	11 100	87
Actifs			400	100	12 700	100
Emprunts			34 700	8 675	193 400	1 523

Tableau 29 : Composition relative du capital financier des villes¹⁷⁶.

Confédérés en 1587. Elle paya les frais d'assistance militaire au moyen de titres d'obligations en sa possession. Pour se faire une image de la composition relative de ce capital financier, il faut analyser d'une part le capital financier actif et lui opposer d'autre part les dettes, le capital étranger, c'est-à-dire les passifs (tabl. 29).

En 1500, le bilan financier est catastrophique pour Saint-Gall et Schaffhouse, inquiétant pour Bâle, Berne et Fribourg, passable pour Soleure et Zurich, satisfaisant seulement pour Lucerne. Pourquoi ces appréciations ? Schaffhouse et Saint-Gall sont accablées de dettes se montant à des multiples du capital financier actif (53 fois et 56 fois !). Les dettes de Bâle, de

¹⁷⁶ Pour Zurich et Berne, où les comptes publics de 1500 manquent, j'ai pris d'autres années pour dresser le bilan financier du début du XVI^e siècle : 1505 pour Berne et la moyenne de 1497-1503 pour Zurich. Les bilans de 1553 et 1603 ont servi pour le milieu et la fin du siècle à Berne. Les soldes annuels passés aux trésoriers suivants représentent pour toute la période étudiée de l'argent comptant avec une infime partie de créances à très court terme à Schaffhouse, Lucerne, Berne, Soleure, Fribourg et Genève. Ceci est valable pour Saint-Gall et Zurich, éventuellement aussi pour Bâle, jusqu'au milieu du siècle. Mais plus on s'approche du XVII^e siècle, plus ces soldes s'enflent dans les comptes des trois dernières villes. O. Sigg constate qu'au XVII^e siècle, on traînait d'année en année des soldes fabuleux qui ne correspondaient absolument plus à de l'argent comptant. Il s'agissait de créances pourries ou de dépenses non comptabilisées. Cf. Sigg, *Entwicklung*, p. 17. Il est fort possible que la structure de la comptabilité saint-galloise ait connu une transformation analogue. Pour le bilan zurichois de 1600 j'ai donc ajouté une somme de 5000 écus d'argent comptant à la valeur effective du trésor du Seckelamt.

Ce procédé a été utilisé aussi pour l'établissement du bilan saint-gallois de 1600 avec une somme d'argent comptant estimée à 5000 écus. Le reste du solde actif de ces deux villes doit être considéré comme des créances en partie perdues. J'en ai retenu un tiers seulement pour les bilans financiers de 1600. A Bâle, la situation se présente un peu différemment. L'état des sources ne permet pas de calculer avec précision combien d'argent a été en caisse et dans le trésor, puisque la plupart des fonds étaient gérés par la banque publique. Au cours du XVII^e siècle la plus grande partie de ces fonds se révéla comme inexistante à cause des pertes importantes enregistrées par la banque. Cf. HALLAUER, *Stadtwechsel*, pp. 126 ss. Il se peut donc que le bilan bâlois de 1600 affiche une liquidité trop favorable par rapport à la réalité. Cf. aussi les notes 143 et 144 de ce chapitre.

Berne et de Fribourg, bien que dépassant les actifs, restent inférieures au double de ces derniers. Soleure et Zurich auraient suffisamment de capital financier actif pour rembourser leurs dettes. Mais, pour le réaliser, ces trois villes devraient faire pression sur quelques-uns de leurs propres débiteurs, afin d'obtenir des remboursements. Lucerne aurait eu assez d'argent liquide pour amortir ses dettes d'un coup.

Les bilans prennent un autre aspect en 1550. Berne et Fribourg ont des dettes dépassant les actifs. Mais ces dettes n'ont pas été contractées pour la consommation. Le Pays de Vaud, que Berne occupa en 1536 et qu'il partagea ensuite avec Fribourg, peut être considéré comme contrepartie des dettes¹⁷⁷. Il s'agit donc d'un investissement productif. L'amortissement de la dette dura plusieurs années, comme pour toute acquisition immobilière ou tout équipement d'une certaine importance. La situation financière de Soleure et de Zurich ne s'est pas améliorée depuis le bilan de 1500. Les dettes restent toujours couvertes par le capital financier actif. Mais, à Soleure, le rapport entre liquidités et prêts s'est détérioré entre-temps, tandis qu'à Zurich ce rapport est devenu plus favorable. Bâle et Schaffhouse ont réussi à redresser la situation. Leurs engagements sont largement couverts par les liquidités. Il faut cependant souligner que le bilan de Schaffhouse n'est pas seulement meilleur que celui de Bâle en ce qui concerne le rapport entre les dettes et les liquidités, mais aussi en ce qui concerne le rapport entre les dettes et les créances, ces dernières étant plus élevées que les premières. Le capital financier de Schaffhouse est donc relativement plus productif que celui de Bâle. Saint-Gall et Lucerne sont devenues des villes heureuses, sans dettes. Genève, dont on connaît mal la situation financière vers 1500, se trouve, au milieu du XVI^e siècle déjà, en difficulté. A l'instant où les bilans financiers des autres villes sont en voie d'assainissement, la Seigneurie de Genève se trouve dans une situation analogue à celle que Saint-Gall et Schaffhouse ont connue au début du siècle.

Quelques changements se produisent encore dans les structures des bilans financiers au cours de la deuxième moitié du XVI^e siècle. En 1600, le bilan de Genève est devenu désastreux, tandis que les huit autres villes n'ont plus de dettes dépassant la capacité des actifs financiers. Soleure et Fribourg restent cependant à la traîne des autres. Berne est à peine mieux placée. A Schaffhouse, à Zurich, à Berne, à Soleure et à Fribourg les emprunts sont couverts par des prêts. Le capital étranger ne leur coûte donc rien, car les intérêts passifs sont en principe couverts par les intérêts actifs, ce que l'on ne peut pas dire à propos de Bâle. Saint-Gall et Lucerne ont maintenu leur place privilégiée de villes sans dettes. Si, du point de vue des liquidités, les bilans de Soleure, de Berne, de Fribourg et de Zurich paraissent encore un peu faibles, six villes sur neuf ont su disposer cependant de leur capital financier dans le sens d'une meilleure rentabilité.

¹⁷⁷ DIERAUER, *Histoire*, III, 285 ss.

Villes	1500/1509	1510/1519	1520/1529	1530/1539	1540/1549
Genève	200	200	300	0	300
Fribourg	900	1 800	4 100	2 900	1 900
Berne *	5 900	5 400	6 100	9 400	4 600
Soleure	400	0	400	1 000	1 500
Bâle **	50 700	59 000	57 500	70 800	105 400
Schaffhouse	1 200	5 300	5 800	8 100	9 300
Saint-Gall	300	300	1 900	3 300	6 300
Zurich ***	5 600	4 300	4 800	5 200	5 900
Lucerne	700	2 400	1 900	9 700	5 000
Total	65 900	78 700	82 800	110 400	140 200
Accroisse- ment en %	—	+ 19,4	+ 5,2	+ 33,3	+ 27,0

* A partir de 1536/1537 avec le trésor romand.

** Ville et change public.

*** Avec Obmannamt dès 1550.

Le XVI^e siècle a donc été une période d'assainissement pour les finances publiques d'une grande partie des villes suisses. Les biens des églises et des couvents passés sous contrôle laïque dans les villes protestantes ont à peine contribué à cette évolution. A l'exception du modeste revenu que la vente des calices et autres ustensiles du culte a produit à Schaffhouse et à Bâle, les trésors publics de ces deux villes n'ont tiré aucun profit des biens ecclésiastiques¹⁷⁸. Saint-Gall n'a pas eu l'occasion de s'appuyer sur les biens des couvents pour redresser sa situation financière précaire¹⁷⁹. Zurich a profité partiellement du revenu ecclésiastique pour rembourser une petite partie de ses dettes après 1531, pour acheter la Seigneurie de Wädenswil vers 1550 et pour rémunérer ses conseillers¹⁸⁰. Mais le gain que cela a procuré au trésor de la ville ne doit pas être surestimé pour le XVI^e siècle¹⁸¹.

¹⁷⁸ KÖRNER, *Réforme*, pp. 205 ss.

¹⁷⁹ *Infra*, Quatrième Partie, VII.

¹⁸⁰ HUSSY, *Finanzwesen*, pp. 180-181, 217-222, 226-228, cf. *infra*, Quatrième Partie, VIII, A.

¹⁸¹ La sécularisation des biens ecclésiastiques aurait permis à Zurich de rembourser entièrement les emprunts après le désastre de Cappel, d'acheter des territoires nouveaux et de rémunérer honorablement les membres du Petit et du Grand Conseil. Cf. HUSSY, *op. cit.*, pp. 233-235 et *Handbuch der Schweizer Geschichte*, p. 453. Qu'en était-il en réalité? Sur les 27 095 écus de dettes remboursées jusqu'en 1543, l'Obmannamt a fourni 5465, soit 20 % seulement. La partie du prix d'achat de Laufen payée par l'Obmannamt est revenue à 3920 écus. Wädenswil a coûté 23 730 écus à l'administration des biens des églises et des couvents. De 1546 à 1600, les trésoriers de l'Obmannamt ont versé en tout quelque 48 740 écus aux membres du conseil de la ville. Ce sont des faits indéniables. Si on

1550/1559	1560/1569	1570/1579	1580/1589	1590/1599	1600/1609
1 700	5 200	9 000	11 400	0	100
3 400	8 200	8 500	11 100	7 300	5 400
38 700	71 800	60 700	193 800	8 000	29 100
2 100	5 500	4 300	2 800	700	9 100
112 700	186 800	228 200	262 000	217 000	242 000
15 500	22 100	17 600	17 800	14 400	18 100
8 400	18 100	28 000	30 000	27 900	28 000
47 500	118 300	84 400	65 800	43 100	52 500
6 000	25 000	31 500	47 600	60 700	68 000
236 000	461 000	472 200	642 300	379 100	452 300
+ 68,3	+ 95,3	+ 2,4	+ 36,0	— 41,0	+ 19,3

Tableau 30: Liquidités des trésors des villes (moyennes décennales exprimées en écus d'or).

On peut parler de sécularisation dans les cas de Berne et de Genève, puisqu'une partie ou l'ensemble des recettes des biens ecclésiastiques a été intégré dans celles des trésoreries ordinaires. Pour Genève, néanmoins, ce geste n'a pas été rentable du point de vue financier¹⁸². Ce sont peut-être les Bernois qui ont le plus profité de l'énorme accroissement de revenu que la sécularisation leur avait apporté dans l'immédiat. Mais Bâle, Schaffhouse, Saint-Gall, Lucerne, Soleure et Fribourg ont profité entièrement d'autres éléments pour édifier leur richesse financière. Ces autres éléments étaient d'un poids important également dans l'assainissement financier à Zurich et à Berne. Les pensions de paix et d'alliance au début du siècle, la hausse conjoncturelle de l'économie ensuite et finalement à nouveau les pensions étrangères, ont rempli les caisses publiques. A Schaffhouse et à Saint-Gall,

dédit l'ensemble de ces dépenses, soit 81 855 écus du capital financier net que la ville possédait en 1600 on obtient toujours un solde positif de 50 200 écus. Même sans avoir eu recours au soutien financier de la part de ses biens ecclésiastiques, Zurich aurait donc été capable d'édifier au cours du XVI^e siècle une fortune financière supérieure ou égale à celles de Soleure (26 000 écus), de Fribourg (27 400 écus), de Schaffhouse (34 500 écus) ou de Saint-Gall (59 600 écus).

¹⁸² W. MONTER affirme que la sécularisation a été profitable à Genève. Cf. MONTER, *Calvin's*, p. 20. En comparant les recettes et les dépenses dans le domaine ecclésiastique en 1544, il omet plusieurs éléments du côté des dépenses. Effectivement les recettes s'élèvent à 12 338 florins et les dépenses à 9006 florins, ce qui laisse un excédent de fl 3332. Vers la fin du siècle, cette marge disparaît. Les recettes (fl 21 226) couvrent à peine les dépenses proprement ecclésiastiques (fl 20 958). Cf. les budgets de 1544 et 1598 dans MONTER, *Studies*, pp. 17-18, 49-51.

où le volume des fortunes particulières s'est accru plus vite encore que les recettes ordinaires de la ville, les impôts directs annuels fournirent des moyens toujours plus substantiels aux trésoreries publiques. Berne et Fribourg eurent recours à l'impôt direct extraordinaire vers le milieu du siècle pour faciliter à l'Etat l'amortissement de sa dette. L'absence de grandes guerres civiles ou nationales permit de maintenir les dépenses à un niveau tel que l'accumulation du capital financier fut possible. L'analyse des bilans financiers des villes permet en plus d'affirmer que l'amélioration n'a pas été seulement quantitative mais aussi qualitative. Les villes ont appris à bien gérer leurs fortunes. On est cependant obligé de reconnaître que Genève évolua, en ce qui concerne l'accumulation publique de capital financier, en sens inverse de la tendance générale. Pour cette ville, le XVI^e siècle fut le théâtre de guerres ruineuses qui épargnèrent les autres villes suisses, alors que les pensions étrangères dont pouvaient profiter ces villes lui étaient refusées¹⁸³. Dans l'ensemble, le cas de Genève mis à part, la conjoncture suisse de l'accumulation publique de capital par les villes est exactement contraire à celle des villes françaises et allemandes qui étaient constamment prises entre les exigences de leurs créanciers et de la monarchie¹⁸⁴.

¹⁸³ Henri IV accorda des subsides à la ville de Genève, mais au début du XVII^e siècle seulement. Cf. MONTER, *Studies*, p. 54.

¹⁸⁴ DOUCET, *Finances*, 132 p. Les villes allemandes n'étaient pas mieux nanties : HASSINGER, *Politische Kräfte*, p. 655.

Troisième partie

LES VILLES CRÉANCIÈRES

Mes recherches, en ce qui concerne les prêts accordés par les villes, reposent principalement sur les sources suivantes : comptes des trésoriers, livres et carnets des débiteurs, relevés de débiteurs, quittances. Les données recueillies à ces sources ont été complétées, dans la mesure du possible, par d'autres documents, registres des Conseils, sources manuscrites ou imprimées diverses. Il s'agissait au fond de reconstituer sur fiches l'histoire de chaque prêt accordé entre 1500 et 1610 environ et de retrouver l'année de son remboursement. Pour le faire, j'ai utilisé une fiche type, sur laquelle les données suivantes ont été relevées :

- Débiteur : nom, prénom, profession ou qualité, domicile.
- Les personnes qui ont agi à sa place : mari, femme, père, mère, enfant, frère, gendre, tuteur, etc.
- La raison et les circonstances du prêt.
- Les garanties : gage, caution, hypothèque.
- L'ancien créancier, si l'obligation a été cédée à la ville. Les raisons de la cession.
- Le montant du prêt en monnaie de compte ou/et en monnaie métallique.
- L'année au cours de laquelle la ville avait accordé le crédit et l'année du remboursement.
- Le taux et l'échéance de l'intérêt. Les paiements de l'intérêt et les personnes qui ont apporté l'argent.
- La ville qui avait accordé le prêt.

Les documents n'indiquent pas toujours le jour exact de la constitution des obligations, ni le jour de l'échéance de l'intérêt. Cela crée un problème de datation dans les villes dont les comptes annuels commencent à la Saint-Jean-Baptiste¹. Dans ce cas, j'ai retenu l'année du commencement des

¹ C'était le cas, avec des dérivations, à Bâle, à Lucerne, à Saint-Gall, à Schaffhouse, à Soleure et à Zurich.

comptes, par exemple 1519 pour l'année fiscale 1519/1520. J'ai agi de la même sorte pour les années de remboursement. Le problème de la datation a été plus compliqué là où les comptes des trésoriers comportent des lacunes. J'ai alors fait appel à d'autres documents pour trancher la question.

Le montant du prêt constitue un autre problème. Les contrats pouvaient être stipulés en livres de compte, en florins d'argent, en talers, en florins d'or du Rhin, en écus d'or au soleil de France. Il a fallu se décider pour une monnaie qui devint la monnaie de compte pour l'établissement de la série statistique des prêts. Pour des raisons qui ont été exposées dans les deux chapitres précédents, j'ai retenu l'écu d'or de France. Je l'ai appliqué même aux prêts des villes de Zurich, de Saint-Gall et de Schaffhouse, qui s'étaient résolument tournées vers l'argent dans la rédaction des contrats de prêts locaux². Cette façon d'agir était indispensable pour pouvoir comparer les volumes du crédit et plus tard aussi des dettes des villes entre elles. Si on voulait écrire une histoire financière de Schaffhouse uniquement, on convertirait toutes les sommes en florins. Mais maintenant que j'ai opté pour une monnaie d'or, il s'agit d'éviter de trop grandes marges d'erreur possibles à cause de la dépréciation des monnaies d'argent par rapport à l'écu d'or de France³. J'ai pu contourner cette difficulté en établissant une série des prêts accordés en monnaie d'argent et une série pour les prêts accordés en monnaie d'or, en convertissant en écus d'or la série d'argent, totaux annuels moins les remboursements, au moyen d'un tableau des cours du change et en additionnant les deux séries de totaux annuels exprimés en écus d'or, on obtient ainsi les valeurs réelles annuelles des créances exprimées en écus d'or.

La question peut se poser de savoir s'il n'eût pas été plus facile et plus rapide de passer par la capitalisation des intérêts actifs. Si on ne cherche pas à obtenir plus que le volume global des prêts ou des dettes d'une ville, ce procédé peut être utilisé, au prix de quelques précautions. Il faut tenir compte des débiteurs défectueux qui ne paient pas — ou seulement sporadiquement — leurs intérêts. Par la capitalisation des intérêts on obtient généralement une somme qui peut être jusqu'à 20% inférieure à la réalité. Encore doit-on être certain de l'uniformité du taux de l'intérêt de 5% appliqué aux prêts. J'ai employé ce procédé pour les prêts et les dettes de la ville de Saint-Gall, ainsi que pour les dettes de la ville de Bâle, pour obtenir le volume global. Le principal inconvénient de cette façon de faire réside dans le fait que l'on n'obtient que la série exprimant d'une manière approximative l'évolution du volume global des prêts ou des dettes d'une ville. On ne peut pas décomposer la série globale en sous-groupes (ville, campagne, extérieur, prêts politiques, prêts de complaisance, prêts

² Zurich, Schaffhouse et Saint-Gall.

³ Exemple: en 1590, 800 fl SG valaient 500 écus d'or, à 1,6 fl SG l'écu. En 1610, l'écu valait 2 fl SG, et l'on ne recevait plus que 400 écus pour 800 fl SG.

d'investissement, prêts de bien public, etc.). On ne connaît les noms ni des débiteurs ni des créanciers d'une ville. Les motifs des crédits, les garanties, et toutes sortes d'autres éléments d'ordre explicatif restent cachés. Par la méthode du fichier, plus longue, plus compliquée, le gain qualitatif est appréciable.

I. Genève

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE

Vers 1550, l'endettement de la Seigneurie de Genève envers ses créanciers en Suisse avait atteint un niveau si élevé que l'on ressentit la nécessité d'intervenir pour réduire la dette publique. Le trésor de l'Arche, créé en 1536 à l'occasion d'un important emprunt émis à Genève même⁴, fut réorganisé en 1551 pour y rassembler l'argent nécessaire à l'amortissement de la dette. Il fallait absolument «se débasler»⁵. Aussi surprenant que cela puisse paraître, la Seigneurie se mit vers la même époque à accorder des prêts à intérêt. La surveillance de ces prêts ainsi que l'encaissement des intérêts et des remboursements étaient du ressort des trésoriers de l'Arche⁶. Ces derniers ne consacrèrent pas un carnet spécial aux quelques prêts qu'ils accordaient de temps en temps: dans leur livre des débiteurs de la Seigneurie, ils inscrivaient le nom du débiteur, la somme due, éventuellement le taux d'intérêt. Des mots comme «obligé», «obligation» ou «cédule» signifient qu'il s'agissait d'un prêt. Parfois, des dettes accumulées depuis un certain temps par des particuliers ou par des magistrats de la Seigneurie, étaient capitalisées et assimilées aux prêts à intérêt. Nous en avons également tenu compte. Tout remboursement partiel ou total était porté en compte. Un éventuel solde était reporté au livre de l'année suivante.

En 1565, on franchit une nouvelle étape. Le prêt public à long terme fut encouragé par une décision du Conseil. Le trésorier de l'Arche fut autorisé à prêter de l'argent «à cense sous hypothèques et cautions»⁷. En effet, plusieurs prêts furent accordés cette année-là par le trésorier de l'Arche. La possibilité qui lui était offerte de prêter de l'argent à intérêt semble s'être présentée en période de crise. «Sur ce qu'a esté raporté et mis en avant que pour ayder à suporter les charges qui sont grandes il seroyt bon de mettre à intérêt l'argent qui est en caisse...»⁸ J.-F. Bergier pense que les entreprises genevoises avaient besoin d'argent. Sous la pression de la forte demande de

⁴ AEG, Finances T 1, f° 1.

⁵ AEG, Finances U 1, f° 1.

⁶ AEG, Finances T 1.

⁷ AEG, Finances U 1, f° 214 v.; RC 60, f° 50 v. (4 mai 1565); MONTER, *Studies*, p. 29.

⁸ AEG, RC 60, f° 50 v. (4 mai 1565).

capitaux, le taux d'intérêt avait tendance à monter. A Genève, les gens exigeaient $8\frac{1}{3}\%$ au lieu des $6\frac{2}{3}\%$ que le Conseil avait autorisés en 1557⁹. L'argent coûtait cher. La Seigneurie put mettre des capitaux à la disposition des entreprises genevoises au taux d'intérêt officiel, comblant ainsi le vide qui s'était créé par le manque, voire la fuite de capitaux.

Trois ans plus tard, l'idée du crédit public connut son entière réalisation par la création, en 1568, du change public de Genève¹⁰. Cette institution de crédit travailla principalement avec la majeure partie des capitaux que la Seigneurie avait empruntés en Suisse en 1567, en 1568 et en 1569. Son but principal était de faire travailler l'argent emprunté. Avec les bénéfices que l'on pensait tirer du nouveau change on espérait pouvoir payer les intérêts en Suisse et financer une partie des remboursements. Environ 43 000 écus furent investis dans cette banque par le trésorier de l'Arche¹¹. De 1573 à 1578, les paiements et les recettes de l'Arche furent également surveillés par le changeur Pierre Chappuis, alors que le capital de quelques prêts encore accordés avant 1573 par le trésorier de l'Arche était encaissé par le changeur. Mais dans le domaine des crédits accordés, tout parallélisme disparut. A deux exceptions près, le changeur ne prêta plus de capitaux pour le compte de l'Arche, mais uniquement pour celui du change public. Le crédit financier public était devenu le monopole de la banque.

En mai 1579 commence la liquidation du change public qui, sous la gérance de Pierre Chappuis, était devenu une entreprise déficitaire. Déjà au cours du mois de septembre 1578, l'administration de l'Arche avait été retirée à Chappuis et confiée de nouveau aux syndics¹². Dorénavant les prêts à intérêt concédés par la Seigneurie de Genève étaient du domaine du syndic qui était trésorier de l'Arche. Compte tenu des mauvaises expériences faites avec le change public, la clientèle de l'Arche fut désormais peu nombreuse et restreignit le volume des fonds engagés. La liquidation du change public fut confiée à Etienne Gros.

En 1590, on dressa un relevé de toutes les obligations, cédules et concessions en possession du trésorier de l'Arche. A ce moment, la Seigneurie avait encore 44 débiteurs genevois qui lui étaient obligés à intérêt pour environ 3250 écus¹³. Cette liste ne comprend pas les débiteurs du change dont la poursuite était en 1590 toujours entre les mains d'Etienne Gros. La moyenne annuelle du volume des sommes dues par les débiteurs de la Seigneurie de 1550 à 1597 se situe vers 3500 écus. Au cours des cinquante-trois années que nous avons analysées, cet argent avait été prêté 18,5 fois,

⁹ BERGIER, *Taux d'intérêt*, pp. 105 ss.

¹⁰ Pour l'histoire générale du change public, cf. MONTER, *Change*, pp. 265-290.

¹¹ Le terme de « banque » est conforme au langage des syndics et du Conseil de Genève.

¹² AEG, Finances T 2, f° 46.

¹³ De même en 1591, en 1592 et en 1594. AEG, Finances T 6, pp. 2-5; T 7, pp. 1-4; T 8, pp. 1a-1d; T 10, pp. 3-5.

puisque le total des prêts accordés pendant cette période s'élève à environ 65 000 écus. En moyenne, chaque prêt avait donc été réinvesti tous les trente-trois mois.

Plus d'une fois les maxima et les minima des capitaux dus à la Seigneurie s'écarternt énormément de la moyenne annuelle (fig. 19). Les maxima se situent en 1558 (5000 écus), en 1571 (11 200 écus), en 1576 (10 300 écus) et en 1583 (8500 écus). C'est la période d'abondance de capitaux à Genève, par

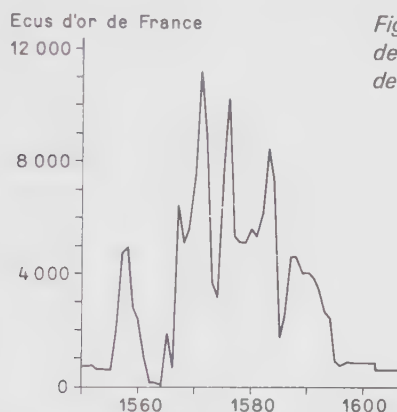


Figure 19: Les créances de la Seigneurie de Genève de 1550 à 1605.

suite d'importants emprunts réalisés en Suisse. Les minima se présentent en 1555 (600 écus), en 1564 (75 écus), en 1574 (2200 écus), en 1585 (1700 écus) et en 1602 (600 écus). Les sommes que les débiteurs rendaient n'étaient pas réinvesties immédiatement. Les trésoriers de l'Arche ne pratiquaient pas une politique systématique de crédit. Cela et le temps moyen relativement bref des prêts expliquent l'allure dentelée de la courbe des prêts accordés par la Seigneurie de Genève (fig. 19). Ce caractère fluctuant et modeste du crédit financier public correspond bien à la relative pauvreté de la Seigneurie.

B. LES BÉNÉFICIAIRES DU CRÉDIT FINANCIER DE LA SEIGNEURIE

La chronologie des prêts de la Seigneurie et la disparité de la clientèle confirment encore l'hypothèse selon laquelle le crédit financier des trésoriers de l'Arche n'obéissait pas à une politique d'investissement systématique. Trois domaines d'intervention financière semblent cependant se dégager du reste. Au besoin, la Seigneurie favorisa le prêt à intérêt à Genève lorsque le ralentissement économique ou une crise l'exigeaient. D'autre part, la sécurité politique de Genève et les guerres de religion en France contraignirent la Seigneurie à prêter des capitaux aux capitaines, aux entrepreneurs militaires et aux princes protestants. Mais, tout d'abord, il

s'agissait de poursuivre les débiteurs de la Seigneurie et de faire rentrer l'argent.

1. La poursuite des débiteurs de la Seigneurie

Au cours de la réorganisation de l'Arche en 1551, la Seigneurie confia au trésorier l'encaissement de quelques prêts accordés autrefois à des étrangers et à des gens du pays genevois. Dans le souci de récupérer ces quelque 700 écus, on encouragea les gens au remboursement en leur promettant une remise de 25% du capital¹⁴. L'argent rentra peu à peu dans l'Arche jusqu'en 1561.

Le 26 juin 1553, Rolette Buisson s'était obligée pour 762 1/2 écus: le 11 juin 1557, la dette de la femme d'Antoine Lect se montait à 1612 1/2 écus. Le remboursement de cette somme traîna jusqu'en 1563. Il fut assuré successivement par Jehan Loys Favre, par Philippe Claude, par Charles de Menton, et par la firme de Jehan et Antoine Lect dont Jehan Desires et Thomas Dufour étaient les associés¹⁵. François de la Bottière avait reçu 50 écus en 1559, 500 écus en 1560 et 522 écus en 1561. Ce dernier prêt provenait d'une vente à crédit d'une certaine quantité de sel que de la Bottière paya avec les intérêts. A la même époque, mais dans un contexte différent, se situent les dettes des malheureux trésoriers Claude Dupan et Jacques Desarts. Les deux hommes avaient tenu leurs livres de caisse d'une manière négligée. Les gabelles et amodiations avaient été mal ou point du tout encaissées. Les sommes perdues par leur négligence leur furent comptées comme dettes et par surcroît débitées avec intérêt. Claude Dupan s'obligea en 1557 pour la somme de 2300 écus et Jacques Desarts en 1558 pour 1460 écus. Les remboursements s'étalèrent sur plusieurs années. Desarts dut même assister à la confiscation et à la vente de ses biens¹⁶.

2. Les prêts accordés à des fins militaires et politiques

Après la rupture de la trêve de Vaucelle par le duc d'Albe, qui envahit avec les troupes espagnoles les Etats pontificaux en septembre 1556, et la riposte du duc de Guise qui, placé à la tête des forces françaises, envahit à son tour le royaume de Naples, la grande guerre entre la France et l'Espagne se ralluma sur les frontières du nord de la France. Avec une très forte armée espagnole, le duc Emmanuel-Philibert de Savoie assiégea alors Saint-Quentin défendu par l'amiral de Coligny.

Pour mener sa guerre, Henri II fit appel aux cantons suisses qui répondirent favorablement en envoyant leurs contingents en France. Leur itinéraire conduisit les capitaines et leurs compagnies à travers Genève en direction de Bourg-en-Bresse pour y entrer au service du roi de France. Les

¹⁴ AEG, RC 45, f° 281 (20 mai 1551), publié dans S. D. GE, II, p. 3.

¹⁵ AEG, Finances U 1, f° 110 v., 128 v.-129, 146, 161 v.-163, 184-185, 192 v.-193.

¹⁶ MONTER, *Studies*, pp. 21-22.

capitaines avaient cependant besoin d'argent pour l'entretien de leurs troupes. L'ambassadeur de France en Suisse n'avait pas les moyens d'avancer l'argent nécessaire aux officiers qu'il avait engagés. C'est ce qui ressort d'une lettre adressée au Conseil de Genève en avril 1558 par Christostinius von Fulach, bourgeois de Schaffhouse : il demande un prêt de 50 couronnes françaises et 150 couronnes italiennes pour payer ses soldats au nom du roi de France. Lui et d'autres capitaines doivent se rendre à Bourg-en-Bresse. Ensuite, ils se dirigeront sur Calais. Le roi de France ne pourra leur verser de l'argent au départ. Pour cette raison, il demande ce crédit à la Seigneurie de Genève¹⁷.

De 1556 à 1558 Genève avança ainsi quelque 3030 écus d'or à des capitaines venant du Valais, des Grisons, de Glaris, Saint-Gall, Schaffhouse, Soleure, Berne, Lucerne et Uri¹⁸. Chaque prêt fut remboursé en principe au

Capitaine	Ecus	Prêt	Remboursement
Des Grisons	500	1556	1557
De Baden	200	1556	1557
De Zoug	100	1556	1557
De Saint-Gall	150	1556	1557
D'Uri	30	1556	1557
Des Grisons (l'autre)	300	1556	1557
Du Valais	200	1557	1558
De Glaris	100	1557	1558
De Schaffhouse	200	1557	1558
Auprès de Baden-Landenberg	50	1557	1558
Des Grisons	400	1557	1557
Claude Chamot de Berne ¹⁹	200	1557	1560-1564
Peter Feer de Lucerne	200	1558	1560
Jacob Schmid de Lucerne	400	1558	1559
Conrad Graff de Soleure	100	1558	1559

Tableau 31 : Prêts accordés aux capitaines suisses par la Seigneurie de Genève de 1556 à 1558²⁰.

¹⁷ AEG, Finances U 1, f^o 96-100, 122-125, 143-147. Une lettre que Chrisostinius von Fulach, bourgeois de Schaffhouse et habitant à Thayngen, adressa le 10 avril 1558 de Schaffhouse au Conseil de Genève, donne les renseignements suivants : Fulach demande un prêt de 50 couronnes françaises et de 150 couronnes italiennes pour payer ses soldats au nom du roi de France. Lui et d'autres capitaines doivent se rendre à Bourg-en-Bresse. Ensuite ils se dirigeront sur Calais. Le roi de France ne pourra leur verser de l'argent au départ. C'est la raison pour laquelle il demande ce crédit à Genève. (AEG, Finances L 30, Fulach à Genève, 10 avril 1558.)

¹⁸ AEG, Finances U 1, f^o 120 v.-121.

¹⁹ « Hôte de la couronne à Berne ».

²⁰ AEG, Finances U 1, f^o 96 : « Obligés des prestz faictz aux capitaynes allemands passans par ici en guerre pour le roy. » Cf. SEGESSER, *Rechtsgeschichte*, I, p. 138.

bout d'une année, à l'exception des 200 écus prêtés à l'hôte de la couronne de Berne, Claude Chamot, qui fit faillite en 1559, et dont la dette ne fut remboursée qu'en 1564. Ce genre de crédit prit fin à Genève après la paix de Cateau-Cambrésis (tabl. 31).

Quatre ans plus tard, la situation se présenta sous un autre angle. La France vivait les premières années des guerres de religion. En avril 1562, Lyon fut prise par les protestants qui cherchèrent un soutien financier en Suisse. La Seigneurie de Genève emprunta à Bâle 3000 écus et les prêta début 1563 aux Lyonnais²¹. Les 3000 écus semblent avoir été demandés par Lyon pour le compte de l'amiral de Coligny et du prince de Condé à la recherche de capitaux pour financer ce que l'on appelle aujourd'hui « la première guerre de religion »²². Quelques mois plus tard, en automne de la même année, Claude Le Maistre ramena cet argent à Genève.

Encore quatre ans plus tard, le soulèvement des Pays-Bas fut à l'origine d'un autre prêt important accordé par la Seigneurie de Genève. Les désordres commencèrent aux Pays-Bas en août 1566. Philippe II prit assez vite la résolution de les réprimer et de châtier les coupables. Il chargea le duc d'Albe de rétablir l'ordre. Celui-ci réunit en Italie une petite armée, qu'il grossit en cours de route avec des mercenaires allemands. Genève obtint, pour toute éventualité, le secours d'une garnison française.

En peu de temps, on emprunta à Bâle quelque 20 000 écus, dont on se servit pour avancer à Paul de Monnans la solde d'une garnison française entretenue pendant trois mois à Genève « à cause du passage des Espagnols »²³. A la solde s'ajoutèrent encore les frais de voyage des troupes parties vers la mi-juillet pour Metz, le prix d'achat de 250 arquebuses et de 250 morions, avec les fournitures et les frais du transport de ces armes de Genève à Metz. Comprenant encore une cédule de 40 écus-pistoles, la somme que de Monnans promettait de rembourser s'élève à 8335 écus²⁴. En juin, Claude Le Maistre versa un acompte de 3535 écus au nom de George Obrecht, le Strasbourgeois de Lyon. Le remboursement des 4800 écus restants traîna pendant quelques années. Je n'en ai pas trouvé l'aboutissement. Toutefois, en 1573 encore, Pierre Chappuis note parmi les recettes de la Seigneurie deux paiements venant des « Lionnais »²⁵. Un si long délai d'attente n'est pas à exclure. Hugues Deroches et Nicolas Liffort, le Jeune, qui, entre autres Genevois, avaient emprunté 600 écus en 1567,

²¹ AEG, Finances U 1, f^o 200 v.-201, 232 v.-233. Pour le contexte, cf. MONTER, *op. cit.*, p. 26.

²² KINGDON, *The Coming*, pp. 118-119.

²³ AEG, Finances U 1, f^o 237 v.-238; MONTER, *Studies*, p. 29; CRAMER, *Seigneurie*, I, pp. 165-175.

²⁴ L.t. 21 669.4.—

²⁵ AEG, Commerce G 11, 1573, $\ddagger$ 1556.32.— en octobre et $\ddagger$ 103.41.— en novembre. Il n'est cependant pas à exclure qu'une partie de cet argent ait été due jusqu'à la fin du règne d'Henri IV. Cf. AEG, P. H., N^o 1896, 1998.

remboursèrent la moitié de leur dette en 1568 et l'autre moitié en 1572 seulement²⁶.

L'affaire suivante se situe durant la troisième guerre de religion en France. Le 21 janvier 1570, Claude Antoine de Vienne, seigneur de Clervant et de Coppet, bourgeois de Genève, obtint un prêt de 5000 écus²⁷. Esdras Roset lui avait confié cette somme à Bâle. De Vienne s'obligea à rembourser l'argent avec intérêt dans deux mois²⁸. Cet emprunt à court terme, Claude Antoine de Vienne l'avait réalisé pour le duc des Deux-Ponts²⁹ qui, en 1569 et au début de 1570, s'apprêtait à secourir les Huguenots en France. Genève récupéra par le change 2228 écus le 6 mars et 907 écus le 21 mars 1570³⁰. La paix de Saint-Germain, conclue le 8 août 1570, vint troubler le déroulement de l'affaire. Les princes allemands devaient payer les capitaines et les troupes mercenaires pour pouvoir les renvoyer chez eux. Le 2 octobre 1570, Claude Antoine de Vienne demanda à Genève un délai supplémentaire jusqu'en mai 1571 pour le remboursement des 1865 écus qu'il devait encore à la Seigneurie, « le duc des Deux-Ponts promettant lors payer les capitaines en la nécessité »³¹. Le 14 mai, Claude Antoine de Vienne présenta à nouveau ses excuses : « ... Messieurs des Deux-Ponts n'ont pas encore payé »³². La Seigneurie patienta jusqu'en 1582. Au cours de cette année et au cours de l'année 1583, la dette fut enfin liquidée par les bons soins du capitaine Monet et des banquiers Manfredo Balbani et Carlo Diodati³³.

Le 15 septembre 1575, le duc d'Alençon devenu duc d'Anjou, frère d'Henri III, s'enfuit du Louvre. Chef reconnu des malcontents et des huguenots, il prit la tête du parti révolté en France³⁴. Le 15 novembre 1575, il emprunta 2300 écus de la Seigneurie de Genève³⁵. Trois semaines auparavant, l'ambassadeur du prince Frédéric, comte palatin, avait déjà demandé un prêt de 6000 à 10 000 écus « ... pour la cause qui nous attache plus que nul autre... »³⁶. Le Conseil esquiva la demande, invoquant la pauvreté et les grandes charges de la ville³⁷. Le lendemain, le Conseil revint sur son refus de la veille. Sur l'intervention de Roset, de Malliet et de De la Pale, il accorda au Palatin un prêt de 2000 écus. On décida de faire délivrer la somme au change de Bâle et de n'en pas informer le Conseil des Deux

²⁶ AEG, Finances U 1, f° 246 v.-247 ; Finances T 2, f° 29.

²⁷ AEG, RC 65, f° 12 v. (21 janvier 1570), f° 37 (3 mars 1570).

²⁸ AEG, Finances K 1, f° 223.

²⁹ Pfalz-Zweibrücken.

³⁰ AEG, Finances T 2, f° 17.

³¹ AEG, RC 65, f° 150 (2 octobre 1570).

³² AEG, RC 66, f° 69 (14 mai 1571).

³³ AEG, Finances T 2, f° 70.

³⁴ LIVET, *Guerres*, pp. 18-19.

³⁵ AEG, Commerce G 10 ; RC 70, f° 175 v. (9 novembre 1575), voir également f° 176, 176 v., 177 v.

³⁶ AEG, RC 70, f° 165 (20 octobre 1575).

³⁷ Ibid.

Cents³⁸. Apparemment, on voulait éviter que tout le monde sache que Genève finançait le parti opposé au roi de France. Une autre demande, venant en novembre 1576 de la part du duc d'Anjou et d'Alençon pour un nouvel emprunt de 3000 écus, semble avoir été écartée³⁹. Les deux princes remboursèrent leurs dettes au mois de janvier 1577. François Villain récupéra l'argent qui avait été prêté au duc d'Alençon. Nicolas Liffort reçut le remboursement du comte palatin au change public de Bâle des mains d'Emmanuel Ryhiner⁴⁰.

En 1583, le duc Casimir, nouvel électeur palatin, présenta un plan de financement lui permettant de rassembler 50 000 écus, afin de pouvoir soutenir l'archevêque de Cologne qui était en train de transformer son archevêché en un Etat protestant et laïc. La part prévue pour Genève était un prêt de 2000 écus⁴¹. Le Conseil décida de lui accorder la somme demandée⁴². Elle fut délivrée à Montbéliard par Lucas Iselin de Bâle⁴³. Une fois de plus, Genève avait accordé un prêt par l'intermédiaire de la banque bâloise. Le duc Casimir remboursa les 2000 écus en 1585. Ce fut la firme de Paulus Formberg et Hans Bosch et Co. de Nuremberg qui réalisa cette transaction par son correspondant genevois, Gabriel Rinstevand⁴⁴, auquel la Seigneurie rendit l'obligation du duc. En 1587, Genève fournit de l'argent et des armes « tant au Sr Cugier et Veysina et aux capitaines de Neufchastel allant en Dauphiné que à Monseigneur de Chastillon comte de Colligny, général de l'infanterie française en l'armée étrangère, ..., le tout pour le service de la Majesté du Roy de Navarre et des Eglises de France »⁴⁵. Il s'agit de 3659 écus en espèces et de 100 piquets en armement⁴⁶. Ce fut le dernier prêt accordé par la ville de Genève par solidarité politique ou religieuse avec les protestants. La guerre de 1589 rendit d'autres prêts absolument impossibles.

3. Les interventions dans l'économie genevoise

Par suite de l'arrêt du 4 mai 1565⁴⁷ la Seigneurie accorda des prêts à six firmes genevoises (tabl. 32) qui absorbèrent en peu de temps la somme de 1900 écus. Tous ces prêts étaient gagés sur les immeubles des débiteurs, qui remboursèrent leurs dettes dans le délai d'un à trois ans conformément aux stipulations des obligations.

³⁸ AEG, RC 70, f° 165 v. (21 octobre 1575).

³⁹ ROTT, *Histoire*, II, p. 354.

⁴⁰ AEG, Commerce G 10, G 11 ; Finances K 1, f° 224.

⁴¹ AEG, RC 78, f° 65 (1^{er} mai 1583).

⁴² AEG, RC 78, f° 68 v. (3 mai 1583).

⁴³ AEG, RC 78, f° 78 (30 juin 1583), f° 98 v. (1^{er} juillet 1583).

⁴⁴ AEG, Finances T 2, f° 83.

⁴⁵ BPU Genève, Manuscrits, Archives Tronchin, vol. 3, N° 41.

⁴⁶ Fl GE 16 209.6.—, ‡ 120 et L. t. 3830.

⁴⁷ AEG, RC 60, f° 50 v. (4 mai 1565).

Nom de la firme		Ecus prêtés	Prêt en 1565	Remboursement
Principal :	François <i>Sarasin</i>	500	16 mai	1566-1568
Associés :	Henri <i>Clément</i> , Roland <i>Taccon</i>			
Principal :	Jacques-Nicolas <i>Vuillet</i>	200	17 mai	1566-1567
Associés :	Humbert <i>Carrier</i> , George <i>Tissot</i> , (hôte) Aymé <i>Bonnard</i>			
Principaux :	Charles <i>Goula</i> , Jean <i>Rosset</i>	800	22 mai	1566-1567
Associés :	François <i>Goula</i> , Jean <i>Brom</i>			
Principal :	Paistremond <i>Pellouz</i> , (hôte),	100	25 mai	1566
Associés :	Jacques <i>Conte</i> , (boucher), Pierre <i>Odet</i>			
Principal :	Odet <i>Chenelat</i>	200	8 juin	1568-1570
Associés :	Jean <i>Desire</i> , Jean <i>Delacroux</i>			
Principal :	Antoine <i>Mugner</i>	100	15 août	1566
Associés :	Aymé <i>Manuel</i> , Aymé <i>Bonnard</i>			

Tableau 32 : *Firmes genevoises empruntant l'argent de la Seigneurie en 1565.*

En 1570, les moissons et les vendanges furent médiocres. Il s'ensuivit une grande cherté, à laquelle s'associa encore la peste. Ce fut le début de plusieurs années de misère. En 1571, la peste sévit toujours et on manqua de blé. De l'année 1572, on dit qu'elle connut de grandes gelées. Le froid régna déjà à partir du mois de septembre⁴⁸. En 1568, la coupe de froment à Genève avait encore valu en moyenne 4,9 florins. Dès lors ce prix augmenta chaque année, atteignant 11,9 florins en 1573, se maintenant au niveau de 11,4 fl en 1574 et ne diminuant que par la suite. Ce phénomène ne resta pas limité à Genève. Il y eut une « grande cherté en tout le pays des ligues »⁴⁹. Au cours de ces années, le Conseil dut réglementer sévèrement le commerce du blé, ainsi que la fabrication et la vente du pain⁵⁰. A la fin de l'hiver 1570/1571, il fut informé du fait qu'on avait « baillé à Florent de Fer 300 écus pour acheter du

⁴⁸ PIUZ, *Climat*, p. 611.

⁴⁹ AEG, RC 66, f° 116 (18 septembre 1571).

⁵⁰ Cf. les nombreuses indications dans les RC GE des années en question.

blé»⁵¹. L'été 1571 n'apporta pas le soulagement souhaité. Le blé manquait toujours. En septembre, le Conseil recommanda «aux syndiques d'en recouvrer au meilleur prix»⁵². Le 8 octobre, il fut décidé «que messieurs les deux premiers syndiques puissent prester à ceux de la ville qu'ilz trouveront solvables d'argent pour y employer sans caution et aux aultres avec caution avec charge qu'ilz promettentront de ne employer seulement en blé et de ne le débiter ailleurs qu'en la ville»⁵³. L'action fut mise en train immédiatement. Un premier prêt avait déjà été accordé au cours de la dernière semaine du mois de septembre. A partir du 8 octobre cependant, les syndics avancèrent plusieurs sommes en peu de temps⁵⁴.

En quelques semaines, la Seigneurie avait ainsi avancé la somme de 3780 écus à une quinzaine de Genevois (tabl. 33). A la fin de l'hiver 1571/1572 quelques-uns d'entre eux ramenèrent du blé pour la totalité ou pour une partie de l'argent reçu. Ils furent remerciés pour leurs services et quittes de leur dette. D'autres, qui n'avaient pas trouvé de blé, rendirent l'argent avec intérêt. Il arriva aussi que ceux qui avaient emprunté de l'argent en 1571 pour acheter du blé ne ramenèrent ni blé ni argent, mais qu'ils utilisèrent le capital à d'autres fins. Ainsi Aimé Vindret remboursa sa dette en 1577 seulement⁵⁵. Gabriel de Laune et Guillaume Robillard eurent beaucoup de peine à rembourser leur dette de 400 écus. Peu à peu, Robillard réussit à payer la moitié de la somme avec les intérêts. Gabriel de Laune fut moins heureux. N'ayant rien versé pendant huit ans, sa dette fut évaluée, le 25 août 1579, à 328 écus, le jardin et les «hutins» qu'il possédait au Pré-l'Evêque furent saisis et vendus pour ce prix en paiement de l'obligation⁵⁶. Le remboursement final des 300 écus empruntés par Jean Pertemps se fit attendre plus longtemps encore. En décembre 1572, le trésorier de l'Arche récupéra 100 écus-pistoles, puis plus rien⁵⁷. En septembre 1595, enfin, la maison de Pertemps fut vendue pour le prix de 311²/₃ écus, qui furent placés dans l'Arche en paiement de l'obligation⁵⁸.

Une crise financière dut être évitée en 1579. Avec la destitution de Pierre Chappuis du change public et la liquidation de la banque publique genevoise, le problème de la succession, voire de la continuité, se posait. Il fut résolu dans les faits de la façon suivante: Charles Gros fut chargé de faire rentrer les avances faites par Chappuis⁵⁹. Il s'en occupa au moins

⁵¹ AEG, RC 66, f° 36 v. (27 février 1571).

⁵² AEG, RC 66, f° 116 (18 septembre 1571).

⁵³ AEG, RC 66, f° 124 (8 octobre 1571).

⁵⁴ Le change public fut fermé de novembre 1571 à mai 1572. MONTER, *Change*, p. 274.

⁵⁵ AEG, Commerce G 11.

⁵⁶ AEG, Finances T 2, f° 51.

⁵⁷ AEG, Finances T 2, f°s 34 et 43.

⁵⁸ AEG, Finances T 2, f° 7.

⁵⁹ MONTER, *op. cit.*, p. 281.

Prêt		Nom	Remboursement		
Date	Ecus		Date	Mode	
1571					
21 septembre	100	Ami de Chateauneuf	16 février	1572	Espèces
8 octobre	200	Gabriel de Laune et Guillaume de Robillard	1576-1578		Espèces
	100	Pierre Tacanel	Mars	1572	Froment et espèces
10 octobre	200	Baptiste Decroso		1572	Espèces
13 octobre	220	Claude Gallatin, secrétaire		1572	Froment
	200	Dominique Chabrey et Pierre Chouppin	Mai	1572	Espèces
	200	François Richard, hospitalier	Février	1572	Blé et espèces
17 octobre	100	Gabriel Pottu		?	
18 octobre	200	Ami de Chateauneuf	Mai	1572	Espèces
	200	Jean Canal	Mai	1572	Froment
19 octobre	100	Jean Jandoz		1572	Froment
23 octobre	100	Jean de Baptista	Mai	1572	Froment
26 octobre	100	Jean Jandoz		1572	Froment
	100	Pierre Tacanel	Mars	1572	Froment et espèces
27 octobre	100	Gabriel Pottu		?	
29 octobre	100	Jean Jandoz		1572	Froment
1 ^{er} novembre	100	Jean Jandoz		1572	Froment
4 novembre	50	Ami Vindret	Février	1577	Espèces
6 novembre	200	Jean Jandoz		1572	Froment et espèces
7 novembre	200	Gabriel de Laune et Guillaume de Robillard		1579	Confiscations
13 novembre	300	Jean Pertemps	Septembre	1595	Vente de sa maison
22 décembre	100	Jean de Baptista	Mai	1572	Froment
24 décembre	180	Gabriel Pottu (écus pistoles 186 florins 3.4.—)		?	
1572					
4 janvier	130	Jean de Baptista	Mai	1572	Froment et espèces

Tableau 33: Sommes avancées en 1571 par la Seigneurie de Genève pour l'achat du blé⁶⁰.

⁶⁰ AEG, Finances T 2, f^{os} 33-34, 47, 51 ; Finances T 11, f^o 7 ; Commerce G 10, G 11.

jusqu'en 1589⁶¹. Domaine Maillet continua de faire le change des espèces, ce dont il s'était occupé depuis 1575 déjà⁶². Le trésorier de l'Arche lui avançait des capitaux de fonctionnement allant de 1200 écus à 3000 écus. Son affaire marcha très bien. En 1579, les bénéfices touchés par la Seigneurie sur les 3000 écus qu'elle avait investis dans le change des monnaies s'élevaient à 31,4% et en 1580 à 27,5%. Lorsqu'en 1581, le contrat de Domaine Maillet prit fin, la Seigneurie lui confia la frappe des monnaies et lui prêta à cette fin 2000 écus d'or de France et 1000 écus pistoles. Le Conseil avait cependant appris de l'activité antérieure de Domaine Maillet qu'elle avait profité à la Seigneurie. Il décida par conséquent encore l'ouverture de deux « boutiques » de changeurs, confiant à ces derniers le monopole du change des espèces et leur accordant au besoin quelques milliers d'écus en prêt. En plus de ces deux nouveaux changeurs de la Seigneurie, Maillet put maintenir sa propre boutique de change « comme ancienneté »⁶³.

Le prêt à intérêt était assuré par le trésorier de l'Arche. En 1579, Etienne Gros avait encore accordé des avances d'une valeur totale de 5123 écus⁶⁴. A partir de 1580 ce genre de crédit public rentra à nouveau dans le domaine du syndic de l'Arche. Au cours des dix années qui suivirent, le trésorier de l'Arche accorda encore 50 prêts d'un volume de 17 400 écus. Ces capitaux, prêtés au taux de 8 1/2 %, furent presque tous remboursés dans des délais allant d'un mois à un an et demi. A partir de 1590, le crédit public fut pratiquement arrêté. La guerre força la Seigneurie à diriger ses capitaux vers les dépenses militaires. La guerre éteignit donc ce qui était encore resté, après 1579, du crédit public à Genève (fig. 20).

II. Fribourg

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE

Dans le cas de la ville de Fribourg, il faut distinguer les prêts financiers des avances de fonctionnement. Ces dernières ont été assez fréquentes dans le domaine du ravitaillement de Fribourg en sel. Les intendants du sel travaillaient en général avec un capital de base qui leur permettait d'acheter et de vendre leur marchandise. Chaque année, ils versaient à la trésorerie le bénéfice de leur commerce. De temps en temps, ils manquaient cependant d'argent comptant pour leurs achats. A ce moment-là le trésorier leur avançait de 100 à 400 écus à vue et à moyen terme. Considérant ces prêts

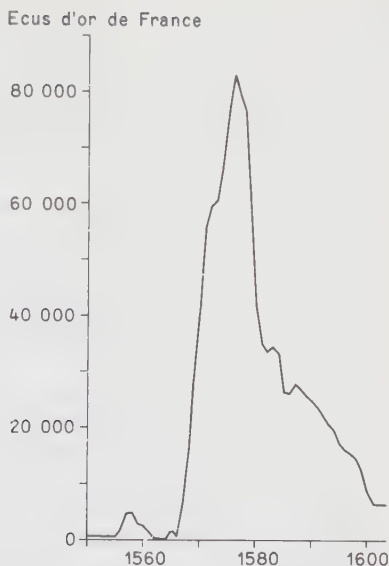
⁶¹ Dernier versement : 700 fl le 3 juillet 1589. AEG, Finances T 5, f° 9.

⁶² MONTER, *Change*, p. 276.

⁶³ AEG, RC 75, f° 226 v. (19 décembre 1589), publié dans S.D. GE III, pp. 381-382 ; AEG, Finances T 2, f° 61, 67, 77, 84 ; RC 78, f° 67 (6 mai 1583).

⁶⁴ 5300 écus pistoles.

Figure 20 : Le crédit public à Genève;
« Arche » plus « change ».



plutôt comme une augmentation momentanée du capital de fonctionnement de la régie du sel, je n'en ai pas tenu compte dans mes considérations sur le crédit financier de la ville de Fribourg.

La même réserve doit être émise en ce qui concerne les crédits accordés dans le domaine de l'industrie drapière. En 1569, le trésorier Anton Krummenstol avait avancé 600 écus d'or de France et 400 écus pistoles à deux Fribourgeois, l'avoyer Ratzé et le bailli Russico, pour pouvoir acheter de la laine à Lyon⁶⁵. Il acheta également pour 2393 écus les 119 ballots ou 232¹/₂ quintaux de laine que Niklaus Gottrau et Hans Erhard avaient ramenés en 1572⁶⁶. Le trésorier Bartlomé Reynauld confia aussi 1000 écus en testons au capitaine Ratzé dans le dessein de se procurer de la laine pour Fribourg⁶⁷. Cette laine brute fut revendue à Fribourg, et le produit de la vente reentra de nouveau dans la caisse du trésorier. On trouve des postes de ce genre dans presque chaque compte semestriel entre 1569 et 1590. Mais je ne les ai pas non plus retenus parmi les affaires de crédit financier, admettant qu'il s'agit ici d'une intervention étatique pour ranimer, dans une période de fléchissement conjoncturel, une industrie autrefois vitale pour Fribourg. En 1579 cependant, un véritable prêt à intérêt de 2000 écus d'or de France fut accordé à l'entreprise Hans Ratzé, Ulrich Wild, Hans Wild, Lorenz Burckard et Co. C'était encore une tentative visant à raviver la draperie fribourgeoise au moyen du « Verlagssystem », sans succès⁶⁸.

⁶⁵ AEF, C. t. N° 334, 1569 II.

⁶⁶ AEF, C. t. N° 340, 1572 II, L. FR 12 563.5.—.

⁶⁷ AEF, C. t. N° 346, 1575 II.

⁶⁸ AEF, C. t. N° 354, 1579 II ; PEYER, *Wollgewerbe*, pp. 85-86.

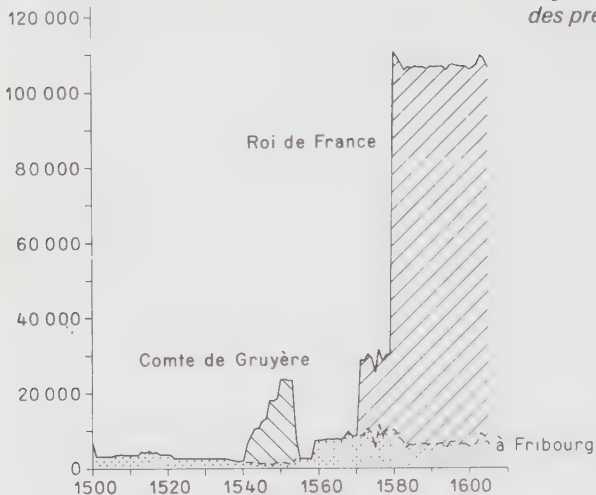


Figure 21 : Evolution du volume des prêts fribourgeois.

Quant aux autres prêts, à ceux qui n'avaient pas de but économique semi-public, une autre distinction s'impose. Parmi les bénéficiaires du crédit financier de la ville de Fribourg, deux clients sortaient du lot : le comte de Gruyère de 1540 à 1554 et le roi de France à partir de 1571⁶⁹. Pour le reste, les sommes prêtées restèrent modestes au cours de la première moitié du siècle, jusqu'en 1558. Dans l'ensemble, elles ne dépassèrent jamais le plafond de 5000 écus. En moyenne, ces débiteurs divers devaient à la ville de Fribourg 2818 écus par année. A partir de 1559 le plafond s'établit à 12 000 écus, la moyenne annuelle restant avec 7925 écus nettement inférieure (fig. 21). Elle était néanmoins 2,8 fois plus élevée que celle de la première moitié du siècle. Cela tenait d'une part au fait que la ville de Fribourg avait été endettée pendant de nombreuses années jusqu'en 1565. Elle ne disposait pas des fonds nécessaires au commerce de l'argent, étant obligée de donner la priorité à l'amortissement de sa propre dette⁷⁰. Peut-être qu'aucune demande assez intéressante pour que la ville réponde ne s'était-elle présentée. Les prêts et les crédits accordés dès 1540 au comte Michel de Gruyère en tout cas freinèrent pendant quatorze années les remboursements de la dette fribourgeoise, importante depuis l'acquisition d'une partie du Pays de Vaud. Les Fribourgeois ont-ils favorisé le comte de Gruyère simplement en bons voisins ?

A partir de 1565, la fortune financière de Fribourg dépassa la dette publique. Depuis 1559 déjà, le volume des capitaux prêtés avait augmenté. Néanmoins la capacité financière de la ville fut plus qu'absorbée par le roi

⁶⁹ Fribourg prêta au roi de France 20 000 écus en 1570/1571 et se porta caution envers les créanciers bâlois du roi en 1580 pour encore 80 000 écus.

⁷⁰ *Infra*, Quatrième partie, II.

de France, une première fois en 1571 et une seconde fois en 1580. A chaque fois, Fribourg dut faire des dettes pour pouvoir répondre aux demandes pressantes de l'ambassadeur royal. Vers 1570, la ville de Fribourg s'engagea aussi dans des achats de laine afin de pourvoir de matière première son industrie drapière décadente. A la même époque, les recettes ordinaires et les recettes globales commencèrent à régresser. Elles continuèrent à évoluer ainsi jusqu'au-delà de l'année 1590. Assurer l'activité économique, l'équilibre budgétaire et, dans la mesure du possible, l'amortissement de la dette publique, fut la préoccupation dominante de la trésorerie fribourgeoise au cours des trente dernières années du XVI^e et au début du XVII^e siècle. Pour cette raison, il n'était pas pensable d'augmenter encore davantage le crédit public général.

Toutefois, ce crédit public évolua au cours du XVI^e siècle (tabl. 34). Nous avons déjà constaté les différences entre les deux périodes en ce qui concerne le volume des sommes dues à la ville. La même évolution apparaît quant à la fréquence des nouveaux prêts. De 1501 à 1560 on en comptait entre un et six par décennie; de 1561 à 1600 entre 14 et 31 par décennie. Pour les cinq premières années du XVII^e siècle, le nombre s'élève même à 32 nouveaux prêts. La décennie au cours de laquelle la ville investit le plus d'argent, en dehors des grandes affaires du comte de Gruyère et du roi de France, est

Années	Nombre de prêts	Ecus d'or	
		Total	Moyenne
1501-1510	4	945	236
1511-1520	6	1 495	249
1521-1530	1	100	100
1531-1540	3	415	138
1541-1550	3	605	202
1551-1560	4	6 625	1656 ⁷¹
1561-1570	14	3 135	224
1571-1580	31	20 635	665
1581-1590	21	2 805	134
1591-1600	31	3 595	116
1601-1610	32	9 700	303
Total ⁷²	150	50 055	334

Tableau 34: Nombre, sommes et moyennes décennales des prêts accordés par Fribourg.

⁷¹ Cette moyenne très élevée provient de ce que j'y ai inclus deux prêts accordés au seigneur de Villarsel: 1500 écus en 1554 et 4600 écus en 1559. La moyenne des prêts restants s'établit à 263 écus.

⁷² A titre de comparaison: 18 230 écus prêtés au comte de Gruyère et 100 000 écus avancés au roi de France.

celle de 1571 à 1580, située au début de la période de ralentissement économique. 41,2% de l'ensemble de ces prêts particuliers avaient été accordés au cours de ces années-là. La moyenne décennale des sommes prêtées évolue en général entre 100 et 300 écus. Les 665 écus obtenus pour la période de 1571 à 1580 laissent encore apparaître la particularité de ces années.

B. LA VILLE DE FRIBOURG CRÉANCIÈRE DU COMTE DE GRUYÈRE

Lorsque Michel succéda en 1539 à son père Jean II, comte de Gruyère, la dette que celui-ci avait envers la ville de Fribourg s'élevait à 900 écus, ce qui n'était pas énorme. Mais le comté semble aussi avoir été gravement hypothéqué en faveur d'autres créanciers⁷³. En 1552 cependant, la ville de Fribourg devait se présenter à la liquidation du comté comme la partie pouvant exiger la somme la plus élevée⁷⁴. L'énorme créance fribourgeoise sur le comté avait été l'œuvre du jeune comte Michel «seigneur hospitalier et chevaleresque, mais insouciant et prodigue»⁷⁵. Au début de l'année 1541, il avait emprunté déjà 4000 écus, quelques mois après encore 1000 écus⁷⁶. L'année suivante, la ville avait vendu au comte des armures, des lances et d'autres matériels de guerre pour 1114 écus, à crédit, parce que son client ne pouvait pas payer. Comme il n'avait pas encore versé l'intérêt échû des 4000 écus, on avait capitalisé immédiatement 200 écus. En même temps, Michel avait reçu 686 écus comptants, pour arrondir le prêt, et dû signer finalement une obligation de 2000 écus⁷⁷. Sa dette s'élevait alors à 7000 écus.

En 1543, il était toujours incapable de payer les intérêts de 350 écus qui furent encore capitalisés à l'occasion d'un nouveau prêt de 1500 écus⁷⁸. L'année suivante, la ville lui accorda 1000 écus dont elle déduisit presque la moitié pour des intérêts échûs⁷⁹. En 1545, elle versa pour le comte Michel 1000 écus à son beau-frère, le seigneur de Villarsel, et 680 écus à Lützelmann de Bâle⁸⁰. Hans Lenzburger reçut 600 écus de la ville en 1546 pour une obligation que le comte n'avait pas pu rembourser à cause de son insolvabilité⁸¹. Fribourg prêta à ce dernier encore deux fois 5000 écus. Mais chaque fois, soit en 1547 et en 1550, le trésorier de la ville déduisit les

⁷³ RENNEFAHRT, *Geltstag*, p. 340.

⁷⁴ *Op. cit.*, pp. 328 et 368.

⁷⁵ DIERAUER, *Histoire*, III, p. 353.

⁷⁶ AEF, C. t. N° 277, 1541 I; N° 278, 1541 II.

⁷⁷ AEF, C. t. N° 279, 1542 I.

⁷⁸ AEF, C. t. N° 281, 1543 I.

⁷⁹ AEF, C. t. N° 283, 1544 I.

⁸⁰ AEF, C. t. N° 285, 1545 I; N° 286, 1545 II.

⁸¹ AEF, C. t. N° 288, 1546 II.

intérêts et ne versa que le solde au comte⁸². Pour pouvoir mieux répondre à l'énorme appétit d'argent de ce dernier, Fribourg empêcha en 1546 la distribution de la pension française par rôle et partiellement celles de 1549 et de 1552. La ville réduisit aussi les dépenses courantes, particulièrement dans le domaine des déplacements et de l'achat de draps pour les habits de fonction. De temps à autre, il fallut même recourir à l'emprunt pour disposer d'assez de numéraire pour Monsieur le Comte. A partir de 1545 déjà, Fribourg avait dû payer à Lucerne régulièrement les intérêts d'une obligation de 1500 écus que le comte Michel devait aux héritiers de Jacob Feer. Il en alla de même pour une créance de 1500 écus que Verena Köchli de Schwytz avait sur le comté de Gruyère⁸³. Du prêt de 5000 écus qu'il sollicita à Fribourg, le comte Michel ne toucha presque pas d'argent. Le trésorier Peter Fruyo retint d'abord l'intérêt pour trois ans de 21 710 écus dus au 7 mai 1547. Trois fois 1085 1/2 écus font déjà 3256 1/2 écus auxquels s'ajoutèrent les intérêts composés de 162 écus 3 livres et 12 sols. Une troisième retenue de 822 écus 1 livre fut faite pour les obligations sur le comté et sur la Bastia, que Fribourg avait accepté de rembourser envers l'avoyer von Wengi et envers les héritiers de l'ancien avoyer Peter von Praroman⁸⁴. La somme des déductions s'élevait à 4241 écus. Le comte Michel reçut encore 759 écus comptants, ce qui ne fut même pas suffisant pour s'acquitter l'année suivante des intérêts pour lesquels il lui fallait réunir 1335 1/2 écus.

A ce rythme, il n'était pas étonnant que la ville de Fribourg fût valoir en 1552 des créances d'un montant de 30 000 écus comprenant les capitaux prêtés et trois arrérages pour les intérêts⁸⁵. Lorsqu'au cours de cette année-là le comte se présenta à Fribourg pour un nouvel emprunt, il essuya un refus clair et net. Les Fribourgeois ne voulaient pas s'engager au-delà des 30 000 écus qu'il leur devait déjà. A la fin de l'année 1554 s'ajoutèrent encore les intérêts de deux années. Fribourg déduisit du total les 6000 écus qui représentaient la différence entre le prix d'achat de Corbières et le montant des dettes gagées par cette seigneurie⁸⁶. Au moment de la banqueroute financière du comté de Gruyère, en 1555, Fribourg avait encore plus de 25 000 écus à exiger⁸⁷. Avec le partage du comté entre Fribourg et Berne, les créances fribourgeoises envers le comte s'éteignirent⁸⁸.

⁸² AEF, C. t. N° 289, 1547 I; N° 295, 1550 I.

⁸³ AEF, C. t. N° 285, 1545 I.

⁸⁴ AEF, C. t. N° 295, 1550 I.

⁸⁵ RENNEFAHRT, *op. cit.*, p. 328. Les comptes des trésoriers donnent 29 448 écus.

⁸⁶ Corbières fut acheté pour 17 000 écus. Fribourg prit sur elle des dettes d'environ 10 000 écus gagées sur Corbières, paya 1000 écus comptants et déduisit 6000 écus de la créance qu'elle avait sur le comte de Gruyère.

⁸⁷ RENNEFAHRT, *op. cit.*, p. 368.

⁸⁸ Pour toute la liquidation, cf. *op. cit.*, pp. 321-404.

C. AUTRES PRÊTS

Le comte de Gruyère ne fut pas le seul noble du pays à avoir besoin du crédit de Fribourg. Le seigneur de Villarsel fut aussi peu chanceux que son illustre voisin et beau-frère. Comme le comte de Gruyère, il s'engagea dans des dettes dont il ne réussit plus à se débarrasser sans céder du territoire. En 1558, il paya à Fribourg les intérêts d'un capital de 1400 écus et annula cette dette en vendant Attalens à la ville de Fribourg. En 1559 cependant, il s'était de nouveau endetté envers Fribourg pour 4600 écus. Au cours de l'année 1573, il obtint un nouveau prêt de 1000 écus en testons pour une durée de trois ans, délai qu'il ne respecta pas. A partir de 1576, la ville de Vevey dut payer les intérêts à sa place. En 1578, il fut obligé de vendre la seigneurie de Pont et réussit ainsi à régler ses dettes à Fribourg⁸⁹.

Les prêts accordés aux autres nobles du pays étaient moins importants, allant de 30 à 400 écus, tels ceux accordés aux seigneurs de Vaulruz (120 écus en 1504), d'Estavayer (30 écus en 1507), de Cugy (285 écus en 1513), de Combremont (300 écus en 1536), de Vuadens (290 écus en 1549), de Montricher (300 écus en 1554), d'Attalens (300 écus en 1584), de Gorgier (100 écus en 1595) et à l'abbé de Marsens (400 écus en 1579). Le seigneur de Viry paya les intérêts d'un capital de 750 écus au nom du duc de Savoie pendant toute la première partie du XVI^e siècle, jusqu'en 1536. L'ancien secrétaire du duc de Savoie, Jean de Furno, emprunta 260 écus en 1513 contre le dépôt d'une chaîne d'or. En 1578, le seigneur du Mollard, secrétaire de l'ambassadeur de Savoie, emprunta 2000 écus dont la confrérie de Thonon assura le remboursement en 1604.

Les églises de Fribourg n'avaient pratiquement pas besoin du crédit de la ville. On les trouve plutôt parmi les créanciers de cette dernière. En 1520 cependant, Fribourg avança 100 écus aux Augustins. Le chapitre de Saint-Nicolas emprunta 180 écus au cours de la quatrième année du XVII^e siècle. Entre ces deux dates, aucun prêt ne fut accordé par la ville aux églises fribourgeoises. Seul l'administrateur de l'hôpital des pestiférés⁹⁰ reçut 220 écus en 1588. Pour les 1200 écus avancés en 1579 à l'abbé d'Hauterive, les intérêts furent payés par Pierre Vallier, chapelain du Landeron, et le remboursement fut assuré par la ville de Neuchâtel au nom de sa comtesse Marie de Bourbon.

Les capitaines partant pour le service étranger utilisaient aussi le crédit financier de la ville. En 1515, Peter Rüschli emprunta 450 écus, et Hans Schmid demanda 200 écus pour se rendre à Gênes. Cela ne devint pas une habitude: cinquante-trois ans passèrent avant que Fribourg ne prêtât à nouveau de l'argent aux capitaines. De 1568 à 1573⁹¹, des hommes d'Unterwald empruntèrent de l'argent à Fribourg: Hans Lussi et Peter zum

⁸⁹ AEF, C. t. N° 352, 1578 II.

⁹⁰ Siechenvogt.

⁹¹ Deuxième et troisième guerres de religion en France. LIVET, *Guerres*, pp. 15-16.

Wissenbach (300 écus en 1568), Melchior von der Flüe (500 écus en 1568), Hans Lussi (500 écus en 1570), Melchior von der Flüe avec Peter zum Wissenbach et le landamann Waser (1080 écus en 1573). Ces avances étaient prévues en principe pour quelques mois seulement, pour une année au maximum. Les sommes furent rendues, les unes dans les délais, les autres avec beaucoup de retard⁹². En 1576, Melchior Lussi et le landamann Ziegler d'Unterwald empruntèrent 1000 écus en testons du roi. Les capitaines fribourgeois vinrent également se pourvoir en argent auprès du trésorier de la ville. En 1575, Peter Vögeli reçut 2500 écus qu'il remboursa encore au cours de la même année. Ulrich von Englisberg et le banneret Garmiswil empruntèrent chacun 1000 écus en 1576 pour trois ans. La même année encore, Bellièvre, seigneur de Hautefort et ambassadeur de France, obtint une avance de 3000 écus, certainement aussi pour pouvoir lever des troupes. Cette somme fut rendue à Fribourg l'année suivante par les mains de Balthasar de Cressier⁹³. En 1603 il y eut encore quelques prêts de ce genre, qui s'étaient probablement produits à l'occasion de l'intervention des sept cantons catholiques en Valais⁹⁴. Ces avances accordées aux capitaines fribourgeois et confédérés s'élèvent pour tout le siècle à 15 210 écus, c'est-à-dire à 30% des prêts courants de Fribourg.

Le crédit fourni aux communes et aux habitants du pays n'était pas aussi élevé: 6660 écus ou 13,3% des prêts. Les trésoriers de Fribourg n'ont pas toujours indiqué la raison de ces prêts. Quelques exemples cependant font penser que les bourgeois de la ville de Fribourg avaient commencé à acheter des biens immobiliers à la campagne: un pré, une forêt, une montagne⁹⁵. Des recherches approfondies dans ce domaine révéleront peut-être qu'au cours de la seconde partie du XVI^e siècle, Fribourg connut un changement de ses structures économiques, évoluant de l'industrie drapière et de la tannerie à l'élevage alpestre et laitier et par conséquent à l'industrie du fromage⁹⁶. Les prêts accordés directement aux communes et à leurs habitants furent néanmoins plus nombreux que ceux concédés aux bourgeois de la ville afin de leur faciliter par le crédit l'acquisition de biens à la campagne (86% contre 14%). Les investissements s'étaient aussi dirigés de préférence vers les nouveaux pays: vers Corbières, vers les Pays de Gruyère et de Vaud (fig. 22). La mise en valeur de ces régions semble avoir été un des traits marquants du

⁹² Exemple: Von Flüe, Waser et zum Wissenbach empruntèrent 1080 écus en 1573 pour trois mois. En 1579 seulement, un premier remboursement de 792 écus arriva. Le reste rentra en 1583.

⁹³ Cinquième et sixième guerres de religion en France. LIVET, *Guerres*, pp. 19-20.

⁹⁴ DIERAUER, *Histoire*, III, pp. 507 ss.

⁹⁵ Carl Fruyo remboursa en 1582 la somme de 280 écus pour un prêt obtenu l'année précédente « à cause de l'achat des biens à Broc ». Hans Fruyo paya des intérêts à partir de 1585 pour un capital prêté à l'occasion de la vente d'un pré. Pierre Dupré et Jehan Pilet firent de même à partir de 1592. Peter Brunisholz reçut en 1600 un prêt de 360 écus, en rapport avec l'achat d'une montagne à Jaun.

⁹⁶ MORARD, *Enclosures*, pp. 274 ss.

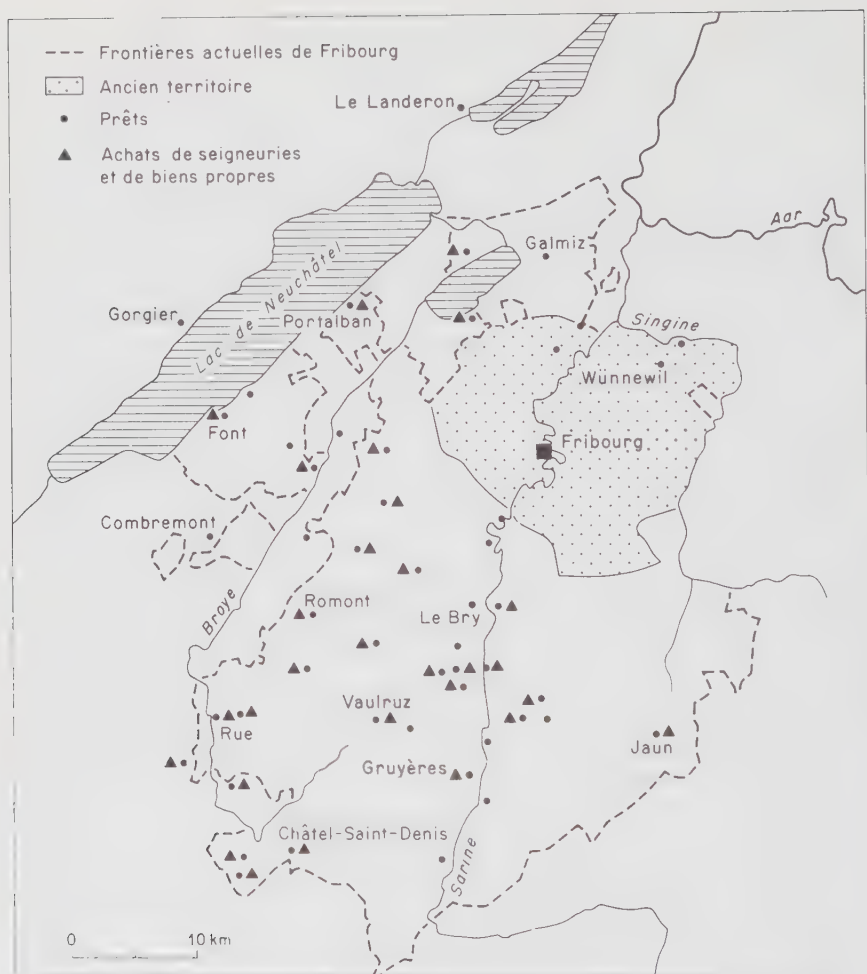


Figure 22: Les investissements de Fribourg à la campagne.

comportement économique des Fribourgeois. Les nouveaux sujets de la ville avaient aussi trouvé une capitale qui pouvait répondre dans une certaine mesure aux besoins d'investissement de la campagne.

L'éventualité d'une intervention étatique dans l'industrie drapière a déjà été évoquée. La ville avait financé à partir de 1569 au moins partiellement l'achat de la laine. Vers la même époque apparurent, pour la première fois dans les comptes des trésoriers du XVI^e siècle, des prêts modestes accordés aux artisans et des avances relativement élevées faites aux marchands. La corporation des charpentiers (40 écus en 1571 et en 1573), Niklaus Schulckli, menuisier (35 écus en 1578), Daniel Thurs pour des draps (360 écus en 1578), Peter Zumholz, pour sa tuilerie (50 écus en 1580), Hans Monnet pour

l'installation d'une enclume (15 écus en 1581), Hans Jakob Bullet et Niklaus Weber pour de la laine (285 écus en 1592), Humbert Gady pour son auberge du « chasseur » (165 écus en 1590). L'apparition de ces prêts aux moments les plus graves de la crise économique fribourgeoise est l'indice d'une certaine manière de lutter contre le manque d'emplois et contre la stagnation.

A partir de 1596 apparaît clairement et assez fréquemment le crédit à court terme contre gage de biens mobiliers, de préférence contre des objets d'or. Ces prêts étaient petits (15 écus) et grands (1030 écus). Les bénéficiaires venaient des bonnes familles fribourgeoises et rendirent les sommes empruntées avec intérêt au bout du délai fixé⁹⁷. Les baillis qui étaient un peu lents à régler le solde de leur compte de bailliage furent obligés, dès le début du XVII^e siècle, de payer les intérêts sur les dettes de leur fonction publique.

Conclusion : à l'ombre des grands emprunts des rois de France (100 000 écus), des comtes de Gruyère (environ 30 000 écus) et du seigneur de Villarsel (7000 écus), les quelque 150 prêts accordés par la trésorerie de la ville à la population fribourgeoise principalement (environ 45 000 écus) témoignent d'une certaine évolution du comportement financier des Fribourgeois. Au cours de la première moitié du XVI^e siècle, le trésor de la ville répondit d'abord aux demandes de crédit de la noblesse du pays. Avec l'agrandissement du territoire, réalisé quelquefois par le moyen de prêts généreusement accordés qui permettaient par la suite de faire payer le noble client par la liquidation de ses terres, la ville élargit son espace économique. La crise structurelle et conjoncturelle de l'économie fribourgeoise traditionnelle provoqua, vers 1570, une modeste intervention financière dans ces activités. Les crédits furent accordés à la draperie et aux capitaines⁹⁸. Peu à peu les nouveaux secteurs manifestèrent leur présence : la ville investit à la campagne, surtout en Gruyère et dans le Pays-d'Enhaut, dans des domaines jusque-là laissés aux ruraux. Enfin le patriciat urbain commença à se servir du trésor public comme banque pour ses besoins de crédit à court terme.

III. Berne

Berne n'ouvrit pas facilement son trésor aux autres au cours de la première moitié du XVI^e siècle. Les demandes s'orientaient de préférence vers Bâle qui avait un système bancaire spécialisé dans le domaine du crédit. C'est ainsi que Berne préféra se porter caution pour le duc de Savoie que de lui accorder directement des prêts⁹⁹. Pendant les deux premières décennies

⁹⁷ AEF, C.t. N° 390, 1597 II ss.

⁹⁸ Pour la nécessité du service étranger dans l'économie fribourgeoise, cf. MAILLARD, *Politique et religion*, pp. 16-17 ; BODMER, *Wirtschaftspolitik*, p. 11.

⁹⁹ FELLER, *Geschichte*, II, p. 80.

du siècle, le trésor bernois n'était pas non plus assez fourni pour que la ville pût s'engager dans d'importantes affaires financières. Quelques intérêts furent encaissés régulièrement par les Bernois¹⁰⁰. Mais à part l'obligation de François de Gingins, seigneur de La Sarraz, qui s'était engagé en 1542 envers Berne pour une somme de 3960 écus¹⁰¹, on ne trouve pas pour les autres créances des titres obligatoires.

A. LES PRÊTS ACCORDÉS À L'EXTÉRIEUR

Le comte René de Challant fut le premier à profiter du crédit public bernois. Il obtint en 1539 un prêt de 3000 écus gagés sur Valangin¹⁰². En 1558, Berne prêta 30 000 écus à Jacqueline de Rohan, comtesse de Neuchâtel, pour lui permettre de racheter son fils, Léonor d'Orléans, fait prisonnier à Saint-Quentin¹⁰³. La ville de Neuchâtel se porta caution pour ce prêt et envoya ses députés à Berne pour chercher l'argent¹⁰⁴.

Dix ans plus tard, Berne accorda 10 000 écus à la ville de Genève et 15 000 écus au comte palatin, qui s'en servit pour soutenir militairement Condé et Coligny en France. En 1570, l'ambassadeur de France obtint un prêt de 50 000 écus destinés à payer les soldes des Suisses au service du roi de France. A cette somme s'ajoutèrent en 1572 encore 12 000 écus. Toutefois, l'intérêt pour l'année 1571 sur les 50 000 écus n'avait pas encore été versé. Les Bernois déduisirent donc 2500 écus du nouveau capital prêté¹⁰⁵. La somme des prêts accordés par la ville de Berne à ses alliés dépassaient maintenant 100 000 écus et rapportaient, en principe, 5000 écus d'intérêt par an, couvrant dorénavant les intérêts passifs.

Le comte palatin rendit en 1571 les 15 000 écus qu'il avait empruntés en 1568. En 1575, Berne lui accorda à nouveau 15 000 écus, qui furent employés au financement d'une armée allemande se portant au secours des protestants en France. La même année Berne prêta aussi 4000 écus à Condé¹⁰⁶. Peu après la « Paix de Monsieur », signée en mai 1576, le comte palatin restitua les 15 000 écus aux Bernois¹⁰⁷. En juillet 1583, Jean-Casimir emprunta en Suisse 9000 écus, dont 2000 étaient mis à sa disposition par Berne pour cinq ans. Mais cette fois-ci, le remboursement se fit attendre. Le

¹⁰⁰ 150 fl Rh par le comte de Gruyère pour une dette grevée sur le château d'Attalens; 50 écus d'or par M. de Saconnex.

¹⁰¹ StA BE, U. P. 11, N° 148.

¹⁰² AE NE, I 18, N° 4.

¹⁰³ FELLER, *op. cit.*, II, p. 397.

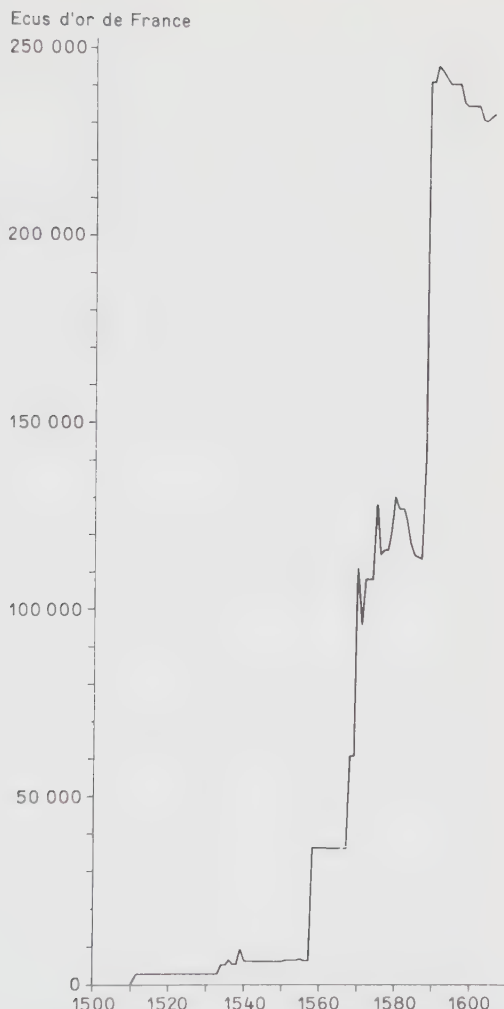
¹⁰⁴ AE NE, 84, N° 8.

¹⁰⁵ StA BE, B VII, 461 h, 1571 II, Einnahmen, Zins.

¹⁰⁶ Henri I^{er} de Bourbon, fils de Louis I^{er}, mort en 1569 à Jarnac.

¹⁰⁷ Une demande du duc d'Alençon, qui voulait emprunter 4000 écus en 1576, fut repoussée. Edouard ROTT, *Histoire*, II, p. 354.

Figure 23 :
Evolution du volume
des prêts bernois.



fils de Jean-Casimir rendit le capital en 1594, mais refusa de payer les intérêts¹⁰⁸.

Dans l'affaire des Finninger à Mulhouse, Berne était intervenue de concert avec les autres villes protestantes pour appuyer le parti réformé¹⁰⁹. Les frais d'assistance ne purent pas être payés comptant par la ville de Mulhouse. Elle céda donc en 1588 à la ville de Berne une obligation de 3000 écus sur Fribourg. En 1593, les habitants de Gex, cautions de Fribourg, versèrent 2000 écus sur le capital. Fribourg continua à payer 50 écus

¹⁰⁸ StA ZH, F III 32, 1593/94, Einnahmen, Gült abgelöst; StA BS, Fremde Staaten, Pfalz, A 5 b, compte rendu d'Andreas Ryff (16 janvier 1594).

d'intérêts pour le reste du capital jusqu'en 1599, année du remboursement final.

En 1589, le seigneur de Sancy réussit à convaincre les Bernois de financer la participation française à la guerre contre la Savoie par un prêt de 100 000 écus¹¹⁰. La plus grande partie de cet argent fut prise dans le trésor¹¹¹. Le reste fut prélevé des 22 400 écus que l'on avait empruntés au change public de Bâle en 1586 et que l'on avait laissés là-bas en dépôt à vue¹¹². En 1597, enfin, Berne reçut l'intérêt pour la première fois. Le seigneur de Sillery, ambassadeur de France, avait aussi obtenu, en 1591, de la ville de Berne un prêt de 4200 écus pour lesquels il paya les intérêts au changeur de Bâle. C'est le seul montant qui ait été remboursé avant 1603 par les représentants du roi Henri IV¹¹³.

En 1610, trois importants débiteurs par obligation n'avaient pas encore remboursé les prêts que Berne leur avait accordés au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle :

Le roi de France	162 000 écus
Le comte de Neuchâtel	30 000 écus
La ville de Genève	10 000 écus
	202 000 écus

Le total des prêts accordés par Berne s'élevait en 1606 encore à plus de 233 000 écus. Une somme d'environ 30 000 écus était donc due par des particuliers de Berne et du Pays de Vaud.

B. LES PRÊTS ACCORDÉS À BERNE ET DANS LE PAYS

Les prêts que la ville de Berne a accordés à ses bourgeois et à ses sujets sont également peu nombreux. Jusqu'en 1575, ils ont été inexistants. J'ai pu relever quelques cas qui se sont produits au cours du dernier quart du XVI^e siècle. Pour un bon nombre d'entre eux, les motifs des prêts me sont inconnus. Certains des remboursements ne sont même pas précédés d'un prêt de la part de la ville. Par une quelconque affaire cette dernière était entrée en possession d'un titre obligatoire qu'elle fait valoir au plus vite. Ainsi Josua Hagenbach paya à la ville en 1581 un capital de 460 écus¹¹⁴ et Martin Müller, hôte de la « couronne », racheta en 1592 une obligation de

¹⁰⁹ DIERAUER, *Histoire*, III, pp. 451 ss.

¹¹⁰ FELLER, *op. cit.*, II, p. 444.

¹¹¹ StA BE, B VII 2385 et 2386.

¹¹² StA BE, B VII 2316, emprunt à Bâle (1^{er} octobre 1586).

¹¹³ Cf. GERN, *Aspects*, pp. 174-178.

¹¹⁴ 1750 L. BE.

250 écus¹¹⁵. Après avoir versé les intérêts de plusieurs années en 1603, les héritiers de Wolfgang May remboursèrent une obligation pour laquelle ils payèrent 235 écus¹¹⁶.

Dans une dizaine de cas, les prêts sont attestés par les comptes bernois, mais les raisons ne sont pas indiquées. Il s'agit de Jean Tribolet (190 écus/1552 à 1562), de l'avoyer Steiger (1300 écus/1575 à 1577), de Ludwig von Diesbach (265 écus/1576 à 1591), de B.J. von Bonstetten (1100 écus en 1579, remboursement de 300 écus en 1593), du prédicateur Wilhelm Heilmann (565 écus/1579 à 1581), de Philippe Sinner (200 écus/1582 à 1587), de Michel Augsburg (1000 écus en 1587), de Niclaus Hänni de Hasle (220 écus/1605 à 1607) et du seigneur de Combremont (500 écus en 1606). Catherine von Diesbach reçut, en 1576, un prêt de 535 écus gagé sur l'auberge du Schlüssel. A partir de 1581, le paiement de l'intérêt fut assuré par Samuel von Mülinen. Diebold von Erlach s'acquitta en 1591 de cette dette.

A l'occasion d'une expédition militaire organisée de concert avec les villes protestantes suisses, soit pour rétablir l'ordre à Mulhouse, soit pour aider Henri de Navarre, Berne fit appel en 1586 au service des communes du canton. Quelques-unes d'entre elles n'avaient pas les moyens d'acheter dans l'immédiat l'équipement militaire complémentaire de celui que les hommes possédaient en général. Berne leur accorda le crédit dont elles avaient besoin. Elles rendirent le capital avec l'intérêt l'année suivante, c'est-à-dire en 1587. Dans l'ensemble ces communes ont reçu environ 650 écus¹¹⁷. Pour une autre raison, la commune de Höchstetten avait emprunté en 1591 la somme de 500 écus pour un an et les habitants de Gex obtinrent en 1605, par les bons soins du bailli Johann Steiger, une avance de 2000 écus pour cinq ans.

En 1579, Berne accorda à Ludwig von Muralt un prêt de 4000 écus. L'année suivante on lui confia encore 8000 écus pour le commerce du sel en Lorraine. Ce fut le seul prêt de portée économique. Tous les autres, dont les raisons sont connues, avaient principalement une signification politique ou militaire. Ce fut le cas notamment des 2000 écus prêtés en 1576 à Niklaus von Diesbach pour la campagne militaire que le comte palatin Casimir avait organisée en France. En 1587, Ulrich von Bonstetten et Hans Jacob von Erlach reçurent 2000 écus pistoles, au nom des sept capitaines au service d'Henri de Navarre. La même année, ces chefs militaires empruntèrent 22 000 écus, dont Berne leva la moitié au change de Bâle avec la caution de Schaffhouse. La partie schaffhousoise de ce prêt fut remboursée de 1608 à 1611. Le reste traîna encore jusqu'au-delà de l'année 1620. Au cours de la

¹¹⁵ 1000 L. BE.

¹¹⁶ 1000 L. BE.

¹¹⁷ Barga (400 L. BE.), Brütisellen (400 L. BE.), Lyss (200 écus), Münchenwiler (400 L. BE.), Oberburg (200 L. BE.), Treiten (200 L. BE.), Wäckerschwand oder Weissenstein (200 L. BE.).

guerre contre la Savoie, en 1589, l'administrateur Schor avait été fait prisonnier. La ville de Berne lui avança environ 1050 écus, pour qu'il pût payer sa rançon et retrouver la liberté. Celle-ci lui coûta dorénavant 50 écus d'intérêt chaque année parce qu'il ne pouvait pas racheter sa dette, du moins jusqu'en 1607.

La presque totalité des quelque 30 000 écus que les particuliers de Berne devaient encore en 1606 à leur ville était donc constituée de prêts à signification politique et militaire. On peut alors admettre que les 233 000 écus que Berne n'avait pas encore recouvrés à ce moment constituaient le reste de l'investissement bernois dans les guerres savoyardes et françaises. Si on y ajoute les sommes que les débiteurs de la politique bernoise avaient déjà remboursées, on obtient une somme d'environ 275 000 écus que Berne avait prêtés au cours de la seconde moitié du siècle à ses bourgeois et à ses alliés. De tous les crédits accordés par Berne, 91 à 92% furent utilisés à des fins politiques et militaires¹¹⁸.

IV. Soleure

L'histoire des crédits accordés par Soleure au cours du XVI^e siècle est dominée pratiquement par les relations financières de la ville avec l'extérieur. Le crédit que les Soleurois et les gens du pays obtinrent auprès de la ville fut modeste. Sur les 277 640 écus prêtés par Soleure, de 1500 à 1610, 254 190 écus soit 91,7% sont partis à l'extérieur, et 23 450 écus soit 8,3% seulement ont profité aux habitants de la région. Ces derniers ont été obligés envers la ville en moyenne pour 1180 écus par année, ce qui correspond à 1,9% de la moyenne annuelle générale pour tout le siècle. En revanche, les débiteurs qui n'étaient pas du pays devaient en moyenne 62 500 écus à Soleure.

A. LES CRÉDITS ACCORDÉS AUX GENS DU PAYS

Les crédits accordés aux particuliers étaient évidemment petits (tabl. 35). La moyenne des 241 obligations locales et régionales s'élève à 100 écus. De 1501 à 1550, cette moyenne fut plus basse: 55 écus pour 74 crédits. Pour les années allant de 1551 à 1600, elle fut de 88 écus pour 108 crédits. Cela signifie que la valeur moyenne des crédits accordés aux Soleurois a augmentés de 60% au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle. Cette évolution ne se fit pas sentir d'une manière égale à tous les échelons des

¹¹⁸ Au cours de cette présentation, ont été négligés les petits crédits accordés vers la fin du XVI^e siècle et dont le nombre augmenta fortement au début du XVII^e siècle. On peut estimer le total de ces sommes dues à la ville en 1600 à environ 4700 écus.

Prêts en écus	1500-1550	1551-1600	1601-1610
1 — 9	6	1	—
10 — 19	12	9	—
20 — 49	24	37	9
50 — 99	16	46	8
100 — 199	11	8	8
200 — 499	3	7	14
500 —	2	—	5
Total	74	108	44

Tableau 35: Classement des crédits accordés par Soleure aux gens du pays.

crédits. Les prêts inférieurs à 20 écus passèrent de 24,3% à 9,2%. Ils subirent donc une diminution de 62,1%. Le nombre des sommes de 20 écus et plus, mais inférieures à 100 écus, a augmenté de 42%. En revanche, celui des sommes supérieures à 100 écus a régressé de 35,9%. L'augmentation de la moyenne générale était donc due particulièrement à la classe des 50 à 100 écus qui a progressé de 97,2%.

La première décennie du XVII^e siècle se présente tout à fait différemment. A elle seule, elle permit l'octroi de 44 prêts d'une valeur moyenne de 205 écus. Les sommes inférieures à 20 écus ont disparu, celles se situant entre 20 et 100 écus ont diminué, mais les prêts supérieurs à 100 écus représentent tout à coup 61,4% du nombre des crédits accordés. A la base de la croissance des moyennes (de 55 à 88 et à 205 écus) il y eut certainement le renchérissement général de la vie, peut-être aussi l'augmentation réelle des affaires pour lesquelles des crédits ont été requis. Ce deuxième élément n'a pas pu développer tous ses effets au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle. Le trésor de la ville de Soleure ne pouvait pas répondre à une forte demande intérieure de crédit. Mais au début du XVII^e siècle, la ville réussit à rembourser ses dettes à l'extérieur. A partir de 1608, elle était devenue libre de tout engagement envers ses créanciers à Bâle et en Suisse, de sorte que les capitaux employés jusqu'alors au rachat des obligations, purent être dirigés davantage vers les investissements productifs à l'intérieur de la région soleuroise. Au cours de la première décennie du XVII^e siècle, les sommes accordées ainsi représentèrent 40,5% du volume des prêts intérieurs octroyés à partir de 1501, l'année 1610 fournissant à elle seule 22,7%, soit plus d'un cinquième sur 110 années.

Pour 100 cas (41,7%) on peut déterminer la raison du crédit ou la profession du débiteur. 10 prêts furent accordés pour procurer un revenu constant à l'hôpital¹¹⁹. 36 obligations furent acceptées en paiement d'une

¹¹⁹ Je n'ai pas pu établir si ces prêts ont été accordés avec l'argent de la ville ou avec celui de l'hôpital. Il se peut bien que la trésorerie de la ville n'ait servi que d'intermédiaire entre l'hôpital et le débiteur.

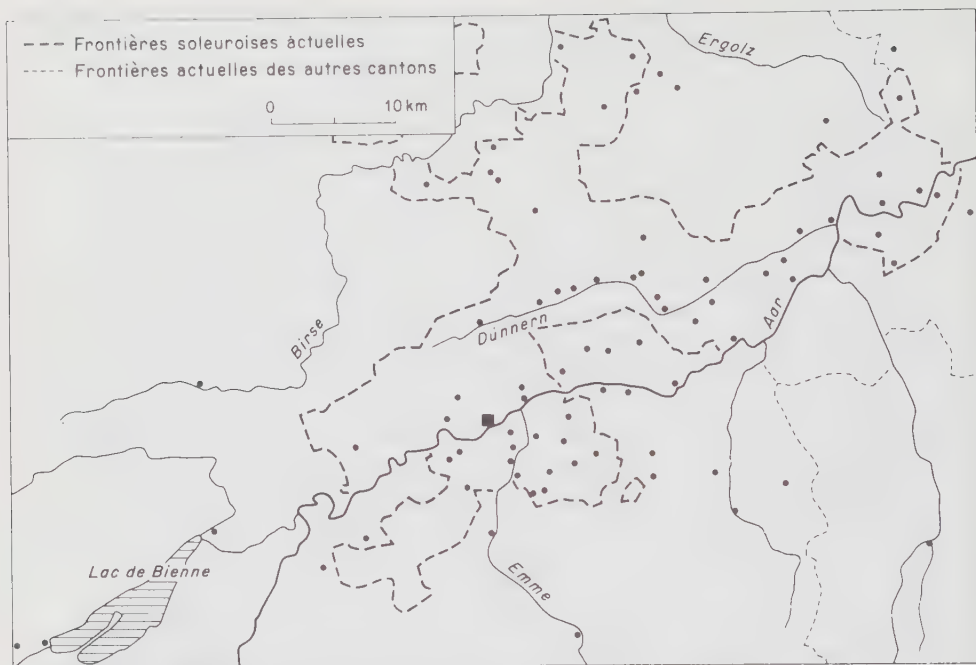


Figure 24: Les débiteurs de Soleure dans la région soleuroise.

ancienne dette, d'un départ ou de main-morte. Peter Roggenseil, l'orfèvre, obtint un délai d'une année pour s'acquitter de la taxe de bourgeoisie. Une autre obligation fut acceptée par la ville à la place d'une amende pour un délit commis dans l'exploitation forestière. La ville avança une certaine somme d'argent à 21 personnes pour la construction de leur maison¹²⁰. Un potier, un vitrier, un tisserand, deux teinturiers, deux tuiliers, un charretier, deux cordonniers, un cloutier, trois forgerons, un fabricant d'armes, deux orfèvres, un pharmacien, un boulanger et huit meuniers reçurent des prêts. En 1549, Benedikt Stokar obtint deux avances s'élevant ensemble à 1300 écus pour son activité dans l'atelier des monnaies¹²¹. Enfin, au début du XVII^e siècle, apparaissent les capitaines au service étranger: Victor zur Matten (140 écus) en 1607, Friedrich Graff (820 écus), Urs Saller (280 écus) et Christoph Byss (100 écus) en 1610.

Sur ce petit échantillon de professions, les trois forgerons et les huit meuniers pourraient être retenus comme indice d'un fréquent besoin de

¹²⁰ Ont été retenus les cas clairs, portant l'indication: « An sin Husbuw gelichen ».

¹²¹ SIMMEN, *Münzen*, p. 351, mentionne Benedikt Stokar, maître-monnoyeur, à partir de 1554 seulement, acceptant la charge pour une durée de cinq ans. Ce ne fut certainement qu'une reconduction du contrat précédent qui, d'après la date du crédit accordé à Stokar, a déjà été d'une durée de cinq ans.

crédit dans ces activités. Les prêts immobiliers variaient entre 5 et 120 écus. La première obligation hypothécaire donnée en paiement à la ville apparaît en 1522. Le nombre de ces obligations augmenta à partir de 1543. Les capitaines soleurois ne purent pas compter sur l'appui financier de la ville avant le XVII^e siècle. Mais ils avaient l'habitude d'emprunter de l'argent à la banque publique de Bâle qui n'était qu'à une journée et demie de Soleure¹²².

La distribution géographique des débiteurs de la ville de Soleure mérite quelques remarques (fig. 24). Sept communes ont emprunté de l'argent de la ville : Kriegstetten (65 écus en 1511), Niederbuchsiten (65 écus en 1522), Lüsslingen (75 écus en 1525), Bettenhusen (200 écus en 1570), Seewen (115 écus en 1575), Bärschwil (60 écus en 1579) et Nuglar (180 écus en 1591)¹²³. De nombreux particuliers des villages soleurois et du voisinage du canton devinrent les débiteurs de la ville. Les régions les plus fortement concernées sont évidemment les vallées de l'Aar, de la Dünneren et le Bas-Emmenthal. La frontière bernoise n'entravait pas les relations financières entre la ville de Soleure et les sujets argoviens de Berne. Dans presque chacune des communes qui se trouvaient dans les Seigneuries acquises au cours du premier quart du XVI^e siècle, la ville de Soleure eut des débiteurs¹²⁴. Dans la région de Seewen et de Nuglar, trois villages bâlois furent également touchés par le crédit soleurois : Seltisberg, Lupsingen et même Bubendorf. Les autres débordements des frontières soleuroises étaient plutôt rares, soit parce que ces régions étaient trop éloignées du centre, c'est-à-dire de la ville de Soleure, soit parce que l'attraction d'autres centres urbains y était plus forte.

B. LES PRÊTS DE SOLEURE À L'EXTÉRIEUR

En face d'un modeste crédit local, celui accordé à l'extérieur connut des dimensions bien supérieures. Inexistant encore en 1500, il devint bien vite un sujet de préoccupation pour les autorités soleuroises. Son évolution fut marquée par deux grandes phases qui se situent de part et d'autre de l'année 1550, le volume des prêts accordés par Soleure au cours de la première moitié du siècle étant encore modeste par rapport aux sommes empruntées par les débiteurs par la suite (fig. 25). Mais les deux périodes furent caractérisées par un même phénomène. Les remboursements effectués par les emprunteurs ne parvinrent jamais à ramener les crédits à un niveau inférieur à celui qu'ils avaient eu précédemment. Ainsi, observés par leurs maxima (50 000 à 140 000 écus) ou par leurs minima (15 000 à 95 000 écus), les prêts accordés par la ville de Soleure ont fortement augmenté au cours du XVI^e siècle. La constatation paraît banale. Mais dans tout cela il faut tenir

¹²² *Infra*, pp. 354 ss.

¹²³ Les prêts accordés à Seewen, à Bärschwil et à Nuglar étaient stipulés en monnaies bâloises : 200 fl BS, 100 fl BS et 400 L. BS.

¹²⁴ Cf. AMMANN et SCHIB, *Atlas*, carte 54.

Ecus d'or de France

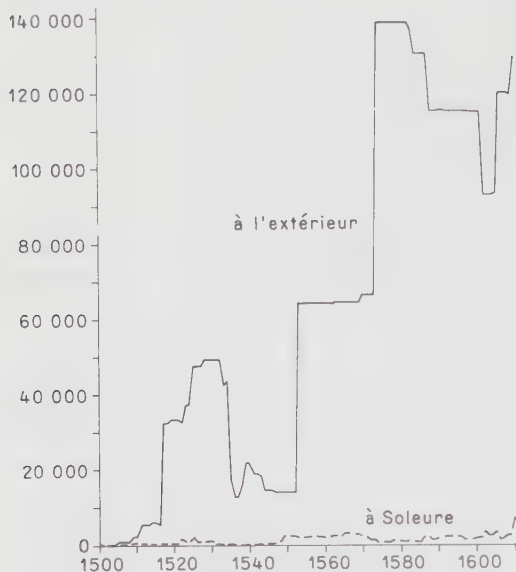


Figure 25: Evolution du volume des prêts accordés par Soleure.

compte du fait que Soleure prêtait des capitaux sans posséder d'argent. Pour chaque prêt d'une certaine importance, la ville avait dû se procurer d'abord les écus. Elle se tira d'affaire en empruntant elle-même les fonds qu'elle allait prêter aux autres. Au premier abord, elle n'avait pas de souci à se faire : les intérêts et les frais qu'elle encourrait avec ses propres emprunts seraient couverts par ses débiteurs.

Les clients de Soleure, en particulier les rois de France, ne payèrent pas toujours les intérêts à temps et tardèrent même à rembourser le capital quand les créanciers de Soleure l'exigeaient. La ville se trouva donc plus d'une fois dans la situation peu confortable d'être obligée de puiser dans ses modestes réserves pour satisfaire ses créanciers. Elle ne put se libérer de ces difficultés qu'au début du XVII^e siècle, disposant enfin d'une certaine marge de sécurité entre les niveaux des sommes prêtées et empruntées.

Une grande partie des prêts accordés par Soleure au cours de la première moitié du XVI^e siècle doit être mise en rapport avec la politique d'expansion territoriale de la ville. Ce fut le cas pour les comtes de Tierstein. Ces derniers avaient déjà été endettés au XV^e siècle. A l'occasion de la paix de Bâle, en 1499, ils s'engagèrent à rembourser leurs dettes¹²⁵. Au cours de l'année 1502, ils devinrent bourgeois de Soleure et vendirent à la ville les seigneuries et droits de Büren, ainsi que la moitié de Dorneck. Mais deux ans plus tard le comte Oswald de Tierstein dut encore faire des dettes : Soleure lui prêta 100

¹²⁵ Pour ce qui suit, cf. AMIET, *Geschichte*, I, p. 387, 389, 427, 434.

écus en 1504 et 750 écus en 1505, Ettingen et Bättwil, deux villages situés dans la région bâloise, servant d'hypothèque. En 1514, les Soleurois accordèrent aux Tierstein encore un crédit de 1500 écus et en 1515 un autre de 150 écus. Un arrangement fut trouvé en 1516/1517 avec le comte Heinrich. Il remboursa 1875 écus, paya les intérêts pour les vieilles dettes, mais reçut encore 759 écus comptants sur 1125 écus auxquels il avait eu droit. A partir de ce moment, les Tierstein ne semblent plus avoir eu de dettes à Soleure. La ville avait perdu son emprise financière sur les comtes. Lorsque ces derniers cédèrent, en 1518, Tierstein, Angenstein et Pfeffingen à l'évêque de Bâle, Soleure occupa le château de Tierstein par la force, ne voulant pas permettre à d'autres d'entrer en possession de terres convoitées depuis longtemps par les Soleurois. L'affaire fut réglée définitivement en 1522 par l'arbitrage de Berne, qui accorda le château de Tierstein à Soleure.

Dans les prêts accordés au duc Ulrich de Wurtemberg, les Soleurois n'étaient pas non plus désintéressés¹²⁶. En 1515, Ulrich avait assassiné son écuyer, Hans von Hutten. Par la suite, il refusa les solutions impériales suggérées pour arranger l'affaire, ce qui lui valut d'être mis au ban de l'Empire. Pour se défendre contre d'éventuelles agressions, il chercha des mercenaires suisses. A Soleure, il avait des amis depuis l'expédition commune qu'ils avaient effectuée en 1513 à Dijon. Comme les Suisses, Ulrich von Wurtemberg devait bénéficier de paiements français. Ne sachant pas si les 10 000 écus que le roi de France lui avait promis pour 1518 arriveraient à temps, Ulrich emprunta, à Noël 1517¹²⁷, une somme de 7500 écus pour lesquels Montbéliard était à la fois hypothèque et caution. Trois mois auparavant, les deux villes de Soleure et de Montbéliard avaient conclu un traité de combourgeoisie.

Dans les péripéties de sa politique mouvementée (sa guerre avec les princes de Souabe, le fait d'être expulsé de son duché, ses tentatives pour le reconquérir), Ulrich put compter sur ses alliés soleurois, qui lui prêtèrent 975 écus en septembre 1520, 3000 écus en octobre 1520, 1500 écus en décembre 1522, 4500 écus à la Chandeleur 1524, 3750 écus à Pentecôte 1524 et 2250 écus au début du mois de décembre de la même année, mais livrés au duc seulement au début du mois de février de l'année suivante¹²⁸. Pour tous ces emprunts, Montbéliard servait de caution. Le 12 février 1525, Ulrich garantit par une obligation récapitulative d'honorer ses engagements vis-à-vis de Soleure pour le capital des 23 475 écus, pour les intérêts et pour les frais encourus par Soleure. Si le duc voulait vendre la seigneurie de Montbéliard, il l'offrirait d'abord à la ville de Soleure. Si celle-ci ne voulait

¹²⁶ *Op. cit.*, pp. 398 et 427 ss ; FEYLER, *Beziehungen*, pp. 77-79, 153 ss.

¹²⁷ L'échéance de l'intérêt se situait à Noël. Amiet fait partir le prêt le 3 janvier 1518 (p. 427), Feyler le 3 janvier 1519 seulement (p. 79). A Noël 1518, Soleure encaissa les 500 fl Rh d'intérêt pour la première fois. Le contrat datait donc de l'année précédente, soit de Noël 1517 ou du début du mois de janvier 1518.

¹²⁸ FEYLER, *op. cit.*, p. 236.

pas l'acheter, le duc s'engageait à rembourser ses dettes à Soleure avec l'argent que la vente lui procurerait de la part d'un autre acheteur¹²⁹.

Le même jour, Soleure acheta Blamont pour le prix de 9000 écus, dont le duc ne toucha qu'une infime partie. Le reste avait été utilisé pour contenter des créanciers, payer des intérêts et des frais, couvrir des avances. La ville avait atteint son but. L'agrandissement territorial à l'ouest s'était réalisé. Dorénavant Soleure ne prêta plus rien au duc qui échoua en 1525 dans ses tentatives pour reconquérir son duché. Constatant que l'administration de Blamont était déficitaire, Soleure chercha à revendre cette possession dès 1532. Ulrich la racheta en 1533, mais ne pouvant la payer comptant, il demanda d'échelonner les versements sur plusieurs années. A partir de 1533, Soleure encaissa chaque année des versements de 750 à 1500 écus, jusqu'en 1538. En même temps, Ulrich s'acquitta des autres dettes. La dernière fut réglée en 1543¹³⁰.

Les escroqueries de Jean de Furno, ancien secrétaire du duc de Savoie, furent à la base des prêts soleurois accordés à Charles III de Savoie. Conformément aux faux documents que de Furno avait produits en 1511, Soleure aurait dû recevoir de l'héritage laissé par Charles I^{er}, mort en 1498, la coquette somme de 75 000 écus d'or. Le compromis auquel les parties intéressées — le duc et les cantons — étaient arrivées, accordait 22 500 écus à chacun des dix anciens cantons¹³¹. Mais à Soleure on avait dû se rendre compte de la fourberie de Jean de Furno et on se contenta d'un dixième seulement, faisant cadeau du reste « au duc et à ses pauvres sujets »¹³². Le duc s'obligea par lettre pour 2250 écus et paya régulièrement les intérêts jusqu'en 1535.

Ce n'était pas la seule créance de la ville de Soleure sur le duc : en 1514, elle entra en possession de deux autres titres, une obligation de 750 écus rachetée de Peter Feer, ancien avoyer de Lucerne, et une seconde obligation de 1500 écus reprise de la ville de Lucerne même¹³³. En 1516, Soleure acheta une obligation de 150 écus à Gerold Edlisbach à Zurich et une autre de 375 écus à Bastian von Diesbach à Berne. L'année suivante, elle prêta 1500 écus directement au duc de Savoie et devint caution pour un emprunt de 19 500 écus levés à Bâle et à Zurich¹³⁴. Par suite des remboursements effectués par Soleure à partir de 1519 déjà, l'excédent des intérêts, s'élevant de 460 à 500 écus chaque année, entra dans le trésor soleurois. En 1533, les versements d'intérêts s'arrêtèrent. Le change public bâlois envoya encore environ 320 écus en 1535. Le duc venait de rembourser le capital à Bâle.

¹²⁹ StA SO, Urkunden (12 février 1525), 31 300 fl Rh.

¹³⁰ Cf. MARQUARDT, *Geschichte*, pp. 93-95.

¹³¹ 30 000 fl RH. Concernant l'affaire de Furno et Soleure : AMIET, *Geschichte*, p. 400 ; cf. FELLER, *Geschichte*, I, p. 508 ; ROTT, *Histoire*, I, pp. 165, 175.

¹³² StA SO, Staatsrechnung 1512, Einnahmen : Zinsen und Strafen.

¹³³ Je n'ai pas repéré dans les comptes lucernois cette cession d'obligation. Mais il n'est pas exclu que la ville de Lucerne ait agi au nom d'un particulier.

¹³⁴ StA SO, N° 41 (1), Zinsrodel 1531.

Le comté de Neuchâtel fut le débiteur le plus stable et le plus constant de Soleure. Les margraves de Bade d'abord, le duc d'Orléans-Longueville ensuite, pouvaient compter sur la caution de la ville de Neuchâtel, de Colombier, du Landeron et d'autres localités de la principauté. Dans les comptes soleurois, on rencontre les premiers emprunts des comtes en 1509. Ces derniers reçurent 600 écus, dont 375 venaient de Bâle. Les 225 écus que Soleure prêtait sur son propre trésor furent gagés sur Colombier. Le même phénomène se produisit en 1511 : Soleure leva 2365 écus à Bâle et les prêta au margrave en y ajoutant 225 écus que Le Landeron accepta de garantir. En 1516, Soleure racheta de ses particuliers des obligations de 1425 écus dus par les margraves de Neuchâtel. Deux ans plus tard la ville prêta encore 4650 écus. Pendant une vingtaine d'années, les créances soleuroises sur le comté de Neuchâtel restèrent au niveau d'environ 13 000 écus.

Le 1^{er} septembre 1537, Jeanne de Hochberg emprunta 4000 écus et le 1^{er} novembre 1538 encore 6000 écus. De ses prêts, s'élevant à plus de 14 000 écus, le comté en remboursa 3000 en 1541. Mais avec l'arrivée à Neuchâtel de Léonor d'Orléans et de Jacqueline de Rohan, sa mère, les besoins d'argent poussèrent les nouveaux princes à continuer la politique d'endettement que leurs prédécesseurs avaient si facilement suivie. En 1543, 1600 écus et, en 1544, 1700 furent empruntés à Soleure. Au cours de la grande réorganisation des finances neuchâteloises de 1583 et de 1584, la duchesse Marie de Bourbon fit rendre à Soleure 8300 écus, ramenant ainsi le capital dû de presque 16 000 écus à 7000 écus. Le solde de 7025 écus resta sans changement jusqu'en 1606, année au cours de laquelle les prêts accordés au comté de Neuchâtel par la ville de Soleure atteignirent à nouveau 22 000 écus, à cause d'un emprunt de 15 000 écus.

Soleure n'eut jamais à craindre l'insolvabilité du comté, de plus en plus endetté au cours du XVI^e siècle. De 1512 à 1529, Neuchâtel fut administré comme bailliage commun des Confédérés. Par la suite, le comté fut restitué à la maison d'Orléans-Longueville, sous réserve des traités de combourgeoisie avec Berne, Fribourg, Soleure et Lucerne. Leur poids politique garantissait aux Confédérés la constance neuchâteloise dans l'acquittement des intérêts annuels¹³⁵.

Les liens de combourgeoisie et de bon voisinage créèrent aussi des relations financières avec les communes et avec la population du comté de Neuchâtel. Au XV^e siècle déjà, les habitants du Landeron avaient emprunté de modestes sommes à Soleure. Ces liens préférentiels s'étaient étendus aussi aux gens de Cressier qui cherchèrent des prêts d'argent à Soleure au début du XVI^e siècle. Avec la Réforme, ces relations se renforcèrent. Cressier et Le Landeron, restés catholiques, trouvèrent en la ville de Soleure un appui constant dans leur résistance aux tentatives bernoises et neuchâteloises de réforme. Ces deux communes s'appuyèrent aussi financièrement sur

¹³⁵ StA SO, AF 21 (8), Akten Neuchâtel 1500-1600, Abscheid (7 avril 1584).

Soleure. En 1537, la corporation des bouchers et des tanneurs du Landeron emprunta 100 écus. La ville du Landeron en reçut autant en 1560. En 1575, la commune de Cressier vint chercher 100 écus et Le Landeron obtint encore un prêt de la part de l'hôpital de Soleure¹³⁶. Les particuliers de Soleure prêtèrent également à ces deux communes et à leurs habitants¹³⁷.

D'autres sujets du comté de Neuchâtel reçurent des prêts à Soleure. La ville de Neuchâtel emprunta 135 écus en 1509 et 375 écus en 1511. En 1563, le seigneur de Vaumarcus emprunta 225 écus, à partir de 1590, quelques particuliers de la ville de Neuchâtel 75 et 100 écus. En dehors des gens de Neuchâtel, ceux de Bienne avaient aussi des dettes à Soleure. Même Jean de Gilley, seigneur de Franquemont, emprunta 100 écus en 1555 et en paya l'intérêt pendant trente-sept ans.

Soleure avança aussi 665 écus au Bernois Ludwig von Diesbach en 1509, et 100 écus à la ville de Berthoud en 1511. Mais, en dehors de quelques communes bernoises situées à proximité de la ville de Soleure, les bourgeois et les sujets de Berne ne recherchaient pas l'argent de Soleure. Des relations financières existaient néanmoins entre les deux villes, mais dans le sens inverse¹³⁸. Enfin, de 1537 à 1547, l'évêque de Bâle eut une dette de 750 écus envers Soleure.

Etant donné que la résidence permanente des ambassadeurs de France était à Soleure, cette ville ne pouvait échapper aux emprunts des rois de France. Ces emprunts représentaient la majeure partie des prêts soleurois au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, éclipsant pratiquement toutes les autres demandes, sauf celles des Orléans-Longueville. Des petites affaires de crédit avaient déjà eu lieu auparavant. En 1528, le roi de France n'avait pas été en mesure de verser aux Suisses leur pension de paix et d'alliance. Soleure, qui avec son budget serré ne pouvait se passer de cet argent, alla emprunter 1500 écus au change public de Bâle et s'arrangea pour que le roi de France payât les intérêts, jusqu'au moment où l'arrérage de la pension fût versé en 1536¹³⁹. Un cas semblable se produisit en 1534. Au cours de cette année Soleure emprunta 750 écus au bailli Schaller à Berne et traita le roi de France comme débiteur de cette somme jusqu'en 1536 également.

En 1554, Soleure prêta au roi Henri II la somme de 50 000 écus. Au cours de la semaine après Pâques 1554, Sébastien de l'Aubespine, abbé de Bassefontaine, ambassadeur de France, fit savoir au Conseil de Soleure que l'empereur était en train d'emprunter des sommes considérables en Allemagne. De ce fait, expliqua-t-il, l'empereur serait en mesure de prolonger la guerre contre la France. Il fallait donc par un emprunt enlever

¹³⁶ La date du prêt ne nous est pas connue. Le remboursement du capital de 100 L. SO (25 écus) eut lieu en 1582.

¹³⁷ Des particuliers soleurois cédèrent leurs obligations à la ville en 1558 et en 1570.

¹³⁸ *Infra*, Quatrième partie, IV.

¹³⁹ *Infra*, Quatrième partie, IV.

cette masse monétaire à l'empereur et, par ce moyen, affaiblir l'ennemi. Il demanda à la ville de Soleure de se porter caution pour une somme de 50 000 à 60 000 écus et offrit Lyon, Dijon, Chambéry ou Neuchâtel en hypothèque au choix de Soleure. Après discussion, le Conseil de Soleure répondit qu'un emprunt serait possible si le roi voulait s'employer à ce que Soleure pût acheter les bailliages du Landeron et de Cressier. Mais il était aussi possible de réaliser ce plan avec d'autres conditions. Puisque le roi ne manquait pas d'argent, et qu'il s'agissait simplement d'empêcher l'ennemi de se le procurer, les capitaux pouvaient être déposés dans le trésor soleurois avec les intérêts pour trois ans. La ville étant caution de la dette du roi, le capital serait en lieu sûr et ne risquerait rien. On n'aurait donc pas besoin d'une hypothèque supplémentaire¹⁴⁰.

Peu après, on écrivit à Bâle pour demander au changeur Jakob Rudin d'émettre les obligations. Le roi obtint pour finir les 50 000 écus contre la caution du comté de Neuchâtel. Les deux propositions du Conseil de Soleure n'avaient pas été retenues. Le roi avait en réalité un urgent besoin de cet argent. Le 4 avril 1554, les plénipotentiaires de la France et de l'électeur de Brandebourg signèrent à Soleure même un traité, selon lequel le roi s'engageait à verser 60 000 écus comptant et 40 000 écus au bout de quelques mois, contre la mise en liberté du duc d'Aumale. En plus, il promettait à l'électeur de Brandebourg le duché de Gueldre et un subside mensuel pendant la guerre. Albert de Brandebourg promettait de conclure un armistice avec la ville de Nuremberg et avec les princes ecclésiastiques et de faire campagne contre l'empereur¹⁴¹. Cet argent était parti pour des années : à des intervalles plus ou moins rapprochés, le roi et ses successeurs demandèrent la prolongation de l'emprunt et repoussèrent ainsi le délai de remboursement au-delà du début du XVII^e siècle¹⁴².

Lorsqu'en 1571 l'ambassadeur François Gaudard, seigneur de la Fontaine, vint solliciter de la ville qu'elle contribuât à un emprunt de 200 000 écus qu'il comptait émettre à l'aide de Berne, de Fribourg et de Soleure, le Conseil l'envoya d'abord voir les Confédérés. Soleure lui donnerait ensuite sa réponse¹⁴³. Celle-ci fut négative. Mais la requête française présentée en 1574 par Balthasar de Cressier, interprète de l'ambassadeur, obtint l'accord soleurois pour un prêt de 72 000 écus¹⁴⁴. A partir de cette année, le roi devait à la ville de Soleure 122 000 écus et chaque année 6100 écus d'intérêts. Cette somme était supérieure aux recettes ordinaires de la ville qui s'élevaient en moyenne à 5000 écus en 1575, à 4200

¹⁴⁰ StA SO, A 1, 54 A, Ratsmanual 1554, pp. 231-232.

¹⁴¹ ROTT, *op. cit.*, I, p. 475.

¹⁴² StA SO, A 1, 79, Ratsmanual 1575, p. 37; A 1, 95, Ratsmanual 1591, pp. 326 et 425; A 1, 103, Ratsmanual 1599, pp. 2, 61, 67, 80, 186, 327.

¹⁴³ StA SO, A 1, 75, Ratsmanual 1571, p. 334; FELLER, *Geschichte*, II, p. 422;

PEYER, *Handel*, p. 21.

¹⁴⁴ StA SO, A 1, 78, Ratsmanual 1574, pp. 225-226.

écus en 1580 et en 1585, à 3700 écus en 1590, à 4500 écus en 1595 et à 5400 écus en 1600. Les Soleurois s'étaient engagés dans une affaire périlleuse.

A partir de 1584, ils se mirent à rembourser peu à peu les créanciers, ne voulant pas être exposés trop longtemps au risque de l'insolvabilité française. Un premier remboursement français arriva en 1588 sous la forme de 15 000 écus, qui furent immédiatement utilisés à réduire la dette soleuroise à Bâle. Cependant les 5350 écus d'intérêts que le roi leur devait encore chaque année dépassaient toujours la capacité moyenne du budget ordinaire de la ville. Heureusement, Soleure obtint le paiement des intérêts pratiquement sans interruption. Les années de 1591 à 1596 furent néanmoins particulièrement pénibles, le trésorier royal à l'ambassade ne pouvant honorer les engagements du roi envers Soleure. En 1593 seulement, les intérêts furent versés pour une année. Pour le reste, Soleure et les créanciers durent attendre l'année 1597, au cours de laquelle ils reçurent les intérêts de cinq ans à la fois ; l'évêque de Bâle dut même attendre huit ans.

La même situation se représenta en 1599. Soleure dut rappeler ses créances au roi Henri IV et demander en même temps un sursis auprès de ses créanciers. A partir de 1600, la situation s'améliora : le roi paya les intérêts pour deux ans, c'est-à-dire pour 1599 et pour 1600. En 1602, il remboursa 22 000 écus et en 1610 encore 20 000 écus sur l'emprunt de l'année 1574. En 1610, il devait à Soleure encore 65 000 écus pour ses anciennes dettes et 12 000 écus pour un nouveau contrat conclu en 1606¹⁴⁵. Comme Soleure avait encore utilisé presque tous ses excédents budgétaires au remboursement de ses propres dettes, but que la ville atteignit en 1608, les 20 000 écus qu'elle reçut en 1610 purent être immédiatement réinvestis. On ne les confia plus au roi de France. Soleure y ajouta 10 000 écus pris dans ses réserves fraîchement acquises et confia un prêt de 30 000 écus au gouvernement autrichien d'Ensisheim. Ce fait marque un tournant dans la politique financière soleuroise.

V. Bâle

Bâle avait créé, en 1504, un change public, qui devint au cours du XVI^e siècle la principale institution de crédit pour la ville et pour une bonne partie de la Suisse. Les affaires bancaires intéressant les particuliers de Bâle et ses voisins furent confiées aux bons soins des changeurs publics. Si par hasard quelqu'un avait obtenu un modeste crédit de la trésorerie publique, il le remboursait en principe au change¹⁴⁶. La ville accorda cependant des prêts,

¹⁴⁵ Pour l'histoire de l'amortissement de la dette royale à Soleure, cf. GERN, *Aspects*, pp. 174-178.

¹⁴⁶ 21 cas de prêts ou de crédits accordés par la ville n'ont pas laissé de trace de remboursement.

pour lesquels elle prit généralement l'argent dans son propre trésor, ce qui se produisit environ soixante fois au cours du XVI^e siècle, pour un montant total de 260 000 écus. Nous allons suivre ces prêts dans l'évolution de leurs volumes et de leur composition.

Au début du XVI^e siècle, l'énorme dette publique et l'effort entrepris en vue de son amortissement ne permirent pas à la ville d'accorder beaucoup de crédits. Jusqu'en 1517, quelques débiteurs auxquels Bâle avait avancé de l'argent à la fin du XV^e siècle encore, remboursèrent peu à peu leurs dettes. Parmi eux se trouvait Ulrich von Habsberg, qui rendit, au nom du roi de France, 1500 écus en 1502. L'évêque de Bâle remboursa en 1514 un prêt de 4500 écus pour lequel il avait payé constamment l'intérêt depuis des années déjà. A la fin de 1514, Bâle n'avait plus de débiteurs par obligation.

Des créances se constituèrent de nouveau à partir de 1517, par un prêt de 2665 écus accordé à l'évêque de Bâle. En 1520 s'ajoutèrent encore 735 écus¹⁴⁷. Entre-temps, en 1518, Thomas Schaller de Leimen, bailli à Waldenburg, avait reçu une avance de 75 écus sur sa propriété à Benken. Cette petite somme sera déduite par Bâle du prix d'achat de Biel et de Benken en 1526¹⁴⁸. En 1518, un prêt déjà important de 6120 écus fut accordé au comte Heinrich von Tierstein¹⁴⁹. En 1520, la somme de 3000 écus fut avancée au comte Wilhelm von Fürstenberg.

Ces premiers prêts témoignent déjà d'une certaine politique bâloise. Au cours du XV^e siècle, Bâle avait volontiers avancé des capitaux à son évêque, prenant pour gage des seigneuries de la campagne bâloise. Bâle continua à agir de la sorte au XVI^e siècle¹⁵⁰. Le démembrement du comté de Tierstein à leur profit était visé à la fois par Soleure et par Bâle. Mais le comte offrit, en 1518, Tierstein, Angenstein et Pfeffingen à l'évêque de Bâle. Soleure, dépassée par les événements, occupa en décembre le château de Tierstein par la force. Il était normal que Bâle cherchât à intervenir à sa façon, c'est-à-dire par le capital au moyen duquel le comte de Tierstein espérait se tirer de sa situation désespérée. Peut-être cet argent favorisa-t-il le compromis auquel les parties arrivèrent en 1522, lorsqu'on partagea le comté en trois parties, accordant l'une à Soleure, une autre à l'évêque et un petit bout à Bâle ?¹⁵¹

En 1519, Ulrich de Wurtemberg avait attaqué la ville de Reutlingen, provoquant ainsi une guerre avec les Etats de l'alliance de Souabe. Par son prêt accordé à Wilhelm von Fürstenberg, qui était un des chefs des Etats de Souabe, Bâle semble avoir penché plutôt contre Wurtemberg¹⁵². Il s'agissait de toute façon d'un prêt à moyen terme, qui fut remboursé en 1521 déjà. Mais Soleure appuyait le duc de Wurtemberg avec des prêts gagés sur

¹⁴⁷ FI BS 3500 et 1000.

¹⁴⁸ AMMANN et SCHIB, *Atlas*, carte N° 52.

¹⁴⁹ FI 8000 ou L. BS. 10 400.

¹⁵⁰ Boos, *Wie Basel*, pp. 1 ss.

¹⁵¹ AMIET, *Geschichte*, I, p. 427, 434.

¹⁵² *Op. cit.*, pp. 428-429.

Montbéliard. Bâle ne voulant pas perdre le contrôle de la situation sur le plan financier et territorial, se mit également à prêter de l'argent au duc. En 1524, il lui avança 4500 écus, en commun avec Soleure et contre une hypothèque sur Montbéliard. Les deux villes avaient emprunté cet argent auprès de quelques particuliers de Strasbourg, et chacune prit la moitié du capital en charge¹⁵³. Mais la ville de Bâle seule accorda au duc encore 4500 écus, pour lesquels Montbéliard servait encore d'hypothèque. Cette même année, Ulrich de Wurtemberg devint bourgeois de Bâle.

En 1524, Bâle accorda aussi un prêt de 710 écus à la ville de Waldshut qui avait souffert d'un incendie. Peter von Wyssenburger, bourgeois de Bâle, qui avait prêté 2550 écus¹⁵⁴ à la ville de Soleure quelque temps auparavant, légua cette créance à la grande aumône de Bâle. La ville fit valoir ce droit auprès de Soleure et encaissa chaque année les intérêts au nom de l'institution bâloise de charité. Pour une raison que j'ignore, Jakob Meyer zum Hasen, bourgmestre de Bâle, emprunta 1000 écus en 1524 pour deux ans. Jusqu'alors, Bâle avait accordé des crédits pour 23 600 écus dont 9100 avaient été rendus. Ses débiteurs lui devaient encore 14 500 écus.

La Réforme n'interrompt pas les relations financières entre la ville de Bâle et son évêque. Celui-ci continua à recourir au crédit bâlois. En 1529, Lux Klett, chancelier de l'évêque, emprunta 460 écus¹⁵⁵ qu'il rendit en 1536. L'évêque lui-même obtint en 1530 un prêt de 1430 écus¹⁵⁶. Peu à peu, les demandes de crédit vinrent aussi de plus loin. Au début de l'année 1532, le canton de Glaris eut besoin de 455 écus, pour une année seulement. Dans l'ensemble, il n'y eut que peu de changements jusqu'en 1540. La somme des créances de Bâle évoluait autour de 12 000 écus.

Au cours de la décennie 1540-1550, Bâle porta ses prêts à 40 000 écus. Une première somme de 5000 écus fut touchée par Nicolas de Gilley, seigneur de Marnolt. Le margrave de Bade reçut également 3750 écus en 1540. Ce prêt fut suivi d'autres en 1542, en 1546, en 1548 et en 1553, de sorte qu'en 1554 sa dette se montait à 8430 écus¹⁵⁷. La ville de Soleure vint chercher 1000 écus en 1543 pour les prêter à la margrave de Bade, à Neuchâtel.

Pendant la guerre de Smalkalde, Bâle s'en tint à la politique de neutralité décidée par les villes réformées suisses¹⁵⁸. Cela ne l'empêcha pas de prêter 2500 écus, en 1544, au jeune duc Christoph von Wurtemberg. Quelques années plus tard, en 1550, le duc reçut encore 1915 écus de la ville de Bâle. En 1546, celle-ci avança aussi 2500 écus à la ville de Constance aux prises avec des

¹⁵³ FEYLER, *Beziehungen*, pp. 235-236. StA SO, N° 46 (1), Zinsrodel 1531 (6000 fl Rh).

¹⁵⁴ Fl Rh 3400.

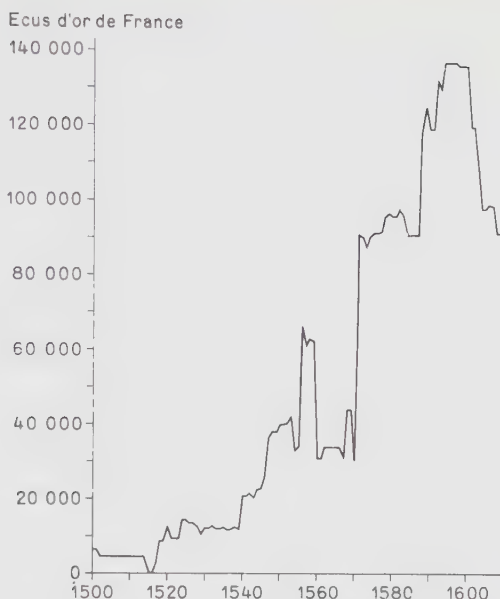
¹⁵⁵ 800 L. BS.

¹⁵⁶ 2000 fl BS.

¹⁵⁷ ARZET, *Geldgeschäfte*, pp. 7-8.

¹⁵⁸ BURCKHARDT, *Basel*, pp. 5-104.

Figure 26:
Evolution du volume des prêts
accordés par Bâle.



soucis financiers que le cours de la guerre lui causait¹⁵⁹, et favorisa l'emprunt que la ville de Strasbourg, qui était dans la même situation que Constance, émit au change public de Bâle¹⁶⁰. L'année suivante, Bâle donna suite à une demande d'emprunt venant de la part de Philippe, évêque de Bâle. Contre le gage de la vallée de la Birse englobant Zwingen, Laufen, Delémont, Saint-Ursanne et les Franches-Montagnes, l'évêque reçut 10 000 écus¹⁶¹. Mais Bâle racheta également à Soleure une obligation de 775 écus¹⁶² dont l'évêque était le débiteur et que Soleure lui avait prêtée sur le gage d'Arlesheim.

En 1552, la ville de Bâle racheta aussi deux obligations à son bourgeois Richard Keller. L'une comportait une créance de 625 écus sur le compte de la Chambre et l'autre obligeait la ville de Soleure pour 940 écus. Les créances de la ville de Bâle s'élevaient rapidement accrues. Elles s'élevaient maintenant à 42 500 écus. Un des débiteurs, le margrave de Bade, n'avait cependant plus payé les intérêts depuis quelques années. En 1554, on parvint avec lui à un accord : Bâle lui remettait sa dette de 8430 écus contre la possibilité de pouvoir se ravitailler en bois pendant quelques années dans les terres du margrave¹⁶³. Ainsi, le montant des créances de la ville de Bâle se trouva réduit à 34 000 écus.

¹⁵⁹ HEUSCHEN, *Reformation*, p. 140.

¹⁶⁰ StA BS, Finanz Y 1, Stadtwechsel: Allgemeines und Einzelnes, « Register und Rechnungen... 28. Juli 1546 ».

¹⁶¹ BURCKHARDT, *Geschichte*, p. 38.

¹⁶² 1000 fl or.

¹⁶³ ARZET, *Geldgeschäfte*, pp. 8-15.

En 1555 et en 1556, Bâle racheta deux obligations de 625 écus dont le duc Christoph de Wurtemberg était le débiteur. L'une avait appartenu à la veuve de Heinrich Ryhiner et l'autre à Valerian Rudin. Une autre obligation d'une valeur de 315 écus sur le seigneur de Vanillers fut cédée à la ville en 1556 en guise de paiement de l'impôt de succession, par les héritiers de Hans Probst. Une somme de 31 250 écus fut empruntée cette même année par le margrave Karl von Baden.

L'évêque Melchior obtint en 1558 un prêt de 3750 écus gagés encore sur Delémont et sur les Franches-Montagnes. Ce prêt lui fut accordé dans des conditions particulièrement favorables : pendant six ans, il n'avait pas d'intérêt à payer. A ce moment, le bilan des débiteurs s'élevait à 63 000 écus. Avec le remboursement, en 1560, par le margrave Karl von Baden de sa dette de 31 230 écus, les créances bâloises furent de nouveau réduites de moitié.

La ville de Genève obtint un prêt de 3000 écus en 1562. Il était prévu pour une année. Genève le remboursa seulement en 1656 !¹⁶⁴ En 1568, Strasbourg obtenait 13 125 écus. Cet argent, probablement emprunté en vue du financement de l'intervention militaire allemande dans la guerre de religion française, fut rendu en 1570. A la suite de la paix de Saint-Germain, Henri III avait besoin d'argent pour payer les troupes suisses : lors de sa tournée pour obtenir des prêts des villes suisses, l'ambassadeur de France reçut 60 000 écus à Bâle en 1571, soit 53 000 écus en or et 7000 écus en argent¹⁶⁵. De ce fait, les capitaux accordés en prêt par la ville de Bâle se chiffraient alors à 91 000 écus.

En 1574, Andreas Ryff devint, par son mariage avec la veuve Margrit Brunner, copropriétaire des mines d'argent de Giromagny dans les Vosges. Il est significatif que la ville de Bâle lui ait accordé la même année un prêt de 2500 écus. Ryff joua un rôle important dans la vie publique de Bâle et s'occupa en particulier des questions de finances et de monnaie¹⁶⁶. Le prince de Condé, en guerre en France avec les Guise, obtint en 1575 un prêt de 1000 écus, pour lesquels le Bâlois Lux Gebhart et le Zurichois Hans Heinrich Lochmann se portèrent cautions¹⁶⁷. L'administrateur de l'évêque de Bâle, Diebold Schongauer, emprunta en 1577 la somme de 635 écus. L'année suivante, la ville de Schaffhouse eut besoin de 5000 écus pour financer l'achat de Thayngen¹⁶⁸. En 1579, la ville de Bâle accorda quelques centaines d'écus aux administrateurs des églises de Saint-Léonard, de Saint-Pierre et de Gnadental. En dix ans, les créances bâloises s'étaient accrues de 5000 écus seulement, s'élevant en 1580 à 96 000 écus.

¹⁶⁴ KÖRNER, *Emprunts*, p. 9.

¹⁶⁵ ROTT, *Histoire*, II, p. 90.

¹⁶⁶ GEERING, *Handel*, pp. 434 ss ; BISEGGER, *Silberversorgung*, p. 166 ; MEYER, *Ryff*, pp. 280-303.

¹⁶⁷ StA BS, Fremde Staaten, Frankreich, A 5, 3.

¹⁶⁸ StA BS, Kantone, Schaffhausen, 7, Schaffhouse à Bâle, (15 juin 1579, 11 mai 1580, 16 juillet 1585).

De nouvelles tensions politiques et des conflits militaires furent à l'origine des prêts de la ville de Bâle à partir de 1583. Genève obtint 12 000 écus¹⁶⁹. Casimir, le comte palatin, en reçut 2000¹⁷⁰. J'ignore la raison pour laquelle l'abbé de Lützel emprunta 2220 écus la même année. A partir de 1588, Bâle investit le surplus de ses emprunts émis à partir de 1584. Pour les dépenses et frais qu'elle encourait par son intervention dans la querelle des frères Finninger à Mulhouse, Bâle obtint de la part de la ville voisine une obligation pour 11 000 écus¹⁷¹. En 1588 encore, les seigneurs Sancy et Sillery reçurent un prêt de 20 000 écus¹⁷². L'année suivante, lorsque la guerre éclata entre Genève et la Savoie, Bâle prêta encore 4000 écus à Sancy¹⁷³ et autant à la ville de Genève. Ainsi, par ces nouveaux prêts, les débiteurs de Bâle lui devaient au début de l'année 1590 la somme de 120 000 écus.

Bâle continua à placer ses capitaux. Strasbourg en profita en 1593 en empruntant 5360 écus¹⁷⁴. Les margraves Ernst et Georg Friedrich von Baden-Hochburg reçurent également un prêt de 7500 écus, grossi l'année suivante encore d'environ 7000 écus¹⁷⁵. En 1600, le portefeuille de la ville de Bâle était fourni d'obligations d'une valeur nette de plus de 136 000 écus. Quelques prêts, dont un de 1160 écus accordé à l'abbé de Lützel en 1606, s'ajoutèrent encore au cours des premières années du XVII^e siècle.

Bâle encaissa également d'importants remboursements au cours de la première décennie de ce nouveau siècle: en 1601, Sancy payait déjà 14 000 écus, et Andreas Ryff les 2500 écus qu'il avait empruntés vingt-sept ans auparavant¹⁷⁶. En 1603, Bâle récupérait les 5360 écus de Strasbourg et 7500

Débiteurs	Ecus
Roi de France	53 000
Margrave de Bade	7 000
Genève	19 000
Mulhouse	8 225
Abbé de Lützel	3 380
Eglises de Bâle	1 160
Total	91 765

Tableau 36: Débiteurs de la ville de Bâle en 1610.

¹⁶⁹ KÖRNER, *Emprunts*, p. 7.
¹⁷⁰ StA BS, Fremde Staaten, Pfalz, A 5 b, «Zinsverschreibung Casimirs, 1583».
¹⁷¹ StA BS, Fremde Staaten, Mülhausen, C, 1.
¹⁷² StA BS, Kleiner Rat, 1, p. 171 (24 mars 1589), p. 185 (16 avril 1589).
¹⁷³ StA BS, Kleiner Rat, 2, f^o 24 (29 novembre 1589), f^o 32 (6 décembre 1589).
¹⁷⁴ 2000 fl BS de la ville et 8000 fl BS du change public. StA BS, Fremde Staaten, Strassburg C, Strasbourg à Bâle, (13 novembre 1592, 17 février 1593, 2 avril 1593).
¹⁷⁵ StA BS, Kleiner Rat, 3, f^o 160 (15 novembre 1592, 16 novembre 1592).
¹⁷⁶ Andreas Ryff et Jacob Goetz étaient les délégués bâlois qui ramenèrent les 14 000 écus de Soleure à Bâle. StA BS, Finanz H, 1601/02.

écus que la ville de Baden en Argovie remboursait au nom des margraves de Bade. L'année suivante, l'ambassadeur de France rendit encore 10 000 écus. Enfin, en 1608, le trésorier royal à Soleure versa un acompte de 7000 écus d'argent sur les 60 000 écus que Bâle avait accordés au roi de France en 1571. De ce fait, les débiteurs ne devaient plus en 1610 que 91 765 écus à la ville de Bâle (tabl. 36).

VI. Schaffhouse

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE

Submergée de dettes, la ville de Schaffhouse ne put prêter de l'argent pendant la première décennie du XVI^e siècle (fig. 27). Les prêts accordés par la ville apparaissent à partir de 1511. En 1520, leur somme ne s'élève qu'à 6350 écus. Jusqu'alors, Schaffhouse avait prêté des capitaux tout en remboursant ses propres dettes. De 1522 à 1530, les dettes et les créances schaffhousoises évoluent de la même manière, augmentant jusqu'en 1526/1527 et diminuant par la suite. A partir de 1530 seulement, les dettes tendirent à disparaître complètement tandis que les prêts reprenaient le rythme de leur croissance antérieure pour s'établir après 1540 au niveau de 20 000 écus environ. Pendant plus de vingt ans, malgré les nombreux prêts accordés par la ville et grâce aux sommes remboursées par les débiteurs, ces 20 000 écus constituent une sorte de plafond que l'on ne creva pratiquement jamais. Après 1560, le volume des crédits augmenta à nouveau, franchissant résolument les 20 000 écus et dépassant même 50 000 écus en 1590. A partir de 1570, Schaffhouse recommença cependant à faire des dettes, de sorte que, jusqu'en 1590, le solde actif resta généralement entre 15 000 et 20 000 écus. Toutefois, les dettes n'augmentant plus à partir de 1590, ce solde actif des prêts atteignit finalement environ 30 000 écus.

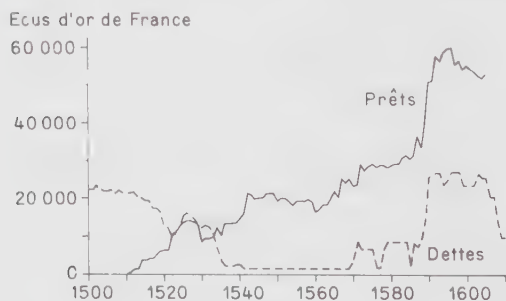


Figure 27: Evolution du volume des créances et dettes de Schaffhouse¹⁷⁷.

¹⁷⁷ La courbe des prêts s'arrête en 1605. Les sources ne m'ont pas permis de la continuer jusqu'en 1610.

Année	Extérieur	Campagne	Ville
1520	98,3	0	1,7
1540	68,7	3,4	9,9
1560	66,3	24,1	9,6
1580	67,5	25,5	7,0
1600	70,6	20,3	9,1

Tableau 37: Composition des créances de la ville de Schaffhouse.

Les débiteurs de Schaffhouse peuvent être divisés en trois groupes : la ville, la campagne et les autres. Le dernier de ces trois groupes fut le premier à demander le crédit financier de la ville. Il s'agissait de la noblesse du pays plus ou moins proche de Schaffhouse, ainsi que des princes régnants et des villes confédérées. De 1511 à 1605, Schaffhouse prêta environ 119 000 écus répartis entre les trois groupes de la manière suivante : 19% pour les gens de la ville, 15% pour la campagne, 66% aux autres. Cela signifie que deux tiers des capitaux prêtés servaient la politique extérieure de Schaffhouse, tandis qu'un tiers était investi dans l'économie locale ou régionale.

En 1520, les prêts accordés à l'extérieur représentaient encore la presque totalité du portefeuille des titres financiers en possession de Schaffhouse (tabl. 37). Par la suite, la part de cette catégorie diminua, mais elle resta toujours supérieure aux deux tiers du total des créances. A l'autre extrémité se trouvaient les gens de la ville. La valeur totale de leurs dettes envers la ville resta toujours inférieure à un dixième. Les gens de la campagne et des communes de la région schaffhousoise possédaient, en 1550 déjà, 15,3% du crédit total. Par la suite, les capitaux investis chez eux atteignirent un quart de l'ensemble puis retombèrent à un cinquième en 1600.

De 1530 à 1605, le capital moyen investi par année circula 3,3 fois à la campagne, 3,5 fois à l'extérieur et 8,4 fois en ville. Dans le domaine du crédit à long terme, l'argent circulait deux fois et demie plus vite en ville qu'à la campagne. Les gens de la ville rachetaient leurs obligations en moyenne tous les neuf ans, ceux de la campagne tous les vingt-trois ans. En principe, cette dernière durée pourrait avoir été plus longue encore, puisqu'un bon nombre de ces prêts à la campagne avaient été accordés par des particuliers de la ville qui, après quelques années, avaient cédé les obligations à la trésorerie. Toujours est-il que les débiteurs en ville avaient la possibilité matérielle de rembourser leurs dettes plus vite que les autres. Par conséquent, la ville donnait ici plus de crédit avec moins de capitaux qu'à la campagne¹⁷⁸. Quant aux autres débiteurs tels que la noblesse et les villes, leurs emprunts, dont l'argent était destiné à la consommation ou à la guerre, ne pouvaient être remboursés aussi rapidement que ceux des gens de la campagne.

¹⁷⁸ En ville : 21 462 écus avec une moyenne annuelle de 2568 écus. A la campagne : 17 865 écus avec une moyenne annuelle de 5344 écus.

B. LES DÉBITEURS EN VILLE ET À LA CAMPAGNE SCHAFFHOUSOISE

En principe, l'obligation que possédait la trésorerie de Schaffhouse était l'attestation écrite d'un prêt reçu comptant. La cessibilité des titres d'obligation permit cependant très tôt aux particuliers de se procurer de l'argent comptant ou de payer des dettes à l'aide de n'importe quelles obligations valables. C'est ainsi que Hans Fattli, bourgeois de Schaffhouse et aubergiste « zum Gelen Horn », et Anna Pflumin, sa femme, cédèrent à la trésorerie de Schaffhouse une obligation sur Jörg Brunner et Agathe Offenburger auxquels ils avaient prêté en 1545 une somme de 85 écus¹⁷⁹. Le trésorier leur versa 200 florins comptants contre la cession du titre et le renoncement définitif au profit de la ville en 1547¹⁸⁰. Aurelius Zurgilgen, bourgeois de Lucerne, qui avait hérité de Juliane Zurgilgen, sa cousine, trois obligations, les vendit en 1542 à Schaffhouse pour 190 écus¹⁸¹. De ce fait la ville devenait créancière des propriétaires de la maison « zum Roten Rösslin », de l'auberge « zum Hecht », et de la maison « zum Zuber » à Schaffhouse. Il s'agissait de trois hypothèques créées en 1486, en 1509 et en 1513¹⁸². Par des affaires semblables, des obligations des gens de la campagne devinrent propriété de la ville. En 1543, Benedikt Kübler d'Ossingen hérita de deux obligations à l'occasion du décès de Waltpurga Rutschin, bourgeoise de Schaffhouse. Il vendit ces deux lettres à la ville pour 57 écus¹⁸³. Dès ce moment Rudolf Klett, appelé Kübler, bailli d'Ossingen, et Hans Rutschi d'Ossingen, bailli adjoint, l'un un obligé depuis 1521 et l'autre depuis 1543 seulement, durent payer les intérêts à la ville de Schaffhouse¹⁸⁴.

Après le décès d'Antonia Peyer en 1547, ses héritiers devant s'acquitter d'un impôt sur l'héritage s'élevant à 408 écus¹⁸⁵, la ville les autorisa à verser cette somme sous forme de quatre obligations. Ils cédèrent premièrement 187 1/2 écus¹⁸⁶ sur Sigfried Wirt, bailli adjoint, à Eglisau, obligation créée en 1545, deuxièmement 125 écus¹⁸⁷ sur Walter Farner, appelé Schmid, bailli de Stammheim, obligation créée en 1508, troisièmement 62 1/2 écus sur la commune de Heggart, obligation créée en 1518. La quatrième obligation acceptée par Schaffhouse existait déjà en 1442. Il s'agissait de 33 écus¹⁸⁸ sur le bain des tisserands. En 1512, Antonia Peyer était devenue propriétaire de cette obligation. L'attestation de la cession en 1512 fut jointe à celle de

¹⁷⁹ 200 fl SH.

¹⁸⁰ StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (Montag nach Valentin 1547).

¹⁸¹ 300 fl SH.

¹⁸² StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (Samstag nach Joh. baptist 1542).

¹⁸³ 85 fl 1 L. SH.

¹⁸⁴ StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (Montag nach Oculi 1543).

¹⁸⁵ Fl SH 653.10.—.

¹⁸⁶ 300 fl SH.

¹⁸⁷ 200 fl SH.

¹⁸⁸ 80 L. SH.

1547¹⁸⁹. La même année, Moritz Uol et Agatha Rüggerin, sa femme, ne purent pas payer comptant les 41 écus¹⁹⁰ qu'ils devaient à la ville pour le départ de Margretha Wildisin de Löhningen. Ils signèrent donc une reconnaissance de dette gagée sur leur maison et leur vignoble à Löhningen¹⁹¹.

En 1543, Bartlime Far, bourgeois de Schaffhouse, acheta à la ville une maison pour 90 écus¹⁹². Ne disposant pas de suffisamment d'argent comptant pour payer la maison, il céda à la ville une obligation sur Vinzenz Keller, huissier à Schleithem, et une autre obligation sur Erasmus Koch d'Uwiesen¹⁹³. Pour une affaire criminelle, Moritz Dorer et son fils Konrad furent condamnés en 1558 à une amende de 185 écus¹⁹⁴. Konrad Sorg, du Conseil de Schaffhouse, qui agissait en tant que tuteur, obtint pour eux de pouvoir s'acquitter de l'amende en cédant deux obligations sur des gens de Rühldingen¹⁹⁵.

Au moins 53% des obligations passées à la ville de Schaffhouse au cours de la période observée¹⁹⁶ sont des obligations de tierces personnes données en paiement d'une dette, d'une amende, d'un départ, d'un droit de succession, ou pour l'obtention d'argent comptant¹⁹⁷. Ce chiffre est peut-être bien supérieur en réalité, mais des lacunes dans les sources ne permettent pas de saisir l'année et les causes de tous les crédits accordés par la ville¹⁹⁸. Toutefois, le fait que ce genre d'affaires financières ait été effectué pour plus de la moitié des crédits au moyen d'une cession d'obligations, laisse supposer que cela a été une pratique courante à Schaffhouse au XVI^e siècle. La première cession d'une obligation à la ville est attestée par les comptes de l'année 1518/1519¹⁹⁹. La première entre particuliers paraît attestée en 1512²⁰⁰. Mais cette pratique ne doit pas avoir été introduite au XVI^e siècle seulement à Schaffhouse, tant elle est déjà fréquente au cours de la première moitié du siècle.

Le volume des débiteurs en ville et à la campagne représente donc un ensemble de crédits et d'investissements directs et indirects de la ville de

¹⁸⁹ StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (Donnerstag nach Jacobi 1547).

¹⁹⁰ 100 L. SH.

¹⁹¹ StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (20 mai 1547).

¹⁹² 140 fl SH.

¹⁹³ StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (Samstag nach Himmelfahrt Marie 1543).

¹⁹⁴ 300 fl SH.

¹⁹⁵ StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (11 juin 1558).

¹⁹⁶ 1500 à 1608.

¹⁹⁷ 181 obligations sur 345 en ville et à la campagne.

¹⁹⁸ La série des comptes de la trésorerie schaffhousoise (Stadtarchiv SH, A II) n'est pas complète, et le nombre des obligations conservées aux archives d'Etat est limité.

¹⁹⁹ 1000 fl Rh sur le comte Friedrich von Fürstenberg. Cession faite à la ville par Konrad Stürzeler.

²⁰⁰ StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (Donnerstag nach Jacobi 1547).

Années	Obligations achetées par la ville				Valeurs moyennes en écus
	Ecus		Nombre		
	Absolu	%	Absolu	%	
1526-1550	8 472	—	74	—	115
1551-1575	11 197	+32,2	90	+21,6	124
1576-1600	15 151	+35,3	131	+45,6	116

Tableau 38: *Evolution du crédit local et régional de Schaffhouse.*

Schaffhouse. La croissance (tabl. 38) a été constante en ce qui concerne la somme des crédits accordés d'une période de vingt-cinq ans à l'autre, et s'accéléra au cours du dernier quart du siècle. Quant au nombre des obligations achetées par Schaffhouse, la comparaison de la période de 1526 à 1550 avec celle de 1576 à 1600 révèle un étonnant parallélisme au cours du siècle: les valeurs augmentent de 78,8% et le nombre des obligations de 77%. A cause de la lenteur des remboursements en général, particulièrement par les gens de la campagne, le solde des sommes dues à la ville a évolué tout autrement. En 1575, la différence par rapport à 1550 se révèle positive de 63%. Au cours des vingt-cinq années suivantes, l'accumulation du solde est encore de 76,6% par rapport à 1575. La valeur moyenne des crédits pour toute la période étudiée s'élève à 118 écus. Les faibles écarts de cette moyenne (—2,54% pour 1526-1550; +5,08% pour 1551-1575; —1,69% pour 1576-1600) montrent que la croissance du volume n'a pas du tout été d'ordre qualitatif. Les valeurs des crédits n'ont pratiquement pas bougé, mais le nombre des affaires a augmenté et avec elle le capital global investi à long terme²⁰¹.

Parmi la clientèle en ville on trouve les administrateurs des couvents, l'hôpital Sainte-Agnès, les bourgmestres, secrétaires et autres fonctionnaires de la ville. Les hérauts de la ville ne transmettaient pas toujours aux trésoriers les intérêts que les débiteurs de la ville leur avaient payés au cours de leurs tournées à la campagne. Par la suite, ils furent obligés de signer des reconnaissances de dette pour les sommes retenues²⁰². En ce qui concerne les dettes des capitaines schaffhousois, il semble qu'elles provenaient d'obligations comptées en paiement plutôt que de véritables prêts accordés par la ville²⁰³. Le capitaine Kaspar Rinck-Wildenberg fut condamné, en 1594, à une amende de 500 écus que ses héritiers furent finalement obligés de payer avec les intérêts, à partir de 1597.

²⁰¹ Moyennes: 118,7 écus pour la ville, 116,4 écus pour la campagne, 117,7 écus pour l'ensemble.

²⁰² Exemple: Bläsi Speck en 1608/1609.

²⁰³ Cf. SCHIB, *Geschichte*, pp. 240-242. Thoman Stülz, 120 écus en 1573; Philipp Jacob von Waldkirch, 120 écus en 1586; Hans Heinrich Koch, 180 écus en 1602.

Malheureusement ni les comptes ni les obligations ne donnent systématiquement le titre ou la profession du débiteur. Parmi les données recueillies on peut néanmoins constater la prédominance numérique des aubergistes, suivis des bouchers et des boulangers²⁰⁴. Au milieu de la liste, on trouve les tanneurs et les cordonniers²⁰⁵. Enfin, il y avait aussi des tuiliers, des scieurs, des cloutiers, des armuriers, des forgerons, des charrons, des maçons, des serruriers, des selliers, des chapeliers, des meuniers et des orfèvres. Les causes de leur dette ne sont que très rarement indiquées dans les sources. Quelques indications cependant laissent supposer qu'en dehors des cessions déjà décrites, le prêt à la construction ait été le plus fréquent. C'est particulièrement le cas des aubergistes, qui durent constamment agrandir leurs hôtels pour pouvoir accueillir tous les marchands de passage, dont le nombre, au cours du XVI^e siècle, doit avoir énormément augmenté²⁰⁶.

Les investissements schaffhousois à la campagne englobent des prêts accordés directement par la ville, mais aussi des obligations qu'elle avait achetées ou acceptées de la part de ses bourgeois²⁰⁷. De nombreuses communes et les habitants de plusieurs villages, 75 environ, empruntèrent de l'argent à Schaffhouse (fig. 28). Les débiteurs se trouvaient dans 21 villages du territoire schaffhousois, mais aussi dans 21 localités de la région allemande proche de la ville de Schaffhouse. Mais c'est en pays zurichois et thurgovien que se trouve le plus grand nombre de communes ayant profité du crédit schaffhousois.

Sur les 154 obligations concernées, 34, soit 22 %, témoignent d'un prêt accordé à une des communes de la région. Mais la somme des capitaux avancés aux communes et aux petites villes du pays s'élève à 6839 écus, ce qui correspond à 38,2 % du total. La moyenne des crédits dont les communes ont profité est de 201 écus. Par conséquent, les particuliers n'ont reçu en moyenne que 92 écus²⁰⁸. Il serait difficile d'avancer des explications sur les raisons précises qui ont amené ces personnes à demander un crédit à long terme. Ici, les sources ont encore plus de lacunes que pour les débiteurs de la ville. Sur les quinze indications concernant la profession des gens, on trouve six meuniers, deux aubergistes, deux pasteurs, un boulanger, un forgeron, un transporteur de bois, un menuisier et un tonnelier. Quelques débiteurs sont représentés par une firme indiquant un ou deux noms suivis de l'indication « et consorts »²⁰⁹. De quelle sorte d'associations s'agissait-il ? Et les autres prêts ? Étaient-ils des investissements dans l'agriculture et dans l'artisanat traditionnel de la campagne ?

²⁰⁴ 9 aubergistes, 5 boulangers, 5 bouchers.

²⁰⁵ Trois de chaque groupe.

²⁰⁶ STEINEMANN, *Zoll*, pp. 186 ss ; KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, pp. 78-79.

²⁰⁷ Pour le Moyen Âge, cf. SCHIB, *op. cit.*, pp. 147-148, 358, 360-361.

²⁰⁸ Moyenne générale : 116,4 écus. Les écarts par rapport à cette moyenne générale sont les suivants : + 73 % pour les communes, — 21 % pour les particuliers.

²⁰⁹ « ... und Mithaften ».

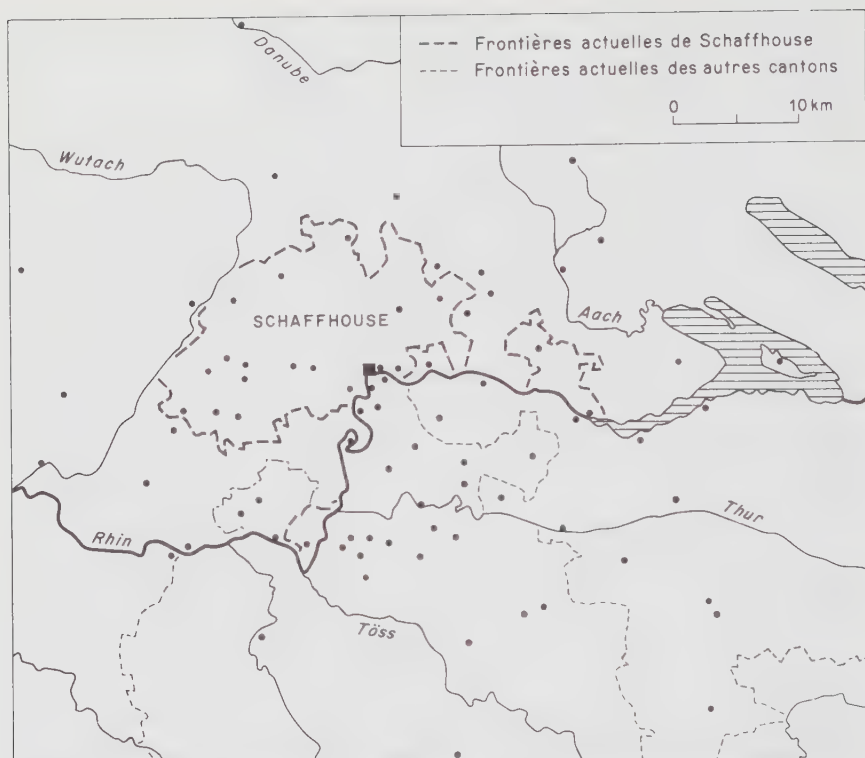


Figure 28 : Les investissements de la ville et des bourgeois de Schaffhouse à la campagne.

On peut constater en tout cas une relative intensification des relations financières entre la ville et la campagne. Les crédits étaient accordés soit par la ville soit par des bourgeois de la ville. L'écrasante majorité des cessions d'obligations fut le fait de citadins. La campagne vivait dans la dépendance financière de la ville. J'ai naguère constaté pour Schaffhouse que l'espace régional contrôlé par la ville au cours de la première moitié du XVI^e siècle, en ce qui concerne le crédit à court terme, se trouvait à l'intérieur d'un rayon de 20 kilomètres²¹⁰. Jusqu'à la fin du siècle, les crédits à long terme se sont multipliés dans cet espace, surtout sur territoire suisse, puisque quatre communes intéressées étaient situées au sud de la Thur avant 1550, tandis qu'elles furent 18 au cours de la seconde moitié du siècle²¹¹. Sur le territoire de Zurich et en Thurgovie quelques débiteurs étaient domiciliés à plus de 30 kilomètres de Schaffhouse. Malgré les barrières que Zurich avait imposées à

²¹⁰ KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, pp. 69-70.

²¹¹ Deux communes pour le crédit à court terme avant 1550.

l'expansion territoriale de sa voisine du nord, celle-ci continua au cours du XVI^e siècle à élargir son espace économique et financier²¹².

C. PRÊTS ACCORDÉS À L'EXTÉRIEUR

La situation géographique de Schaffhouse, la prospérité de son artisanat et de son commerce, la solidité de son administration politique, firent de cette ville au cours du XVI^e siècle un centre financier pour la noblesse de la région plus ou moins proche. Karl Schib rappelle les tristes épreuves par lesquelles la noblesse allemande et les couvents durent souvent passer en raison des nombreuses guerres qui ravageaient le pays. Les dégâts furent réparés grâce à des emprunts, les besoins allemands de capitaux rencontrant l'offre financière des Suisses²¹³.

Dans un article récent sur le crédit à court terme à Schaffhouse au cours de la première moitié du XVI^e siècle, j'ai pu montrer que cette noblesse avait utilisé les services des trésoriers de Schaffhouse²¹⁴. On trouve la même clientèle, mais aussi d'autres nobles, dans le domaine du crédit à long terme. Vers la fin du siècle, Schaffhouse mit activement ses capitaux à la disposition de la politique confessionnelle de la Confédération protestante. C'est certainement la raison pour laquelle le volume des sommes dues par les débiteurs à l'extérieur doubla en moins de dix ans (de 1586 à 1592).

Pour une bonne partie des crédits dont la noblesse voisine profita, il est difficile de distinguer entre les prêts comptants et les cessions d'obligations. En 1511, le comte Erhart von Tengen paye 60 écus d'intérêts. La même année, il cède une obligation de 300 écus²¹⁵ sur Hans Jacob Bodmen, pour lequel les seigneurs von Honburg continueront à assurer le paiement des échéances jusqu'aux remboursements en 1552, 1554 et 1557. Entre-temps, Erhart von Tengen avait réglé son compte en 1519 déjà avec la ville de Schaffhouse. Les comtes Sigmund et Christoph von Lupfen de Hohenlupfen-sur-Stühlingen étaient des personnages bien connus à Schaffhouse. Sigmund emprunta 450 écus²¹⁶ en 1512. La même année, Schaffhouse entra en possession d'une autre obligation d'une valeur de 230 écus²¹⁷ dus par Sigmund von Lupfen à Hans Sonnenberg de Lucerne. Ce dernier étant décédé, le tuteur des enfants de Sonnenberg chercha à négocier l'obligation de Sigmund et trouva un acquéreur en la ville de Schaffhouse. Pour ces créances, et pour d'autres prêts encore, la ville eut affaire aux comtes de Lupfen jusqu'à la liquidation d'un contentieux devenu trop volumineux

²¹² SCHIB, *op. cit.*, pp. 251 ss.

²¹³ *Op. cit.*, p. 360.

²¹⁴ KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, pp. 70-71.

²¹⁵ 400 fl Rh.

²¹⁶ 600 fl Rh.

²¹⁷ 460 L. SH.

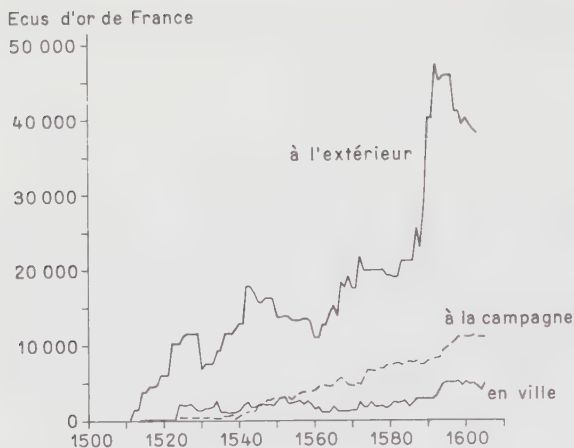


Figure 29: Evolution du volume des créances schaffhousoises en ville, à la campagne et à l'extérieur.

en 1550. Au cours de cette année, Peter Andres Gut, le secrétaire²¹⁸ de Stühlingen, versa à Schaffhouse 2442 écus²¹⁹ représentant le capital, les intérêts et les frais. Vers 1569, le comte Heinrich von Lupfen-Engen emprunta une somme de 2500 écus qu'il rendit sans autre en 1588. A Stühlingen, Schaffhouse aura encore un débiteur en 1600, H. Konrad, maréchal du Saint Empire Romain, seigneur de Bappenheim et margrave à Stühlingen, qui emprunta 800 écus pour une année seulement, délai qui fut respecté.

En 1514, le jeune Wolf von Landenberg assassina Batt Löw de Schaffhouse. Devant payer 2250 écus pour les dommages et intérêts²²⁰, il céda à la ville deux obligations de 1500 écus, l'une sur son père, Hans von Landenberg, et l'autre sur le duc Ulrich von Wurtemberg²²¹. L'obligation du duc de Wurtemberg avait été cautionnée par la seigneurie de Tuttlingen. Des relations s'instaurèrent alors entre Schaffhouse et Tuttlingen, conduisant à d'autres prêts accordés à Wurtemberg. En 1570, les derniers intérêts furent encaissés. La maison de Wurtemberg semble avoir racheté toutes les obligations qu'elle avait eues envers Schaffhouse²²². La créance sur Hans von Landenberg était en réalité une obligation sur le château de Blumberg. Les propriétaires qui s'y succédèrent au cours du XVI^e siècle devinrent au fur et à mesure les débiteurs de la ville de Schaffhouse²²³. En

²¹⁸ Landschreiber.

²¹⁹ L. SH 5616.16.5. Des retards existaient déjà en 1519/1520.

²²⁰ 3000 fl Rh.

²²¹ La différence de 1000 fl Rh (750 écus) fut rendue avec les intérêts accumulés, ce qui fit L. SH 1644.10.— (822¼ écus).

²²² Concernant d'autres affaires financières du duc Ulrich von Wurtemberg, voir KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, p. 84, n. 56.

²²³ Schaffhouse encaissa des intérêts de Hans von Landenberg, de Max von Eberstein, de Gaspard et Eberhard Brümsi.

1518, Beringer von Landenberg emprunta 165 écus²²⁴ pour trois ans. M^{me} von Landenberg reçut en 1552 un prêt de 220 écus²²⁵.

Les comtes de Fürstenberg furent encore plus liés par des emprunts à Schaffhouse que les Landenberg. Au xv^e siècle déjà, les Fürstenberg avaient eu recours au crédit schaffhousois. Les premières obligations pour lesquelles Friedrich von Fürstenberg paya des intérêts à Schaffhouse au xvi^e siècle furent des titres cédés à la ville par des particuliers, créanciers du comte. En 1518, Conrad Stürzel donna ainsi une obligation de 750 écus. Les héritiers de Conrad Schärer cédèrent en 1519 un titre d'une valeur de 375 écus. Des héritiers Harder, Schaffhouse reçut une obligation de 390 écus en 1526. En 1540, la ville racheta à B. Waldkilch une obligation de 600 écus, en 1544 à Christoph Murtach une obligation de 330 écus et, en 1547, encore 450 écus à Ulrich von Fulach. Par suite de rachats de titres, ainsi que par des prêts comptants, et malgré un remboursement de 1875 écus en 1567, la dette des comtes de Fürstenberg atteignit en 1572 la somme de 15 000 écus, y compris les intérêts en retard. Au cours de cette année, le comte Heinrich fit payer des arrérages d'une valeur de 2404 écus²²⁶. Le capital dû à Schaffhouse s'élevait toujours à 12 600 écus. En 1597, deux nouveaux remboursements de 4500 écus et de 600 écus doivent avoir été effectués. Par la suite, la créance que la ville de Schaffhouse avait encore sur les comtes de Fürstenberg resta à 7500 écus²²⁷.

Vers 1531, Jörg Wiss von Bodmen, du château de Hohenkrähen sur Singen, avait emprunté 750 écus à Schaffhouse. Hans Wolf von Bodmen augmenta la dette en 1557 en empruntant encore 200 écus. La ville de Schaffhouse ne courait aucun risque, en principe, car Hans Jakob Fugger d'Augsburg s'était porté caution pour von Bodmen²²⁸. En 1566, Schaffhouse ajouta encore 2500 écus, que Diethelm Uhl et Christoph Gut remboursèrent en 1572 au nom de Hans Ludwig von Bodmen. Les 950 écus restants semblent avoir été rendus l'année suivante. En 1542, Schaffhouse prêta à Hans Kaspar von Klingenberg une somme de 1250 écus²²⁹. On lui avait avancé de l'argent déjà avant cette date. Par ce dernier prêt cependant, la ville rachetait définitivement une obligation de 5000 écus²³⁰ que le seigneur de Klingenberg avait lui-même avancée en 1539 à la ville de Stein am Rhein. Cette dernière remboursa la dette en quatre tranches égales de 1250 écus. En 1566, Stein avait effacé sa dette²³¹.

²²⁴ 220 fl Rh.

²²⁵ 500 fl SH.

²²⁶ L. SH 5395.12.—, Stadtarchiv SH, N° 251, Stadtrechnung 1572/1573, Restanzen.

²²⁷ Pour les relations financières de Schaffhouse avec les Fürstenberg, voir également SCHIB, *Geschichte*, pp. 361 ss.

²²⁸ Fugger paya les intérêts à partir de 1556.

²²⁹ 2000 fl SH.

²³⁰ 8000 fl SH.

²³¹ StA SH, Seckelamtakten, Urkunde (6. Januar 1542).

Le comté de Klettgau paye en 1569 des intérêts pour un capital d'environ 1250 écus. Les versements arrivent très irrégulièrement à la trésorerie de Schaffhouse. A partir de 1583, ils s'arrêtent complètement. Après avoir patienté une dizaine d'années, les Schaffhousois convoquèrent en 1592 les responsables du Klettgau et du comte de Sulz pour résoudre ce problème. Par manque de numéraire du côté des débiteurs on ne trouva que la solution classique et traditionnelle: les intérêts composés furent capitalisés et considérés comme s'ils avaient été prêtés comptant l'année même. De cette manière la dette du comte augmenta d'un seul coup de 5350 écus s'élevant dorénavant à 6600 écus. Le comte de Sulz continua d'ailleurs à ne rien payer jusqu'en 1602²³².

L'abbaye de Reichenau devait à Hans Ulrich Gutjahr de Schaffhouse 225 écus²³³, dette attestée par une obligation que la ville racheta de ce Gutjahr en 1519. L'abbaye fit verser l'intérêt à Schaffhouse avec une constance presque exemplaire au cours du siècle. L'évêque de Constance, qui avait reçu en 1545 un prêt de 125 écus²³⁴, s'acquitta tout aussi régulièrement de l'intérêt dû chaque année. Il avait des représentants à Schaffhouse qui s'occupaient de ses affaires financières: Daniel Brümsi avant 1558, Christoph von Waldkirch en 1558, Bernard Peyer de 1559 à 1581, Hans Ulrich Peyer-Imhof à partir de 1582 et Bernhard Peyer-Imhof au début du XVIII^e siècle. Une obligation de 500 écus sur l'abbaye de Rheinau entra en possession de Schaffhouse en 1597 par suite du décès de Christoph Oswald. Les héritiers avaient cédé cette créance de 500 écus à la ville.

Les seigneurs de Suisse qui avaient des dettes à Schaffhouse furent bien moins nombreux. Les dettes que Hans Wilhelm von Fulach avait à Schaffhouse furent payées par la ville de Zurich²³⁵. Wolf Walter von Greiffenberg, appelé Werli à Lommis, emprunta 625 écus en 1562. Cette somme étant gagée sur la Seigneurie de Lommis, les représentants légaux de cette Seigneurie assurèrent le paiement des intérêts. Rudolf Mötteli, d'une famille ressortissant de Ravensbourg, avait une dette de 2250 écus gagée sur le château de Pfyn²³⁶. Le capitaine Christoph Tschudin de Glaris, habitant à la Wasserstelz de Kaiserstuhl, emprunta 171 écus²³⁷ en 1601. Pour des raisons encore inconnues les bailliages d'Alstätten et de Kobelwyss dans le Rheintal payèrent de 1565 à 1569 des intérêts se rapportant à un capital d'environ 1100 à 1300 écus.

Une affaire cependant semble sortir du cadre habituel des prêts. En 1562, Jakob Brennwald et Hans Fogler emportèrent de Schaffhouse une somme de 1200 écus que Peter Wyss d'Hedingen et Ulrich Bühler de Brüttisellen

²³² Voir le solde de sa dette en 1610, *infra*, p. 217.

²³³ 307 1/2 fl.

²³⁴ 200 fl SH.

²³⁵ *Infra*, Quatrième partie, VIII, A.

²³⁶ Schaffhouse encaissa l'intérêt de cette obligation d'environ 1536 à environ 1560.

²³⁷ 20 ducats = 480 L. SH.

avaient empruntée. Les intérêts furent versés d'abord par les débiteurs eux-mêmes, ensuite par des personnes apparentées ou alliées à Peter Wyss : Joseph Wyss, de Zoug, en 1582 ; Jakob Wyss, d'Hedingen, et Hans Steiner, d'Affoltern am Albis en 1583 ; Hans Konrad Werlin, au nom d'Heinrich Wyss et Compagnie, en 1581, en 1592 et en 1593 ; Baschion Peyer, de Schaffhouse, au nom de la Compagnie d'Heinrich Wyss. En 1602, Jakob Wyss de Zurich, envoyé par Hans Heinrich Keller, du Conseil de Zurich, remboursa la moitié du capital au nom d'Heinrich Wyss d'Hedingen et au nom des membres de sa compagnie à Brüttisellen. Les mêmes agents assurèrent, en 1603, le remboursement de la seconde moitié du capital. Il s'agit certainement d'une entreprise de caractère industriel ou commercial, peut-être d'une entreprise de transport, travaillant particulièrement sur la route qui part de Schaffhouse et passe par Andelfingen, Winterthur, Brüttisellen, Zurich, Hedingen, Affoltern am Albis, Zoug, Immensee, Küsnacht am Rigi, Flüelen, et vers le Saint-Gothard. L'intérêt particulier de cette société réside dans le fait que les entrepreneurs n'étaient pas domiciliés dans un grand centre, mais de part et d'autre de Zurich, c'est-à-dire à Brüttisellen et à Hedingen.

Quelques prêts accordés par Schaffhouse échappent au cadre régional de la ville. Au printemps 1523, François I^{er} emprunta à Bâle 15 000 écus, par les soins de Jean Morelot du Museau, ambassadeur extraordinaire en Suisse²³⁸. Le trésor royal avait été incapable de subvenir aux besoins de son armée. Pour la contribution des 6000 écus que Schaffhouse fournit, c'est Fribourg qui se porta caution, cette ville étant considérée par les Schaffhousois comme débiteur principal. C'était comme si l'on avait prêté les 6000 écus à Fribourg, sans s'occuper ni du change public de Bâle ni du roi de France. L'argent n'est cependant jamais arrivé à Fribourg où l'on ne comptabilise pas la somme ni les 300 écus d'intérêts dus à Schaffhouse. François I^{er} semble avoir été un bon débiteur, qui paya ponctuellement ses échéances et qui remboursa le capital en 1530, par les soins du Bâlois Hans Lombard²³⁹.

Lorsque le duc palatin Jean-Casimir emprunta de l'argent en Suisse en juillet 1583, Schaffhouse lui accorda 2000 écus, comme le firent également les villes de Berne, de Zurich et de Bâle. En 1594, peu après la mort de Jean-Casimir, le capital fut remboursé par son fils Frédéric, qui refusa cependant de payer les intérêts pour ce prêt²⁴⁰.

En 1587, Mulhouse avait bénéficié de l'intervention efficace des troupes de la Confédération protestante. Les frais de Schaffhouse s'étaient élevés à 7450 florins, qu'il fut impossible à la ville de Mulhouse de payer comptant. La débitrice s'acquitta de sa dette en cédant une obligation d'une valeur de 4500 écus qu'elle avait prêtés en 1582 à Genève. Mulhouse s'engagea à

²³⁸ ROTT, *Histoire*, I, p. 354.

²³⁹ 5800 fl Rh et 1962 écus d'or de France ; AEF, Bâle 1, Reinhart à Fribourg (Sonntag nach Michaelis 1530).

²⁴⁰ Cf. PEYER, *Handel*, p. 31.

reprendre l'obligation contre le versement comptant du capital si Schaffhouse le désirait. Dans ce cas, le délai de dénonciation aurait été de quatre mois²⁴¹. Quelques années plus tard, la ville de Genève devint encore débitrice de Schaffhouse pour la somme de 6000 écus²⁴². Cette somme fut prêtée à Genève au cours de l'année 1589. Au début du XVII^e siècle, Genève fut parfois dans l'impossibilité de verser les intérêts à tous ses créanciers. Il arriva donc que Schaffhouse reçût une lettre des syndics de Genève demandant de la patience jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de rattraper le retard. Ce fut le cas en 1607 et en 1608²⁴³. Les deux obligations se révélant tout à coup des valeurs un peu douteuses, Schaffhouse se tourna tout de suite vers Mulhouse pour demander l'application de la clause de rachat des 4500 écus. Toutefois, Mulhouse, présentant ses excuses, se déclara insolvable²⁴⁴. Ces capitaux étaient encore dus en 1654 et ne furent remboursés par Genève qu'en 1678²⁴⁵.

En 1590, Berne demanda à Schaffhouse un prêt pour que ses capitaines pussent disposer d'assez d'argent pour la guerre du roi de Navarre. Schaffhouse leva rapidement 11 000 écus²⁴⁶ au change public bâlois et les mit à la disposition de ses Confédérés de Berne. Le remboursement de ce capital se fit en 1611. Dans ce même contexte de soutien financier aux Confédérés, aux alliés et aux amis se réclamant de la religion protestante, se situe le prêt de 1666 écus accordé en 1592 à la ville de Strasbourg. Prévue pour trois ans, cette avance fut remboursée le 2 février 1600 après avoir été dénoncée par une lettre de Strasbourg demandant de pouvoir racheter l'obligation²⁴⁷.

Lorsque, en 1611, les capitaines bernois eurent rendu les 20 000 florins empruntés en 1590, le bilan des créances schaffhouises à l'extérieur se présenta de la manière suivante :

Comte de Fürstenberg	Ecus	7 500
Comte de Sulz		6 600
Seigneurie de Pfyn		900
Seigneurie de Lommis		625
Abbaye de Rheinau		500
Abbaye de Reichenau		225
Evêque de Constance		125
J. Christoph Tschudin		170
Ville de Genève		10 500
Total		27 145

²⁴¹ StA SH, Seckelamt, Urkunde (10 septembre 1587).

²⁴² 10 000 fl SH.

²⁴³ StA SH, Stichwortregister, Genf, 1607 (3, 4), 1608 (17).

²⁴⁴ StA SH, Stichwortregister, Genf, 1608 (6).

²⁴⁵ AEG, Finances K 4; MONTER, *Amortissement*, p. 280.

²⁴⁶ 20 000 fl.

²⁴⁷ StA SH, Seckelamturkunden, Strasbourg à Schaffhouse (15 décembre 1599).

Après avoir tenté pendant un court moment de se mêler à la grande politique financière, Schaffhouse retrouva son cadre régional avec quelques débiteurs moyens mais bons payeurs. Les comtes von Fürstenberg et von Sulz donnèrent à Schaffhouse encore un peu de fil à retordre²⁴⁸. Malheureusement pour Schaffhouse, Genève restait sur la liste, avec deux obligations. Cet argent resta immobilisé longtemps encore. Néanmoins, Schaffhouse pouvait se féliciter: le roi de France, auquel Bâle, Berne et Zurich avaient prêté des fortunes, aurait été un bien plus mauvais débiteur. Les Schaffhousois, plus prudents que leurs Confédérés, ne s'étaient pas laissés séduire par les promesses des ambassadeurs et n'avaient plus accordé de prêt aux rois de France au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle.

VII. SAINT-GALL

Un des traits caractéristiques saint-gallois au XVI^e siècle a été la subordination de la politique aux besoins économiques²⁴⁹. La ville n'eut pas de chance dans ses efforts d'agrandissement territorial, qui ne lui valut que des guerres, des disgrâces et des dettes, qui pesèrent sur ses finances publiques presque toute la première moitié du siècle²⁵⁰. Lorsque Saint-Gall eut réalisé, vers 1544, l'amortissement de sa dette publique, elle employa les moyens ainsi libérés chaque année à la constitution d'un trésor²⁵¹ et à des placements productifs.

Contrairement à ce qui se passait couramment dans d'autres villes suisses, Saint-Gall ne répondit presque jamais favorablement aux demandes d'emprunts venant de l'extérieur. Les capitaux furent essentiellement prêtés aux bourgeois de la ville même. Les exceptions, c'est-à-dire les prêts d'une certaine importance accordés à l'extérieur dans un but qui, au premier abord, n'était pas économique, peuvent être comptés sur les doigts d'une main. Lindau faisait partie de la Ligue de Smalkalde. En 1546, Saint-Gall secourut la ville voisine réformée, située au bord du Bodan, par un prêt de 1285 écus²⁵². Elle récupéra cet argent trois ans plus tard.

Au cours de la seconde moitié du siècle, Saint-Gall prêta de l'argent au baron Philippe von Sax, au roi de France et à la ville de Genève. Philippe von Sax emprunta 2250 écus en 1581 et en 1582 pour des raisons que l'on ignore²⁵³. Au printemps de l'année 1590, Daniel Roset de Genève se présenta à Saint-Gall avec une demande de prêt de quelques milliers d'écus à sa ville

²⁴⁸ SCHIB, *op. cit.*, pp. 308 et 361 ss.

²⁴⁹ BÜHRER, *Auswärtige Politik*, pp. 34 ss.

²⁵⁰ *Infra*, Quatrième partie, VII.

²⁵¹ *Supra*, Quatrième partie, V, A.

²⁵² 2000 fl SG.

²⁵³ 2000 fl, 700 fl et 900 fl. Un remboursement de 1600 fl en 1590.

en guerre contre le duc de Savoie. Le 1^{er} mai, le Conseil de Saint-Gall décida de fournir aux Genevois 2000 écus « par charité chrétienne et par compassion avec leurs peines ». Les Zilli et Daniel Studer y mirent ensemble aussi 2000 écus, de sorte que Genève put compter sur un prêt de 4000 écus. L'obligation fut établie pour le total de 4000 écus, les particuliers de Saint-Gall prêtant sous le nom et sous la couverture de la ville, ce qui leur fournissait une meilleure garantie²⁵⁴. L'argent fut avancé pour cinq ans et rapidement livré par le canal des foires de Zurzach où les marchands genevois, Pierre Pattru et un des frères Caille, le reçurent pour Genève²⁵⁵.

Dans le même contexte politique se situe un ensemble de crédits financiers accordés en 1589 et 1590 au roi de France. Il s'agissait d'un prêt de 10 000 écus que le roi toucha en trois tranches. Au printemps 1589, la maison Jakob Zilli et frères transmit au roi 2000 écus, les héritiers de Jakob et Sigmund Zollikofer 1000 écus. Ces 3000 écus prêtés à Lyon au nom de la ville de Saint-Gall auraient dû être remboursés à la foire d'automne de Francfort. Au cours de l'année 1589, les Zollikofer avancèrent encore 3000 écus remboursables également à Francfort, à la foire de la mi-carême. Aux échéances, le roi ne paya pas, ce qui n'empêcha pas les marchands saint-gallois de lui fournir à Lyon, en 1590, encore 4000 écus. Les Saint-Gallois avaient accordé les capitaux au taux de 8 $\frac{1}{3}$ % par an. En 1602, ils durent réclamer, toujours par le canal de la ville, des arrérages d'intérêts pour quatre ans. Kaspar Rottmund et le secrétaire de Saint-Gall furent délégués à l'ambassade de France à Soleure pour obtenir le paiement de ces 3333 écus 20 florins destinés aux marchands suivants²⁵⁶ :

	Capital prêté en écus	Intérêt en écus
Georg Zollikofer et Co.	1 600	↕ 533 fl 20
Jakob et Sigmund Zollikofer	1 600	↕ 533 fl 20
Jakob Zilli	2 100	↕ 700 fl —
Daniel et Christoph Studer	1 600	↕ 533 fl 20
Sebastian Zollikofer, héritiers	800	↕ 266 fl 40
Kaspar Scherer et Co.	350	↕ 116 fl 40
Jost Zollikofer et Co.	300	↕ 100 fl —
Melchior Rottmund et Co.	800	↕ 266 fl 40
Hans Fattli	550	↕ 183 fl 20
Daniel Schobinger	200	↕ 66 fl 40
Heinrich Schlumpf ²⁵⁷	100	↕ 33 fl 20
Total	10 000	↕ 3 333 fl 20

²⁵⁴ Daniel Studer avait déjà prêté de lui-même 1750 écus à Genève.

²⁵⁵ Stadt A SG, Ratsbuch 1590 (1^{er} mai); Genève à Saint-Gall (15 mai 1590) concernant 500 écus et (15 juin 1590) concernant 2900 écus.

²⁵⁶ Stadt A SG, Gemeiner Stadt Jahrrechnungen, 1602.

²⁵⁷ En 1603 : Sebastian Zollikofer.

Leur mission réussit, ils ramenèrent l'argent à Saint-Gall, où il fut remis aux intéressés. Par la suite, Henri IV leur fit verser l'intérêt chaque année jusqu'au remboursement global des 10 000 écus, que les Saint-Gallois touchèrent en 1609, au change public de Bâle, par les bons soins de Lux Iselin²⁵⁸.

En investissant tant d'écus dans la guerre que Genève et le roi de France menaient contre le duc de Savoie, Saint-Gall agit tout à fait conformément à ses besoins économiques. La route de Lyon devait être libre à tout prix de toute entrave et chicane savoyardes. Genève était une étape importante pour les marchands de Saint-Gall. Par leur soutien financier accordé à Henri de Navarre, ils préparaient déjà la confirmation de leurs privilèges commerciaux en France. Vu sous cet angle, les capitaux prêtés à Genève et au roi de France doivent être considérés comme un investissement de politique économique.

La plus grande partie du volume prêté par la ville allait cependant directement dans les entreprises saint-galloises. La ville eut à peine achevé l'amortissement de sa dette publique, qu'elle commença à avancer de l'argent aux sociétés de marchands-fabricants, grâce à quoi ces derniers profitèrent de prêts à bon marché. L'intérêt resta fixé à 5% jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Au début du XVII^e siècle, les sociétés de Christoph Studer et de Heinrich Rottmund, offrant vraisemblablement un peu moins de garantie et de sécurité, durent payer 6%. Les autres continuèrent à obtenir du crédit à 5%. Le budget de la ville trouva évidemment son compte dans cette politique d'investissements. Les excédents de plus en plus

Années	%	Années	%
1551-1560	3,6	1581-1590	6,3
1561-1570	5,8	1591-1600	11,0
1571-1580	7,4	1601-1610	17,6

Tableau 39: La part des intérêts actifs dans les recettes ordinaires de la ville de Saint-Gall.

substantiels du trésor public travaillaient et produisaient des intérêts actifs (tabl. 39). En investissant presque chaque année une partie de l'excédent budgétaire et en réinvestissant les capitaux que les débiteurs venaient de rembourser, la ville se créa un revenu financier non négligeable. En dehors de cette répercussion directe sur les recettes de la ville de Saint-Gall, il y avait le bénéfice indirect que le trésor public retirait de ses investissements financiers dans les entreprises saint-galloises. Ces dernières, étant assurées du crédit financier à long terme peu coûteux de la ville, purent augmenter leurs investissements, leur production et leurs bénéfices. Les fortunes

²⁵⁸ 11 370¹/₃ Reichstaler.

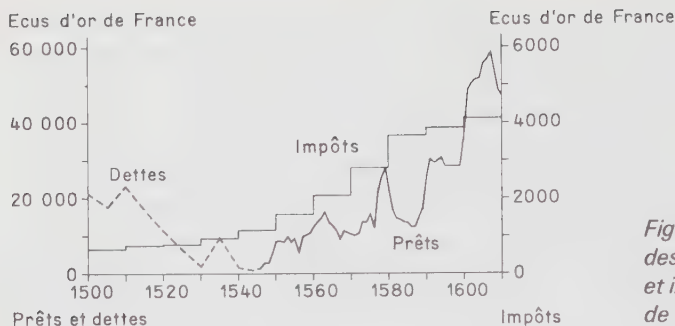


Figure 30: Evolution des dettes, prêts et impôts de la ville de Saint-Gall.

augmentées de la sorte payaient davantage d'impôts (fig. 30), ce qui contribuait encore à gonfler les revenus publics. Ces facteurs financiers ne sont certainement pas étrangers à l'expansion extraordinaire que l'industrie saint-galloise des draps connut au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle²⁵⁹.

Thomas et Christoph Zollikofer furent les premiers à tirer profit du crédit public. Ils empruntèrent, en 1545 déjà, 1315 écus. Trois ans plus tard suivit Jakob Studer avec une obligation de 1290 écus. En 1549, la société de Jakob Zollikofer emprunta 1280 écus, Niklaus von Gallen en prit autant, et Christoph Scherer reçut une avance de 640 écus. Au cours de l'année suivante, la ville accorda encore 1280 écus à Studer et un prêt du même montant à la société Zollikofer et Zilli. Enfin, l'hôpital fut aussi gratifié en 1550 d'un crédit de 1000 écus. Entre-temps, quelques-uns d'entre eux avaient déjà remboursé leur capital. Mais les capitaux dus à la ville dépassaient déjà la somme de 8500 écus, montèrent vers 1563 à 16 000 écus et revinrent en 1570 à 10 400 écus.

Jusque-là, les prêts n'avaient jamais été de plus de 2000 florins saint-gallois²⁶⁰. Au cours du dernier quart du XVI^e et de la première décennie du XVII^e siècle, la ville accorda facilement à ses marchands-fabricants des crédits allant du double au triple de ce qu'ils avaient reçu auparavant. En 1576, la société de Jakob Zilli et frères reçut 1855 écus. L'année suivante, Saint-Gall prêta trois fois 2475 écus²⁶¹. Les bénéficiaires en étaient Kaspar Schlumpf, Batt Schobinger et la société Lorenz Zollikofer et frères²⁶². Le trésorier de la ville était conscient du risque qu'il courait en prêtant à la fois autant d'argent à trois entreprises saint-galloises; ces prêts furent par

²⁵⁹ HÖHENER, *Bevölkerung*, pp. 56, 69, 76 ss; BODMER, *Industriegeschichte*, pp. 86 ss.

²⁶⁰ 2000 fl SG valaient 1315 écus en 1545, 1290 écus en 1546, 1277 écus en 1549, 1250 écus en 1558 et 1237 écus en 1561.

²⁶¹ 4000 fl SG.

²⁶² Lorenz, Jörg et Ulrich.

conséquent tenus secrets²⁶³. Après avoir avancé 928 écus en 1578 à la société de Daniel et Christoph Studer, le trésorier de la ville put constater que la somme des crédits, dont les moyennes et petites avances inférieures à 1000 florins et à 500 florins (620 écus et 310 écus) n'étaient pas absentes, atteignait 28 000 écus.

Par la suite on ferma un peu les écluses en attendant les remboursements des débiteurs²⁶⁴. Ceux-ci ne se firent pas attendre. A partir de 1580 déjà, ils recommencèrent à s'acquitter de leurs dettes. De là à 1586, ces dernières retombèrent à presque 12 000 écus. La même année encore, Jakob et Sigmund Zollikofer empruntèrent 2475 écus. En 1587, Hans Schlumpf sollicita 1300 écus²⁶⁵ et, l'année suivante, Hermann et Martin Schlumpf 742 écus²⁶⁶. Pour une grosse affaire immobilière, comportant l'achat et l'agrandissement de leurs maisons, Sigmund et Ulrich Zollikofer eurent besoin de 2536 écus en 1589. Avec les prêts que la ville accorda à la même époque à Genève et au roi de France, les créances de Saint-Gall dépassèrent en 1591 la somme de 30 000 écus.

Elles se stabilisèrent à ce niveau pour une dizaine d'années. Mais, en 1599, la ville recommença à accorder de gros prêts²⁶⁷ : 2352 écus à Christoph Studer, 2941 écus aux héritiers de Sebastian Zollikofer, 3530 écus à Daniel Zollikofer vom Sonnenberg. Au cours de la dernière année du XVI^e siècle, la société de Joachim Zollikofer et frères emprunta 1176 écus²⁶⁸. L'entreprise de Jörg Zollikofer et frères en sollicita autant, tandis que Heinrich Keller se vit octroyer un prêt de 8588 écus²⁶⁹. Il est à noter qu'au cours de cette même année Joos Zollikofer vom Sonnenberg emprunta 10 000 écus à Lucerne. Johann Zollikofer emprunta à Saint-Gall 1154 écus²⁷⁰ en 1601, mais Jakob Zollikofer en reçut 2365²⁷¹. Georg Zollikofer reçut 1154 écus à court terme et les rendit la même année encore. Les héritiers du bourgmestre Heinrich Keller obtinrent un crédit de 2100 écus, mais remboursèrent toutes les sommes dues à la ville, soit 11 538 écus²⁷². Cet argent ne resta pas longtemps dans le trésor public. L'entreprise Jakob Zilli et consorts s'en chargea immédiatement pour le faire fructifier. En 1604, Johann Zollikofer emprunta 1731 écus, Kaspar Schlumpf 2308 écus et les frères Johann et Sigmund Zollikofer 2885 écus²⁷³.

²⁶³ Ils étaient comptabilisés sous la rubrique « Heimliche Schulden ». StadtA SG, Seckelamt IX, 10, Schuldbuch 1601-1604, IX, 5, Schuldbuch, 1605-1622.

²⁶⁴ L'achat de la Seigneurie de Bürglen en 1579 absorba pour quelques années une bonne partie des excédents budgétaires.

²⁶⁵ 2100 fl SG.

²⁶⁶ 1200 fl SG.

²⁶⁷ De 4000 à 6000 fl SG.

²⁶⁸ 2000 fl SG.

²⁶⁹ 14 600 fl SG.

²⁷⁰ 2000 fl SG.

²⁷¹ 4100 fl SG.

²⁷² 20 000 fl SG.

²⁷³ 3000 fl, 4000 fl et 5000 fl SG.

Débiteurs par obligation	%
Roi de France et Genève	12,5
Marchands-fabricants	65,5
Divers	22,0
Total	100

Tableau 40: Les débiteurs de Saint-Gall en 1607.

De cette manière, les sommes prêtées et accordées en crédit par la ville de Saint-Gall augmentaient chaque année. Les remboursements des débiteurs étaient généralement moins importants. Les créances s'élevaient en 1607 à plus de 58 800 écus. Les deux tiers de ces capitaux étaient dus par les marchands-fabricants de la ville, 12,5% étaient composés de la dette du roi de France et de celle de Genève (tabl. 40). Un bon cinquième (22%) consistait en moyens et petits prêts que la ville de Saint-Gall avait accordés à des personnes qui ne faisaient pas partie du groupe des Keller, Schlumpf, Studer, Zilli et Zollikofer. Les professions qui apparaissent le plus souvent dans les comptes sont celles des blanchisseurs et des teinturiers²⁷⁴. Ainsi, au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, le trésor de la ville était devenu la banque de crédit pour la draperie saint-galloise. La largesse du crédit public a certainement été un facteur important dans l'évolution favorable que cette industrie connut durant la même période, atteignant le grand sommet de sa production en 1610²⁷⁵.

VIII. Zurich²⁷⁶

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE

Jusqu'au milieu du XVI^e siècle, le crédit accordé par la ville de Zurich n'a jamais pris de grandes dimensions. Au cours de la première décennie du siècle, le volume des créances pour lesquelles la ville percevait un intérêt évolua autour de 10 000 écus. C'était l'équivalent des dettes zurichoises, le

²⁷⁴ Je n'ai pas pu établir les proportions exactes, les professions n'étant pas toujours inscrites avec les noms. Le travail de Hans-Peter Höhener cependant donne actuellement ces bases essentielles.

²⁷⁵ BODMER, *Industriegeschichte*, tableau III en annexe.

²⁷⁶ L'histoire financière de Zurich au XVI^e siècle a été traitée abondamment par HÜSSY et par PEYER, cités par la suite dans les notes et dans la bibliographie. Je me bornerai ici à rappeler de leurs travaux juste ce qui est essentiel à la compréhension des aspects nouveaux que j'apporte dans les pages qui suivent.

revenu des prêts couvrant en principe le coût des dettes. Il en fut de même vers 1530. Par la suite, les années difficiles pendant et après les guerres de religion en Suisse empêchèrent Zurich de prêter de l'argent et d'accorder du crédit, la ville ayant besoin elle-même d'argent pour équilibrer son budget et pour réduire le volume de ses dettes²⁷⁷. Le solde actif de ses créances recula par conséquent sensiblement au cours de ces années et s'établit vers 1540 à environ 3500 écus. Mais une fois la dette publique remboursée, et l'argent utilisé jusqu'alors à cet effet libéré, la ville fut de nouveau en mesure de l'investir.

Deux services de l'administration zurichoise avaient particulièrement bien collaboré au remboursement de la dette publique: le Seckelamt et l'Obmannamt²⁷⁸, qui furent aussi les principales institutions de crédit public²⁷⁹. Les prêts comptants importants furent en principe accordés par le trésorier de la ville, c'est-à-dire du Seckelamt. Il prenait l'argent dans sa caisse, dans le trésor (sacristie), ou empruntait ce qui lui manquait, auquel cas il cherchait d'abord à mettre à contribution l'Obmannamt, qui lui avançait les sommes nécessaires. Quand l'Obmannamt était lui-même démuné de liquidités, ce qui arriva au cours de la dernière partie du siècle, on avait recours à l'emprunt hors de Zurich.

Les petits prêts accordés aux bourgeois de Zurich et aux habitants de la campagne zurichoise étaient du ressort à la fois du Seckelamt et de l'Obmannamt, le dernier servant particulièrement d'institution de crédit pour les communes et pour les gens de la campagne, tandis que les habitants de la ville s'adressaient principalement au trésorier du Seckelamt. L'Obmannamt coiffait l'administration des couvents et des églises. La collecte des dîmes, des cens et d'autres revenus de la campagne, mais aussi les achats de blé et de vin pour le ravitaillement de la ville, l'orientaient naturellement vers cette clientèle. Lorsqu'il y avait une grande disette ou un incendie dans un village, l'Obmannamt intervenait par des prêts²⁸⁰.

Le trésorier du Seckelamt n'avait cependant pas une clientèle exclusivement urbaine. Du fait que se concentraient dans le Seckelamt les excédents d'autres offices (office du blé, bailliages), le trésorier de la ville avait aussi affaire à la campagne. Une petite partie seulement des obligations achetées par le Seckelamt à partir de 1530 correspond à un prêt comptant accordé par le trésorier. Au moins 61 % d'entre elles avaient été acceptées en paiement d'une redevance fiscale (départs, héritages, amendes). Les débiteurs de la ville avaient donc la possibilité de s'acquitter d'une dette en cédant des créances qu'ils avaient sur des tierces personnes²⁸¹. Ce genre

²⁷⁷ Cf. HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 230-231.

²⁷⁸ *Infra*, Quatrième partie, VIII.

²⁷⁹ HÜSSY, *op. cit.*, p. 232 ; SIGG, *Entwicklung*, pp. 13-15.

²⁸⁰ Incendie de Regensburg: StA ZH, F III 23, 1540 ; disette après 1570: StA ZH, F III 23, 1570 ss.

²⁸¹ L'Obmannamt offrait la même possibilité: StA ZH, F III 23, 1591, *Einahmen allerlei Geldes*.

de crédit indirect devait être fréquent non seulement en ville mais aussi à la campagne. Il arriva souvent qu'un bailli zurichois acceptât en premier ces obligations avant de les céder, le jour du règlement de ses propres comptes, au trésorier de la ville.

Zurich accepta ce genre de moyen de paiement aussi dans ses relations financières avec l'extérieur. Matthäus Spon le Jeune, Wenzeslaus Klee et Hans Grübler, des marchands domiciliés à Lyon, s'acquittèrent en 1583 de leur taxe de bourgeoisie au moyen d'une obligation de 555 écus²⁸² qu'ils avaient sur l'hôpital de Zurich²⁸³. Mulhouse s'obligea en 1587 envers Zurich pour 6666 écus²⁸⁴. Zurich reçut comme remboursement deux obligations que Mulhouse avait achetées au change public de Bâle. La ville de Mulhouse était une fidèle cliente de l'institution bancaire bâloise. Elle avait participé à un emprunt levé en 1577 par le pays d'Unterwald. L'obligation de 3000 écus cédée en 1590 à Zurich datait de cet emprunt-là²⁸⁵. On ne connaît pas l'année au cours de laquelle le landammann Waser et les gens de son pays avaient emprunté les 1777 écus²⁸⁶ de la seconde obligation cédée à Zurich²⁸⁷. Waser racheta l'obligation de 1777 écus en 1596, payant une partie comptant et le reste au moyen d'une obligation sur Brandolf Herdi, du Mühleberg, dans la Seigneurie de Knonau²⁸⁸. En 1604, il remboursa une partie de la dette de 3000 écus en cédant à la ville de Zurich 17 obligations sur des gens de la campagne zurichoise²⁸⁹.

J'ai essayé de mesurer le volume du crédit public zurichois et de son évolution. J'ai commencé par capitaliser les intérêts actifs du Seckelamt au taux de 5%²⁹⁰. Pour vérifier cette méthode, j'ai établi un fichier pour les obligations achetées et vendues, surveillant de décennie en décennie si l'intérêt avait encore été encaissé ou au moins comptabilisé. La confrontation des deux séries dont l'une devait être décalée d'une année par rapport à l'autre, la première échéance de l'intérêt ne tombant qu'après une année en principe, a donné des écarts allant de 1,8 % à 30,7 %²⁹¹. Les écarts furent calculés pour des années normales, au cours desquelles il n'y avait pas eu de changement important dans la composition du portefeuille des obligations. La série des intérêts actifs capitalisés reste constamment

²⁸² 2000 L. ZH.

²⁸³ StA ZH, F III 32, 1583/1584.

²⁸⁴ 12 000 fl ZH.

²⁸⁵ StA BS, Notariatsarchiv 2, Emmanuel Ryhiner 2, 1577-1581, f° 22.

²⁸⁶ 4000 L. BS.

²⁸⁷ Cf. WIELAND, *Zug*, pp. 28-29.

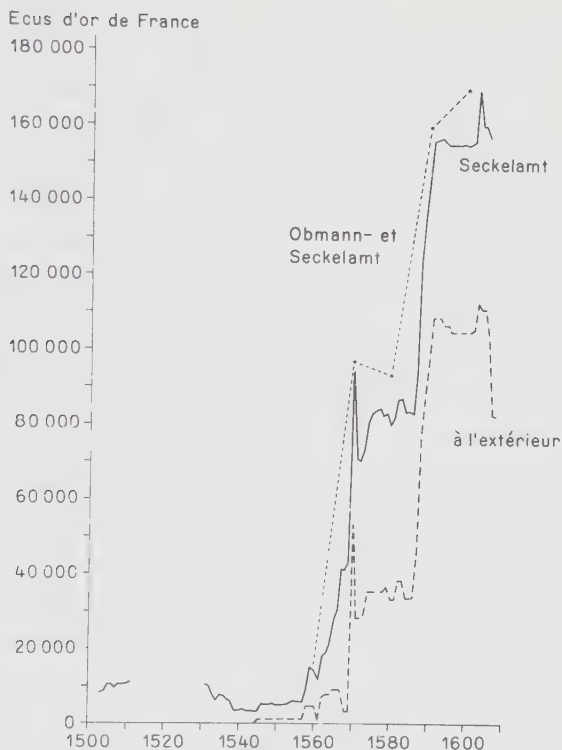
²⁸⁸ StA ZH, F III 32, 1596/1597, Einnahmen, « Gült abgelöst ».

²⁸⁹ StA ZH, F III 32, 1604/1605, Ausgaben, « Gült kauft ».

²⁹⁰ Chaque fois que nous avons rencontré dans les comptes zurichois l'intérêt dû pour un capital dont la somme était connue, le taux d'intérêt était de 5%.

²⁹¹ 1550: + 15%; 1555: + 2,9%; 1565: + 2,2%; 1572: + 30,7%; 1579: + 8,3%; 1582: + 7,7%; 1585: + 1,8%; 1590: + 9,5%; 1595: + 8,5%; 1600: + 8,9%; 1605: + 11,9%. (Total du fichier intérêts actifs capitalisés).

Figure 31 :
Evolution du crédit public
à Zurich.



inférieure à celle des obligations achetées et revendues. Les différences ne proviennent cependant pas de l'irrégularité des paiements effectués par les débiteurs de la ville. Au contraire, les intérêts étaient mis en compte en fonction des sommes dues à la ville chaque année. Toutefois, de gros prêts accordés en écus d'or, en écus pistoles ou en testons de France, étaient comptabilisés en livres de compte. On agissait de même avec les intérêts actifs, dont on adaptait la valeur de compte avec un certain retard à l'évolution du cours de change des monnaies fortes. Tenant compte de ces faits, j'ai augmenté de 10% les chiffres obtenus par la méthode de la capitalisation pour les années avant 1550, pour lesquelles la reconstitution relativement exacte du volume des créances n'avait pas été possible.

Le nombre croissant des débiteurs obligés envers l'Obmannamt à partir de 1570 m'a contraint à en tenir compte, moins pour obtenir le volume exact des créances accordées par les deux institutions de crédit les plus importantes de la ville de Zurich, que pour en scruter les structures et leur évolution. En ce qui concerne les nombreux crédits courants accordés par l'Obmannamt, je me suis contenté de sondages décennaux. J'ai d'autre part cherché dans les livres du Seckelamt et dans les livres de l'Obmannamt les prêts accordés aux comtes Wilhelm, Rudolf et Karl Ludwig von Sulz, ainsi

que leurs remboursements, car les affaires avec les comtes avaient été traitées d'abord par le trésorier de la ville. Vers la fin du XVI^e siècle, le contentieux avait été transmis à l'Obmannamt, qui continua dorénavant à traiter avec les comtes von Sulz. J'ai réuni les éléments des deux comptabilités pour pouvoir reconstruire par exemple l'histoire des emprunts des von Sulz.

La courbe B de la figure 31 représente par conséquent l'évolution du volume total des crédits accordés par le Seckelamt. Cette courbe contient les prêts d'une relative importance pour lesquels l'argent avait été pris dans la sacristie ou avancé par l'Obmannamt. Elle est complétée par une extrapolation partant de 1560 et tenant compte des petits crédits concédés par l'Obmannamt (courbe A). L'évolution générale de la courbe du crédit public zurichois témoigne de l'extraordinaire vitalité financière de Zurich au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle. Resté jusqu'en 1557 dans des proportions encore modestes (6000 écus), le crédit explosa littéralement au cours des années qui suivirent. D'abord, la demande fut principalement d'ordre local et régional. Si l'on veut rattacher le prêt de 1280 écus (4000 L) accordé à Winterthur à la clientèle régionale, les débiteurs de la ville et de la région zurichoise ont même bénéficié du crédit de la ville de Zurich en exclusivité jusqu'en 1550. La prédominance locale et régionale se maintint jusqu'au-delà de 1580. Elle fut particulièrement forte entre 1560 et 1570. A partir de cette première poussée, l'accroissement fut plus lent. L'immobilisation de 25 000 écus, dont le roi de France resta débiteur au-delà du début du XVII^e siècle, d'une somme de 50 000 écus empruntés en 1570, et dont la moitié seulement fut remboursée en 1571, fut une des causes du ralentissement du crédit public.

Après 1570, Zurich entra aussi dans une période de mauvaise conjoncture agricole. La ville eut besoin de ses capitaux pour se procurer du blé. Le

Années	En ville et dans la campagne zurichoise		A l'extérieur	
	Ecus	%	Ecus	%
1550	4 012	75,8	1 280	24,2
1560	9 557	65,5	5 030	34,5
1571 ²⁹²	43 827	60,7	28 405	39,3
1580	60 143	64,3	33 438	35,7
1590	63 061	39,4	97 048	60,6
1600	65 681	38,4	105 271	61,6

Tableau 41 : Répartition des débiteurs de Zurich dans le pays et à l'extérieur.

²⁹² En 1570, Zurich prêta au roi de France 50 000 écus dont la moitié fut remboursée après quelques mois déjà au début de l'année 1571. Il faut cependant préférer les données de 1571, qui expriment mieux que celles de 1570 le volume des prêts à long terme.

trésor de réserve de la sacristie ne fut pratiquement plus alimenté. Le Seckelamt y avait effectué son dernier dépôt de 2430 écus en 1569. L'année suivante, l'Obmannamt y plaça encore 5000 écus en quernes testons de France, dernier dépôt d'une série presque ininterrompue depuis 1554. A partir de 1572, l'Obmannamt retira des sommes énormes pour pourvoir aux besoins en céréales de la population : 23 000 écus en 1572, 3600 écus en 1573, 9500 écus en 1574, 13 000 écus en 1579, 6700 écus en 1580, 3300 écus en 1584, 6300 écus en 1586, 16 500 écus en 1587. Au cours de la même année, l'Obmannamt fut même obligé d'emprunter encore 7500 écus à Augsbourg pour pouvoir boucler ses comptes. En 1589, il prit encore 5500 écus dans la sacristie. En quelques années, l'Obmannamt avait donc dégarni sa réserve à la sacristie d'au moins 87 400 écus²⁹³. Le fait d'avoir rendu 7500 écus au trésorier de la ville en 1588 n'amointrit en rien l'extraordinaire effort financier que le trésor public dut fournir au cours des années difficiles de 1571 à 1587.

Le crédit public subit les contrecoups de cette nouvelle affectation des capitaux, mais la réaction ne vint pas tout de suite. La croissance continua encore jusqu'en 1575. Puis le volume des créances de la ville s'établit sur un palier d'environ 95 000 écus. Toutefois, les gros prêts accordés à partir de 1571 déjà ne l'avaient pas été à la légère. On investit d'abord 1200 écus dans l'office du sel. En 1572, Hans Ziegler, intendant des bâtiments, reçut 2800 écus. Lorsque la ville de Coire fut frappée durement par un incendie en 1574, Zurich prêta immédiatement 6000 écus²⁹⁴. Zurich avait ainsi injecté de l'argent dans son commerce du sel ainsi que dans l'industrie du bâtiment ; puis du secours avait été porté à une ville amie en détresse.

En 1582, Zurich recommença à prêter des capitaux. Cette fois-ci, le crédit public zurichois fut dominé par les prêts accordés à l'extérieur. Zurich concéda ces prêts à ses alliés, conformément à sa politique francophile et confessionnelle²⁹⁵. En quelque cinq années, comptées à partir de 1587, la ville accorda des prêts pour une valeur de 83 500 écus, ce qui ne fut pas possible sans se charger de dettes. Au cours de la même période, Zurich dut emprunter des capitaux pour 92 000 écus. Un nouveau répit était nécessaire : il dura environ dix ans avec des crédits d'un volume constant de plus de 160 000 écus. Ce qui s'ajoute au cours de cette décennie et par la suite est le résultat du gonflement du crédit régional, l'année 1603 étant particulièrement marquée par la liquidation de l'héritage du banneret Hans Heinrich Lochmann, décédé en 1591.

²⁹³ Ce chiffre est exact sous condition qu'en 1577/1578, année de laquelle les comptes de l'Obmannamt n'ont pas été conservés, ce dernier n'avait pas eu besoin de puiser dans sa réserve métallique à la sacristie.

²⁹⁴ 20 000 fl ZH.

²⁹⁵ Je renonce ici à une présentation détaillée et nuancée de ces faits abondamment traités par PEYER, *Handel*, pp. 15-34.

B. STRUCTURES ET ÉVOLUTION DU CRÉDIT LOCAL ET RÉGIONAL

Malgré son recul relatif par rapport au crédit accordé à l'extérieur, celui dont les Zurichoïses de la ville et de la campagne profitaient s'était énormément accru au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle. Il était passé d'environ 4000 écus en 1550 à 65 000 écus en 1600. Plusieurs couches sociales avaient recours au crédit de la ville (tabl. 42).

Années	Gros crédit : ville		Petit crédit : ville + campagne	
	Ecus	%	Ecus	%
1550	0	0	4 012	100
1560	3 900	40,8	5 657	59,2
1570	32 220	73,5	11 607	26,5
1580	35 020	53,2	25 123	46,8
1590	34 872	55,3	28 189	44,7
1600	31 088	47,3	34 593	52,7

Tableau 42 : Gros et petit crédit à Zurich.

Une première distinction s'impose en fonction de la valeur des obligations. Les clients importants étaient très rares. Leurs emprunts étaient tous liés à un office semi-public ou à l'industrie naissante. Je n'ai retenu que des prêts pour lesquels la ville exigea en principe le paiement d'un intérêt²⁹⁶. Dans ce groupe se trouvaient les maîtres monnayeurs, les intendants de l'office du sel, l'intendant des constructions, quelques bourgeois, Hans Heinrich Lochmann et ses compagnons en particulier. La moyenne des sommes qu'ils empruntèrent à la ville est de 3235 écus²⁹⁷.

A l'autre bout de l'échelle se trouvaient les autres bourgeois et habitants de la ville et de la campagne. La moyenne de leurs obligations s'établit à 95 écus pour les débiteurs du Seckelamt et à 98 écus pour ceux de l'Obmannamt. Pour les soixante personnes de la ville obligées directement ou indirectement par Zurich, au moins 50 % le furent à cause de leur maison. Leur dette était en fait une hypothèque immobilière. Une bonne partie de l'éventail des professions y était représentée : 10 du groupe des textiles, 8 du groupe de l'alimentation, 6 du groupe travaillant les métaux, 5 du groupe travaillant sur du bois, 2 travaillant sur du cuir, enfin un jardinier et un héraut.

La part la plus importante des débiteurs de petites sommes se trouvait cependant à la campagne, et cela tout au long de la période étudiée

²⁹⁶ Les intérêts ne rentraient qu'irrégulièrement, parfois avec beaucoup de retard. Pour le XVII^e siècle, cf. SIGG, *Entwicklung*, p. 28.

²⁹⁷ Maximum : 12 000 écus ; minimum : 500 écus.

Années	Débiteurs en ville		Débiteurs à la campagne	
	Nombre	%	Nombre	%
1560	12	20,7	47	79,3
1580	41	17,5	194	82,5
1600	43	18,8	186	81,2

Tableau 43 : Les petits prêts à Zurich et à la campagne (Seckelamt et Obmannamt).

(tabl. 43). Le nombre des débiteurs de la campagne domina dans une proportion de quatre à un. Par moments leur poids fut encore plus fort dans l'Obmannamt : 86,8% en 1580 et 86% en 1590. Cette prédominance de la clientèle rurale s'explique partiellement par les prêts comptants accordés par les deux institutions financières de la ville. J'aimerais en souligner une particularité (tabl. 44).

Une seule commune figure parmi les débiteurs payant un intérêt en 1560. En 1580, elles sont au nombre de 75, représentant 38,7% de l'ensemble des débiteurs de la campagne. La crise agricole sévissant dans le pays à partir de 1570 environ les obligea à s'endetter. Elles trouvèrent dans l'Obmannamt l'institution de crédit qu'il leur fallait. En 1584, le Seckelamt n'avait pas plus de quatre communes débitrices. Parfois les intérêts dus par les communes furent versés à l'Obmannamt sous forme de fourniture en vin²⁹⁸. Il semble que les deux tiers des communes aient remboursé leur dette vers la fin du XVI^e siècle.

Il faut aussi se souvenir du fait qu'au moins 61% des obligations ont été cédées à la ville par des particuliers. Le grand nombre des débiteurs ruraux s'explique donc aussi par le phénomène de l'investissement de capitaux à la campagne par les bourgeois de Zurich. L'exemple le plus éclatant que nous fournissent les sources zurichoises paraît être celui de l'héritage du banneret Hans Heinrich Lochmann. En 1603, les héritiers de Lochmann donnèrent 59 obligations à la ville pour rembourser une partie de la dette des 10 200 écus²⁹⁹ que Lochmann avait contractée en 1567³⁰⁰. Seulement 5 de ces

Années	Communes		Particuliers	
	Nombre	%	Nombre	%
1560	1	2,2	45	97,8
1580	75	38,7	119	61,3
1600	23	12,4	163	87,6

Tableau 44 : Prêts zurichois accordés aux communes et aux particuliers de la campagne.

²⁹⁸ StA ZH, F III 23, 1580, «Ingenommen allerley».

²⁹⁹ 34 000 L.ZH.

³⁰⁰ StA ZH, F III 32, 1609; F II a, 391 c.

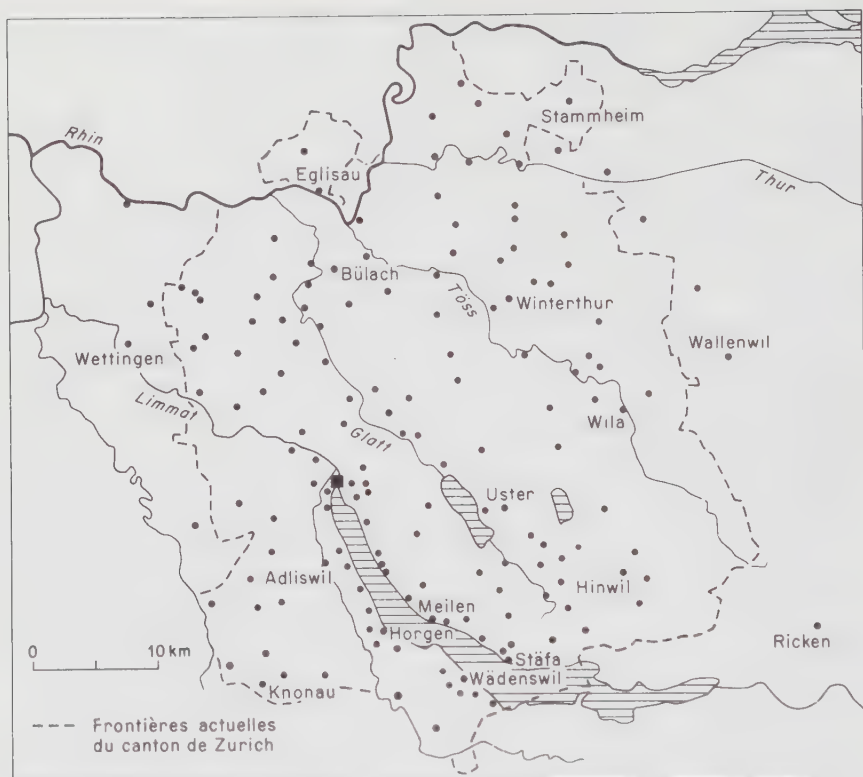


Figure 32: La campagne endettée envers la ville de Zurich.

obligations concernaient des débiteurs à Zurich. Les 54 autres titres, soit 91,5% du nombre et 78,7% de la valeur des obligations cédées, venaient de placements à la campagne.

Cet endettement de la campagne zurichoise envers les bourgeois et envers la ville reflète déjà assez bien la carte du canton de Zurich (fig. 32). Les investissements débordaient à peine l'actuelle frontière du canton. On ne rencontre que peu de Zurichois qui aient prêté de l'argent à l'extérieur du canton au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle. Le banneret Lochmann, qui avait prêté de l'argent au roi de France et à la ville de Genève, paraît avoir été effectivement un météore dans un ciel sans étoiles³⁰¹.

L'évolution du volume des trois types de crédit local et régional fut également marquée par l'emprise financière de la ville sur la campagne (fig. 33). Les petits prêts accordés aux artisans de la ville restèrent toujours à un niveau insignifiant. Les gros prêts connurent une poussée extraordinaire au cours de la phase de lancement de l'industrie drapière jusqu'en 1570, mais

³⁰¹ PEYER, *Handel*, p. 28.

leur croissance ralentit par la suite. Les remboursements rentrèrent lentement à partir de 1578 et surtout en 1603 et en 1604. En fait, l'histoire de ces gros prêts accordés à quelques entrepreneurs audacieux se résume en une flambée entre 1560 et 1570, suivie de presque quarante années de problèmes touchant l'amortissement de ces sommes³⁰².

L'emprise financière de la ville sur la campagne fut le résultat d'une lente croissance qui avait commencé déjà avant le milieu du siècle. En effet, la courbe du volume des crédits accordés aux communes et aux ruraux débute sur notre graphique au-dessus de celle des citadins. Elle continue à s'accroître à un rythme quasi constant jusqu'en 1602. Au début du XVII^e siècle, les cessions d'obligations se multiplièrent et l'endettement de la campagne reprit la première place qu'il avait perdue en 1564. Les gens de la campagne devaient alors à la ville environ 6000 écus, montant qui se multiplia par 5 pour atteindre 30 000 écus en 1606. Les premières obligations du lot cédé à la ville par les héritiers de Lochmann dataient de 1512, 1531 et 1542; les autres de la seconde moitié du XVI^e siècle. Le phénomène observé dans le portefeuille des obligations du Seckelamt avait donc son parallèle dans le portefeuille d'un particulier. Le redressement de la courbe à partir de 1603 n'est donc pas seulement dû à l'héritage de Lochmann. Le volume et le nombre des obligations cédées par d'autres bourgeois s'étaient énormément accrus. Au cours des sept dernières années du XVI^e siècle (1594 à 1600), vingt obligations stipulées sur des gens de la campagne sont passées à la ville. De 1601 à 1607, leur nombre fut de 52, sans compter les 54 titres de Lochmann. Cette évolution permet de conclure que la mainmise des gens de la ville sur ceux de la campagne s'était intensifiée à Zurich particulièrement au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle.

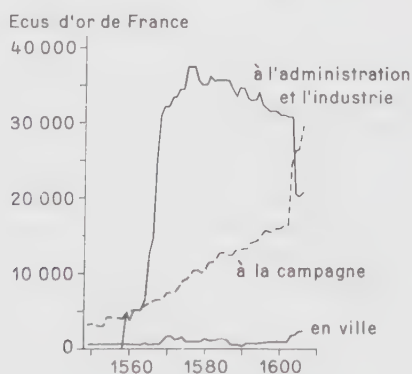


Figure 33:
Evolution du volume du gros
et du petit crédit accordé en ville
et à la campagne³⁰³.

³⁰² PEYER, *op. cit.*, pp. 25-27; BODMER, *Industriegeschichte*, pp. 100 ss.

³⁰³ D'après les données du Seckelamt. La courbe des gros prêts contient cependant les sommes prises dans la réserve de l'Obmannamt.

IX. Lucerne

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE (fig. 34)

En 1484, les débiteurs de la ville de Lucerne lui devaient 2245 écus³⁰⁴. Une quinzaine d'années plus tard, en 1495, la somme des capitaux que Lucerne avait accordés en prêt s'élevait déjà à 21 000 écus. Jusqu'en 1500, ce chiffre ne bougea guère. Aucune autre ville suisse ne pouvait se flatter, à ce moment-là, d'avoir des débiteurs pour une somme aussi élevée.

Quelques prêts s'ajoutèrent au cours de la première décennie du XVI^e siècle, de sorte qu'à la fin de l'année 1512 le bilan du crédit financier accordé par Lucerne se chiffre à 26 300 écus. A partir de 1516 cependant, les gros revenus financiers résultant de la guerre d'Italie furent réinvestis. En 1520, la somme des prêts lucernois représente plus de 34 000 écus. Ensuite, il n'y eut que de faibles changements jusqu'aux années trente.

En 1537 débute une série d'importants prêts, dépassant en valeur les remboursements, et portant en vingt ans l'ensemble des prêts lucernois à 70 000 écus. Les derniers crédits importants de cette période furent accordés en 1558. A partir de l'année suivante et pendant une douzaine d'autres, Lucerne ne prête presque plus rien, à part quelques sommes peu importantes. En revanche, les remboursements sont nombreux et élevés, de sorte qu'en 1570 les débiteurs de Lucerne ne devaient plus que 32 000 écus à la ville. Les trésoriers s'étaient certainement rendu compte que les recettes ordinaires avaient cessé d'augmenter et que le revenu sur les capitaux avait diminué, par suite des nombreux remboursements. On recommence donc à

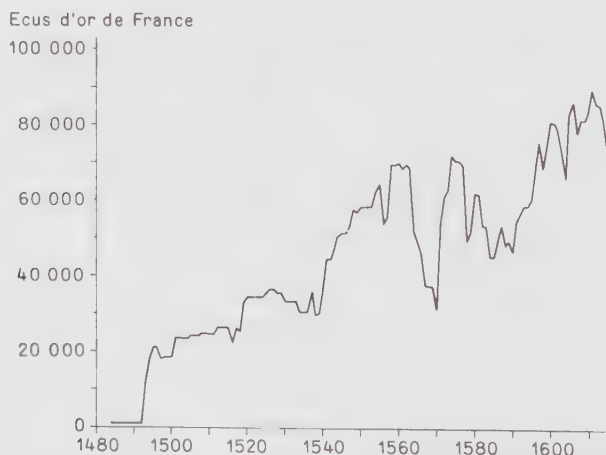


Figure 34: Evolution du volume des créances de Lucerne.

³⁰⁴ Effectivement 745 écus, car les 1500 écus prêtés à la ville de Sursee n'étaient pas remboursables. Toutefois l'intérêt était payable à perpétuité.

Années	En ville et dans le canton de Lucerne (%)	En Suisse et à l'étranger (%)
1531-1540	0,0	100,0
1541-1550	2,2	97,8
1551-1560	9,2	90,8
1561-1570	8,2	91,8
1571-1580	17,9	82,1
1581-1590	17,2	82,8
1591-1600	26,7	73,3
1601-1610	26,0	74,0

Tableau 45: Les parts des capitaux dus à la ville de Lucerne dans le canton et à l'extérieur.

investir à partir de 1571, ce qui fait monter la somme des crédits accordés en quelques années à 72 000 écus. Pendant une décennie, les emprunts et les remboursements se succèdent. Toutefois, après 1580, le volume des remboursements est encore plus important que les nouveaux crédits concédés.

A partir de 1591, ces derniers prennent résolument le dessus. Les prêts de la ville de Lucerne dépassent finalement, en 1606, la somme de 85 000 écus. En un peu plus d'un siècle, la ville de Lucerne avait su constituer un portefeuille de titres financiers qui lui rapportaient, au début du XVII^e siècle, un revenu presque égal à l'ensemble de ses autres recettes ordinaires.

B. DÉBITEURS À LUCERNE, EN SUISSE ET À L'ÉTRANGER

Lorsqu'en 1480 la ville de Sursee fut frappée par un incendie, Lucerne contribua aux réparations et aux reconstructions par un prêt de 1500 écus³⁰⁵. Peu à peu cette somme fut considérée comme prêtée à fonds perdus. Toutefois, cela n'était valable que pour le capital qui n'était pas remboursable³⁰⁶. Mais l'intérêt devait être payé annuellement par la ville de Sursee, comme une sorte d'impôt. Lucerne avait à ce moment encore d'autres débiteurs. L'abbaye d'Engelberg lui devait deux sommes, l'une de 150 et l'autre de 75 écus. Treize particuliers devaient à la ville de Lucerne 520 écus, qui correspondaient à 70% des prêts remboursables relevés en 1480 par le trésorier.

Les quatorze années qui séparent ce premier bilan du suivant avaient conduit le gouvernement de Lucerne à investir les capitaux beaucoup plus à l'extérieur qu'à Lucerne même. En 1494, 2,2% seulement du total des

³⁰⁵ StA LU, cod. 4050, f^o 8.

³⁰⁶ StA LU, cod. 4048, f^o 8.

sommes prêtées étaient dues par les gens de Lucerne. Au début du xvi^e siècle, cette faible proportion a même tout à fait disparu. Cette situation se maintient ainsi à une ou deux exceptions près jusqu'en 1540³⁰⁷. La totalité des prêts accordés par Lucerne le fut à l'extérieur au cours de ces quarante années. Lorsque la ville passa de cette attitude unilatérale à une répartition bilatérale des capitaux, la place des débiteurs lucernois fut d'abord très modeste. Ce n'est qu'à partir de 1580 que leurs obligations comptèrent pour environ un quart des sommes dues à la ville.

Les capitaux placés en Suisse et à l'étranger ne représentèrent cependant jamais moins de 70% (tabl. 45).

1. Les débiteurs à l'extérieur

a) Préférence à la Suisse orientale (jusqu'en 1537)

A la fin du xv^e siècle, l'abbaye d'Engelberg qui, en 1494 encore, devait 300 écus à Lucerne, disparut du livre des débiteurs de la ville. Mais les autres qui s'y étaient joints à partir de 1480 y figuraient toujours. Au début de l'année 1500, les sommes dues par les emprunteurs se présentent comme suit :

Ville de Zurich	Ecus	3 000
Duc de Wurtemberg		6 000
Comtes de Hewen-Werdenberg		11 700
Comte Sigmund de Brandis		1 500
Baron Ulrich de Sax		375
		22 575

Les comtes de Hewen-Werdenberg avaient été admis à la fin du xv^e siècle à la bourgeoisie de Lucerne. A partir de 1494, ils versèrent à la ville une taxe de combourgeoisie de 15 fl. Lucerne prêta de l'argent, à plusieurs reprises, à Friedrich, Jörg, Sigmund et Wolfgang von Hewen, à leurs tuteurs Heinrich von Hewen, évêque de Coire, et au baron de Sax, ces prêts étant assurés en partie par des hypothèques sur le comté de Werdenberg et en partie par de la vaisselle d'argent déposée entre les mains de l'avoyer Bramberg de Lucerne. En 1504, la ville avança une dernière fois 1000 écus au comte. Lorsque les Glaronnais prirent possession, en 1517, du comté de Werdenberg, la charge des dettes leur incombait en même temps. Les remboursements commencèrent en 1517 et, de là à 1543, les Glaronnais s'étaient acquittés de toutes les dettes que les comtes de Hewen-Werdenberg et le baron de Sax avaient faites à Lucerne³⁰⁸.

³⁰⁷ Jacob Mötteli, † 1500 de 1511 à 1518; « Uff dem wilden Hus », † 750, 1511-1518?

³⁰⁸ Pour le passage à Glaris du comté de Werdenberg, cf. WINTERER, *Grafenschaft Werdenberg*.

A l'issue de la guerre de Souabe, le comte Sigmund de Brandis avait obtenu, au cours de l'année 1500, des prêts s'élevant à 3750 écus. De l'ensemble de ses dettes, il rendit 1500 écus en 1510. Mais l'emprunt de 1500, pour lequel la commune de Maienfeld avait payé les intérêts pendant plusieurs années, ne fut remboursé qu'en 1518 par la Ligue grise qui avait pris la succession des comtes de Brandis. Zurich avait rendu ses 3000 écus à Lucerne en 1500 déjà. Le duc de Wurtemberg paya assez régulièrement les intérêts des 6000 écus qu'il avait empruntés à la fin du ^{xv}^e siècle. En 1538, Lucerne récupéra le capital. Le comte Rudolf von Sulz, margrave du Klettgau et seigneur à Vaduz, emprunta en 1509, à Lucerne, 750 écus à Pâques et 1500 écus à la Saint-Jacob. Il donna, comme hypothèque, le château et la Seigneurie de Vaduz avec tous leurs revenus. En plus, trois particuliers de Werdenberg se portèrent encore cautions pour le comte. Il s'agit de Hans Steinhubel, d'Oswald Bächler et de Hans Müller, bailli à Werdenberg³⁰⁹. Hans Mötteli apparaît en 1511 dans les livres lucernois avec une dette de 1500 écus. Vers la même époque, la commune de Wildhaus verse des intérêts sur un capital de 750 écus.

b) Investissements en Savoie et en Suisse occidentale (1517-1550)

Au cours des premières années du ^{xvi}^e siècle, Lucerne plaça ses capitaux au nord et à l'est. Mais les alliés géographiquement plus proches du Rheinthal purent profiter des successions seigneuriales de Werdenberg, de Sax et de Brandis. Lucerne fut remboursée. En 1517 et en 1518, Glaris et la Ligue grise, ainsi que Jacob Möttli et ceux de Wildhaus versèrent en tout 9400 écus au trésor de la ville. Cet argent devait être réinvesti. Les demandes ne manquaient pas. Lucerne, de concert avec Berne, se tourna vers l'ouest. De 1517 à 1520, Charles III, duc de Savoie, obtint de Lucerne plusieurs prêts s'élevant à un total de 18 600 écus³¹⁰. Le secours financier apporté en même temps à Genève, sous la forme d'un prêt de 1500 écus accordé en 1519, était peu de chose à côté de la fortune mise à la disposition du duc. Celui-ci offrait d'excellentes garanties. Il ne se contenta pas seulement de mettre le Pays de Vaud et le Chablais en gage, il trouva dans les villes de Fribourg et de Berne des cautions solvables pour garantir le paiement ponctuel des intérêts.

Quelques particuliers de Lucerne participèrent aussi à cette action financière pour le duc de Savoie. Une partie d'entre eux s'étaient assurés de la garantie de leur gouvernement, qui prêta donc l'argent de ses bourgeois sous le couvert du nom de la ville de Lucerne. Un groupe de huit créanciers s'était constitué en 1519 pour une lettre obligeant le duc pour 5700 écus³¹¹.

³⁰⁹ StA LU, cod. 4040, f° 27.

³¹⁰ StA LU, cod. 4040, f° 2, 17, 18, 37, 47, 78, 79, 98, 99, 100, 102.

³¹¹ StA LU, Sch. 967, « Die so Zins an dem gemeinen Brief hand uff dem Hert-zigen von Savoy, anno 1519 angelegt », s.d.

Prélat et chapitre de Münster	3750 écus
Hans Golder	750 écus
Stephan Amlehn	375 écus
Hans Pfyffer	375 écus
Hans Hertenstein	150 écus
Prébende «Im Hof»	400 fl argent
Nupieds	80 fl argent
Secrétaire de la ville (von Alikon)	40 Livres
Total	7600 fl R = 5700 écus

Lorsque les Bernois, les Valaisans, les Fribourgeois et le roi de France se partagèrent, en 1536, les pays du duc, Lucerne s'adressa immédiatement à Berne, qui avait fourni la plus grande partie des cautions, pour exiger le paiement des intérêts suspendu par le duc au cours de la guerre³¹². En attendant le règlement définitif du partage des dettes ducales, Berne s'exécuta. Bien vite, Lucerne eut affaire à deux nouveaux débiteurs qui acceptèrent la succession du duc pour les emprunts gagés sur le Pays de Vaud et sur le Chablais. Berne et Fribourg payèrent les intérêts régulièrement et assurèrent aussi le remboursement de toutes les créances lucernoises.

Genève avait remboursé sa dette de 1500 écus en 1530 déjà. Les bons, fidèles et très chers Confédérés de Berne et de Fribourg ne se montrèrent pas du tout pressés en cette matière. Il faut préciser à leur décharge qu'ils étaient accablés de dettes, par suite de leur acquisition du Pays de Vaud, et que Lucerne n'était pas leur unique créancier. En 1556, Fribourg rendit à Lucerne les 5700 écus de l'obligation collective financée en 1519 par quelques particuliers. Au cours de l'année 1570, un autre remboursement de 7500 écus fut effectué encore par Fribourg. Berne se fit attendre. En 1582 seulement, cette ville racheta une première obligation de 3075 écus. Lucerne dut attendre l'année 1607 pour que Berne se résolut enfin à lui verser les 8025 écus qui restaient encore à payer.

Lucerne a été, avec Soleure, une des rares villes suisses à soutenir le duc Ulrich de Wurtemberg, chassé de ses terres, dans ses efforts pour la reconquête de ses possessions³¹³. En 1520, Lucerne lui prêta 4000 écus³¹⁴. Les sommes avancées aux ducs de Wurtemberg, depuis la fin du xv^e siècle, atteignirent 10 000 écus. Les remboursements commencèrent en 1534 et durèrent jusqu'en 1541. Lorsque l'argent de Wurtemberg commença à rentrer à Lucerne, de nouveaux clients se présentèrent pour en emprunter. L'avoyer d'Appenzell, Ulrich Lanker, et deux représentants du Conseil d'Appenzell, Conrad Signer et Ulrich Ramsperger, empruntèrent en 1537, le

³¹² GILLIARD, *Créanciers*, pp. 193-208.

³¹³ AMIET, *Geschichte*, I, p. 429; GRUETER, *Anteil*, pp. 32-34.

³¹⁴ FEYLER, *Beziehungen*, pp. 77-78, 169 ss, 180, 197, 230, 295 n., 296.

jour de la Saint-Valentin, 3000 écus et le 15 août encore 2000 écus. Ces trois hommes s'engagèrent solidairement en tant que débiteurs principaux, mettant en gage leurs propriétés agricoles «Albrecht Schwendi», «Müllrein» et «Uff der Stäg» situées au pays d'Appenzell. Trois autres Appenzellois, Hans von Haymen, Hans Sutter et Hans Tanner, tous trois également du Conseil d'Appenzell, s'engagèrent en tant que caution avec tous leurs biens meubles et immeubles³¹⁵. En 1555 et en 1556, ces 5000 écus prirent le chemin du retour à Lucerne.

Lucerne n'avait pas reconnu en 1536 le Pays de Vaud comme appartenant de fait et de droit à Berne. Sa politique savoyarde du XVI^e siècle aboutissant en 1560, en 1577 et en 1581, aux alliances des cantons catholiques avec le duc en est la preuve. Dans ces traités, ils reconnurent que le duc était seigneur de Genève et baron du Pays de Vaud. Ils refusèrent constamment d'admettre dans le sein de la Confédération les pays conquis par les Bernois en 1536. De 1539 à 1548, Lucerne fit couler 32 800 écus dans les poches de la noblesse vaudoise et savoyarde. Les raisons qui poussèrent les Lucernois à ces investissements ne sont pas connues. Voulait-on soutenir financièrement cette noblesse contre la puissance bernoise d'occupation? Marin de Monseigny, baron de Thorens et seigneur de Vacha, d'Urpillier, d'Etrembières et de Sacconex fut le premier à profiter du crédit lucernois. Il reçut 2500 écus en 1539 et 6000 écus en 1540, contre la mise en gage de sa seigneurie et contre la caution de plusieurs bourgeois et conseillers des villes de Fribourg et de Soleure³¹⁶. Jean de Cusinier, seigneur de Corsier et de Brent, dans le bailliage de Chillon, se vit octroyer, en 1541, un prêt de 3000 écus³¹⁷. La même année encore, le comte Jean de la Chambre et de Loublie, vicomte de Mamérianne, baron de Villars et de Cuarny, et son fils, Charles de Seyssel, obtinrent 4500 écus contre la mise sous hypothèque de leurs comtés et baronnies, et contre la caution de Rochius von Diesbach, de Rudolf Loewenstein et de Hans Wild, bourgeois de Fribourg³¹⁸. En 1541 encore, Jean Duint, baron de Combefort, reçut un prêt de 3500 écus³¹⁹. En 1543, Lucerne accorda 2000 écus à François Bernard de Gillie, seigneur de Rougefort, et à son épouse, Marguerite von der Matten. Ce prêt fut garanti par leur seigneurie et par la caution de François de Gingins, baron de Châtelard et de La Sarraz, seigneur de Divonne et de Gingins, et par la caution de l'avoyer Petermann Ammann et du bourgeois Ullmann Techtermann de Fribourg³²⁰. François de Gingins profita également d'un prêt de 1000 écus, Niklaus Kloos et Niklaus von Wil, bourgeois et conseillers

³¹⁵ StA LU, cod. 4040, f^o 68. Les Appenzellois avaient emprunté ces capitaux à Lucerne pour le financement d'une société chargée de la promotion des draps appenzellois à l'étranger. Cf. BODMER, *Textilgewerbe*, pp. 5-7.

³¹⁶ StA LU, cod. 4040, f^o 19, 21, 80, 83.

³¹⁷ StA LU, cod. 4040, f^o 100, 103.

³¹⁸ StA LU, cod. 4040, f^o 42.

³¹⁹ StA LU, cod. 4040, f^o 39.

³²⁰ StA LU, cod. 4040, f^o 20.

de Lucerne, étant ses cautions³²¹. Le comte Richard de Challant-Valangin fut gratifié d'un prêt de 1000 écus. Leodegar von Hertenstein, du Conseil de Lucerne, et Anton Gutbübli, bourgeois de Soleure, acceptèrent d'être caution pour lui³²².

A partir de 1543, la ville de Lucerne accorda aussi des prêts au comte Michel de Gruyère, qui reçut 1000 écus en 1543, 2000 écus en 1544 et 1000 écus en 1545. Les capitaux étaient garantis par la ville de Fribourg et par le capitaine Peter Schmid, ancien avoyer et, à l'époque, conseiller de Fribourg³²³. En 1548 s'y ajouta encore un prêt de 2700 écus. Mais Sebald von Praroman, bourgeois et membre du Conseil de Fribourg, obtint aussi, en 1547, une avance de 1000 écus, grâce à la caution de Peter Ammann, ancien avoyer, et de François d'Affry de Fribourg³²⁴. Le seigneur de Boisey, appuyé par le colonel Fröhlich, reçut en 1547 la somme de 500 écus pour un an³²⁵. Une année plus tard, Lucerne prêta 800 écus au baron de Montrichard «en Savoie»³²⁶. Les 300 écus avancés en 1547 à Konrad Störchlin, aubergiste de la «Couronne» à Berne, constituent presque une exception «rustre» au milieu de tous les autres prêts accordés à des gens de naissance noble³²⁷.

Cette illustre clientèle des finances lucernoises ne réussit cependant pas à se maintenir en place. Elle fut supplantée par la bourgeoisie des villes et perdit ses seigneuries comme tant de représentants de la petite et de la moyenne noblesse par suite de leur incapacité d'adaptation aux exigences économiques et financières du temps. Incapable d'honorer ses engagements financiers, Marin de Monseigny dut céder sa place à Jörg Reyff et à Jörg von Diesbach, de Fribourg, et à la ville de Vevey. Les dettes de Jean de Cusnier furent aussi réglées, en 1573, par Vevey. La ville de Fribourg se chargea des dettes de François Bernard de Gillie et du comte de Gruyère, dont Berne régla aussi une partie des obligations³²⁸. Sebald von Praroman prit la succession pour les 1000 écus que François de Gingins devait à la ville de Lucerne. La dette du comte de Challant fut réglée par Hans Kuhn, capitaine et conseiller de la ville de Lucerne³²⁹. Le remboursement des 3500 écus avancés au baron de Combefort se révéla assez épineux. Lucerne réussit à obtenir 2810 écus de la fortune que se disputèrent les héritiers du baron en 1566 et en 1567. Le reste de la somme, c'est-à-dire 690 écus, ne rentra qu'en 1578³³⁰. Le comte de la Chambre réussit à rembourser ses 4500 écus en 1573 par les soins du trésorier du duc de Savoie³³¹.

³²¹ StA LU, cod. 4040, f° 48.

³²² StA LU, cod. 4040, f° 49. S'agit-il de René de Challant ?

³²³ StA LU, cod. 4040, f° 28, 29, 42 v., 51, 55.

³²⁴ StA LU, cod. 4040, f° 51 ; cod. 4045, f° 54 v.

³²⁵ StA LU, cod. 4040, f° 81, 83.

³²⁶ StA LU, cod. 7970.

³²⁷ StA LU, cod. 4040, f° 40 ; cod. 4045, f° 44.

³²⁸ RENNEFAHRT, *Geltstag*, pp. 321-404.

³²⁹ StA LU, cod. 4040, f° 41.

³³⁰ StA LU, cod. 4050, f° 38 ; cod. 4060, f° 19.

³³¹ StA LU, cod. 4050, f° 37.

c) Les emprunts des rois de France (1558-1580)

En 1526, le trésor de la ville de Lucerne prêta de l'argent au roi de France. Le trésor royal était alors dans une situation précaire³³². En 1523, l'ambassadeur Maigret du Museau avait été obligé d'emprunter de l'argent en Suisse pour pouvoir payer les pensions et les soldes³³³. En 1526, Lucerne avança 1010 écus, gagés par quatre bourgeois de la ville, le capitaine Jacob Amort pour 500, Konrad Klauser pour 300, le bailli Pfyffer pour 150 et Heinrich Egli pour 60 écus. Il s'agissait certainement d'une avance prévue à très court terme prise sur l'excédent budgétaire de l'année³³⁴. En 1527, ces sommes n'étaient pas encore rentrées. Mais, dès 1528, les comptes du trésorier Ludwig Ratzenhofer n'en parlent plus.

A la fin de l'année 1557, Henri II suspendit les paiements dus à tous ces créanciers en France. Quelques mois après la monarchie espagnole, celle de France était également arrivée à la banqueroute. Aussitôt, le cours des créances royales tomba à 85% et en février 1558 même à 70%³³⁵. A ce prix, les obligations françaises nominalement à 16% d'intérêt pouvaient rapporter aux spéculateurs chanceux presque 23% de profit. Gaspard Pfyffer proposa donc au trésorier de Lucerne une grosse affaire. Il s'engagea à faire fructifier 7000 écus au change de Lyon et promit pour le 1^{er} mai 1559 un intérêt de 15%. Cela devait lui permettre de faire un rapide bénéfice de près de 8%.

Qu'il se soit agi d'une affaire de type spéculatif ressort d'une petite note explicative placée par le trésorier Dulliker sur la page du livre des débiteurs : « ... ne doit pas être compté avec les intérêts, mais lorsque le paiement arrive, il sera inscrit directement dans le livre de caisse³³⁶ ». Les premiers intérêts arrivèrent en 1561 : 1400 écus soit 10% par année³³⁷. En 1563/1564, le trésorier reçut encore l'intérêt de deux ans, soit 4400 fl ou 2100 écus³³⁸. Le remboursement du capital eut lieu en 1564 et rapporta 11 000 écus à la trésorerie lucernoise³³⁹. La spéculation commune de Pfyffer et du trésorier de Lucerne avait réussi. Depuis le début de l'affaire, Lucerne avait encaissé des intérêts pour 5055 écus, ce qui correspond à un taux moyen annuel de 12%. Cette affaire spéculative doit être située dans le contexte des 150 000 écus que Gaspard Pfyffer, Benedikt Stokar, d'autres marchands et

³³² EHRENBERG, *Le siècle des Fugger*, pp. 246-247.

³³³ ROTT, *Histoire*, I, p. 354.

³³⁴ StA LU, cod. 6875, f^o 54 v.

³³⁵ *Op. cit.*, p. 285 ; les cours évoluaient entre 70% et 85%. DOUCET mentionne des cours de 70%, 71%, 78% et 83%. DOUCET, *Grand parti*, pp. 3-5.

³³⁶ « ... dis soll nitt im Urbar verrechnet werden. Sunders wann das bezallt wirt ins Gegenbuch geschriben. » StA LU, cod. 4040, f^o 44 v. Cf. DOUCET, *op. cit.*, p. 21.

³³⁷ SEGESSER, *Pfyffer*, I, p. 372, n 2.

³³⁸ StA LU, cod. 7030, 1561/1562 et 1563/1564.

³³⁹ StA LU, cod. 7970, f^o 72 ss ; SEGESSER, *op. cit.*, I, pp. 386-387. Dans cette somme étaient vraisemblablement compris les 7000 écus de Gaspard Pfyffer, les 2000 écus prêtés à l'avoyer Ritter en 1558 et 3000 écus d'intérêt.

capitaines suisses à Lyon, prêtèrent en 1558 à la couronne française au taux de 16 %³⁴⁰. D'anciennes obligations impayées ont pu être données en paiement d'une partie du capital. Les Lucernois s'y sont aventurés avec quelque 75 000 ou davantage d'écus³⁴¹. Le roi cependant refusa de verser l'intérêt usuraire aux Suisses. Emil Usteri affirme qu'en dépit du procès que ces derniers lui intentèrent, et au cours duquel le taux d'intérêt fut réduit, le roi ne paya ni intérêt ni capital³⁴². Benedikt Stokar dressa en 1565 une liste des créanciers du roi. En effet, parmi les 34 obligations énumérées, on en trouve une qui rappelle que Gaspard Pfyffer attendait toujours le remboursement de 5000 écus³⁴³. Nous constatons cependant que les Lucernois obtinrent au moins partiellement gain de cause.

En 1570, l'ambassadeur Bellièvre de France chercha à trouver en Suisse les capitaux nécessaires au paiement des soldes que le roi devait aux colons et aux mercenaires suisses. Mais Lucerne refusa obstinément de suivre l'exemple d'autres villes suisses qui donnèrent suite aux demandes de Bellièvre³⁴⁴. Les ambassadeurs de France qui adressèrent des requêtes de ce genre à la ville de Lucerne furent toujours poliment repoussés³⁴⁵. Fribourg, qui avait promis à Bellièvre un prêt de 20 000 écus, ne les possédait pas. Le Conseil de Fribourg envoya donc Hans Messelo, intendant du monopole du sel, pour trouver à Lucerne 6000 ou 8000 écus. Par une lettre du 28 décembre 1570 adressée à l'avoyer et au Conseil de Lucerne, Fribourg recommanda Messelo à l'accueil bienveillant des Lucernois, expliquant qu'il avait besoin de cet argent pour son commerce du sel³⁴⁶. Une liste fut jointe à cette lettre, proposant les noms des bourgeois de Fribourg que le Conseil de Fribourg avait autorisés à se porter caution pour Hans Messelo. Il s'agissait de Hans Reyff, de Pankraz Techtermann, de Niclaus Meyer, de Caspar Falk, de Wilhelm von Praromann et de Peter Reinhard³⁴⁷. Cette liste évaluait aussi leur fortune susceptible d'être hypothéquée pour Lucerne. Les Lucernois tombèrent avec précipitation dans le piège que les très chers et fidèles Confédérés de Fribourg leur avaient tendu. Le jour de l'Épiphanie de 1571, soit un peu plus d'une semaine plus tard, l'affaire fut conclue, et Hans Messelo put encaisser 8000 écus qu'il ramena à Fribourg. Le trésorier de Lucerne, Ludwig Zurgilgen, écrivit dans ses comptes : « Prêt accordé à Hans

³⁴⁰ E. A., IV, 2, 116, pp. 149-152; SEGESSER, *op. cit.*, I, pp. 76-78, 371 ss.

³⁴¹ Ville de Lucerne: 7000 écus; l'avoyer Ritter: 3000 écus; Heinrich et Beat Fleckenstein: 12 000 écus; Gaspard Pfyffer: 9750 écus; Ludwig Pfyffer: 6800 écus; Peter Marti: 6000 écus; Heinrich Bircher: 3000 écus; Gaspard Eggli: 1000 écus; Gebhard Tamman: 800 écus; Jacob an der Allmend: 400 écus, etc. (SEGESSER, *op. cit.*, I, p. 372, n 2.)

³⁴² USTERI, *Die finanziellen Hintergründe*, pp. 104-106.

³⁴³ StA SO, AH 1 (3), Frankreich Akten 1500-1749, « Laus deo semper 1565 ».

³⁴⁴ Soleure, Fribourg, Zurich, Berne et Bâle.

³⁴⁵ ROTT, *Histoire*, II, p. 85.

³⁴⁶ StA LU, Sch. 967, Fribourg à Lucerne (28 décembre 1570).

³⁴⁷ StA LU, Sch. 965, « Die Personen aus Freiburg... » (28 décembre 1570).

Messelo de Fribourg »³⁴⁸. Le trésorier de Fribourg, Anton Krummenstol, reçut l'argent comme un emprunt que Messelo avait réalisé pour la ville et s'empessa de confier l'argent à Bellièvre³⁴⁹. Lorsque Pankraz Wild, trésorier de Fribourg, se présenta le 22 février 1578 à Lucerne pour rembourser les 8000 écus, son confrère, Holder Meyer, reçut le capital comme venant de la part de Hans Messelo et consorts. Les Lucernois ne s'étaient rendu compte de rien !

Entre-temps, la situation politique et confessionnelle avait évolué en France. Henri III, roi depuis 1574, était considéré comme un monarque plus dur envers les dissidents, donc plus sévère à l'égard des protestants. Lorsque la ville de Soleure émit à Bâle un emprunt, en juin 1574, pour le compte du roi, Lucerne y prit une part de 8000 écus³⁵⁰. Au mois de mai 1580, Fribourg organisa un nouvel emprunt pour le roi de France et obtint encore la participation de Lucerne. Le trésorier de Lucerne se rendit à la tour, dans la Reuss, et prit le sac même que Pankraz Wild lui avait rapporté de Fribourg, deux ans et trois mois auparavant³⁵¹. Toutefois, Lucerne n'accepta jamais d'accorder directement des prêts au roi de France. Cette prudence épargna à la ville les soucis et les tracasseries que les autres Confédérés durent supporter jusqu'à la veille de la Révolution française³⁵². Soleure remboursa sa dette en 1584 et Fribourg en 1612.

d) Place financière catholique (après 1570)

Lorsqu'on étudie les prêts accordés par la ville à partir de 1570, on constate que Lucerne doit être considérée comme la place financière de la réforme catholique en Suisse. Seulement deux prêts ont été concédés à des marchands saint-gallois : en mai 1571, Gaspard Schlumpf, bourgmestre, Hans Ryner et Niklaus Metrizat empruntèrent pour six ans 4000 écus qu'ils remboursèrent en 1579³⁵³ ; Joseph Zollikofer vom Sonnenberg reçut 10 000 écus en 1600 pour dix ans³⁵⁴. Mais 89 % des 126 000 écus prêtés entre 1570 et 1610 allèrent à une clientèle catholique nombreuse en Suisse et, proche de nos frontières, à l'étranger.

En 1571, Lucerne prêta 9000 écus à Ulrich, comte de Montfort. Pour cette somme, la ville reçut une triple garantie : d'abord celle de l'archiduc Ferdinand d'Autriche et de l'empereur Rodolphe II³⁵⁵, ensuite la Seigneurie d'Argen³⁵⁶ comme hypothèque, enfin l'abbé de Saint-Gall comme caution.

³⁴⁸ StA LU, cod. 4050, f° 5.

³⁴⁹ AEF, C. t. N° 337, 1571 l.

³⁵⁰ StA LU, cod. 4050, f° 49.

³⁵¹ StA LU, cod. 4050, f° 5, 40.

³⁵² GERN, *Aspects*, pp. 176-178.

³⁵³ StA LU, cod. 4050, f° 41.

³⁵⁴ StA LU, cod. 4070, f° 146.

³⁵⁵ StA LU, Sch. 967.

³⁵⁶ Achberg ?

Deux ans plus tard, Lucerne accorda au même comte encore 8000 écus contre le gage de la Seigneurie de Tettngang et avec la caution de l'abbé de Kreuzlingen³⁵⁷. Ulrich de Montfort mourut en 1577, ce qui créa non seulement des problèmes à ses héritiers mais aussi à ses créanciers. L'abbaye de Saint-Gall honora sans façons son engagement et paya dorénavant les intérêts des 9000 écus que le comte de Montfort avait empruntés en 1571. Quant aux 8000 écus, les héritiers d'Ulrich de Montfort ne payèrent rien jusqu'en 1587. Le capital avec dix années d'intérêt en retard s'élevait alors à 12 000 écus. Après discussion, les héritiers promirent de rembourser chaque année 4000 écus sans intérêt supplémentaire. Ils refusèrent également de dédommager Lucerne pour les frais que la ville avait eus en rapport avec cette affaire. Le chancelier du couvent de Kreuzlingen protesta énergiquement, en tant que caution, contre cette attitude. On ne sait pas si les intérêts, qui couraient normalement à partir de 1588 et qui s'élevaient à 993 écus, ont été perdus, tout comme les frais de voyage et de notaire de 284 florins. Mais l'essentiel de l'arrangement à l'amiable se réalisa : à partir de 1588, les débiteurs payèrent pendant trois ans de suite les 4000 écus pour lesquels ils s'étaient engagés³⁵⁸.

Le capitaine schwytois Dietrich In der Halden eut besoin de 2000 écus en 1572. On les lui accorda en testons de France³⁵⁹. Lorsqu'en 1590 les cautions refusèrent de payer l'intérêt à la place du colonel décédé, Lucerne écrivit à Rudolf Reding, avoyer et banneret de Schwytz, pour lui demander de nouvelles garanties. Reding répondit deux semaines plus tard, offrant en gage trois prés et un village achetés quelques années auparavant pour 2900 écus sans hypothèque. Mais Lucerne exigea comme caution un riche bourgeois, capable de se présenter dans la ville pour déposer des gages d'or ou d'argent à la manière de ceux de Lucerne³⁶⁰. Par la suite, une longue correspondance traîna entre Lucerne et Schwytz, jusqu'à ce que Rudolf Reding s'engageât lui-même par une nouvelle lettre d'obligation en 1591, avec la promesse de rembourser le prêt dans un an. On lui accorda cependant encore une année, de sorte que Lucerne reçut en 1593 le capital et les derniers intérêts. L'abbé Othmar de Saint-Gall reçut en 1574 un prêt de 4000 écus pour cinq ans. Notker Ritter rendit cependant la somme en 1576 déjà, au nom de l'abbé³⁶¹. Le comte Rudolf von Sulz, qui était un habitué des trésoreries de Schaffhouse et de Zurich, réussit en 1586 à emprunter 4000 écus à la ville de Lucerne. L'abbé de Saint-Blaise, en Forêt-Noire, se déclara caution pour le comte. Le remboursement aurait dû se faire en 1590. Il fut reporté d'une année, puis de quatre années, et ainsi de suite. Finalement

³⁵⁷ StA LU, cod. 4050, f° 104-107 v.

³⁵⁸ StA LU, cod. 4050, f° 106 v., 107 v. ; cod. 6880, f° 119.

³⁵⁹ StA LU, cod. 4050, f° 19 v.-20 v.

³⁶⁰ StA LU, Sch. 967, Lucerne à Reding (1^{er} octobre 1590), Reding à Lucerne (19 octobre 1590), Lucerne à Reding (25 octobre 1590).

³⁶¹ StA LU, cod. 4050, f° 89 v. (91 v.).

arriva ce qui était devenu une habitude pour beaucoup de prêts accordés à des gens de la noblesse : l'abbé de Saint-Blaise s'acquitta, en 1600, de la dette du comte.

En 1591, sévèrent au sud des Alpes une forte sécheresse et une disette. Lucerne prêta aux gens de Lugano 4000 et au pays de Locarno 2000 écus pistolets, auxquels s'ajoutèrent en 1592 encore 1200 écus³⁶². Ces prêts avaient été consentis pour deux et trois ans, pour permettre à ces communes du Tessin d'acheter du blé. Mais la ville de Lucerne dut prolonger à plusieurs reprises les délais de remboursement, avant que Lugano pût enfin rendre l'argent, soit 2300 écus en 1605 et 1700 écus en 1607. Locarno ne put songer au remboursement avant longtemps. En 1605 et en 1606, Lucerne accorda des prêts s'élevant à 12 000 écus à la commune de Minusio, également située dans les bailliages de Lugano et de Locarno³⁶³. Les remboursements de ce capital élevé furent fixés pour 1615 et pour les années suivantes.

Débiteur	Crédit en écus	Date du		Durée du prêt
		Prêt	Remboursement	
Zoug	430	1598	1599	1 an
Appenzell cathol.	265	6 sept. 1598	7 avril 1599	7 mois
Appenzell cathol.	430	25 mai 1599	10 avril 1600	19 1/2 mois
Appenzell cathol.	260	22 août 1501	9 février 1602	6 mois
Appenzell cathol.	300	13 août 1603	1 ^{er} mai 1604	13 1/2 mois
Unterwald	230	1608	1609	1 an

*Tableau 46: Avances à court terme accordées par Lucerne aux cantons voisins*³⁶⁴.

Vers la fin du siècle, les cantons voisins de Lucerne venaient parfois prendre des avances à court terme (tabl. 46). Les trésoriers de la ville purent leur accorder facilement cet avantage car ils ne couraient aucun risque. Les cantons de la Suisse centrale attendaient chaque année le paiement des pensions espagnoles. Le remboursement des crédits était donc garanti d'avance. Et c'est certainement en prévision de ces rentrées que les autres cantons utilisaient le crédit lucernois. Un prêt à court terme, soit 255 écus pour douze semaines, fut aussi accordé en 1601 au couvent du Paradis en Thurgovie³⁶⁵.

Une grande partie, soit 43,4 % des capitaux que Lucerne investit de 1589 à 1610, fut réservée aux couvents et aux évêques (tabl. 47). Il s'agissait en

³⁶² StA LU, cod. 4050, f° 81 v., 95 v.; cod. 4065, f° 104.

³⁶³ StA LU, cod. 4070, f° 150 ss.

³⁶⁴ StA LU, cod. 4070, f° 212 et passim.

³⁶⁵ StA LU, cod. 7030, 1600/1601.

Débiteur ecclésiastique	Prêt en écus	Durée du prêt
Rathausen	665	1589-1615
Rathausen ³⁶⁶	900	1589-1609
Engelberg	890	1592-1599
Rathausen	180	1593-1607
Wettingen	4 450	1593-
Saint-Urbain	900	1595-1610
Evêque de Constance	10 000	1596-1598
Saint-Gall	6 000	1597-1604
Ordre de Malte ³⁶⁷	8 000	1599-1603
Ordre de Malte	2 000	1600-
Saint-Blaise	10 000	1605-1615
Einsiedeln	185	1609-1615
Paradis	1 400	1609-1610
Wettingen	1 500	1610-
Eschenbach ³⁶⁸	1 110	1610-1616
Total	48 180	

Tableau 47: Débiteurs ecclésiastiques de Lucerne des années 1589 à 1610.

principe de prêts accordés à long terme. Les 255 écus avancés en 1601 pour douze semaines au couvent du Paradis étaient une exception. Ces institutions ecclésiastiques représentaient encore, en 1610, 36,3% des débiteurs de Lucerne. Si on tient compte encore de ce que le colonel Ludwig Pfyffer investit dans le collège des Jésuites à Lucerne, dans les couvents de Saint-Urbain et de Rathausen, dans l'abbaye de Rheinau et dans l'évêché de Constance³⁶⁹, et si on se souvient du fait que les Jésuites à Fribourg reçurent en 1596 un prêt de 800 écus de Salomé, épouse du colonel, et encore 900 écus de Jost Pfyffer pour la construction de leur collège, pour ne mentionner que ces quelques exemples particuliers, on aboutit à la certitude que la Réforme catholique en Suisse a été financée depuis Lucerne.

2. Les débiteurs à Lucerne et dans le canton

Au xv^e siècle, Lucerne avait déjà avancé de l'argent aux habitants du pays³⁷⁰, mais cela ne s'était fait que dans un cadre limité. Au cours des quarante premières années du xvi^e siècle, les comptes des trésoriers de Lucerne ne font pas état de prêts ou de crédits accordés aux Lucernois. Cela

³⁶⁶ Remboursement partiel de 265 ₣ en 1607 par Jost Pfyffer. StA LU, cod. 4070, f° 96.

³⁶⁷ Gage: Hohnrain et Reiden, StA LU, cod. 4070, f° 52.

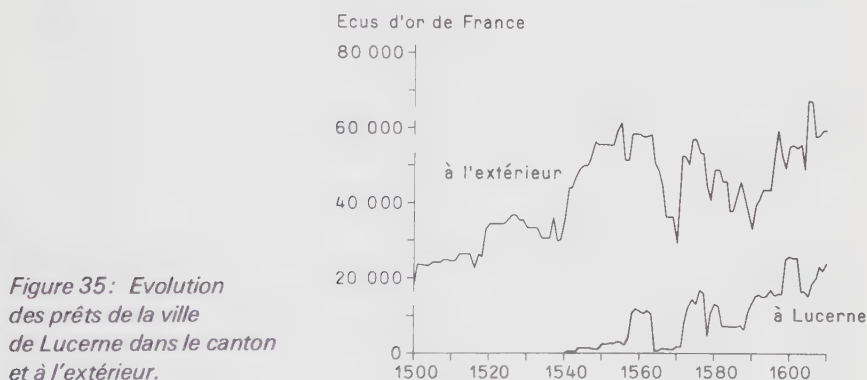
³⁶⁸ Pour de nouvelles constructions, StA LU, cod. 4070, f° 30.

³⁶⁹ Luzern, Zentralbibliothek, Handschriften, Mss 325.

³⁷⁰ StA LU, cod. 5065, pp. 1 ss.

ne signifie pas que ce genre d'affaires financières ait été absolument évité³⁷¹. Les exceptions, à l'époque, ne trouvèrent pas toujours, dans les livres des trésoriers, un compte standard prévu pour leur cas: on s'occupait de ces cas en marge des affaires habituelles. A partir de 1540, les cas marginaux furent inclus dans les livres des débiteurs. En fait, ils n'étaient jamais nombreux, mais suffisamment importants au point de vue financier pour qu'on en surveille de près le paiement de l'intérêt et le remboursement (fig. 35).

Encore faudrait-il distinguer entre prêt réel et crédit indirect ou fiscal. Sur les 166 obligations dont la ville de Lucerne eut la jouissance à partir de 1540 et jusqu'en 1610, 70 seulement firent l'objet d'un transfert de numéraire. Les 96 autres obligations furent cédées à la ville comme moyen de paiement, ce qui correspondait à 58% des cas. Toutefois ils n'intéressaient que 21 575 écus, soit 20% seulement du total des valeurs accordées en crédit dans le



canton de Lucerne. La moyenne des crédits indirects ou fiscaux s'élevant à 222 écus est par conséquent nettement inférieure à celle des prêts réels (1220 écus). L'étude analytique des deux types de crédits accordés par la ville expliquera les raisons de ces différences.

a) Les prêts directs ou comptants

De 1540 à 1610, Lucerne accorda en moyenne un prêt comptant par année à quelqu'un du pays. Jusqu'en 1590, une telle affaire ne fut même conclue que tous les deux ans. Les sommes pouvaient varier entre moins de 100 écus et 8000 écus. Le premier de ces prêts, d'un montant de 350 écus, fut accordé en 1541 à l'abbaye de Saint-Urbain. En 1550 seulement, Ludwig Golder reçut 1000 écus, et en 1552 Ludwig von Hertenstein emprunta 500 écus. Puis, en 1557 de nouveau, il y eut un prêt de 2000 écus pour l'avoyer Lux Ritter.

³⁷¹ StA LU, cod. 5065, f° 78 et passim.

Jost Pfyffer possédait une entreprise drapière lorsqu'il fut désigné comme bailli à Lugano. Il dut vendre son affaire. En 1558, il revint à Lucerne avec « beaucoup d'enfants et d'autres en prévision », mais il n'avait pas de travail. Il demanda au Conseil de Lucerne de lui accorder un prêt qui lui servirait de capital pour relancer son entreprise dans l'intérêt du bien public et de l'économie lucernoise. L'avoyer Ritter, son beau-frère, se proposa comme caution. La ville lui prêta en effet 6800 écus pour dix ans. En 1564, après avoir spéculé à Lyon avec le capital, il fut déjà en mesure de le rembourser³⁷².

Le trésor lucernois fut utilisé systématiquement pour des affaires de crédit en faveur des bourgeois de la ville, lorsque ces derniers eurent besoin des capitaux pour le financement et pour l'équipement des troupes qui partaient au service à l'étranger. En 1562, Lucerne prêta 800 écus à quelques officiers³⁷³. C'était une avance pour une année seulement, remboursée en 1563 déjà. A partir de 1570, ce genre de prêts accordés aux capitaines lucernois devint relativement fréquent. En 1573, les capitaines Hans Tammann, Hans Kraft, Beat Jacob Feer, Hans Pfyffer et Jost Pfyffer empruntèrent 2600 écus qu'ils rendirent une année plus tard³⁷⁴. Hans Gaspard Sonnenberg et Jost Haas reçurent 800 écus en 1574 pour un an. Ils purent rembourser cette somme en 1576 seulement. Le capitaine Hans Spengler obtint, en 1574, le prêt de 665 écus, également pour un an. Il rapporta la somme en 1577. Hans von Mettenwil, intendant des bâtiments à Lucerne, était parti en guerre après avoir obtenu un prêt de 500 écus. A partir de 1589, les intérêts n'ayant plus été payés, ils furent rajoutés, en 1598, au capital principal, et les héritiers du capitaine durent assurer le remboursement en 1599³⁷⁵. Le colonel Rudolf Pfyffer et le capitaine Gaspard Kündig participèrent à la même campagne militaire en France. Lucerne leur prêta 2190 écus en septembre 1593 pour trois ans, délai qui fut miraculeusement respecté³⁷⁶. Le capitaine Peter Feer, qui avait emporté 450 écus en 1598 pour un an, ne put rembourser l'obligation avant 1605³⁷⁷. En 1602, le trésorier récupéra les 600 écus que les colonels Rudolf Pfyffer et Sebastian von Berolingen, au service de l'Espagne, avaient reçus en 1599³⁷⁸. Les capitaines Heinrich Fleckenstein et Nicolaus Bircher remboursèrent leurs dettes de 305 écus et de 265 écus ponctuellement en 1609, c'est-à-dire une année après les avoir empruntés. Même des capitaines valaisans, Christian von Riedmatten et Anton Magenzer, le jeune, reçurent un prêt de 200 écus en 1603. En 1608 et en 1610, le capitaine Ulrich Heinserlin emprunta 1850 écus.

³⁷² StA LU, cod. 4040, f° 104, 106 ; cod. 4060, f° 56.

³⁷³ StA LU, cod. 7970. (MESSMER, *Luzerner Patriziat*, p. 123.)

³⁷⁴ StA LU, cod. 4050, f° 20.

³⁷⁵ StA LU, cod. 4065, f° 28 ; cod. 4070, f° 14.

³⁷⁶ StA LU, cod. 4065, f° 167.

³⁷⁷ StA LU, cod. 4070, f° 60.

³⁷⁸ StA LU, cod. 7970.

Il se peut bien que d'autres prêts, dont il n'est pas fait mention ici, aient servi à financer le service étranger³⁷⁹. On peut l'admettre dans le cas du capitaine Jost Pfyffer, qui emprunta 6000 écus en 1576, cautionnés par les officiers Gaspard et Hans Pfyffer, et remboursés en 1578. En 1580, Jost Pfyffer reçut encore 5200 écus pour une année, les gardant cependant durant deux ans³⁸⁰. Gaspard Pfyffer lui-même emporta 5000 écus en 1581, promettant de les rendre l'année suivante. On lui accorda toutefois prolongement sur prolongement, de sorte qu'en 1610 le capital n'avait pas encore été remboursé. En 1606, on lui prêta encore 1180 écus, qu'il rendit en 1609.

L'avoyer Ludwig Pfyffer, appelé le « roi des Suisses », se servit trois fois du crédit de la ville³⁸¹. Il est significatif que son premier emprunt ait eu lieu en 1573, c'est-à-dire l'année même du premier emprunt important des capitaines lucernois. En juin, il retint la pension française, soit 3000 francs ou 1200 écus, promettant de les déposer à Lucerne en novembre avec les intérêts. Il avait certainement dépensé l'argent au cours de ses missions diplomatiques, car le trésorier de Lucerne rentra en 1579 seulement en possession de cette somme³⁸². Le mois de février de cette année même, il emprunta 6000 écus³⁸³. Il s'en servit pour se débarrasser des capitaines mécontents d'avoir accepté de combattre pour le roi de France qui ne pouvait les payer³⁸⁴. L'obligation était prévue pour une durée de six ans. Pfyffer la remboursa en 1582. En 1590, il se trouva de nouveau dans une situation difficile. En avril, il fut arrêté en pleine rue par des soldats exigeant leur argent et le menaçant, de sorte qu'il dut s'enfuir dans une maison³⁸⁵. En août, le nonce Paravicini écrivit à Montalto que la tension était montée à Lucerne à un tel point que si les capitaines n'étaient pas payés, la maison du nonce et celle de Pfyffer seraient bientôt pillées³⁸⁶. Début décembre, Pfyffer emprunta 2000 écus, qui furent remboursés en 1593, année de sa mort³⁸⁷. De 1570 à 1610, des capitaux s'élevant à un total d'au moins 40 000 écus, soit 49% des sommes prêtées à des bourgeois de Lucerne, furent investis dans le secteur militaire de l'économie lucernoise. Ainsi ce genre de crédit est devenu une constante de la trésorerie lucernoise.

On connaît déjà la place de choix que Lucerne avait accordée aux demandes venant de la part des institutions ecclésiastiques catholiques. Les

³⁷⁹ Jeromin von Hertenstein: 500 écus en 1588; Christoffel Feer: 850 écus en 1600; Jacob Heid: 850 écus en 1603; Albrecht Segesser: 760 écus en 1607; Hans von Schellenberg: 1300 ducats en 1608.

³⁸⁰ StA LU, cod. 4050, f° 11, 26 v.

³⁸¹ MÜLLER-WOLFER, *Pfyffer*, pp. 38 ss.

³⁸² StA LU, cod. 4050, f° 106-107.

³⁸³ StA LU, cod. 4050, f° 11 v.

³⁸⁴ MÜLLER-WOLFER, *op. cit.*, pp. 12 et 47. Müller parle de 8000 écus. Nous nous tenons aux 6000 écus indiqués par la comptabilité.

³⁸⁵ *Op. cit.*, p. 295.

³⁸⁶ *Op. cit.*, p. 299.

³⁸⁷ StA LU, cod. 4050, f° 110.

ordres et abbayes situés en territoire lucernois reçurent environ 13 000 écus, soit 15,5% des prêts comptants accordés aux gens de Lucerne. La majeure partie de cet argent fut attribuée à l'ordre de Malte³⁸⁸. En 1596, l'avoyer Jost Pfyffer emprunta 900 écus³⁸⁹ pour pouvoir les avancer à Fribourg pour l'installation du collège des Jésuites³⁹⁰.

En dehors des prêts accordés à des fins de politique militaire et confessionnelle, Lucerne accordait le crédit comptant aussi en rapport avec des problèmes économiques et sociaux d'ordre plus général. C'est ainsi que Niklaus Schall reçut, en 1572, une avance de 2380 écus pour dix ans destinée à son commerce du sel³⁹¹. Une affaire semblable fut conclue en 1591 avec Jost Schumacher. Il reçut 1335 écus (3000 fl) que Jost Pfyffer remboursa dix ans plus tard³⁹².

L'utilisation du crédit public par le secteur des constructions fut relativement intense. André Ätzing, cordonnier, s'était construit la maison «zum Pelikan» à la Kappellgasse. La ville l'aida par un prêt de construction de 90 écus, transformé en hypothèque en 1579³⁹³. Lucerne avait déjà construit 100 maisons en pierre en cinquante ans lorsque, en 1586, le Conseil de la ville imposa, par mesure d'économie, un arrêt des constructions financées par les deniers publics³⁹⁴. Dix ans plus tard, la ville recommença cependant à construire et se mit à accorder aux particuliers les crédits hypothécaires nécessaires pour leurs constructions. Plusieurs bourgeois construisirent un ensemble de cinq maisons situées «An der Eck». Les travaux durèrent de 1595 à 1597. La ville leur avança la somme de 900 écus, remboursables en principe à partir de 1598 par quatre tranches d'égale grandeur³⁹⁵. En 1597, Lucerne prêta 90 écus à Simon Käppeli de Sursee pour l'installation d'un nouveau stand de tir et 45 écus à la ville de Sempach pour la réparation de ses murailles³⁹⁶. Le curé de Ruswil reçut 515 écus, en 1599, pour la construction d'une nouvelle église. Dès 1601, il remboursa la dette, payant une partie chaque année jusqu'en 1610³⁹⁷. Willisau obtint, en 1604, une hypothèque de 260 écus sur la construction d'un nouveau dépôt de briques³⁹⁸. La somme de 230 écus fut avancée au boulanger Friedli Thüring en 1607 pour la construction de sa nouvelle maison «zum Schwarzen Horn»³⁹⁹. En 1608, Niclaus Freener emprunta 305 écus pour s'installer dans

³⁸⁸ *Supra*, tableau 47.

³⁸⁹ 1000 écus d'argent.

³⁹⁰ StA LU, cod. 4065, f° 225.

³⁹¹ StA LU, cod. 4040, f° 102 (105).

³⁹² StA LU, cod. 4050, f° 14; cod. 4070, f° 23.

³⁹³ StA LU, cod. 4050, f° 59.

³⁹⁴ MESSMER, *Luzerner Patriziat*, p. 98.

³⁹⁵ StA LU, cod. 4065, f° 327; cod. 4070, f° 205-205 v.

³⁹⁶ StA LU, cod. 4070, f° 32.

³⁹⁷ StA LU, cod. 4070, f° 225.

³⁹⁸ StA LU, cod. 4070, f° 62.

³⁹⁹ StA LU, cod. 4070, f° 170.

une nouvelle ferme à Oberschwerzi, dans le bailliage de Ruswil⁴⁰⁰. Les 1180 écus prêtés, en 1610, au couvent d'Eschenbach étaient aussi destinés à de nouvelles constructions. A un cas près, ces prêts de construction furent accordés après 1595.

Lucerne accorda pendant cette période encore d'autres crédits immobiliers, dont on ne peut affirmer si le capital a été avancé par la ville ou si la ville a elle-même réalisé la construction avant de vendre les maisons. On est frappé cependant par un fait : Lucerne investit des capitaux dans les constructions immobilières à un moment de crise économique et sociale grave. Peut-on parler de politique interventionniste pour procurer du travail à une population en chômage, puisque les rois ne disposaient plus d'assez de capitaux pour faire vivre le service étranger ? S'agit-il plutôt d'une relance générale des activités, le secteur du bâtiment y compris, comme conséquence naturelle de la reprise du trafic du Saint-Gothard⁴⁰¹ ? Une partie des constructions est en tout cas à mettre en relation avec la Réforme catholique. Quoi qu'il en soit, la ville aurait alors financé, en quinze ans, entièrement ou en partie 26 constructions de maisons, d'églises, de dépôts et de murailles au moyen de quelque 6000 écus, soit 15% à 18% des crédits accordés dans le canton au cours des vingt années en question⁴⁰².

Les prêts de l'année 1609 furent rendus nécessaires par une crise, qui fut certainement une crise de ravitaillement. Le 1^{er} mars, Hans Wirz et Jacob Lukas, dans le bailliage de Willisau, reçurent 375 écus « dans leur grande nécessité »⁴⁰³. Hans Koch et son fils, de Menznau, se virent octroyer la même somme à Pâques, pour la même raison⁴⁰⁴. Vers Noël de cette année-là, Martin Fry, trésorier de Sempach, empruntait 470 écus, pour pouvoir acheter du blé⁴⁰⁵. L'hiver précédent déjà, l'hôpital de Lucerne avait obtenu un prêt de 230 écus qui fut remboursé rapidement en 1609.

b) Obligations et cédules hypothécaires, instruments de crédit et de paiement

Lucerne a aussi accepté, au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, près de cent obligations comme moyen de paiement. Cela signifie que les débiteurs de la ville, ne pouvant ou ne voulant pas s'acquitter immédiatement de leur dette, eurent la possibilité de s'obliger par une lettre ou bien de donner en paiement une obligation qu'ils possédaient déjà sur quelqu'un d'autre. Les baillis furent les premiers à appliquer ce système dans leurs rapports avec la ville. En 1540, le bailli de Malters accorda ainsi à Heinrich Schreck un crédit de 115 écus, au nom de la ville⁴⁰⁶. Le bailli Hünenberg

⁴⁰⁰ StA LU, cod. 4070, f° 28.

⁴⁰¹ GLAUSER, *Gotthardtransit*.

⁴⁰² DUBLER, *Luzerner*, p. 29.

⁴⁰³ StA LU, cod. 4070, f° 35.

⁴⁰⁴ StA LU, cod. 4070, f° 42 v.

⁴⁰⁵ StA LU, cod. 4070, f° 171 v.

⁴⁰⁶ StA LU, cod. 4050, f° 12.

accorda, en 1540, ce privilège aussi à Kaspar Kaufmann au « Kestenbaum », dans la paroisse de Horw⁴⁰⁷. Les baillis n'autorisaient cependant pas systématiquement ce moyen de paiement. Je n'ai rencontré que six cas pour toute la période étudiée. Wilhelm Balthasar, bailli à Entlebuch, s'acquitta en 1605 encore d'une partie de ses redevances du bailliage au moyen d'une obligation de Hans Rüedi⁴⁰⁸.

Dans 24 affaires immobilières de 1554 à 1610, la ville accepta une obligation gagée sur l'immeuble vendu. Dans d'autres affaires les débiteurs, ne pouvant pas s'acquitter d'une dette envers la ville, prirent une hypothèque sur leur propriété. Voici quelques exemples: Hans Werner Hallter, polisseur, acheta en 1604 une maison située à la Pfistergasse. La ville lui accorda un crédit de 45 écus (100 fl) pour la durée de six ans, au bout desquels le débiteur devait commencer à amortir l'hypothèque⁴⁰⁹. La ville possédait aussi une hypothèque de 240 écus sur la « maison grise » à la Kapellgasse. Les propriétaires se suivirent et payèrent l'intérêt. Avant 1579, un nommé Schürmann de Rothenburg avait habité cette maison. A partir de 1579, elle fut l'habitation du bailli Schall. Lorsqu'en 1583, cette maison devint la propriété de l'avoyer Ludwig Pfyffer, celui-ci se débarrassa de l'hypothèque au moyen d'une obligation gagée sur la ferme « Ibach » dans le Moortal. Mais cette obligation valait 285 écus, de sorte que la ville dut rendre à Pfyffer encore 45 écus comptants⁴¹⁰.

Les propriétés hypothéquées à la campagne étaient de loin plus nombreuses que celles à la ville. Elles en représentent presque le quadruple. Il s'agit de maisons dans les villages lucernois, de fermes isolées du canton, mais aussi de prés achetés par des gens du pays, de la « station thermale » de Luthern, vendue en 1608 à Balthasar Schwarzentruher, de l'auberge de Sins, que Michel Rinderlein avait achetée en 1591.

Lucerne entra aussi indirectement en possession d'obligations gagées sur des immeubles de la ville ou du canton. Rappelons l'hypothèque sur la ferme « Ibach » que Ludwig Pfyffer avait cédée à la ville. En 1606, Lucerne vendit une maison à Renward Cysat, le jeune. Celui-ci paya une partie du prix au moyen d'une hypothèque gagée sur l'auberge de Dierikon et due par Alexandre Elmiger⁴¹¹. Ce genre de cession de créances hypothécaires n'était pas un domaine réservé aux relations de la ville avec les habitants du pays. Les particuliers pratiquaient ces affaires entre eux. Le banneret Ludwig Pfyffer acheta en 1565 une maison d'habitation au « Graben ». Il s'acquitta d'une partie du prix d'achat au moyen d'une cédula hypothécaire gagée par les biens immobiliers d'Ulrich Meyer à Eich. Mettenwil, le secrétaire du

⁴⁰⁷ StA LU, cod. 4040, f° 50.

⁴⁰⁸ StA LU, cod. 4070, f° 27.

⁴⁰⁹ StA LU, cod. 4070, f° 149.

⁴¹⁰ StA LU, cod. 4050, f° 100 (102), 107 v.

⁴¹¹ StA LU, cod. 4070, f° 41.

trésorier, accepta la cédule pour 95 écus et la céda lui-même en 1565 à la ville⁴¹².

Il arrivait aussi qu'un débiteur de la ville fût incapable de rembourser un prêt reçu comptant de la même manière. Le trésorier de Lucerne acceptait alors en paiement des cédules hypothécaires et des obligations. En 1610, l'abbaye de Saint-Urbain céda à la ville deux titres, gagés sur la ferme « Blatten » dans le bailliage de Malters et sur la ferme « Ottingen » dans le bailliage de Rothenberg. Le reste du remboursement de l'emprunt fut payé en numéraire⁴¹³. En 1602 et en 1603, l'hôpital utilisa le même moyen pour régler une livraison de blé⁴¹⁴. Une vingtaine d'années plus tôt, Jost Kraft avait déjà payé une dette de cette manière. Il s'était agi également de cédules hypothécaires, au nombre de quatre cette fois-là⁴¹⁵.

Le cas de Nicolaus Schall est intéressant à plus d'un égard. Lucerne avait investi 2380 écus (5000 fl) en 1572 pour dix ans dans son commerce du sel. En 1577, les intérêts de deux ans et demi étaient encore impayés. Son affaire fut tout de suite liquidée. Mais n'ayant pas suffisamment d'argent comptant, il régla sa dette, s'élevant avec les intérêts à 2680 écus, au moyen de 19 titres d'obligations qu'il avait peut-être lui-même acceptées en paiement de la part de ses clients⁴¹⁶. Capitalisées à 5%, ces obligations totalisaient 3315 écus. La ville ne les accepta donc pas à leur valeur nominale, mais à 80% seulement. Après ce règlement de l'affaire, Schall resta encore débiteur de la ville de 46 fl⁴¹⁷. Les débiteurs de Schall habitaient Lucerne, Eich, Entlebuch, Fenkrieden (AG), Hildisrieden, Hitzkirch, Kriens, Meienberg (AG), Menznau, Oberkirch, Rickenbach, Rothenburg, Schöpfheim, Schwarzenbach, Sempach et Sulz.

D'autres débiteurs de la ville, ne pouvant payer leur dette ni comptant ni au moyen de titres financiers, furent contraints de signer des titres les obligeant au paiement de l'intérêt, leur prescrivant aussi une date de remboursement. Jacob Zimmermann fut ainsi obligé, en 1601, pour 260 écus dont il s'était rendu redevable à cause de son commerce du vin⁴¹⁸. Gaspard Peter, habitant la ferme « Im Grund » dans la paroisse de Luthern, s'obligea en 1610 pour 75 écus à cause de deux paiements dont on ignore les raisons, mais qu'il n'avait pas fournis à temps⁴¹⁹.

Plusieurs droits de successions furent réglés de façon similaire. Les héritiers obtenaient de la ville l'autorisation de pouvoir s'acquitter de leur dû en cédant des obligations. Quelques-uns profitèrent de cette possibilité pour

⁴¹² StA LU, cod. 4050, f° 103 (105).

⁴¹³ StA LU, cod. 4070, f° 17, 157, 166.

⁴¹⁴ StA LU, cod. 4070, f° 168-169.

⁴¹⁵ StA LU, cod. 4065, f° 4, 40 v., 210, 212.

⁴¹⁶ StA LU, cod. 4050, f° 48 et passim.

⁴¹⁷ 22,8 écus.

⁴¹⁸ StA LU, cod. 4070, f° 53.

⁴¹⁹ StA LU, cod. 4070, f° 74 (200 fl LU).

régler les dettes que leurs défunts avaient faites de leur vivant. Par ce biais, Lucerne entra en possession de quatorze titres d'une valeur de 2550 écus⁴²⁰.

En 1570, l'avoyer Amlehn fut frappé d'une amende de 4000 écus payables en testons de France⁴²¹. Quatre ans plus tard, il n'avait encore rien versé. A la Pentecôte de l'année 1574, il dut signer une obligation, promettant de liquider sa dette par des versements semestriels de 1000 écus plus les intérêts. La première tranche rentra à Noël 1574, la deuxième fin juin 1575. En 1577, on lui accorda la remise du reste⁴²². En 1588, Peter Stirnimann fut condamné à une amende de 190 écus pour lesquels il s'obligea par une hypothèque sur ses biens immeubles à Reiden. Il en paya régulièrement les intérêts pendant de nombreuses années⁴²³. Ce même procédé fut appliqué à d'autres cas de condamnations: en 1591, à l'aubergiste «zum Sternen», à Lucerne⁴²⁴; à Agathe Petermann, pour son suicide⁴²⁵, condamnation prononcée après sa mort pour pouvoir confisquer ses biens; en 1596, à Adam von Wil, du Conseil de Willisau. Konrad Sennhauser, devenu anabaptiste, subit en 1590 la confiscation de ses biens. La ville entra ainsi en possession d'une cédule hypothécaire gagée sur la forge «Am Egg» à la Barfüsserplatz⁴²⁶. En 1573 déjà, la femme de Hans Räss avait subi le même sort pour avoir été considérée comme anabaptiste. Deux ans plus tard, on se rendit compte cependant de l'erreur de justice commise⁴²⁷.

Plusieurs de ces cédules hypothécaires, dont le trésorier de Lucerne prit possession au cours du dernier quart du siècle, avaient circulé déjà depuis des années. Des cédules et obligations que le bailli Schall céda à la ville en 1577, la première datait de 1530, les autres de 1546, de 1553, de 1554, de 1556, de 1557, de 1563, de 1568, de 1570, de 1571, de 1572 et de 1576. Les quatre titres transmis par Jost Kraft à la ville en 1589 avaient été établis en 1554, en 1555, en 1567 et en 1590. Enfin, une des cédules hypothécaires comptées en 1610 en paiement de la dette de l'abbaye de Saint-Urbain, existait depuis 1558. Entre les plus anciennes lettres d'obligation et l'année de leur cession à la ville, il y avait quarante-sept ans pour celles de Schall, trente-cinq pour celles de Kraft et cinquante-deux pour celles de Saint-Urbain. Nous avons vu que les particuliers de Lucerne et des environs se servaient volontiers de cédules hypothécaires et d'obligations pour payer leurs dettes. Enfin, 30 de ces titres furent utilisés par la ville même comme moyen de paiement. On est donc en droit d'en conclure qu'il s'agissait d'une pratique courante attestée en pays lucernois depuis le milieu du siècle. C'est

⁴²⁰ StA LU, cod. 4050, 4060, 4070.

⁴²¹ SEGESSER, *Pfaffen*, II, pp. 10 ss.

⁴²² StA LU, cod. 4050, f° 105 v. (108 v.), 107.

⁴²³ StA LU, cod. 4065, f° 216 ; cod. 4070, f° 130.

⁴²⁴ StA LU, cod. 4050, f° 46 v.

⁴²⁵ StA LU, cod. 4050, f° 13.

⁴²⁶ StA LU, cod. 4050, f° 23 ; cod. 4065, f° 44.

⁴²⁷ StA LU, cod. 4050, f° 103 ; 104 v. ; 108 v.

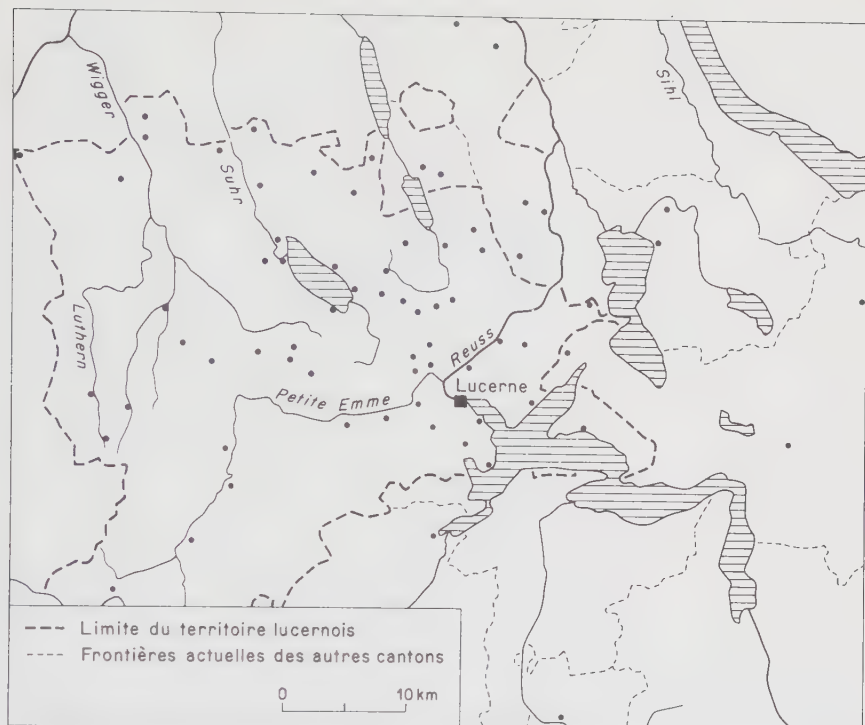


Figure 36: L'endettement de la campagne lucernoise dans la deuxième moitié du XVI^e siècle.

aussi un signe de l'endettement de la campagne envers les gens de la ville (fig. 36).

Le crédit public pour les habitants de la ville et du pays de Lucerne se divise en deux secteurs différents. Il y a d'une part celui des prêteurs comptants, sommes élevées (1220 écus en moyenne), destinées à la politique du service étranger, à la solidarité avec l'Eglise catholique, au financement des constructions immobilières. D'autre part, le petit monde des débiteurs, des héritages, des condamnations, des hypothèques (180 écus de moyenne, si l'on exclut les 4000 écus de la condamnation d'Amlehn), et des cédulas hypothécaires et obligations utilisées pendant des décennies de suite comme moyen de paiement.

Quatrième partie

LES EMPRUNTS DES VILLES

I. Genève

A. LES EMPRUNTS À GENÈVE

Comme beaucoup d'autres villes, Genève a dû emprunter de l'argent pour équilibrer son budget tant de fois en difficulté au XVI^e siècle. La ville faisait des dettes à Genève et à l'extérieur. D'autres moyens plus simples et meilleur marché existaient aussi pour remplir la caisse de la Seigneurie: les confiscations, les albergements, les taxes supplémentaires. Ces dernières furent instituées en principe pour rembourser les emprunts¹. En cela le cas de Genève ne présente rien d'extraordinaire. D'autres villes suisses ou françaises ont dû créer des taxes supplémentaires, augmenter les impôts indirects ou instituer même des impôts directs exceptionnels pour pouvoir rembourser leurs dettes². Pour la ville de Genève deux principales périodes d'emprunts locaux ont marqué le XVI^e siècle: la première va de 1519 à 1536, la deuxième commence en 1567 et finit en 1595.

1. Les emprunts avant 1536

a) *L'emprunt de 1519*

En 1519, la ville de Genève signa un traité de combourgeoisie avec Fribourg en Suisse. Après avoir tenté en vain de faire résilier ce pacte de combourgeoisie par la Diète fédérale, le duc de Savoie, opposé à cette alliance, décida de la briser par la force. Il entra à Genève à la tête de

¹ MONTER, *Studies*, pp. 9-52.

² Berne en 1550, Fribourg en 1555 et Bâle en 1590.

quelques milliers d'hommes pour contraindre les Genevois à abandonner la combourgeoisie. Mais Fribourg mobilisa ses troupes qui descendirent sur Morges. Pour éviter l'affrontement, le duc proposa de quitter la ville de Genève contre la promesse d'une résiliation de la combourgeoisie. Fribourg refusa, mais Genève accepta. L'alliance avec les Suisses avait avorté³.

La résistance genevoise et l'expédition militaire des Fribourgeois avaient cependant entraîné des frais. La Seigneurie de Genève fut obligée d'emprunter de l'argent pour payer les 4000 écus d'or à Messieurs de Fribourg⁴, «... à cause de la sortie qu'ils firent et descendirent jusques à Morges et ceulx qui ont presté et livré blés, vins et soubtenu despence et livré pain et qui ont cuyt pain pour soubtenir les gens d'armes...»⁵. Au moment de l'occupation militaire de la ville, la population genevoise dut donc fournir du blé, du pain, des poissons et du vin pour l'entretien des soldats. Ces fournitures en nature furent comptabilisées et capitalisées en florins remboursables au même titre que les prêts comptants⁶. Elles furent évaluées à 5700 florins, ce qui correspond à environ 1600 écus d'or⁷.

Pour payer l'assistance militaire fribourgeoise, il fallait encore réunir 4000 écus d'or en argent comptant. L'emprunt à Genève ne rapporta que 2164 écus⁸. L'objectif ne fut atteint que grâce à la ville de Lucerne qui prêta 1500 écus⁹ et grâce à une «dame d'Allemagne», dont on ne connaît pas le nom, mais qui participa à l'emprunt avec 900 écus¹⁰. L'emprunt produisit donc 4566 écus d'or, dont 47,4% seulement ont été trouvés à Genève même (tabl. 48). 97 personnes genevoises prêtèrent 2164 écus d'or. C'est beaucoup de monde pour peu d'argent. Chacun apporta en moyenne 22,3 écus. Mais le nombre élevé de petites sommes prêtées situe la médiane des prêts à 9 écus. En effet, 51,6% des créanciers de la Seigneurie n'ont prêté que 8,6% du total, avec des sommes inférieures à 10 écus. Huit personnes seulement ont fourni les 45% de l'ensemble. Mais les sommes prêtées étaient modestes à côté des 900 écus de la «dame d'Allemagne», qui était certainement de Suisse alémanique. Le prêt genevois le plus élevé venait de Jehan Louis Ramel (200 écus), suivi de Pierre de Fronay, le jeune (150 écus), de Messieurs du Chapitre (140 écus), de Pierre Cornaz (114 écus), de Mathieu Luciam (112

³ FAVRE et GEISENDORF, *Combourgeoisies*, pp. 174-175; CASTELLA, *Fribourg*, pp. 301-303; MONTER, *Evêché*, p. 130; NAEF, *Origines*, pp. 124-125.

⁴ MONTER, *Studies*, pp. 10-11.

⁵ AEG, Bourgeoisie A 2, f° 35-78 v.

⁶ Les prix utilisés pour capitaliser les prêts en nature furent les suivants: le bon blé: 20 gros la coupe; vin rouge du pays: 10 gros le setier; vin blanc du pays: 12 gros le setier; vin de Sous-Mont et vin du Chautagne: 16 gros le setier; harengs: 10 fl le millier. (Source: cf. note 5.)

⁷ AEG, RC 19, p. 410, n.: 5210 fl de 236 parcelles. Nous avons obtenu 237 données et 5696 fl GE.

⁸ AEG, RC 19, p. 410, n.: 2162 écus.

⁹ 2000 fl Rh.

¹⁰ 1200 fl Rh.

Prêt en écus	Nombre absolu de prêts	Somme en	
		Ecus d'or	%
1 - 4	33	74	3,4
5 - 9	17	113	5,2
10 - 19	14	158	7,3
20 - 49	18	443	20,5
50 - 99	7	360	16,6
100 - 200	8	1016	47
Total	97	2164	100

Tableau 48: L'emprunt de 1519 à Genève.

écus), de Gonin Favre, de Pierre de Fronay, l'ancien, et de Jehan Baud (100 écus chacun). La composition de l'emprunt, constitué de nombreuses petites sommes, donne l'impression d'un effort populaire, malgré la faible participation par rapport à la population totale de la ville. A peine 4,5% des familles ont cru bon ou ont eu la possibilité de prêter un peu d'or. Mais il y a les fournitures en nature (blé, pain, vin, poisson), où les possibilités de la population étaient plus grandes (10,6%). J'ai de la peine à y voir un emprunt forcé¹¹. C'est plutôt un signe de la faiblesse financière des Genevois¹². Le gros de la population ne pouvait strictement rien épargner. Grâce à l'institution d'une taxe spéciale sur la viande les prêts seront remboursés par le trésorier Bernard Boulet de 1521 à 1524. Deux remboursements seulement seront effectués ultérieurement par Amy Girard.

b) L'emprunt de 1523

Cet emprunt n'était pas destiné à couvrir des frais de guerre. La Seigneurie voulait acheter une maison à Longemalle. Mais elle ne disposait pas des 1000 écus d'or soleil exigés comme prix par le comte de la Chambre. Elle eut donc recours à un emprunt¹³ qui ne rencontra que peu d'enthousiasme. Les particuliers ne réunirent que 249 écus (tabl. 49), auxquels il faut ajouter 363 écus¹⁴ payés par Pierre Berterat, procureur de Toutes Âmes. L'emprunt rapporta donc 612 écus d'or, soit les deux tiers seulement de l'objectif. Comme en 1519, il fallait beaucoup de prêteurs pour réunir une modeste somme. Si l'on ne tient pas compte des prêts du procureur de Toutes Âmes, la moyenne s'élève à 6 écus, soit à un faible tiers de celle de 1519. Les prêts ne dépassèrent pas 25 écus cette fois-ci. Evidemment, il n'y avait pas de grave danger pour la ville. Les Genevois n'étaient pas assez motivés pour répondre à l'appel. Toutefois, le manque de

¹¹ MONTER, *Studies*, p. 11.

¹² BERGIER, *Kapitalismus*, pp. 14-15.

¹³ AEG, *Bourgeoisie A 2*, f° 83-92.

¹⁴ 1300 fl GE.

Prêt en écus	Nombre	Somme en	
		Ecus d'or	%
1 - 4	24	65	26
5 - 9	7	41	17
10 - 19	9	98	39
20 - 25	2	45	18

Tableau 49: L'emprunt de 1523 à Genève.

confiance ne pouvait pas avoir joué un rôle. L'emprunt de 1519 avait déjà été remboursé en bonne partie. Et celui-là le sera aussi, soit par le trésorier Bernard Boulet (jusqu'en 1524) soit par Amy Girard (de 1525 à 1527).

Quelques-uns des créanciers de 1519 se retrouvent sur la liste en 1523 (tabl. 50). Les 16 personnes qui ont fourni 13,5% des écus empruntés en 1519 apportent en 1523 les 36% des sommes prêtées par les particuliers.

c) L'emprunt du 29 décembre 1530

Vers la fin de l'année 1530, à l'époque du traité de Saint-Julien et des discussions de Payerne devant mettre fin aux hostilités entre les villes de Genève, de Fribourg et de Berne, d'une part, et le duc de Savoie d'autre part, Genève eut besoin de plusieurs milliers d'écus pour tenir les engagements financiers envers ses alliés suisses. Plusieurs particuliers de la

Nom		Ecus prêtés en	
		1519	1523
Balard	Jehan	9	10
Ber	Jehan	10	3
Chappeaurouge	Jehan	10	25
Deleschaux	Mermet	2	6
De Porta	Claude	4	2
Dadaz	Denys	50	4
Favre	Gonin	100	10
Favre	Jehan	50	4
Lect	George	20	10
Malbuysson	Pierre	10	2
Malliet	Claude	2	1
Myege	Aymé	2	2
Magistri	Pierre	4	2
Perret	Pierre	3	3
Porterel	Pierre	14	4
Vindret	Pierre	2	3
Total		292	91

Tableau 50: Les Genevois qui ont participé aux emprunts de 1519 et 1523.

ville de Bâle s'étaient montrés prêts à avancer les fonds nécessaires à la Seigneurie de Genève¹⁵. Mais le jour de la sentence définitive de Payerne approchait¹⁶. Après avoir versé un premier acompte de 2000 écus aux Suisses, Genève eut un besoin urgent de liquidités pour financer sa diplomatie. L'argent bâlois tardant à arriver, Jehan Lect offrit 949 écus, qu'il prêta « pour survenir aux nécessités de la cité » le 29 décembre¹⁷. La ville lui laissa en gage une partie du trésor de Saint-Pierre, qu'il restitua en janvier de l'année suivante déjà, lors du remboursement.

L'importance de la somme contraste avec les petits prêts des emprunts de 1519 et de 1523. En 1519, le prêt le plus important n'avait pas dépassé 200 écus d'or. Lect devait avoir mobilisé toutes ses liquidités pour intervenir. Il est à souligner, toutefois, qu'il s'agit d'un cas isolé. Je n'ai pas trouvé d'autre prêt comparable, accordé par des Genevois à la Seigneurie, à la même époque. Le fait que Genève doive emprunter à Bâle la totalité des capitaux nécessaires au règlement de la paix démontre une pénurie de disponibilités monétaires chez les patriotes genevois.

2. Emprunts, « albergements » et ventes en 1536/1537

a) Prologue

En 1536 s'acheva, « en même temps que la révolution politique, la révolution religieuse de Genève »¹⁸. Le siège que Charles III, duc de Savoie, avait mis devant la ville échoua. Les troupes françaises ne furent pas plus heureuses dans leur tentative de libérer la ville avec l'arrière-pensée d'une conquête. Les Bernois honorèrent cependant le traité de combourgeoisie qui les liait à Genève et, envahissant victorieusement les terres du duc, ils libérèrent la ville. A ce moment, Genève n'avait pas encore payé toutes les dettes qu'elle avait envers Berne et les Confédérés. Par un accord signé le 25 juillet 1532, Genève s'était obligée envers Berne pour 19 000 écus d'or¹⁹. Un premier acompte de 2000 écus fut versé en octobre 1530²⁰. Un peu plus tard, on envoya à Berne encore 2000 écus pris sur l'emprunt levé à Bâle. En 1536, Genève devait donc encore 15 000 écus de dette de guerre à Berne et environ 13 500 écus à Bâle pour l'emprunt de 1530 et de 1533.

Sous la pression des Bernois, qui exigeaient le paiement de leur créance pour le jour de Noël 1536, le Conseil de Genève dut inventer un expédient

¹⁵ AEG, RC 11, p. 511, p. 521 note.

¹⁶ 31 décembre 1530.

¹⁷ Le document indique 1531. Il s'agit cependant de l'année 1530 puisque l'on comptait à l'époque la nouvelle année à partir de Noël de l'année précédente. Pour les autres emprunts de cette époque — 17 octobre 1530, 3 décembre 1531 — cf. BABEL, *Histoire économique*, II, pp. 43-44.

¹⁸ MONTER, *Evêché*, p. 134.

¹⁹ AEG, Finances K 1, f° 8-9.

²⁰ Ibid. ; cf. NAEF, *Emancipation*, p. 192.

pour trouver les fonds nécessaires²¹. En premier lieu, on voulut emprunter à Genève de l'argent au taux de 6 % d'intérêt. Les obligations seraient garanties par des hypothèques sur les biens immeubles de la ville. En second lieu, les syndics décidèrent de vendre ou d'alberger les biens de la ville. Les Genevois durent aussi payer une composition, un impôt spécial à l'occasion de ces circonstances exceptionnelles. Enfin, les syndics durent faire rentrer des créances anciennes et veiller au prompt paiement des taxes imposées aux nouveaux bourgeois.

Les « biens de la ville » qui devaient être hypothéqués, vendus ou « albergés » n'étaient rien d'autre que les propriétés confisquées aux ennemis politiques et ecclésiastiques de Genève. William E. Monter appelle cette entreprise une « gigantesque vente aux enchères des biens confisqués aux ennemis laïques du nouvel Etat ». Il y voit aussi une « orgie de confiscation et d'iconoclasme »²². En fait, ce ne fut rien de particulièrement extraordinaire. Comme dans beaucoup d'autres villes ou de pays ou sur les champs de bataille, à travers tous les âges, le parti vainqueur, fût-il révolutionnaire ou réactionnaire, expropriait les ennemis vaincus et en tirait profit pour le bien du nouvel Etat²³. Ce qui se passa à Genève en 1536-1537 n'est d'ailleurs pas unique dans l'histoire de la ville au XVI^e siècle. Déjà en 1528, les biens des « Mameluz » avaient été confisqués et inventoriés par le trésorier Amy Chappeaurouge²⁴. Le même sort sera réservé aux « biens des sept condamnés » en 1559 et 1560²⁵.

En 1536-1537, les chefs de la révolution politique genevoise, ayant suivi et accepté également la révolution religieuse, se trouvaient dans une situation peu confortable. Ils dirigeaient une petite République qui n'était qu'une enclave dans le territoire de l'allié bernois puissant et inquiétant et qui venait d'exiger du Conseil de Genève l'abandon de toute souveraineté. Genève parvint à repousser cette exigence. Mais la ville fut obligée de donner suite aux prétentions financières bernoises. Le plan de financement établi par le gouvernement de Genève n'était pas une « orgie » mais une mesure d'urgence prise pour parer au danger le plus pressant²⁶.

b) Réalisation et remboursement

L'action fut confiée le 23 août 1536 à Claude Savoie, syndic, à Michel Sept et au secrétaire, Claude Rosset²⁷. Le premier versement arriva le 27 septembre. La population répondit mieux à la demande des magistrats

²¹ AEG, Finances T 1, f^o 1.

²² MONTER, *Studies*, pp. 14 et 15.

²³ Cf. KÖRNER, *Réforme*, pp. 205 ss.

²⁴ AEG, Finances M 20.

²⁵ AEG, Finances M 35, f^o 38-55 v. ; Finances U 1, f^o 157 v.-171 v.

²⁶ Constance se trouva dans une situation financière difficile à l'époque de la guerre de Smalkalde. Le Conseil de la ville ne monnaya les ustensiles ecclésiastiques qu'après de longues hésitations, HEUSCHEN, *Reformation*, pp. 107-123.

²⁷ AEG, Finances T 1, f^o 44.

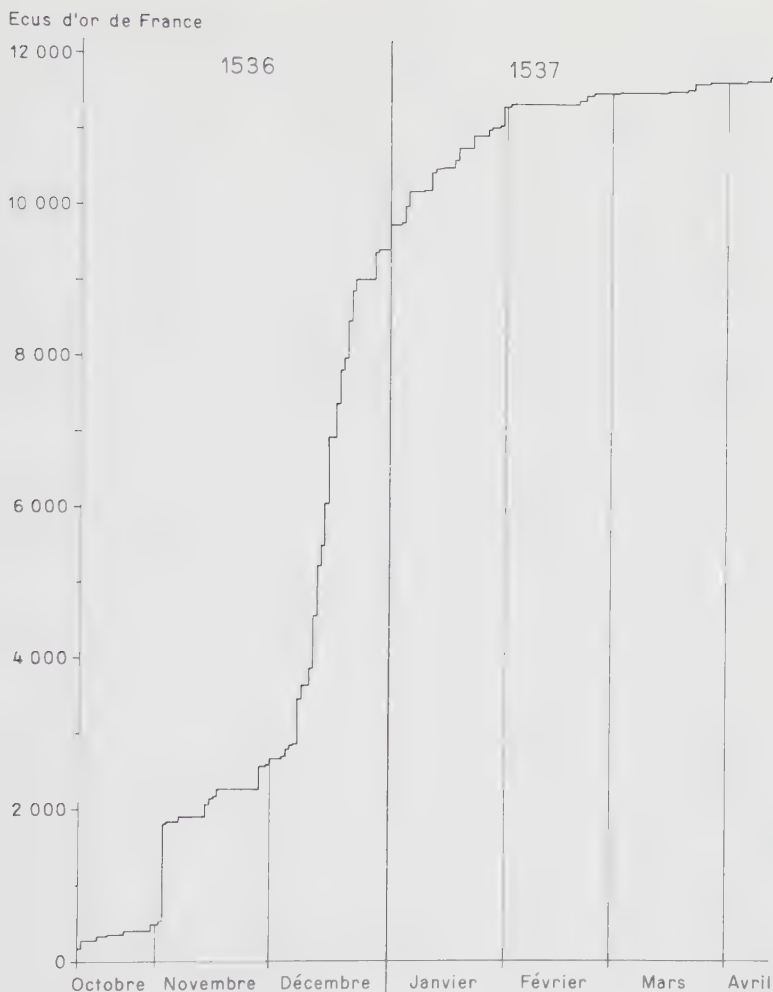


Figure 37: L'emprunt de 1536/1537 à Genève (Polygone cumulatif)²⁸.

qu'en 1519 où 97 personnes seulement avaient prêté à la Seigneurie. Cette fois-ci, ils furent près de 300 à apporter leur argent. Evidemment, ils n'avaient rien à craindre. On leur offrait de bonnes garanties: des maisons, des champs, des prés, des vignes. Ce qui allait être vendu ou albergé promettait de rapporter. Le paiement de l'intérêt des prêts était aussi assuré: le prix des maisons et des terres en était la garantie.

Après un lent démarrage au cours des mois de septembre et d'octobre, les sommes commencèrent à affluer en grand nombre en novembre et en

²⁸ AEG, Finances T 1, f^o 1-43 v.

décembre (fig. 37). Les recettes ralentirent au mois de janvier. A partir du mois de février, il n'y eut pratiquement plus de prêts ou d'albergements, à part quelques ventes et des rentrées diverses. 160 personnes contribuèrent à l'emprunt, 79 voulurent profiter de la possibilité de l'albergement. Les 60 autres personnes assurèrent le versement du reste. Le jour de Noël 1536 arriva. On avait déjà dépensé 233 écus, dont 100 avaient été versés au capitaine de Neuchâtel et 100 autres payés aux Français de la garnison de Tarentaise. Mais l'ensemble des recettes de l'Arche atteignait 9049 écus d'or. Une somme de 8000 écus fut envoyée à Berne en 1536 encore. Un complément de 1500 écus suivit le 30 avril 1537. Pour combler le trou restant, Genève céda à Berne la créance de 7000 écus que la ville possédait sur le duc de Savoie depuis la sentence de Payerne. Le décompte final de la dette envers Berne se présente donc comme suit²⁹ :

Obligation du 25 juillet 1532	19 000 écus
Premier versement genevois en 1530	2 000 écus
De l'Arche, emprunté à Bâle	2 000 écus
Plus en 1536	8 000 écus
Le 30 avril 1537 pour le complément	1 500 écus
Du duc par la sentence de Payerne	7 000 écus
	20 500 écus

Genève a donc réussi à payer sa dette à Berne. Il se peut que Berne ait accepté la créance sur le duc seulement à 78,5% de sa valeur nominale, ou que les 1500 écus supplémentaires aient été comptés comme intérêt pour le retard du paiement. Le duc de Savoie a été condamné en 1530 par la sentence de Payerne à payer 21 000 écus d'indemnité de guerre, dont chacun des alliés, Berne, Fribourg et Genève, devait recevoir un tiers. Le trésorier de la ville de Fribourg reçut 2800 écus en 1533 et 3140 en 1534, soit 5940 écus en tout³⁰, ce qui ne correspond pas à la totalité des 7000 écus. Berne et Genève avaient certainement eu la même déception. Il est donc plus prudent de penser que cette créance genevoise sur le duc de Savoie n'a pas été acceptée par Berne à sa valeur nominale.

En six mois environ, Genève a fourni un effort financier extraordinaire. L'ensemble des recettes de la fin de septembre à la mi-avril se présente de la manière suivante :

Emprunt	4 430 écus	37,6 %
Albergements	5 635 écus	47,8 %
Divers	1 721 écus	14,6 %
Total ³¹	11 786 écus	100 %

²⁹ AEG, Finances K 1, f° 8-9.

³⁰ AEF, N° 261 et 263.

Immeuble	Hypothèque		Albergement	
	Cas	Ecus	Cas	Ecus
Maison	36	10 à 100	9	42 à 740
Chosal et curtil	8	6 à 25	2	9 à 25
1 seytine de pré	10	10 à 25	8	17 à 31
1 pose de terre	9	10 à 22	10	15 à 37
1 pose de vigne	9	8 ¹ / ₂ à 60	9	34 à 50

Tableau 51 : *Prix des biens hypothéqués et albergés à Genève en 1536/1537.*

Une nette différence est à faire entre un prêt et un albergement. Quand la Seigneurie emprunte, elle reçoit l'argent, mais le bien immeuble hypothéqué reste sa propriété. Le revenu de l'immeuble appartient à la Seigneurie. Le créancier a droit à 6% d'intérêt du capital prêté seulement. L'albergement est la mise à la disposition d'un bien immeuble de la Seigneurie à un particulier. Celui-ci profite entièrement de son usufruit. Mais il doit verser à la Seigneurie un impôt relativement modique : le cens. Ce cens annuel est fixé en fonction de l'importance de la transaction : 6 d. pour une pose de terre ou de vigne, 6 d. pour une seytine de pré, 1 s. pour la moitié d'une maison, donc 2 s. à 3 s. pour une maison, 1 s. pour une grange avec son curtil, 6 d. pour un chenevier, 6 d. pour un curtil³².

Il y a donc une différence d'ordre juridique et une différence dans le revenu. Le prêt assurait au créancier un revenu fixe et régulier. L'albergement pouvait lui apporter plus ou moins, selon les circonstances. Il faut croire que le rapport financier était plus élevé dans l'albergement que dans le prêt. Le niveau des prix dans chaque catégorie immobilière albergée était supérieur à celui des biens hypothéqués (tabl. 51). Certes, dans la comparaison, on n'a pas tenu compte de la situation géographique des biens. On ignore aussi totalement la grandeur des maisons, la qualité des prés, des terres et des vignes et leurs possibilités de rendement. Toutefois, l'écart constant entre les deux catégories d'affaires est frappant. L'albergement, promettant certainement un revenu annuel supérieur à 6% du capital investi, exigeait donc au départ un investissement plus important que le prêt. Ce dernier ne rapportait que 6%. Les prêteurs ne devenaient pas propriétaires de l'immeuble. Ils souhaitaient donc récupérer le capital avec certitude et exigeaient une garantie hypothécaire d'une valeur au moins égale au prêt consenti. Les prêts pouvaient aussi être fixés à un prix inférieur

³¹ *Divers* : Compositions : 110 écus ; ventes, lods : 173 écus ; débiteurs : 1171 écus ; location : 7 écus ; bourgeoisie : 12 écus ; divers : 246 écus. *Total* : « 11 080 écus et 34 fl pris en l'arche », AEG Finances T 1, f^o 43 v. La différence entre les deux sommes provient certainement du fait que quelques-uns des acheteurs payèrent avec du retard.

³² Cf. BABEL, *Histoire économique*, I, pp. 588 ss.

Ecus d'or	Prêts		Albergements	
	Nombre	%	Nombre	%
1 - 4	16	10	0	0
5 - 9	10	6,3	2	2,5
10 - 19	49	30,6	6	7,6
20 - 49	59	36,9	33	41,8
50 - 99	13	8,1	25	31,6
100 - 199	12	7,5	7	8,9
200 -	1	0,6	6	8,6
	160	100	79	100

Tableau 52: Nombre absolu et relatif des prêts et albergements à Genève en 1536/1537.

à la valeur réelle du gage. Pour la Seigneurie, l'albergement était de toute façon préférable à l'emprunt. Dans l'immédiat, il produisait un capital supérieur. A long terme, il rapportait un cens et ne coûtait ni intérêt ni remboursement.

Les premiers remboursements des sommes empruntées se firent en 1538 déjà³³. En 1544, Amblard Corne, le trésorier général, payait encore l'intérêt de sept prêts de 1536³⁴. Le reste fut remboursé avant 1544.

c) Points forts et points faibles des finances de la population

Un classement systématique des sommes révèle encore d'autres différences entre les prêts et les albergements. 160 personnes optèrent pour le prêt, 79 pour l'albergement. Il y eut donc deux prêts pour un albergement. Mais il est à retenir que les prêts rapportèrent 4430 écus et les albergements 5635 écus. Le prêt le plus élevé atteignit 200 écus, mais le plus élevé des albergements, 740 écus. Près de la moitié des prêts furent inférieurs à 20 écus contre seulement un cinquième des albergements. Les trois quarts des albergements furent supérieurs à 25 écus, tandis que les trois quarts des prêts furent inférieurs à cette même somme. Les gens qui ne voulaient placer que peu d'argent eurent donc une préférence pour les prêts remboursables, tandis que les personnes disposant de liquidités relativement élevées purent se permettre d'agrandir leur propriété foncière par les albergements.

De cela se dégage une notion d'inégalité économique entre les prêteurs. Les gens disposant d'une fortune relativement élevée avaient le choix entre les deux possibilités offertes: prêt ou albergement. Mais ils choisissaient en principe en fonction du meilleur revenu (albergement). Les moins riches

³³ AEG, Finances T 1, f° 30.

³⁴ AEG, Finances M 28, f° 23 v.-24.

Prêts et albergements	Nombre		Ecus d'or		Moyenne écus
	Absolu	%	Somme	%	
1 - 19	83	34,7	791	7,9	9,5
20 - 99	130	54,4	4 942	49,1	38
100 - 740	26	10,9	4 332	43,0	167
Total	239	100	10 065	100	42

Tableau 53: Valeur des prêts et albergements à Genève en 1536/1537.

cependant durent se contenter d'un revenu annuel de 6%, n'ayant pas l'argent liquide suffisant pour acheter un revenu supérieur. Le prêt constituait pour eux une liquidité potentielle, étant donné la possibilité de dénonciation et de remboursement et en raison de la relative faiblesse de leurs liquidités personnelles.

La différence de l'apport financier entre les deux groupes extrêmes est nette, d'une part les petits apports représentant 34,7% des prêteurs mais seulement 7,9% des écus, d'autre part les riches, 10,9% des participants à l'action financière, mais réunissant à eux seuls 43% des capitaux apportés. Dans ce groupe des riches Genevois, 2581 écus, soit un quart des capitaux (prêts et albergements), provenaient de conseillers et de Genevois ayant déjà participé aux emprunts de 1519 ou de 1523. Mais l'exemple du nouveau Conseil fut suivi par un bon nombre des bourgeois aisés et anciens de Genève. La plupart d'entre eux avaient augmenté leur contribution depuis 1519 ou 1523³⁵.

d) Les biens hypothéqués et albergés

De quels biens ennemis et ecclésiastiques s'agit-il ? Le document l'indique parfois, mais pas toujours (tabl. 54). La classification par ancien propriétaire donne : 41,7% pour les biens des églises et des couvents, 3,3% pour les biens

Ancien propriétaire	Ecus
Couvents, églises, chapelles	4 442
Ecclésiastiques	348
Particuliers	3 636
Sans indication (ville ?)	2 221
Total	10 647

Tableau 54: Biens ennemis et ecclésiastiques albergés, hypothéqués ou vendus à Genève en 1536/1537.

³⁵ Cf. MONTER, *Studies*, p. 14.

Eglises, couvents, chapelles	Parties	Ecus	%
Chapitre ³⁶	27	1382	31,1
Madeleine	15	538	12,1
Saint-Gervais	12	528	11,9
Saint-Pierre	8	428	10,9
Saint-Victor	4	334	7,5
Toutes Ames	3	213	4,8
Saint-Germain	5	184	4,2
Saint-Légier	3	162	3,6
Maccabées	4	162	3,6
Notre-Dame-de-Grâce	3	107	2,4
Notre-Dame-de-la-Neuve	2	72	1,6
Sainte-Claire	1	19	0,4
Chapelles diverses	3	140	3,2
Chasubles	—	119	2,7
Total	91	4442	100

Tableau 55: Eglises, couvents, chapelles et institutions ecclésiastiques, dont les biens ont été albergés, hypothéqués ou vendus à Genève en 1536/1537.

personnels ou privés des ecclésiastiques et 34,1% pour les biens des particuliers et des condamnés. Ces taux sont des minima. Mais il n'est pas prouvé que les 20,9% qui restent viennent exclusivement des victimes de la révolution genevoise. Il est tout à fait probable que les transactions ne mentionnant pas l'ancien propriétaire aient été effectuées avec des biens ayant appartenu à la ville déjà avant 1536³⁷.

La composition des biens des églises et des couvents (41,7%) est représentée dans le tableau 55.

Il est évident que ce tableau ne représente qu'à titre indicatif l'importance respective des fortunes ecclésiastiques à Genève en 1536. Le Chapitre vient largement en tête, suivi des paroisses les plus riches et les plus anciennes de la ville: Saint-Gervais, Saint-Victor et la Madeleine. Les autres églises et couvents, plus jeunes³⁸, n'avaient pas de fortune suffisante pouvant concurrencer celles des grandes paroisses et du Chapitre.

Les prix des albergements et les hypothèques variaient selon la situation et la qualité des biens. Ici encore, la distinction entre albergement et hypothèque s'impose. Le prix de l'albergement se situe beaucoup plus près de la valeur réelle du bien. L'hypothèque cependant n'est pas sans signification quantitative. Du moment où l'on admet qu'il s'agit en principe partout d'hypothèques de premier rang et que la Seigneurie a essayé d'en

³⁶ Paroisse de Sainte-Croix.

³⁷ Ce fut le cas pour la maison hypothéquée à Michel Voisin, apothicaire. Cette maison était «de la ville», AEG, Finances T I, f° 15.

³⁸ A l'exception de Saint-Germain, plus ancien. Cf. BINZ, *Vie religieuse*, p. 264.

tirer le maximum, les différences entre hypothèques d'une même catégorie de biens peuvent servir d'indication pour la différence de valeur.

Les maisons les plus chèrement albergées étaient situées « en la Rivière » (Nicolas Griffon : 740 écus, Pierre Fernex : 245 écus, Claude Thorens : 230 écus). A Saint-Gervais, elles étaient albergées avec une grange et un curtil (N. Griffon : 99 écus, Th. Moenne : 106 écus). Les maisons à proximité des cimetières étaient moins appréciées (42 écus « vers le cimetière de Saint-Gervais » et 63 écus « vers le cimetière devant l'église de la Madeleine »). Celles devant ou au fond du Perron coûtaient 102 et 130 écus. Au Terraillet, non loin du Perron, les hypothèques des maisons étaient fixées à 100 écus. Les prés les plus chers se trouvaient à Cointrin (31 écus la seytine). Ceux des Eaux-Vives, de Lancy, de Pregny³⁹ valaient entre 23 et 25 écus. A Saconnex, un pré fut albergé pour 20 écus la seytine. Dans le territoire de Frontenex, la seytine ne valait que 17 écus. Les prix d'une pose de terre étaient très variables. Ils se situaient entre 15 et 37 écus. En tête se trouvaient les Eaux-Vives avec deux poses de terre albergées pour 37 écus chacune. Viennent ensuite : La Cusine (35 1/2 écus), en Cornavin (32 1/2 écus), vers Saint-Victor (28 1/2 écus), Saint-Gervais (28 écus), Vandœuvre en Crestes (27 1/2 écus), Malagnou (25 1/4 écus), Eaux-Vives (22 1/2 écus) et Champel (15 écus).

La pose de vigne fut albergée à Cologny entre 34 et 50 écus, à l'Ancre et à Sécheron pour 42 écus, et à Confignon pour 38 écus. Une pose de vigne au Petit-Saconnex fut hypothéquée pour 60 écus, d'autres à Sécheron « jouxte le lac » pour 50 écus. Les hypothèques pouvaient aussi faire 25 écus à Sécheron et à Onex, 20 écus à Dardagny, mais seulement 8 1/3 écus à Bossey. Les vignes du bord du lac étaient mieux ensoleillées que celles de Bossey. Dardagny était un peu éloigné de la ville. De l'ensemble des prix immobiliers se dégage l'impression que la rive droite coûtait plus cher quant aux prés, terres et vignes, mais qu'en dehors du pont du Rhône, la rive gauche était plus chère quant aux maisons⁴⁰.

Les biens de 42 particuliers ont été employés par la Seigneurie comme hypothèques ou comme éléments à alberger. Les noms de seulement huit de ces personnes se trouvent sur la liste des condamnés établie dans les registres du Conseil entre 1534 et 1536⁴¹. Il s'agit de Claude Baud, Claude Biolesy, François Ducrest, Claude Griffon, Pierre Jacquier, Pierre Malbuysson, Thomas Trossy et Claude Vuilliard. Les noms d'autres Genevois sont accompagnés, sur les registres de l'Arche, de la mention « condamné » : Jean Blanc, Pierre Ballexert, André Girard et Loys Montion. D'autres encore n'ont pas de mention du tout sur les registres. Mais on sait que la Seigneurie avait aliéné leurs biens pour obtenir de l'argent (tabl. 56).

³⁹ « Prignye ».

⁴⁰ Ces considérations sur le niveau des prix immobiliers ne peuvent être valables que dans le cadre très restreint des années 1536/1537.

⁴¹ AEG, RC 13, pp. 639-642.

Nom	Valeur en écus	Albergements	Hypothèques	Total
Griffon, Nicolas		839	—	839
Saint-Michel, François de		—	350	350
Fernex, Pierre de		245	25	270
De la Mar, Estienne		—	260	260
Thorens, Claude		230	—	230
Moenne, Thomas		106	90	196
Jacquier, Pierre		114	43	157
Malbuysson, Pierre		28	128	151
Vieulx, Pierre		—	100	100
Pacquet, Jacques		—	100	100
Ducrest, François		79	10	89
Baud, Claude		65	20	85
De Croso		80	—	80
De Fonte		—	75	75
Du Fort		64	—	64
Blanc, Jean	(Vente)	45	10	55
Ballexert, Pierre		—	50	50
Girard, André		50	—	50
Pinet	(Vente)	40	—	40
Montion, Loys		28	—	28
Du Perta		27	—	27
Bonier, Jehan		—	25	25
Pachon, Henry		—	25	25
Cartellier		—	25	25
Herchaut		—	25	25
Depalède		—	25	25
Vuilliard, Claude		—	22 ¹ / ₂	22 ¹ / ₂
Jolly, Pierre		15	6	21
Biolesy, Claude		21	—	21
Chevallier, Humbert		—	20	20
Trossier, Thomas		—	15	15
Grandchamp, Jacques		15	—	15
Pillichet		14	—	14
Sallier, Louis		12 ¹ / ₂	—	12 ¹ / ₂
Tyssot, François		12	—	12
De l'Arche, Jean		—	10	10
Megex		—	10	10
Fabre, Claude (Colavin)		—	10	10
Macheret, Estienne		—	10	10
Sr. de Nantua		—	8 ¹ / ₂	8 ¹ / ₂
Teste d'Or, Pierre		—	8 ¹ / ₂	8 ¹ / ₂
Pennet, Nicolas		5	—	5
Total		2134 ¹ / ₂	1501 ¹ / ₂	3636

Tableau 56 : Noms des Genevois dont les biens ont été albergés, hypothéqués ou vendus en 1536/1537.

Cherchant à vérifier l'idée émise par Henri Hauser, selon laquelle le protestantisme aurait d'abord été en France — avant 1560 — «une religion de petites gens», Jean Delumeau avait pu démontrer, grâce au livre des habitants de Genève, qu'il y a eu en France des protestants dans toutes les classes sociales⁴². Dans la plupart des villes suisses passées à la Réforme, il y eut adhésion de toutes les couches sociales à la nouvelle foi. Ceux qui s'y opposèrent, par souci religieux ou politique, présentaient le même éventail social. Le tableau des biens genevois confisqués parle assez clairement. Les albergements et ventes vont de 5 à 839 écus, et les biens hypothéqués de 8 1/3 à 350 écus. Il ne s'agit évidemment pas des fortunes entières mais uniquement des éléments immobiliers vendus ou albergés à des prix relativement bas, vu le nombre important de départs de la ville et vu l'inévitable diminution de la capacité de la demande intérieure.

3. Seconde moitié du siècle

A partir de 1537, la Seigneurie ne pratiqua plus d'emprunts à Genève pendant trente années. On s'occupait principalement des emprunts et du remboursement des dettes à l'extérieur. A Genève même, la Seigneurie ne recommença à emprunter qu'en 1582, puis en 1586. Un emprunt à court terme fut émis cependant en 1567. Les rumeurs du passage des Espagnols conduits par le duc d'Albe aux Pays-Bas à travers l'Italie du Nord circulèrent au début de l'année déjà. Allaient-ils s'attaquer à la ville? Il fallait le craindre et s'y préparer⁴³. Le 6 mars, Pierre Chenalat ramena environ 6500 écus d'un emprunt émis à Bâle. Le 13 mars, Théodore de Bèze rapporta au Conseil «que le seigneur de Clervant offre prêter 15 000 écus pourvu qu'on les luy rende trois mois après qu'il les aura demandés»⁴⁴. L'offre fut acceptée. On décida de prendre cet argent «jusqu'à la fin des bruits»⁴⁵. En fait, on attendit encore quelques semaines avant d'agir. Mais, à Genève, on passa aux actes lorsque le 15 juin les Espagnols atteignirent Asti⁴⁶. De Vienne prêta à la République un peu plus de 10 500 écus contre une obligation qu'il reçut le 18 juin⁴⁷. Ce fut l'unique emprunt de la Seigneurie à Genève entre 1537 et 1582; encore était-ce une affaire conclue avec un bourgeois de fraîche date⁴⁸. Il n'est pas exclu que Claude Antoine de Vienne ait servi d'intermédiaire entre les huguenots en France et la République de Genève et que l'argent prêté ait été pris dans le trésor de guerre huguenot⁴⁹.

⁴² DELUMEAU, *Réforme*, pp. 267-268; GEISENDORF, *Métiers*, pp. 239-249.

⁴³ CRAMER, *Politique*, I, pp. 165-175.

⁴⁴ AEG, RC 62, f^o 23 v. (13 mars 1567).

⁴⁵ AEG, RC 62, f^o 24 (14 mars 1567).

⁴⁶ BRAUDEL, *Méditerranée*, II, p. 165.

⁴⁷ AEG, Finances U 1, f^o 235 v.-236.

⁴⁸ Claude Antoine de Vienne, seigneur de Clermont au comté de Bourgogne, devint bourgeois de Genève le 16 avril 1566. COVELLE, *Livre des Bourgeois*, p. 280.

⁴⁹ KINGDON, *Consolidation*, p. 177.

a) *Les créanciers de la Seigneurie au change public (1568-1581)*

Le change public fondé à Genève en 1568⁵⁰ ne travaillait pas uniquement avec le capital des emprunts levés à Bâle, mais aussi avec de rares dépôts genevois. Le trésor de l'Arche, confié au changeur public, acceptait quelques dépôts à 5%, c'est-à-dire au taux que l'on payait à Bâle⁵¹. Entre 1568 et 1577, ces dépôts furent au nombre de dix-huit. En trente ans, le marché financier avait complètement changé à Genève⁵². Ce qui avait été considéré en 1536 comme prêt important figure maintenant parmi les petits dépôts : 3 prêts de 100 écus et plus, mais inférieurs à 200 écus, 7 entre 200 et 500 écus, 6 entre 500 et 2000 écus, 2 prêts dépassant les 2000 écus. La moyenne s'établit à 803 écus, soit à un niveau plus élevé que le maximum de 1536/1537⁵³. Parmi les 18 déposants, l'hôpital et 3 Genevois dont les familles étaient genevoises déjà avant 1536 déposèrent en moyenne 506 écus⁵⁴. Mais il y avait aussi 11 Français du refuge. La moyenne de leurs dépôts s'élève à 1027 écus⁵⁵. Un Italien, Alexandre Roncadelli, y figure avec 485 écus et un Suisse (De Chenauld) avec 148 écus. Donc 17,5% des dépôts vinrent de vieux Genevois, 1% d'un Suisse, 3,4% d'un Italien et 78,1% des Français.

L'abondance générale des capitaux se fit sentir aussi à Genève au cours de la deuxième moitié du siècle. Malgré la petitesse de l'échantillon, on peut déjà constater l'apport des capitaux dû au refuge, l'enrichissement financier des Genevois devant être vérifié au moyen des emprunts de 1582, 1586 et de 1589. Les dépôts duraient d'un à huit ans. Le remboursement était assuré par le responsable de la banque publique. De ces 14 457 écus acceptés en dépôt, 3162 n'avaient pas encore été retirés en 1580.

⁵⁰ MONTER, *Change*, pp. 267-268.

⁵¹ A l'exception de N. Jehan Durand, trésorier général des bâtiments de la maison de France, qui recevait 6 $\frac{2}{3}$ % pour 700 écus d'or de France et pour 1600 écus pistoles prêtés en 1575. AEG, Commerce G 10, f° 18 v.-19.

⁵² Pour la distinction entre marché monétaire et marché financier au début des temps modernes, cf. DE ROOVER, *Marché*, p. 5.

⁵³ Médianes : 350 et 485 écus ; quartiles : 800 et 1800 écus ; minimum : 145 écus ; maximum 3666 écus.

⁵⁴ Antoine de Saint-Michel : 255 écus en 1465 fl GE en 1573 (AEG, Commerce G 10, f° 18 v.) ; Hôpital : 726 en 1576, 350 écus pistoles en 1577 ; Dominique Chabrey : 1000 écus pistoles en 1577 ; Stan Banche : 200 écus pistoles en 1577 (AEG, Commerce G 11).

⁵⁵ Jehan de Chenauld : fl GE 800 ou 150 écus en 1570 ; Jacques le Moirier : 500 écus en 1570 ; Antoine de Marisy en 1571 : 2100 L.t. ou 780 écus ; Léonard Guérin : 400 L.t. ou 145 écus en 1572 ; le seigneur de Brosses : 2666 écus en 1573 ; N. Jehan Durand : 700 écus et 1600 pistoles en 1575 ; Odoard Bizet : 2000 écus en 1576 ; Didier Rousseau : 600 L.t. ou 193 écus en 1576 (AEG, Commerce G 10 f° 18 v.-19) ; le sr Mathieu : 2000 pistoles en 1568 ; André Guillermet : 1100 fl GE ou 200 écus en 1569 (AEG, Finances U 1, f° 247-248, Finances T 2, f° 9) ; Léonard Purnas : 206 pistoles en 1575 (AEG, Commerce G 11).

b) L'emprunt de 1582

Le duc Emmanuel-Philibert de Savoie décéda à Turin en 1580. Son fils Charles-Emmanuel ^{1er} souhaitait soumettre Genève et réduire à néant l'hérésie calviniste. Une de ses mesures prises contre Genève fut le blocus économique qui laissait présager une invasion militaire⁵⁶. Il fallait se munir de capitaux pour financer la défense de la ville. En 1581 déjà, François de Bonne, duc de Lesdiguière, proposa à Genève un prêt de 30 000 écus. Le 8 novembre 1581, les pasteurs de Bèze et Goulard informèrent le Conseil de Genève de l'origine de cet argent, qui provenait de pillages ou d'églises. Ils prièrent le Conseil d'y veiller, craignant que le fait d'accepter cet argent fût un sacrilège. Le Conseil ne prit aucune décision à ce sujet⁵⁷.

Le 25 avril 1582, le Conseil des Deux Cents donna pouvoir à Messieurs du Petit Conseil de lever un emprunt auprès des particuliers « pour subvenir aux frais de la guerre »⁵⁸. Cet emprunt fut réalisé du 10 juillet au 6 octobre et rapporta 7311 écus pistoles et 12 145 écus d'or de France, soit environ 19 172 écus d'or de France. Parmi les créanciers, un consortium formé de Manfredo Balbani, Pompeo et Charles Diodati et de J. Savyon versa 4267 pistolets et 2879 écus d'or de France sur une obligation de 30 000 écus. S'agissait-il de l'argent du duc de Lesdiguière? Il se peut bien que, connaissant l'opposition de la compagnie des pasteurs, les financiers aient trouvé le moyen d'enlever à cet argent sa mauvaise odeur. Toutefois, la totalité des 30 000 écus ne fut pas prêtée à la Seigneurie, l'emprunt n'ayant même pas produit 20 000 écus.

La composition de l'emprunt révèle à nouveau la présence de quelques riches financiers à Genève (tabl. 57). 13,2% de cet argent furent apportés par des Genevois: le conseiller J.-Fr. Bernard prêta 1000 écus; Michel Roset 850 écus en son nom et 500 écus au nom du Sr. Blandrata; Jean Joly, marchand,

Ordre de grandeur des prêts en écus d'or	Créanciers	Ecus d'or	
		Somme	%
1 - 99	2	144	0,8
100 - 199	3	392	2
200 - 499	6	1 969	10,3
500 - 1999	6	5 667	29,6
2000 -	2	11 000	57,3
Total ⁵⁹	19	19 172	100

Tableau 57: L'emprunt de 1582 à Genève.

⁵⁶ CRAMER, *Politique*, pp. 293-294; MONTER, *Studies*, pp. 39-40.

⁵⁷ AEG, RC 78, f° 178 v. (8 novembre 1581); RCP, IV, p. 198.

⁵⁸ AEG, Finances T 2, f° 64.

⁵⁹ Moyenne arithmétique simple: 1009; médiane: 368 écus; quartiles: 192 et 1000 écus; minimum: 50 écus; maximum: 7000 écus.

Ordre de grandeur des prêts en écus d'or	Créanciers	Ecus d'or	
		Somme	%
1 - 99	7	577	2,4
100 - 199	8	915	3,8
200 - 499	8	2 150	8,9
500 - 1999	7	6 996	29,0
2000 -	2	13 500	55,9
Total ⁶⁰	32	24 138	100

Tableau 58: L'emprunt de 1586/1587 à Genève.

200 pistoles valant 192 écus d'or. Les autres 86,8% des capitaux furent prêtés par 11 Français, 6 Italiens et 1 Espagnol du refuge⁶¹.

c) L'emprunt de 1586

Les années 1585 à 1587 furent marquées par la peste et la disette⁶². Le blocus économique organisé par Charles-Emmanuel de Savoie se révéla extrêmement efficace⁶³. Le prix du blé, qui avait valu en moyenne encore 9,5 florins la coupe en 1585, monta à 21,5 florins en 1586 et à 23 florins en 1587, atteignant son sommet absolu de 26 florins vers la fin de l'année 1586. Pour assurer son ravitaillement, la ville dut chercher du blé à grand frais à Bâle, en Alsace et plus loin encore, au Palatinat. Pour financer cette action, la Seigneurie se décida à un nouvel emprunt émis entre octobre-novembre 1586 et septembre 1587⁶⁴, remboursable dès réception et vente du blé.

Sa composition ressemble en beaucoup à celui de 1582, ce qui signifie que les possibilités financières n'avaient pas beaucoup changé en quatre ans (tabl. 58). Comme en 1582, plus de la moitié de l'emprunt était constituée de sommes supérieures à 2000 écus d'or et près de 30% de sommes entre 500 et 2000 écus. La part des 8 personnes issues de vieilles familles genevoises⁶⁵

⁶⁰ Moyenne arithmétique simple: 754 écus; médiane: 200 écus; quartiles: 100 et 1000 écus; minimum: 50 écus; maximum: 7500 écus.

⁶¹ Les Français, habitants ou bourgeois de Genève: Loys André, marchand drapier: 260 pistoles; Anne Aubelin, veuve de Claude Nivert: 360 écus; Jean Rudé: 50 pistoles; Bernardin Candole: 100 pistoles; Charles de Cronviliers: 1356 écus et 12 pistoles; Antoine de Marisi: 1000 écus; Maximilien Gavin: 315 pistoles; Jean Sévé, marchand: 100 écus; Jean Ternaude: 100 écus; Pierre Tillier: 500 pistoles. J. Savyon faisait partie de la firme des Balbani. Les Italiens, habitants ou bourgeois de Genève, autres que Balbani et les Diodati: Anselme Caille: 300 pistoles; Antoine de Pise: 4000 écus livrés à Lyon; Antoine Pelissari: 1000 écus. Francisque Masuello, l'Espagnol, prêta 300 pistoles (AEG, Finances T 2, f° 63-65).

⁶² PIUZ, *Climat*, p. 611.

⁶³ MONTER, *Studies*, pp. 40-41.

⁶⁴ AEG, Finances T 2, f° 85-93; MONTER, *Studies*, p. 41.

⁶⁵ Sans compter les 982 écus prêtés par les diacres des pauvres.

était toujours assez modeste : 8,8% en face des 17,8% de 5 Italiens et des 72% de 16 Français. Le 1,4% restant provenait d'un Allemand et de deux Suisses⁶⁶. Loys André, Jean Bochet, Dominique Chabrey, premier syndic, et Jacques Malbuisson prenaient 7% d'intérêt. Gabriel Rinstevand, l'Allemand, se contentait de 6%. Mais le ministre Antoine Chauve et le

⁶⁶ *Emprunt à Genève en 1586* (octobre/novembre 1586 - septembre 1587) pour l'achat de blé :

Nom	Prénom	Origine	Remarques	Pistoles	Ecus de France
André	Loys	F	7%		200
Bernard	Jean François	GE	conseiller		1000
Bochet	Jean	GE	7%		200
Caille	Pierre	F	l'aîné	100	
Cartellier	Guillaume	GE		50	
Chabrey	Dominique	GE	Premier syndic, 7%		100
Chauve	Antoine	CH	Ministre, sans %		100
De Brunès	Claude	GE			100
De Marisi	Antoine	F	seigneur de Juz en Vigny, sans %		450
Diacles des Pauvres		GE			982
Dupré	Jean	F	sur Strasbourg		87
Favon	Estienne	F			50
Fosses	Joseph	I	lettre de change sur Bâle		120
Gavin	Maximilien	F			400
Gradelle	Jacob	F	lettre de change sur Strasbourg		90
Janvier	René	F			250
Janvier	Pierre	F	hoirs de		1014
Magnin	Dominique				100
Malbuisson	Jacques	GE	7%		195
Morlot	Thibaud et Jean	F	remboursable à Lyon		6000
Péaget	Julian et				
Jaillet	Jean	GE	sur Strasbourg		200
Perret	Claude			100	
Poinssard	Guillaume	F	licencié en droit		100
Ravaud	Lambert et	F			
Jean	Thomas	CH			250
Rinstevand	Gabriel	D	6%	100	
Sévé	Jean	F	marchand, sans %		100
Villain	François	F			7500
Villet	Gaspard	GE	conseiller		200
Micheli		I			1000
Diodati	Carlos	I	lettre de change du seigneur Calandrin		1000
Diodati	Pompeo	I			1000
Pellisari	Antoine	I			1000

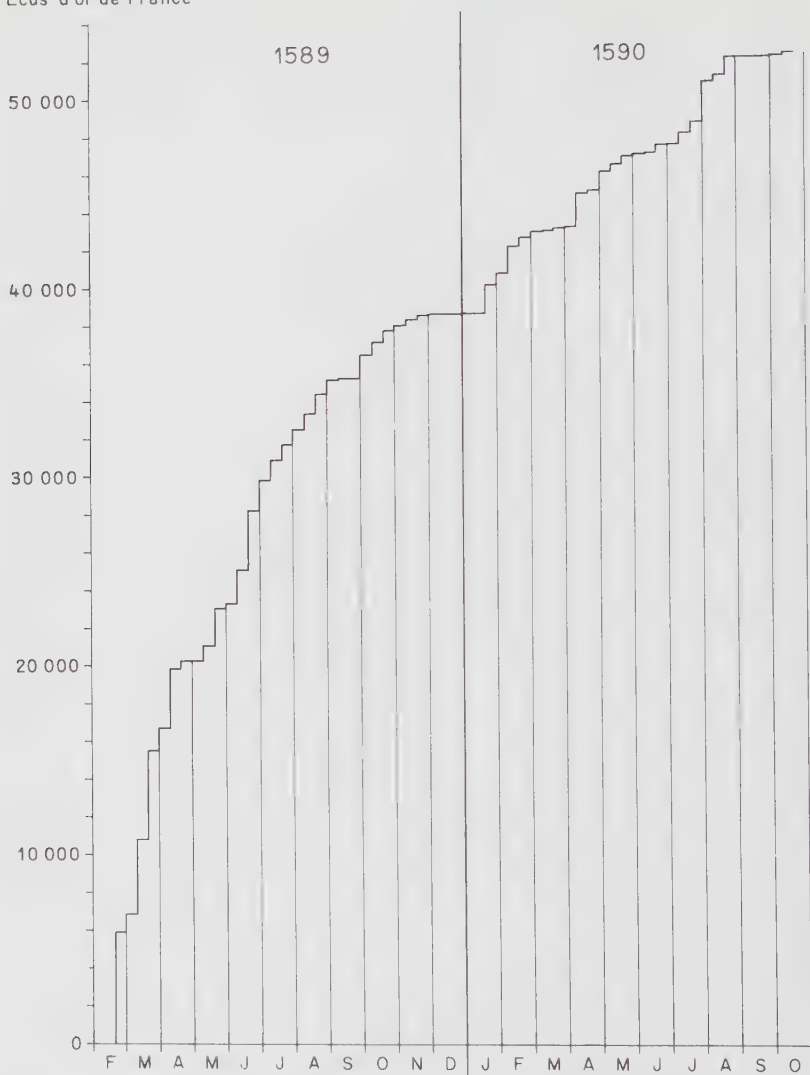


Figure 38: L'emprunt à Genève de 1589/1590 (Polygone cumulatif).

marchand Jean Sevé prêtèrent leur argent sans demander d'intérêt. A l'exception de celui de Morlot, les prêts furent tous remboursés en septembre 1587 après la vente du blé acheté au moyen de l'argent emprunté⁶⁷.

⁶⁷ Cf. les recettes de l'Arche des années 1586 et 1587: AEG, Finances T 2, f° 85-98.

Tranches de l'emprunt	Jours	Ecus d'or	Prêts	Moyenne en écus	
				Par prêt	Par jour
1 ^{er} quart : 25 mars 1589	36	14 285	35	408	397
2 ^e quart : 26 juin 1589	93	12 263	124	99	132
3 ^e quart : 26 janvier 1590	214	13 460	180	75	63
4 ^e quart : 13 octobre 1590	260	12 652	100	127	49
Total	603	52 660	439	120	87

Tableau 59: Chronologie de l'emprunt de 1589/1590 à Genève (premier versement: 18 février 1589).

4. L'emprunt de 1589/1590

Le contexte historique de cet emprunt n'a plus besoin d'être évoqué dans tous les détails. Nous devons à Alain Dufour le récit minutieux de la guerre de 1589-1593 et du coût de la guerre⁶⁸. William E. Monter a également analysé les budgets genevois de ces années de guerre⁶⁹. L'emprunt à Genève fut décidé en Conseil le 10 février 1589. 260 personnes et associations d'affaires réunirent l'équivalent de 52 660 écus d'or de France en quelque 439 versements s'échelonnant entre le 18 février 1589 et le 13 octobre 1590⁷⁰. Les gens apportèrent l'argent quand ils en disposaient. C'est la raison pour laquelle quelques-uns accordèrent deux, trois ou même davantage de prêts à petits intervalles. Après la relative spontanéité du début, réunissant les sommes élevées en peu de temps, le succès de l'emprunt se ralentit de plus en plus (fig. 38 et tabl. 59). Pourquoi? Le Conseil avait pris la décision de l'emprunt le 10 février 1589, en même temps que l'on chargea Varro et Roset de faire rentrer l'argent des débiteurs de la Seigneurie⁷¹. Le taux d'intérêt fut fixé à 6²/₃ %. Le 24 mars, on constata en Conseil « qu'on ne trouve pas beaucoup d'argent auprès des particuliers »⁷². Les habitants ne semblent pas s'être précipités à l'hôtel de ville pour apporter leur argent, car on décida, le 11 avril, de charger quelques conseillers d'exhorter les particuliers à prêter à la Seigneurie⁷³. Malgré tout, les arrivées d'argent ne s'accéléraient pas, au contraire. Il fallut recourir à d'autres mesures.

L'une d'elles fut l'emprunt forcé, décidé le 9 juin, où l'on fit « rapporter par serment tant l'or que l'argent, toutefois en laisser à chacun à suffisance pour son entretienement »⁷⁴. Comme stimulant, on porta le taux d'intérêt à

⁶⁸ DUFOUR, *La Guerre*, pp. 163-203.

⁶⁹ MONTER, *Studies*, pp. 42-48.

⁷⁰ AEG, Finances K 3, pp. 1-28 ; Finances T 5, f^o 33-68.

⁷¹ AEG, RC 84, f^o 31 v. (10 février 1589).

⁷² AEG, RC 84, f^o 61 (24 mars 1589).

⁷³ AEG, RC 84, f^o 81 (11 avril 1589).

⁷⁴ AEG, RC 84, f^o 118 v. (9 juin 1589).

Prêts évalués en écus d'or	Créanciers		Ecus d'or	
	Nombre	%	Somme	%
1 - 9	2	0,8	15	0
10 - 19	19	7,3	250	0,5
20 - 49	56	21,5	1 682	3,2
50 - 99	62	23,8	4 264	8,1
100 - 199	45	17,3	6 102	11,6
200 - 499	51	19,6	14 707	27,9
500 - 1999	22	8,5	17 640	33,5
2000 et plus	3	1,2	8 000	15,2
Total ⁷⁵	260	100	52 660	100

Tableau 60: L'emprunt de 1589/1590 à Genève.

8%, par décision du Conseil prise le 14 juin 1589⁷⁶. Cependant, comme en 1586, quelques prêts, soit 865 écus, furent à nouveau accordés sans intérêt⁷⁷. Les 39,5% de l'emprunt, soit 20 779 écus d'or, furent émis à 6 ²/₃ % d'intérêt, 58,9%, soit 31 016 écus, à 8%.

En automne 1589, une nouvelle mesure s'imposa. Les paysans, pressés et harcelés par les troupes savoyardes, avaient pris l'habitude de venir en ville emprunter pour le paiement des rançons. Ce fait poussa le Conseil à prendre, le 10 octobre, la décision suivante: « Arrêté qu'on fasse aussi défenses que nul ne sorte sans license aucun or ou argent monnaie et non monnaie, à peine de confiscation et d'amende arbitraire⁷⁸. » Au cours de l'hiver 1589/1590, la nécessité de contraindre les particuliers à l'emprunt ou à la cotisation revient fréquemment dans les discussions du Conseil. On proposa plusieurs fois de confisquer la vaisselle, les bagues, les chaînes d'or et d'argent. Mais plus le Conseil fit pression sur les Genevois, plus la réalisation de l'emprunt se ralentit, jusqu'à l'essoufflement en octobre 1590.

Dans ces conditions, les sommes composant l'emprunt sont un indicateur important pour mesurer les disponibilités financières des Genevois en 1589/1590 (tabl. 60). La réapparition des petites sommes inférieures à 50 écus, absentes des dépôts et des emprunts de la deuxième moitié du XVI^e siècle jusqu'en 1586, rappelle le sérieux de la situation de guerre. Malgré le grand nombre de personnes concernées par les petits prêts (29,6%), leur

⁷⁵ Moyenne arithmétique simple: 181 écus; médiane: 60 écus; quartiles: 29 et 107 écus; minimum: 4 écus; maximum: 2000 écus. Plusieurs prêts accordés successivement par une même personne sont cumulés en une seule somme.

⁷⁶ AEG, RC 84, f° 122 (14 juin 1589).

⁷⁷ Claude Baud, 600 fl GE ou 75 écus, le 15 août 1590 sans intérêt pour un an; Claude Lavisé, 50 écus le 22 juin 1590, sans intérêt; Dominique Magnin, 40 écus, le 10 juillet 1590, sans intérêt; Claude Tornier et Jacquemot Favre, 500 écus, le 22 août 1590, sans intérêt.

⁷⁸ AEG, RC 84, f° 205 (10 octobre 1589).

Origine des créanciers	Somme prêtée		Nombre des créanciers		Moyenne (écus)
	Ecus d'or	%	Absolu	%	
Genevois	10 150	19,3	48	11,5	211
Savoyards	1 408	2,7	17	6,5	83
Italiens	6 591	12,5	29	11,1	227
Français	30 901	58,7	158	60,8	196
Suisses et Allemands	3 226	6,1	7	2,7	461
Espagnols	384	0,7	1	0,4	384
Total	52 660	100	260	100	203

Tableau 61: Origine des créanciers genevois participant à l'emprunt de 1589/1590.

apport financier reste faible (3,7%). La Seigneurie, à court d'argent, ne négligeait cependant aucune occasion pour se procurer le nécessaire à l'entretien de ses troupes. A l'autre bout de l'échelle, les gros prêts sont rares: 2000 écus, accordés par le Sédunois Jean Ducommun, dont les fils deviendront en 1624 bourgeois de Genève en considération des grands services que leur famille avait rendus à la Seigneurie⁷⁹, puis 4000 écus et 2000 écus prêtés par les frères Morlot. Une partie des grosses fortunes d'avant 1589 a disparu ou s'est cachée. Est-ce que ces capitaux avaient fui la guerre, cherchant un emploi dans des régions où régnait un peu plus de sécurité? La composition de l'emprunt par nationalités semble renforcer l'hypothèse de la fuite de capitaux, et principalement de ceux du refuge français et italien.

La part des prêts d'origine française avait été de 78,1% en 1568/1577, de 66,7% en 1582 et de 72% en 1586. En 1589-1590, les Genevois d'origine française, quoique fournissant toujours plus de la moitié de l'emprunt, ne réalisèrent plus que 58,7% du total (tabl. 61). Une diminution progressive se manifeste aussi chez les prêts des Italiens: 18,6% en 1582, 17,8% en 1586 et 12,5% en 1589-1590. On peut constater, en revanche, un éveil patriotique des Genevois de Genève: 17,5% en 1568-1577, 13,2% en 1582, 8,8% en 1586 et 19,3% en 1589-1590. L'évolution des moyennes arithmétiques simples des prêts par nationalité est également significative:

Origine des créanciers	Moyenne des prêts		
	1568-1586	1589-1590	% de 1568-1586
Genevois	Ecus d'or 419	Ecus d'or 212	50,6
Italiens	907	227	25
Français	1072	196	18,3

⁷⁹ COVELLE, *Livre des Bourgeois*, p. 346.

La diminution générale des moyennes n'est pas surprenante. En 1589, la Seigneurie fait appel à toute la population pour réunir la plus grande somme possible. Mais les écarts entre les moyennes des deux emprunts sont devenus trop importants, en si peu de temps, pour les Italiens et pour les Français, pour qu'un éventuel réveil patriotique genevois puisse être la seule explication du phénomène.

Essayons de suivre les créanciers d'un emprunt à l'autre, pour voir si leurs prêts ont augmenté, diminué ou disparu. Le résultat apporte un nouvel éclairage au problème :

Créanciers de 1582 et de 1586/1587		En 1589/1590 Absent/ disparu	Augmentant leur prêt	Diminuant leur prêt
Genevois	10	2	6	0
Italiens	7	1	2	4
Français	23	10	10	3

Deux Genevois sur dix ne prêtent plus rien en 1589: Jean Bochet et Jean-François Bernard. Deux autres accordent la même somme qu'auparavant: Dominique Chabrey et Jean Joly. Les autres augmentent leur participation à l'emprunt: Guillaume Cartellier, Claude de Brunes, Jacques Malbuisson, Michel Roset, Gaspard Villet et les associés Julien Péaget et Jean Jaillet. On peut donc dire que les Genevois de Genève ont réellement amélioré leur position.

Parmi les sept Italiens, il n'y a qu'un absent: Joseph Fosses. Mais les prêts d'Anselme Caille, de Charles Diodati, de Pompéo Diodati et d'Antoine de Pise sont moins importants que lors des emprunts précédents. Seuls Antoine Pellisari et Horace Micheli ont augmenté leurs prêts. Comment expliquer le comportement de ces Italiens? S'agit-il de prudence ou de perte de substance financière? La situation des Français paraît beaucoup plus claire: 44% d'absents de l'emprunt de 1589/1590⁸⁰. Cela signifie qu'ils ont échappé aux contrôles, qu'ils sont partis avant la guerre, ou qu'ils sont morts. Parmi ceux qui sont restés et qui ont contribué à la défense de la ville, la majorité a augmenté sa contribution⁸¹.

Le cas du noble Jean Morlot, riche financier français, bourgeois de Genève, est typique. Avec son frère Thibaud, il avait déjà avancé 6000 écus d'or le 29 novembre 1586. La somme devait être remboursée à Lyon avant le 6 décembre de l'année suivante⁸². Le 31 janvier 1589, avant que l'emprunt

⁸⁰ Anne Aubelin (s'est-elle remariée?), Jean Budé, Bernardin Candole, Charles de Cronviliers, Jacob Gradelle, René Janvier, Pierre Janvier, François Villain, Claude Perret, J. Savyon.

⁸¹ André Loys, Estienne Favon, Maximilien Gavin, Dominique Magnin, Guillaume Poinssard, Lambert Ravaud, Jean Sévé, Jean Ternaude, Pierre Caille.

⁸² AEG, Finances T 2, f° 91 v.

général fût décrété, le Conseil demanda à Jean Morlot «quelque prêt d'argent à la Seigneurie outre ce qu'il a déjà prêté». Il offrit 4000 écus à 6 ²/₃%, ce qu'on accepta volontiers⁸³. Seulement, Morlot n'avait pas d'argent liquide à Genève. Il proposa une lettre de change de Lyon. Il fallait donc trouver quelqu'un à Genève pour faire le change. Le 10 février, le Conseil constata «qu'on ne trouve personne qui veuille faire le change pour rendre les 4000 écus ici, sinon en baillant des parpaillotes et des quarts». Le Conseil arrêta donc de faire le change ici «en prenant de bonnes parpaillotes et autres bonnes monnaies sauf quarts ... sinon qu'on tâche de les faire venir ici en écus en donnant plutôt 5% pour avoir ces écus sol»⁸⁴. Le 19 mars, on rapporta au Conseil «que le Sr Jean Morlot, outre ce qu'il a déjà prêté, offre encore fournir à Lyon 2000 écus à rendre à Lyon à Paques à 2% au cas qu'on puisse faire un change». Le Conseil décida d'accepter «s'il se peut faire»⁸⁵. Mais il n'était pas question de rendre le capital. La dette de la Seigneurie envers les frères Morlot s'élevait à 12 000 écus en mai 1590⁸⁶ et avec les intérêts à 15 980 écus en mai 1592⁸⁷. Jean et Thibaud Morlot constituaient cependant l'exception parmi les gros financiers genevois ayant contribué avec autant de capital personnel au financement de la guerre. Ils n'étaient certainement pas les seuls Genevois à avoir des affaires importantes à Lyon ou ailleurs. Mais les autres ne suivirent pas leur exemple.

Sur les 40 personnes ayant prêté en 1582 et 1586/1587, 20 augmentent leurs prêts en 1589/1590, 10 les diminuent. Mais un tiers est absent, disparu ou n'a rien prêté. La fuite d'une partie des capitaux genevois pendant la guerre semble avoir été effective.

L'emprunt de 1589/1590 fut le dernier à Genève pour longtemps. La Seigneurie obtint encore péniblement quelques prêts en 1591 (1075 écus), en 1592 (405 écus) et en 1595 (1054 écus). Mais le réservoir financier genevois était épuisé. Avec le XVII^e siècle commença la période des problèmes de remboursement⁸⁸.

5. Conclusion

Genève a connu, au cours du XVI^e siècle, trois types d'emprunts: premièrement les dépôts occasionnels, des prêts acceptés par la Seigneurie à la suite de l'offre de capitaux qui étaient à la recherche d'un placement. Ce fut le cas de 1568 à 1580 et éventuellement de 1591 à 1595. Il faut retenir ensuite les emprunts de type restreint, s'adressant à la partie aisée de la

⁸³ AEG, RC 84, f° 27 (31 janvier 1589).

⁸⁴ AEG, RC 84, f° 32 (10 février 1589).

⁸⁵ AEG, RC 84, f° 58 (19 mars 1589).

⁸⁶ AEG, RC 85, f° 133 v. (20 mai 1590).

⁸⁷ AEG, RC 87, f° 98 v. (5 mai 1592).

⁸⁸ BLANC, *Chambre des blés*, pp. 83-89; MONTER, *Amortissement*, pp. 267-282; KÖRNER, *Emprunts*, pp. 8-9, 15-16.



Figure 39: Volume des emprunts à Genève et origine des créanciers domiciliés à Genève.

population seulement, en 1523, 1531, 1582 et 1586, où la participation fut relativement limitée. Enfin, il faut retenir les emprunts populaires où l'on faisait appel à tout le monde, allant jusqu'à forcer les gens au prêt. Il en fut ainsi aux trois moments de grande crise : 1519, 1536 et 1589/1590.

C'est surtout la confrontation des trois derniers emprunts cités qui est intéressante du point de vue des changements intervenus au XVI^e siècle. La capacité financière de la population genevoise a singulièrement évolué. En 1519, les Genevois n'avaient pas réussi à fournir plus que 2164 écus; en 1536, l'effort commun a tout de même permis de réunir un peu plus de 10 000 écus. A la fin du siècle, en 1589/1590, l'emprunt rapporta 52 660 écus. Le nombre de personnes capables et disposées à prêter a aussi augmenté. Ils étaient 97 en 1519, 160, ou 239, si l'on compte les albergements, en 1536, et 260 en 1589/1590. Le volume des écus s'est cependant beaucoup plus développé que le nombre des prêteurs. Les moyennes des prêts en témoignent : 22 écus en 1519, 28 écus en 1536 et 203 écus en 1589/1590. Malgré la hausse du coût de la vie et la dépréciation relative de l'or par rapport aux prix, les Genevois riches sont devenus plus riches au cours de la deuxième moitié du siècle. Mais l'apport financier du

refuge protestant est un élément essentiel à retenir de l'analyse des emprunts genevois (fig. 39). Le poids financier des Italiens et surtout des Français réfugiés à Genève devient fondamental dans la balance des finances publiques, particulièrement aux moments d'emprunts. Au cours de la deuxième moitié du siècle, la participation aux emprunts des capitaux français est toujours supérieure à la moitié, allant même jusqu'aux trois quarts des sommes récoltées. Grâce au refuge, Genève est redevenue, au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, une ville relativement riche⁸⁹.

B. LES EMPRUNTS EN SUISSE ET À L'ÉTRANGER

1. Vue d'ensemble

Genève était une ville aux ressources modestes, pratiquement sans territoire, encerclée pendant presque tout le XVI^e siècle par ses ennemis. Les foires qui avaient fait la renommée de Genève au XV^e siècle n'avaient pas créé des structures économiques suffisantes pour permettre l'éclosion d'activités lucratives indépendantes des foires. C'est pour cette raison qu'avec le déclin des foires la ville entra dans une période de stagnation et d'appauvrissement, caractéristique de son histoire au cours de la première moitié du XVI^e siècle⁹⁰. Il n'est donc pas surprenant de constater le même phénomène de carence dans ses finances publiques. A chaque secousse exigeant un effort financier supplémentaire, le budget se trouva en déficit⁹¹. En cela aussi, Genève ne se distinguait pas tellement d'autres villes ; mais son incapacité quasi permanente à subsister financièrement en autarcie était tout de même exceptionnelle pour la Suisse. Je ne veux plus insister sur la faiblesse de l'assise des recettes ordinaires de la Seigneurie. Je pense plutôt à ses ressources extraordinaires, aux emprunts principalement. Souvent, les capitaux privés n'étaient pas assez nombreux à Genève pour couvrir les emprunts de la ville. On l'a vu notamment en 1519, en 1523, en 1536/37⁹². Sa pauvreté réelle poussa Genève à chercher un appui financier à l'extérieur. Elle le trouva presque exclusivement en Suisse.

Les attaches financières suisses de la ville de Genève n'ont cependant pas été d'une stabilité parfaite au cours du XVI^e siècle. Le premier tiers du siècle vit la prédominance de Lucerne, de Berne et de Fribourg. A partir de 1530 et pendant le deuxième tiers du siècle, Bâle eut l'exclusivité des prêts en capitaux. Au cours du dernier tiers du siècle enfin, toutes les villes réformées suisses et leurs alliés dans la vallée du Rhin durent intervenir pour secourir les finances défaillantes de Genève. Les dettes de la ville à l'extérieur ont,

⁸⁹ BERGIER, *Accumulation*, pp. 85-87 ; Id., *Dynamisme*, pp. 159-173.

⁹⁰ *Op. cit.*, p. 85.

⁹¹ MONTER, *Studies*, pp. 27 ss.

⁹² *Supra*, pp. 266 ss.



Figure 40: *Emprunts de Genève en Suisse et à l'étranger.*

par conséquent, connu une perpétuelle tendance à la hausse, que les quelques rares efforts de remboursement n'ont jamais réussi à freiner. Les dettes en Suisse et à l'étranger passèrent de 2400 écus d'or en 1519 à quelque 135 000 en 1600. Suivre les Genevois dans leur recherche de secours financier à l'extérieur, voilà notre propos.

2. Les emprunts avant 1550

Rappelons qu'en 1519 le secours militaire de Fribourg avait coûté 4000 écus d'or. L'emprunt genevois n'en avait produit que 2166. Lucerne intervint avec un prêt de 1500 écus⁹³ et une « dame d'Allemagne » avec 900⁹⁴. Ces 2400 écus furent déjà supérieurs à ce que les Genevois réunis ont pu rassembler.

Berne avait fait pression sur Fribourg pour que cette ville renoncât à la combourgeoisie avec Genève. Il semble que Berne ne voulut pas se brouiller avec le duc de Savoie⁹⁵. Cette politique n'empêcha pas quatre des principaux bourgeois de Berne, Gaspard von Mülinen, Christoph von Diesbach,

⁹³ 2000 fl Rh.

⁹⁴ 1200 fl Rh.

⁹⁵ FAVRE et GEISENDORF, *Combourgeoisies*, p. 175.

chevalier, Bartolomé May et Bernard Armbruster, de se porter caution pour Genève en face de la ville de Lucerne⁹⁶. Les 900 écus prêtés par la «dame d'Allemagne» furent remboursés en 1524. Au début de l'année 1527, il doit avoir été question de rendre à Lucerne ses 1500 écus d'or. Or, les finances genevoises ne le permettaient pas. On trouva cependant les fonds nécessaires auprès des combourgeois de Berne. Nicolas von Wattenwyl, bourgeois de Berne, Catherine von Wattenwyl, sa sœur, et les héritiers de Jacques May, bourgeois de Berne, prêtèrent à Genève 3500 livres de Berne. Antoine Bütschelbach, du Conseil, Pierre Thormann, Guillaume Wysshan, Jacques Wiss, drapier, et Jacques Schwytzer, également drapier, tous bourgeois de Berne, se portèrent caution⁹⁷. Un autre prêt de 1000 livres bernoises fut accordé par Burckhart Schütz, bourgeois de Berne, prêt cautionné par Léonard Willading, bourgeois de la même ville⁹⁸. Vu que trois livres de monnaie bernoises valaient un écu d'or de France, les Genevois avaient réussi à obtenir les 1500 écus dont ils avaient besoin. Mais, lorsque le jour de la Saint-Jacques arriva, il n'y eut point de remboursement à Lucerne. On effectua simplement un échange de cautions pour les 1500 écus dus à Lucerne. François Favre, bourgeois de Genève, Guillaume Schwander, Hentz Schleif, Gaspard Störchli et Jacques Wiss, drapier, quatre bourgeois de Berne, prirent la place des anciennes cautions⁹⁹. Effectivement, Lucerne continua à encaisser l'intérêt de son prêt jusqu'en 1530. Il faut croire que cette dette, comme d'ailleurs celle envers les particuliers de Berne, fut réglée après 1530 seulement, et cela grâce à un nouvel appui financier de l'extérieur!

Conformément au traité de combourgeoisie, Genève devait dédommager ses alliés de Berne et de Fribourg pour leur assistance militaire en 1530. Dans un premier temps, une somme de 15 000 écus d'or avait été fixée¹⁰⁰. Le montant final de l'indemnité de guerre fut de 19 000 écus d'or¹⁰¹. Il est vrai que le duc de Savoie était condamné à payer de son côté 21 000 écus, dont 7000 étaient destinés à Genève. En admettant que la créance envers le duc pût être cédée à Berne, les 12 000 écus à payer constituaient encore une somme trop lourde pour les finances genevoises, les recettes annuelles ordinaires se situant autour de 2000 écus seulement. 2000 écus d'acompte avaient déjà été versés le 20 octobre 1530, ce qui conduisit les commandants des troupes alliées à renvoyer leurs soldats après leur avoir versé leur solde¹⁰². Mais Genève avait déjà des dettes: environ 1000 écus auprès de Jehan Lect, 1500 écus à Lucerne et 1500 écus envers quelques particuliers de Berne.

⁹⁶ AEG, Finances L 27, obligation (Jacobstag 1519).

⁹⁷ AEG, Finances L 27, obligation (Lichtmess 1527).

⁹⁸ AEG, Finances L 27, obligation (Unser Frauen Verkündigung 1527).

⁹⁹ AEG, Finances L 27, obligation (Sankt-Jacobstag 1527).

¹⁰⁰ NAEF, *Emancipation*, p. 192.

¹⁰¹ AEG, Finances K 1, f° 8-9.

¹⁰² Fribourg reçut 350 écus. AEF, N° 255, 1530 I, Einnahmen.

Les Genevois savaient très bien qu'ils ne pouvaient pas espérer trouver autant d'argent dans leur ville. Parmi les officiers alliés présents à Genève, il y avait un capitaine bâlois qui proposa, le 1^{er} décembre 1530, de chercher les capitaux nécessaires à Bâle¹⁰³. En effet, on y trouva 9900 écus, réunis au change public de Bâle grâce aux prêts de quelques particuliers. Cet emprunt fut garanti par des bourgeois de Fribourg¹⁰⁴. Parmi eux, le noble Hans Guglemborg prêta directement 500 écus¹⁰⁵. Avec cet argent, on remboursa les 949 écus de Jehan Lect, les 1500 écus dus à Lucerne, une partie des sommes dues à Berne. Enfin, les budgets genevois n'ayant pas été excédentaires pendant ces années de guerre, le reste de l'argent emprunté disparut dans le gouffre des déficits. Un nouvel emprunt de 6184 écus, levé à Bâle en 1533, fut utilisé en partie pour rembourser des créanciers bâlois (2625). Les 3559 autres écus furent dépensés en fonction des besoins les plus pressants. Berne n'en reçut rien. Le 5 janvier 1534, elle réclama un reste de 9900 écus encore dus pour les frais du secours de 1530¹⁰⁶. Cette question fut réglée au début de 1537 seulement. Genève réussit à payer le reste de son indemnité d'assistance de 1530, mais il lui restait une dette d'environ 18 000 écus d'or dont 4430 à Genève et 13 780 à l'extérieur.

Par la suite, on continua à emprunter à Bâle: 1200 écus en 1538, 2900 écus en 1540, 1000 écus en 1541, 5492 écus en 1542, 7700 écus en 1543 et 4975 écus en 1546. Un seul remboursement fut effectué à Bâle: 625 écus en 1542. Au milieu du siècle, la dette extérieure genevoise s'élevait à environ 36 000 écus. Entre-temps les créanciers genevois de la Seigneurie avaient été satisfaits. De toute façon, leurs prêts à 6% d'intérêt coûtaient plus cher que ceux de Bâle au taux de 5%. Mais les emprunts levés à Bâle dépassèrent largement les besoins de remboursements à Genève même. En effet, à partir de 1542, les prêts bâlois furent de nouveau destinés aux fortifications de Genève, à l'achat de provisions de guerre et à la constitution d'une réserve¹⁰⁷.

3. Les emprunts après 1550

Au cours de la première moitié du XVI^e siècle, les dettes de Genève avaient continuellement augmenté. Les recettes habituelles n'étaient pas suffisantes pour diminuer le montant de ces dettes. Même l'accroissement des recettes de la Seigneurie, après la confiscation des biens ecclésiastiques, n'avait pas suffisamment amélioré sa situation financière pour qu'une réduction

¹⁰³ AEG, RC 11, p. 511 n. ; GAUTIER, *Histoire*, II, p. 338.

¹⁰⁴ KÖRNER, *Modalités*, p. 39, n. 24.

¹⁰⁵ Hans Guglemborg fut remboursé en 1532. AEG, Finances M 21, libraviv (20 décembre 1532).

¹⁰⁶ NAEF, *Emancipation*, p. 198.

¹⁰⁷ KÖRNER, *Emprunts*, p. 6.

substantielle de la dette publique fût possible¹⁰⁸. Lorsque la dette atteignit, en 1546, le maximum de 36 431 écus d'or, les intérêts à payer annuellement dévoraient 29 % d'une recette annuelle moyenne¹⁰⁹. Un changement dans la politique financière devint impérieux. Amblard Corne, trésorier de Genève en 1544, avait déjà insisté sur la situation déplorable des finances genevoises¹¹⁰. L'équilibre des budgets genevois, entre 1538 et 1550, n'était qu'apparent et camouflait des déficits latents. La Seigneurie était un mauvais payeur. Le change public de Bâle devait souvent réclamer l'argent nécessaire pour payer l'intérêt aux quelque soixante créanciers bâlois¹¹¹.

Enfin, en 1551, on décida de s'attaquer sérieusement à ce problème, pour rembourser les dettes que l'on avait à Bâle et pour éliminer en même temps les intérêts passifs qui pesaient si lourd dans le budget. On ordonna d'« assembler argent pour se debasler »¹¹². Des recettes bien déterminées furent attribuées à l'Arche¹¹³. Pendant une décennie, le nouveau système fonctionna assez bien. Non seulement le trésorier de l'Arche paya régulièrement les intérêts dus à Bâle, mais il réussit à rembourser une partie des obligations : 488 écus en 1551, 1200 écus en 1552, 1100 écus en 1553, 850 écus en 1554, 1530 écus en 1555, 7035 écus en 1556, 5274 écus en 1557, 625 écus en 1558 et 3888 écus en 1560, soit en tout 21 990 écus d'or de France. En 1560, la Seigneurie devait encore 14 441 écus d'or aux Bâlois. Elle n'avait plus de dettes ailleurs.

Le prêt de 3000 écus accordé le 1^{er} mars 1563 à Genève par Bâle, pour la durée d'un an, était destiné à Lyon. Cette ville avait été occupée par les protestants à la fin du mois d'avril 1562. Le gouvernement protestant de la ville avait besoin d'un appui financier extérieur. La solidarité protestante semble avoir joué¹¹⁴ : répondant aux bons offices de la ville de Genève, Bâle contribua avec 3000 écus à l'entreprise protestante à Lyon. Claude Le Maistre, bourgeois de Genève, se chargea de cette affaire¹¹⁵. Lorsque Lyon remboursa cette somme, après quelques mois, Genève garda ces 3000 écus dans son propre trésor¹¹⁶.

En 1567, Lyon compensa par un prêt le service que Genève lui avait rendu en 1563. Le duc d'Albe se rendait avec ses troupes aux Pays-Bas. Son itinéraire le conduisit, entre le 27 juin et le 11 juillet, de Saint-Jean-de-Maurienne à Lons-le-Saunier par Chambéry, le pont de Grésin et Montfleury¹¹⁷. Comme les Bernois avaient rendu au duc de Savoie, par le

¹⁰⁸ MONTER, *Studies*, p. 20 ; Id., *Calvin's*, p. 156.

¹⁰⁹ Id., *Studies*, p. 19 : 21 % en 1544.

¹¹⁰ BERGIER, *Démission*, pp. 447-466 ; MONTER, *Studies*, pp. 16-19.

¹¹¹ AEG, RC 42, f^o 31 ; RC 44, f^o 329 v. ; KÖRNER, *Emprunts*, p. 6.

¹¹² AEG, Finances U 1, f^o 1.

¹¹³ MONTER, *Studies*, p. 22 ss.

¹¹⁴ DOUCET, *Finances*, pp. 63-66.

¹¹⁵ AEG, Finances U 1, f^o 200 v.-201, 232-233.

¹¹⁶ MONTER, *Studies*, p. 26.

¹¹⁷ BRAUDEL, *Méditerranée*, II, p. 165.

traité de Lausanne, en 1564, les territoires occupés au sud du lac Léman, Genève était redevenue une ville extrêmement vulnérable. L'année 1567 fut donc une année de terreur pour les Genevois, qui se préparèrent fiévreusement à un siège éventuel de la part des Espagnols¹¹⁸. Cela signifia des emprunts massifs en Suisse. En peu de temps on réussit à émettre au change public de Bâle un emprunt de 20 495 écus d'or, somme à laquelle s'ajoutèrent, en 1568, encore 19 337 écus d'or, dont 10 000 prêtés par la ville de Berne.

Mais, simultanément aux emprunts émis à Bâle, on cherchait à obtenir de l'argent ailleurs. Le 13 mars 1567, en discutant de la disponibilité des capitaux du seigneur de Clervant, le Conseil de Genève décida aussi d'accepter le prêt que l'église réformée de Lyon lui offrait¹¹⁹. Comme en 1563, Claude Le Maistre fut l'intermédiaire entre les deux villes. Le 21 mars, il remit 3850 écus aux syndics de Genève, et 385 écus le 27 mars. Le 24 avril, il y ajouta encore 960 écus, de sorte que le prêt s'élevait finalement à 5195 écus¹²⁰. Quand le plus grave danger fut passé pour Genève, les protestants de Lyon exprimèrent le désir de retirer l'argent qu'ils avaient prêté. Le 16 octobre, la somme de 5195 écus fut rendue à Claude Le Maistre¹²¹.

Entre-temps, les Bâlois plaçaient toujours leurs économies à leur banque publique. Ces capitaux bon marché (5% d'intérêt annuel) cherchaient des preneurs. Genève continua à emprunter : 14 237 écus en 1569 et 5412 écus en 1570. La dette genevoise en Suisse atteignit alors 76 922 écus d'or. Les préparatifs de la guerre n'avaient pas coûté trop d'argent. Mais il n'était pas question de rembourser les prêts. Les Bâlois n'en voulaient pas pour le moment. Il fallait donc absolument faire travailler cet argent avec profit, si on ne voulait pas perdre chaque année entre 3500 et 4000 écus d'intérêts passifs. On créa donc, en 1568, le change public genevois, dont nous connaissons l'histoire mouvementée grâce à William E. Monter¹²². Avec des prêts accordés à 10% l'an, l'entreprise aurait dû être un succès, produisant à la fois les intérêts et les amortissements dus en Suisse. La banque attira effectivement aussi des dépôts d'une clientèle habitant les bords du lac Léman. C'est ainsi que le bailli von Bonstetten, siégeant à Morges, comme Jehan de la Condrée, administrateur de l'hôpital du même lieu, placèrent ensemble 4035 écus d'or au change public genevois, où ils recevaient 5% d'intérêt.

A partir de 1577, la Seigneurie retira progressivement des sommes importantes du change pour rembourser les dettes à Bâle. Cette année-là, 8275 écus d'or y furent envoyés, suivis en 1579 de 6625 écus, en 1580 de

¹¹⁸ MONTER, *Studies*, pp. 27-30.

¹¹⁹ AEG, RC 62, f° 23 v. (13 mars 1567), f° 24 (14 mars 1567) ; KINGDON, *Consolidation*, p. 177.

¹²⁰ AEG, Finances U 1, f° 232 v.-233.

¹²¹ AEG, RC 62, f° 118 v. (14 octobre 1567), f° 119 (16 octobre 1567).

¹²² MONTER, *Change*, pp. 265-290.

15 012 écus et en 1581 de 12 475 écus. Les clients de Morges retirèrent leurs dépôts aussi en 1578 et en 1580. En 1581, année de la liquidation définitive du change public genevois, on avait remboursé 42 387 écus sur les 59 481 écus qu'on avait empruntés à Bâle et à Berne entre 1567 et 1570. Il manquait donc, en dehors des 17 441 écus dus à Bâle avant 1567 et la création du change public à Genève, 17 094 écus d'or. Avec un endettement à l'extérieur de 34 535 écus d'or, Genève amorça en 1582 les années les plus critiques de la seconde moitié du XVI^e siècle.

Lorsque Genève recommença à emprunter, à partir de 1582, pour faire face aux menaces savoyardes, elle s'adressa à la fois aux Genevois¹²³, aux marchands de passage, à la ville et au change public de Bâle. Pour la première fois, deux Zurichois se présentèrent en créanciers. Marc Vogel prêta 3000 écus en quernes testons du roi, et Hans Heinrich Lochmann, banneret de Zurich, en avança même 3500¹²⁴. En 1582 encore, Bâle accorda un prêt de 12 000 écus. Pendant ce temps, le change public de Bâle avait réussi à réunir, dans les environs de Bâle, 10 404 écus pour Genève. La ville de Mulhouse y participait avec 4500 écus. Le reste fut prêté par des particuliers. La somme fut livrée à Genève en 1583. En 1585, s'ajoutèrent encore 1333 écus de la part de deux Bâlois. En peu d'années, Genève avait donc emprunté à nouveau 30 237 écus, sa dette extérieure s'élevant en 1585 à 64 772 écus, dont 48 272 étaient dus à Bâle.

Le coût de la guerre de 1589 à 1593 dépassa de loin la capacité financière de la ville de Genève et de sa population. Mais Genève put compter sur ses alliés et amis en Suisse et à l'étranger. L'appui financier dont la ville jouit ne fut jamais aussi puissant et aussi international qu'à ce moment-là¹²⁵. Il faut mentionner, dans un premier temps, les particuliers de l'extérieur ayant participé à l'emprunt à Genève même, soit qu'ils aient été de passage dans cette ville ou qu'ils aient habité assez près de Genève. Le bailli bernois d'Yverdon, David Tscharnier, se montra un partisan inconditionnel de la cause genevoise. Il prêta 5000 écus, une partie comptant, une autre en blé, et encore une autre (223 écus) sous forme d'une chaîne d'or, en novembre 1589. Le duc de Sancy prêta aussi 1000 écus en divers paiements. En 1590, quelques marchands de Suisse accordèrent des prêts comptants ou sous forme de marchandises. Marc Vogel, de Zurich, laissa, en passant, 100 écus à Genève. Le noble Pierre Oxart, lieutenant et bourgeois de Neuchâtel, prêta 1000 écus pour trois ans. Claude Forneret, de Lausanne, prêta 1875 écus, qui furent cautionnés par les Genevois François Villain, Anselme Qualia et Benoît Caille. Trois Bâlois, contribuant au ravitaillement de Genève, acceptèrent des obligations à la place d'un paiement comptant. George Spörlin prêta ainsi 333 écus, Isaac Liechtenhan, fournisseur de cuivre, 300 écus, et Georges Eckenstein, gros marchand de blé, 4444 écus. Cette

¹²³ *Supra*, « L'emprunt de 1582 ».

¹²⁴ AEG, Finances T 2, f^o 64-65.

¹²⁵ DUFOUR, *La Guerre*, pp. 188 ss ; MONTER, *Studies*, pp. 42 ss.

dernière somme fut garantie par la ville de Payerne. Si on excepte les 1000 écus prêtés par Sancy, les contributions directes des particuliers suisses aux emprunts genevois s'élevèrent en 1589/1590 à 13 072 écus.

Toutefois, le crédit de Genève n'était plus aussi bon en Suisse qu'auparavant. Les particuliers bâlois, par exemple, qui avaient encore investi près de 40 000 écus entre 1567 et 1570, craignaient de perdre leurs capitaux dans cette guerre genevoise. A part ces trois Bâlois que nous avons rencontrés à Genève, aucun prêt direct ne fut consenti par les Bâlois ou par leur banque publique. La ville de Bâle cependant accepta de prêter, en 1589, de ville à ville, 4000 écus. Schaffhouse contribua aussi avec 6000 écus en 1589. Saint-Gall accorda, en 1590, un prêt de 4000 écus¹²⁶. Même la petite ville de Payerne offrit un prêt de 250 écus. Enfin Strasbourg, ville alliée de la Suisse protestante, envoya aussi 3000 écus. Les ambassadeurs genevois adressèrent des demandes pressantes au Conseil de Zurich, pour qu'il leur accordât son soutien financier. Mais Lochmann avait déjà passablement mis à contribution le trésor zurichois pour ses propres affaires industrielles, commerciales et politiques¹²⁷. Zurich était prête à aider Genève. Mais le marché financier zurichois était très étroit au XVI^e siècle. On n'avait pas l'habitude d'émettre des emprunts à Zurich, mais cette ville jouissait d'un bon crédit au change de Bâle. Elle y obtint les avantages que l'on n'y accordait plus aux Genevois, et put ainsi prêter à Genève 6000 écus fin 1589, 6000 écus début 1590, et encore 12 000 écus début 1591¹²⁸. Les villes évangéliques suisses, Strasbourg comprise, fournirent donc ensemble 41 250 écus dont 28 000 étaient réellement empruntés à Bâle¹²⁹. Genève ne pouvait pas attendre une aide financière de la part de Berne, qui se débattait également pour obtenir suffisamment de prêts au financement de la guerre. Mais Berne accepta d'être caution pour Genève à Zurich.

Au-delà de Strasbourg, alliée par un traité de combourgeoisie avec la Suisse évangélique, l'Allemagne protestante participa aussi aux emprunts en faveur de la ville de Genève. Les prêts allemands s'élevèrent ensemble à 13 700 écus. En 1589, et en tête, s'inscrivit le duc Casimir, électeur palatin,

¹²⁶ D'après AEG, Finances T 6, l'Arche encaissa en 1590 de la part de Pierre Patru, Benoît et Pierre Caille la somme de fl GE 26 541 (= 3317 écus à 8 fl GE l'écu) qu'ils avaient ramenés de Zurzach en mai, juin, juillet et octobre. Alain Dufour se demande quel avait été le véritable montant que Saint-Gall avait prêté à Genève (DUFOUR, *op. cit.*, p. 189 n. 1). Il s'agit effectivement de 2000 écus prêtés par Zilli et Studer et de 2000 écus prêtés par la ville de Saint-Gall. L'obligation fut établie au nom de la ville pour l'ensemble des 4000 écus. (StadtA SG, Ratbuch 1590 (1^{er} mai 1590), Genève à Saint-Gall (15 mai 1590, 5 juin 1590), Quittance du 15 juin 1590 signée à Zurzach par Pierre Patru et par Caille.) Les 6400 fl dont Dierauer parle sont des fl SG dont 1,6 valait 1 écu d'or de France, qui est appelé en allemand «Goldsonnenkrone», d'où la traduction française de «couronne». Cf. DIERAUER, *Genf*, p. 6.

¹²⁷ PEYER, *Handel*, pp. 17-31.

¹²⁸ AEG, Finances L 30 (Compte de la partie de 21 600 Gulden... 27 juin 1591).

¹²⁹ Cf. la liste des emprunts émis à Bâle. *Infra*, Cinquième partie, II, A.

avec deux prêts de 5000 et de 2880 écus. Le comte de Wittenstein accorda 600 écus et un nommé Pierre Jaquet, bourgeois de Genève, domicilié à Nuremberg, prêta 50 écus. Un consortium de marchands de Francfort envoya 5170 écus pour deux ans. Ils en obtinrent le remboursement en 1592, après avoir insisté à plusieurs reprises¹³⁰. Les autres créanciers avaient beau fixer le remboursement de leurs créances à une, deux ou trois années au maximum, l'état de prostration dans lequel se trouvaient les finances genevoises à la fin de la guerre rendait tout remboursement impossible. Les 8900 écus que Jacob Anjorant reçut en 1593 des Etats de Hollande, de Frise occidentale et de Frise pour les trois premières années sans intérêt, ensuite pour 6 %, furent les bienvenus pour parer au plus pressé¹³¹. En 1596 encore, Genève dut emprunter 6000 écus à Strasbourg, auprès de Hans Schmalz, pour pouvoir assurer tant bien que mal le paiement des intérêts¹³².

4. Conséquences des emprunts genevois en Suisse

On a déjà essayé de comparer le sort de Genève avec celui de Lyon. William E. Monter pense avec raison que « l'histoire financière de Genève après 1567 commença de plus en plus à ressembler au misérable état des affaires de sa fameuse voisine en aval du Rhône ». On peut aussi partager son avis quand il dit que la raison principale pour laquelle Genève avait cependant réussi à sauvegarder son indépendance était l'appui financier de ses alliés¹³³. C'est ici qu'il faut souligner la différence essentielle entre les deux villes. Lyon, ville dépendante, fut contrainte à l'endettement par les exigences des rois de France, tandis que Genève agit dans son propre intérêt, pratiquant tout au long du XVI^e siècle une politique cohérente d'indépendance nationale. Elle y mit le prix. Mais elle avait l'appui financier et militaire de ses alliés. La demande genevoise de capitaux, qui avec 3900 écus d'emprunt avait été encore modeste dans le premier quart du XVI^e siècle, devint de plus en plus importante jusqu'à attirer de l'extérieur, au cours du dernier quart du siècle, quelque 100 000 écus d'or, somme dans laquelle les emprunts, impôts et confiscations exceptionnels à Genève même ne sont pas compris.

Avant 1550, l'appui financier resta relativement restreint aux villes suisses intéressées aux questions de la politique en Suisse occidentale : Fribourg, Berne et Lucerne, Bâle jouant le rôle de banquier politique. Après 1550, la solidarité avec Genève devint plus intense, plus générale, plus étendue, mais restreinte au monde protestant. Il s'agit aussi d'un triangle commercial

¹³⁰ AEG, RC 86, f^o 202 (12 novembre 1591), f^o 214 v. (23 novembre 1591) ; RC 87, f^o 28 v. (4 février 1592), f^o 41 (18 février 1592), f^o 80 v.-82 (11 avril 1592).

¹³¹ AEG, RC 89, f^o 120-121 (26 août 1594).

¹³² Concernant l'évolution et l'amortissement de la dette genevoise au XVII^e siècle : PIUZ, *Affaires*, p. 371, n. 2 ; MONTER, *Amortissement*, pp. 267 ss.

¹³³ MONTER, *Studies*, pp. 27-28.

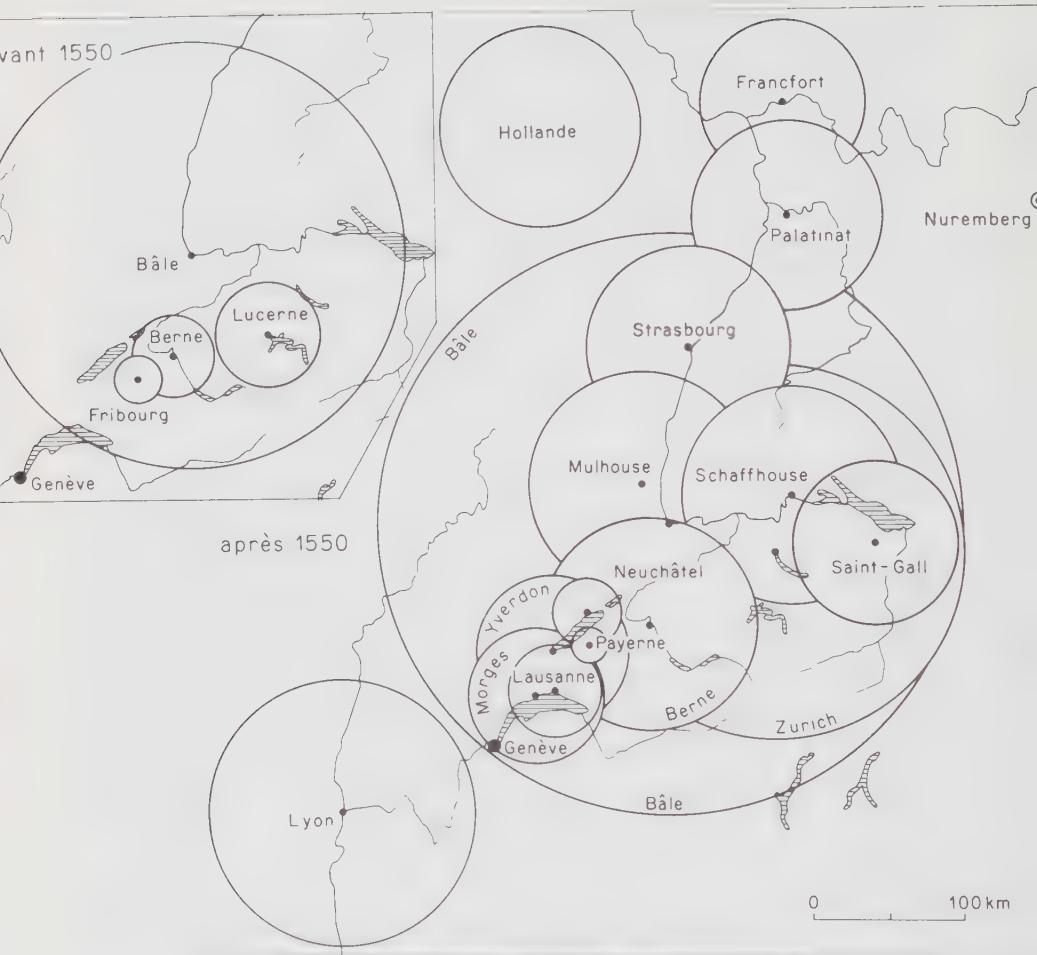


Figure 41: Les créanciers de Genève en Suisse et à l'étranger, avant et après 1550.

important, formé par les deux principales routes de Lyon passant par Genève: Francfort-Bâle-Genève d'une part et lac de Constance-Plateau suisse-Genève d'autre part. Cet espace resta dominé dans ses rapports financiers avec Genève par la banque bâloise.

Genève était virtuellement rattachée à la Suisse par son lourd endettement. La ville dépendait dorénavant financièrement de ses alliés, qui ne pouvaient plus se désintéresser de son sort: leurs intérêts financiers y étaient trop fortement engagés.

S'il est vrai que l'évolution du volume des dettes de la Seigneurie de Genève à l'extérieur a renforcé les liens d'interdépendance entre Genève et la Suisse, il est aussi vrai que Genève est devenue, au cours du XVI^e siècle,

relativement moins dépendante de l'extérieur. Jusqu'en 1580 encore, 18% seulement des emprunts mis à la disposition de la Seigneurie venaient des Genevois eux-mêmes. Donc 82% avaient été empruntés en dehors de Genève. La situation changea radicalement au cours du dernier quart du siècle. 48% des emprunts venaient maintenant de Genève et 52% seulement de l'extérieur. C'est encore une preuve du poids qu'avait pris, à Genève, le refuge protestant des Italiens et des Français.

C. EMPRUNTS ET CONJONCTURE FINANCIÈRE ORDINAIRE

Genève était, au XVI^e siècle, une ville qui vivait au-dessus de ses moyens. Son système fiscal était insuffisant à court terme pour satisfaire la dépense. Mais beaucoup d'autres villes étaient dans le même cas. L'emprunt était un moyen de parer à cette carence financière du moment. Il faut admettre — et ceci est plus sérieux encore — que, même à long terme, la Seigneurie de Genève se révéla incapable de remédier à cette situation inconfortable. Cette faiblesse était moins évidente avant 1560. L'emprunt de 1519 put être remboursé en partie grâce à l'augmentation des recettes ordinaires jusqu'en 1525. La récession qui suivit, et qui dura jusqu'en 1536, nécessita des emprunts. Par la suite, la montée des recettes ne permit pas la réduction immédiate de toutes les dettes. Leur remboursement à Genève était accompagné d'emprunts à l'extérieur. La croissance persistante des recettes de la Seigneurie permit enfin, à partir de 1551, de diminuer le montant de ses dettes.

L'évolution des intérêts passifs par rapport aux recettes ordinaires montre bien l'importance, à l'époque, de quelques bonnes années, même en matières de finance. En 1545 et en 1550 les intérêts enlevèrent un quart des recettes ordinaires. On comprend pourquoi le Conseil ordonna si impérieusement le « débaslement ». Messieurs de Genève avaient choisi le bon moment. La conjoncture financière ordinaire de la Seigneurie leur était favorable, car en 1560, seuls 5,9% des recettes ordinaires étaient encore consacrés aux intérêts passifs. Les dettes qui, en 1550, avaient correspondu au quintuple d'une recette ordinaire annuelle moyenne, perdirent leur importance relative; elles étaient encore le triple des recettes ordinaires moyennes en 1555 et égales à celles-ci en 1560. Encore quelques bonnes années fiscales, et Genève n'aurait plus eu de dettes.

Mais la croissance des recettes ordinaires s'arrêta en 1560, faisant place à la stagnation. Les difficultés politiques s'ajoutant, les emprunts reprirent. La dette globale s'élevait en 1570 à 77 570 écus, entraînant des intérêts d'environ 3900 écus à payer annuellement, c'est-à-dire 30% de la recette ordinaire d'une année moyenne. C'est une des raisons pour lesquelles la Seigneurie créa, en 1568, le change public genevois. Le change aurait pu être une réussite car, à la fin de 1577, on aurait presque pu réduire complètement

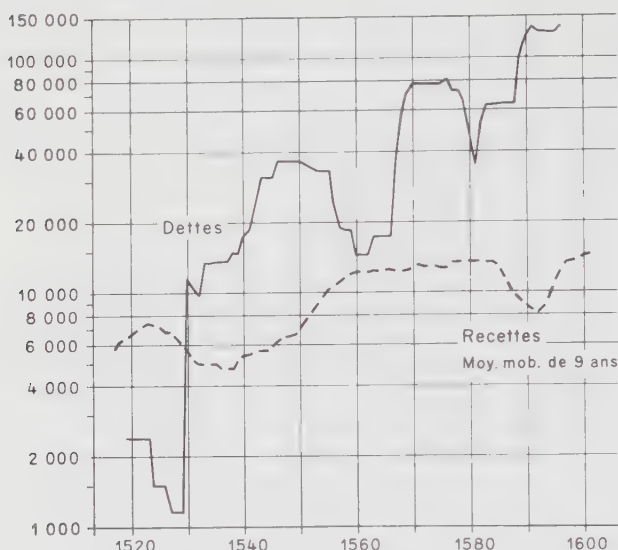


Figure 42 :
Evolution des recettes
ordinaires de la
Seigneurie et de ses
dettes en Suisse et à
l'étranger.

l'endettement¹³⁴. Mais le déséquilibre entre les recettes ordinaires et les dettes s'installa de nouveau après 1580. En 1595, la dette globale de 185 000 écus d'or valait presque dix-sept fois une recette ordinaire annuelle. Si, après la guerre de 1589/1593, Genève avait voulu satisfaire tous les créanciers en payant régulièrement les intérêts, mais en n'effectuant aucun remboursement, la totalité des recettes ordinaires aurait dû y passer¹³⁵. Jusqu'en 1596, on aurait encore dû y ajouter toutes les recettes extraordinaires! Malgré la reprise des recettes ordinaires, les dettes ne diminuèrent point.

La conjoncture financière ne joua donc pas de la même manière dans les moments d'expansion et de récession. La récession financière, accompagnée de difficultés politiques, nécessita immédiatement des emprunts et la mobilisation d'autres ressources extraordinaires. En revanche, une amélioration des finances ordinaires ne permit pas automatiquement la diminution des dettes. Ce phénomène d'assainissement budgétaire se manifestait avec un certain décalage, qui a été typique entre 1536 et 1546 et à partir de 1594. Mais les phases de reprise étaient généralement trop courtes pour assurer automatiquement l'équilibre financier de la Seigneurie.

¹³⁴ *Op. cit.*, p. 27.

¹³⁵ D'après MONIER, *op. cit.*, p. 51. Genève était incapable de satisfaire tous les créanciers. Seulement 40% des dépenses globales de 1598 pouvaient être consacrées au paiement des intérêts.

II. Fribourg

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE (fig. 43)

En 1500, les dettes de la ville de Fribourg s'élevaient à 13 168 écus. En contre-partie, Fribourg possédait des créances d'une valeur de 6040 écus, de sorte que l'endettement ne représentait que 7128 écus. La ville pouvait ainsi couvrir une partie de ses intérêts passifs en se servant de ceux qu'elle recevait de ses débiteurs. La solde à la charge du budget de la ville fut couvert par 9,6 % des recettes ordinaires. Il aurait fallu employer les recettes de presque deux ans pour libérer la ville de ses dettes. Or, au début du XVI^e siècle, les recettes n'étaient jamais assez élevées pour suffire même aux dépenses et aux engagements ordinaires. Comme tant d'autres villes suisses, Fribourg n'aurait pas réussi à se dégager de sa mauvaise situation financière si elle n'avait pu compter sur l'apport appréciable de recettes extraordinaires constituées par les pensions de paix et d'alliances¹³⁶.

D'année en année, presque sans exception, les remboursements l'emportèrent sur les nouveaux emprunts, de sorte que malgré la tendance régressive des recettes ordinaires au cours des deux premières décennies du siècle, les dettes furent amorties en 1520, seule une obligation d'à peine 300 écus restant à la fin de ladite année. Entre-temps Fribourg avait acheté, entièrement ou partiellement, des villages, des seigneuries, des droits et des cens à Villaraboud (600 écus en 1502), à Jaun (3000 écus en plusieurs versements à partir de 1502), à Lugnorre (560 écus en 1505), à Fétigny (420 écus en 1507), à Portalban et dans la Seigneurie de Faoug (4000 écus en plusieurs versements à partir de 1506), à Châtel (100 écus en 1513), à Fedières, au Praz, aux Asses, à Crésuz, à Châtel et à Cerniat (865 écus en 1519). Par conséquent, le trésor fribourgeois n'était que rarement bien fourni. Mais la ville put se passer d'emprunts jusqu'en 1524.

Par malheur, les pensions du roi de France ne furent pas versées en 1522 et 1523, non plus qu'en 1527, ce qui ne fut pas sans conséquence pour l'équilibre budgétaire. Les années de 1524 à 1533 furent nettement déficitaires¹³⁷. Ces déficits s'accrurent encore pour une large part par de nouvelles acquisitions seigneuriales à Corserey (1950 écus de 1526 à 1528), à Echallens (200 écus en 1527), à Chatillon (250 écus en 1529), à Macconnens (415 écus en 1533), à Marsens et à Ferlens (70 écus en 1535), à Font (120 écus en 1535). Les expéditions militaires, au secours de Genève en 1525 et en 1530, survinrent également dans ces années de difficultés financières pour Fribourg¹³⁸. Pour joindre les deux bouts, il fallut recourir aux emprunts, qui

¹³⁶ *Supra*, Deuxième partie, IV, B.

¹³⁷ De 1500 à 1515 les budgets furent équilibrés, de 1516 à 1523 excédentaires.

¹³⁸ Expédition à Genève contre le duc de Savoie, en 1525 et en 1530. CASTELLIA, *Fribourg*, pp. 303-307.

Ecus d'or de France

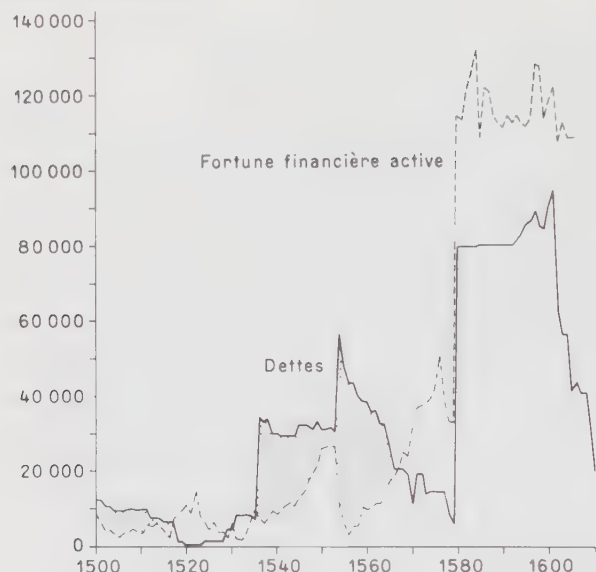


Figure 43 :
Evolution des dettes et
de la fortune financière
active de Fribourg.

rapportèrent en 1524, puis de 1529 à 1533, la somme de 10 270 écus. Quelques remboursements exigés par les créanciers ramenèrent cependant les dettes, en 1535, à 7536 écus.

A partir de 1534 et jusqu'en 1540, les budgets fribourgeois redevinrent excédentaires, conséquence de la nouvelle hausse des paiements de pensions et des alliances, mais aussi de l'accroissement sensible des recettes ordinaires à partir de 1538. Toutefois, la conquête du Pays de Vaud par les Bernois, accordant aux Fribourgeois une partie des nouvelles terres, leur imposa en même temps une dette de 26 465 écus, sous forme d'obligations dont le duc de Savoie s'était chargé en 1519, 1528, 1531 et 1532 pour payer ses dettes de guerre envers Genève, Fribourg et Berne. Le Pays de Vaud avait servi d'hypothèque aux créanciers. Les Bernois furent d'abord les seuls à payer des intérêts aux créanciers du duc, mais en prévision du partage qui n'eut lieu qu'en 1538, Fribourg versa aux Bernois une participation annuelle forfaitaire de 1000 écus, dont 2000 furent envoyés en 1537 et 1000 en 1538¹³⁹. D'un coup, la ville de Fribourg se vit accablée d'une dette de 34 341 écus. Ses propres créances de 2355 écus faisaient triste mine face à cette charge, le solde négatif des intérêts représentant maintenant 55% des recettes ordinaires, et 17,8% des recettes totales.

Les Fribourgeois ne se découragèrent point, d'autant que le territoire acquis allait augmenter les recettes de la ville. Effectivement, les recettes ordinaires continuèrent à s'accroître. A partir de 1534, le roi de France paya

¹³⁹ Cf. GILLIARD, *Créanciers*, p. 13, N° 1 ; CASTELLA, *op. cit.*, pp. 311-312.

pendant six années de suite une double pension d'alliance, afin de rattraper son retard. Cette conjoncture financière favorable avait tout pour rassurer les gestionnaires du trésor public. Ils poursuivirent donc leur politique d'expansion territoriale et juridictionnelle à Rue (375 écus en 1536), à Montagny (510 écus en 1537) et à Estavayer (90 écus en 1537). L'affaire la plus importante fut sans doute l'acquisition de la seigneurie de Vaulruz en 1538. Elle coûta à la ville de Fribourg 5800 écus. Mais comme François Champion, le seigneur de la Bastia, avait hypothéqué Vaulruz, Fribourg ne paya que 1493 écus comptant et se chargea du règlement des obligations. Les remboursements effectués sur les dettes vaudoises furent donc presque contrebalancés par les nouveaux engagements.

Les budgets de la décennie 1540-1550 furent à nouveau déficitaires. Les recettes ordinaires ne marquèrent cependant qu'un léger ralentissement. Les pensions françaises entrèrent régulièrement chaque année, sauf en 1545; mais l'année 1546 en apporta le double. Cette année-là, ainsi qu'en 1549, on retint également une bonne partie des pensions individuelles, destinées d'ordinaire aux conseillers et aux bourgeois de la ville. Aussi, les Fribourgeois ne négligèrent pas de poursuivre leur politique territoriale. En 1547, ils rachetèrent un pré à Bossonnens pour 60 écus. A partir de 1549, ils acquirent, pour le prix de 2000 écus, la seigneurie de la Mollière pour laquelle le seigneur de Brandis reçut 200 écus en 1549, 300 écus en 1550, et 500 écus en 1553 et en 1554. La seigneurie de Vuippens appartenait à Christophe Pavillard. Accablé de dettes, celui-ci fut obligé de la céder à Fribourg, en 1550, pour 2250 écus. La ville se chargea de rembourser ses créanciers. En 1552, elle acheta encore des cens à Vuippens pour 140 écus et beaucoup plus tard, en 1578, le dernier tiers de la seigneurie pour le prix de 1290 écus.

Au cours de la même période partant de 1540, les Fribourgeois préparèrent la faillite du comte de Gruyère. Agissaient-ils consciemment ou inconsciemment, forcés par les événements ou non? En tout cas, ils accordèrent facilement du crédit au comte Michel. En 1544 et au cours des années qui suivirent, ils se chargèrent de plusieurs obligations du comte, payant les intérêts, remboursant les dettes ici et là. Lorsque le comté de Gruyère fut liquidé et partagé entre les villes de Berne et de Fribourg¹⁴⁰, cette dernière acheta en même temps (1557) Attalens au seigneur de Villarsel. En contrepartie elle dut endosser en partie les dettes du comté et celles d'Attalens. Ces charges apparaissent dans les comptes des trésoriers avec quelque 27 100 écus en 1554. S'ajoutèrent encore 9000 écus de 1555 à 1557. Ce fut trop pour les finances de Fribourg! Au début de 1555, les dettes se montaient à 56 770 écus, alors que la dette active n'atteignait que 2840 écus. Ni les recettes ordinaires, ni les pensions étrangères n'auraient été en mesure de résoudre ce problème. Une solution exceptionnelle devint

¹⁴⁰ *Op. cit.*, pp. 319-322; RENNEFAHRT, *Geltstag*, pp. 321-404.



*Figure 44 :
Intérêts passifs
de Fribourg.*

indispensable. Une taxe extraordinaire, imposée au début de l'année 1555 à toute la population de Fribourg, des paroisses à la campagne, dans les bailliages, dans les seigneuries et dans les autres villes des territoires fribourgeois, rapporta immédiatement 23 755 écus¹⁴¹. Cette même année, Fribourg remboursa des obligations pour 11 464 écus.

L'administration du territoire agrandi de la Gruyère fit encore croître les recettes ordinaires de la ville. Une recette moyenne rapportait alors le triple d'une année moyenne entre 1530 et 1535, avant les acquisitions du Pays de Vaud et de la Gruyère. A l'exception des années 1558, 1560 et 1562, les pensions rentrèrent régulièrement. En 1564, Fribourg encaissa même une triple pension française et, en 1565 et 1566, la ville reçut le double. Les budgets globaux des exercices financiers furent assez équilibrés au cours de la décennie 1550-1560 et généralement excédentaires au cours de la décennie suivante. Fribourg ne dépensa plus autant d'argent pour agrandir sa juridiction et ses revenus. En 1558, la ville acheta en commun avec Berne la dîme d'Yvonand. La part de Fribourg s'éleva à 800 écus payés à François Favre. Le seigneur de Cursinge reçut 100 écus, en 1564, pour un rachat au Châtelard-près-Romont. Et, en 1570, le trésorier confia 546 écus à Nicolas Vögeli, bailli de Rue, pour l'achat d'une nouvelle dîme. Mais l'essentiel de l'argent, dépassant les dépenses ordinaires de la ville, fut attribué au remboursement de dettes. Ces dernières s'établirent, en 1570, à 9559 écus seulement. En quinze années, Fribourg s'était donc débarrassée d'une dette de quelque 55 000 écus. Au cours de cette même période, on avait encaissé pour 44 510 écus de pensions de paix et d'alliances qui, avec l'impôt exceptionnel de 1555, ont été largement suffisantes pour réaliser cet exploit.

En 1567, après une période de trente années, au cours de laquelle le poids des dettes l'avait toujours emporté sur les actifs du bilan financier, ce dernier redevint positif. En 1570, les créances contrebalancèrent pratiquement les dettes. A la fin de l'année, il y eut même 3015 écus en caisse.

¹⁴¹ AEF, N° 305, 1555 I.

Fribourg avait donc pratiquement amorti les hypothèques reposant sur son territoire. Sa situation financière était devenue saine.

Les dettes de 8000 écus dont la ville se chargea en 1571 étaient destinées à financer un emprunt de 20 000 écus sollicité par le roi de France. De nouvelles acquisitions de territoires et de juridictions entraînèrent de nouvelles dettes. On acheta d'abord, en 1573 et 1574, du couvent de Romont, un cens sur Montenach pour 180 écus. En 1574, Fribourg s'assura la seigneurie de Châtel-Saint-Denis pour le prix de 4000 écus. Le duc de Savoie l'avait cédée à François Blanc, de Vevey, à Jean Muri et à François Catellan. Fribourg possédait déjà une créance de 750 écus¹⁴² sur cette seigneurie et se chargea encore d'autres obligations. Finalement, elle n'eut encore à payer que 2092 écus. La seigneurie de Pont fut ajoutée à Fribourg en 1578. Le seigneur de Villarsel en fixa le prix à 4000 écus. Fribourg accepta encore de satisfaire les créanciers et n'eut à payer que 1770 écus net au vendeur. Grâce aux remboursements effectués jusqu'en 1579, la dette globale de Fribourg ne s'éleva plus qu'à 6172 écus contre un portefeuille contenant des titres de prêts pour 30 738 écus. Les intérêts accusèrent en principe un solde largement positif.

En 1580, Fribourg s'engagea dans une nouvelle affaire financière avec le roi de France. Henri III voulut emprunter 80 000 écus à Bâle. La banque bâloise n'accorda ce prêt que si une autre ville suisse acceptait d'être caution. Fribourg s'était déjà portée caution à Bâle pour François I^{er} en 1523¹⁴³. A l'époque, le roi avait obtenu un prêt de 15 000 écus, dont 6000 avaient été fournis par la ville de Schaffhouse sous la caution de Fribourg. Les intérêts avaient été payés régulièrement par le roi qui remboursa aussi les 15 000 écus en 1530 sans difficulté. Fribourg accepta donc à nouveau d'être caution pour le roi de France et devint, en 1580, virtuellement codébitrice du roi envers ses créanciers pour une somme de 80 000 écus.

Pendant dix années, tout alla très bien. En 1589 encore, Fribourg acheta pour 6000 écus les biens que le seigneur de Montmayer possédait à Rue. Celui-ci était à ce point endetté vis-à-vis de Fribourg qu'il ne resta que 1540 écus à payer comptant. Cette année, on s'assura aussi pour 190 écus des cens que Loys du Crest avait possédés sur Villaraboud et Châtelard. Mais, en 1590, le roi de France cessa tout à coup de payer les intérêts. Les créanciers se rabattirent sur Fribourg, qui dut honorer sa caution. En même temps, le roi de France cessa aussi de verser les pensions de paix et d'alliance; la conjoncture financière ordinaire et extraordinaire marchait donc à nouveau au ralenti à Fribourg. A partir de 1593, la ville dut, pour tenir ses engagements, recourir à l'emprunt. Mais comme Fribourg encaissait des pensions espagnoles depuis 1588 déjà, sa situation financière ne se dégrada

¹⁴² 1000 fl Rh.

¹⁴³ ROTT, *Histoire*, II, p. 354; AEF, Bâle 1, Reinhard à Fribourg (Sonntag nach Michaelis 1530).

pas trop¹⁴⁴. Bientôt, on se décida même à rembourser les dettes du roi pour abaisser les intérêts négatifs qui dévoraient chaque année une somme considérable du budget : un tiers des recettes globales en 1600. Les pensions françaises que la ville reçut à nouveau à partir de 1601 l'y aidèrent, de sorte qu'en 1610, ses dettes ne totalisaient plus que 20 000 écus contre des avoirs dépassant 100 000 écus. A partir de 1593, Fribourg avait donc employé environ 88 000 écus au remboursement de ses dettes et de celles du roi. Mais les alliances françaises, espagnoles, savoyardes et l'alliance héréditaire avec l'Autriche n'avaient rapporté que 61 356 écus au cours de la même période. Le roi de France avait commencé en 1602 à dédommager Fribourg pour les intérêts qu'elle avait dû payer à ses créanciers, de sorte que la ville put se tirer sans trop de mal de cette affaire de caution.

B. LES DETTES À FRIBOURG

Dans la ville et dans la région fribourgeoise, la dette de Fribourg au ^{xvi}^e siècle resta toujours inférieure à 15 000 écus. Pendant les deux premières décennies, Fribourg n'avait pas de dette à l'extérieur. Les 13 168 écus que la ville devait en 1500 appartenaient donc à des Fribourgeois : à Louis d'Affry (333 écus), à Jean Carrel (1000 écus), à Pierre de Faucigny (660 écus), à Gastrodz (230 écus), à Louis, Pierre et Jean Praroman (525 écus), à Louis et Jean Ramu (15 écus), à Hans Stutz, du Conseil de Fribourg, (65 écus), à Hans Techtermann, l'aîné (600 écus) et aux héritiers de l'ancien avoyer Guillaume Velga (570 écus). La créance la plus importante de toutes appartenait à Jacques de Corbières (3000 écus). 85 écus étaient dus à la corporation des marchands et 410 écus à la commune de Gruyères. Le reste, c'est-à-dire 5675 écus, soit 43% de toute la dette fribourgeoise de 1500, était constitué d'obligations en possession des églises (Augustins, Nu-pieds, Saint-Nicolas), des hôpitaux et des asiles.

Seules 13 nouvelles obligations s'ajoutèrent jusqu'en 1520, parmi elles un bon nombre appartenant aux institutions ecclésiastiques. A côté des églises de Saint-Nicolas, de Saint-Augustin et d'Orsonnens figure également la commune de Broc. Christoph de Diesbach se substitua en 1501 à l'hôpital (140 écus), en 1505 à Louis de Clérie (285 écus) et en 1507 à Jacques de Corbières (430 écus). En tout 2568 écus étaient venus grossir les dettes de la ville. Cependant, celle-ci en remboursa davantage presque chaque année, de sorte qu'en 1520, elle n'eut plus de dette à Fribourg¹⁴⁵.

En 1530, la ville se mit de nouveau à emprunter. Trouvant plus facilement les capitaux à l'extérieur, à Bâle par exemple, elle n'accepta presque rien dans le pays. L'avoyer Lorenz Brandenburger reçut 100 écus de la part du

¹⁴⁴ CASTELLA, *op. cit.*, p. 325.

¹⁴⁵ Un reste pratiquement négligeable de 263 écus.

couvent des femmes dans la Magern Au en 1530. Trois années plus tard, l'abbé de Frienisberg accorda un prêt de 1000 écus. Il s'agit d'Urso Hirsinger de l'abbaye d'Hauterive-près-Posieux. Cette somme fut remboursée en 1539, année au cours de laquelle Ulrich Hug, également d'Hauterive, prêta 440 écus pour trois ans.

En 1536 s'ajouta une obligation de 2000 écus que le chapitre de la cathédrale de Saint-Nicolas avait prêtés quelques années auparavant au duc de Savoie. Les autres Fribourgeois s'en étaient abstenus! Uolmann Techtermann de Fribourg avait avancé 400 écus au seigneur de la Bastia. A l'occasion de l'achat de la seigneurie de Vaulruz, en 1538, Fribourg devint débiteur de Techtermann pour cette somme. En 1553 encore, les héritiers de l'avoyer Peter von Praroman firent valoir une créance sur la Bastia. Fribourg leur rendit cet argent.

A partir de 1544, Fribourg eut quelquefois recours au crédit de ses bourgeois pour pouvoir accorder des facilités financières au comte Michel de Gruyère. En 1544, par exemple, Peter Joss avança 600 écus pour que l'ancien avoyer Humbert pût rembourser une créance que Hans Lenzburger avait envers le comte. Cette année-là le trésor fribourgeois ne regorgea pas de numéraire. Il en fut de même en 1546, où Fribourg emprunta trois fois cent écus, de Jost Freytag, de Jacob Känel et de Bastian Wild, pour les prêter au comte.

Lorsque Fribourg acquit en 1554, avec l'accord du comte¹⁴⁶, la seigneurie de Corbières, la ville dut payer encore 1000 écus comptant. Elle emprunta rapidement 700 écus sur place, à Hans Rogin (250 écus), Peter Fruyo (150 écus), Wilhelm Meyer (100 écus), Hans Reyff (100 écus) et Hans Wurst (100 écus). Le comte de Gruyère s'était endetté auprès de 11 particuliers de Fribourg ; leurs créances s'élevaient, d'après le relevé de compte déposé lors de la faillite du comte Michel, à 2740 fl, 4500 écus et 3280 fl Rhin¹⁴⁷. La ville de Fribourg, par le traité qui régla le partage du comté entre elle et Berne, se chargea de satisfaire les exigences des créanciers fribourgeois du comte. La plupart d'entre eux furent remboursés immédiatement entre 1555 et 1558. D'autres prolongèrent le crédit pour la ville de Fribourg. Le dernier remboursement eut lieu en 1580 seulement. Avec ces affaires du comte de Gruyère la dette locale fribourgeoise s'était accrue en 1554 à environ 7000 écus. Mais les remboursements que la ville fit à ses bourgeois fit diminuer cette dette peu à peu. En 1580, elle ne s'élevait plus qu'à 2000 écus.

A partir de 1560, la ville de Fribourg n'eut plus besoin, pour ses propres affaires, du soutien financier de ses habitants par le moyen de l'emprunt. Mais elle y fut obligée à cause des emprunts des rois de France. Lorsque Charles IX emprunta 20 000 écus à Fribourg, en 1571, trois particuliers se trouvèrent prêts à dépanner le trésorier de la ville, Anton Krummenstol,

¹⁴⁶ RENNEFAHRT, *op. cit.*, pp. 349-350.

¹⁴⁷ *Op. cit.*, p. 368.

Nom du créancier	Prêt	Remboursement		Année
		Ecus d'or		
Uolmann Techtermann, héritiers	fl R 2280	1000		1555
Benedikt von Praroman ¹⁴⁸	fl R 1000	300		1555/1557
Niclaus Werli, héritiers	écus 1400	1400		1580
Dulliker, héritiers	écus 1000	1000		1566
Wilhelm Praroman ¹⁴⁹	écus 800	800		1573
Hartmann Hertlin	écus 600	600		1557
Jacob Marti, héritiers ¹⁵⁰	?	341 1/2		1555
Benedikt Werli, héritiers	écus 300	300		1554
Wilhelm Meyer	écus 100	100		1555
Christoph Reyff	L 1040	185		1577
Couvent de Romont	L 300	(L 100)	20	1555
Commanderie	L 1000	(L 100)	20	1555
Jost Freytag	L 500	(L 500)	100	1555

Tableau 62 : Les créanciers fribourgeois du comte de Gruyère.

pour quelques centaines d'écus, qu'il avait espéré trouver à l'extérieur, mais n'avait pas reçus à temps. Louis de Clery et le capitaine Garmiswil avancèrent 500 écus chacun, Hans Werli prêta 500 écus, et Jean-Etienne Tribolet présenta 600 écus en testons. Ces sommes leur furent rendues encore au cours de la même année.

Une situation analogue se produisit en 1593. A partir de 1590, Henri IV diminua progressivement le montant des intérêts versé à Bâle sur 80 000 écus que son prédécesseur y avait empruntés sous caution de la ville de Fribourg. Pour commencer, ces mesures restrictives ne frappèrent que les dettes que le roi avait envers la ville de Lucerne. Fribourg était tout de suite intervenue. La catastrophe se produisit en 1593. Le roi ayant cessé tous ses paiements en 1592, les créanciers, représentés par les responsables du change public de Bâle, se retournèrent immédiatement contre Fribourg, codébiteur avec le roi. En 1593, celle-ci dut payer les intérêts pour deux années. Ulrich Wild, le trésorier de Fribourg, ne put faire face à cette exigence avec les seuls moyens du trésor public.

Il émit un emprunt par souscription, au nom de la ville de Fribourg, en vue d'obtenir la somme qui lui manquait. En peu de temps, il réunit 2600 écus d'or et 300 écus d'argent prêtés par 29 bourgeois, soit 2825 écus d'or, plus un prêt de 150 écus sans intérêt (tabl. 63). Cet emprunt ne resta pas seul. En 1594, le trésorier accepta 1000 écus de François Alex et 500 écus de François Cotti. Une année plus tard, Peter Kämmerling avança 90 écus pour le paiement des intérêts. En 1597, les héritiers du capitaine Hans Ratzé

¹⁴⁸ Remboursé à Jörg von Diesbach.

¹⁴⁹ Remboursé à Ursel Falk.

¹⁵⁰ De la commune de Gruyères.

Nom du créancier	Prêt Ecus	Remboursement
Louis d'Affry, avoyer (sans %)	150	1602
Andres Erhardt	100	1605
Peter Falk (sa femme)	100	1603
Hans Fruyo (chapitre)	100	Après 1610
Hans Gottrau	100	1601
Jérôme Gottrau	200	1603
Marti Gottrau	100	1602
Otmar Gottrau	100	1598
Simon Gottrau (Ulrich Wild)	100	1598
Louis Griset	100	Après 1610
Lysa Hermann, héritiers (B. Leymer)	100	1605
Peter Heyd	100	1604
Jost Jaccod (Elsbeth Jaccod)	100	1607
Peter Krummenstol (Jost von der Weid)	100	1609
Wilhelm Krummenstol	85	1603
Wilhelm Lanther	85	1606
Bläsi Leymer	85	1605
Wilhelm Meyer (Maria sa veuve)	100	1600
Katrin Michel (Rochius von Diesbach)	100	1603
Rudolf Progin	100	1603
Hans Python	100	1599
Christoph Reyff	100	1593
Bartholomée Reynauld (Marti Reynauld)	100	1603
Jorin Römer (Jacob Baumann)	85	1599
Jacob Vögeli	100	1605
Jost Von der Weidt	100	1609
Kaspar Wehrli	85	1600
Jacob Wehrli	100	1599
Ulrich Wild	100	1599

Tableau 63: L'emprunt de 1593 à Fribourg.

prêtèrent 2680 écus¹⁵¹ en vue des intérêts payables à Bâle. Le général Jost von der Weidt, en tant que tuteur des enfants de Louis Grisser, accorda un prêt de 7400 écus en 1601 et un autre, de 2835 écus, en 1606 « pour que l'on puisse rembourser des dettes ailleurs ». De cette manière, la dette locale de la ville de Fribourg s'était hissée à près de 12 000 écus en 1606. Mais la ville avait su honorer ses engagements envers le roi de France et envers ses créanciers bâlois et lucernois. Elle avait en outre réussi à rembourser la presque totalité des dettes à l'extérieur. La plus grande partie des intérêts actifs profitèrent dorénavant aux Fribourgeois. L'argent resta ainsi dans le pays.

¹⁵¹ 2000 écus d'or et 800 écus d'argent = 2680 écus d'or.



Figure 45: Dettes de Fribourg à Fribourg et en Suisse.

C. LES DETTES À L'EXTÉRIEUR (fig. 45)

Quand la ville de Fribourg devait emprunter de l'argent au XVI^e siècle à l'extérieur, elle s'adressait à la banque bâloise. Les Bâlois étaient leurs uniques banquiers jusqu'en 1570. En 1506 déjà, Fribourg emprunta 4635 écus¹⁵² pour la comtesse de Neuchâtel. Dix Bâlois avaient participé à la souscription de cet emprunt, pour lequel la ville de Fribourg s'était certainement portée caution¹⁵³. L'affaire avait rapporté à cette dernière un bénéfice de 51 écus¹⁵⁴. Un nouvel emprunt fut réalisé à Bâle en 1514/1515. Ce fut encore un emprunt par souscription. Des particuliers et des couvents, acquéreurs des sept obligations, avaient prêté 4725 écus¹⁵⁵. On ignore la raison de cet emprunt ainsi que l'emploi que Fribourg fit de l'argent. Je n'en ai pas trouvé traces dans les comptes de la ville. En 1522, Jacob Techtermann ramena de Bâle 3800 florins du Rhin que Johann Gerung, le

¹⁵² 6180 fl Rh.

¹⁵³ AEF, Stadtsachen A, N° 333-347.

¹⁵⁴ AEF, C.t. N° 207, 1506 I, Einnahmen, allerlei.

¹⁵⁵ 6300 fl Rh ; AEF, Stadtsachen A, N° 352-359.

Créanciers de Fribourg	Ecus d'or	%
Clientèle du change public de Bâle	23 440	45,0
Ville et particuliers de Lucerne	18 300	35,1
Ville de Zoug	1 200	2,3
Particuliers de Schwytz	4 200	8,1
Particuliers d'Uri	1 000	1,9
Particuliers d'Aarau	2 700	5,2
Particuliers de Rapperswil	1 260	2,4
Total	52 100	100

Tableau 64.: Les créanciers suisses de Fribourg en 1555.

secrétaire du dépôt bâlois de sel, avait levés à Mulhouse¹⁵⁶. Jusqu'à cette date cependant les emprunts restent assez mystérieux. Il se peut que la ville de Fribourg ait joué le rôle d'intermédiaire pour un personnage de la noblesse voisine, le duc de Savoie par exemple¹⁵⁷.

En 1524 enfin, le premier prêt bâlois apparaît dans les comptes des trésoriers de la ville. Hans Lombard, marchand de métaux — en 1522, il avait vendu du plomb à la ville de Fribourg — prêta 1425 écus à la trésorerie¹⁵⁸. Au cours de cette période déficitaire des budgets fribourgeois, le capital bâlois était à la disposition des Confédérés de Fribourg. En 1529, ces derniers obtinrent un prêt de 3115 écus¹⁵⁹ fournis par neuf particuliers de Bâle. Deux années plus tard, on s'adressa encore à la banque bâloise, qui réunit 4855 écus grâce à huit personnes de la ville et de la campagne¹⁶⁰. Ce furent les derniers emprunts directs à l'extérieur pour longtemps. Ils correspondaient aux dimensions modestes que les finances fribourgeoises avaient eues au cours du premier tiers du XVI^e siècle.

Les 25 560 écus de dettes extérieures échus à la ville de Fribourg avec l'acquisition du Pays de Vaud et de la seigneurie de Vaulruz créèrent de nouvelles relations financières entre Fribourg et les autres Confédérés. Fribourg se vit tout à coup en face de créanciers de Berne (675 écus), de Soleure (300 écus), d'Aarau (2700 écus), de Wildeck (1200 écus), de Rapperswil (1260 écus), de Mulhouse (4350 écus) et évidemment de Bâle (675 écus). Mais elle était aussi devenue débitrice envers les villes de Lucerne (13 200 écus) et de Zoug (1200 écus).

Cette ouverture s'élargit encore à l'occasion du démantèlement du comté de Gruyère. Aux anciens créanciers du duc de Savoie vinrent s'ajouter ceux

¹⁵⁶ AEF, Bâle 1 (St. Lux Tag 1522).

¹⁵⁷ Cf. nos observations faites à propos de Berne et Soleure. AEF, Bâle 1. Reinhardt et Rüdin à Fribourg (29 Herbstmonat 1531).

¹⁵⁸ Fribourg paya les intérêts pour un capital de 1000 fl Rh et pour un autre de 900 fl Rh.

¹⁵⁹ 4150 fl Rh.

¹⁶⁰ 3800 fl Rh, 900 écus d'or de France et 1600 fl BS.

des comtes de Gruyère. Parmi ceux-ci se trouvaient treize particuliers de Bâle (7300 écus), deux de Thann (1200 écus) et la ville de Mulhouse (5200 écus). Aux côtés de sept Lucernois (6000 écus) se trouvaient la ville de Lucerne avec 6600 écus, trois Schwytzois (4200 écus) et deux du canton d'Uri (1000 écus). Avec l'acquisition d'Attalens en 1556, Fribourg devint débitrice de l'avoyer Nägeli et de Michel Augsburgers de Berne¹⁶¹. La composition de la dette publique fribourgeoise à l'extérieur, en 1555, est donnée dans le tableau 64.

Les Bâlois n'étaient plus les seuls banquiers extérieurs de Fribourg ; la moitié des obligations appartenait à la Suisse centrale, la ville de Lucerne possédant la plus forte participation de ce groupe (15 800 écus). L'ascendant financier lucernois sur Fribourg s'affirma encore en 1571, à l'occasion de l'emprunt français. Sur les 20 000 écus prêtés au roi, Fribourg en avait emprunté 8000 à Lucerne. Les bourgeois de Fribourg Hans Reyff, Pankraz Techtermann, Peter Reinhardt, Caspar Falk, Nicolas Meyer et Guillaume de Praroman s'étaient portés caution pour cette somme¹⁶².

A la fin de l'année 1579, la ville de Fribourg remboursa les derniers 2000 écus de sa dette extérieure. L'année suivante elle s'engagea dans sa plus grosse affaire financière du siècle. Henri III lui demanda un prêt de 80 000 écus. La ville accorda les pleins pouvoirs à Johann von Lanthen-Heid, son avoyer, pour lever ces 80 000 écus au nom de la ville de Fribourg, et cela où il voulait¹⁶³. Il se rendit à Bâle où le change public se chargea de l'affaire. La souscription à Bâle n'ayant pas réuni la totalité de la somme, Lucerne intervint : la ville avec 8000 écus, le colonel Louis Pfyffer avec 2000 écus d'or et 8000 écus en testons¹⁶⁴ et Peter Marti avec 6000 écus. On retrouve ici les deux principaux partenaires de Fribourg en matière d'emprunts : Bâle (71 %) et Lucerne (29 %).

Ces deux villes resteront à une exception près les seuls centres financiers où Fribourg puisera encore des capitaux jusqu'à la fin du siècle. En 1585, Thomas Guérin de Bâle avança 270 écus à Fribourg pour l'installation d'une imprimerie. Les héritiers de Bartholomée Fahr, de Bâle, accordèrent en 1593 un prêt de 600 écus. Salomé Pfyffer, la veuve du colonel, prêta 800 écus en 1596 pour la construction du collège. En 1600, l'abbé de Saint-Blaise en Forêt-Noire, fidèle client de la banque bâloise, y déposa 6000 écus pour les prêter à Fribourg « dans l'affaire de la caution pour la France ». L'unique créancier, qui ne fut ni de Lucerne ni du change bâlois, était l'abbé Claude de Grandmont en Bourgogne qui confia en 1595 au baron de Gorgier 3000 écus pour Fribourg.

Au cours de la première décennie du XVII^e siècle, Fribourg racheta presque toutes ses obligations. Tous ceux qui avaient prêté leurs capitaux au

¹⁶¹ RENNEFAHRT, *op. cit.*, pp. 367-369.

¹⁶² *Supra*, Troisième Partie, IX, B, 1, c.

¹⁶³ StA SO, Urkunden (16 avril 1580).

¹⁶⁴ 8000 écus en testons valaient alors 7300 écus d'or.

roi de France en 1580 et à Fribourg, à partir de 1593, pour financer le paiement des intérêts, furent satisfaits. En 1610, seules deux obligations extérieures subsistaient encore : les 8000 écus dus à la ville de Lucerne et les 600 écus dus aux héritiers de Bartholomée Fahr de Bâle, auxquels on paya régulièrement les intérêts. Fribourg n'avait pas seulement honoré ses engagements, mais aussi sauvegardé son crédit à Bâle et à Lucerne.

La politique fribourgeoise en matière d'emprunts au XVI^e siècle paraît cohérente et sage. Les excédents budgétaires des premières vingt années du siècle furent employés au remboursement des dettes à Fribourg même. Pendant la décennie allant de 1520 à la grande crise économique et politique suisse de 1530/1531, il fallut faire des dettes ; celles-ci restèrent cependant modérées. Les agrandissements territoriaux de 1536 à 1555 obligèrent la ville de Fribourg à concentrer ses efforts financiers principalement sur le remboursement des hypothèques dont les nouveaux territoires étaient chargés. Et ce n'est que lorsque ce but fut pratiquement atteint que Fribourg s'engagea sur la voie des emprunts politiques, veillant à régler d'abord les problèmes que les 8000 écus empruntés en 1571, pour le roi de France, avaient soulevés, avant d'accepter, en 1580, d'être caution pour 80 000 écus. En 1610, le bilan financier de Fribourg était irréprochable.

III. Berne

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE (fig. 46)

Vers le milieu du XV^e siècle, la dette publique bernoise s'était élevée à 47 300 florins. Berne réussit à l'amortir au cours de la seconde moitié du siècle. Vers 1492, il ne restait plus que 7700 fl à rembourser¹⁶⁵. En 1500, les dettes se chiffèrent de nouveau à 9000 fl, soit 6750 écus¹⁶⁶, rendus aux créanciers dans les toutes premières années du XVI^e siècle. Au cours des trois premières décennies, Berne n'eut plus besoin de recourir à l'emprunt.

Toutefois, la ville participa aux nombreux emprunts auxquels le duc de Savoie avait été contraint à cette époque. Ne voulant pas tirer ces sommes de son propre trésor, Berne s'employa activement à se les procurer à Bâle, se portant volontiers caution pour le duc¹⁶⁷. Soleure, Lucerne et Fribourg participèrent également à ces affaires financières¹⁶⁸. A partir de 1517, Berne fut obligée d'intervenir à la place du duc et de payer les intérêts à une partie de ses créanciers. Jusqu'en 1522, ces dettes cautionnées s'élevèrent à

¹⁶⁵ SCHINDLER, *Finanzwesen*, pp. 43-44.

¹⁶⁶ StA BE, U. P. 24, N° 1 ss.

¹⁶⁷ Berne avait déjà agi de la sorte au XV^e siècle. Cf. GEIGER, *Beginn*, p. 25.

¹⁶⁸ StA BE, U. P. 24, N° 26 ss.

27 000 écus environ. Une autre caution, acceptée pour le roi de France, s'ajouta en 1522¹⁶⁹, de sorte que la ville était devenue virtuellement débitrice pour plus de 55 000 écus.

Les années critiques de 1530 à 1532 ne passèrent pas sans créer des problèmes au trésorier bernois. Pour les résoudre, il recourut à un emprunt qui produisit à Berne et à l'extérieur plus de 22 000 écus, dont on en remboursa quelque 13 000 de 1534 à 1535. Mais au cours de ces années-là, Berne dut emprunter encore 5900 écus, de sorte qu'à la fin de 1535, à la veille de la campagne contre la Savoie, la dette publique dépassait encore 15 500 écus. En sens inverse, les débiteurs de Berne lui devaient seulement 4500 écus. Mais le solde négatif des intérêts n'enleva que 6 % des recettes ordinaires, ce qui n'était pas excessif, puisque les pensions annuelles de paix et d'alliance dépassaient largement les intérêts négatifs de la ville.

La conquête du Pays de Vaud imposa à Berne d'accepter la montagne d'hypothèques dont le duc avait grevé le pays. Feller les estime à 500 000 livres, soit 150 000 écus¹⁷⁰. Il s'agissait effectivement d'obligations dont la somme se chiffre à 140 000 écus. Mais, avec la dette bernoise qui existait déjà au début de l'année 1536 en plus, et les quelques remboursements effectués en 1536 en moins, la dette bernoise s'éleva finalement à près de 150 000 écus. Quelques-uns des créanciers du duc de Savoie exigèrent la restitution immédiate de leurs prêts. De 1536 à 1542, Berne effectua donc plusieurs paiements, d'une somme totale dépassant 67 000 écus. Ces remboursements étaient absolument nécessaires puisque le total des intérêts passifs dévorait plus de 40 % des recettes ordinaires. Cependant, les remboursements des années 1538 et 1539 avaient nécessité de nouveaux emprunts d'environ 1000 écus pour maintenir le budget en équilibre. En 1539, LL. EE. essayèrent de rentrer partiellement dans leurs frais au moyen d'un impôt extraordinaire auquel les habitants du pays auraient dû participer avec 1 % de leur fortune et avec un demi-florin (0,6 écu) par feu, les pauvres exceptés. Les représentants du peuple refusèrent pourtant la levée de cet impôt dans l'immédiat. Dix années plus tard, il fut tout de même levé, étant donné l'état d'épuisement dans lequel se trouvait le trésor bernois¹⁷¹. De 1547 à 1550, Berne avait déjà remboursé 7000 écus et devait encore satisfaire des créanciers. Le gros de l'impôt fut réalisé en 1550 et en 1551. Il y eut encore quelques versements d'impôt qui rentrèrent de 1552 à 1555. L'ensemble rapporta 57 259 livres, soit 17 178 écus, ce qui ne compensa que faiblement (25 %) les efforts de remboursement fournis de 1536 à 1542. Du total de la dette savoyarde dont Berne avait hérité, l'impôt ne couvrit que 12,3 %. Le gros de l'amortissement des hypothèques vaudoises devait donc être produit par les excédents budgétaires. En 1552, Berne dut

¹⁶⁹ FELLER, *Geschichte*, II, p. 80.

¹⁷⁰ *Op. cit.*, p. 380.

¹⁷¹ *Op. cit.*, pp. 380-381.

Figure 46:
Evolution globale des
dettes bernoises.



même solliciter des prêts de la part de ses bourgeois pour pouvoir racheter des obligations à l'extérieur. Grâce aux différents moyens mis en œuvre, la dette publique put être réduite en 1552 à environ 90 000 écus. Les intérêts passifs se réduisirent à 20% des recettes ordinaires.

En 1553, Berne commença à payer les intérêts de quelques obligations dont le comte Michel de Gruyère était le principal débiteur. Les années 1555 et 1556, qui furent décisives pour le démembrement du comté de Gruyère, apportèrent à Berne de nouvelles dettes, en partie reprises du comte et en partie contractées fraîchement par la ville. Des obligations pour environ 40 000 écus s'ajoutèrent ainsi aux dettes anciennes. Momentanément, les intérêts passifs remontèrent à 27% des recettes ordinaires. Mais, puisque la liquidation du comté de Gruyère avait été causée par l'insolvabilité totale du comte, ses successeurs, les villes de Berne et de Fribourg, durent s'exécuter au plus vite pour contenter les exigences des créanciers¹⁷². Berne dut donc

¹⁷² *Op. cit.*, pp. 398-399.

payer des intérêts et s'acquitter d'une bonne partie des obligations. En 1556 et 1557, les remboursements effectués par Berne s'élevèrent à 29 500 écus¹⁷³. En même temps la ville avança 30 000 écus à Léonor d'Orléans. Au cours de ces deux années, Berne était donc capable de produire près de 60 000 écus pour des affaires financières importantes, sans trop augmenter ses propres dettes qui, depuis 1552, ne s'étaient accrues que de 10 000 écus environ.

Par la suite, la campagne diplomatique lancée par la Savoie contre Berne et contre ses acquisitions territoriales de 1536 rendit nécessaire la fortification des villes vaudoises et exigea de nouveaux efforts financiers¹⁷⁴. De temps à autre, des créanciers avertirent Berne qu'ils souhaitaient être remboursés. Le trou que le prêt accordé à Léonor d'Orléans avait laissé dans le trésor bernois demandait à être comblé¹⁷⁵. Ainsi Berne emprunta encore plus de 83 000 écus de 1558 à 1569, remboursant au cours de la même période quelque 35 000 écus. A cela s'ajouta, en 1570, un remboursement massif de près de 38 800 écus, rendu nécessaire par les retraits nombreux effectués par les créanciers. La dette bernoise, qui s'était élevée, en 1569, à 146 000 écus, retomba à 107 000 écus; puis, par de nouvelles restitutions de capitaux en 1571, à 93 000 écus.

Cependant, Berne n'avait pas utilisé ses moyens financiers uniquement pour le règlement de ses dettes. En 1568, la ville investit 25 000 écus à l'extérieur. Genève obtint un prêt de 10 000 écus et le comte palatin en emprunta 15 000. Alors même que Berne avait à répondre rapidement aux exigences d'un bon nombre de créanciers en 1570¹⁷⁶, elle fournit également 50 000 écus à l'ambassadeur Bellièvre pour le roi de France¹⁷⁷. Au cours de cette année-là, le trésor bernois fut donc allégé de près de 90 000 écus. Mais, pour la première fois depuis au moins quarante ans, les dettes bernoises ne dépassèrent plus les créances. Dès lors, les intérêts actifs allaient couvrir ceux des passifs. Après avoir remboursé encore près de 14 000 écus, utilisant les 15 000 écus que le duc palatin avait rendus en 1571, les Bernois procédèrent à un inventaire minutieux de leur trésor et découvrirent qu'ils possédaient encore 56 000 écus comptants.

En 1572, le roi de France obtint encore un prêt de 12 000 écus¹⁷⁸, dont plus des trois quarts (9250 écus) avaient été avancés à Berne par l'évêque de Limoges, ambassadeur de France en Suisse¹⁷⁹. Par la suite, Berne remboursa chaque année plus de capital qu'elle n'en emprunta. Jusqu'à la fin de

¹⁷³ Le prix pour le territoire et pour les 1048 feux acquis s'éleva à 27 000 écus. *Op. cit.*, p. 400.

¹⁷⁴ *Op. cit.*, p. 401.

¹⁷⁵ Cf. HALLER, *Ratsmanuale*, pp. 232 (1558, mai 15), p. 233 (1558, décembre 23), p. 235 (1560, juillet 25 et août 15), p. 237 (1561, décembre 15).

¹⁷⁶ Berne devait rembourser en 1570 quelque 38 800 écus.

¹⁷⁷ FELLER, *op. cit.*, p. 422; ROTT, *Histoire*, III, p. 85.

¹⁷⁸ FELLER, *op. cit.*, II, p. 422.

¹⁷⁹ 10 000 écus d'argent.

l'année 1584, la dette publique tomba à son niveau le plus bas de la seconde moitié du siècle, c'est-à-dire à 58 000 écus. Les remboursements les plus massifs depuis 1570 avaient été réalisés en 1578 avec une somme de près de 27 000 écus. A peine Berne avait-elle réussi cet exploit, qu'un nouvel emprunt de plus de 10 000 écus s'imposa l'année même du traité de Soleure, en 1579. Toutefois, les remboursements continuèrent à être effectués. Et, jusqu'en 1584, la dette fut de nouveau ramenée à 58 000 écus.

Mais les événements ne laissèrent pas de répit aux Bernois. La tension politique et confessionnelle croissante les obligea à songer à l'éventualité d'une guerre. Par une décision du 14 septembre 1585, les Bernois décidèrent d'emprunter 100 000 florins (soit 57 000 écus)¹⁸⁰. La réalisation de cette opération prit quelque temps. Pourtant, à la fin de l'année 1586, l'emprunt avait déjà permis de placer 53 000 écus dans le trésor où se trouvaient maintenant quelque 189 000 écus. En 1587 s'y ajoutèrent encore 3000 écus, de sorte que l'objectif fut bel et bien atteint. Entre-temps, le pire avait pu être évité, la guerre n'eut pas lieu. Mais ce n'était que partie remise : la guerre éclata à Genève en 1589, et Berne dut se procurer encore 100 000 écus en trois ans. Ainsi la dette publique bernoise remonta en 1591, au bout de ces deux grands efforts d'emprunts, à plus de 200 000 écus.

Pendant trois ans, il n'y eut plus ni emprunt, ni remboursement, la trésorerie de Berne ayant besoin de se remettre d'abord des blessures de la guerre. En 1595, elle commença à rembourser ses dettes. Mais les paiements ne purent être effectués régulièrement chaque année. De 1598 à 1601, il y eut interruption. En 1602, un gros capital de près de 54 000 écus put être rendu aux créanciers. L'année suivante, on ne pouvait plus se permettre de dégarnir davantage le trésor : il ne s'y trouvait plus que 13 000 écus. C'est à partir de 1605 seulement que l'amortissement de la dette reprit et put être continué annuellement. En 1610, Berne devait encore 98 000 écus à ses créanciers. De 1595 à 1610, la ville avait remboursé plus de la moitié de sa dette, 103 000 écus.

B. DETTES À L'EXTÉRIEUR

En 1446 déjà, la plupart des créanciers de Berne se trouvaient à l'extérieur. Les plus nombreux venaient de Bâle (45%), suivis de ceux de Strasbourg, de Nuremberg et d'autres villes. Les créanciers bernois ne constituaient qu'une petite minorité¹⁸¹. Les quelque 6750 écus que Berne devait à ses créanciers en 1500 appartenaient à des Bâlois. Au cours des premières trois décennies du XVI^e siècle, les créanciers de la ville de Berne se trouvaient à Berne même et à Bâle. Toutefois, le total des dettes bernoises

¹⁸⁰ StA BE. B VII, 2316.

¹⁸¹ SCHINDLER, *op. cit.*, p. 43 ; 41 % d'après GEIGER, *Beginn*, p. 25.

Années	Berne %	Bâle %	Lucerne %	Divers %
1532	42,2	57,8	—	—
1540	19,3	57,9	17,2	24,9
1550	17,6	55,6	21,1	5,7
1560	29,8	39,6	19,6	11,0
1570	41,7	23,7	29,9	4,7
1580	50,2	14,5	30,9	4,4
1590	25,0	50,1	8,3	16,6
1600	28,2	45,5	4,8	21,5
1610	88,1	11,9	—	—
1532 à 1610	33,9	40,0	11,8	14,3

Tableau 65: *Origine des créanciers de Berne (1532-1610).*

n'était guère élevé pendant ce temps; la ville ne devait des capitaux qu'à une demi-douzaine de personnes ou de couvents à Bâle. Au fur et à mesure que ces sommes furent remboursées, les dettes de Berne à l'extérieur diminuèrent jusqu'à disparaître vers 1518.

Les relations financières entre Berne et Bâle ne furent pas interrompues pour autant. En 1512, Berne avait demandé à la ville de Bâle de pouvoir lever un emprunt de 11 250 écus au nom du duc de Savoie. Puisque Hans Lombach, qui s'occupait de ces affaires à Bâle, était en voyage, l'émission de l'emprunt prit plus de temps que prévu. Finalement, on put trouver à Bâle 3750 écus, malgré « les temps difficiles »¹⁸². Grâce à l'intervention bernoise et à celle d'autres villes suisses, le duc de Savoie put emprunter à Bâle encore plusieurs milliers d'écus au cours de la deuxième décennie du XVI^e siècle. Mais, avec les autres cautions, Lucerne, Soleure et Fribourg, Berne dut payer plusieurs fois les intérêts, de 1517 à 1525, pour des capitaux s'élevant au total à environ 25 000 écus¹⁸³. Sur l'ensemble de ces emprunts émis par le duc de Savoie sous la caution entière ou partielle de Berne, 13,5% des capitaux avaient été fournis par des Bernois et 86,5% par des Bâlois. Bâle garda son rôle de place financière dominante dans la vie des emprunts et des dettes bernoises au cours du XVI^e siècle (tabl. 65).

En 1531, lorsque Berne dut trouver les moyens de financer sa participation aux guerres de religion en Suisse, les Bâlois fournirent plus de

¹⁸² StA BE, U. P. 43, N° 73.

¹⁸³ 17 000 fl Rh. Trois emprunts encore: a) 12 750 écus (17 000 fl Rh) émis en 1515 à Bâle avec la caution des quatre villes qui payent les intérêts de 1517 à 1525. StA BE, U. P. 30, N° 10, U. P. 24, N° 26 ss; b) 7500 écus (10 000 fl Rh) émis à Bâle en 1520 avec Berne et Soleure comme caution, qui payent les intérêts à partir de 1521. Cf. GILLIARD, *Créanciers*, p. 194, n. 3; StA BE, U. P. 41, n. 189; U. P. 24, n. 52 ss; c) 4650 écus avec seulement Berne comme caution qui paye les intérêts en 1522. StA BE, U. P. 24, N° 65-68, 74, 81, 87, 89, 94-95.

la moitié des prêts. A l'occasion de la seconde paix conclue par Berne et les cinq cantons catholiques, le trésorier bernois s'entretint à Bremgarten ou à Aarau avec les représentants de Bâle pour savoir si l'on pouvait emprunter de l'argent dans leur ville. Les Bâlois, déjà fortement sollicités, avaient offert d'écrire pour les Bernois à Strasbourg. Le 1^{er} décembre 1531, Berne n'avait pas encore reçu de réponse. On écrivit donc à Bâle pour demander si on ne pouvait pas essayer d'y trouver de l'argent¹⁸⁴. Au cours du même mois encore, le change bâlois réunit 14 000 florins du Rhin, soit 10 500 écus que Jörg Schöni, bourgeois et conseiller de Berne, ramena dans sa ville. Par une lettre datée du 20 décembre, Berne remercia Bâle pour cet argent, mais demanda encore 2250 écus, parce qu'elle en avait un urgent besoin pour pouvoir rembourser des avances qu'entre autres les Bâlois eux-mêmes avaient accordées aux capitaines bernois au cours de la guerre¹⁸⁵. Ce deuxième emprunt fut également réalisé, et l'argent arriva à Berne au cours du mois de mars¹⁸⁶. Les dernières obligations furent remboursées au mois d'octobre de l'année 1533 déjà¹⁸⁷. Les autres dettes furent liquidées au cours des années qui suivirent.

En 1536, Berne prit sur elle la dette de 119 000 écus, dont 98,3% étaient constitués par les obligations dont elle avait hérité du duc de Savoie avec la conquête du Pays de Vaud. Cette année-là, les nouveaux engagements de Berne à l'extérieur se répartirent entre des Bâlois, Fribourgeois, Biennois, Soleurois, Argoviens, Zurichois, Zougais, Lucernois et un Unterwaldien. Le lot des créanciers fut dominé par Bâle et par Lucerne, qui fournirent ensemble 89% (105 500 écus) des obligations et des capitaux prêtés au duc de Savoie. La plupart des autres créanciers furent remboursés au cours des années qui suivirent la conquête du Pays de Vaud. Plusieurs obligations furent cédées à Fribourg en 1538. La liquidation des dettes envers Bâle prit plus de temps, la plus grande partie des créanciers bâlois ne fut contentée qu'entre 1570 et 1576. Les Lucernois durent attendre plus longtemps encore, Berne rendit le capital aux héritiers des derniers d'entre eux en 1606 seulement.

Jusqu'alors les Bernois s'étaient adressés uniquement à Bâle quand ils avaient besoin d'emprunter des capitaux à l'extérieur. A partir de 1558, ils essayèrent d'en obtenir également ailleurs. Ils réussirent, jusqu'en 1561, à emprunter 7565 écus (10 obligations) à Bâle, 7675 écus de la ville de Strasbourg, 1980 écus de Wilhelm Fröhlich à Soleure et 8000 écus (4 obligations) à Lucerne. Sur les 39 835 écus d'obligations dont Berne se chargea, en 1555, avec l'acquisition d'Oron, de Palézieux et d'une partie du

¹⁸⁴ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (1^{er} décembre 1531).

¹⁸⁵ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (20 décembre 1531).

¹⁸⁶ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (20 mars 1532).

¹⁸⁷ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (23 octobre 1533).

Origine des créanciers	Nombre	Sommes	
		Ecus	%
Lucerne	5	10 700	40,1
Bâle (+ Mulhouse)	5	7 385	27,7
Unterwald	1	4 000	15,0
Argovie	1	600	2,2
Fribourg	1	2 000	7,5
Prieuré de Grandson	1	2 000	7,5
Total	14	26 685	100

Tableau 66 : *Origine des nouveaux créanciers extérieurs de Berne en 1555/1556*¹⁸⁸.

comté de Gruyère, 67 % étaient dus à des créanciers de l'extérieur (tabl. 66).

Au cours des années 1556 et 1557, Berne remboursa leurs capitaux à presque tous les anciens créanciers du comte. Parmi eux se trouvaient la ville et les particuliers de Lucerne, quatre Bâlois, la ville de Fribourg, l'ancien prieur de Grandson et Christoph Effinger, de Brugg. Quelques obligations furent remboursées plus tard, entre autres en 1566 les 4000 écus dus aux Confédérés d'Unterwald. A part une somme de 2500 écus empruntée en 1565 encore aux héritiers du capitaine Wilhelm Fröhlich, de Soleure, tous les nouveaux engagements financiers bernois à l'extérieur jusqu'en 1570 furent réalisés avec des créanciers lucernois, en particulier avec Heinrich Fleckenstein et Peter Marti. Les deux hommes prêtèrent 2700 écus pour que Berne puisse racheter en 1568 des obligations à Bâle. Les mêmes personnes, auxquelles se joignit encore Jacob Marti, avancèrent au trésorier de Berne les 10 000 écus que les Bernois allaient prêter à la ville de Genève. L'intérêt que les Genevois apportaient chaque année à Berne fut immédiatement conduit à Lucerne¹⁸⁹. Cela dura jusqu'au remboursement de la somme par les Bernois en 1578. Les créanciers lucernois avaient-ils eu connaissance de l'utilisation que les Bernois firent de leurs capitaux ? Je n'en ai pas trouvé trace. Utilisant les capitaux lucernois, Berne réussit aussi à rembourser une grande partie des obligations à Bâle. De ce fait, les créanciers lucernois occupèrent pendant plusieurs années la première place parmi les créanciers de Berne. Les 32 000 écus dus à Lucerne en 1570 correspondaient à 51 % de toutes les dettes extérieures, les 21 000 écus en 1580 à 62 %.

¹⁸⁸ RENNEFAHRT, *Geltstag*, p. 392, parle de 13 obligations s'élevant à 20 990 écus que Berne s'engagea à rembourser aux créanciers du comte. La comptabilité de la ville de Berne nous a permis de calculer le total des nouvelles dettes bernoises : a) « Ab Greysers » : 26 200 écus ; b) « Ab Oron und Palézieux » : 6335 écus ; c) Emprunts : 7300 écus, total 39 835 écus.

¹⁸⁹ « Wegen den 10 000 ÷ so m.g.H. in der Statt Jenff Namen von ettlichen sonderbaren Personen daselbs uffbrochen. Ist 500 Gold Cronen, so ich von den Jenffern Lüth mines Innemens empfangen... » StA BE, B VIII, 461 c ss, Ausgaben, Zins.

On peut se demander pour quelle raison l'évêque de Limoges prêta 9250 écus¹⁹⁰ en novembre 1571 à la ville de Berne. S'agit-il d'un dépôt officiel à Berne d'une somme d'argent prise sur les emprunts émis en Suisse par l'ambassadeur de France au nom de son roi? Ou bien s'agit-il du capital privé de l'évêque? Mais pourquoi passer par Berne? L'évêque voulait-il éviter l'aliénation de sa fortune? Savait-il que prêter à une ville suisse était plus sûr que prêter au roi directement¹⁹¹? Le trésorier de l'ambassade de France à Soleure avait eu connaissance de cette affaire, puisqu'il retint en 1574 et en 1576 de la pension d'alliance l'intérêt destiné à l'évêque.

Le cas du prêt de 10 000 écus accepté en 1577 du seigneur polonais Johann Osmolsky de Pradniewicki se présenta dans des conditions un peu analogues. Berne n'avait pas cherché à emprunter de nouveaux capitaux. Depuis une dizaine d'années, sa politique tendait plutôt à racheter des obligations puisque «les temps semblent s'améliorer grâce à Dieu»¹⁹². Osmolsky était arrivé avec sa fortune à Bâle et avait cherché des possibilités de placement pour ses capitaux. Bâle en accepta une partie et dirigea le reste sur Berne. Or Berne n'avait pas besoin de cet argent; elle le prit tout de même, mais à 4% : un taux exceptionnellement bas pour l'époque. S'agit-il aussi d'un capital réfugié en Suisse à n'importe quel prix? Le contrat avait prévu pour ce prêt une durée de trois ans. Il fut pourtant prolongé en 1580 et en 1583. En 1586 seulement, le remboursement put être réalisé. Le représentant des intérêts d'Osmolsky, Christoph Wurstisen, bourgeois de Bâle et professeur à l'Université, signa la quittance¹⁹³.

En 1576, Berne apportait au change bâlois les 9600 derniers écus qu'elle lui devait. En dehors du prêt d'Osmolsky — pour lequel la banque bâloise encaissait régulièrement les intérêts — Berne n'avait donc plus aucune obligation à Bâle. Vers 1580, ce sont les prêts lucernois qui dominaient les engagements de Berne à l'extérieur. Mais lorsque Berne décida, au mois de septembre 1585, de se constituer un trésor de guerre, il n'y avait plus rien à attendre de la part des financiers lucernois. C'est qu'à Lucerne régnait désormais le tout-puissant Ludwig Pfyffer, ennemi juré de Berne et de Genève. Néanmoins, la femme de Rudolf Pfyffer, Katharina Klauser, accorda en 1587 un prêt de 3000 écus. On en ignore les motifs¹⁹⁴.

La ville de Berne se tourna à nouveau vers Bâle, où elle avait toujours trouvé le soutien financier dont elle avait eu besoin. Un premier emprunt réalisé le 2 février 1586 rapporta 22 400 écus et l'emprunt suivant en

¹⁹⁰ 10 000 écus d'argent. Sébastien de l'Aubespine, abbé de Bassefontaine, évêque de Limoges, ambassadeur extraordinaire; ROU, *Histoire*, I, p. 475; SEGESSE, *Pfyffer*, I, p. 396.

¹⁹¹ Cf. EHRENBURG, *Le siècle des Fugger*, pp. 8-10.

¹⁹² StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (20 août 1567); StA BE, U. P. 43, n. 156.

¹⁹³ StA BE, U. P. 43, N° 174-175.

¹⁹⁴ Les Klauser étaient venus de Zurich (DHBS, III, p. 463). Katharina se sentait-elle solidaire des Réformés?

produisit, le 1^{er} octobre 1586, encore 17 400. Mais les Bernois n'emportèrent pas cet argent. Leurs envoyés, Sebastian Vogt et Hans Ludwig von Muralt, se rendirent à Bâle pour signer et sceller les obligations. Ils confièrent ensuite le tout, contre reçu, aux changeurs de Bâle, pour qu'ils le gardent en sécurité dans leur trésor¹⁹⁵. Au printemps 1587, Berne jugea utile de ramener les 22 400 écus. Hans Ludwig von Muralt les alla quérir à Bâle le 27 mai¹⁹⁶. Quant aux autres 17 400 écus, ils restèrent au change bâlois jusqu'en 1589. Au mois de mars ou d'avril de cette année-là, ils furent remis au seigneur de Sancy, constituant une partie du prêt de 100 000 écus que Berne venait d'accorder au roi de France¹⁹⁷.

La guerre genevoise contre le duc de Savoie avait éclaté au début du mois d'avril 1589. Berne, dont les troupes s'étaient portées au secours des alliés genevois, emprunta 29 000 écus à Bâle, le 3 mai, et obtint le 28 un autre prêt d'environ 28 000 écus au change public de Strasbourg¹⁹⁸. Par lettre datée du 14 juin et adressée au Conseil de Bâle, Berne demanda encore 28 000 ou 33 000 écus pour le financement de la guerre. La lettre exprime le souhait de voir la ville de Bâle avancer l'argent immédiatement, quitte à se rembourser au moyen des sommes que l'emprunt public rapporterait¹⁹⁹. Mais le Conseil de Bâle ne put donner suite à la requête. Berne ne pourrait espérer plus que ce que le changeur Meyer obtiendrait de la part des particuliers, répondit-il²⁰⁰. Berne avait envoyé aussi des lettres aux villes de Nuremberg et d'Ulm, demandant 100 000 florins. Mais les deux villes allemandes refusèrent poliment, invoquant leurs soucis de guerre, leurs dettes et les impôts impériaux et régionaux auxquels elles étaient soumises²⁰¹.

Le 6 août, Berne revint à la charge. Un bourgeois de Strasbourg, Hans Conrad Vischer, avait fait savoir à Berne qu'il serait éventuellement possible d'emprunter de l'argent à Strasbourg. Berne demanda alors si la ville de Bâle accepterait d'être caution²⁰². Entre-temps le changeur Meyer de Bâle avait envoyé à Berne la nouvelle du lent progrès de l'emprunt. Bien que 8300 écus seulement aient été réunis, Bâle accepta d'en avancer 11 000, dans l'idée que l'objectif de l'emprunt serait bientôt atteint²⁰³. Bâle répondit aussi favorablement à la demande bernoise quant à sa caution pour l'emprunt en

¹⁹⁵ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (20 janvier et 26 juin 1586).

¹⁹⁶ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (25 mai 1587).

¹⁹⁷ StA BE, B VII, 2316, « Verzeichnis... Basel... » (1^{er} octobre 1586); StA BS, Kl. Rat 1, p. 169 (19 mars 1589).

¹⁹⁸ 50 000 fl.

¹⁹⁹ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (14 juin 1589); Kl. Rat 1, p. 242 (21 juin 1589).

²⁰⁰ StA BS, Kl. Rat 1, pp. 188-190 (21 avril 1589).

²⁰¹ StA BE, U. P. 51, n. 19 et 29.

²⁰² StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (6 août 1589); Kl. Rat 1, p. 277 (9 août 1589).

²⁰³ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (7 août 1589).

cours à Strasbourg²⁰⁴. Le 29 août, Berne entra en possession de l'argent levé à Bâle soit 14 800 écus, auxquels s'ajoutèrent, le 22 septembre, les 4000 écus de l'emprunt émis à Strasbourg²⁰⁵.

Une nouvelle demande bernoise pour obtenir de l'argent au mois de mai 1590 fut repoussée par le gouvernement de Bâle. Mais Berne se tourna à nouveau vers le change public et les particuliers²⁰⁶. Il n'y avait plus beaucoup d'argent à en tirer. Toutefois, Berne accepta ces 1780 écus supplémentaires trouvés par le changeur Meyer²⁰⁷. Au mois de juin 1590, elle réussit néanmoins à obtenir au change public bâlois un emprunt de 11 000 écus pour le compte de ses officiers au service du roi de Navarre. La caution de la ville de Schaffhouse semble avoir décidé à nouveau les Bâlois à confier leurs capitaux à Berne²⁰⁸.

Au cours de ces années de guerre, Berne avait obtenu, du 3 mai 1589 au 26 juin 1590, quelque 88 000 écus par l'intermédiaire de la banque bâloise. De la somme globale des dettes (520 000 écus) que Berne dut contracter au XVI^e siècle, les Bâlois ont procuré 47 %, les Bernois 34 %, les Lucernois 12 %. Bâle, avec ses relations bancaires étendues, a donc été, comme au XV^e siècle déjà, le plus gros fournisseur de capitaux.

L'état d'épuisement dans lequel se trouvaient les finances bernoises à l'issue de la guerre n'autorisa pas le gouvernement à songer à un amortissement immédiat des dettes. En 1595 cependant, une somme de 11 000 écus fut répartie entre Bâlois (7000) et Strasbourgeois (4000). Les remboursements de 1597 et de 1602, soit 13 700 et 53 700 écus, furent réservés aux Bâlois seulement. En 1606 et en 1607 enfin, on se souvint de l'existence de créanciers lucernois, et on leur rendit environ 16 000 écus. L'année suivante, le gros morceau fut attribué aux créanciers de Strasbourg. Enfin, à partir de 1608, Berne envoya chaque année de l'argent à Bâle pour racheter des obligations au change public. Le remboursement final se fit en 1613. Berne avait honoré ses engagements et retrouvé en même temps sa liberté envers ses créanciers.

C. DETTES À BERNE

La dette bernoise auprès de six de ses bourgeois s'élevait à 3600 écus au début du XVI^e siècle²⁰⁹. En 1512, la ville avait rendu à tous leurs capitaux.

²⁰⁴ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (14 août 1589).

²⁰⁵ StA BE, B VII 2316 (Emprunt à Strasbourg, 22 septembre 1589).

²⁰⁶ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (23 mai 1590).

²⁰⁷ StA BE, B VII 2316 (Emprunt à Bâle, 3 mai 1589).

²⁰⁸ StA BE, B VII 2316 (Emprunt à Bâle, 29 août 1589) : 20 000 fl BS.

²⁰⁹ Conformément aux comptes des trésoriers et aux quittances. StA BE, B VII 451, a-e; U.P. 24 n. 1 ss. Caspar Wyler 1750 fl Rh; Margareth Trinklin, veuve d'Anthon Archer : 1000 fl Rh; Dr. iur. Frick : 1000 fl Rh; Andres Ross : 100 écus; Rudolf Huber : 1000 L. BE = 340 écus; Niclaus Zurkinden : 500 fl Rh.

Parmi les cinq sommes pour lesquelles Berne devait payer l'intérêt à partir de 1516, la plus élevée, soit 2730 sur 4275 écus, était due à l'hôpital inférieur.

Le premier véritable emprunt bernois du siècle eut lieu en 1530²¹⁰. Il rapporta 9200 écus. Le grand hôpital avait fourni la plus grosse part avec un prêt de 4000 écus. Le reste avait été avancé par neuf particuliers. L'année suivante, on ne pouvait s'attendre à trouver assez d'argent auprès des Bernois pour s'acquitter des soldes et des dettes de guerre. On se dirigea donc vers Bâle, comme on vient de le dire, où l'emprunt eut du succès.

A partir de 1534, Berne recommença à emprunter sur place. Jusqu'en 1536, cette action permit de réunir 14 360 écus, dont 7000 prêtés par Wolfgang von Wingarten. En tout, vingt et une personnes et l'hôpital supérieur²¹¹ ont avancé de l'argent à la ville. Compte tenu de quelques remboursements effectués au cours de ces mêmes années, la dette publique envers les Bernois se chiffrait en 1536 à 19 000 écus. Mais comme LL. EE. acceptèrent en 1536 d'honorer les dettes du duc de Savoie, ils se virent d'un coup obligés pour encore 12 000 écus envers une vingtaine de Bernois. Jusqu'en 1551, Berne remboursa, outre une partie de ses dettes à l'extérieur, la moitié des sommes dues sur place. D'autre part, quelques bourgeois de Berne avancèrent à leur ville l'argent nécessaire au rachat des obligations du dehors. Ainsi, Hans Frisching devint propriétaire pour 2000 écus de l'obligation qui avait appartenu jusqu'en 1538 aux sœurs Elsbeth et Magdalena Schaller, de Bâle. En 1539, Anton Lombach succéda pour 1000 écus à Niclaus Wirz, d'Unterwald, et la femme d'Ambroise Imhof s'appropriâ pour 1000 écus une obligation pour laquelle Wendel Sonnenberg, de Lucerne, avait encaissé l'intérêt jusqu'en 1546. En dehors des 1000 écus au moyen desquels il acheta l'obligation de Wirz, Anton Lombach prêta en 1539, à la ville de Berne, encore 3700 écus. Une année plus tôt, le marchand allemand Hans Kleberger, devenu bourgeois de Berne, avait accordé un prêt de 3000 écus²¹². Des obligations d'une valeur de 12 250 écus s'étaient ajoutées aux dettes de 1536, tandis que 30 850 écus avaient été rendus aux créanciers bernois durant le même temps.

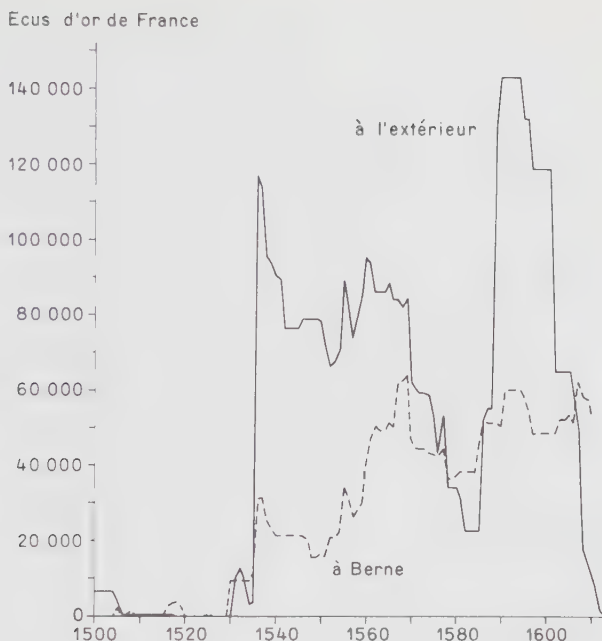
En 1552, le trésorier Hans Steiger racheta pour son compte des obligations pour 2625 écus ayant appartenu à Jacob Conrad, de Soleure, et à la collégiale de Saint-Pierre, à Bâle. Une autre obligation de 1500 écus passa de Claus Rispach de Thann à l'administrateur de la maison de Thorberg. Cela fit monter les dettes à Berne et diminuer les dettes à l'extérieur. Avec la dissolution du comté de Gruyère et avec la succession assurée en partie par la ville de Berne, le nombre des créanciers bernois augmenta de dix. Quelques-uns furent remboursés en 1556 et 1557. A partir de 1558, Berne ne

²¹⁰ A l'occasion de l'expédition militaire à Genève.

²¹¹ « Ober Spital », à distinguer du « Nider Spital » et du « Grosses Spital ».

²¹² Kleberger a résidé un certain temps à Berne, y a acquis une maison et la bourgeoisie. Les 3000 écus prêtés à la ville n'ont pas dû être cherchés à l'extérieur. C'est la raison pour laquelle cette obligation a été mise parmi les dettes envers les Bernois.

Figure 47:
*Evolution des dettes
de Berne à Berne
et à l'extérieur.*



remboursa aucune obligation pendant trois années à l'extérieur et pendant cinq années à Berne. Mais, dans le même temps, la ville emprunta ici et là ce qu'elle put. La part des particuliers et des fondations de Berne, constituée par 39 nouvelles obligations d'une valeur totale de 24 000 écus, compta pour 49% des emprunts de ces années-là.

Après deux ans de répit, les emprunts à Berne reprirent jusqu'en 1569, dépassant presque chaque année la valeur des remboursements. Alors que les dettes à l'extérieur pouvaient être légèrement réduites, celles de Berne augmentèrent encore et s'établirent, du fait de 20 nouveaux créanciers locaux et en dépit de quelques remboursements, à 64 000 écus. Ce sommet n'avait jamais été atteint à Berne jusqu'alors, l'année 1567 ayant été la plus « fertile » de cette période. Ce fait serait-il en rapport avec le passage des troupes espagnoles et du duc d'Albe non loin des frontières du Pays de Vaud ?

A partir de 1570 les rachats d'obligations à Berne l'emportèrent chaque année sur les nouveaux engagements, au nombre de cinq seulement pour la décennie allant jusqu'en 1580. Les dettes extérieures cependant avaient diminué dans des proportions beaucoup plus importantes. De 1570 à 1582, la ville avait remboursé des obligations pour 62 000 écus à l'extérieur, tandis qu'à Berne même les créanciers ne purent récupérer que 25 000 écus. De ce fait, la somme des engagements de Berne était devenue plus grande envers ses propres bourgeois qu'envers les gens de l'extérieur (fig. 47 et tabl. 65).

Une situation d'autarcie financière était presque réalisée lorsque l'éventualité d'une guerre rendit de nouveaux emprunts nécessaires. L'emprunt décrété en 1585 fut ouvert aussi aux Bernois; huit d'entre eux apportèrent en deux ans la somme de 13 500 écus. En même temps, Berne avait obtenu 40 000 écus de Bâle et 3000 de Lucerne. Pendant la guerre de 1589 à 1591, les Bernois n'offrirent que 11 000 écus à leur ville, soit un huitième seulement de ce qu'elle avait obtenu en même temps par les soins du change public bâlois. Au cours de toute cette période critique, les financiers bernois n'avaient fourni que 16% du capital emprunté pour la « puissante et courageuse défense » des intérêts bernois²¹³.

Il faut dire pourtant que les créanciers bernois atteignirent de nouveau, en 1591, le plafond de 60 000 écus prêtés à la ville. La limite supérieure de la solvabilité des particuliers de Berne se situait-elle aux environs de cette limite? Nous avons peine à le croire. En 1585 et 1586, huit personnes seulement avaient répondu à l'appel du Conseil de la ville. Johann von Wattenwyl et sa femme avaient avancé à eux deux 7700 écus, soit 57% des prêts bernois. Quelques années plus tard, ce fut Niclaus von Wattenwyl « de Bourgogne » qui prêta 10 000 écus, c'est-à-dire 88% de tout le capital que la ville trouva à Berne de 1589 à 1591. David Tschärner, bailli d'Yverdon, fut à même d'avancer 5000 écus en 1589 à la Seigneurie de Genève. On ne peut tout de même pas supposer que les autres Bernois étaient tous pauvres. Pourtant les bourgeois de Berne ne parvinrent jamais à réunir 25 000 écus d'un seul coup, pour les emprunts émis dans leur ville à des moments de crise aiguë. Le volume des fortunes bernoises, en régression depuis le milieu du XV^e siècle, avait-il continué à décroître ou au moins à stagner au cours du XVI^e siècle²¹⁴?

Quelques années après la guerre, la ville rendit près de 15 000 écus à ses bourgeois. Ces remboursements commencèrent en 1595 en même temps que ceux destinés aux créanciers de l'extérieur. Pour pouvoir réaliser cependant l'amortissement total de sa dette extérieure, la ville de Berne se vit obligée d'augmenter sa dette locale. Elle emprunta donc encore 21 000 écus, ce qui fit remonter les obligations envers les particuliers de Berne à plus de 62 000 écus en 1607. Par la suite, de modestes remboursements furent possibles également dans la ville. En 1610, lorsque la dette extérieure tomba à 12 000 écus, celle à Berne s'élevait toujours à environ 53 000 écus. Au cours du XVI^e siècle, Berne avait dû se débattre avec des dettes dépassant en tout un demi-million d'écus. Elle avait réussi à s'en débarrasser presque entièrement, donnant la préférence aux créanciers de l'extérieur. Quand, en 1613, la ville n'eut plus que des dettes envers ses propres bourgeois, elle réalisa enfin son autarcie financière.

²¹³ Cf. StA BE, B VII 2316, « Zewüssen... ».

²¹⁴ WALTER, *Soziologie*, pp. 235-236.

IV. Soleure

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE (fig. 48)

Au début du XVI^e siècle, Soleure n'était que très faiblement endettée. Les 1590 écus d'obligations que la ville avait en 1500 étaient presque couverts par les créances s'élevant à 1280 écus. La différence de 310 écus n'était en effet que peu de chose comparée aux dettes d'autres villes. De fait, les obligations, auxquelles s'ajoutèrent de 1501 à 1503 de modestes sommes, furent toutes remboursées au cours de la première décennie du siècle, de sorte qu'en 1510 déjà, Soleure était une ville sans dettes.

Elle recommença à en faire en 1513. Mais la plus grande partie de l'argent qu'elle emprunta au cours du XVI^e siècle ne servit pas à ses propres besoins financiers, mais à ceux des princes qui se réclamaient de son crédit. Soleure devint ainsi une ville chargée d'une montagne de dettes sans jamais s'être réellement endettée. Sa position d'intermédiaire et de caution entre les créanciers d'une part et les véritables débiteurs d'autre part était tout de même trop inconfortable. Il fallait constamment honorer les exigences des créanciers, leur verser les intérêts, rembourser le capital, sans jamais être sûr de pouvoir récupérer, de la part des débiteurs, les sommes avancées. La réalité de cette préoccupation constante est attestée par une page spéciale, consacrée à la date à laquelle les derniers créanciers bâlois du roi de France avaient obtenu de Soleure le remboursement de leurs prêts en 1608²¹⁵. Avec beaucoup de soin, utilisant plusieurs couleurs, le secrétaire du trésorier de Soleure exprime, au nom du gouvernement soleurois, sa reconnaissance envers Dieu de ce qu'enfin la ville soit libérée d'un grand souci. Ce texte se présente comme un monument de guerre commémorant une victoire, une délivrance d'un ennemi particulièrement tenace.

La période qui s'étend de 1513 à 1525 fut dominée par les besoins financiers des comtes de Tierstein, du duc de Savoie et du duc de Wurtemberg. Les emprunts émis pour le premier avaient facilité l'acquisition des seigneuries de Rotberg en 1515 et de Tierstein en 1518²¹⁶. Le duc de Savoie, accablé par les exigences des Suisses dans l'affaire du fourbe Jean de Furno²¹⁷, trouva en 1513, 1514 et 1517, en la ville de Soleure, les cautions indispensables à ses emprunts. Pour soutenir financièrement leur allié Ulrich, duc de Wurtemberg, dans ses démêlés avec l'empereur, les Soleurois avaient emprunté des sommes considérables en 1517, en 1523 et en 1525²¹⁸. De nouvelles dettes s'ajoutèrent encore, en 1525, en rapport avec l'acquisition de Rotberg et de Tierstein et surtout de Kienberg, acheté en 1523.

²¹⁵ StA SO, Seckelmeisterrechnung 1608.

²¹⁶ AMIET, *Geschichte*, pp. 417 et 427.

²¹⁷ ROTT, *Histoire*, pp. 165 et 175 ; FELLER, *Geschichte*, I, p. 508.

²¹⁸ AMIET, *op. cit.*, pp. 393, 398, 427, 431-436.

Lorsque la ville se procura en 1529 la seigneurie de Gilgenberg, avec Nunningen et Meltingen, elle dut payer 4425 écus au vendeur, le chevalier Hans Immer, alors gouverneur autrichien à Ensisheim²¹⁹. Elle lui versa finalement 2175 écus comptants et obtint un crédit de 2250 écus pour quelques années. En 1533, le créancier exigea le paiement du solde. Soleure emprunta à nouveau, afin de se débarrasser de ce créancier incommode. En 1527, la pension française n'étant pas arrivée, il se peut bien que l'on ait attendu cette somme pour s'en servir comme acompte à verser pour la Seigneurie de Gilgenberg. Dans l'embarras, le trésorier de Soleure emprunta les 1500 écus qui manquaient.

Un corps soleurois participa en 1530 à la victorieuse campagne des Suisses à Genève. Le budget global de la ville étant déficitaire depuis une année déjà, il fallut recourir à l'emprunt pour financer l'expédition militaire. L'année suivante, la ville dut à nouveau emprunter de l'argent, cette fois-ci en raison de la guerre entre Berne et Zurich d'une part et les cinq cantons d'autre part²²⁰.

A la fin de cette année 1531, la dette de la ville de Soleure s'élevait à environ 52 000 écus. Depuis 1513, elle avait emprunté 73 000 écus²²¹ dont quelque 20 000 (27,4%) l'avaient été pour les besoins de la ville elle-même. Au cours de la même période, Soleure avait remboursé des dettes pour environ 18 000 écus, dont 36,3% en dettes propres. De 1532 à 1536, Soleure put réduire sa dette à 6670 écus, grâce aux remboursements des ducs de Wurtemberg et de Savoie. Dans l'histoire des emprunts soleurois, le premier cycle, commencé en 1513, était terminé.

A partir de 1538, Soleure emprunta pour une autre clientèle. La ville avait déjà avancé de l'argent aux comtes de Neuchâtel, au cours du premier tiers du siècle, sans pour cela être obligée de s'endetter expressément. Mais la demande de plus en plus grande de la margrave Jeanne de Hochberg poussa les Soleurois à l'emprunt, en 1538 et en 1539. Ils y eurent recours encore après 1543, lorsque le comté eut été attribué à Léonor d'Orléans. La présence de l'ambassadeur de France à Soleure se fit aussi sentir. De 1552 à 1554, la ville emprunta 50 000 écus pour Henri II de France. Un autre emprunt de 15 000 écus suivit, en 1557, pour rembourser quelques créanciers exigeants et peut-être affolés par les faillites des monarchies espagnole et française. Ensuite, dès 1560, et durant plus de dix ans, il n'y eut pratiquement plus d'emprunt.

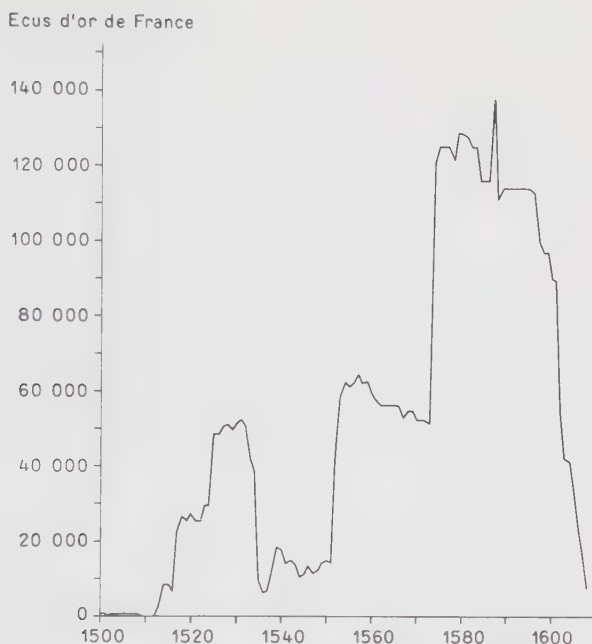
Mais Soleure s'efforça de rembourser de temps à autre quelques-uns de ses propres créanciers et des créanciers du roi qui, évidemment, n'y songeaient pas du tout. C'est ainsi que la dette soleuroise qui, en 1554, s'était élevée à 63 000 écus, diminua peu à peu et s'établit, en 1573, à 52 000

²¹⁹ StA SO, Urkunden (30 octobre 1529) ; AMIET, *op. cit.*, p. 439.

²²⁰ StA SO, Seckelmeisterrechnung 1531.

²²¹ Les 2125 écus dus dès 1533 pour Gilgenberg y compris.

Figure 48 :
Evolution des dettes
de Soleure.



écus. Au fond, Soleure s'était débarrassé de tout ce qui dépassait en valeur la dette royale.

Mais voilà qu'en 1574, après avoir emprunté, au cours des années précédentes, des sommes considérables à Fribourg, à Zurich, à Berne et à Bâle²²², l'ambassadeur de France réussit à convaincre Soleure de suivre l'exemple des autres villes. Effectivement, on s'engagea à nouveau pour le roi de France, et cette fois pour une somme de 72 000 écus. Par la suite, Soleure emprunta encore de l'argent, à peu près tous les deux ans, soit en vue d'un remboursement, soit pour équilibrer son budget²²³. La dette soleuroise évolua de ce fait, au cours de ces années, entre 125 000 et 130 000 écus.

En 1587, une nouvelle obligation vint s'ajouter aux autres, portant le total des dettes de la ville à 138 000 écus. Il s'agissait d'une obligation de 23 120 écus²²⁴ envers Jacob Christoph von Wartensee, évêque de Bâle. Aurait-il investi à Soleure l'argent extirpé à la ville de Bâle? Je ne le pense pas, puisque rien ne figure dans les recettes de la ville de Soleure. Il s'agit plutôt d'une dette d'indemnisation pour les droits de souveraineté que Soleure avait acquis au cours du XVI^e siècle, dans les anciens territoires de l'évêque.

²²² ROTT, *Histoire*, II, pp. 85-92.

²²³ Les recettes ordinaires connurent un certain ralentissement à partir de 1571.

²²⁴ fl BS 41 614.3.4.

Années	Ecus empruntés	Dont % soleurois	Dette totale en moyenne	Dont % soleurois
1501-1530	70 940	6,5	17 066	8,4
1531-1560	102 725	24,4	31 322	18,9
1561-1590	116 820	8,1	93 282	23,8

Tableau 67: La part des créanciers soleurois dans les emprunts de Soleure.

A partir de 1590, les emprunts furent littéralement gelés à Soleure. Il n'y eut ni augmentation ni remboursement. En 1597 seulement, la ville commença à liquider ses dettes. Ce fut une action soutenue et prioritaire qui dura une dizaine d'années. Presque toutes les recettes extraordinaires y furent consacrées. A la fin de l'année 1608, la dette soleuroise ne s'élevait qu'à 7200 écus, ce qui était peu de chose à côté des créances d'un montant de 136 000 écus.

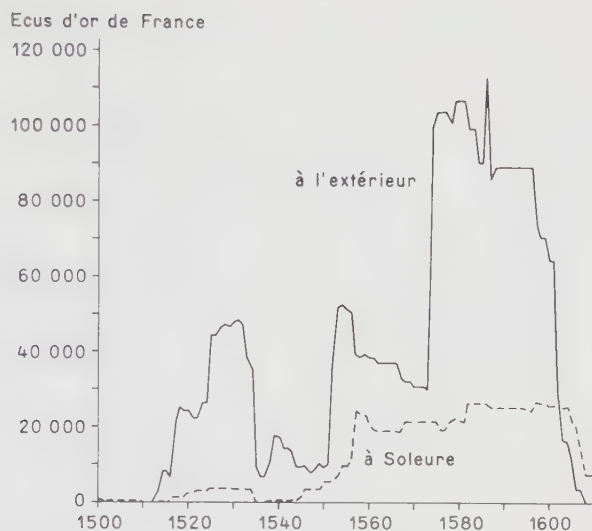
B. DETTES À SOLEURE ET À L'EXTÉRIEUR

Au cours du ^{xvi}e siècle, Soleure a emprunté environ 293 000 écus, dont 42 000 écus, soit 14,6%, ont été prêtés par des créanciers soleurois, et 85,4% par des gens de l'extérieur. Parmi les dettes de Soleure, en 1500, aucun créancier local ne figure. Les obligations appartenaient à Hans Tannhuser, d'Aarau (300 écus), à Bastian Kuhn, de Zofingue (300 écus), au docteur Thüring de Berne (225 écus) et à une dame appelée von Lauffen (750 écus)²²⁵. Ce trait fondamental de la structure des emprunts soleurois se maintint à travers tout le ^{xvi}e siècle.

Des nuances sont cependant à souligner (tabl. 67). Au cours du premier tiers du siècle, la participation des Soleurois aux emprunts de leur ville fut particulièrement faible (6,5%) et la part relative de leurs créances dans la dette annuelle moyenne le fut aussi (8,4%). A partir de 1531, et pour les trente années qui suivirent, les Soleurois intervinrent pour 24,4% des nouveaux emprunts et possédaient en moyenne 18,9% des obligations de la ville. La plus forte présence, relative, des capitaux soleurois était due à un prêt important accordé par Wilhelm Fröhlich, appelé Tugginer, du Conseil de Soleure. En 1557, il avança à sa ville la somme de 12 650 écus, qui servirent la même année à rembourser des obligations à l'extérieur. A elle seule, cette somme correspond à la moitié des prêts locaux de cette période de trente ans. Il faut croire que Soleure n'avait pas l'habitude de solliciter ses citoyens pour ses emprunts, tant que l'on pouvait trouver des capitaux ailleurs. Toutefois, lorsque les créanciers exigeaient le remboursement, et qu'en raison d'une crise financière internationale (1557) il devenait difficile de se procurer des capitaux sur le marché financier extérieur, on fit appel au

²²⁵ Von Lupfen ?

Figure 49: Dettes de Soleure à Soleure et à l'extérieur.



sens civique des bourgeois qui, de toute façon, étaient coresponsables des dettes de leur ville.

Après 1560, les Soleurois ne fournissaient plus que 8,1% des prêts. Toutefois, leurs créances envers la ville augmentèrent encore. Ils possédaient, entre 1561 et 1590, en moyenne 23,8% des obligations de la trésorerie. Soleure a donc continué à rembourser les créanciers à l'extérieur avant de satisfaire ses propres bourgeois. En effet, en 1608, la ville n'eut plus aucune dette à l'extérieur, et ce fut une occasion de fête pour le trésorier et pour tout le gouvernement de la ville. En revanche, 7500 écus restaient dus aux bourgeois. De 1500 à 1602 pourtant, les dettes extérieures ont été d'un volume continuellement supérieur aux dettes à Soleure même. Le renversement de la situation ne s'opéra qu'au début du XVII^e siècle (fig. 49).

L'importance des emprunts réalisés à l'extérieur, 251 000 écus soit 85,4% de l'ensemble pour tout le XVI^e siècle, mérite que l'on s'y arrête un instant. Avant 1550, deux villes se trouvaient parmi les créanciers de Soleure : Bremgarten en Argovie prêta 375 écus en 1517, Strasbourg accorda un prêt de 5625 écus en 1525, pour l'achat de Blamont. Les autres capitaux, soit 87 575 écus, provenaient de particuliers originaires de plusieurs villes suisses et de Strasbourg. L'emprunt de 1525 à Strasbourg, auprès de la ville et de neuf particuliers, fut réalisé grâce à Bâle. Cette dernière ville et Soleure furent cautions pour les 4500 écus avancés à Ulrich von Wurtemberg. Mais les Bâlois eux-mêmes prêtèrent, à partir de 1513, 59 000 écus pour ou par Soleure, ce qui les place dès le début du siècle en tête des créanciers. Ils possédaient 63,1% des valeurs et ont au moins favorisé les prêts de Strasbourg comptant pour 8,5%. Le reste des capitaux venait de Zurich, de

	Avant 1550		Après 1550		1501-1600	
	Ecus	%	Ecus	%	Ecus	%
Zurich	5 400	5,8	—	—	5 400	2,1
Lucerne	3 540	3,8	8 000	5,1	11 540	4,6
Berne	5 065	5,4	4 000	2,5	9 065	3,6
Zoug	1 350	1,4	—	—	1 350	0,5
Argovie	6 315	6,7	4 750	3,0	11 065	4,4
Fribourg	2 700	2,9	100	0,1	2 800	1,1
Ensisheim	2 250	2,4	—	—	2 250	0,9
Strasbourg	7 950	8,5	—	—	7 950	3,2
Schaffhouse	—	—	1 440	0,9	1 440	0,6
Evêque de Bâle	—	—	26 120	16,6	26 120	10,4
Bâle	59 005	63,1	113 315	71,8	172 320	68,6
Total	93 575	100	157 725	100	251 300	100

Tableau 68 : Provenance des emprunts soleurois au XVI^e siècle.

Zoug, de Lucerne, de Berne, de Fribourg et des particuliers des villes d'Argovie : Baden, Aarau, Suhr et Zofingue (tabl. 68).

Après 1550, la situation se présente d'une manière différente. Les structures des emprunts soleurois ont évolué. Les particuliers de Zurich, de Zoug, d'Argovie et de Strasbourg ont disparu de la liste des créanciers. Le prêt de la ville de Strasbourg a également été remboursé avant le milieu du siècle. Les prêts accordés par des particuliers suisses sont devenus rares, il ne s'agit plus que de cas isolés. Les héritiers de Wilhelm Reyff, de Fribourg en Nuithonie, prêtèrent, en 1552, par le trésorier de leur ville, Hans Reyff, la modeste somme de 100 écus à Soleure. Le trésorier de Fribourg a certainement été de passage à Soleure ou à Bâle, lorsque l'emprunt français fut émis. Il y plaça un peu d'argent. Augustin von Luternau, bourgeois de Berne et bailli de Gex, avait de la famille à Soleure ; il prêta 2000 écus en 1554 et une même somme encore en 1557. Les deux titres passèrent effectivement peu de temps après entre les mains de bourgeois soleurois. L'une des obligations devint propriété, en 1565, d'Elsbeth Schwaller, la veuve de l'avoyer Urs Schwaller²²⁶, l'autre obligation de 2000 écus passa par Barbara von Luternau à la famille von Roll²²⁷. En 1575, Benedikt Stokar, de Schaffhouse, accorda un prêt de 1440 écus en testons, à l'occasion de l'emprunt soleurois réalisé pour le roi de France. Stokar était bien connu dans la ville. Pendant quelques années, il y a été en charge de l'atelier monétaire²²⁸. En

²²⁶ StA SO, Urkunden (1^{er} mars 1557).

²²⁷ Remboursement en 1605 à l'avoyer Peter Suri, ou en 1606 à J. Hans von Roll.

²²⁸ Soleure avait accordé des prêts à Stokar de 1550 à 1574 pour son activité de maître monnayeur. Avec Hans Heinrich Lochmann, il était aussi conseiller financier de l'ambassadeur de France. Cf. PEYER, *Handel*, p. 19.

vertu de ses services spéciaux rendus à Soleure et au roi, on lui accorda 2% d'intérêt en plus des 5% habituels²²⁹.

Les autres prêts suisses furent accordés par des villes uniquement : 1000 écus par Brugg, 3750 écus par Baden et 8000 écus par Lucerne. Ces trois villes participèrent aussi, en 1574, au second emprunt français. Toutefois, la grosse masse des capitaux fut empruntée à Bâle, au change public plus précisément. Ainsi 71,8% des emprunts soleurois réunis au cours de la seconde moitié du siècle ont été réalisés par des capitaux bâlois²³⁰. Le crédit accordé par l'évêque de Bâle représente 16,6% et les autres villes suisses, c'est-à-dire Baden, Brugg, Berne et Lucerne se partagent les 11,6% restants. Au cours du XVI^e siècle, la domination bâloise dans les emprunts soleurois est devenue écrasante.

V. Bâle

A. LA DEMANDE PUBLIQUE DE CAPITAUX (fig. 50)

Au XV^e siècle la ville de Bâle avait déjà été constamment endettée. Ses intérêts passifs évoluèrent constamment entre un plancher de 8000 livres et un plafond de 15 000 livres²³¹. A la fin de l'année 1499, la dette bâloise s'élevait à environ 110 000 écus dus à quelque 263 créanciers²³². Pour rembourser cette somme, il aurait fallu employer les recettes ordinaires des onze années suivantes, c'est-à-dire de 1500 à 1510, ce qui était évidemment impossible. Les intérêts et les rentes viagères dévoraient déjà 60% des recettes ordinaires annuelles. Au cours des premières années du XVI^e siècle, la situation empira encore. De nouveaux emprunts vinrent s'ajouter aux anciens, ou furent nécessaires pour pouvoir rembourser d'autres. Mais, loin de diminuer, la dette augmenta encore. En 1502 déjà, elle s'élevait à 125 000 écus.

Avec une certaine régularité, Bâle accepta chaque année de nouveaux capitaux, toujours bienvenus dans le trésor de la ville. Parfois, cet afflux constant de prêts subit une inflation à cause d'un événement exceptionnel, nécessitant un effort supplémentaire. C'est ainsi que 1510/1511 et 1515/1516 furent des années d'emprunts intensifs. Bien qu'éloignées de Bâle, les guerres d'Italie ne se déroulèrent point sans toucher cette ville par leurs effets négatifs²³³. La première fois, l'emprunt s'éleva à 9175 écus, la

²²⁹ StA SO, Urkunden (6 janvier 1575).

²³⁰ Si l'on ne compte pas le prêt exceptionnel de l'évêque de Bâle, la part des Bâlois s'élève à 84,2%.

²³¹ Entre 3,5 et 6,5 kg d'or. Cf. ROSEN, *Staatshaushalt*, p. 32 et graphique N° 1.

²³² Taux de capitalisation : 4 1/2 %. Cf. *Infra*, Cinquième Partie, III, B.

²³³ Le transit des marchandises était en recul. *Infra*, fig. 68.

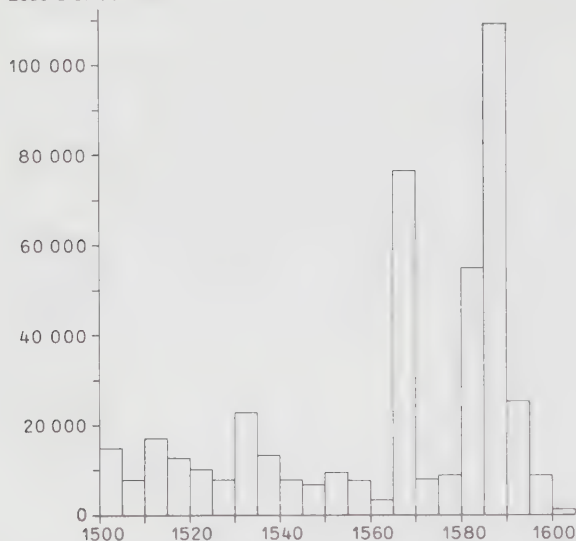


Figure 50 :
Les emprunts de Bâle
au XVI^e siècle.

seconde fois à 12 415 écus. En pleine crise nationale de 1530, Bâle emprunta à sa propre banque 15 000 écus, pour la durée d'un an²³⁴. En 1532, un nouvel emprunt de 4600 écus fut employé à l'achat d'Arisdorf et de la dîme d'Oltingen.

A partir de 1540, les emprunts bâlois n'eurent plus ce caractère de première nécessité. Les 8000 écus empruntés à Jacob Breitschwert servirent à accorder des prêts à Nicolas de Gilley, chevalier français, et au margrave Bernard von Baden. En 1568, un emprunt de plus de 7000 écus fut nécessaire pour pouvoir prêter à la ville de Strasbourg une somme dépassant 13 000 écus. Deux années plus tard, en 1570, la ville émit des obligations pour réunir les 60 000 écus que le roi de France lui avait demandés en prêt. La souscription fut aisément couverte. L'emprunt rapporta plus de 65 000 écus.

Lorsque Bâle emprunta à nouveau quelque 31 000 écus en 1582, la situation avait encore évolué. En 1575, Jacob Christoph Blarer von Wartensee avait été nommé évêque de Bâle. Installé dans son château, à Porrentruy, il entreprit immédiatement la réalisation d'un projet ambitieux : récupérer les territoires de l'évêché que ses prédécesseurs avaient hypothéqués ou vendus à la ville de Bâle. Les sept cantons catholiques ne manquèrent pas de soutenir l'évêque²³⁵. Bâle subit les contrecoups de cette

²³⁴ Cet argent fut gardé dans le trésor et remboursé l'année suivante. StA BS, Finanz A A 1, Einzelne Geldaufnahmen und Anleihen 1448-1796, Anleihe 1530, «...uff Fürsorg...».

²³⁵ BROTSCHI, *Kampf*, p. 158 ; BURCKHARDT, *Geschichte*, pp. 38 ss ; GAUSS, *Vertrag*, pp. 171 ss.

politique. On y pressentit que la querelle avec l'évêque coûterait de l'argent, si elle n'apportait pas la guerre. A partir de 1582, la ville emprunta massivement au change public de Bâle, et cela sans interruption jusqu'en 1588²³⁶. Ces emprunts rapportèrent en tout 138 500 écus. Le différend aboutit, en 1585, à un compromis obligeant Bâle à verser 200 000 florins à l'évêque. Ce dernier dut renoncer, en contrepartie, à toute souveraineté sur les territoires acquis par Bâle jusqu'en 1559. Au cours des deux années qui suivirent, le règlement financier de la question fut mis au point. En 1587 enfin, l'affaire fut réglée de la manière suivante²³⁷ :

Indemnisation de l'évêque	Gulden	Livres
	200 000	= 250 000
Dettes de l'évêque à Bâle avec intérêts	40 166	= 50 208
Crédit accordé par l'évêque à la ville	40 000	= 50 000
Payé comptant	119 834	= 149 792
Total	200 000	= 250 000

L'indemnisation s'éleva à 111 000 écus, dont la ville pouvait déduire 44 500 écus de créances sur l'évêque et de crédit que celui-ci accorda pour l'instant. Bâle dut donc payer 66 500 écus comptant. Cela ne lui créa aucun problème. Elle avait emprunté le double de cette somme. Du surplus, une partie fut gardée au trésor, et quelque 55 000 écus furent investis dans des prêts accordés à l'extérieur. Au cours des années 1591, 1592 et 1593, Bâle emprunta encore 24 000 écus, utilisés en partie pour des prêts et en partie pour des remboursements.

B. L'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE BÂLOISE

1. Le rôle des rentes viagères

N'ayant que peu de débiteurs par obligation jusqu'en 1537, Bâle eut à se débattre, au cours des quarante premières années du siècle, avec le problème du paiement des intérêts passifs et avec le souci du remboursement de ses dettes. Nous avons déjà vu que 60% des recettes ordinaires durent être dépensés en 1500 pour les intérêts et les rentes viagères. Au cours des décennies qui suivirent, ce taux a beaucoup baissé. Il ne descendit cependant jamais en dessous d'un tiers des recettes (tabl. 69).

²³⁶ StA BS, Ratsbüchlein 2, p. 85 (16 septembre 1587); cf. la décision bernoise de 1585. StA BE, B VII, 2316.

²³⁷ StA BS, Finanz H 1587/88, « Ausgaben wegen bischofflichen badischen Vertrags »; UB BS, X, N° 600; BROTSCHI, *op. cit.*, pp. 41, 43 n. 3, 50.

Année	Recettes ordinaires	Intérêts et rentes	
	moyennes Ecus	Ecus	En % des recettes
1500	9 900	5 900	59,6
1510	10 800	4 500	41,7
1520	11 900	4 100	34,4
1530	11 600	5 100	44,0
1540	14 200	4 400	31,0

Tableau 69 : *Le poids des intérêts passifs et rentes dans le budget ordinaire bâlois.*

La ville dut trouver le moyen de se procurer des capitaux qu'elle n'aurait plus besoin de rembourser, mais dont elle pourrait se servir pour amortir sa dette. Elle recourut d'une manière intense à la rente viagère²³⁸. La politique financière de la ville rencontra un écho favorable auprès de la population bâloise (tabl. 70). Avant 1550, le taux d'intérêt que la ville offrait pour une obligation remboursable variait entre 4 % et 5 %, alors qu'elle devait verser 10 % sur une rente viagère non remboursable. Nombreuses étaient les personnes qui préféraient ce revenu assuré par la ville pendant leur courte vie à un petit intérêt sur un capital dont la date du remboursement était incertaine. Au cours de la première moitié du XVI^e siècle, le marché financier bâlois n'était pas encore développé au point que l'offre des capitaux puisse rencontrer suffisamment de preneurs émetteurs d'emprunts. Les épargnants, désireux de placer leur argent, achetaient donc des rentes viagères.

La rente impliquait, en plus, un élément de spéculation étranger à l'emprunt remboursable. Le rentier espérait vivre longtemps, tandis que la ville spéculait sur la mort rapide de son créancier. Le seuil de rentabilité de

Années	La part du capital des rentes dans les emprunts bâlois	Nombre des rentiers de la ville de Bâle (moyenne)
1501-1510	19,7 %	20
1511-1520	38,7 %	42
1521-1530	70,9 %	87
1531-1540	50,9 %	110
1541-1550	82,8 %	129
1551-1560	80,9 %	152

Tableau 70 : *Rentes et rentiers à Bâle de 1501 à 1560.*

²³⁸ Sur les rentes dans les finances royales françaises : SCHNAPPER, *Rentes*, pp. 151 ss ; pour la ville de Lyon : DOUCET, *Finances*, pp. 12-13 et passim ; pour les villes allemandes : SPRANDEL, *Rentenmarkt*, pp. 14-23.

la rente viagère se situait pour la ville à vingt années pour un emprunt de 5%, et à dix-sept années pour un emprunt de 4% d'intérêt annuel. Au-delà, elle n'était plus rentable. En revanche, au bout de ces dix-sept ou vingt années, le rentier en tirait un profit de 5 à 6% d'intérêt réel, puisque, entre-temps, il avait reçu par les annuités de la rente, la valeur de son capital et des intérêts d'une obligation remboursable²³⁹.

Au XVI^e siècle, Bâle devait payer une rente pendant quinze années en moyenne, tandis que les obligations émises au cours de la première moitié du siècle couraient en moyenne pendant vingt-sept années. La ville avait donc tout intérêt à propager l'utilisation de la rente. Les capitaux à rentes, qu'elle avait encaissés à partir de 1500 jusqu'en 1560, lui avaient rapporté 65 600 écus. A raison de la durée moyenne de quinze années, Bâle avait dû verser à ses rentiers l'équivalent de 98 400 écus. Mais, si ces capitaux avaient été acceptés en tant qu'emprunts, avec une vie moyenne de vingt-sept années, les intérêts de 4 1/2% et les capitaux remboursables auraient coûté 145 300 écus à la ville. Les rentes avaient donc pu fournir un bénéfice d'environ 46 900 écus, ce qui n'était pas du tout négligeable dans le plan de lutte contre l'endettement de la trésorerie.

Il serait cependant erroné de croire que ce changement structurel ait été encouragé systématiquement. En effet, chaque fois que la ville avait besoin de capitaux, c'est-à-dire qu'elle demandait réellement de l'argent, le volume des emprunts à intérêt augmenta. Ce fut le cas notamment en 1510, 1515 et

239 Table de rentabilité: (Capital: 1000 L.BS)	Rente à 10% perpétuelle	Emprunt remboursable	
		5%	4%
Année: 1	100	1050	1040
2	200	1100	1080
3	300	1150	1120
4	400	1200	1160
5	500	1250	1200
6	600	1300	1240
7	700	1350	1280
8	800	1400	1320
9	900	1450	1360
10	1000	1500	1400
11	1100	1550	1440
12	1200	1600	1480
13	1300	1650	1520
14	1400	1700	1560
15	1500	1750	1600
16	1600	1800	1640
17	1700	1850	1680
18	1800	1900	
19	1900	1950	
20	2000	2000	

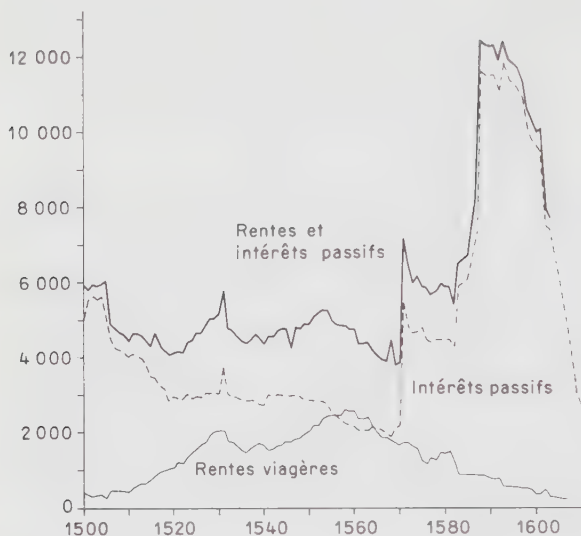


Figure 51: Intérêts passifs et rentes viagères à Bâle. Evolution de 1500 à 1610.

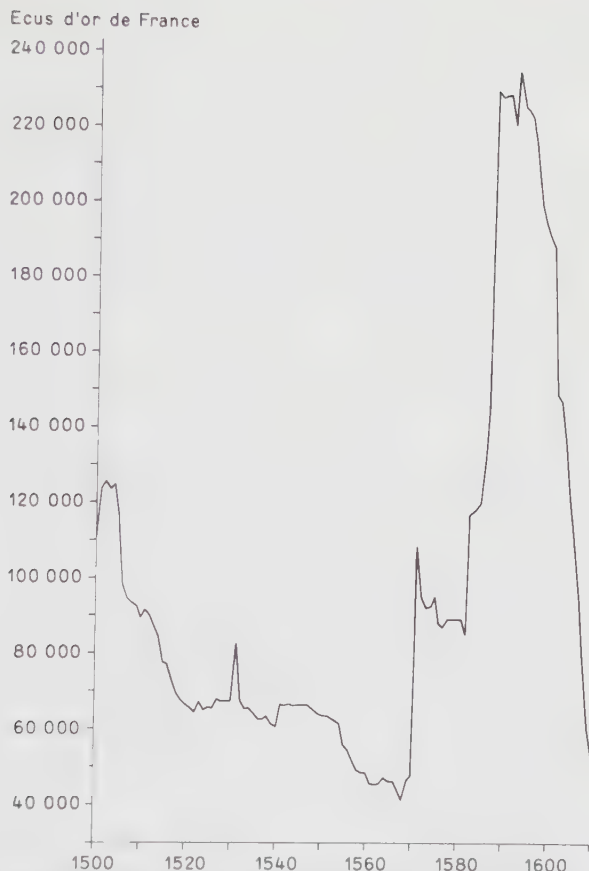
en 1530, puis en 1570, et de 1584 à 1588. La demande excédant l'offre de capitaux conduisait à l'emprunt remboursable. La situation inverse facilita la constitution de rentes. L'ensemble des intérêts passifs et des rentes évolua, à partir de 1505, d'une manière cyclique (fig. 51). De 6100 écus en 1505, ces dépenses baissèrent continuellement jusqu'en 1519, année à la fin de laquelle elles s'élevèrent à 4100 écus. Les années difficiles de la décennie avant 1531 nécessitèrent des emprunts en plus des constitutions de rentes. Le volume des intérêts enfla en conséquence. Le remboursement immédiat de l'emprunt de 1530 introduisit une nouvelle période de baisse. Celle-ci se maintint jusqu'en 1540. Elle fut suivie d'une nouvelle hausse, quoique moins sensible que la précédente. A partir de 1555, on observe encore une réduction du volume global des intérêts et des rentes, jusqu'en 1569²⁴⁰.

Par rapport à 1505, la réduction fut de 38% pour l'ensemble de ces charges. Pendant la même période, les intérêts passifs diminuèrent de 66%, tandis que les rentes viagères augmentèrent de 420% jusqu'à leur point culminant, en 1558. Par la suite, les constitutions de rentes devinrent subitement rares²⁴¹. La demande de capitaux fut si forte, au cours de la deuxième moitié du siècle, que les gens placèrent leurs capitaux dans les émissions d'emprunts. Une grande partie de ces emprunts fut réalisée à la suite de demandes de la part d'amis et alliés de la ville de Bâle. Le paiement des intérêts et le remboursement étaient en principe garantis.

²⁴⁰ 5600 écus en 1531, 5200 en 1554, 3800 en 1569.

²⁴¹ La constitution des rentes viagères diminua en Allemagne au cours du XVI^e siècle comme en Suisse (HASSINGER, *Politische Kräfte*, p. 655).

Figure 52 :
L'évolution des dettes
de Bâle.



De toute façon, le revenu financier de la ville avait évolué au cours du XVI^e siècle²⁴². Les recettes ordinaires s'étaient constamment accrues. Comme les autres cantons suisses, Bâle avait su profiter des pensions de paix et d'alliance qui, en 1511, avaient commencé à affluer dans le trésor de la ville. Ces recettes supplémentaires avaient facilité le remboursement des dettes et même permis d'accorder des prêts, à l'issue des guerres d'Italie. A partir de 1540, les prêts augmentèrent avec une grande rapidité. Les intérêts actifs vinrent affaiblir le poids des rentes et des intérêts passifs. Dans ces conditions, le remboursement des dettes était devenu une chose relativement facile à la fin du XVI^e siècle. Il avait fallu presque soixante-dix années, entre 1501 et 1568, pour passer de 125 000 écus à 42 000 écus de dettes. Vingt années suffirent à la ville de Bâle, entre 1590 et 1610, pour diminuer sa dette de 230 000 à 53 000 écus, sans que tous ses débiteurs propres eussent agi de la même sorte (fig. 52). En 1610, les créances de la ville de Bâle dépassèrent les dettes de près de 40 000 écus.

²⁴² *Supra*, fig. 14.

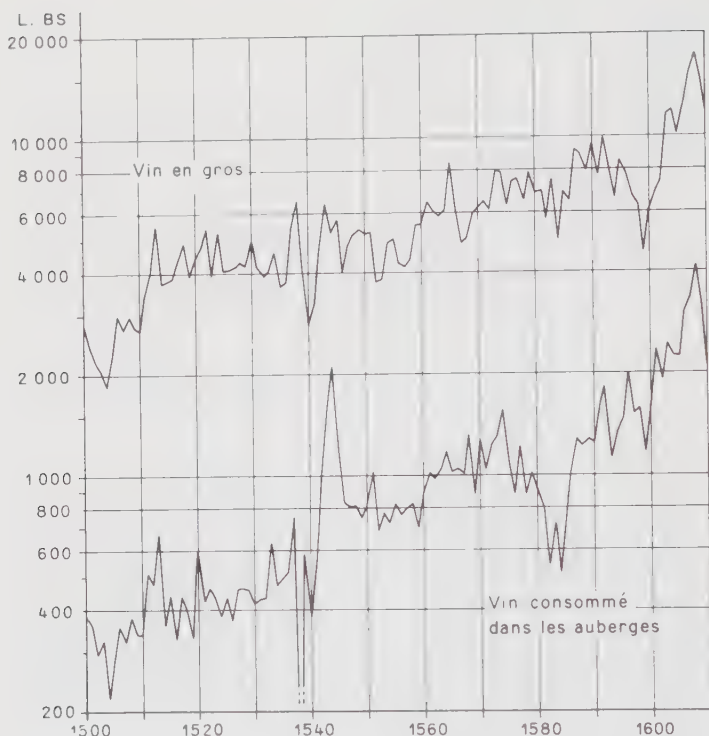


Figure 53 :
Taxes du vin
à Bâle.

2. Le rôle de la surtaxe sur le vin

Après le règlement du conflit avec l'évêque, en 1587, la ville décida de faire payer à tous ses sujets un « Rappen » supplémentaire par pot de vin vendu ou consommé. Cette décision autoritaire provoqua à la campagne, dès 1590, une résistance populaire, qui culmina en 1594 par une courte révolte, heureusement sans effusion de sang²⁴³. On peut se demander dans quelle mesure cette surtaxe instituée par le gouvernement bâlois avait été une aide réelle pour l'amortissement de la dette. Rien ne permet de l'affirmer. Les recettes des deux taxes sur le vin, c'est-à-dire sur les commerces en gros et au détail (fig. 53) montrent que la surtaxe a été sans effet, au moins au cours des dix premières années. La consommation du vin dans les auberges avait beaucoup reculé à partir de 1575 déjà. Cette baisse était due, en grande partie, au ralentissement de la conjoncture commerciale, le creux se situant en 1582 et en 1584. A partir de 1585, la courbe du vin consommé dans les auberges se redresse, comme conséquence de la stabilisation du transit commercial en général et de la reprise du trafic du bétail, des chevaux et du

²⁴³ MEYER, *Rappenkrieg*, pp. 5-131 ; GAUSS, *Geschichte*, pp. 585-655 ; BURCKHARDT, *Geschichte*, pp. 43-44.

Recettes	1591-1595 ‰	1596-1600 ‰	1601-1605 ‰	1606-1610 ‰
Recettes ordinaires				
sans taxes du vin	64,6	63,7	44,1	53,9
Ensemble des taxes sur le vin	15,2	11,6	11,0	16,4
Taxe sur la consommation du vin dans les auberges	(2,3)	(2,3)	(2,1)	(2,9)
Total des recettes ordinaires	79,8	75,3	55,1	70,3
Recettes extraordinaires (pensions, intérêts actifs, emprunts, remboursements, ventes extraordinaires)	20,2	24,7	44,9	29,7
	100	100	100	100

Tableau 71: Recettes ordinaires, extraordinaires et taxes du vin à Bâle de 1591 à 1610.

sel en particulier²⁴⁴. Le commerce du vin en gros connut la même évolution entre 1575 et 1590, quoique avec une amplitude moins forte. Mais, à partir de 1589, il commença à fléchir. Ce ralentissement dura jusqu'à la fin du siècle²⁴⁵. Lorsque la surtaxe fut instituée à Bâle, en 1590/1591, les recettes fiscales sur le vin consommé dans les auberges étaient déjà en hausse depuis cinq ans. Mais les bénéfices supplémentaires escomptés par le gouvernement bâlois ne purent pas être réalisés avant le début du XVII^e siècle, puisque la production viticole fut mauvaise entre 1590 et 1599. La conjoncture du secteur viticole avait contrecarré les plans gouvernementaux de Bâle. Ce fait est particulièrement perceptible dans le volume global des recettes publiques (tabl. 71). Le poids relatif des recettes fiscales sur le vin diminua sensiblement en 1596-1605. La part fournie par le reste des recettes ordinaires était d'abord restée stable (63,7% en 1596-1600), mais, au cours des premières années du XVII^e siècle, les recettes ordinaires ne produisirent plus que la moitié des recettes totales, si l'on comprend les taxes sur le vin dans les recettes ordinaires, et moins de la moitié si l'on en excepte les recettes fiscales sur le vin. La montée des recettes extraordinaires fut d'autant plus spectaculaire qu'après 1601 Bâle n'émit plus d'emprunts. L'essentiel de ces recettes était donc apporté par les pensions, les intérêts

²⁴⁴ Je m'appuie pour ce raisonnement sur les séries fiscales des comptes bâlois touchant les secteurs intéressés: «Stettvichzoll», «Pfärdzoll», «Stock-Husgeld», «Kaufhaus», «Pfundzoll», «Martinimesse», etc.

²⁴⁵ Une évolution semblable peut être observée à Genève, Fribourg, Berne, Soleure et Zurich. Sur quinze années (1586 à 1600), la production viticole à Schaffhouse fut quatre fois suffisante, tandis que pendant onze années, les vendanges ne produisirent que peu de vin. WILDBERGER, *Martinischlag*, pp. 27-29.

actifs et les remboursements d'obligations de la part des débiteurs de Bâle. Lorsque la part relative des taxes sur le vin augmenta vers 1606-1610, elle dépassa à peine son niveau de 1591-1595. De toute façon, la bataille pour l'amortissement de la dette avait déjà été gagnée.

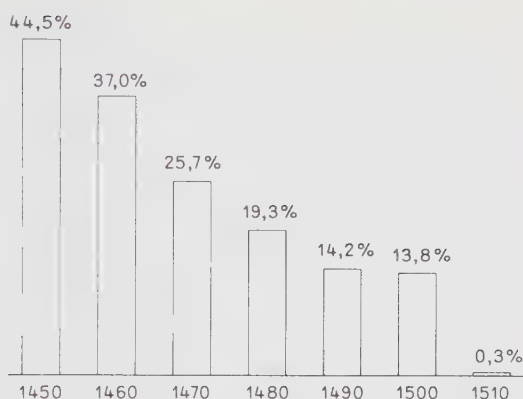
Le gouvernement bâlois avait-il donc pris une décision erronée, en imposant à ses sujets le «Rappen» supplémentaire sur le vin qu'ils consommaient? Notre but n'est pas de nous engager dans la critique de l'action gouvernementale. Ce qui nous préoccupe ici, c'est l'aspect économique, voire financier de la question. Lorsque les Bâlois instituèrent la surtaxe en question, la France avait cessé de verser les pensions de paix et d'alliance. Bâle avait encaissé la dernière pension française en 1587, qui fut en réalité la pension exigible en 1586. La situation financière du royaume n'était pas brillante du tout. L'ambassadeur du roi avait couru les cantons protestants pour pouvoir emprunter de l'argent, qui fut immédiatement investi dans la guerre à Genève et en Savoie. Ne pouvant absolument pas compter ni sur les pensions ni sur les intérêts que le roi de France aurait dû payer annuellement, les Bâlois décidèrent de chercher dans la fiscalité les moyens nécessaires au remboursement de leurs dettes. Ils frappèrent le bien de consommation le plus apte à rapporter rapidement un surplus substantiel. Les taxes sur le vin fournissaient déjà depuis longtemps une bonne partie des recettes ordinaires: 18,6% en 1551-1560, 21,4% en 1561-1570, 23,8% en 1571-1580 et 21,8% en 1581-1590. La progression de cette taxe ne leur a certainement pas échappé. Si la conjoncture viticole entre 1591 et 1600 ne leur avait pas joué un mauvais tour, les taxes sur le vin auraient pu être d'un secours certain. Mais le revenu fiscal sur le vin ne produisit 30% des recettes ordinaires qu'en 1601-1610, c'est-à-dire au bout de dix ou quinze années seulement. Ce ne fut donc qu'avec un bon retard que la surtaxe imposée sur le vin consommé en territoire bâlois contribua à l'amortissement de la dette publique.

C. EMPRUNTS À BÂLE ET À L'ÉTRANGER

Au ^{xv}e siècle encore, Bâle avait emprunté de l'argent dans les villes importantes situées plus au nord dans la vallée du Rhin. En 1450, une soixantaine de créanciers étaient domiciliés à Strasbourg. Pour un autre groupe moins nombreux, les intérêts devaient même être versés à Spire, à Worms et à Francfort. Les intérêts payés à l'ensemble de ces créanciers s'élevaient à 32,5% de tous les intérêts passifs, rentes viagères comprises. Si l'on compte uniquement les obligations remboursables, 44,5% appartenaient aux personnes de Strasbourg et des autres villes de la vallée du Haut-Rhin. D'autres créanciers habitaient la région bâloise, sans être de la ville ou de sa juridiction. Sur la rive gauche, Bâle avait des dettes à Mulhouse, Altkirch, Colmar et Sélestat. Sur la rive droite, à Neuenburg, Tott nau et

Figure 54 :

L'endettement de Bâle à l'extérieur au XV^e siècle.



Fribourg-en-Brisgau. Les autres créanciers étaient de Bâle même. Du côté de la Suisse, Bâle n'avait aucune dette financière.

Au cours de la seconde moitié du XV^e siècle, la situation évolua (fig. 54). La ville de Bâle devint financièrement indépendante de ses voisins du Nord. Le potentiel financier de ses habitants et de sa région augmenta peu à peu, et se substitua à celui des riches villes allemandes. Bâle se débarrassa ainsi des obligations qui la liaient à l'Empire. Non seulement dans sa politique générale, mais aussi dans son comportement financier, Bâle agissait dans le sens d'une neutralité visant à l'indépendance.

Au XVI^e siècle, Bâle maintint son indépendance. Quand la ville devait emprunter de l'argent, elle pouvait compter sur la capacité financière de ses propres habitants et de ceux de sa région. Bâle était devenue une place financière qui attirait les capitaux à la recherche d'un placement. La ville ne pouvait qu'en profiter.

VI. Schaffhouse

A. ÉVOLUTION GÉNÉRALE (fig. 55)

La ville de Schaffhouse s'était terriblement endettée au cours du XV^e siècle. En 1500, sa dette s'élevait à environ 22 600 écus d'or²⁴⁶. La caisse ne contenait que quelques centaines d'écus, et la ville n'avait pas de débiteurs. Pour se débarrasser des dettes, il aurait fallu utiliser la totalité des recettes ordinaires des huit premières années du XVI^e siècle²⁴⁷, ce qui ne pouvait se faire. Les intérêts, que la ville devait verser aux créanciers, absorbaient 30% des recettes. S'y ajoutaient les rentes viagères payables obligatoirement tous les trimestres, soit encore 8% des recettes ordinaires annuelles.

²⁴⁶ 33 133 fl Rh.

²⁴⁷ 1499/1500 à 1504/1505 : 22 843 écus.

Les premières années du XVI^e siècle furent donc assez pénibles pour le trésor schaffhousois, d'autant que les recettes ordinaires avaient tendance à diminuer. De nombreux emprunts et des remboursements se succédèrent. Après avoir atteint 23 336 écus en 1502/1503, la dette ne diminua que très faiblement au cours de la première décennie du siècle. Mais à partir de 1509/1510 les choses commencèrent à aller mieux. Schaffhouse reçut la première pension d'alliance du pape: 750 écus²⁴⁸. L'année 1511/1512 apporta deux pensions papales (1500 écus) et le premier paiement de l'alliance héréditaire (150 écus). En 1517/1518, Hans Ziegler et Ludwig von Fulach ramenèrent de Zurich la pension du pape (750 écus) et celle de l'empereur (150 écus). Le bourgmestre Ziegler apporta de Berne 150 écus provenant de la pension savoyarde et 30 écus de Savoie, que le duc avait accordés gracieusement en supplément. Hans Keller de Berne, en passant par Schaffhouse y déposa la pension du roi de France (1000 écus) et Ludwig von Fulach ramena de Neuchâtel 34 écus qui venaient de l'excédent des comptes de bailliage des Confédérés²⁴⁹. D'autres dons diplomatiques s'y ajoutèrent. Enfin, Schaffhouse reçut 4245 écus des soldes que le duc de Milan n'avaient pas encore payées jusqu'alors. La somme de ces recettes s'élevait à 6770 écus. L'année suivante, Schaffhouse encaissa de cette manière 2485 et, en 1519/1520, 5097 écus. Cette année-là, Schaffhouse reçut pour la première fois sa part du produit des bailliages communs au Tessin²⁵⁰. Cette nouvelle source de revenus assura à la ville une rentrée annuelle supplémentaire de 200 écus en moyenne. Par ailleurs, les recettes ordinaires commencèrent à s'accroître à partir de 1510.

Les nouvelles ressources furent essentiellement employées à trois fins: le remboursement des dettes, l'amélioration des liquidités de la trésorerie et la constitution d'un portefeuille d'obligations rapportant chaque année un intérêt fixe. En 1522 déjà, Schaffhouse ne devait plus que 10 000 écus à ses créanciers. Dans la caisse du trésorier se trouvaient 8630 écus. En plus, Schaffhouse avait déjà accordé des prêts pour une valeur de 10 623 écus. Le bilan financier de la ville était donc devenu positif²⁵¹. Chaque année, on pouvait s'attendre à recevoir environ 1500 écus de pensions et un supplément provenant du bilan actif des intérêts. En 1525, Schaffhouse acheta la petite ville de Neunkirch avec Ober- et Unterhallau. L'évêque de Constance reçut pour cette transaction 6170 écus²⁵². En prévision de cet achat, Schaffhouse s'était assurée en 1525 et en 1526 d'un emprunt de 4637 écus. A partir de 1527, les remboursements reprirent déjà. En 1545, Schaffhouse ne devait plus que 1500 écus à un créancier bernois.

Pendant vingt-cinq années, Schaffhouse n'eut plus à recourir à l'emprunt. La ville était devenue riche, consolidant sa fortune financière d'année en

²⁴⁸ 1000 fl Rh.

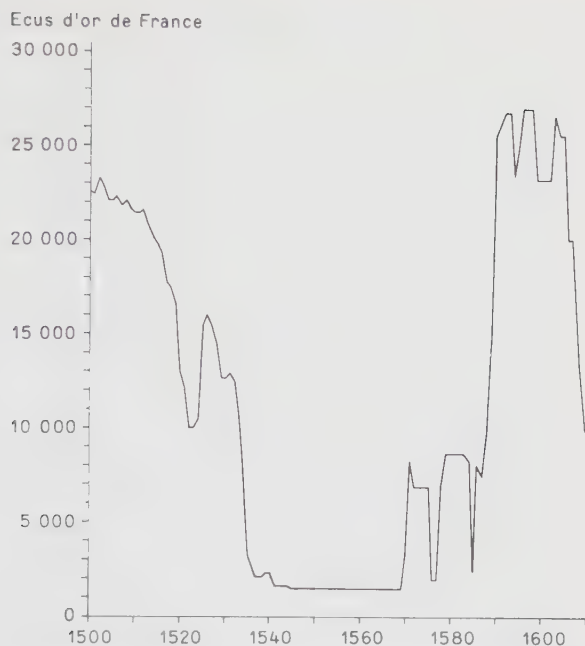
²⁴⁹ BERGER-LOCHER, *Neuchâtel*, pp. 147 ss.

²⁵⁰ Lowis et Luggarus.

²⁵¹ *Supra*, fig. 27.

²⁵² SCHIB, *Geschichte*, 248-249: 8500 fl SH.

Figure 55: Evolution globale des dettes de Schaffhouse.



année²⁵³, mais à partir de 1570, elle se remit à faire des dettes. Il se pourrait que les 7220 écus empruntés en 1570, 1571 et 1572 servirent d'une part au financement du procès du «Paradis»²⁵⁴ et d'autre part à l'achat de blé; car on se trouvait dans une période de crise frumentaire. 5000 écus furent remboursés en 1576. Mais à nouveau en 1579 et en 1580, on emprunta 6800 écus, dont la ville avait besoin pour l'achat de Thayngen, que Wolf Walter von Fulach se proposait de vendre pour le prix de 8333 écus²⁵⁵. Les remboursements de cet emprunt commencèrent en 1584.

A partir de 1586, et jusqu'en 1590, Schaffhouse accepta presque chaque année de nouveaux prêts, d'abord pour financer les remboursements, ensuite pour pouvoir accorder des crédits sans devoir dégarnir le trésor de la ville. En 1591/1592, elle se porta aussi caution à Bâle pour le roi de France, qui emprunta 70 000 écus au change public. Au cas où le roi ne payerait pas les intérêts, Schaffhouse s'était engagée à intervenir pour un capital de 16 000 écus. Cela se produisit en 1595, le roi n'ayant plus rien versé depuis 1593; les créanciers exigeaient les intérêts échus pour Noël 1595. Les changeurs de Bâle firent appel à Schaffhouse et aux autres villes engagées dans la même affaire. Schaffhouse dut payer 2290 écus²⁵⁶, que la ville

²⁵³ Cf. KÖRNER, *Réforme*, pp. 218 ss.

²⁵⁴ SCHIB, *op. cit.*, pp. 306-307.

²⁵⁵ 20 000 fl SH; *Chronik SH*, 1580.

²⁵⁶ L SH 5947.4.7 = fl BS 3817 et 5 batz (StA BS, Frankreich, Schulden, A 5,5).

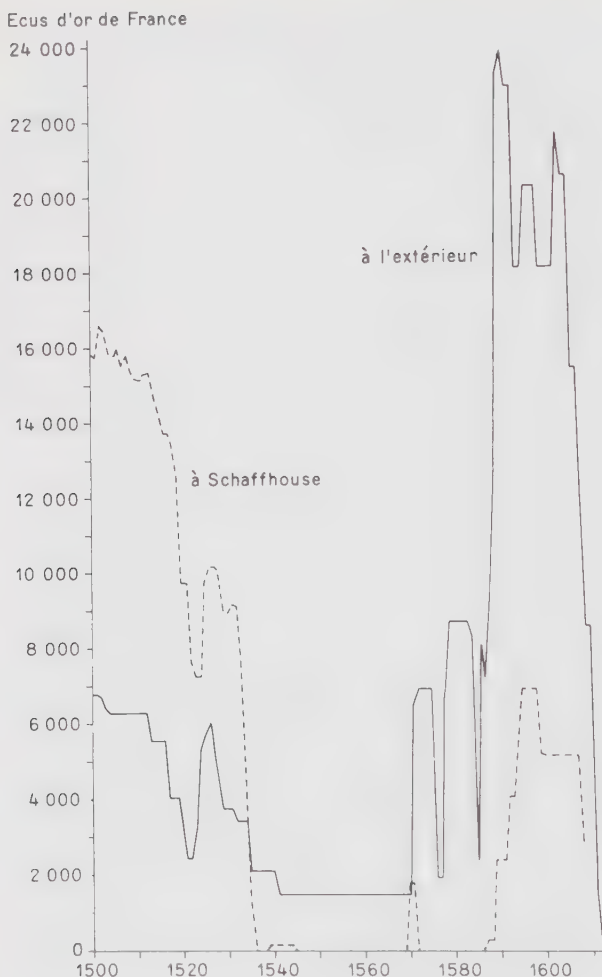


*Figure 56 :
Evolution des dettes
de Schaffhouse
« dans la ville » et
« à l'extérieur ».*

s'empressa de se procurer par un emprunt. Le trésorier de l'ambassadeur du roi de France remboursa cette avance en 1597, 1598 et en 1601.

La conséquence de cette série d'emprunts, commencés en 1570, fut l'accroissement des dettes, sensible surtout après 1585. De 1590 à 1605, leur total fluctua continuellement entre 23 000 et 27 000 écus, soit à un niveau supérieur à celui du début du siècle. Mais puisque, dans le même laps de temps, les prêts accordés par la ville de Schaffhouse s'élevèrent à plus de 40 000 écus, les dettes n'avaient rien d'alarmant pour la ville. A partir de 1606, Schaffhouse réalisa quelques beaux remboursements, et en 1611, la ville retrouva sa situation privilégiée d'entre 1545 et 1570. Les dettes avaient à nouveau presque disparu.

B. LES EMPRUNTS À SCHAFFHOUSE MÊME (fig. 56)

Les trésoriers de Schaffhouse subdivisaient le compte des intérêts passifs en trois groupes. Ils appelaient le premier « dans la ville », le deuxième « à la campagne » et le troisième « à l'extérieur »²⁵⁷. Dans le groupe « à la campagne » ne figurent que des paiements de rentes viagères, de sorte que Schaffhouse ne connut que des créanciers « dans la ville » et « à l'extérieur », c'est-à-dire à Schaffhouse, en Suisse et à l'étranger. Cette distinction était pratique, puisqu'elle permettait aux trésoriers de connaître exactement l'état des obligations de la ville à Schaffhouse et à l'extérieur et de préparer les espèces nécessaires au paiement des intérêts. En 1500, les créanciers schaffhousois dominaient nettement ceux de l'extérieur, ils détenaient 70 % des obligations de la ville.

Cette prédominance locale dura pendant toute la première partie du XVI^e siècle, jusqu'en 1535, lorsque l'effort de remboursement eut presque atteint son but. Après 1570, les prêts de l'extérieur prirent le dessus. La ville de Schaffhouse chercha des fonds surtout à l'extérieur, sans pour autant refuser les prêts de ses bourgeois, lesquels ne manquaient pas de capitaux, comme en témoignent les registres des impôts sur les fortunes²⁵⁸. Les bourgeois de Schaffhouse préféraient cependant investir leurs capitaux dans des entreprises commerciales²⁵⁹ et avancer des fonds aux communes et aux gens de la campagne²⁶⁰. Pendant que ces capitaux travaillaient dans le commerce et dans la région schaffhousoise, le gouvernement cherchait à attirer des capitaux de l'extérieur, soit pour les investir dans des agrandissements territoriaux, soit pour les prêter à l'extérieur. Il ne fallait surtout pas dégarnir le trésor de la ville ! De ce fait, la seconde moitié du XVI^e siècle révèle de la part de la ville de Schaffhouse une attitude typiquement mercantile dans ses emprunts.

a) Les emprunts à Schaffhouse jusqu'en 1545 (tabl. 72)

Parmi les quelque 164 créanciers schaffhousois de la ville, 114 l'étaient déjà avant 1500 et 47 seulement se sont ajoutés au cours de la première partie du XVI^e siècle. Les petits prêts inférieurs à 20 écus étaient peu nombreux. Plus de 54 % déposaient au moins 100 écus, la moyenne étant de 159 écus. Sept créanciers avaient confié plus de 500 écus à la ville, soit 20 % de l'ensemble des prêts. Les petites sommes étaient en grande partie dues à des chapelles, à des autels et à des prébendes des églises et des couvents de Schaffhouse. Il s'agit certainement d'obligations que des créanciers décédés au XV^e siècle avaient léguées à des institutions ecclésiastiques. Le fait que

²⁵⁷ « In die Stadt », « auf das Land », « für die Stadt ».

²⁵⁸ STEINEMANN, *Zoll*, pp. 205 ss ; ZIMMERMANN, *Vermögensverhältnisse*, pp. 54-61.

²⁵⁹ STEINEMANN, *Wirtschaftspolitik*, p. 103 ; SCHIB, *Geschichte*, p. 349.

²⁶⁰ *Supra*, Troisième Partie, VI, A.

Ordre de grandeur des prêts en écus d'or	Nombre		Ecus d'or	
	Absolu	%	Somme	%
1 - 4	2	1,2	3	—
5 - 9	3	1,8	24	0,1
10 - 19	10	6,1	146	0,6
20 - 49	22	13,4	669	2,6
50 - 99	38	23,2	2 885	11,0
100 - 199	47	28,7	6 578	25,2
200 - 499	35	21,3	10 545	40,4
500 et plus	7	4,3	5 243	20,1
Total	164	100	26 093	100

Tableau 72 : Obligations à Schaffhouse jusqu'en 1540.

25,6% des créanciers avaient pu avancer 60,5% des fonds nécessaires à leur ville donne l'impression de l'existence d'une bourgeoisie et d'une noblesse aisées à Schaffhouse déjà au début du XVI^e siècle. Si les finances de la ville avaient connu quelques difficultés à la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e siècle, les ressources financières d'une bonne partie de la population permirent d'y remédier. L'accumulation de capital était déjà telle qu'une partie pouvait être libérée du circuit commercial pour être investie dans les emprunts de la ville. Celle-ci remboursa ses obligations dès qu'elle le put. En 1545, elle n'avait plus aucune dette dans la ville.

Pour l'achat de Neunkirch, d'Ober- et Unterhallau, les Schaffhousois contribuèrent avec 3262 écus à l'emprunt de la ville. Voici leurs noms :

Noms	Ecus	Fl R.
Adam Bili	150	200
Hans Bischof, Veuve de	262	350
Erhart von Fulach	1050	1400
Ulrich von Fulach	262	350
Christoffel von Grütt	337	450
Hans Löw	113	150
Bernhart Peyer, Veuve de	263	350
Otmar Rordorf	150	200
Heinrich Schoop, Veuve de	225	300
Franz Ziegler	450	600
	3262	= 4350

Cette participation représente 47,5% de l'emprunt de 1525 et 1526, le reste provenant de l'extérieur. On constate déjà une diminution de l'autonomie financière de Schaffhouse.

Grandeur des prêts en écus d'or ²⁶¹	Nombre	Ecus d'or	
		Somme	%
100 - 199	1	134	1,3
200 - 499	4	1 090	10,5
500 et plus	12	9 185	88,2
Total	17	10 409	100

Tableau 73 : Les obligations à Schaffhouse après 1570.

b) Les emprunts à Schaffhouse après 1570 (tabl. 73)

Les choses changèrent encore en une génération. A partir de 1570 jusqu'en 1603, 17 prêts seulement ont été accordés par des Schaffhousois à leur ville. Il s'agit des membres de quelques familles dirigeantes, dont la moyenne des prêts s'établit à 612 écus. Les petits prêts ont entièrement disparu. La ville n'emprunta qu'auprès des riches bourgeois; elle n'eut plus besoin de faire appel à tout le monde, l'oligarchie politique se confondant avec les familles possédantes²⁶². Parmi ces créanciers occasionnels se trouvent les familles suivantes: Peyer, Peyer im Hoff, Gottfried, Im Thurn, Mäder, Schwartz, Waldkirch, Wildenberg. D'autres, tels les Stokar et les Ziegler, n'y figurent pas. Une bonne partie de l'argent confié à la ville servit à accorder un prêt à Genève en 1589 et à payer les intérêts dus à Bâle pour le roi de France en 1595. Les familles dirigeantes appuyèrent financièrement la politique extérieure de la ville, agissant dans le sens de la solidarité religieuse avec Genève, mais aussi en fonction des intérêts et des privilèges économiques des entreprises commerciales schaffhousoises en France²⁶³. Les années d'emprunts coïncidaient aussi avec des années de mauvaises récoltes, de peste et de disette²⁶⁴. Au cours de ces années, la ville de Schaffhouse dut acheter des quantités énormes de blé pour assurer le ravitaillement de sa population²⁶⁵. Dans ces circonstances, les villes avaient l'habitude de recourir à l'emprunt pour se procurer rapidement les fonds nécessaires à l'achat de blé²⁶⁶. Certains prêts ont certainement été accordés par les Schaffhousois dans cette intention.

En 1611, 2849 écus seulement étaient encore dus par la ville, le reste avait été remboursé.

²⁶¹ Effectivement tous les prêts ont été stipulés en fl SH.

²⁶² Cf. SCHIB, *op. cit.*, pp. 324-328.

²⁶³ Cf. SCHIB, *op. cit.*, pp. 348-349.

²⁶⁴ 1570: été humide, cherté; 1586: peu de vin, acide, cherté; 1587: peu de vin, acide; 1589: année peu fertile, presque pas de vin, acide; 1593: beaucoup de vin, mais 1592 et 1594 étaient de mauvaises années; 1600: très peu de vin; l'hiver dura jusqu'en mai et recommença en septembre (WILDBERGER: *Martinischlag*, pp. 27-29).

²⁶⁵ 1585/86: 2837 L. SH; 1589/90: 7565 L. SH; 1590/91: 3740 L. SH; 1592/93: 3327 L. SH; 1593/94: 5595 L. SH; 1600/01: 3254 L. SH.

²⁶⁶ Voir l'exemple genevois de 1586/87: supra, pp. 285-286.

C. LES EMPRUNTS À L'EXTÉRIEUR (fig. 56)

a) Avant 1545

Depuis la fin du ^{xiv}^e siècle, Schaffhouse avait l'habitude d'emprunter de l'argent à Bâle, à Neuenburg-sur-le-Rhin, à Fribourg-en-Brisgau et à Constance²⁶⁷. A la fin du ^{xv}^e siècle cependant, aucune obligation n'était due à des bourgeois de ces villes. Schaffhouse s'était tournée vers la Suisse. Une première alliance avait été signée en 1454 avec Zurich, Berne, Lucerne, Schwytz, Zoug et Glaris. Cette alliance fut renouvelée en 1479. Schaffhouse a donc déjà eu des relations amicales avec les Suisses avant son entrée à part entière dans la Confédération, en 1501. Les rapports amicaux que la ville entretenait avec les Suisses depuis le milieu du ^{xv}^e siècle se sont finalement concrétisés en liens financiers.

Les sommes que la ville devait en 1500 à l'extérieur s'élevaient à environ 6795 écus²⁶⁸. Un nommé Keller, de Hallau, ayant prêté 90 écus, était le seul créancier de la région proche de Schaffhouse. L'essentiel, c'est-à-dire 8 des 10 obligations, était dû à des créanciers de Lucerne, de Berne et de Soleure : 300 écus à l'avoyer Hans Sonnenberg de Lucerne²⁶⁹ et 750 écus à l'avoyer soleurois Conrad, héritier de Heinzmann Hächler. Le reste appartenait à un groupe de Bernois : 1500 écus à Wilhelm von Diesbach et à sa femme Barbara von Lupfen, 1500 écus à Peter von Wabern, 788 écus à Urban von Mülinen, 405 écus à Peter Ross et 750 écus au Nider Spital. Un nommé von Goldberg, dont on ignore le domicile, avait pour sa part prêté 112 écus.

Schaffhouse, ville suisse, ne coupa cependant pas tous les liens avec son espace vital naturel. Au cours de la première moitié du ^{xvi}^e siècle, sa banque de dépôts et de crédit attira la clientèle dans un rayon de 20 kilomètres autour de la ville, mais également celle des villes allemandes de Rottweil, Rechberg, Munich, Augsbourg, Ulm, Constance et Lindau, ainsi que celle des villes suisses telles Saint-Gall, Zurich, Berne, Lucerne et Bâle²⁷⁰. Cette large ouverture s'est faite également dans le domaine des emprunts.

A l'occasion du décès de Bering von Landenberg, en 1520, la Schwendin de Zurich devait hériter de 375 écus, qu'elle retira en 1525 seulement. La ville de Schaffhouse lui paya les intérêts jusqu'à cette année-là. A partir du mois de février 1524, on commença à économiser de l'argent pour l'achat de Neunkirch. La ville obtint un prêt de 750 écus de la part des héritiers de Marx Roist de Constance. La même année encore, l'aumône de Constance prêta 1350 écus qui furent immédiatement investis dans l'hôpital (450 écus), dans la Spend (150 écus), au Paradis (300 écus), à Sainte-Agnès (300 écus) et

²⁶⁷ SCHIB, *op. cit.*, p. 148.

²⁶⁸ 9060 fl Rh.

²⁶⁹ Il s'agit peut-être d'un prêt accordé par Sonnenberg à Hans Bischof, de Schaffhouse, la ville ayant servi d'intermédiaire. Cf. KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, p. 83, n. 46.

²⁷⁰ *Op. cit.*, pp. 69-71.

dans la commune de Thayngen (150 écus)²⁷¹. Les héritiers du docteur Schönauf de Waldshut accordèrent 750 écus également, et, en 1525, Schaffhouse obtint 750 écus de la ville de Zurich. Les prêts reçus en 1524 et en 1525 furent gagés sur la ville de Neunkirch. En 1526, Schaffhouse obtint encore deux prêts, l'un de Bernhard Schmid de Diessenhofen (75 écus) et l'autre de Hans Lothar de Rottwil (225 écus).

Tous ces prêts, anciens et nouveaux, furent remboursés avant 1545, sauf un, de 1500 écus, ou 2000 fl du Rhin, qui était déjà dû en 1500 à Peter von Fahr, et ne fut pas remboursé au cours du XVI^e siècle. La créance de Peter von Fahr passa en 1523 à Cordula von Luternau, en 1558 à Junker Augustin von Luternau, en 1585 à Junker Hermann von Luternau et en 1601 aux héritiers de ce dernier. En 1608, Schaffhouse payait toujours l'intérêt de cette obligation, dont le remboursement n'eut lieu qu'en 1612.

b) A partir de 1570

Nous avons vu l'aspect sporadique des prêts accordés par les bourgeois de Schaffhouse à partir de 1570. Leur caractère complémentaire, 20 % des emprunts de la ville, devient plus évident encore, lorsque l'on se rend compte des sommes élevées que la ville de Schaffhouse a pu trouver à l'extérieur. En 1571, elle emprunta 5000 écus²⁷² de Heinrich Fleckenstein, de Lucerne, bailli à Baden, en Argovie. La même année, la ville de Rottweil accorda un prêt de 1320 écus, dont 420 furent destinés à Schaffhouse. Les autres 900 écus avaient été empruntés par Unterhallau et Gächlingen²⁷³.

En 1579/1580, le Junker Wolff Walter von Fulach, domicilié à Radolfzell, prêta 1800 écus²⁷⁴, somme accordée en crédit sur le prix d'achat de Thayngen. En 1586, Felix Schmid, de Stein am Rhein, se rendit à Augsbourg et emprunta pour huit ans, au nom de la ville de Schaffhouse, 4800 écus²⁷⁵ de Magdalena Neidhart, née Stebenhaber à Werdernau, veuve de Gabriel Neidhart²⁷⁶. Barbara von Thalheim, qui prêta 2400 écus²⁷⁷ en 1588, était née Schnaitter, de Sulz, veuve de Jacob von Thalheim, ancien colonel au service de l'électeur de Saxe. Elle était aussi la belle-sœur de David von Waldkirch, de Schaffhouse. La ville remboursa à ce dernier l'obligation en 1599 et en 1600. L'abbé Gaspard de Saint-Blaise, en Forêt-Noire, fournit 2800 écus²⁷⁸ en 1589. Les intérêts furent versés régulièrement à Hans von Waldkirch jusqu'en 1600. A partir de 1601, Philippe von Waldkirch encaissa les intérêts destinés au prélat de Saint-Blaise, et

²⁷¹ StA SH, Passivschuldenbuch 1506, f° 1 ss.

²⁷² Ce prêt fut réellement stipulé en écus d'or de France.

²⁷³ StA SH, n. 252, 1573/74, Ausgaben, Zinsen.

²⁷⁴ 3000 fl SH.

²⁷⁵ 6000 Philipstaler.

²⁷⁶ Cf. EHRENBURG, *Le siècle des Fugger*, p. 255.

²⁷⁷ 4000 fl SH.

²⁷⁸ 5000 fl SH.

s'occupa aussi du remboursement en 1609. Hans Melchior Steinbock, de Waldshut, prêta 555 écus en 1591 et 536 écus en 1596²⁷⁹. Au début de l'année 1596, Schaffhouse emprunta encore 1600 écus²⁸⁰ au capitaine Christoph Tschudin, de Glaris, chevalier de l'ordre de Malte, habitant le château de Wasserstelz, à Kaiserstuhl. Les deux derniers emprunts furent utilisés au paiement des intérêts sur les 16 000 écus prêtés au roi de France et cautionnés par la ville de Schaffhouse à Bâle.

Tous ces prêts individuels accordés à la ville de Schaffhouse variaient entre 1000 et 5000 écus. Pour obtenir des sommes plus élevées, il fallait alors s'adresser à une banque, institution à même de drainer des capitaux sur une grande échelle pour pouvoir accorder des prêts importants. En 1579 déjà, la ville de Bâle avait accordé à Schaffhouse un prêt de 5000 écus²⁸¹. Ce fut la base même du capital nécessaire à l'achat de Thayngen. Dix années plus tard, on se souvint à Schaffhouse des possibilités que Bâle offrait en tant que place financière. La ville de Berne demanda un prêt à Schaffhouse. Cette dernière, ne voulant pas puiser dans son propre trésor pour répondre au désir des Bernois, leur proposa un prêt de 20 000 florins, soit environ 11 000 écus, que Schaffhouse emprunterait pour Berne au change public de Bâle. Le jour de la Saint-Jean-Baptiste 1590, Berne s'obligea par écrit de payer régulièrement les intérêts et de rembourser l'emprunt ponctuellement²⁸². Le 3 août 1590, le Conseil de Schaffhouse confia au bourgmestre Ziegler la charge de demander à Bâle la réalisation de ce prêt. Le 14 août déjà, le même Conseil demanda à une commission, formée du bourgmestre Peyer, du gouverneur Mäder, de Hans Im Thurn, de Caspard Ringk et des trésoriers, de préparer le texte définitif de l'obligation bernoise²⁸³.

Entre-temps, la souscription avait déjà commencé à Bâle. Les titres furent émis le jour de la Saint-Jean-Baptiste 1590. 17 particuliers de Bâle, de Rufach, de Sulzmatt, de Neuenburg-sur-le-Rhin, mais aussi cette dernière ville elle-même et l'Université de Bâle, participèrent à l'emprunt.

Lorsque, en 1603, Schaffhouse dut à nouveau emprunter une somme assez importante²⁸⁴, elle s'adressa encore au change public de Bâle, qui réalisa cet emprunt, toujours par souscription, de 5105 écus fournis par quelques particuliers de Bâle et de Colmar. Schaffhouse remboursa cette somme en 1607 déjà. La possibilité de ce remboursement fut discutée le 10 novembre 1606 en Conseil secret²⁸⁵. Le trésorier avait mis de côté 2000 fl. L'administration de Sainte-Agnès avait fait un bénéfice de 1333 florins et

²⁷⁹ 1000 fl SH les deux fois.

²⁸⁰ 3000 fl SH.

²⁸¹ 5000 écus d'or de France.

²⁸² Une copie de cette obligation se trouve dans StA SH, Seckelamtakten.

²⁸³ StA SH, Seckelamtakten (3 et 14 août 1590).

²⁸⁴ Participation financière à la guerre entre Genève et la Savoie. Berne et Zurich envoyèrent des troupes à Genève. Schaffhouse donna de l'argent.

²⁸⁵ StA SH, Geheimratsprotokolle 1605- (10 novembre 1606).

vendu du blé pour 1500 florins. Le Paradis pouvait fournir 1100 florins provenant aussi du blé vendu. Adelberg Meyer, de Bâle, écrivit que la ville de Genève venait de déposer dans le change public quelque 2500 florins pour le compte de Schaffhouse. Le total de ces sommes s'élevait donc à 8433 florins. Le Conseil jugea qu'il serait possible de réunir les 10 000 florins nécessaires au paiement de l'intérêt et du capital prévu pour le printemps 1607²⁸⁶. Les autres créanciers avaient aussi, entre-temps, reçu leur argent. Lorsque Berne honora à son tour, en 1611, ses engagements envers Schaffhouse en remboursant sa dette directement au change public de Bâle, Schaffhouse n'eut plus de dettes à l'extérieur, sauf les 1500 écus dus à la famille Luternau. Cette dette disparut en 1612 et Schaffhouse devint alors libre de tout engagement financier extérieur.

VII. Saint-Gall

La malheureuse issue qu'avaient eue pour les Appenzellois et la ville de Saint-Gall les démêlés avec l'abbé Ulrich Rösch et les Confédérés suisses, en 1490, condamna les Saint-Gallois à payer aux Confédérés une indemnité de guerre de 10 000 florins et à dédommager l'abbé en lui versant, solidairement avec les Appenzellois, une somme de 11 500 florins²⁸⁷. Afin de pouvoir résister à un siège attendu de la part de Zurich, Lucerne, Schwytz et Glaris, alliés de l'abbé Ulrich, les Saint-Gallois s'étaient engagés dans de lourdes dépenses. De plus, leur participation, quelques années plus tard, à la guerre de Souabe, aux côtés des Confédérés cette fois-ci, leur avait encore causé des frais.

C'est ainsi qu'ils commencèrent le ^{xvi}e siècle avec une dette s'élevant à quelque 21 250 écus d'or, somme qui représente le quintuple de la recette ordinaire de l'année 1500 ou le sextuple de celle d'une année moyenne entre 1500 et 1510. Les intérêts passifs pesaient lourd dans le budget : 25 % des recettes ordinaires ou 18 % des recettes totales en 1500. L'abbé lui-même était devenu le plus important créancier de la ville. Les Saint-Gallois lui devaient 6800 écus²⁸⁸. En 1510, leur dette envers l'abbé s'élevait encore à 6200 écus²⁸⁹. Elle se maintint à ce niveau jusqu'en 1537, année où la ville put la réduire de moitié, avant de verser, en 1539, les 3100 écus restants. Parmi les autres créanciers figuraient quelques particuliers tels Hans von Schönaue avec un prêt de 1950 écus, Junker Bastian von Luternau (930 écus), Heinrich Roggwiler (775 écus), Jacob von Schwarzenbach et Sigfried von Ulm (625

²⁸⁶ StA SH, Geheimratsprotokolle 1605- (28 mai 1607).

²⁸⁷ DIERAUER, *Histoire*, II, p. 367 ; BUEHRER, *Auswärtige Politik*, pp. 20-21.

²⁸⁸ 8800 fl SG.

²⁸⁹ 8000 fl SG.

Année	Dettes en écus d'or	Par rapport aux recettes ordinaires	Intérêt en % des recettes ordinaires
1500	21 300	5,3 fois	26,6
1505	17 900	4,8	24,1
1510	23 100	5,4	27,1
1515	17 000	3,2	16,1
1520	11 400	2,2	11,2
1525	6 500	1,3	6,6
1530	2 000	0,4	1,8
1535	9 200	1,9	9,3
1540	1 500	0,4	1,8
1545	500	0,1	0,5

Tableau 74: Dettes de Saint-Gall jusqu'en 1545.

écus) et le secrétaire de la ville (2000 écus). On y trouvait encore Junker Hans von Hohenlandenberg, de Rapperswil (540 écus), Elsa Studer, de Ravensburg (1550 écus) et Sebald Hornung, de Nuremberg (800 écus). L'endettement ne devait guère diminuer sensiblement avant 1514. A mesure qu'une obligation était remboursée, une autre prenait sa place, comme en 1502, où la ville de Zoug vint s'ajouter, avec un prêt de 1100 écus, au nombre des créanciers de Saint-Gall.

Presque toute la première moitié du XVI^e siècle fut marquée par l'effort de remboursement des dettes et d'assainissement des finances publiques. Les Saint-Gallois s'y prirent avec beaucoup de réalisme. Saint-Gall était une des rares villes suisses à percevoir régulièrement, chaque année, un impôt sur la fortune de ses habitants²⁹⁰. Cette ressource devait combler les lacunes dues à la faiblesse des revenus d'une ville sans territoire. Les recettes extraordinaires furent presque entièrement consacrées au paiement des intérêts et au remboursement des dettes. De 1500 à 1545, les pensions de paix et d'alliances ainsi que d'autres recettes extraordinaires s'élevèrent à environ 53 000 écus d'or. Saint-Gall avait contracté au total des obligations anciennes et nouvelles pour quelque 33 000 écus et avait évidemment des intérêts à payer qui faisaient en tout environ 27 000 écus. Les recettes extraordinaires n'étaient donc pas suffisantes pour résoudre ce problème.

Les années les plus difficiles se situèrent entre 1500 et 1510. La dette représentait presque tout le temps le quintuple des recettes ordinaires et les intérêts passifs absorbaient entre 24% et 27% du budget ordinaire (tabl. 74). Au cours de cette première décennie du XVI^e siècle, les recettes ordinaires

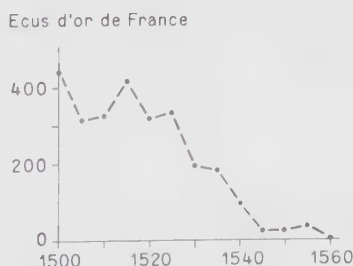
²⁹⁰ Au XVI^e siècle, seules Saint-Gall et Schaffhouse parmi les villes suisses d'une certaine importance percevaient un tel impôt, tandis qu'en Allemagne cet impôt existait pratiquement partout (Eitel, *Konstanzer Handel*, p. 551).

étaient en effet médiocres et en recul. Après avoir pu rembourser quelques obligations au cours des premières années du siècle, Saint-Gall fut donc obligée de recourir à l'emprunt pour équilibrer son budget global alourdi par les intérêts passifs. Mais à partir de 1509, l'évolution des recettes ordinaires devint ascendante²⁹¹. Ces dernières s'établirent finalement entre 1500 et 2000 écus au-dessus des recettes moyennes des années 1500 à 1510, soit une majoration de l'ordre de 35 % à 50 %, accroissement suffisant pour favoriser les remboursements.

La longue chute des recettes, à partir de 1530 jusqu'en 1540, freina l'élan de remboursement. Il s'y ajouta une nouvelle condamnation qui s'abattit sur Saint-Gall par le traité de Wil du 28 février 1532²⁹². La ville fut obligée de rendre à son propriétaire légitime l'abbaye qu'elle avait confisquée et à lui verser une indemnité de 10 000 florins. Ces deux facteurs, baisse du revenu et défaite lors de la guerre de religion, débouchèrent sur quelque 10 000 écus de dettes fraîches s'accumulant de 1530 à 1533. Mais la situation ne fut plus jamais aussi catastrophique qu'en 1490. La ville de Saint-Gall se ressaisit assez vite. En 1540 déjà son état d'endettement était retombé à moins de 2000 écus et se stabilisa vers 1545 à environ 500 écus. La conjoncture économique générale, qui venait d'entrer dans son plus extraordinaire mouvement de hausse au cours du XVI^e siècle, avait entraîné dans son expansion les finances de la ville de Saint-Gall. La production de draps saint-gallois augmenta remarquablement, les recettes ordinaires de la ville grossirent d'année en année, presque sans répit jusqu'au-delà de 1560, atteignant le double des bonnes recettes des années 1515 à 1530 et le triple d'une recette moyenne vers 1540. Les recettes extraordinaires, constituées enfin sans emprunts, ne restèrent pas en retrait, et le spectre des dettes put être définitivement banni des finances du XVI^e siècle saint-gallois.

Les rentes viagères qui avaient contribué, à la fin du XV^e siècle, à fournir à la ville un capital qui n'était pas à rembourser en principe, avaient aussi progressivement diminué et presque disparu après 1540. Elles avaient suivi à partir de 1505, pendant quelques années, le même mouvement de hausse (fig. 57).

Figure 57: Rentes viagères payées par Saint-Gall.



²⁹¹ *Supra*, fig. 14.

²⁹² BÜHRER, *op. cit.*, p. 24.

Une fois encore, la ville de Saint-Gall fit des dettes au cours du XVI^e siècle. Mais elle n'y était plus obligée en tant que victime de sa politique malheureuse ou de la conjoncture économique contraire à ses intérêts. En 1579, la ville acheta pour 30 000 écus d'or²⁹³ la seigneurie de Bürglen qui avait appartenu jusqu'alors à Albrecht von Landenberg. Comme tant de seigneuries rachetées par des villes suisses au XVI^e siècle, celle de Bürglen était endettée et cela envers les vingt créanciers suivants :

Le pays d'Appenzell	Ecus	1935
Caspar Pfyffer, de Lucerne		385
Hans Pfyffer, de Lucerne		230
Jost Pfyffer, de Lucerne		185
Rochus Helmlí, de Lucerne		195
Gallus Grunder, de Lucerne		155
Joseph von Landenberg		385
Joseph von Landenberg		495
Sannlung, (?) à Constance		385
Nihili, à Constance		370
zum Brachter, à Constance		310
Messlin, à Constance		250
zum Hochen Huss, à Constance		60
gen Laufenburg		775
Ville de Baden		990
Heinrich von Ulm		370
Abbaye de Rheinau		310
L'avoyer Ruppí de Frauenfeld		285
Hoffmann de Wil		185
Hôpital de Saint-Gall		370
		8625 ²⁹⁴

La ville de Saint-Gall prit ces dettes à sa charge et les remboursa toutes en 1580 déjà. Ce fut d'autant plus facile qu'elle venait de dresser, en 1578, le bilan de sa situation financière²⁹⁵. Elle avait à ce moment environ 20 000 écus dans son trésor, sa fortune financière globale — trésor, caisse et débiteurs par obligation — s'élevant à environ 57 000 écus²⁹⁶.

²⁹³ 49 000 fl SG.

²⁹⁴ 13 944 fl SG 10 kr. payés au moyen de 4790 fl d'or, 1100 taler et monnaie (Münz).

²⁹⁵ Stadt A SG, n. 438, Schatz 1578.

²⁹⁶ Cf. *supra*, fig. 18.

VIII. Zurich

Les lacunes dans la série des comptes des trésoriers de la ville de Zurich concernant les exercices fiscaux du premier tiers du XVI^e siècle nous interdisent de reconstituer avec exactitude l'état de la dette publique zurichoise au début du siècle²⁹⁷. En capitalisant les intérêts payés sur les obligations de la ville par son trésorier et par l'administrateur du Weinungeldamt, on peut cependant admettre que la dette de la ville de Zurich s'élevait en 1497 à environ 12 000 et en 1503 à environ 7500 écus²⁹⁸. Le niveau de la dette fluctua jusqu'en 1530 de 7000 à 11 000 écus.

Les comptes subsistent pratiquement sans lacune à partir de 1531 pour la ville et de 1533 pour l'Obmannamt. Puisque les trésoriers de la ville et de l'Obmannamt ont émis et remboursé des emprunts au nom de la ville et de l'administration des couvents, l'évolution de la dette publique zurichoise peut être suivie avec une relative précision²⁹⁹. L'étude sérielle révèle deux périodes tout à fait distinctes : celle des emprunts de 1530 à 1550 d'une part et celle des emprunts après 1580 d'autre part (fig. 58).

A. LES EMPRUNTS DE 1530 À 1550

1. Evolution générale

En 1530, la dette de la ville de Zurich s'élevait à 12 260 écus³⁰⁰. La guerre et le désastre de Cappel obligèrent la ville de Zurich à couvrir le déficit de son budget³⁰¹ au moyen d'un emprunt qui, en 1531, rapporta 9715 écus. Cet emprunt permit à Zurich de passer sans trop de mal les années de 1531 à 1541, souvent déficitaires³⁰².

A partir de 1532 et jusqu'en 1541, Zurich accepta presque chaque année de nouveaux prêts, pour une valeur totale de 7880 écus³⁰³. Mais, à une exception près, les remboursements furent chaque fois plus élevés, de sorte

²⁹⁷ Dans la série F III 32 du StA ZH, on ne dispose que des années 1497, 1503-1505, 1507, 1508, 1510, 1511, puis de 1531 ss.

²⁹⁸ Le Weinungeldamt payait régulièrement des intérêts pour la ville. Cf. Hüßy, *Finanzwesen*, pp. 208-212.

²⁹⁹ Des contrôles ont été faits au moyen de la capitalisation des intérêts passifs versés aux créanciers par le Seckelamt et par le Weinungeldamt.

³⁰⁰ fl ZH 35 250 ou L. ZH 17 625.

³⁰¹ 3530 écus.

³⁰² 7 exercices fiscaux sur 11. Cf. Hüßy, *op. cit.*, pp. 213-214.

³⁰³ Voir le contexte décrit par Hüßy, *op. cit.*, pp. 213-216. Hüßy s'étonne de n'avoir pas trouvé avant 1541 dans F III 32 le compte « Eingenommen von denen so Gült koufft oder abgelöst hand » (*op. cit.*, p. 218, n. 1). Ces affaires ont été comptabilisées jusqu'en 1540 dans « Eingenommen allerlei ».

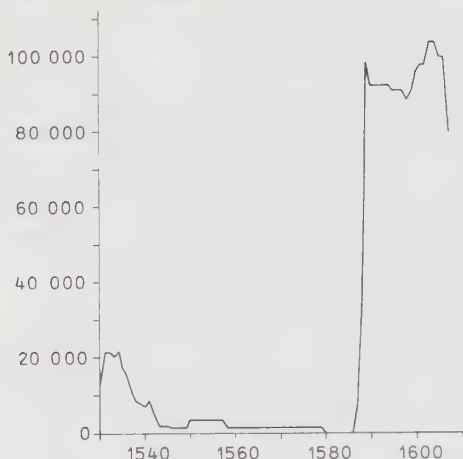


Figure 58 :
Dettes de Zurich de 1530 à 1607
(Seckelamt et Obmannamt).

que, jusqu'en 1543, la dette put être ramenée à 1925 écus. L'Obmannamt est intervenu pour 5465 écus ou 20% seulement dans cet effort de réduction de la dette publique³⁰⁴, 80% de la valeur des obligations, soit 21 630 écus, ayant été rachetés par la ville elle-même avec ses fonds propres³⁰⁵.

Lorsque, en 1539, Zurich acheta une partie du bailliage de Neftenbach³⁰⁶, le trésorier de la ville paya à Wolff von Breitenlandenberg, bourgeois de Winterthour, 2600 écus³⁰⁷ comptants. Le prêt de 2000 écus³⁰⁸ que le vendeur accorda pour quelques années fut remboursé par l'Obmannamt en 1543. Mais les revenus d'Elgg et de Neftenbach furent aussi attribués à l'Obmannamt pour lui permettre de rentrer dans ses frais. Il encaissa donc les dîmes de ces nouveaux bailliages jusqu'en 1554. A partir de l'année suivante, les recettes de ces bailliages furent perçues et comptabilisées par le trésorier de la ville³⁰⁹.

En 1544, Zurich acheta le château et la seigneurie de Laufen am Rheinfall pour 7200 florins³¹⁰. Le contrat de vente³¹¹ prévoyait un acompte

³⁰⁴ StA ZH, F III 23, 1535-1539; Hüßy, *op. cit.*, pp. 218-219.

³⁰⁵ Hüßy, *op. cit.*, p. 221, affirme que l'Obmannamt mit les capitaux à la disposition du Seckelamt qui racheta les obligations au moyen de l'argent reçu. C'est inexact. Chacune des deux administrations s'occupait d'une partie de la dette publique grâce aux excédents financiers disponibles de part et d'autre. Pour le constater, on n'a qu'à vérifier dans les deux comptabilités les noms des créanciers qui sont différents les uns par rapport aux autres.

³⁰⁶ Hüßy, *op. cit.*, pp. 223-324.

³⁰⁷ 4000 fl ZH; StA ZH, F III 32, 1539/40, Ausgaben, Allerlei.

³⁰⁸ 3000 fl ZH.

³⁰⁹ StA ZH, F III 32, 1555/56, Einnahmen, Allerlei. Hüßy, *op. cit.*, p. 224 et StA ZH, F III 23, 1546 à 1552. Les revenus d'Elgg et de Neftenbach ont procuré à l'Obmannamt environ 3200 écus.

³¹⁰ 4600 écus.

de 3000 florins et trois versements annuels de 1000 fl à partir de 1545. Le dernier paiement aurait dû être effectué en 1548 et se serait élevé à 1200 fl. Mais le vendeur, Hans Wilhelm von Fulach avoua, en 1544 encore, que le château était fortement hypothéqué envers une vingtaine de créanciers de Schaffhouse, parmi lesquels se trouvait la ville de Schaffhouse elle-même³¹². Le premier objectif pour Zurich fut d'en finir rapidement avec ses créanciers schaffhousois, d'autant plus que les voisins au nord étaient mécontents de voir Zurich s'installer aux portes de Schaffhouse³¹³. Le trésorier de l'Obmannamt se rendit donc immédiatement à Schaffhouse pour rembourser les dettes qui s'élevaient à 3920 écus³¹⁴. Par suite de cette intervention directe dans le règlement des obligations financières des Fulach envers leurs créanciers, il n'était plus question pour Zurich de se tenir aux clauses de crédit prévues par le contrat de vente. En effet, on ne trouve de traces de paiements ultérieurs ni dans les comptes de l'Obmannamt ni dans ceux du Seckelamt³¹⁵.

Quelques nouvelles obligations des années 1547 à 1550 n'ont aucun rapport avec les comptes de la ville. Il s'agit principalement de dépôts de garantie de la part de certains magistrats³¹⁶ responsables envers l'Obmannamt. Mais, en 1558, le trésorier de la ville rendit 2000 écus à Hans Jacob von Landenberg, à Schaffhouse³¹⁷. Le tout dernier prêt fut remboursé en 1578, mais à partir de 1551 déjà, Zurich n'avait plus rien emprunté.

2. Dettes à Zurich

En 1530, les créanciers de Zurich appartenaient à deux groupes géographiquement distincts: 28% des capitaux étaient de la ville ou du canton de Zurich, 72% appartenaient à des créanciers habitant à l'extérieur. Pour l'ensemble des emprunts émis jusqu'en 1550, la part des Zurichois s'éleva à 43%, mais l'apport extérieur de capitaux s'est maintenu à un niveau supérieur à la moitié de la valeur des emprunts.

Les 65 prêts des Zurichois ont rapporté en moyenne 222 écus³¹⁸. Les sommes inférieures à 50 écus étaient rares (12,3%), et leur poids financier

³¹¹ StA ZH, C I, Stadt und Land, Nr. 2082; HÜSSY, pp. 225-226.

³¹² HÜSSY, *op. cit.*, p. 225; StA ZH, F III 23, 1544.

³¹³ SCHIB, *Geschichte*, p. 251.

³¹⁴ L. ZH 12 244.15.5.

³¹⁵ La somme de L. ZH 12 244.15.5 ne doit pas être additionnée aux fl ZH 7280 du prix de vente prévu par le contrat. Autrement le texte de ce dernier l'aurait prévu. Cf. HÜSSY, *Finanzwesen*, p. 226.

³¹⁶ Voir la liste chez HÜSSY, *op. cit.*, pp. 219-220, ainsi que les intérêts passifs et les remboursements de l'Obmannamt pour les années de 1550 à 1559. StA ZH, F III 23.

³¹⁷ On ignore l'année d'origine de ce prêt. On lit simplement dans StA ZH, F II 32, 1558, Ausgaben, Güllt: «... so er von der Drygfaltigkeyt Pfruond zuo Schaffhusen wägen uff gemeyner Statt gehapt.»

³¹⁸ fl ZH 333; médiane: 140 écus ou 210 fl ZH.

Prêts en valeur d'écus d'or	Nombre	Ecus d'or Somme	‰
1 - 19	0	0	0
20 - 49	8	300	2,1
50 - 99	17	1 190	8,2
100 - 199	13	1 725	12,0
200 - 499	19	5 210	36,2
500 et plus	8	5 980	41,5
Total	65	14 405	100

Tableau 75: Les emprunts à Zurich avant 1541.

faible (2,1%). La moitié des prêts était cependant supérieure à 145 écus, et 41,5% du nombre des créanciers avaient fourni 77,7% du capital (tabl. 75). Pour 31 prêts, soit 47,7% des titres et 47,3% des capitaux, les partenaires financiers de la ville sont des femmes, des veuves ou des orphelins. Après avoir perdu leur mari et leur père sur les champs de bataille, les femmes et les enfants contribuèrent par les prêts à éviter à leur ville le désastre financier. On y trouvait la veuve et les enfants de Heinrich Rüblin (100, 695, 650 et 110 écus), Anna Englin (700 écus), la veuve de Rüsegger (350 écus), Verena Steinbach, veuve de Hans Müller (260 écus, 200 écus), l'enfant adoptif de feu Hans Stapfer (200 écus), les enfants de feu Hans Ammann (155 écus), la veuve du maître-maçon Meyer (140 et 70 écus), la veuve de Caspar Röist (100 écus, 45 écus), les orphelins de Jacob Schlosser (100 écus), les enfants de Caspar Schneeberger (70 écus), Anna Riem, veuve de Lienhart Ebner (35 écus).

Parmi les hommes, se détachent entre autres Hans Wirz, le secrétaire adjoint de la ville (880 écus), Hans Scherer (666 écus, 375 écus), Balthasar Keller, le nouveau maître des constructions (555 écus), Jacob Effinger (420 écus), Jörg Escher (325 écus), Hans Heinrich Göldli (300 écus), Joachim Göldli (300 écus), Heinrich Nüscheler (280 écus), Jacob Werdmüller, bailli de Luggaris et trésorier de Zurich (2 fois 200 écus), Rudolf Hofmann (200 écus), l'avoyer Grimm de l'Einsiedlerhof (200 écus), l'avoyer Gilg Tschudi de Schännis (200 écus), Stefan Zeller, bailli d'Andelfingen (105 écus), le bailli Edlibach (135 écus), le bourgmestre Walder (140 écus), le trésorier Hans Edlibach (175 écus), Max Escher, bailli à Greifensee (60 écus).

De tous ces prêts zurichois, 3425 écus étaient déjà dus à la fin de l'année 1530. A partir de 1531 jusqu'en 1536, d'autres sommes se sont ajoutées, s'élevant ensemble à 9855 écus. A la fin de l'année 1540, Zurich avait remboursé la presque totalité de ses dettes locales. En 1541, la ville emprunta encore 1125 écus auprès de ses bourgeois, qui reçurent après peu d'années leur remboursement. A partir de 1558, Zurich n'eut plus de créanciers sur place (fig. 59).

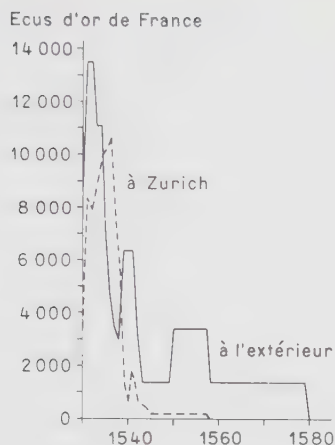


Figure 59:
Dettes à Zurich et
à l'extérieur
jusqu'en 1580.

3. Dettes à l'extérieur

En 1530, les trésoriers de Zurich ne savaient pas encore que leur ville avait à l'extérieur une dette s'élevant à 8835 écus. S'ils avaient dressé un bilan de leurs obligations envers leurs créanciers de Bâle et de Constance, ils n'auraient trouvé que 4335 écus. Mais Zurich était virtuellement endettée pour 4500 écus de plus. Pourquoi? Avec l'accord de la ville de Saint-Gall, Zurich, dans son euphorie réformatrice, avait dépensé, en tant que suzerain et protecteur du pays de Saint-Gall, la somme de 6000 fl, soit 4500 écus, que la ville de Saint-Gall devait à son abbé depuis le milieu du ^{xv}^e siècle. Au lieu de rendre à l'abbé l'argent qui lui était dû, on voulut l'utiliser pour l'administration des pays de l'abbaye, pour y introduire la Réforme. Après la deuxième guerre de Cappel cependant, Zurich, la grande perdante, fut condamnée à verser au nouvel abbé la somme de 4000 fl. Toutefois, Zurich, qui n'était pas en mesure de payer cette somme dans l'immédiat, put disposer de cet argent contre 5% d'intérêt jusqu'au remboursement qui eut lieu en 1542³¹⁹.

Un des fruits de l'alliance conclue par Zurich en décembre 1527 avec Constance³²⁰ fut le soutien financier de l'alliée du Bodan. L'ancien bourgmestre de Constance, Johann Schulthess, prêta à Zurich 1500 écus³²¹ en 1530, et le 7 novembre 1531, Alexandre Bodmer avança encore 975 écus au nom des seigneurs de Constance. Mais l'appui financier le plus important fut apporté par les Bâlois. Le 15 mai 1530, quatre bourgeois de Bâle, Jacob Breitschwert, Heinrich David, Hans Jacob Hildbrand et Christoph Offenburger, accordèrent des prêts d'un montant total de 2835 écus. L'année suivante, à la fin du mois de mai, cinq autres Bâlois, Jörg

³¹⁹ MÜLLER, *Streit*, pp. 1*-52*.

³²⁰ DIERAUER, *Histoire*, II, p. 137; BENDER, *Reformationbündnisse*, p. 205.

³²¹ 2000 fl ZH.

Freudenberg, Erasme et Ursula Froben, Jérôme Froben, le docteur Krus et Jacob Lombard, ainsi que Berthold Rüdlin, de Rheinfelden, réunirent au change public encore 3705 écus pour Zurich. Les emprunts à Bâle s'élevèrent ainsi à 6540 écus, soit à 72,5% de ce que Zurich avait emprunté à l'extérieur, au cours de ces deux années de crise. Le groupe des Bâlois était aussi financièrement plus puissant que les Zurichois. La moyenne des prêts bâlois s'élève à 727 écus, ce qui correspond à peu près à la moyenne des prêts zurichois supérieurs à 500 écus pour toute la période de 1530 à 1541 (748 écus).

En 1536 s'ajouta un prêt isolé de 465 écus de la part de Hans Jacob von Oftringen, de Waldshut. Lorsque la ville de Zurich acheta, en 1539, la seigneurie, les cens et les dîmes de Neftenbach, le vendeur, Wolf von Breitenlandenberg, de Winterthour, accorda un crédit de 2000 écus que la ville remboursa en 1543³²². Mais, le jour de l'achat, elle dut verser 2666 écus comptants. Est-ce une coïncidence ou un élément lié à l'affaire conclue avec Wolf von Breitenlandenberg, si Zurich emprunta au même moment 1400 écus de Johann Kleberger, de Nuremberg, bourgeois de Berne? Il se peut bien que le « bon Allemand » ait profité d'une occasion favorable pour s'assurer les sympathies du Conseil de Zurich. Il avait aussi prêté de l'argent à Berne³²³. Longtemps encore après avoir satisfait tous les autres créanciers à Zurich et à l'extérieur, on envoyait les 70 écus d'intérêt à Lyon jusqu'au remboursement effectué par le banneret Lochmann en 1578.

B. LES EMPRUNTS APRÈS 1587

En 1587 débuta une nouvelle série d'emprunts d'un caractère tout à fait différent de ceux que l'on avait connus à Zurich au cours de la première moitié du XVI^e siècle. En 1531, la dette zurichoise dépassait à peine 20 000 écus. Vers la fin du siècle, elle frôla le plafond de 100 000 écus et le creva même en 1603. Autrefois, la ville vaincue était obligée de faire des dettes pour couvrir son déficit budgétaire, plus tard pour financer ses acquisitions territoriales. Mais en une génération, Zurich a remboursé ses dettes et même agrandi son territoire. Ensuite, au cours de la deuxième moitié du XVI^e siècle, la campagne zurichoise s'est endettée envers son chef-lieu. Celui-là n'avait plus de soucis financiers touchant ses budgets qui, dorénavant, furent presque toujours excédentaires. La ville jouissait d'un excellent crédit en Suisse et à l'étranger, ce qui lui permit d'emprunter pour prêter aux autres, de se porter caution au profit de ses amis et alliés.

Le trésor de l'Obmannamt a été mis à rude épreuve pendant les années au cours desquelles les crises agricoles se sont succédé presque sans répit. L'Obmannamt avait donc été obligé, à partir de 1570, de puiser souvent

³²² Ce prêt ne doit pas être confondu avec les 2000 écus remboursés en 1558. Cf. note 325.

³²³ PEYER, *Handel*, p. 16.

dans sa réserve, à la sacristie. Mais, de cet argent, plusieurs milliers d'écus avaient déjà été avancés à Hans Heinrich Lochmann, à Benedikt Stokar et à Hans Conrad Escher pour l'industrie de la laine³²⁴. En 1587, L'Obmann fut obligé de chercher des fonds ailleurs pour pourvoir au ravitaillement en blé de Zurich. Il emprunta 7500 écus à Augsbourg, que lui procura Hans Heinrich Heinzl von Tegerstein au nom de sa belle-sœur Magdalena Neidhart³²⁵. L'argent fut mis à la disposition de Zurich aux foires de Francfort et d'Augsbourg. L'Obmann s'en servit pour acheter dans cette dernière ville du blé qu'il fit acheminer à Zurich. L'année suivante, Zurich acheta le château et la seigneurie de Hegi et obtint du vendeur, le seigneur de Hallwyl, un crédit d'environ 7000 écus.

Au cours de la même année encore, puis au cours de l'année 1589, la ville emprunta plus de 90 000 écus à Bâle et à Strasbourg³²⁶. Par suite de l'alliance de Zurich avec la ville de Strasbourg, cette dernière se vit obligée de déposer, en 1588, à Zurich, un dépôt de garantie de 16 666 écus, plus 20 000 livres de blé³²⁷. On se souvenait à Zurich de la mauvaise expérience de 1587, lorsque Mulhouse se déclara incapable de payer l'assistance militaire que les villes réformées de Suisse lui avait apportée contre la révolte du parti catholique. Pour tout paiement de sa dette de 6666 écus envers Zurich, Mulhouse ne put offrir que des titres d'obligations sur ses propres débiteurs. Forte de cette leçon, Zurich exigea donc de la part de Strasbourg une garantie par avance en numéraires³²⁸.

En 1589, Zurich lança le plus important emprunt de son histoire financière du XVI^e siècle. La ville accepta de prêter 42 000 écus au roi de France et deux fois 12 000 écus à la ville de Genève pour les soutenir financièrement dans la guerre contre la Savoie. Les emprunts furent réalisés simultanément à Strasbourg et à Bâle. Zurich reçut 20 000 écus de la ville de Strasbourg et 40 000 écus au change public de Bâle, y compris une avance de 6300 écus à court terme de la part du banquier Niklaus Wasserhuhn. Cette avance fut nécessaire, puisque Genève avait un urgent besoin d'argent pour payer ses soldats, et que la souscription des emprunts prit un certain temps. L'avance de Wasserhuhn fut remboursée en 1590, lorsque la souscription des 40 000 écus fut complète à Bâle³²⁹. Les emprunts bâlois purent être réalisés grâce à 5 administrateurs de couvents et à 23 particuliers de Bâle et des environs³³⁰. Après avoir rendu les 6300 écus à Wasserhuhn, la ville de Zurich se vit chargée d'une dette s'élevant à plus de 92 000 écus.

³²⁴ *Op. cit.*, pp. 25-27 ; StA ZH, F III 47, 1.

³²⁵ StA ZH, F III 23, 1587 ; PEYER, *op. cit.*, p. 21.

³²⁶ *Op. cit.*, pp. 23 et 29.

³²⁷ StA ZH, Stadt und Land, A 208/1. A la place de blé, Strasbourg versa deux fois 5555 écus, en 1588 et en 1590.

³²⁸ Cf. PEYER, *Handel*, p. 31.

³²⁹ Cet emprunt fut réalisé en deux premières tranches de 12 000 écus et en une troisième tranche de 16 600 écus.

³³⁰ PEYER, *Handel*, pp. 29 et 221.

En 1595, l'Obmannamt rendit à Hans Heinrich Heinzel 1250 écus, et, en 1598, encore 2500 écus. Mais, en 1599, il emprunta à nouveau 2500 écus à Hans Jakob Heinzel von Tegerstein, bourgeois d'Augsbourg, qui accorda ce prêt au nom de sa sœur Euphrasina Rehlinger³³¹. L'année suivante, l'Obmann écrivit dans son livre de comptes que son trésor était épuisé, « à cause des constructions et des dépenses, qu'il lui était malheureusement impossible de suffire aux dépenses courantes sans aide extérieure... »³³². Il se vit donc contraint de s'endetter encore à Augsbourg pour la somme de 5000 écus que Karl Rehlinger lui prêta pour au moins trois années³³³. En 1601 et en 1603, on emprunta à nouveau de l'argent à Strasbourg: 1580 écus de la part d'Anna von Hohenburg, veuve de l'ancien secrétaire de Strasbourg, Paul Hochfelder, puis 3000 écus d'Anna Schnöltzin, veuve de Sigmund Flach, et 3000 écus d'Anton Flach, de Sélestat³³⁴. L'emprunt de deux fois 3000 écus fut sollicité à Strasbourg au moment de la tension politique que les cinq cantons catholiques créèrent par leur intervention autoritaire en Valais³³⁵. L'argent fut placé dans la sacristie pour toute éventualité. Lorsque, en 1605, le calme se rétablit, les 6000 écus furent confiés à l'Obmann pour les faire fructifier. Celui-ci s'en servit pour rembourser à Euphrasina Rehlinger-Neidhart les 3750 écus qu'il lui devait encore de l'emprunt de 1587³³⁶. Lorsque le roi Henri IV commença à honorer ses engagements, à rattraper ses paiements d'intérêts et les versements des pensions de paix et d'alliance, Zurich put rendre à Strasbourg, en 1607, le prêt de 20 000 écus. Il lui restait encore une dette d'environ 80 000 écus.

Conclusion: au cours de la première moitié du XVI^e siècle, Zurich avait déjà l'habitude d'emprunter de l'argent à l'extérieur en s'adressant principalement au change public de Bâle. Mais une partie de ses besoins fut satisfaite par la population zurichoise elle-même. La facilité avec laquelle on pouvait obtenir des sommes élevées dans les grands centres bancaires, tels Augsbourg, Strasbourg et Bâle, amena Zurich à négliger complètement les ressources du marché financier local. Ce dernier était certainement trop restreint pour satisfaire la forte demande de capitaux de Zurich, de Genève et du roi de France. La totalité des capitaux empruntés à partir de 1587 l'a donc été hors de Zurich. La principale place bancaire pour cette ville resta toujours Bâle, comme elle l'avait déjà été au cours du Moyen Age jusqu'à la Réforme³³⁷.

³³¹ StA ZH, F III 23, 1599; C I, Stadt und Land, N° 3709.

³³² StA ZH, F III 23, 1600, Einnahmen, Allerlei Geld.

³³³ StA ZH, C I, Stadt und Land, N° 3710, 3711.

³³⁴ StA ZH, F III 47,2; C I, Stadt und Land, N° 3712, 3713.

³³⁵ StA ZH, F III 23, 1605, Einnahmen, Allerlei Geld. DIERAUER, *Histoire*, II, pp. 506 ss; GRÜTER, *Geschichte*, pp. 65 ss.

³³⁶ StA ZH, F III 23, 1605, Einnahmen, Allerlei Geld.

³³⁷ PEYER, *Handel*, 15; FREY, *Beiträge*, pp. 166 et 206 ss.

IX. Lucerne

En 1480, la ville de Lucerne avait encore des dettes pour environ 7300 écus³³⁸. Par suite de remboursements massifs, ces engagements financiers diminuèrent, pour s'établir à 3150 écus en 1494. Dans cette somme, il y avait pour 975 écus de nouvelles dettes. A ce moment déjà, la ville possédait des titres d'obligation pour 21000 écus, soit six fois et demie le montant de ses propres obligations financières. Elle n'avait donc pratiquement plus de dettes bien avant cette année-là.

En 1499, Lucerne dut se procurer de l'argent liquide pour payer ses soldats qui participaient à la guerre de Souabe. La même année déjà, environ 1200 écus furent rendus aux créanciers³³⁹. D'autres remboursements eurent lieu en 1500: Hans von Sengen reçut 775 écus, von Meggen « l'ancien » 600 écus³⁴⁰ et Sigrist de Frauenfeld 150 écus. En 1504, les deux derniers créanciers furent satisfaits: 150 écus à la prébende des femmes et 210 écus à l'hôpital. A partir de cette année-là, Lucerne n'a plus connu de dettes, sauf en 1531, où la ville dut s'assurer les liquidités nécessaires au règlement des soldes³⁴¹. Mais ce n'était qu'un emprunt à très court terme. On ne trouve plus trace des créanciers, une grande partie de cette dette flottante ayant été remboursée la même année déjà.

En 1480, deux Lucernois seulement détenaient des créances sur leur ville: Jacob von Hertenstein avec 575 écus, et l'avoyer Petermann von Meggen avec 450 écus. Des intérêts étaient à verser à quelques prébendes ecclésiastiques et à l'hôpital. L'ensemble des dettes à Lucerne ne s'élevait qu'à 2000 écus environ, et 600 écus étaient dus aux Tschannen, de Sursee. Les autres titres, d'un total de 5300 écus, appartenaient à des personnes domiciliées hors du territoire lucernois: 2325 écus à Bâle (1500 écus à Brun, 375 écus à Sigrist et 450 écus à l'avoyer de Brisach), 2000 écus aux dames Schilt et Harzer, de Constance, dette cédée à l'abbaye de Saint-Gall avec l'achat d'Oberdorf et de Steinach, 945 écus dus à Zurich, dont 300 écus au pharmacien Louis Huber, 375 écus à la dame Uossenbryn, 150 écus à la ville et 120 écus aux chanoines de Zurich. Bastian von Luternau, de Soleure, était créancier de Lucerne pour 225 écus et Melchior de Luternau pour 300 écus. Lucerne devait encore 225 écus aux nonnes de Rothenhausen en Thurgovie.

Les nouvelles obligations ajoutées en 1494 concernaient des personnes de Lucerne et des bailliages d'Argovie: l'avoyer von Meggen (75 écus et 150 écus) et Louis Seiler (75 écus) de Lucerne, Jean Trullerey d'Aarau (75 écus) et Margareta Tegerfeld de Baden (600 écus).

³³⁸ StA LU, cod. 5065, pp. 25-33.

³³⁹ StA LU, cod. 6870, f° 235-236.

³⁴⁰ S'agit-il de l'avoyer Petermann von Meggen ?

³⁴¹ StA LU, cod. 6875, f° 66 v.-68.

Les remboursements se firent grâce aux excédents chroniques des comptes lucernois. Il est vrai que les recettes ordinaires de Lucerne étaient modestes à la fin du ^{XV}^e et au début du ^{XVI}^e siècle, mais grâce aux pensions de paix et d'alliance, aux intérêts actifs déjà substantiels, les dépenses étaient le plus souvent largement couvertes. La situation géographique de Lucerne, au cœur de la Confédération, épargnait à cette ville les dépenses ruineuses des guerres. Une fois les dettes définitivement liquidées, en 1504, on n'en parla plus.

Cinquième partie

LA BANQUE PUBLIQUE DE BÂLE ET LES TECHNIQUES BANCAIRES EN SUISSE

I. La banque publique de Bâle. Ses structures

La ville de Bâle créa sa banque publique en 1504. Conformément à l'usage, l'institution ne portait pas le nom de « banque », mais de « change »¹. Il s'agissait cependant bien d'une banque dont les multiples activités dépassaient largement le simple change des espèces. Richard Hallauer en a étudié les origines, les structures et l'histoire. Ce travail, publié en 1904², qui décrit avec minutie le fonctionnement de la banque publique bâloise, semble avoir été ignoré par bon nombre d'historiens économistes³. Les « puissances financières » étudiées par Richard Ehrenberg⁴ ont davantage marqué. La prédilection pour l'histoire des financiers et des banquiers privés du XVI^e siècle s'est fait sentir davantage encore depuis la traduction en langue française, en 1955, du « Siècle des Fugger ». Une riche et belle littérature, consacrée aux activités des marchands-banquiers italiens, espagnols et allemands dominant les grandes places financières européennes, a vu le jour avant et après l'édition française du « Siècle des Fugger ». Quelques

¹ JEANNIN, *Marchands*, p. 63, écrit que « l'activité bancaire au XVI^e siècle, comme dans les siècles précédents, repose essentiellement sur la pratique du change ». LAPEYRE, *Banque*, p. 286, émet également l'avis que l'activité du change manuel ou par lettres fait que le changeur peut être considéré comme banquier. Il affirme cependant à la même page : « Au sens propre du terme, il n'y avait au XVI^e siècle de banque qu'en Espagne et dans certaines villes d'Italie. La France, les Pays-Bas et l'Angleterre n'en possédaient point. »

² HALLAUER, *Stadtwechsel*.

³ Il figure cependant chez DILLEN, *History*, dans la bibliographie, p. 403, comme dans celle de l'édition française de Richard EHRENBURG, *Le siècle des Fugger*, p. 402. Hans MAUERSBERG, *Städte*, pp. 287-291, consacre au change public de Bâle quelques pages.

⁴ Richard EHRENBURG, *Das Zeitalter der Fugger*, 2 vol., Iéna 1896-1912.

historiens ont toutefois rappelé l'existence de banques publiques à Gênes, Venise et Barcelone⁵. Dans l'ensemble, l'idée que « la banque publique est, au XVI^e siècle, beaucoup moins importante que la banque privée »⁶ a fait son chemin et obtenu droit de cité, aussi bien dans les manuels que dans les synthèses d'histoire des civilisations⁷. Jean Bouvier et Henry Germain-Martin situent la banque publique exclusivement en Espagne et à Gênes avant le dernier quart du XVI^e siècle⁸. A. Dauphin-Meunier fait commencer les banques publiques modernes à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle à Venise, à Amsterdam, à Hambourg et à Nuremberg⁹. Hermann Kellenbenz affirme pour l'Allemagne que « les affaires bancaires et le change se trouvaient entre les mains de grands marchands »¹⁰ et que les banques publiques sont une « innovation du XVII^e siècle »¹¹.

Loin de nous l'idée de vouloir minimiser le rôle brillant joué par les Fugger, les Welser, les Höchstetter, les Manlich, les Neidhart, les Altoviti, les Grimaldi, les Strozzi, les Bonvisi, les Ruiz, les Gresham et par bien d'autres prestigieuses dynasties qui ont dominé les activités bancaires au XVI^e siècle. Il faut cependant rappeler que les banques publiques n'étaient pas une exclusivité des cités-Etats méditerranéennes de Gênes, de Barcelone et de Valence. Il est certainement vrai, comme l'affirme Frederic C. Lane, que le type de banque de virement tel qu'il fonctionna à Venise à partir de 1587 avait été « largement imité au XVII^e siècle à Amsterdam, à Hambourg et à Nuremberg »¹². Mais, dès le début du XVI^e siècle, la banque publique était implantée au nord des Alpes, dans la vallée du Haut-Rhin. Les villes de Strasbourg et de Bâle avaient des institutions bancaires qui fonctionnaient sensiblement de la même façon¹³.

Au cours de ce chapitre, je vais d'abord présenter la banque bâloise et ses activités au XVI^e siècle en général. Par la suite, nous verrons, à travers les techniques bancaires utilisées pour les emprunts au XVI^e siècle, le rôle de la banque publique bâloise dans l'espace économique qu'elle a dominé.

Traugott Geering pense que la ville de Bâle institua le change public en 1491 déjà¹⁴. Aucun document ne confirme cependant cette hypothèse. Hans

⁵ HEERS, *Gênes* ; LUZZATO, *Banque publique* ; USHER, *Early history* ; CARRERES ZACARES, *La Taula* ; LAPIYRI, *Banque*, pp. 289-291 ; LUTGE, *Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, p. 233, mentionne, en passant, l'existence de banques publiques à Strasbourg et à Francfort au XV^e siècle.

⁶ MAURO, *XVI^e siècle*, p. 204.

⁷ GOUBERT, *Ancien Régime*, p. 68 ; BRAUDEL, *Civilisation*, p. 363 ; DELUMEAU, *Renaissance*, p. 239. Notons le silence chez MOUSNIER, *Les XVI^e et XVII^e siècles*, et VENARD, *Monde moderne I/II*.

⁸ BOUVIER et GERMAIN-MARTIN, *Finances*, p. 61.

⁹ DAUPHIN-MEUNIER, *Histoire*, pp. 77-83.

¹⁰ KELLENBENZ, *Gewerbe*, p. 445.

¹¹ *Op. cit.*, p. 446.

¹² LANE, *Venise*, p. 330.

¹³ HALLAUER, *Stadtwechsel*, p. 38 ; cf. CAHN, *Strassburger*, pp. 44-65.

¹⁴ GEERING, *Handel*, p. 347.

Mauersberg avance la date du 8 décembre 1503 et affirme que le premier changeur s'appelait Andréas Bischof¹⁵. Effectivement, le Conseil de Bâle décida ce jour-là de créer un change public et de discuter de sa réalisation pratique lors de séances ultérieures. Ces discussions durèrent près de neuf mois. La charte de la fondation officielle du change public date en effet du 9 septembre 1504¹⁶. Elle confie la direction de l'entreprise à Heinrich David pour six années au moins. Enfin, un autre document indique clairement qu'« anno domini 1504 à l'occasion de la foire de la Saint-Martin le change institué par les gracieux seigneurs de notre ville a commencé... »¹⁷. Admettons donc avec Richard Hallauer que l'entrée en fonction du change public date de la foire de la Saint-Martin de 1504. En 1533, la banque fut restructurée et reçut alors le monopole absolu du change¹⁸. Le Conseil de Bâle confirma cette réglementation en 1545 et en 1554. Vingt années plus tard, les activités de la banque furent redéfinies. En 1618, à l'occasion d'une révision générale de l'institution, les structures de son organisation antérieure furent confirmées sur tous les points essentiels¹⁹. Dès le départ l'entreprise fonctionna sous forme d'association commerciale entre la ville et le changeur. Sa fonction principale était le change des espèces et plus particulièrement des pièces décriées ou de poids déficient. Le change public devait servir de banque centrale seule autorisée à retirer de la circulation les mauvaises pièces à fondre. Il avait le monopole de l'émission de pièces courantes neuves²⁰. Le commerce des métaux faisait partie du domaine traditionnel des changeurs. Par conséquent, la banque pouvait également acheter et vendre des lingots d'or et d'argent²¹. A ces principales activités s'ajoutait tout ce qui pouvait faire partie de l'éventail des services qu'une banque moderne offrait à sa clientèle.

C'était une banque de dépôt. Le premier dépôt fut placé par la ville même: 600 fl²². Plus tard, la ville plaça des sommes plus élevées pour augmenter le capital propre de la banque²³. Des villes voisines, comme Strasbourg et Berne, y avaient leur dépôt, confiant ainsi à la banque des sommes qui se comptaient en milliers d'écus²⁴. Comme banque de crédit, elle était au service des marchands, des artisans, de la noblesse, des églises et

¹⁵ MAUERSBERG, *Städte*, p. 288.

¹⁶ Urkundenbuch BS, IX, N° 314.

¹⁷ HALLAUER, *Stadtwechsel*, p. 40.

¹⁸ *Op. cit.*, pp. 48 et 51.

¹⁹ *Op. cit.*, pp. 51, 53, 57.

²⁰ *Op. cit.*, pp. 43-44.

²¹ *Op. cit.*, pp. 44-45, 93.

²² *Op. cit.*, p. 45.

²³ *Op. cit.*, pp. 130-131.

²⁴ StA BS, Fremde Staaten Strasbourg C, Schulden 1546-1656, Strasbourg à Bâle (9 septembre 1546), Bâle à Strasbourg (11 septembre, 23 septembre, 2 octobre), Strasbourg à Bâle (12 juin 1593).

des couvents²⁵, ainsi que des villes suisses et allemandes. Les prêts étaient d'abord accordés sur gages, puis, à partir de 1533, sur caution, obligation, hypothèque et lettre de change²⁶. La banque « accepta et accorda des crédits sous toutes les formes et pour des délais à discrétion »²⁷. Richard Hallauer se demande pourquoi elle avait inscrit dans un livre à part les crédits accordés aux entreprises de transport. Il mentionne particulièrement Nicola Russ et Baptist Ferscheboldt (dès 1555), Balthasar Ravalesca (1573) et Christoff d'Annone (1575)²⁸. Il ne faut pas perdre de vue que Bâle était une importante tête d'étape sur la route du Saint-Gothard²⁹, et par conséquent le siège d'entreprises de transport qui, pour accélérer les affaires, avaient besoin du crédit de la banque, mettant en compte les sommes dues aux péages de Bâle. Vu sous cet angle, le change public était aussi une banque commerciale.

C'était encore une banque de virements. Les administrations publiques, les marchands, les artisans qui avaient à effectuer des paiements entre eux firent ces opérations par l'intermédiaire de la banque, afin d'éviter les manipulations de numéraire³⁰. C'était une banque d'émission d'emprunts pour la ville de Bâle, les villes suisses, ainsi que celles de la vallée du Haut-Rhin, pour la noblesse du pays, pour les margraves de Bade, pour les ducs de Savoie, de Wurtemberg et d'Orléans-Longueville, pour les rois de France et pour l'Empereur³¹. Il convient de préciser cependant que la banque ne s'occupait pas des rentes viagères, qui n'étaient pas considérées comme relevant du domaine du crédit bancaire³². Toutefois, pour des prêts accordés entre particuliers contre obligation ou hypothèque, la banque servait de centre de remboursement³³. Dès 1574, elle s'occupa de gérance de fortunes³⁴. Enfin, en 1608, s'ajouta la gérance de toutes les masses de faillite³⁵.

²⁵ HALLAUER, *Stadtwechsel*, p. 90. Parlant des banques publiques italiennes et espagnoles, LAPEYRE, *Banque*, p. 291, dit : « En définitive, quelles qu'aient été les contingences locales, on peut admettre que ces banques servaient avant tout les intérêts municipaux et que, sauf très rares exceptions, elles n'ouvraient pas de crédit aux particuliers. Mais elles leur offraient des garanties de sécurité. » Sur ce point, la banque publique de Bâle semble avoir été en avance sur ses sœurs méditerranéennes.

²⁶ HALLAUER, *op. cit.*, pp. 46, 55, 123.

²⁷ *Op. cit.*, p. 89.

²⁸ *Op. cit.*, pp. 127-128.

²⁹ BERGIER, *Genève*, p. 169-172.

³⁰ HALLAUER, *op. cit.*, p. 49, 51.

³¹ Hallauer et Mauersberg semblent ignorer cet aspect de l'activité de la banque. Hans Conrad PEYER, *Basel*, p. 224, cependant, sans pouvoir le prouver encore, pense que Bâle avait pu être un centre d'émission d'emprunts déjà avant la fin du XVI^e siècle.

³² HALLAUER, *op. cit.*, p. 89.

³³ *Op. cit.*, p. 49.

³⁴ *Op. cit.*, p. 54.

³⁵ *Op. cit.*, p. 57.

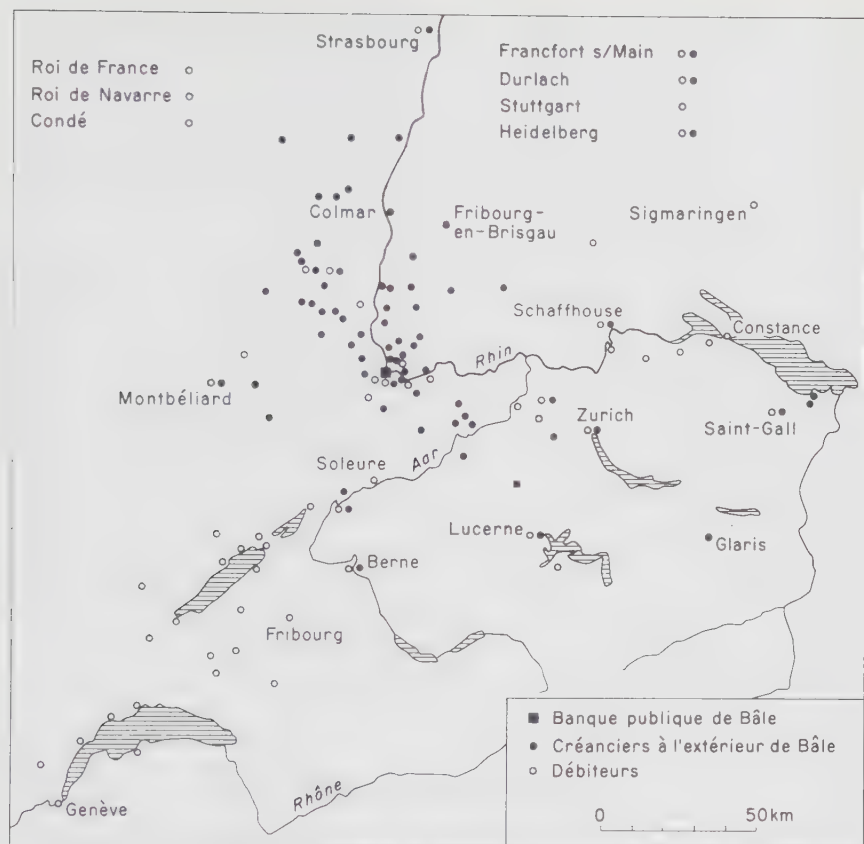


Figure 60: Les emprunts négociés par la banque publique de Bâle, créanciers et débiteurs.

Les changeurs se devaient d'avoir un comportement qui n'attirait pas une mauvaise réputation à la banque. Il convenait d'observer quelques principes élémentaires: éviter les bavardages, empêcher les attroupements de badauds et ne donner à des tierces personnes aucun renseignement sur les dépôts des clients sans autorisation expresse de ces derniers³⁶. Les dépôts jouissaient de la garantie de l'Etat³⁷. Il était formellement interdit aux changeurs de placer l'argent de la banque dans des entreprises commerciales³⁸. Voilà l'essentiel des fonctions exercées par cette banque publique au XVI^e siècle. Tous les éléments étaient réunis pour faire du change public de Bâle une banque moderne avec toutes les fonctions

³⁶ *Op. cit.*, p. 49.

³⁷ *Op. cit.*, p. 50.

³⁸ *Op. cit.*, p. 45.

bancaires connues au XVI^e siècle, à l'exception des opérations en bourse. C'était l'unique banque de ce genre en Suisse. Dans le seul domaine des emprunts, elle drainait les capitaux des particuliers et des couvents à l'intérieur d'un rayon de 150 kilomètres pour les placer en Suisse, en Allemagne du Sud, en Alsace, en France et en Savoie (fig. 60). Au nord des Alpes, les grandes places bancaires, telles Lyon, Anvers, Francfort et Augsbourg, connurent des années de gloire au XVI^e siècle. Bâle resta relativement à l'écart³⁹; sa banque publique contrôlait trop bien le marché monétaire et le marché financier de la région. Il n'y avait pas place pour des spéculateurs qui cherchaient des profits rapides dans les transactions financières. En revanche, la banque publique bâloise pouvait offrir à sa clientèle la stabilité d'une entreprise garantie par l'Etat, la sécurité des dépôts, des prêts à des taux raisonnables et, déjà, le secret bancaire⁴⁰. Ces caractéristiques, qui parlent en faveur de la banque publique bâloise, marquèrent une bonne partie de la Suisse. Ceux qui voyaient plus grand devaient chercher fortune à l'étranger, ce qui explique partiellement la présence de financiers suisses à Lyon⁴¹. Au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, les structures de la banque, et surtout l'étroite surveillance de son activité par le gouvernement bâlois, exercèrent une influence négative sur les animateurs du grand négoce. Ceux-ci créèrent leur propre système de banques privées, mieux adaptées aux exigences de l'époque. La banque publique tomba en décadence et dut être liquidée en 1744⁴².

II. La procédure des emprunts

A. ÉMISSIONS PAR SOUSCRIPTION

Pendant les premières années d'existence de la banque publique bâloise, les changeurs n'étaient pas autorisés à accorder des prêts dépassant la somme de 100 fl sans consulter au préalable le Conseil de surveillance⁴³. En 1574, la compétence des changeurs fut élargie. Dorénavant ils purent aller jusqu'à 500 fl sans soumettre le dossier aux instances de surveillance⁴⁴. Les véritables émissions s'élevant à des milliers d'écus exigeaient de toute façon l'autorisation du Conseil de Bâle. Les demandes des villes de Genève, de Berne, de Zurich, de Schaffhouse, de Strasbourg, etc. s'adressèrent souvent

³⁹ *Op. cit.*, p. 89.

⁴⁰ Voir les raisons que Fernand Braudel indique pour expliquer la montée des banques publiques en Italie à la fin du XVI^e siècle : *Méditerranée*, I, pp. 481-483.

⁴¹ EHRENBURG, *Le siècle des Fugger*, p. 255; DOUCET, *Grand Parti*, pp. 6 ss; WILD, *Handelsprivilegien*, pp. 30 ss.

⁴² HALLAUER, *Stadtwechsel*, pp. 61 ss; MAUERSBERG, *Städte*, pp. 289-290.

⁴³ HALLAUER, *op. cit.*, p. 56.

⁴⁴ *Op. cit.*, p. 54.

directement au gouvernement bâlois. Les autorités se réservaient ainsi un droit de regard sur les grandes affaires de leur banque. Il n'était pas rare de les voir refuser des demandes de capitaux, surtout lorsqu'elles émanaient des princes, qui n'avaient jamais assez d'argent pour le financement de leurs guerres. Par la sélection des clients de la banque et par le contrôle du volume des emprunts, les autorités bâloises surveillaient de près les émissions étrangères sur place. Le gouvernement intervenait surtout en période de forte demande. De 1589 à 1593, les autorités bâloises veillèrent à la répartition des capitaux entre les nombreux demandeurs. En effet des envoyés de Genève, de Berne, de Zurich, de Schaffhouse, de Strasbourg et du roi de France s'étaient présentés pour émettre des emprunts allant de 12 000 à 70 000 écus. L'offre de capitaux disponibles à Bâle pouvait dans certains cas répondre à la demande extérieure, même dans des périodes de forte demande. Ainsi, le 1^{er} décembre 1530, un capitaine de Bâle, de passage à Genève, offrit de trouver dans sa ville les 15 000 écus dont Genève avait besoin pour rembourser à Berne et à Fribourg les frais d'assistance engendrés par la guerre des gentilshommes⁴⁵. En novembre 1531, les Bernois essayèrent d'emprunter de l'argent à Strasbourg. Les Bâlois semblent avoir offert aux Bernois de leur fournir ce dont ils avaient besoin, au cas où Strasbourg ne pourrait répondre à la demande bernoise. Berne accepta cette offre et emprunta 3000 florins⁴⁶.

Les habitués du change public de Bâle s'arrangeaient cependant pour être tenus au courant des disponibilités de ce marché financier. Berne s'était renseignée, en 1558, auprès du changeur de la banque publique bâloise au sujet des disponibilités du marché des capitaux à Bâle. On envisageait alors d'y émettre un emprunt de 20 000 à 30 000 écus. La réponse ne fut pas très encourageante, de sorte que les Bernois se contentèrent d'un emprunt de 12 000 écus⁴⁷. Genève était également parmi ces clients qui, par leurs besoins financiers, avaient tout le temps affaire avec la banque bâloise, soit pour payer des intérêts, soit pour rembourser quelque obligation, soit pour obtenir de nouveaux prêts. En mai 1586, cinq mois après avoir appris que Genève était à la recherche de capitaux à emprunter, le notaire Friedrich Ryhiner de Bâle avertit le lieutenant Roset «qu'il se présente commodité d'emprunter cent ou six vingt mil florins à Basle»⁴⁸. En octobre 1588, les changeurs bâlois Castillon et Meyer écrivirent à Genève qu'ils avaient «moyen de faire avoir 30 000 écus à Messieurs au pays d'Alsatie»⁴⁹. Les changeurs de Bâle étaient bien placés pour connaître leur marché financier. En principe, ils étaient au courant, six mois à l'avance, des échéances d'un

⁴⁵ AEG, RC 11, p. 511 n. (1^{er} décembre 1530).

⁴⁶ StA BS, Kantone Bern 5, Berne à Bâle (1^{er} décembre 1531 et 19 février 1532).

⁴⁷ HALLER, *Ratsmanuale*, p. 232 (1558, mai 5), p. 233 (1558, août 23).

⁴⁸ AEG, RC 80, f^o 176 v. (22 décembre 1585); RC 81, f^o 106 v. (20 mai 1586).

⁴⁹ AEG, RC 83, f^o 192 (18 octobre 1588).

emprunt. Lorsque les créanciers exprimaient le désir de placer à nouveau leurs capitaux, les changeurs bâlois avertissaient leur clientèle susceptible de vouloir emprunter les capitaux disponibles. De cette façon, on évitait à l'argent de rester inactif. La banque publique y trouvait également son compte, s'attachant par ses services d'information aussi bien sa clientèle de créanciers que sa clientèle de débiteurs. Lorsque Fribourg-en-Nuithonie demanda au banquier Mathias Harscher, au début de l'année 1591, si des capitaux étaient disponibles sur la place bâloise, la réponse fut négative. Les emprunts de Berne, de Schaffhouse et de Zurich avaient restreint le marché financier. Habituellement, on pouvait trouver « en masse et au choix » des capitaux à Bâle et dans les environs de la ville. Harscher s'était renseigné à Fribourg-en-Brigau, où on lui promit quelque argent. Il déclare aussi que, le 1^{er} mai, la ville de Nuremberg devait rembourser un emprunt à Strasbourg. Toutefois, ces sommes semblaient déjà être promises à d'autres emprunteurs. Strasbourg s'était cependant déclarée prête à se porter caution pour Fribourg-en-Nuithonie, si l'on trouvait davantage de capitaux offerts par des particuliers de Fribourg-en-Brigau⁵⁰.

Une fois l'emprunt décidé, son volume défini, et l'autorisation gouvernementale obtenue, les services du secrétaire de la ville de Bâle étaient mis à contribution. Un certain nombre d'obligations devaient être écrites, selon un formulaire type où des blancs permettaient d'inscrire en temps voulu le nom et la qualité du créancier, la somme prêtée, l'intérêt à verser, son échéance et la date de l'emprunt. Les bourgeois de Bâle, les habitants des localités environnantes pouvaient alors décider individuellement du montant qu'ils entendaient placer dans l'emprunt émis au change public. Mais il n'était pas toujours possible de trouver suffisamment de souscripteurs. Une souscription devait parfois être close sans que le capital demandé fût entièrement versé. En 1512, Bâle écrivit à Berne qu'il n'avait pas été possible de trouver les 15 000 fl du Rhin demandés pour le duc de Savoie. Les temps étaient mauvais, seuls avaient pu être réunis 5000 fl en souscription⁵¹. Lorsque les créanciers exigeaient que des personnes solvables se portent codébiteurs et cautions pour l'emprunteur, il fallait encore les trouver et obtenir par écrit leur accord de principe.

La somme prévue pour l'emprunt réunie, la souscription était close, et le secrétaire de Bâle faisait parvenir les obligations au domicile du débiteur qui les signait et y apposait son sceau. Il fallait ensuite encore obtenir les signatures et les sceaux des cautions. Un messenger du débiteur leur apportait les obligations accompagnées de promesses écrites et scellées destinées à rassurer les cautions, pour l'éventualité où ces dernières seraient obligées de payer les intérêts ou de rembourser le capital à la place du débiteur principal. Lorsque les signatures et les sceaux étaient tous réunis, les obligations étaient ramenées à Bâle, déposées entre les

⁵⁰ AEF, Bâle 1, Harscher à Fribourg (30 janvier 1591).

⁵¹ StA BE, U. P. 43, N° 73.

maines des changeurs, et le débiteur pouvait enfin disposer du capital.

Tout cela nécessitait des correspondances et des déplacements d'une ville à l'autre qui prenaient du temps. L'emprunt de 20 000 fl que la ville de Schaffhouse émit à Bâle en 1590 pour la ville de Berne est daté du 24 juin (Jean-Baptiste). Mais l'argent ne fut livré que le 28 septembre 1590⁵². Toutes ces démarches étaient néanmoins indispensables pour éviter disputes et contestations éventuelles devant les tribunaux. En 1558, quelques Suisses à Lyon avaient prêté trop hâtivement 150 000 écus à Henri II sans avoir attendu la ratification écrite du roi. Le procès qu'ils intentèrent par la suite à son successeur tourna à leur désavantage⁵³. Bâle, pour éviter ce genre de déconvenue, tenait à faire les choses en règle.

L'émission par souscription exigeait également un certain temps, afin que les prêteurs pussent se décider et placer leurs capitaux à la banque. Selon les possibilités du marché financier, les émissions étaient réalisées plus ou moins vite. Hans Conrad Peyer a relevé cette particularité des emprunts émis à Bâle pour l'argent que Zurich y avait trouvé en 1589⁵⁴. Nous avons constaté que cette technique bancaire moderne était utilisée à Bâle déjà dès l'ouverture du change public au début du XVI^e siècle. La première de ces émissions connue est l'emprunt que Fribourg réalisa à Bâle, pour la margrave du comté de Neuchâtel en 1506, donc deux ans seulement après la création du change public bâlois⁵⁵. Par la suite, tous les emprunts émis au change public de Bâle par les villes et cantons suisses, par les princes régnants et par les rois de France, l'ont été par souscription. La thèse, avancée jadis par Richard Ehrenberg, affirmant que le « grand parti » de Lyon introduisit l'emprunt par souscription pour la première fois au nord des Alpes en 1555 est donc à réviser⁵⁶. Cette technique, mise au point un siècle plus tôt par les Italiens, mais fonctionnant d'une manière assez compliquée⁵⁷, avait été adoptée et simplifiée par les hommes du change public bâlois dès le début du XVI^e siècle.

J'ai réuni dans un tableau tous les emprunts dont j'ai pu reconstituer le montant initial et dont je connais l'année d'émission (tabl. 76). Quelques-uns s'étirent sur plusieurs années consécutives, au cours desquelles la banque empruntait des capitaux au nom de son client qui venait les chercher une ou deux fois par an⁵⁸.

⁵² StA SH, Seckelamtakten, « Spécification... 28 Herbstmonat 1590... ».

⁵³ DOUCET, *Grand Parti*, pp. 11 ss.

⁵⁴ PEYER, *Basel*, p. 227.

⁵⁵ AEF, Stadtsachen A, N° 333-347.

⁵⁶ EHRENBURG, *Le siècle des Fugger*, p. 257; LAPFYRE, *Monarchies*, p. 303; WIELAND, *Schaffhauser*, p. 76, pense que Benedikt Stokar avait introduit cette nouveauté à Lyon. Si cette hypothèse se révèle exacte, ce qui est encore à vérifier, Stokar aurait alors amené à Lyon les techniques bâloises en matière d'emprunt.

⁵⁷ HEERS, *Gênes*, pp. 97-190; LANE, *Venise*, p. 324.

⁵⁸ C'était le cas surtout pour Genève, pour Bâle et pour le comté de Neuchâtel.

Année	Emetteur de l'emprunt	Ecus d'or de France
1506	Fribourg pour la «margrave»	4 600
1511	Bâle	4 100
1512	Duc de Savoie	3 800 ou plus
1513	Duc de Savoie	3 900 ou plus
1514	Fribourg pour la «margrave»	4 700
1515	Duc de Savoie	12 800
	Bâle	7 300
1516	Bâle	3 400
1517	Soleure	11 700
1518	Soleure	4 300
1519	Duc de Savoie	2 000 ou plus
1520	Duc de Savoie	7 500
1521	Duc de Savoie	4 700 (?)
1521	Berne	10 500
1521	Roi de France (François I ^{er})	28 500
1522	Berne	2 300
1523	Roi de France (François I ^{er})	15 000
1523	Soleure	3 700
1523	Comté de Neuchâtel	1 000
1525	Soleure	5 600
1525	Soleure	2 500
1526	Roi de France (François I ^{er})	10 000 ou plus
1527	Duc de Savoie	8 100
1528	Soleure	1 500
1528	Duc de Savoie	11 500
1529	Fribourg	3 100
1530	Genève	9 900
	Zurich	2 800
	Soleure	2 300
	Bâle	15 000
1531	Duc de Savoie	4 200
	Fribourg	4 900
	Berne	10 500
	Zurich	3 700
1532	Berne	2 300
	Duc de Savoie	24 700
1533	Genève	6 200
	Soleure	1 800
	Duc de Savoie	6 100
1534	Duc de Savoie	3 500
1535	Duc de Savoie	29 000
1538	Genève	1 200
	Soleure	5 000
	Comté de Neuchâtel	9 200

Année	Emetteur de l'emprunt	Ecus d'or de France
1539	Soleure	5 500
1540	Genève	2 900
1541	Genève	1 000
	Soleure	1 200
1542	Genève	5 500
1543	Genève	7 700
	Soleure	1 900
1545	Soleure	4 100
1546	Genève	5 000
	Strasbourg	12 000
1545-1553	Comté de Gruyère	23 500
1548	Francfort-sur-le-Main	(?)
1549	Soleure	2 700
1551	Roi Ferdinand d'Autriche	(?)
1554	Soleure pour le roi de France (Henri II)	50 000
	Roi Ferdinand d'Autriche	(?)
1555	Roi Ferdinand d'Autriche	(?)
1556	Empereur Ferdinand I ^{er}	9 200 ou plus
1557	Empereur Ferdinand I ^{er}	8 900 ou plus
1562	Comte palatin Wolfgang	(?)
1563	Empereur Ferdinand I ^{er}	3 800 ou plus
1564	Empereur Ferdinand I ^{er}	1 600 ou plus
1565	Comté de Neuchâtel	27 800
1567	Genève	20 500
1568	Genève	9 300
1569	Genève	15 400
1570	Genève	5 400
	Comte palatin Georg Hans	(?)
1571	Empereur Ferdinand I ^{er}	5 500 ou plus
	Bâle pour le roi de France (Charles IX)	60 000
1572	Anna Rahn-Fröhlich (SO)	4 000
	Küngold von Offenburg	1 300
1573	Abbé de Lützel	1 600
	Comté de Neuchâtel	1 800
1574	Comté de Neuchâtel	1 200
	Soleure pour le roi de France (Henri III)	72 000
1575	Comté de Neuchâtel	11 000
1577	Comté de Neuchâtel	1 000
	Comté de Fürstenberg	5 200
	Pays d'Unterwalden	17 000
	Henri de Condé	12 000
1578	Mellingen	1 200
	Niclaus von Wattenwil	4 000
	Comté de Neuchâtel	3 800

Année	Emetteur de l'emprunt	Ecus d'or de France
1579	Comté de Neuchâtel	5 500
	Ulrich von Englisberg	2 200
	Fribourg pour le roi de France (Henri III)	80 000
1580	Comté de Neuchâtel	1 900
1582	Genève	10 400
	Empereur Ferdinand I ^{er}	3 600
1583	Comte palatin	9 000
1584	Bâle	4 800
1585	Bâle	15 500
1586	Bâle	16 100
	Berne	22 400
	Berne	17 400
1587	Bâle	86 000
	Roi Henri de Navarre	(?)
1588	Bâle	6 400
1589	Berne	29 000
	Berne	14 800
1590	Zurich	40 000
	Schaffhouse	11 000
	Berne	1 800
1591	Bâle	12 000
	Roi de France (Henri IV)	70 000
1592	Bâle	6 000
	Duc Frédéric de Wurtemberg	14 000
1593	Bâle	6 000
1596	Bâle	8 000
1597	Strasbourg	15 300
1600	Fribourg	6 000
1603	Schaffhouse	5 100
1608	Duc Frédéric de Wurtemberg	24 000

Tableau 76 : Les émissions d'emprunts par souscription à Bâle au XVI^e siècle.

Ce tableau ne prétend nullement être exhaustif. Il est tout à fait possible, et même probable, que des recherches systématiques dans les archives de France et d'Allemagne permettraient encore de compléter la liste déjà impressionnante des emprunts émis au XVI^e siècle par les soins de la banque publique bâloise. Il paraît cependant d'ores et déjà établi que Bâle a été dès le début, et tout au long du XVI^e siècle, un important marché financier⁵⁹.

⁵⁹ Définition du marché financier : « C'est un ensemble de contrats conclus dans un cadre donné, entre détenteurs et utilisateurs d'argent à long terme. » PERQUEL, *Marchés financiers*, p. 1. Cf. JENNY, *Geldmarkt*, pp. 29-32.

B. LES GARANTIES

1. Les prêts sur gage

Conformément à la coutume de l'époque, il fallait fournir des garanties pour obtenir un prêt. On distinguait en général trois types de prêts financiers: le prêt sur gage, le prêt sur caution et le prêt hypothécaire. Au dire des historiens, le prêt sur gage n'était pas seulement condamné par l'Eglise, mais également méprisé par les marchands et par les «gens de bien», parce que considéré presque comme l'essence même de l'usure. Le prêt sur gage n'avait cependant jamais disparu des pratiques bancaires en Occident. Depuis le Moyen Age il était traditionnellement du domaine des Juifs, des Cahorsins et des Lombards, qui accordaient des prêts à des taux très élevés. Au cours du xv^e siècle, furent créés en Italie les premiers monts-de-piété franciscains qui accordaient également des prêts sur gage, mais sans intérêt. Le principe des Frères Mineurs était de combattre les usuriers sur leur propre terrain en pratiquant le prêt sur gage. Toutefois le prêt gratuit se révéla bientôt difficile à réaliser dans la pratique. Pour pouvoir disposer d'un minimum de capital nécessaire au fonctionnement de la banque, il fallait accorder aux prêteurs une rémunération pour leurs dépôts. De ce fait, le prêt à intérêt sur gage devint indispensable. En 1493, le prêt à intérêt tel que les Frères Mineurs le pratiquaient fut approuvé par le chapitre général de l'ordre des Franciscains. Ce prêt à intérêt perçu et payé dans le cadre des affaires des monts-de-piété fut déclaré légitime en 1515 par le Concile de Latran. Dès lors les monts-de-piété, tels ceux de Sienne et de Florence, purent verser 5% d'intérêt à leurs déposants et prendre de 6% à 10% sur les prêts accordés sur gage. Les bases financières de leur futur développement étaient assurées⁶⁰.

Nous avons déjà pu constater que Schaffhouse, qui avait chassé ses Juifs en 1472, était obligée de faire fonctionner jusqu'au-delà du milieu du xvi^e siècle le prêt sur gage et le nantissement d'une manière officieuse, par les services de la trésorerie publique⁶¹. Berne réglementa le prêt à intérêt sur gage en 1516⁶². Le prêt sur gage faisait partie de l'éventail des services bancaires que le change public de Bâle avait à offrir à sa clientèle⁶³. La ville de Bâle exigeait également des gages lorsque ses débiteurs ne pouvaient pas

⁶⁰ Pour ce qui précède, cf. POLIAKOV, *Banchieri*, pp. 50 ss; 329 ss; en rapport avec la Suisse, cf. BERGIER, *Genève*, pp. 251-253; SCHNYDER, *Wirtschaftsbeziehungen*, p. 108; AMMANN, *Schaffhauser*, pp. 150 ss; WEIDLER, *Geschichte*, I, pp. 33 ss et passim; R Q BS, pp. 432-434, N° 292 (28 février 1569).

⁶¹ KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, pp. 65 ss.

⁶² HALLER, *Ratsmanuale*, pp. 224-225: «1516, Dez. 15, haben Mh geraten, wo sich findt, das des sin gelt uff underpfand gelichen und den Zins genommen hab, das er noch solich nâmen, wo aber die underpfand verendert werden, das er in mitt dem hauptgut gehorsam sin solle.»

⁶³ HALLAUER, *Stadtwechsel*, p. 54.

offrir d'autres garanties. La ville de Lyon, qui emprunta 3000 écus en 1563 par l'intermédiaire de Genève, fut invitée à déposer une certaine quantité de pièces de drap. Ces gages semblent avoir été transportés à Bâle via Genève⁶⁴. En 1572, Bâle accorda au roi de France un prêt de 60 000 écus après avoir reçu en gage un précieux collier garni de neuf gros rubis, appartenant au trésorier de l'ambassadeur de France à Soleure⁶⁵. Pour obtenir 4000 écus d'or en 1589 de la ville de Bâle, Sancy offrit en gage une plaque de diamants encadrée d'or, 12 canons et 40 chars de matériel de guerre⁶⁶. Le change public de Genève, établi en 1568 sur le modèle de l'institution bâloise, prêtait aux étrangers venus à Genève, contre des gages dont la valeur devait dépasser du quart le montant des prêts majoré de l'intérêt. Les gages pouvaient être vendus par le changeur après l'expiration prévue du prêt⁶⁷. La ville de Fribourg accorda également par sa trésorerie des prêts sur gage en or ou en argent, à ses bourgeois⁶⁸. En principe, le prêt sur gage était pratiqué en Suisse à court terme. Il est indéniable que dans ce pays, au XVI^e siècle, le prêt sur gage et le nantissement n'étaient pas simplement tolérés en marge des autres formes plus « nobles » du crédit. Le fait que les villes mêmes et les banques publiques aient utilisé ces pratiques prouve qu'elles n'étaient pas considérées comme des procédés de crédit moins licites que d'autres, pour autant que les taux d'intérêt demeurent raisonnables.

2. Les prêts sur caution

Si le crédit sur gage était pratiqué principalement lors de prêts accordés à des particuliers, pour les emprunts par émission, les prêts de ville à ville, les sommes prêtées à des personnes aisées, à la noblesse ou aux princes régnants, on exigeait surtout des cautions. Le nombre de celles-ci dépendait de l'importance du capital prêté et de la fortune engagée par chacune des personnes se portant caution. En 1519, par exemple, quatre bourgeois de Berne se portèrent garants pour la ville de Genève, qui avait emprunté 1500 écus à Lucerne⁶⁹. Un Genevois et quatre Bernois promirent en 1527 de remplacer les cautions engagées huit années auparavant. Cinq Bernois se reconnurent codébiteurs avec Genève, pour un emprunt de 3500 livres bernoises prêtées à Genève par trois autres Bernois, tandis qu'une seule personne suffit à garantir un prêt de 1000 livres consenti par un autre Bernois.

Pour les emprunts genevois émis par souscription à Bâle en 1530 et en 1533, le nombre des cautions variait entre huit et dix personnes. Les sommes

⁶⁴ KINGDON, *The Coming*, p. 118.

⁶⁵ ROTT, *Histoire*, II, p. 90 ; PEYER, *Handel*, p. 21.

⁶⁶ StA BS, K1 Rat, V.2, f° 32 (6 décembre 1589).

⁶⁷ MONTER, *Change*, p. 269.

⁶⁸ AEF, Comptes des trésoriers, N° 390 ss.

⁶⁹ Pour ce qui suit, cf. KÖRNER, *Modalités*, pp. 31-32.

à garantir étaient plus élevées qu'à Lucerne et à Berne : 10 000 écus en 1530 et 6000 écus en 1533. Quelques-unes des obligations émises pour ces emprunts révèlent les noms de huit « marchands et bourgeois de Genève », d'autres portent mention de dix cautions, six Fribourgeois et quatre Genevois. Les six particuliers de Fribourg ne se contentèrent pas d'une simple reconnaissance écrite de la part de la Seigneurie de Genève, ils se réassurèrent auprès de six Genevois qui durent garantir de leur côté le remboursement d'éventuels intérêts et capitaux, auxquels la banque de Bâle aurait pu obliger les Fribourgeois à la place de la Seigneurie de Genève.

En principe, les futurs garants devaient présenter une attestation d'un notaire ou du gouvernement de leur ville, déclarant la valeur des biens mobiliers et immobiliers susceptibles d'être hypothéqués. Il était en effet impensable qu'une personne sans fortune immobilière pût se porter caution. Lorsque Hans Messelo, de Fribourg, se présenta en 1570 à Lucerne pour emprunter 6000 à 8000 écus, il était porteur d'une autorisation gouvernementale qu'il dut présenter aux autorités lucernoises. Ce document porte le nom du débiteur principal, Hans Messelo, et des cautions possibles, Hans Reyff, Pancraz Techtermann, Niclaus Meyer, Caspar Falk, Wilhelm von Praroman et Peter Reinhardt. Chaque nom est suivi de la fortune et de la somme susceptible d'être prise en considération⁷⁰. Le créancier se devait de surveiller non seulement le débiteur principal, mais aussi les cautions. Un codébiteur décédé devait être remplacé par un autre. C'est ce que Lucerne demanda à Berne en 1543. Lucerne avait prêté 4000 fl Rhin en 1517 au duc de Savoie. Parmi les cautions se trouvaient les Bernois Bartholomé May, Christoffel von Diesbach, Ludwig von Erlach et Bernhard Armbruster. En 1543, Lucerne, constatant qu'entre-temps ces hommes étaient morts, invita Berne à procurer, conformément à la coutume, quatre nouvelles cautions dans un délai de quinze jours⁷¹.

En matière de cautions, la voie suivie à partir de 1520 environ par le change public de Bâle constitue un indice de plus de la modernité de ses techniques bancaires. Les villes clientes de la banque publique bâloise n'eurent plus à fournir de cautions, ce qui les libéra d'une procédure compliquée et fastidieuse. Plus d'inventaire de fortunes, plus d'acte notarié, plus de remplacement par un autre d'un garant décédé. De son côté, la banque se simplifiait également le travail, n'ayant plus à vérifier périodiquement si tous les garants étaient encore en vie et solvables. Il est évident que les particuliers ne purent profiter de cette simplification des affaires réservées aux villes clientes. Dans le texte des obligations émises par celles-ci au change public bâlois, il ne fut plus question de cautions. Chaque ville engageait les biens de « l'avoyer, des conseillers, des bourgeois et de la

⁷⁰ StA LU, Sch, 965, « Die Personen... 28. Dez. 1570, sig. Gurnel. ».

⁷¹ StA BE, U. P. 38, N° 41, 42. Cf. StA LU, Sch. 794, « Ich Niklaus von Diesbach... 1549 ».

commune»⁷². Genève entra au plus tard en 1540 au bénéfice de cet avantage pratique. Voici l'exemple d'une obligation genevoise de 1540 portant en tête l'indication : « Nous les quatre syndics, petit et grand Conseil, les bourgeois et toute la commune de Genève en tant que vendeur principal, autogaran et débiteur... »⁷³. Tout Genève s'engagea alors « en commun et chacun sans exception »⁷⁴. De ce fait, chaque ressortissant genevois était tout simplement considéré comme caution pour les dettes contractées par sa ville. Cette simplification ne parle pas seulement en faveur d'une évolution de la pratique bancaire en Suisse, mais témoigne aussi de l'augmentation des richesses privées et du crédit que les villes s'étaient acquis.

De cette innovation, il n'y eut qu'un pas vers la suivante. Une ville tout entière pouvait se porter caution pour une autre dont le crédit à Bâle était ébranlé. Cette situation pouvait se présenter lorsqu'une ville était en retard dans le paiement de ses intérêts. Ainsi, dans les années 1589 à 1593, lorsque Genève et Berne, engagées dans leur guerre contre le duc de Savoie, empruntèrent tout l'argent qu'elles purent trouver, Bâle demanda que Zurich fût caution pour Genève, et Schaffhouse pour Berne⁷⁵. Zurich, qui prêta également à Genève, exigea la caution de Berne⁷⁶. Bâle fut caution pour Berne envers Strasbourg⁷⁷. La caution des villes était exigée au change public bâlois lorsqu'un souverain désirait y émettre un emprunt. Soleure, Berne et Fribourg prêtèrent ainsi leur nom pour les capitaux empruntés à Bâle avant 1591 au nom du duc de Savoie, du duc de Wurtemberg et des rois de France⁷⁸. Les emprunts n'étaient pas toujours émis au nom de l'un ou l'autre de ces princes. Pour les financiers bâlois, les villes suisses étaient les débitrices principales. Les obligations portaient souvent leurs noms en tête⁷⁹. Quand le roi de France, par exemple, arrêta le paiement des intérêts, la banque publique de Bâle se retourna contre les villes cautions, qui furent contraintes de s'exécuter, tandis que les cautions françaises que le roi de France avait offertes à ses « très chers et grands amis, alliés et Confédérés », se déroberent ou étaient tout aussi insolvables que leur souverain. La ville de Lyon refusa, en 1559, d'honorer ses engagements pris en tant que caution

⁷² StA SO, Urkunden (23 avril 1520).

⁷³ AEG, Finances L 1, Obligation du « Wienachtsabend 1540 » envers Jacob Rüdin, « Stadtwechseler und des Rats zu Basel » : « ... als Hauptverkeuffer, Selbsgелten und Schuldener... ».

⁷⁴ AEG, Finances L 2, Oblig. du « 8 Hornung (février) 1567 » envers Niclaus Dürr, bourgeois et du Conseil de Bâle : « ... wir alle gemeinlich und unverscheidenlich... ».

⁷⁵ En fait, Zurich emprunta l'argent à Bâle pour le prêter à Genève, et Schaffhouse agit de même pour Berne.

⁷⁶ StA ZH, F III 32, 1591/92, Ausgaben, Zinsen.

⁷⁷ StA BS, Kantone Bern 5, Anleihen 1531-1590, Berne et Bâle (6 et 14 août 1589).

⁷⁸ GILLIARD, *Créanciers*, pp. 193 ss.

⁷⁹ Voir les obligations soleuroises des années 1553 à 1555, 1574, (StA SO, Urkunden).

pour les 150 000 écus que les Suisses avaient prêtés l'année précédente à Henri II⁸⁰. Le comté de Neuchâtel, offert en caution à la ville de Soleure en 1554, était encore trop endetté pour pouvoir payer les intérêts à la place du roi de France, lorsque celui-ci arrêta ses versements de 1591 à 1596⁸¹.

En 1591 seulement, l'ambassadeur de France en Suisse fut autorisé par Bâle à émettre un emprunt au change public directement au nom du roi. Il emprunta 70 000 écus, pour lesquels les cinq villes évangéliques se répartirent la caution comme suit : 16 000 écus pour Bâle, pour Berne, pour Zurich et pour Schaffhouse et 6000 écus pour Saint-Gall⁸². En 1593, le roi cessa de payer les intérêts. Les créanciers patientèrent jusqu'en été 1595. Après avoir constaté que les intérêts de 1594 et de la Saint-Jean-Baptiste 1595 restaient également impayés, la banque publique bâloise fit appel aux cautions qui s'exécutèrent toutes, sans exception, entre le 22 décembre 1595 et le 21 janvier 1596. Grâce à la politique prudente de la banque publique bâloise dans le choix des cautions, aucun de ses clients créanciers n'eut à subir de préjudice financier grave du fait de sa participation à un des emprunts publics. Les créanciers durent parfois attendre un peu longtemps le paiement des intérêts de Genève et du roi de France, mais, à l'exception de quelques créanciers de l'empereur Ferdinand I^{er}, ils reçurent tous leur argent tôt ou tard, ne perdant en aucun cas ni intérêts ni capital. Il faut considérer cela comme un exploit de la part de la banque bâloise⁸³.

3. Les prêts hypothécaires

Sous le terme de prêt hypothécaire, nous comprenons tous les types de prêts assignés sur un bien immobilier du débiteur. Que le contrat qui stipule la dette s'appelle Zinsbrief, Gültbrief, Schuldbrief ou cédula hypothécaire, n'a pas d'importance sur le plan financier, même si la distinction s'avère indispensable sur le plan juridique, ainsi que Bernard Schnapper l'a démontré dans son travail sur les rentes au XVI^e siècle⁸⁴. En effet, il n'est pas sans importance de savoir si le créancier doit être considéré comme copropriétaire du bien immobilier sur lequel le prêt est assigné, ou si ce bien immobilier n'est qu'un gage dont une partie du revenu doit servir à payer l'intérêt. A-t-on le droit de parler d'intérêt ou faudrait-il désigner comme « participation à l'usufruit du bien immobilier » la somme que le débiteur

⁸⁰ DOUCET, *Grand Parti*, pp. 7, 11-12 ; Id., *Finances*, p. 58.

⁸¹ *Infra*, Sixième partie, II, B, 3.

⁸² StA BS, Fremde Staaten Frankreich, Schulden, A 5.5 ; PEYER, *Handel*, p. 29.

⁸³ StA BS, Fremde Staaten Österreich, Schulden, D 3 ; Cf. pour la France, la situation décrite par DOUCET, *Finances*, p. 32 : « Lorsque (après 1558) la politique d'emprunt eût abouti à une faillite complète, il n'y eut plus d'autre ressource que les mesures désordonnées et violentes dont toutes les classes de la société firent les frais, le clergé comme les populations urbaines. »

⁸⁴ SCHNAPPER, *Rentes*, pp. 50 ss, 117 ss.

doit verser à son créancier ? Je me refuse à entrer dans la casuistique médiévale pour appeler rente ce qui était, financièrement parlant, au XVI^e siècle, un prêt à intérêt⁸⁵.

En respectant les formes, n'importe qui en Suisse pouvait obtenir un prêt au XVI^e siècle, pourvu qu'il présentât soit un gage soit des cautions, soit encore un bien immobilier pouvant servir d'hypothèque. Le taux d'intérêt étant le même pour les trois types de prêts, le créancier n'était intéressé qu'à obtenir une garantie sûre et valable. Dans les comptabilités publiques, les prêts accordés sur garantie immobilière étaient tous assimilés aux prêts sur gage et aux prêts sur caution. L'essentiel était de toucher régulièrement les intérêts. On distinguait cependant nettement entre la dîme, le cens seigneurial et l'intérêt. La dîme et le cens étaient des redevances fondées sur un droit seigneurial, tandis que l'intérêt était une redevance proportionnelle fondée sur un crédit financier. Les premières redevances ne furent jamais confondues avec la dernière.

Le problème qui se posa jusqu'à la Réforme était celui du rachat des obligations gagées par des biens immobiliers. Au Moyen Age, ces obligations étaient considérées comme perpétuelles. Et la redevance qui en découlait constituait une sorte de rente foncière perpétuelle, payable, en principe, en nature. Vers la fin du XV^e, et dès le début du XVI^e siècle, les bourgeois des villes comme les gens des campagnes empruntaient de l'argent en offrant en échange d'hypothéquer leurs biens immobiliers⁸⁶. L'intérêt pouvait être payé en numéraire et ces obligations être rachetées, ce qui n'était pas le cas des rentes perpétuelles. A une époque où les uns pouvaient déjà emprunter sur gage et sur caution et se libérer de leur dette quand l'occasion s'y prêtait, les autres se voyaient dans l'impossibilité d'en faire autant, puisque le cadre juridique médiéval les en empêchait. La hausse des prix agricoles incita les créanciers à exiger, à l'occasion de la constitution de nouveaux contrats de prêts, le paiement de l'intérêt sous forme d'une rente en nature. Le mécontentement des paysans et des petits débiteurs contre ces injustices devait éclater un jour pour renverser la situation.

La charnière du passage de la rente perpétuelle au prêt hypothécaire remboursable se situe en effet à l'époque de la Réforme et de la révolte des paysans. Les manifestes paysans, les édits des villes et de la diète fédérale concernant les différentes redevances créèrent une situation plus claire : les dîmes furent maintenues, mais la rente perpétuelle pouvait être rachetée au taux de 4 % à 5 %. La constitution de nouvelles rentes à redevance en nature fut interdite et assimilée à l'usure, tandis que le prêt à intérêt au taux de 5 %

⁸⁵ La différence fondamentale à retenir entre la rente et le prêt financier à intérêt est l'existence ou l'absence d'une clause de rachat. Les rentes viagères étaient obligatoirement perpétuelles. Les prêts hypothécaires étaient rachetables. Cf. SCHNAPPER, *Rentes*, pp. 61 ss; GILLIARD, *Créanciers*, p. 194.

⁸⁶ Cf. les passages consacrés à cette question dans la troisième partie.

fut recommandé sur tout le territoire de la Confédération pour accorder aux débiteurs la faculté de pouvoir se libérer de leurs dettes moyennant le remboursement du capital prêté. Ce fut un pas important de la « Naturalwirtschaft » vers la « Geldwirtschaft »⁸⁷.

L'emprunt genevois de 1536/1537 est aussi typique dans ce domaine⁸⁸. Par l'albergement des biens de la Seigneurie, Genève s'assura de la part des particuliers un cens perpétuel. Par l'emprunt sur hypothèque, elle s'engagea à verser un intérêt de 6% jusqu'au remboursement du capital, lequel effaçait en même temps l'hypothèque. En lieu et place de gages mobiliers, la ville avait offert aux créanciers des gages immobiliers⁸⁹, mais cela ne changea rien au fond financier du contrat : le créancier fournit le capital et le débiteur paye les intérêts jusqu'au remboursement.

Les autres villes, mieux nanties que Genève, pouvaient accorder des prêts hypothécaires. A Zurich, les bourgeois firent construire ou transformer leurs maisons par les soins de l'intendance des constructions de la ville. Les frais impayés furent constitués en prêt hypothécaire à intérêt de 5%. Lucerne agit de même. La campagne connut une évolution identique, les villes et leurs bourgeois accordaient aux paysans des prêts à intérêt gagés sur la propriété immobilière des débiteurs. Entre eux, les paysans agirent de la même façon. Les héritages furent partagés par le moyen de cédules hypothécaires, l'une des parties gardant la ferme et toute son exploitation, l'autre recevant une cédule qui lui procurait un revenu fixe en argent⁹⁰.

Les cédules hypothécaires étaient transférables et circulaient comme moyen de paiement. Les particuliers se les passaient de main en main et les villes les acceptaient pour l'acquittement des redevances fiscales de leurs bourgeois⁹¹. La transférabilité de ces titres était facilitée par le fait qu'il ne s'agissait pas de dettes d'individus, mais d'obligations assignées sur une maison, une terre ou tout autre bien immobilier défini dans le détail par le contrat. A la vente d'un immeuble, les hypothèques étaient déduites du prix d'achat et le nouveau propriétaire devait continuer à payer l'intérêt au créancier⁹². Cet instrument de crédit devint très populaire au XVI^e siècle pour les prêts à long terme. Il ne réussit cependant pas à libérer la campagne de ses charges. L'emprise financière des villes sur leurs campagnes et l'augmentation de l'endettement de ces dernières vont de pair au XVI^e siècle⁹³.

⁸⁷ STRICKLER, *Aktensammlung*, I, pp. 361, 521 ; II, p. 37 ; StA BE, U. P. 38, N° 35 ; HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 197 ss.

⁸⁸ *Supra*, Quatrième partie, I, A, 2.

⁸⁹ En allemand : « Pfand » et « Grundpfand ».

⁹⁰ On rencontre de tels cas dans les titres de l'héritage de Lochmann. Cf. StA ZH, F Ia, 391c, f° 1-349.

⁹¹ Cf. les passages consacrés à cette question dans la troisième partie.

⁹² Cela joua du plus petit changement de propriété immobilière à celui de tout un territoire, la seigneurie de Bürglen ou le Pays de Vaud.

⁹³ KÖRNER, *Endettement*.

et plus d'un propriétaire foncier s'est chargé de dettes jusqu'au-delà de la valeur de ses biens⁹⁴.

Dans les emprunts des villes, les conditions caractéristiques des trois types de garanties étaient théoriquement réunies. Les dettes des villes et des princes étaient assignées sur « les communs, dîmes, rentes, intérêts, profits, revenus, amendes, augmentations territoriales, les eaux, la pêche, les champs, prairies, vignobles, pâturages, juridictions et droits, les biens immobiliers, en notre possession maintenant et à venir, passant en notre possession par dotation, conquête ou par tout autre moyen »⁹⁵. D'autres textes y incluent encore les impôts, les péages et les biens de tous les marchands⁹⁶. Le capital était garanti en principe par la valeur commerciale des biens immobiliers et mobiliers de la ville débitrice. Pour le paiement des intérêts, le créancier pouvait faire appel aux bourgeois et marchands, considérés comme codébiteurs et cautions de la ville débitrice. Enfin, le créancier avait le droit, dans le pire des cas, de saisir et de vendre les biens de ces marchands pour obtenir satisfaction. Le crédit financier dont les villes jouissaient au XVI^e siècle s'explique par le fait de cette triple garantie⁹⁷.

III. Le taux de l'intérêt en Suisse au XVI^e siècle

Lorsque les réformateurs en Suisse et à Genève eurent à débattre du problème du prêt à intérêt, ils le firent dans un monde qui avait déjà acquis ses habitudes financières. Les habitants de la Suisse du XVI^e siècle n'avaient pas tous adhéré à la Réforme, néanmoins les liens financiers entre Confédérés ne furent pas coupés par la scission religieuse. Protestants et catholiques se prêtèrent mutuellement de l'argent entre particuliers et entre cantons. Le prêt à intérêt reposait sur des structures juridiques et économiques acceptées par tous les intéressés. Si la pensée des uns et des autres au sujet du prêt à intérêt est intéressante à connaître, plus important encore est de savoir comment les gens se sont comportés en réalité⁹⁸.

⁹⁴ L'étude quantitative de cette question reste encore à faire. Le nombre élevé des cédules hypothécaires ou de copies de ce genre d'obligations dans les carnets des créanciers (Urbarien) enfouis dans les archives promettent des résultats intéressants.

⁹⁵ AEG, Finances L 1, obligation du « Sankt Lucientag 1533 » envers Arbogast von Andlow : « Almenden, Renten, Gülten, Nutzungen, Gevellen, Buossen, Besserungen, Wassern, Vischentzen, Ackern, Matten, Winen, Weiden, Gerichten und Rechten, ligenden und fahrenden Gütern, so wir jetzo haben und künfftiglich überkomen, erobern, gewinnen, die wir alle hiemit pfandbar und zinshaftig machen ».

⁹⁶ AEG, Finances L 2, obligation du 8 Hornung 1567 envers Niclaus Dürr.

⁹⁷ Cf. EHRENBURG, *Le siècle des Fugger*, pp. 8-10.

⁹⁸ Jacques Ellul insiste sur la « pratique financière qui a été décisive à cet égard en France, et non un changement théologique ». ELLUL, *Institutions*, IV, p. 25 ; VENARD, *Monde moderne*, I, pp. 105-107.

Sur ce plan, quelques réserves s'imposent. Les sources consultées n'autorisent pas à traiter du taux d'intérêt pratiqué dans les diverses opérations de crédit. Les quelques traces de lettres de change rencontrées dans les comptes de la trésorerie de Genève ne révèlent pas assez de détails significatifs pour en déduire le bénéfice ou le taux d'intérêt dont pouvait bénéficier le trésorier. Les opérations de change ont été courantes à Genève à la grande époque de ses foires, où les Genevois jouissaient d'un régime privilégié en matière de crédit, grâce aux franchises accordées en 1387 par le prince-évêque Adhémar-Fabri⁹⁹. En Suisse, au XVI^e siècle, la lettre de change fut utilisée dans le domaine des emprunts plutôt pour transférer des capitaux que pour servir d'instrument de crédit¹⁰⁰. Le taux d'intérêt dont il sera question par la suite est celui pratiqué dans les emprunts à Genève et en Suisse, ainsi que dans les prêts financiers entre particuliers. Il s'agit en principe de prêts à moyen et long termes¹⁰¹ dits à « intérêt perpétuel » ou à « intérêt rachetable »¹⁰².

A. LE PRÊT À INTÉRÊT EN SUISSE ALÉMANIQUE

En analysant les comptes des trésoriers de quelques villes suisses, j'ai pu constater que ces villes ont pratiqué le prêt à intérêt et l'emprunt financier avant le XVI^e siècle déjà¹⁰³. L'habitude avait été prise de distinguer le cens immobilier de l'intérêt de l'argent. Cela ressort clairement du titre d'un volume lucernois intitulé : « Rechnung und Urbar umb der Statt Luocern Zinss, Güllten, Widerzinss, Schuolden, ouoch Buorger und Boden Zinss, angefangen Anno 1480 »¹⁰⁴. Au début du XVI^e siècle, l'emploi du mot « intérêt » pour désigner la redevance annuelle payable en espèces sur un capital rachetable était généralement admis par les comptables des villes. Quand les Bâlois empruntaient de l'argent, ils l'appelaient « reçu emprunté à intérêt »¹⁰⁵ et quand ils remboursaient leurs dettes, ils inscrivaient l'opération dans le compte « dépensé pour racheter des intérêts »¹⁰⁶, et

⁹⁹ BERGIER, *Genève*, pp. 273-274 ; BIÉLER, *Pensée économique*, p. 167.

¹⁰⁰ Volume plus restreint mais caractères généraux comparables aux asientos de Philippe II. Cf. LAPEYRE, *Asientos*, 137 p.

¹⁰¹ Selon la définition de Raymond BARRI, *Economie politique*, II, p. 142.

¹⁰² « Ewig Zins » ou « Wiederkäufig Zins ». L'élément fondamental n'est pas tellement le nom, mais le fait qu'il s'agissait de prêts pour lesquels le contrat stipulait la possibilité ou le devoir du remboursement dans un délai fixé ou dans un temps indéfini.

¹⁰³ Pour Zurich, cf. HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 196 ss ; pour Bâle, cf. ROSEN, *Staatshaushalt*, p. 33 ; pour Berne, cf. FELLER, *Geschichte*, II, p. 43 ; pour Schaffhouse, cf. SCHIB, *Geschichte*, p. 148.

¹⁰⁴ StA LU, cod. 5065.

¹⁰⁵ « Empfangen Zinss uffgenommen », StA BS, Finanz H, 1500/1501.

¹⁰⁶ « Ausgeben Zins abgelöst », StA BS, Finanz H, 1500/1501.

notaient en plus qu'il s'agissait bien d'un intérêt d'argent¹⁰⁷. En 1501, les Soleurois « empruntèrent » 100 florins en gros plaparten « à intérêt »¹⁰⁸. La même année, le comptable inscrivit sous la rubrique « achat d'argent » qu'il avait « prêté 80 livres à intérêt » à Erhart Singisen¹⁰⁹. Les Bernois remboursèrent plusieurs sommes à Berne et à Bâle en 1506. Dans le livre de comptes ils inscrivirent « qu'ils avaient réduit le principal avec les intérêts, et les intérêts moratoires »¹¹⁰. En 1499, les Fribourgeois « empruntèrent » 1000 écus à Jean Carrel, 100 fl Rhin à Margreth Elpachin, etc.¹¹¹. Ils comptabilisaient tous les ans les intérêts d'argent encaissés, et, en 1506, leur trésorier inscrivit même dans les comptes : « Profit sur le change lorsqu'on avait emprunté à Bâle l'argent pour la margrave¹¹² ». Pour le comptable de la ville de Schaffhouse, l'argent reçu pour lequel la ville payait un intérêt était tout simplement de « l'argent emprunté »¹¹³.

En principe, le titre juridique officiel attestant l'existence de la transaction financière était toujours conçu comme un contrat de vente. L'emprunteur vendait à son créancier une redevance annuelle appelée « intérêt ». En fait, trois mots étaient utilisés sans distinction : « Gült », « Geld » et « Zins ». Au début du siècle « Gült » était l'expression la plus fréquemment utilisée. Mais, à Soleure, le mot « Zins » apparut au plus tard en 1520¹¹⁴, et à Schaffhouse en 1486 déjà, si la transcription de l'obligation faite en 1542 n'a pas remplacé un autre mot par « Zins »¹¹⁵. A ce point, une première conclusion peut être dégagée : pour les trésoriers et les comptables des villes, le prêt et l'emprunt étaient devenus des affaires tellement courantes et licites qu'ils n'éprouvèrent pas le besoin de dissimuler quoi que ce soit dans les comptabilités. Ils appelèrent les opérations par leur nom réel, expliquant que leurs transactions financières avaient vraiment pour but le paiement ou l'encaissement régulier d'un intérêt en numéraire. Que les textes des obligations ne parlent pas du prêt mais d'une vente ne contredit en rien cette affirmation. Le trésorier qui — après avoir conclu une affaire de crédit, au cours de laquelle il a signé et scellé le contrat en compagnie de l'avoyer ou du bourgmestre, du secrétaire et de quelques conseillers de sa ville, attestant avoir « vendu » au nom de la ville une « Gült » de 50 écus pour un « Hauptgut »

¹⁰⁷ « ... Geldt... ».

¹⁰⁸ « Aufgenommen zu verzinsen ». StA SO, Staatsrechnung 1501.

¹⁰⁹ « Gelichen um Zins ».

¹¹⁰ « Ablosung Hauptgut, Zins, Geld, Marzal », StA BE, B VII 451 d, Standesrechnung 1506 I, Ausgaben. Cf. HALLER, Ratsmanuale, p. 227 : « 1501, Mai 29... 20 Gulden... entlechnen oder umb Zins uffbrechen ».

¹¹¹ « Entlechnet ». AEF, N° 193, 1499 I, Einnahmen.

¹¹² « Uffwechsel gewonnen als man der Marggräfin Gelt zu Basel uffbrach ». AEF, Comptes des trésoriers, N° 207, 1506 I, Einnahmen.

¹¹³ « Uffgenommen Gellt ». StA SH, N° 162, Stadtrechnung 1499/1500.

¹¹⁴ StA SO, Urkunden (23 avril 1520).

¹¹⁵ StA SH, Seckelamturkunden, obligation, Aurelius zur Gilgen. (Joh. Bapt. 1542).

de 1000 écus — se rendait à l'hôtel de ville pour inscrire dans son livre de comptes qu'il avait « 1000 Kronen entlehnnet », était bien conscient du fait qu'il venait non pas de vendre une rente, mais d'emprunter 1000 écus à 5% d'intérêt au nom de sa ville¹¹⁶. Les formes, le vocabulaire et le style de textes juridiques ont presque toujours eu un certain retard sur la réalité économique. Cette réalité, elle se lit dans les inscriptions laconiques, franches et directes que l'on trouve dans les comptabilités des villes.

L'attitude de l'évêque de Bâle vis-à-vis du prêt à intérêt ne laisse guère de doute à ce sujet. De 1500 à 1514, il paya régulièrement un intérêt de 300 fl à la ville de Bâle pour une somme empruntée vers la fin du XV^e siècle. En 1517, le secrétaire de la trésorerie bâloise écrivit dans son livre de comptes que 4526 livres 5 sols avaient été « prêtés à notre seigneur de Bâle conformément aux documents que nous avons reçus de sa part »¹¹⁷. De même, en 1520, les comptes bâlois font état d'un autre prêt accordé à l'évêque, dont le premier intérêt était payable en 1525. Pour s'en assurer, on avait établi une reconnaissance de dette¹¹⁸. L'évêque Jacob Christoph Blarer von Wartensee prêta, en 1587, une somme de 41 614.3.4 fl à la ville de Soleure contre le paiement annuel de l'intérêt. Le texte de cette obligation est encore conforme au schéma généralement utilisé par les notaires de l'époque, mais le comportement de l'évêque ne différa en rien de celui d'un financier de son temps¹¹⁹. Voilà donc les évêques de Bâle participant, dès la fin du XV^e siècle, au commerce de l'argent. D'abord en tant qu'emprunteurs, ensuite en tant que prêteurs, jouant le jeu conformément aux règles de la coutume qui prévalait en Suisse. Dans ce domaine, les évêques de Bâle semblent avoir eu une attitude beaucoup plus ouverte que leurs confrères d'Augsbourg, qui ne commencèrent à prêter de l'argent qu'à partir de 1600¹²⁰.

Il n'est pas étonnant que, dans un contexte aussi favorable au prêt à intérêt, les activités bancaires aient pu se développer facilement. J'ai déjà eu l'occasion d'étudier, pour la ville de Schaffhouse, le crédit à court terme pendant la première moitié du XVI^e siècle¹²¹. Ce qui existait à Schaffhouse dans un cadre relativement restreint, prit un développement de grande envergure à Bâle. Le change public fut créé en 1504 pour servir de centre de change¹²². Parmi ses nombreuses activités bancaires figuraient également

¹¹⁶ On faisait une distinction nette à Bâle, à Schaffhouse et à Zurich, entre l'intérêt (Zins, Gült, Geld) et la rente viagère (Lybding).

¹¹⁷ « ... so unserem gnedigen Herrn von Basel dargelichen sind nach lutt der Schrifften so wir von sin Gnaden empfangen haben. » StA BS, Finanz H, 1517-1518, Ausgaben.

¹¹⁸ « ... und sol sin Gnaden im 25. Jar nechstkommend dieselben funffthalbtusend Gulden zu verzinzen lutt der Verschreibung darumb uffgericht... » StA BS, Finanz H, 1520/1521, Ausgaben.

¹¹⁹ StA SO, Urkunden (5 décembre 1587).

¹²⁰ ZORN, *Sozialgeschichte*, p. 490.

¹²¹ KÖRNER, *Kreditgeschäfte*, pp. 62 ss.

¹²² HALLAUER, *Stadtwechsel*, p. 40.

le dépôt et le prêt à intérêt. Par l'intermédiaire du change public bâlois, institué, garanti et surveillé par le gouvernement de la ville, le prêt à intérêt fut institutionnalisé à Bâle dès le début du XVI^e siècle, donnant ainsi le ton à une bonne partie de la Suisse qui, dès le Moyen Âge déjà, avait eu constamment recours aux services des financiers bâlois¹²³.

B. LE TAUX DE L'INTÉRÊT EN SUISSE ALÉMANIQUE

A la fin du XV^e siècle, le taux de 5% était déjà pratiqué à Fribourg, Berne, Soleure, Lucerne, Zurich, Saint-Gall et Schaffhouse. Il s'est maintenu à ce niveau au cours du XVI^e siècle, comme le révèle la presque totalité des prêts analysés. Les réformateurs ne tentèrent pas d'y changer quoi que ce soit. Zwingli a défini sa position dans le domaine des dîmes et de l'intérêt en 1523 dans son discours final de la disputation de Zurich et dans l'un de ses écrits intitulé « De la justice de Dieu et de la justice des hommes »¹²⁴. Dans ce traité fondamental, le réformateur expose clairement sa doctrine politique, économique et sociale. En ce qui concerne le prêt à intérêt, la démarche de Zwingli est dans les grandes lignes analogue à celle que Calvin mettra par écrit pour la première fois vingt-deux ans plus tard¹²⁵. On trouve déjà chez Zwingli ce qu'André Biélier considère comme l'originalité de Calvin. Pour les deux réformateurs, « le prêt à intérêt n'est ni une question économique avant tout, ni un acte relevant de la morale, mais bien un fait mettant l'homme en action personnelle devant Dieu avec toute sa responsabilité ; un fait dont la juste nature objective ne peut être décelée et mesurée que dans la charité du Christ, qui rend à toute chose sa véritable identité »¹²⁶. En effet, Zwingli affirme déjà bien avant Calvin que tout chrétien n'est qu'un débiteur acquitté par Christ, que le prêt gratuit est la réponse de l'homme au don gratuit que Dieu lui fait de sa grâce, que la charité lui interdit de prendre de l'intérêt de son frère qui est dans le besoin. Mais le réformateur zurichois déclare aussi qu'il n'est pas permis à un homme de devenir le débiteur d'un autre pour s'enrichir soi-même. Un prêt qui conduit à accroître les richesses de l'emprunteur doit être rémunéré par un intérêt raisonnable. La parole de Dieu ne prévoit cependant ni taux précis ni comportement économique approprié à chaque époque. Mais la société doit

¹²³ PEYER, *Basel*, p. 224. Cf. note 117.

¹²⁴ CR Z II, pp. 471-525, voir particulièrement pp. 511-521 ; Cf. HÜSSY, *Finanzwesen*, pp. 196-197 ; RAMP, *Zinsfrage*, pp. 59-81 ; BÜSSER, *Zwingli*, pp. 75-80.

¹²⁵ Calvin à Claude de Sachin dans une lettre datée du 7 novembre 1545. Les commentaires des textes bibliques : Psaume 15, v. 5 ; Ezéchiel, ch. 18, v. 8 et v. 17 ; Exode, ch. 22, v. 25 ; Lévitique, ch. 25, v. 35-38 ; Deutéronome, ch. 23, v. 19-20. Cf. la remarquable analyse de la pensée de Calvin chez BIÉLIER, *Pensée économique*, pp. 453-476.

¹²⁶ *Op. cit.*, p. 476.

s'inspirer de la justice absolue de Dieu pour adapter sa législation humaine toute relative, de manière à ce que l'Etat devienne un endroit où la vie est agréable¹²⁷. Il est donc du devoir des autorités politiques de réglementer le prêt à intérêt et d'en fixer le taux. Zwingli propose de s'en tenir pour son temps aux 5% en vigueur¹²⁸.

L'étape décisive qui consiste à distinguer entre le prêt de consommation qui doit être gratuit et le prêt d'entreprise qui doit être récompensé, Zwingli l'a donc franchie également en proposant, en 1523 déjà, une solution réaliste. Il suggéra en outre l'abolition de la petite dîme, mais le maintien de la grande dîme pour l'entretien de l'Eglise et pour l'exercice de la charité publique. Quant aux rentes du sol, elles devraient être rachetables. Les édits zurichois de 1524 et de 1529 sanctionnèrent l'application de ces lignes de conduite suggérées par le réformateur¹²⁹. La position que Calvin adoptera après Zwingli sera peut-être un peu plus nuancée — la lettre à Claude de Sachin ne s'adressa pas au grand public — mais, sur le fond du problème, le réformateur de Genève n'a en rien innové.

L'idée de la libération des rentes du sol avait fait son chemin également dans les cantons restés catholiques. Dans une lettre du 31 juin 1527, Lucerne confirma à Berne la réciprocité dans le domaine des rachats d'obligations. Dans le domaine du prêt à intérêt il fallait s'en tenir au texte du contrat. La rente du sol, c'est-à-dire la rente perpétuelle, devait être capitalisée dans une proportion de 25 fl pour 1 fl de rente, ce qui correspond à un taux de 4%¹³⁰, qui paraît raisonnable au premier abord. Pour le débiteur cependant, il était plus difficile de racheter une rente capitalisée à 4% qu'avec un taux plus élevé. Une rente de 20 fl capitalisée à 4% donnait un capital de 500 fl, tandis qu'un taux de 5% n'aurait conduit qu'à 400 fl. La différence était de taille pour le paysan qui voulait racheter une rente. Bâle se décida au taux de 10 s. pour un capital de 10 L.BS, ce qui correspond à 5%¹³¹.

En mai 1525, les paysans de la région de Delémont exigèrent l'abolition de toute sorte de dîmes et de cens, mais ils considérèrent comme raisonnable un prêt à intérêt au taux d'un schilling pour une livre, soit à 5%¹³². L'époque de la Réforme fut encore marquée particulièrement par une volonté générale des autorités d'abolir les contrats de prêts accordés en espèces, mais comprenant le paiement de l'intérêt en nature. Pour prévenir la spéculation des prêteurs sur la hausse des prix, on imposa aux contractants des prêts à intérêt d'argent au taux de 5%. Les contrats en nature furent interdits. Cette

¹²⁷ Cf. BÜSSER, *op. cit.*, pp. 79-80.

¹²⁸ DELUMEAU, *Réforme*, p. 313 donne une information déficiente.

¹²⁹ EGLI, *Aktensammlung*, p. 117, N° 481 (13 janvier 1524); pp. 981 ss, N° 1612 (9 octobre 1529). Berne suivra en 1530: FELLER, *Geschichte*, II, pp. 335-336.

¹³⁰ StA BE, U.P. 38, N° 35; STRICKLER, *Aktensammlung*, I, p. 521, N° 1632 (31 janvier 1527).

¹³¹ RQ BS, p. 370, N° 165.

¹³² STRICKLER, *op. cit.*, I, p. 361, N° 1069 (mai 1525).

Taux de l'intérêt ‰	Avant 1500 ‰	1501 à 1546 ‰
Incertains	11,9	—
3 ² / ₃	6	1,5
4	38,5	47,0
4 ¹ / ₂	12,4	5,9
5	31,2	45,6
Total	100	100

Tableau 77: Le taux de l'intérêt à Bâle à la fin du XV^e et pendant la première moitié du XVI^e siècle.

préoccupation devint une des constantes de la politique des gouvernements cantonaux et des diètes fédérales au cours du XVI^e siècle¹³³.

Au début du XVI^e siècle, la place bâloise fit exception dans l'établissement du taux de l'intérêt. L'argent y était meilleur marché qu'ailleurs en Suisse. Joseph Rosen fait mention d'un taux moyen de 7% pour la période de 1360 à 1535, et constate qu'en principe le taux de l'intérêt tendait à baisser¹³⁴. J'ai classé d'après leur taux d'intérêt les obligations dues par la ville de Bâle en 1500¹³⁵ et celles contractées au cours de la première moitié du XVI^e siècle (tabl. 77).

Le résultat montre que le taux de 5% était un taux maximum, mais qu'un faible tiers seulement des obligations émises avant 1500 l'a été à ce taux-là. Au moins 56,9% des obligations ont été émises à des taux inférieurs, parmi lesquels celui de 4% a été le plus fréquent. Au cours de la première moitié du XVI^e siècle, la prédominance des taux de 4% et de 5% se confirme. Les fluctuations du taux de l'intérêt répondirent au jeu de l'offre et de la demande.

Le taux inférieur fut celui des années normales. Les taux supérieurs à 4%, et surtout le taux de 5%, furent pratiqués au cours des années de crise: de 1501 à 1503, en 1515, en 1530 et en 1546, années de forte demande de capitaux à Bâle. Les conséquences de la guerre de Souabe de 1501 à 1503, la guerre d'Italie (Marignan) en 1515, la guerre civile ou de religion de 1529 et de 1531, et la guerre de Smalkalde en 1546 permirent aux créanciers

¹³³ STRICKLER, *op. cit.*, II, p. 778, N° 1940 (18 décembre 1530); E. A., IV, 2 (Lucerne, 30 mars 1568), p. 384, N° 306; N° 518 (Lucerne, 13 août 1577), p. 625; N° 532 (Lucerne, 21 février 1578), p. 643; N° 539 (Baden, 8 juin 1578), p. 652; N° 546 (Baden, 17 août 1578), p. 664; à Bellinzzone: p. 1295 (1557), p. 1301 (1560), p. 1302 (1561); à Grandson: p. 1410 (1581); RQ BS, pp. 438-440, N° 296 (9 mars 1590); HALLER, *Ratsmanuale*, pp. 231-232.

¹³⁴ ROSEN, *Staatshaushalt*, p. 35; la même tendance à la baisse se manifestait en Allemagne: SPRANDEL, *Gewerbe*, p. 353.

¹³⁵ Obligations provenant d'emprunts d'avant 1500, mais remboursés au XVI^e siècle seulement. Il s'agit d'environ 235 titres.

d'exiger le taux maximum de 5%. En dehors de ces années de crise, l'abondance des capitaux sur la place bâloise fit retomber le loyer de l'argent à son taux habituel de 4%, qui était semble-t-il le taux pratiqué généralement au change de Strasbourg. L'emprunt que les villes de Bâle et de Soleure y avaient émis en 1525 au nom du duc de Wurtemberg ne coûta que 4% d'intérêt par an¹³⁶. Aux emprunts que le duc de Wurtemberg, le duc de Savoie et les villes suisses émirent à Bâle au cours de la première moitié du XVI^e siècle, le change public appliqua constamment le taux de 5%. A la demande pressante des clients à court d'argent pour des causes de guerres ou de différends juridiques, s'ajouta l'élément du risque plus élevé, justifiant pleinement aux yeux des intéressés l'utilisation du taux maximum. J'ai rencontré encore un dernier prêt de 4% en 1546 parmi 22 autres consentis à 5%¹³⁷. Par la suite, le taux maximum s'imposa, la demande croissante de capitaux ne laissant plus de répit au marché financier bâlois.

Jusqu'au-delà de la fin du XVI^e siècle, le taux maximum de 5% fut rigoureusement pratiqué dans les emprunts par le change public bâlois, par la ville de Bâle, et par les autres villes suisses, ainsi que par Strasbourg, et en principe également entre particuliers en Suisse. Tout dépassement de ce taux fut interdit et combattu par les gouvernements comme par la diète fédérale, et tout essai de camoufler l'usure par des intérêts en nature fut réprimé, à deux exceptions près cependant. Les pauvres paysans de montagne pouvaient donner un quintal de beurre pour 100 fl de capital, alors que les marchands et les capitaines en difficulté étaient autorisés à donner 1% par mois, mais uniquement pendant la guerre¹³⁸. On faisait donc la distinction entre le prêt financier d'une part et le prêt commercial d'autre part. Le taux de 5% était de rigueur pour le premier, tandis que l'on admettait jusqu'à 12% pour le second. Pourquoi cette évolution ? La France était un des principaux champs d'activité des marchands et des capitaines suisses. Les uns y vendaient leur drap et achetaient du sel. Les autres y faisaient la guerre. Les taux élevés pratiqués en France, et particulièrement à Lyon, ont influencé l'évolution du taux de l'intérêt en Suisse au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle¹³⁹.

En 1553, des marchands suisses participèrent à Lyon avec un total d'environ 200 000 écus à un emprunt pour lequel le roi Henri II promit de payer 15% d'intérêt. Des Suisses se trouvaient également en 1556 dans le «grand parti» qui aurait dû rapporter 16% sans la banqueroute de la

¹³⁶ StA SO, N° 46/1, Zinsrodel 1531.

¹³⁷ StA BS, Finanz Y 1, Stadtwechsel, Allgemeines und Einzelnes, Registre 1546.

¹³⁸ StA SO, RC N° 82, 1578, f° 140-141 ; cf. E. A., IV, 2, N° 546 (17 août 1578), p. 664.

¹³⁹ Pour les taux pratiqués à Lyon : DOUCET, *Finances*, pp. 12, 24, 25, 44-46, 50-51, 56, 60, 75, 91 ; EHRENBERG, *Le siècle des Fugger*, pp. 244 ss. Concernant les Suisses à Lyon : EHRENBERG, *op. cit.*, p. 255 ; WILD, *Handelsprivilegien*, pp. 31 ss ; DOUCET, *Grand Parti*, pp. 6 ss ; PEYER, *Handel*, p. 16.

monarchie française en automne 1557. En 1558, un groupe de Suisses prêta encore 150 000 écus à 16 %, donnant d'anciennes obligations en paiement pour une partie du capital¹⁴⁰. D'autres, comme Caspar Pfyffer de Lucerne, achetèrent des titres au change de Lyon. Benedikt Stokar, Caspar Pfyffer et les autres Suisses qui profitèrent du fait de pouvoir prêter à des taux supérieurs à 5 % à l'étranger n'ont pas rencontré de difficultés auprès des autorités en Suisse. En décembre 1559, l'ambassadeur Coignet se présenta à la diète fédérale à Baden et demanda la diminution du taux d'intérêt de 16 % à un niveau plus raisonnable¹⁴¹. La diète se déroba, expliquant qu'une réponse ne pourrait être donnée que par ceux qui avaient prêté l'argent. A la diète fédérale du 7 mai 1560, l'avoyer Pfyffer se défendit d'avoir exigé 16 % d'intérêt. Le roi Henri II ayant été en grande difficulté en 1558, les Suisses l'avaient secouru de leurs capitaux, et le roi dans sa grande reconnaissance leur avait promis spontanément un cadeau annuel de 16 % du capital prêté. Pfyffer en conclut qu'ils étaient dans leur plus légitime droit¹⁴². Quelques semaines plus tard, l'ambassadeur Coignet revint à la charge, prétendant qu'Henri II n'avait pas eu connaissance de ces promesses faites aux Suisses par les représentants du roi à Lyon. Les emprunts n'avaient pas obtenu la ratification royale. Coignet insista sur le fait qu'un taux d'intérêt de 16 % était contraire à l'usage, au droit et aux décisions des conciles. Il dit que le roi aurait payé depuis longtemps ses dettes avec les intérêts, s'il n'y avait pas eu quelques impertinents exigeant à tout prix le taux usuraire de 16 %. Coignet fit comprendre aux représentants des cantons qu'il était au courant des taux relativement bas seuls tolérés en Suisse¹⁴³.

La diète fédérale par son attitude passive et le Conseil de la ville de Lucerne par des interventions directes, encouragèrent les efforts des financiers suisses dans le différend qui les opposa au roi de France. Coignet proposa 8 %. Les représentants de Lucerne, de Soleure et de Glaris refusèrent toujours¹⁴⁴. La décision prise par le tribunal d'arbitrage à Payerne en 1562 réduisit bien le taux à 5 %, mais elle obligea le roi à 3 % supplémentaires, considérés comme « don volontaire »¹⁴⁵.

Je n'oserais affirmer que cette affaire, qui avait soulevé beaucoup de poussière, et dont les développements ne purent rester cachés à un grand nombre de Suisses fortunés, avait donné le ton à une hausse généralisée du taux de l'intérêt pour les emprunts en Suisse. Le fait est qu'on admit dorénavant des taux supérieurs à 5 % dans les affaires financières avec l'étranger, et particulièrement avec la France. C'est ainsi que Benedikt

¹⁴⁰ E. A. IV, 2, N° 116, pp. 149-152; SEGESSER, *Pfyffer*, I, pp. 371 ss; USTERI, *Die finanziellen Hintergründe*, pp. 94 ss.

¹⁴¹ E. A. IV, 2, N° 89 (11 décembre 1559), p. 106.

¹⁴² E. A. IV, 2, N° 98 (7 mai 1560), p. 122.

¹⁴³ E. A. IV, 2, N° 103 (24 juin 1560), pp. 130-131; USTERI, *op. cit.*, p. 101.

¹⁴⁴ E. A. IV, 2, N° 11 (9 septembre 1560), pp. 139-140.

¹⁴⁵ USTERI, *op. cit.*, p. 105.

Stokar offrit au roi encore en janvier 1562 un prêt de 200 000 écus qu'il promit de réunir en Suisse pour une durée de quatre ans et pour le taux de 10%. Paris accepta poliment l'offre, en demandant la réduction du taux à 8%¹⁴⁶. Lorsque l'ambassadeur de France ne put verser en 1570 aux colonels suisses les soldes et autres redevances dues par le roi, il s'arrangea avec eux de la manière suivante : un tiers serait payé en 1571, le reste serait accordé en prêt au roi, au taux de 8%¹⁴⁷. En 1575, le roi Henri III emprunta 72 000 écus par son ambassadeur à Soleure. Benedikt Stokar et l'abbé de Saint-Blaise exigèrent 7% d'intérêt. On leur accorda 5% plus 2% supplémentaires en raison des services rendus¹⁴⁸. Les obligations en question furent passées entre les prêteurs et la ville de Soleure, qui, de son côté, se fit payer les intérêts et les suppléments par le roi. Des cas isolés « d'intérêts supplémentaires » de 2% apparaissent constamment dans les comptes soleurois à partir de 1580.

Mais, dès 1582, la distinction entre intérêt tout court et intérêt supplémentaire disparut dans les nouveaux contrats entre Soleure et les prêteurs. Le taux de 7%, bien qu'exceptionnel encore, avait fini par être officiellement admis¹⁴⁹. On continua encore à interdire l'usure et à imposer officiellement le taux maximum de 5%¹⁵⁰. Mais, à partir de 1572, on permit aux sujets de Mendrisio de prendre 7% d'intérêt. En 1571, les autorités des Confédérés avaient encore insisté sur l'absolue nécessité de maintenir le taux au niveau de 5% à Mendrisio. Toutefois, le taux de 7% s'étant imposé dans le Milanais depuis quelque temps, il fallait, pour pouvoir assurer le crédit aux habitants du bailliage des Confédérés, s'aligner sur le taux milanais et accepter 7% pour les prêts financiers à Mendrisio¹⁵¹. Cette autorisation fut encore confirmée en 1591¹⁵². En juin 1590, on écrivit de Genève à Michel Roset qui cherchait à emprunter en Suisse de l'argent pour la Seigneurie, d'offrir jusqu'à 8%¹⁵³. En 1594, le taux maximum de 8% fut admis à Soleure¹⁵⁴. Le comté de Neuchâtel payait 8% depuis 1571 déjà à quelques créanciers en France et en Savoie, ainsi qu'à la ville de Neuchâtel, depuis 1578, pour un prêt accordé uniquement sur la promesse de la duchesse Marie de Bourbon¹⁵⁵. En 1599, Joseph Morelet reçut également 8% sur un

¹⁴⁶ StA SO, A H 1, 3, Frankreich Akten 1500-1749, lettre du secrétariat royal de Paris à SO (16 janvier 1562).

¹⁴⁷ ROTT, *Histoire*, II, p. 86.

¹⁴⁸ « Überzins » StA SO, Urkunden (6 janvier 1575).

¹⁴⁹ StA SO, Urkunden (1^{er} octobre 1582).

¹⁵⁰ StA SO, RC N° 82, 1578, f° 140-141 ; RC N° 91, 1587, f° 504 ; RC N° 93, 1589, f° 835 ; RC N° 94, 1590, f° 561.

¹⁵¹ E.A. IV, 2, pp. 1140, 1231.

¹⁵² StA SO, RC 95, 1591, f° 4.

¹⁵³ DUFOUR, *La guerre*, p. 190.

¹⁵⁴ StA SO, RC N° 98, 1594, f° 44.

¹⁵⁵ AE NE, T. 17, N° 30.

prêt de 2500 écus accordé au comté de Neuchâtel¹⁵⁶. Le Petit conseil de Bâle eut aussi à s'occuper, vers la fin du siècle, de plaintes concernant l'usure. Mais, après avoir entendu les explications des accusés, le Conseil les laissa chaque fois courir sans les obliger à changer les contrats. Des taux maxima allant de 8% à 10% furent tolérés entre 1593 et 1602¹⁵⁷. Le change public bâlois prenait également jusqu'à 8% de ses clients particuliers. L'application des taux de 5% ou de 8% dépendait à Bâle de la qualité des garanties offertes. Plus la sécurité du prêt était bonne, plus le taux était bas. Les prêts accordés sur simple caution étaient stipulés à 8%¹⁵⁸. En 1590, un consortium de marchands saint-gallois accorda au roi Henri de France et de Navarre un prêt de 10 000 écus à 8¹/₃%, et, dès 1601, la ville de Saint-Gall fit payer des taux allant de 5% à 7% à quelques-uns de ses particuliers qui empruntèrent des capitaux de la ville¹⁵⁹. Vers 1608, les habitants des bailliages libres avaient de la peine à trouver des financiers prêts à leur avancer de l'argent à un taux inférieur à 7¹/₂%¹⁶⁰.

Conclusion: au cours de la première moitié du XVI^e siècle, le taux maximum de 5% fut pratiqué dans presque toute la Suisse alémanique. A Bâle, où l'argent était abondant, son loyer resta encore longtemps à 4%, montant à 5% seulement en période de forte demande. A partir du milieu du siècle, une scission se fit sentir dans le monde financier suisse. La grande masse continua à pratiquer le taux de 5%. Celui-ci servait aux emprunts des villes suisses, aux prêts accordés par ces villes à leurs bourgeois et à leurs sujets, aux prêts consentis entre particuliers, à tous les emprunts émis au change public de Bâle. Parallèlement se créa une haute finance gravitant autour de Lyon et autour des affaires financières des rois de France. Parmi ce puissant groupe de financiers, attirés par les profits possibles qu'offrait la spéculation sur les obligations royales à la bourse lyonnaise, se trouvaient côte à côte des hommes de la Suisse protestante et de la Suisse catholique. D'un commun accord, ils passèrent outre les édits suisses qui interdisaient la pratique des taux d'intérêt supérieurs à 5%. La ville de Lucerne, par des personnes interposées, participa activement à ces spéculations financières. L'accroissement considérable de la demande de capitaux en Suisse au cours de la seconde moitié du siècle fit monter le prix de l'argent, de sorte que les taux d'intérêt supérieurs à 5% firent peu à peu leur apparition dans le crédit

¹⁵⁶ AE NE, Z 16/17.

¹⁵⁷ StA BS, Kl. Rat 2, f^o 48 (7 janvier 1590), f^o 61 (11 février 1590); Kl. Rat 3, f^o 8 (17 juillet 1591), f^o 46 (20 novembre 1591), f^o 177 (20 janvier 1593), f^o 183 (3 février 1593), f^o 208 (19 mars 1593); Kl. Rat 4, f^o 35 (8 septembre 1593), f^o 213 (27 novembre 1594), f^o 245 (19 mars 1595), f^o 255 (14 avril 1595); Kl. Rat 7, f^o 13 (20 janvier 1602), f^o 136 (27 janvier 1602), f^o 138 (1^{er} février 1602), f^o 223 (20 septembre 1602), f^o 233 (6 octobre 1602).

¹⁵⁸ HALLAUER, *Stadtwechsel*, p. 123; R.Q. BS, pp. 472-474, N^o 307 (12 décembre 1604).

¹⁵⁹ *Supra*, Deuxième partie, VII.

¹⁶⁰ E. A. V, 1, p. 1480.

financier en Suisse alémanique même. L'application de la législation, toujours intransigeante dans le domaine de la spéculation sur la hausse des prix des céréales, et contre l'usure, devint de plus en plus souple dans le domaine du prêt financier. Tolérés d'abord uniquement dans le cas de quelques marchands et capitaines, les taux allant de 6% à 8% furent même pratiqués sporadiquement par quelques villes suisses. Les taux de France et d'Italie avaient fini par faire monter le taux d'intérêt en Suisse. Ni la morale zwinglienne ni la morale catholique n'avait réussi à freiner cette évolution. Benedikt Stokar était protestant, Caspar Pfyffer était catholique. L'esprit du capitalisme financier était plus fort que la conscience chrétienne.

C. LES FLUCTUATIONS DU TAUX DE L'INTÉRÊT À GENÈVE

Le prêt à intérêt à Genève à la fin du Moyen Age et au XVI^e siècle a déjà fait l'objet de plusieurs travaux¹⁶¹. Les positions de Jean Calvin et de Théodore de Bèze vis-à-vis du prêt et face aux changements du taux de l'intérêt ont été abondamment discutées et commentées. Cependant aucune synthèse n'existe jusqu'à présent sur l'ensemble de l'évolution du taux de l'intérêt au cours du XVI^e siècle. Le travail le plus complet est celui de Jean-François Bergier intitulé « Taux de l'intérêt et crédit à court terme à Genève dans la seconde moitié du XVI^e siècle »¹⁶². Je me borne donc ici à compléter en amont et en aval du siècle le tableau dressé par Jean-François Bergier.

Au début du XVI^e siècle, le taux de l'intérêt n'était pas différent de celui pratiqué en Suisse. André Sayous parle de 5%¹⁶³. En 1536, la Seigneurie eut un urgent besoin d'argent pour répondre aux exigences financières des Bernois, auxquels elle devait encore, depuis 1530, une assez importante somme d'argent¹⁶⁴. La Seigneurie émit un emprunt public à Genève pour obtenir les fonds qui lui manquaient. Mais, sur place, le marché financier s'était resserré, les bouleversements politiques, sociaux et religieux ayant vidé la ville d'une bonne partie de sa population et plus encore de son argent¹⁶⁵. La Seigneurie se vit donc obligée d'offrir 6% d'intérêt à tous ceux qui voulurent bien lui prêter de l'argent. Ce taux fut appliqué à toutes les obligations émises par la Seigneurie en 1536/1537¹⁶⁶. Cependant les édits de 1538 à 1547 fixèrent le taux de l'intérêt à 5% aussi bien pour les prêts en

¹⁶¹ BOREL, *Foires*, pp. 82-85; SAYOUS, *Banque*, pp. 1-40; ID., *Placements*; BIÉLER, *Pensée économique*, pp. 166-170; MARTIN, *Calvin*, pp. 251-263; MONTER, *Change*, pp. 268, 271, 274; ID., *Evêché*, pp. 155-156.

¹⁶² BERGIER, *Taux d'intérêt*, pp. 91-119.

¹⁶³ SAYOUS, *Placements*, p. 10.

¹⁶⁴ *Supra*, Quatrième partie, I, A, 2.

¹⁶⁵ MONTER, *Studies*, p. 15.

¹⁶⁶ AEG, Finances T 1, f^o 1-43 v.

nature que pour les prêts en argent¹⁶⁷. Mais, tout en imposant ce taux aux particuliers, la Seigneurie continua, en 1544 encore, à payer 6 % d'intérêt sur quelques obligations qu'elle n'avait toujours pas remboursées depuis l'emprunt de 1536/1537¹⁶⁸.

A partir de 1551, la Seigneurie chercha de nouveaux moyens pour se procurer de l'argent dans le but de rembourser ses dettes à Bâle. Cette décision intervint à un mauvais moment. Les recettes fiscales de Genève étant insuffisantes, on encouragea les gens à racheter des rentes dues à la Seigneurie ou à des chapelles. Le taux d'intérêt fixé par les édits antérieurs était de 5%. Mais les capitaux étaient devenus rares ; à Lyon, ils se plaçaient facilement à 8%. Les emprunts d'Henri II firent monter le taux d'intérêt pour les prêts financiers jusqu'à 16 % en 1557. L'économie genevoise ne sut ni ne put résister à une telle pression. En novembre 1557, le Conseil constata que les « contreverses, fraudes, inventions et trafics ont fait augmenter le prix de l'argent »¹⁶⁹. Les magistrats de Genève étaient-ils conscients du fait qu'ils avaient également contribué à la hausse du taux de l'intérêt ? En effet, les Genevois n'avaient pas été très chauds, en 1550, au rachat des rentes capitalisées à 5%. Le Conseil, toutefois, afin de faire rentrer de l'argent dans le trésor de l'arche pour pouvoir se « debasler », décida de faire grâce aux débiteurs de la Seigneurie d'un quart de leur dette, ce qui revenait à augmenter de fait le taux d'intérêt à $6\frac{2}{3}\%$ ¹⁷⁰. Dès le mois de janvier 1552, la plupart des rentes furent rachetées à ce taux-là¹⁷¹. Après avoir pratiqué cette politique pendant cinq années, il ne fallait donc pas s'étonner de se voir obligé à la ratification de droit, les 11 et 12 novembre 1557, de l'augmentation qui existait déjà de fait¹⁷².

En 1565, une nouvelle crise financière obligea le Consistoire et le Conseil à s'occuper derechef du problème du taux de l'intérêt. Les taux pratiqués à Lyon et à Venise étaient toujours supérieurs au taux de $6\frac{2}{3}\%$ légal à Genève. D'après Roger Doucet, le taux lyonnais, tombé à 7% et même à $6\frac{1}{4}\%$ en 1560, remonta de nouveau à 10% en 1567¹⁷³. A Genève on se consulta en 1565 sur l'opportunité d'une adaptation au marché financier international en augmentant le taux genevois au denier douze, c'est-à-dire à $8\frac{1}{3}\%$. Par une application rigide des anciens édits, condamnant les marchands qui dépassaient dans leurs affaires de crédit le taux de $6\frac{2}{3}\%$, on pouvait craindre l'émigration des intéressés qui trafiquaient avec la France et

¹⁶⁷ MARTIN, *Calvin*, pp. 254-258.

¹⁶⁸ AEG, Finances M 28, f° 23 v.-24 : 1,5 écu pour 25 écus de capital.

¹⁶⁹ *S.D. GE*, III, N° 953, pp. 48-50.

¹⁷⁰ AEG, RC 45, f° 281 (20 mai 1551), publié dans *S.D. GE*, III, p. 3.

¹⁷¹ AEG, Finances U 1, f° 18 v. et ss.

¹⁷² AEG, Finances U 1, f° 192 v.-193. Un prêt de ⚡ 256 fl 2.10.6 est remboursé au bout d'une année au moyen de ⚡ 273 fl. 3.5.-, ce qui correspond à une augmentation de 6,666 %.

¹⁷³ DOUCET, *Finances*, pp. 60 et 75.

l'Italie, où ils étaient souvent contraints à emprunter ou à prêter aux taux plus élevés en vigueur dans les différentes villes. Il fallait donc s'accommoder avec eux. Toutefois, on ne voulait officialiser une pratique admise officieusement. En Allemagne, la législation n'autorisait toujours pas de dépasser 5%. La ville de Calvin et de Bèze se devait d'adopter un comportement digne de la parole de Dieu. La législation concernant le taux de l'intérêt à Genève ne fut pas modifié, mais on convint de l'appliquer avec souplesse à ceux qui dépasseraient le taux légal, surtout « quand ils auront prêté aux marchands »¹⁷⁴.

Le répit ne fut que de courte durée, la hausse réelle du taux devint inévitable. En septembre 1567, la Seigneurie dut s'appliquer à elle-même l'interprétation large des textes réglementant le taux de l'intérêt. Elle accorda un prêt de 600 écus au taux de 8 1/3% au marchand Etienne Trembley qui rendit le capital avec 50 écus d'intérêt une année plus tard¹⁷⁵. En 1568, la Seigneurie créa, contre l'avis de Théodore de Bèze, le change public, sur le modèle de ceux qui existaient déjà à Bâle et à Lyon¹⁷⁶. Dès l'ouverture du change, celui-ci prêta à 10%, tandis que les particuliers n'eurent pas le droit d'excéder 8 1/3%. Le taux élevé de 10% s'explique en fonction du prix de l'argent à Lyon. En 1567, il y avait coûté 10%. Après être tombé en 1569 jusqu'à 5%, le taux remonta de nouveau à Lyon, et évolua après 1570 entre 10% et 12%¹⁷⁷. Le Conseil de Genève s'était demandé en 1568 à quel taux il fallait prêter l'argent du change : « Les conditions de celui ont esté levés et passés toutes hormis qu'on est demeuré en difficulté sur le profit qu'on pourra prendre de l'argent estant le désir de messieurs qu'il se presta à raison de dix plustost que selon le cours du change de Lyon qui est toujours incertain. Sur quoi affin d'en estre mieus résolu arresté d'en avoir l'advis des ministres. Quant aux superintendans du change on y a commis les Srs de la chambre des comptes. La dessus monsieur de Bèze ayant communiqué l'affaire a ses frères a raporté que tous d'un commun accord ont consenty qu'on puisse prester à dix plustost que de se renger au taux de Lyon. Prians au reste qu'on advise de ne prester legierement aux jeunes gens qui se font acroire qu'ilz gagneront beaucoup. »¹⁷⁸ On préféra donc un taux fixe à un taux variable. En adoptant 10%, Genève s'aligna néanmoins officieusement sur Lyon. Les recommandations des ministres, en faveur d'un taux fixe de 10% plutôt que d'un taux variable, visaient certainement à éviter la spéculation sur le change entre les deux villes.

¹⁷⁴ BERGIER, *Taux d'intérêt*, pp. 105-109; MARTIN, *Calvin*, pp. 261-263.

¹⁷⁵ AEG, Finances U 1, f° 246 v.-247; AEG, RC 62, f° 109 v. (15 septembre 1567); cf. HASSINGER, *Politische Kräfte*, p. 655, concernant l'endettement des villes allemandes.

¹⁷⁶ MONTER, *Change*, pp. 265 ss.

¹⁷⁷ DOUCET, *Finances*, pp. 75 et 91.

¹⁷⁸ AEG RC 63, f° 27 (26 mars 1568).

Il arriva cependant que la Seigneurie prêtât en dehors du change public à des taux inférieurs à $8\frac{1}{3}\%$ et à 10% . En 1569, elle accorda des prêts aux taux de 5% et de $6\frac{2}{3}\%$ ¹⁷⁹. En 1570, elle accorda 300 écus au taux de 5% à Spect. Martin Monton. Pendant la crise frumentaire de 1571-1572, la Seigneurie ne prit que $6\frac{2}{3}\%$ afin de faciliter les achats de blé pour Genève¹⁸⁰. Cependant, durant la même période, soit de 1571 à 1573, le maître des halles exigea 3% de foire en foire, soit 12% par an sur les crédits accordés à court terme aux marchands¹⁸¹. A la réouverture du change public en 1572, le taux d'intérêt fut généralement abaissé à $8\frac{1}{3}\%$ ¹⁸². Mais, tout en prenant $8\frac{1}{3}\%$ d'intérêt sur les prêts accordés, le change ne paya qu'entre 5% et $6\frac{2}{3}\%$ à ceux qui mirent leurs capitaux en dépôt¹⁸³. Et Gabriel de Laune qui avait emprunté 200 écus au taux de $6\frac{2}{3}\%$ en 1572 pour acheter du blé, fut obligé de payer $8\frac{1}{3}\%$ à partir de 1576¹⁸⁴. Ce taux continua à être pratiqué à Genève jusqu'à l'abolition du change public.

A partir de 1582, la récession économique qui se fit sentir à Genève transparaît dans l'évolution régressive du taux de l'intérêt¹⁸⁵. En 1582 et en 1583, le taux auquel la Seigneurie prêta des capitaux fut de 8% ¹⁸⁶. Antoine Pellisari, à la recherche d'une possibilité de placement, offrit en 1585 de l'argent au taux de 6% pour une durée de dix ans¹⁸⁷. En 1586 et en 1587, la Seigneurie emprunta environ 24000 écus au taux de 7% , $6\frac{2}{3}\%$ et 6% , prêtant dans le même temps à $8\frac{1}{3}\%$, 8% et $6\frac{2}{3}\%$ ¹⁸⁸. La Seigneurie proposa $6\frac{2}{3}\%$ à l'occasion de l'emprunt qu'elle émit au mois de juin 1589 pour le financement partiel de sa guerre contre le duc de Savoie¹⁸⁹. Du 18 février jusqu'au 10 juin 1589, environ 21 000 écus soit $39,5\%$ de l'ensemble de l'emprunt rentrèrent dans le trésor de la Seigneurie, au taux de $6\frac{2}{3}\%$. Par la suite, le Conseil fut obligé d'augmenter ce taux à 8% ¹⁹⁰, s'alignant une nouvelle fois sur le taux pratiqué depuis 1588 à Lyon¹⁹¹. Le taux de 8% se maintint à Genève encore au cours du premier tiers du XVII^e siècle¹⁹².

¹⁷⁹ AEG, Finances T 2, f^o 36 (Léonarde Gavin, 5%), f^o 35 (Aymé Malbuisson, $6\frac{2}{3}\%$).

¹⁸⁰ AEG, Finances T 2, f^o 25. AEG, Finances T 2, f^o 33 (Ami de Châteauneuf et Dominique Chabrey).

¹⁸¹ AEG, Commerce H 5.

¹⁸² MONTER, *Change*, p. 274.

¹⁸³ AEG, Commerce G 10, f^o 18 v.-19.

¹⁸⁴ AEG, Finances T 2, f^o 51.

¹⁸⁵ Je ne partage pas l'avis de Jean-François BERGIER lorsqu'il affirme in *op. cit.*, p. 113, que « le taux ne devait dès lors plus varier jusqu'au second tiers du XVII^e siècle ».

¹⁸⁶ AEG, Finances T 2, f^o 75 (Communauté de Thonon), f^o 77 (Ami Varro).

¹⁸⁷ AEG, RC 80, f^o 66 v. (7 mai 1585).

¹⁸⁸ AEG, Finances T 2, f^o 88, 100 à 103.

¹⁸⁹ AEG, Finances K 3, f^o 1 ss.

¹⁹⁰ AEG, RC 84, f^o 122 (14 juin 1589).

¹⁹¹ DOUCET, *Finances*, p. 110.

¹⁹² AEG, Finances T 11, f^o 4 et 8; PUZ, *Affaires*, p. 396.

Les autorités genevoises s'étaient vues confrontées au XVI^e siècle aux mêmes problèmes qu'avaient connus les Suisses. Leur devoir était de résister à la hausse du taux de l'intérêt et, dans ce combat, Genève était moins bien placée que les villes suisses. Celles-ci purent pratiquer chez elles une politique cohérente, leur permettant de maintenir le taux d'intérêt à 5%. La modération des villes allemandes les y aida puissamment¹⁹³. Les taux allant de 7% à 8% restèrent l'exception jusqu'au début du XVII^e siècle, et la grande masse des prêts à intérêt fut épargnée par l'augmentation générale du taux. Genève était géographiquement trop proche du centre de spéculation que fut Lyon au XVI^e siècle, et, à Lyon, le prix de l'argent était monté entre 1550 et 1560 jusqu'à 16% pour les prêts financiers. Par la suite, il avait régressé, mais demeurait souvent fixé au-dessus de 10%, ne descendant presque jamais à moins de 8%. L'économie genevoise, tout à la fois concurrente et complémentaire de celle de sa grande voisine en aval du Rhône, ne put échapper à l'influence certaine des fluctuations qu'avait connues le taux de l'intérêt à Lyon. C'est une des raisons pour lesquelles les taux officiels et les taux réels évoluèrent à Genève généralement à un niveau plus élevé qu'en Suisse. Une seconde explication réside dans le fait qu'à Genève les capitaux étaient moins abondants qu'en Suisse alémanique. Les autorités genevoises durent éviter un trop grand écart négatif de leur taux d'intérêt par rapport à celui de Lyon, pour empêcher l'exode des marchands et des capitaux. Enfin, par sa politique financière, le Conseil de Genève avait contribué directement à l'augmentation du taux d'intérêt. Comme pour tant de choses au XVI^e siècle, Genève fut également la ville étape entre la Suisse et Lyon dans le domaine de l'évolution du taux d'intérêt.

IV. Les transferts de capitaux

Deux moyens étaient utilisés au XVI^e siècle pour transférer les capitaux empruntés ou collectés par les Suisses et les Genevois. Sur les grandes distances on se servait principalement de la lettre de change, sur les petits parcours on transportait les espèces à cheval ou en voiture. En fait, la lettre de change ne fut pratiquement jamais utilisée en Suisse même, où l'on préféra transporter les écus directement d'une ville à l'autre. En revanche, les principaux transferts avec l'étranger furent réalisés grâce à la lettre de change et à la cédula obligatoira¹⁹⁴.

¹⁹³ Nuremberg: 6 à 8% de 1561 à 1567, puis 5% jusqu'en 1591/1593. Cf. EHRENBERG, *Le siècle des Fugger*, p. 326.

¹⁹⁴ Cf. LAPEYRE, *Asientos*, 137 p.; KELLENBENZ, *Geldtransfer*, pp. 277-298.

A. LES TRANSFERTS EN ESPÈCES

Au cours du deuxième semestre 1573, une caravane de 13 mulets transportant 143 500 écus et de la vaisselle pour l'ambassadeur de France dans les Grisons quitta Lyon à destination du pays des Liges¹⁹⁵. À partir de 1600, ce genre de convois fut relativement fréquent, puisque Henri IV fit transporter en Suisse environ 400 000 écus annuellement pendant quelques années de suite¹⁹⁶. En août 1603, un convoi de 36 mulets chargés d'argent et d'or français pour être distribué en Suisse était arrivé à Lucerne¹⁹⁷. Pour le transfert de leurs capitaux dépassant rarement 10 000 écus, les Suisses évitèrent dans la mesure du possible de transporter le métal blanc. Moins pondéreux que l'argent, l'or se cachait et se transportait plus facilement. Un homme de confiance, escorté d'un compagnon, suffisait pour transporter la somme à cheval.

Ce fut le cas notamment lors des emprunts genevois en Suisse. De 1567 à 1571, Esdras Roset de Genève voyageait parfois seul, parfois en compagnie de Pierre Chenalat ou de quelqu'un d'autre¹⁹⁸. Les Genevois ne voulurent pas transporter des pièces d'argent, trop encombrantes. De 1567 à 1569, ils changèrent une bonne partie de l'argent reçu à Bâle en pièces d'or. Le recours à l'or était une des conditions pour rendre le voyage le plus simple et le moins cher possible. Voici par exemple le compte rendu du 6 mars 1567 par Pierre Chenalat, secrétaire du Conseil, des sommes obtenues au change de Bâle¹⁹⁹. Nominalelement ses recettes ont été de 2794 écus d'or de France et de 10 020 florins d'argent de Bâle. Mais il revint à Genève avec 5762 écus d'or de France, 776 écus d'Italie, 240 écus de Flandres, 2209 florins d'or, 84 ducats, 4 réales d'or et une lettre de change de 600 écus d'or de France. Nous constatons qu'en dehors de la lettre de change, Chenalat n'avait ramené que des pièces d'or. Les autres transferts en espèces des capitaux empruntés à Bâle et à Berne de 1567 à 1569 se firent de même exclusivement en or²⁰⁰.

En 1583 et en 1589/1590, les transferts furent assurés en partie par les ambassadeurs et en partie par des marchands genevois. La Seigneurie leur confia des lettres les autorisant à prendre au change public de Bâle les sommes qui s'y trouvaient au compte de la Seigneurie. Les bourgeois Claude François Revillod, Jean Magueron, Charles Diodati, Gustave Vignon, Constantin Lobia et Bernardin Serralongua ramenèrent en 1583, successivement 16 523 écus d'or, 3362 écus pistoles et seulement 343 écus en testons du roi²⁰¹.

¹⁹⁵ GASCON, *Grand commerce*, p. 565.

¹⁹⁶ E.A., V, 1, pp. 1880-1893.

¹⁹⁷ PEYER, *Handel*, p. 33.

¹⁹⁸ AEG, Finances K 1, f° 212-213, 219-222.

¹⁹⁹ AEG, Finances K 1, f° 210-211.

²⁰⁰ AEG, Finances U 1, f° 234 v.-235, 240 v.-241, 246 v.-247; Finances T 2, f° 6. RC 78, f° 70 (13 mai 1583).

²⁰¹ AEG, Finances K 1, f° 225-226; Finances L 30, Compte... 27 juin 1591; Finances T 2, f° 66.

Le même principe joua en 1590. Les marchands genevois furent mis à contribution pour les nombreux transferts de fonds en argent comptant. Michel Roset fut chargé de recueillir l'argent des emprunts à Bâle²⁰². Pierre Patru, Benoît Caille et Pierre Caille reçurent aux foires de Zurzach les sommes prêtées à la Seigneurie de Genève par les frères Studer et par la ville de Saint-Gall²⁰³. Arnauld Dupuis le jeune et Mathieu Spon encaissèrent à Soleure les 12 000 écus que l'ambassadeur de France, M. de Sillery, avait empruntés de la ville de Zurich²⁰⁴. Jean Lepreux et Bernardin Serralongua se rendirent aux foires de Francfort et ramenèrent l'or qu'ils y avaient reçu de la collecte faite en Angleterre en faveur de Genève²⁰⁵. Dans la mesure du possible les capitaux furent toujours transportés en pièces d'or. Sur 23 transferts relevés entre 1590 et 1592, 16 ont été réalisés entièrement en or, et 7 en or et argent, aucun en argent seulement²⁰⁶.

J'ai cependant rencontré un transport d'argent réalisé en 1546 pour le change public de Bâle. On se servit alors d'une voiture pour chercher à Fribourg-en-Brisgau une somme de 12 000 fl, d'un poids d'environ 350 kg net²⁰⁷. De même, en 1602, Andreas Ryff et Jacob Goetz ramenèrent de Soleure à Bâle une somme de 21 583 $\frac{1}{3}$ écus, qu'ils reçurent en réalité sous forme de 64 750 francs d'argent. Le transport de ces 920 kg de métal blanc nécessita l'utilisation de deux chars²⁰⁸. La même somme transférée sous forme de pièces d'or n'aurait pesé que 73 kilos.

Felix Schmid, de Stein-am-Rhein, se rendit en novembre 1586 à Augsburg pour chercher 6000 Philippstaler que Schaffhouse avait empruntés à Magdalena Neidhart. Pour ce voyage d'affaire, Felix Schmid se fit accompagner de trois autres personnes. Au retour, ils firent une bonne partie de la route en voiture²⁰⁹. Le compte rendu des frais de voyage ne parle pas explicitement de quatre personnes. Toutefois, les dépenses pour les repas de midi et du soir correspondent au quadruple de ce qu'une personne seule avait l'habitude de dépenser à l'époque dans les auberges de la région²¹⁰.

Dans le plus grand nombre des cas, le voyage occasionné par un transfert de numéraire ne se distinguait pas, en Suisse, d'un simple voyage

²⁰² AEG, Finances T 6, f° 22, 26.

²⁰³ AEG, Finances T 6, f° 13, 17.

²⁰⁴ AEG, Finances T 6, f° 25; cf. DUFOUR, *La guerre*, pp. 189-190; PEYER, *Handel*, p. 29.

²⁰⁵ AEG, Finances T 6, f° 12, 13, 26; DUFOUR, *op. cit.*, pp. 191 ss.

²⁰⁶ AEG, Finances T 6, f° 6, 12, 13, 17, 22, 25, 26; Finances T 7, f° 7, 10, 13-15, 18-20, 24, 39.

²⁰⁷ StA BS, Fin. Y 1, Stadtwechsel: Allgemeines und Einzelnes, N° 2.

²⁰⁸ MEYER, *Reisebüchlein*, p. 105; StA BS, Finanz H, 1601/1602, Empfangen Ablosung.

²⁰⁹ StA SH, Seckelamtakten, Felix Schmid à Schaffhouse (27 et 28 septembre, 15 novembre 1586), compte rendu des frais de voyage (7 décembre 1586).

²¹⁰ MOCZAK, *Preise, Löhne*, p. 342, carte 3.

diplomatique ou d'affaires, excluant les frais et les lenteurs que causait un convoi de marchandises pondéreuses. Toutefois, au XVI^e siècle, «avec des chevaux, des voitures, des bateaux, des coureurs à pied, il est de règle de faire au plus 100 kilomètres en vingt-quatre heures. Et ce sont des records, au-delà desquels les exploits, peu fréquents, restent un luxe»²¹¹. Je n'ai rencontré aucun document qui permette de croire que les transferts d'or et d'argent ont été accompagnés d'une escorte armée. Le voyage sur les principales routes de Suisse ne devait pas être très périlleux²¹².

B. LES TRANSFERTS PAR LETTRE DE CHANGE ET CÉDULE OBLIGATOIRE

1. Leur emploi par les trésoreries publiques suisses

Presque aucune des trésoreries publiques dont j'ai analysé les comptes n'avait utilisé de lettres de change ou de cédules obligatoires pour transférer des fonds. Cela paraît certain en tout cas pour les emprunts des villes et leur crédit financier. Utilisés fréquemment par les marchands pour transférer leurs fonds d'une place à l'autre²¹³, ces moyens de crédit servirent cependant aux transferts entre le change public de Bâle et la Seigneurie de Genève. La lettre de change apparaît, pour la première fois dans le cadre de notre étude, en 1567 à Bâle. L'emprunt émis à Bâle par la Seigneurie de Genève en février avait rapporté 2794 écus d'or et 9700 fl de Bâle. Pierre Chenalat, qui s'en occupa à Bâle, ne voulant ramener à Genève que de l'or, obtint que le cambiste de Bâle changeât en or les sommes empruntées en argent. Chenalat reçut des pièces d'or et une lettre de change. Cette lettre valait 600 écus d'or de France. Elle était tirée sur M. Daru, de Lyon, par le change public bâlois qui avait payé la somme à Jean Combe. La Seigneurie de Genève devint le bénéficiaire de cette lettre de change²¹⁴.

L'affaire suivante se situe en 1568. Israel Minkel et George Obrecht et Co. avaient déposé à Genève 12 960 livres tournois (4985 écus) le 29 juillet. Le trésorier inscrivit dans son livre de comptes que l'argent «sera rendu dans Basle en escus ou aultre espèces au contentement et au gré dudit Obrecht»²¹⁵. En effet, Obrecht fut remboursé le 18 août 1568 au change public de Bâle de l'argent qu'Esdras Roset était en train d'emprunter pour la Seigneurie de Genève. Ce remboursement se fit en deux parties. Obrecht reçut 3170 écus d'or de France et une cédule obligatoire de Daniel Peyer,

²¹¹ BRAUDEL, *Civilisation*, p. 325; MOUSNIER, *XVI^e et XVII^e siècles*, p. 103.

²¹² STADLER, *Staatsbewusstsein*, p. 9, affirme que les routes suisses comptaient, vers 1600, parmi celles du continent offrant le plus de sécurité.

²¹³ Pour une définition de la lettre de change, cf. DE ROOVER, *Evolution*, p. 17; MAURO, *XVI^e siècle*, p. 196.

²¹⁴ AEG, Finances K 1, f° 210-211; Finances U 1, f° 231 v.-232.

²¹⁵ AEG, Finances U 1, f° 246 v.-247.

bourgeois de Bâle. Cette « confession » valait 1815 écus²¹⁶. Pour le transfert de capitaux et pour le règlement d'une dette, on assiste ici à l'emploi conjoint de la cédule obligatoire et du contrat de change avec paiement en banque.

Par arrêt du Conseil du 8 octobre 1582, Jean Maillet fut délégué par la Seigneurie de Genève en Angleterre pour y obtenir une contribution financière à la fortification de la ville²¹⁷. La collecte rapporta environ 5730 livres esterlins. Le transfert de cette somme ne put se faire en espèces monnayées. Les envois de numéraire à l'étranger étaient prohibés en Angleterre²¹⁸. Les fonds collectés parvinrent via Lyon à Genève par lettre de change et par cédules obligatoires. L'affaire se déroula de la manière suivante²¹⁹ : Jean Maillet confia à John Bodley, marchand de Londres, les sommes qu'il avait obtenues des églises et des évêques d'Angleterre. Après que Maillet fût parti d'Angleterre, Bodley continua à encaisser encore quelques dons. Par la suite, il crédita de cet argent des marchands lyonnais, dont nous connaissons Guillaume Collabaud et Raymond de Not. Il fallait encore transférer l'argent à Genève. Pour cela la Seigneurie put compter sur les services d'un de ses marchands-fabricants de soie, Horace Micheli, qui entretenait d'excellentes relations d'affaires avec Lyon²²⁰. Des marchands de Lyon, de Genève, de Suisse et d'Allemagne se rendant de Genève à Lyon se firent confier des lettres de change à Genève par Horace Micheli pour la valeur du capital qu'ils avaient versé au préalable comptant à l'Arche de la Seigneurie²²¹. Dans le sens opposé, on eut recours à la cédule obligatoire. Les marchands genevois qui, se trouvant à Lyon, avaient besoin d'argent comptant pour régler leurs factures, purent retirer une ou plusieurs centaines d'écus du compte que la Seigneurie avait à Lyon sous le nom d'Horace Micheli. Par la cédule, ils s'engagèrent à rendre le capital avec les intérêts à Genève²²². Les comptables genevois distinguaient clairement la lettre de change de la cédule obligatoire. La première était accordée à celui qui avait versé d'abord à Genève la somme dont il allait bénéficier à Lyon. La seconde intervenait dans le cas où les marchands recevaient à Lyon une

²¹⁶ En florins de Genève 9829.2.— ; Finances K 1, f° 221 et cf. note 215.

²¹⁷ AEG, RC 77, f° 198-199 (8 octobre 1582); Finances K 1, f° 226-227; cf. MONTER, *Studies*, p. 40.

²¹⁸ DE ROOVER, *op. cit.*, pp. 67-68.

²¹⁹ AEG, Finances K 1, f° 226-227, Finances T 2, f° 68 ss.

²²⁰ AEG, RC 78, f° 95 v. (26 juin 1583), f° 117 (2 août 1583), f° 143-144 (9 octobre 1583).

²²¹ Exemple: Jean-Jacques Gessner, marchand de Zurich, a payé le 21 février 1584, la somme de 500 écus d'or de France à fl 6.4.6 pour semblable somme qu'il doit recevoir à Lyon par lettre de change du seigneur Micheli de l'argent d'Angleterre (AEG, Finances T 2, f° 75).

²²² Exemple: En 1586, Jean Dupan a payé 600 écus d'or de France à fl 6.4.6 qu'il avait pris à change à Lyon de l'argent d'Angleterre par cédule le 27 mai 1584. Plus 110¹/₂ écus pour l'intérêt... pour deux ans (AEG, Finances T 2, f° 87).

somme d'argent qu'ils allaient rembourser à Genève. En deux ans (1583 et 1584), la Seigneurie de Genève fit ainsi transférer de Lyon environ 18 000 écus.

En 1585, Genève reçut le remboursement des 2000 écus prêtés le 8 juin 1583 au duc Casimir, comte palatin²²³. En fait, la somme fut payée par Gabriel Rinstevand qui régla cette affaire au nom de Paulus Formberg, Hans Bosch et Co., de Nuremberg. Il est probable qu'une lettre de change tirée par les marchands de Nuremberg sur Gabriel Rinstevand fut à la base du transfert de ces 2000 écus vers Genève. L'emprunt émis en 1586 à Genève et les achats de blé que la Seigneurie fit avec l'argent emprunté occasionnèrent encore des transferts au moyen de lettres de change. Joseph Fosses prêta à la Seigneurie 100 écus « en une lettre de change du seigneur Janneto Motta adressée à ses compagnons à Bâle: Antoine Legalio et Jeromino Miegue²²⁴ ». Il est à noter que Janneto Motta était le tireur et Joseph Fosses le bénéficiaire. Pour que Genève pût bénéficier à son tour de cette lettre de change, l'endossement ou au moins la cession attestée par Joseph Fosses fut indispensable.

Jacob Gradelle, citoyen de Genève, prêta aussi 90 écus à la Seigneurie en tirant une lettre de change de 150 fl « d'Allemagne de 15 batz » sur Hans Piguel de Strasbourg²²⁵. De même, Julien Péaget, Jean Jaillet et Jean Dupré tirèrent des lettres de change sur Michel Gold de Strasbourg²²⁶. Genève céda ces lettres à David Deroche qui se chargea de les encaisser soit en argent comptant soit en blé à Bâle et à Strasbourg. Jean et Thibaud Morlot prêtèrent à la Seigneurie 6000 écus le 29 novembre. Cette somme devint remboursable le 6 décembre 1587 à Lyon. Il s'agit d'un contrat de change de place en place, quoique le texte ne le mentionne pas explicitement²²⁷. Toutefois Jean Morlot accorda à la Seigneurie de Genève en 1589 un prêt de 2000 écus dans les mêmes conditions. Nous savons en plus qu'il demanda 2 % d'intérêt jusqu'à la foire de Pâques à Lyon²²⁸. Les quatre fois 1000 écus que la Seigneurie reçut en 1586 de M. Calandrin furent transférés de Lyon à Genève par lettre de change²²⁹.

A partir de 1589, de nombreuses lettres de change et cédules obligatoires servirent à drainer une bonne partie des capitaux empruntés ou collectés à Bâle, en Suisse, en Allemagne, en Pologne, en Angleterre, en Hollande et en France. De 1589 à 1596, environ 22 000 écus trouvèrent ainsi le chemin de Genève²³⁰. A Lyon, à Bâle et à Strasbourg, places habituées au change avec

²²³ AEG, Finances T 6, f° 83.

²²⁴ AEG, Finances T 2, f° 88 v.

²²⁵ Ibid.

²²⁶ AEG, Finances T 2, f° 89, 91 v.

²²⁷ AEG, Finances T 2, f° 91 v.

²²⁸ AEG, RC 84, f° 58 (19 mars 1589).

²²⁹ AEG, Finances T 2, f° 89 v.

²³⁰ AEG, RC 84, f° 58 (19 mars 1589); Finances T 5 à T 12; RC 87, f° 216 v., (31 octobre 1592).

Genève, s'ajoutèrent Saint-Gall et Francfort. Saint-Gall transféra à Genève la collecte faite dans les églises de la ville par une lettre de change adressée à M. Manlich²³¹. Un groupe de marchands prêtèrent aussi au roi Henri de Navarre la somme de 10 000 écus qu'ils mirent à sa disposition à Lyon. Les remboursements devaient se faire par lettre de change aux foires de Francfort-sur-le-Main²³². Sur la place de Francfort furent aussi concentrés tous les capitaux venant de Londres, d'Amsterdam, de Hambourg, de Nuremberg et de Cracovie, avant d'être dirigés sur Genève²³³. Jacques Lect confia en 1590 et en 1592 l'argent de la collecte d'Angleterre à M. Castel qui l'envoya via Hambourg à Francfort, où il fut gardé par le pasteur Canon²³⁴. Chaque année, les quatre foires de Francfort étaient fréquentées par les éditeurs-imprimeurs et marchands genevois en raison de l'importance qu'elles revêtaient pour le commerce des livres. On rencontra à plusieurs reprises Louis Maupon, Jean Lepreux, Jean Dupan, Jacques Delacourt, Pierre Patru, Jean et Julien Péaget mêlés aux transferts de capitaux entre Francfort et Genève. Comme entre Lyon et Genève, on se servait également entre Francfort et Genève de la lettre de change et de la cédule obligatoire²³⁵.

Au début du XVII^e siècle, la place de Lyon redevint la première partenaire de la trésorerie genevoise pour les transferts de capitaux. Le 2 février 1602, Genève obtint « par transport et cession reçu et signé par Faure, notaire royal » le droit d'encaisser les créances qu'Antoine Girard, marchand de Lyon, avait envers une bonne douzaine de Genevois. Entre le 1^{er} décembre 1600 et le 13 janvier 1601, Antoine Girard avait accordé des prêts à ces marchands genevois contre des cédules obligatoires. Genève encaissa entre le 4 février et le 29 mars 1602 ces créances s'élevant au total à environ 3350 écus²³⁶.

L'argent qu'Henri IV destina en 1602 à la Seigneurie passa de même par Lyon²³⁷. Le gros de ces subsides commença à couler à partir du mois de septembre 1603²³⁸. En 1604 s'y ajoutèrent les capitaux collectés par Jacques Anjorran en Angleterre²³⁹. Pratiquement tout cet argent passa par Lyon et arriva par lettre de change à Genève. En 1605, une liaison pour les transferts de capitaux fut « inaugurée » entre Paris et Genève. Les arrivées de capitaux comptabilisées par « change de Lyon » restèrent cependant plus nombreuses

²³¹ AEG, Finances T 7, f^o 14.

²³² Stadt A SG, gemeiner Stadt Jahrechnungen, 1602.

²³³ L'argent des collectes faites en Angleterre, en Allemagne et en Europe centrale: AEG, Finances T 7, f^o 27; Finances T 9, f^o 7; Finances T 10, f^o 6; Finances T 11, f^o 1; RC 86, f^o 116 v.-117 v. (25 juin 1591); RC 87, f^o 216 v. (31 octobre 1592); RC 85, f^o 203-203 v. (27 juillet 1590), f^o 232-233 (14 septembre 1590).

²³⁴ AEG, RC 87, f^o 231 v.-233 (27 novembre 1592); RC 85, f^o 123 (6 mai 1590).

²³⁵ Cf. DUFOUR, *La guerre*, p. 192.

²³⁶ AEG, Finances T 18, f^o 1-2.

²³⁷ MONTER, *Studies*, p. 53.

²³⁸ AEG, Finances T 19, f^o 3-9.

²³⁹ MONTER, *op. cit.*, p. 54.

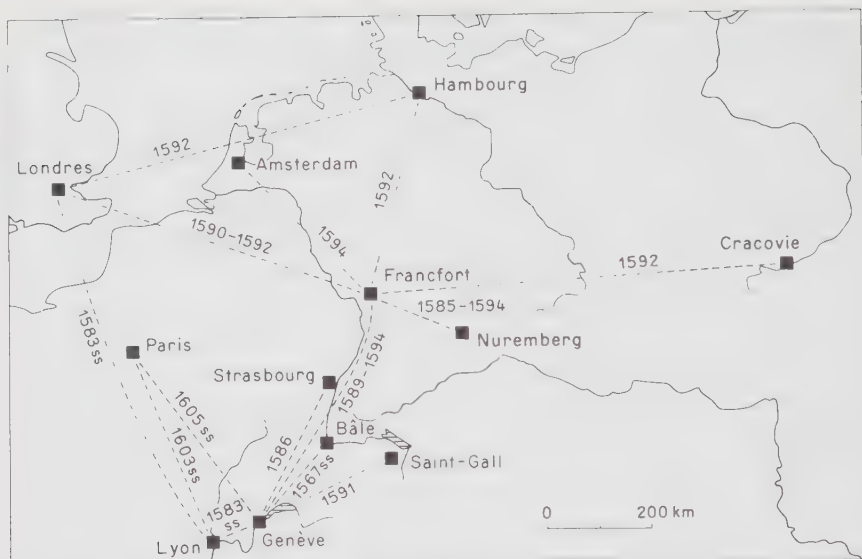


Figure 61: Transferts européens de capitaux à la Seigneurie de Genève par lettre de change ou par cédule obligatoire.

que celles inscrites par «change de Paris». De 1603 à 1605, la Seigneurie avait encaissé par lettre de change environ 42 000 écus²⁴⁰. Les comptabilités ne disent pratiquement rien sur les taux pratiqués sur des transferts de capitaux. Un document nous informe qu'en 1589 le change entre Genève et Lyon se fit à 2% de foire en foire²⁴¹. Sur la cédule obligatoire on fit payer l'intérêt en fonction du temps écoulé depuis la conclusion du contrat, le taux d'intérêt appliqué étant celui en vigueur à Genève.

2. Lettre de change, cédule obligatoire et techniques bancaires au XVI^e siècle

Les lignes qui suivent rendront plus clair l'usage que les marchands et banquiers du XVI^e siècle ont fait de la lettre de change et de la cédule obligatoire. Genève et deux villes suisses, Bâle et Saint-Gall, étaient rattachées au réseau européen des lettres de change. Leur manière de coordonner le transfert de leurs capitaux avec les intérêts financiers de leurs marchands donne des renseignements précieux sur l'emploi de la lettre de change et de la cédule obligatoire par les Suisses. Les marchands suisses et genevois étaient présents sur les places de Lyon, de Paris, d'Amsterdam, de Francfort, de Cracovie, de Nuremberg et de Strasbourg. L'axe le plus

²⁴⁰ AEG, Finances T 19, f^o 3-9; Finances T 20, f^o 1-11; Finances T 21, f^o 1-11.

²⁴¹ AEG, RC 84, f^o 58 (19 mars 1589).

fréquenté pour les transferts de capitaux suisses allait de Lyon à Francfort, en passant par Genève, Bâle et Strasbourg. Jusqu'à présent cet axe n'a pas encore été l'objet d'études particulières.

Avec son ouvrage fondamental sur l'évolution de la lettre de change, Raymond de Roover a profondément marqué tout ce qui a été écrit et publié depuis dans le domaine du crédit commercial²⁴². Les historiens économistes ont tellement étudié la lettre de change, que Frédéric Mauro conclut en parlant des différents instruments de crédit utilisés au XVI^e siècle : « Le plus connu est la *lettre de change*... La *cédule obligatoire* — ce que nous appelons billet à ordre — est une reconnaissance de dette. Elle est soumise au même régime et joue à peu près le même rôle que la lettre de change. Elle est utilisée dans les pays du Nord plus que dans ceux du Midi. Les Hanséates ne connaissent qu'elle. Mais elle marque un retard des techniques commerciales. La lettre de change reste l'instrument le plus important... »²⁴³. Herman Van der Wee cependant essaie de tenir compte et de la cédule obligatoire et de la lettre de change pour étudier les innovations de la technique financière aux XVI^e et XVII^e siècles à Anvers²⁴⁴. Il constate que « dès le dernier tiers ou dernier quart du XVI^e siècle, la pratique de la lettre de change se généralisait dans le monde des marchands du Nord de façon irrésistible... Les cédules obligatoires, payables au porteur, gardaient pourtant une grande popularité dans les centres commerciaux du Nord au cours du XVII^e siècle »²⁴⁵. Enfin, Van der Wee distingue pour le début du XVII^e siècle entre la négociabilité, réservée plutôt à la lettre de change, et la transférabilité, réservée plutôt à la cédule obligatoire²⁴⁶.

Après Van der Wee, on ne peut plus retenir l'idée que la cédule obligatoire « marque un retard des techniques commerciales ». Il faut plutôt admettre que la lettre de change et la cédule obligatoire étaient devenues au XVI^e siècle des instruments complémentaires de crédit, aussi utiles l'un que l'autre. Mes recherches me permettent d'ajouter que l'on choisissait intentionnellement tantôt la lettre de change, tantôt la cédule obligatoire. Ce choix dépendait de l'opération financière à la base du contrat. Rappelons-en brièvement le contexte historique et financier : à partir de 1567, il s'agissait pour la Seigneurie de Genève de faire transférer les capitaux empruntés ou collectés dans presque toute l'Europe protestante, par l'un ou l'autre de ces moyens. L'emploi des termes utilisés par les comptables de la trésorerie genevoise ainsi que les explications données dans la comptabilité publique et

²⁴² DE ROOVER, *Evolution*, 234 p. ; IMBERT, *Histoire économique*, pp. 215, 245-246, 373-374 ; BRAUDEL, *Civilisation*, pp. 365-367 ; DELUMEAU, *Renaissance*, pp. 239-248 ; ELLUL, *Institutions*, IV, p. 25 ; VENARD, *Monde moderne*, I, pp. 98-99 ; MADDALENA, *Affaires*, pp. 939 ss.

²⁴³ MAURO, *XVI^e siècle*, p. 196 ; cf. DE ROOVER, *Marché*, pp. 5-40.

²⁴⁴ VAN DER WEE, *Anvers*, pp. 1067-1089.

²⁴⁵ *Op. cit.*, pp. 1080 et 1083.

²⁴⁶ *Op. cit.*, p. 1081.

dans les comptes rendus financiers ne laissent pas d'équivoque quant au déroulement des transferts de capitaux²⁴⁷.

Après avoir versé une certaine somme au trésor genevois, le marchand recevait en contrepartie une lettre de change sur Lyon, Bâle, Strasbourg ou Francfort. La lettre était tirée sur le détenteur des capitaux genevois dans l'une de ces quatre villes. Le bénéficiaire pouvait être celui qui avait déposé à Genève le capital initial de la lettre ou un de ses collègues qui cherchait à disposer d'une certaine somme d'argent dans la ville où résidait le tiré ; combinaison classique exigée pour l'établissement d'une lettre de change. Les comptabilités parlent chaque fois d'une lettre de change. Lorsque le contrat était conclu à Lyon, Bâle, Francfort ou Londres, on ne parlait plus de lettre de change, mais de cédule. Cela paraît tout à fait logique. Le marchand qui empruntait de l'argent sur une de ces places devait signer une cédule obligatoire qui était à la fois une reconnaissance de dette et une promesse de remboursement. Ce remboursement se faisait à Genève. Dans les deux cas, l'instrument était de nature double. Moyen de paiement ou de transfert à longue distance, il était aussi un instrument de crédit. Mais la différence pratique entre les deux instruments était la suivante : la lettre de change était utilisée comme une traite, c'est-à-dire comme un effet de change tiré mais non accepté, tandis que la cédule obligatoire servait de billet à ordre, soit une reconnaissance de dette sous forme d'un effet de change²⁴⁸.

De cette simple distinction pratique découlent les raisons pour lesquelles la cédule obligatoire était plus facilement transférable que la lettre de change. Par sa nature même, la cédule était destinée à passer d'une main à l'autre. Elle portait au départ la signature du débiteur, qui savait d'emblée que le remboursement de la somme se ferait à une autre personne que celle qui avait avancé l'argent, en l'occurrence au porteur de la cédule. La dette réglée, ce qui pouvait se faire en un ou plusieurs versements, la cédule était rendue au débiteur. Celui-ci n'avait dorénavant plus rien à craindre d'un éventuel rappel, puisqu'il était lui-même en possession de l'instrument de crédit.

Genève devint bénéficiaire de cédules envoyées de Lyon, de Francfort et même de Londres. En voici un exemple de l'année 1590 : « Le sr Jehan Croper a faict cedulle a Londres pour argent a luy baillé de celuy qui se retire par noble Jacques Lect devoir payer a Francfort en foyre dernière de septembre. Ladite cedulle a esté apporté a noz srs. le 6 octobre 1590 montant la somme de 450 écus d'or. Les a payez en divers paiements. A luy rendue la cedulle. »²⁴⁹ La cédule obligatoire n'impliquait pas automatiquement le

²⁴⁷ 196 contrats comptabilisés.

²⁴⁸ J'emploie ici, pour l'explication, les termes modernes tout en étant en accord avec Raymond de Roover, qu'il faut, en principe, utiliser en tant qu'historien le vocabulaire de l'époque. DE ROOVER, *Evolution*, p. 88.

²⁴⁹ AEG, Finances T 6, f° 26.

Figure 62: Lettres de change et cédules obligatoires dont la Seigneurie de Genève a été la bénéficiaire.



déplacement du débiteur. Celui-ci pouvait se faire remplacer par une tierce personne. C'est ce que John Croper de Londres avait fait. Jacques Lect honora à Genève les engagements de l'Anglais, et reçut la cédule en contrepartie.

A Bâle, une cédule pouvait même être donnée en paiement d'une lettre de change. George Obrecht avait déposé à Genève le 29 juillet 1568 une somme de 12 960 livres tournois. Trois semaines plus tard, il reçut à Bâle la contre-valeur en écus d'or plus une cédule datée du 9 août. Le débiteur de la cédule était Daniel Peyer de Bâle. On ignore le nom du premier bénéficiaire, mais on sait qu'Obrecht avait accepté la cédule en paiement de sa lettre de change. Cela s'était fait entre la Seigneurie de Genève et le change public de Bâle. L'affaire ne put être dénoncée pour irrégularité ou fraude. La banque publique bâloise avait dû respecter le droit et la coutume en vigueur.

La négociabilité de la lettre de change s'imposa plus lentement du fait que cet instrument de crédit ne portait pas la signature du tiré. A défaut de cette acceptation par avance, on demandait parfois la signature d'un garant, avant d'accepter une lettre de change d'un tiers. Voici un exemple : « Reçu le 2 novembre 1586 de Joseph Fosses 100 écus d'or en une lettre de change de sr Janneto Rotta adressée à ses compagnons de Basle, Antoine Legalio et Jeromino Miegue. Caution de David Pellisari. La dite lettre de change livrée à (David) Deroche. » A un autre endroit sur la même page, le comptable genevois inscrivit : « ... lettre commise à David Deroch ». Janneto Rotta avait tiré une lettre sur ses compagnons de Bâle au bénéfice de Joseph Fosses. Celui-ci céda la lettre, cautionnée par David Pellisari, à la Seigneurie de Genève qui confia l'encaissement à David Deroche²⁵⁰. Cette lettre a vraisemblablement été endossée une fois sinon deux.

Les livres de comptes de la Seigneurie de Genève ne nous révèlent rien de plus sur la lettre de change et la cédule obligatoire. Quelques conclusions s'imposent néanmoins. Dans leurs rapports entre eux et avec Lyon, Londres, Francfort et Strasbourg dans la seconde moitié du XVI^e et au début du XVII^e siècle, les Bâlois et les Genevois utilisaient distinctement et parallèlement

²⁵⁰ AEG, Finances T 2, f° 88 v.

lettre de change et cédula obligatoire. Chaque instrument servait à la fois au crédit, au transfert et au change, et portait le nom du fait de sa fonction bien déterminée. Il n'y avait ni opposition, ni concurrence, ni confusion entre les deux. Il serait erroné de considérer l'un comme « plus moderne » que l'autre. La lettre de change, comme la cédula obligatoire, répondait à des conditions bien déterminées du marché monétaire. La transférabilité de la cédula obligatoire et la transmissibilité de la lettre de change, sans être déjà des pratiques courantes, étaient en tout cas admises sans restriction²⁵¹.

V. Le coût de l'émission d'emprunts

Le « coût d'une émission » est l'ensemble des frais administratifs de l'émission, le change, les frais du voyage et du transfert des capitaux. Sous frais administratifs, il faut entendre dans un sens large, tous les frais de correspondance, les indemnités accordées aux personnes qui se sont occupées de l'émission, aussi bien du côté de l'emprunteur que de celui du prêteur. D'une manière plus restreinte, ne sont compris que les frais facturés par la banque ou payés aux créanciers.

En 1567, Esdras Roset paya, à Bâle, au clerc de Nicolas Imhoff, secrétaire de Bâle, fl 3.2.— pour son vin et 3 écus comptants²⁵². En 1568, il donna 5 écus 6 batz à « un messenger qui apporta les 12 lettres pour sceller », 96 écus « pour salaire audit Imhoff d'avoir dressé les obligations » et 1 écu 12 batz « pour le vin du garçon dud. Imhoff²⁵³ ». Ces dépenses représentent 1,01 % du volume des capitaux empruntés. Pour l'emprunt de 1569, la banque factura des « frais de levée des emprunts » s'élevant à 1,35 % du capital. Cet argent devait être versé au secrétaire Manuel Ryhiner. Il faut y ajouter les dépenses habituelles pour les messagers et les clercs du secrétaire. Les frais administratifs pour l'emprunt de 1569 correspondent par conséquent à 1,5 % de la somme empruntée²⁵⁴. Si on compare les « frais de levée » énumérés en détail dans le compte rendu de 1569 — 1,17 %, 1,39 %, 1,43 % et 1,57 % —, on constate que le taux était encore variable. Plus tard, un taux minimum fut appliqué par la banque pour percevoir la commission d'émission. En 1585, il fallait compter avec au moins 1,5 %²⁵⁵. Ce taux augmenta encore en 1590. Hans-Conrad Peyer mentionne 2 % payés par Zurich en 1590²⁵⁶. La même année, Schaffhouse fut également chargée d'une commission de 2 % pour l'emprunt émis à Bâle²⁵⁷. Les frais

²⁵¹ Cf. BENNASSAR et JACQUART, *Le XVI^e siècle*, p. 49.

²⁵² AEG, Finances K 1, f^o 213.

²⁵³ AEG, Finances K 1, f^o 221.

²⁵⁴ AEG, Finances K 1, f^o 222.

²⁵⁵ AEG, RC 80, f^o 122 v. (30 août 1585).

²⁵⁶ PEYER, *Handel*, p. 29; AEG, Finances L 30, Compte... 27 juin 1591.

²⁵⁷ StA SH, Seckelamtakten, « Spécification... 28 Herpstmonat 1590... ».

administratifs des emprunts avaient donc augmenté au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, passant de 1% à 1,5% puis à 2%. Cela simplifia cependant le service bancaire, le client n'ayant plus à s'occuper des clercs, des messagers, de leur vin, etc., la banque procurant l'emprunt avec 2% «service compris».

Ailleurs, les frais administratifs occasionnés par un emprunt n'étaient pas aussi élevés. Pour les 10 000 écus obtenus en 1568 à Berne, Esdras Roset donna 60 écus à l'avoyer Beat-Ludwig von Mülinen, 33 écus au trésorier Niclaus Manuel et 4 écus au secrétaire²⁵⁸. Les 97 écus représentent un peu moins de 1% du capital. Le secrétaire de Mulhouse reçut 23 écus, soit 0,5%, pour ses peines dans la réalisation d'un prêt de 4500 écus que sa ville accorda à Genève en 1583²⁵⁹. Pour les 50000 fl empruntés en 1589 à Strasbourg, les frais d'administration ne s'élevèrent même qu'à 0,2%. Pourquoi ces différences? Un emprunt par souscription nécessitait la rédaction de plusieurs obligations, tandis qu'un prêt accordé par une ville nécessitait moins de travail de secrétariat. A une époque où tout était encore écrit à la main et les obligations rédigées sur parchemin, la différence du travail de secrétariat entraînait vite en ligne de compte. L'émission d'un emprunt pour une banque était une affaire commerciale, tandis qu'un prêt accordé par un gouvernement à un autre était une affaire politique et n'était soumise à aucun tarif professionnel.

Conformément aux instructions reçues du Conseil de Genève, Esdras Roset et Pierre Chenalat cherchèrent à obtenir au change uniquement des pièces d'or. Toutefois, les sommes prêtées et versées par les créanciers étaient stipulées les unes en or et les autres en argent. Il fallait donc changer chaque fois l'argent en or. En 1567, un écu d'or de France valait à Bâle 2 livres, ou 1,6 florins, ou 24 batz, ou 96 kreuzer. L'écu était vendu au taux officiel, mais le client devait payer au changeur l'agio en plus, dont le prix était stipulé en rappen ou en batz. Nous possédons quatre prix des années 1567 à 1569, qui nous permettent de connaître non seulement le coût du change, mais aussi le subtil renchérissement de l'écu d'or (tabl. 78).

Date	Cours officiel	Prix du change	Prix du change en kreuzer	Cours réel
1564	96 kr	2,5 Rp	1	97 kr
1568	96 kr	3	1,2	97,2 kr
1569	96 kr	4	1,6	97,6 kr
1569	96 kr	5	2	98 kr

Tableau 78: Taux officiel et cours réel de l'écu d'or de France à Bâle de 1567 à 1569²⁶⁰.

²⁵⁸ AEG, Finances K 1, f^o 221.
²⁵⁹ AEG, Finances K 1, f^o 226.
²⁶⁰ AEG, Finances K 1, f^o 212, 221-222.

Par rapport à un écu, le coût du change passa de 1,04% à 2,083% en deux ans. Toutefois, réparties sur l'ensemble des capitaux empruntés, les dépenses de change n'étaient pas aussi élevées : 0,69% en 1567, 0,35% en 1568 et 0,54% en 1569.

Pour le coût d'une émission par souscription au change public de Bâle, il fallait compter au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle de 0,5% à 1% pour le change, de 1% à 2% pour la commission bancaire, de 0,5% à 1% pour le voyage et le transfert des capitaux. En fait, les emprunts genevois de 1567 à 1569 émis à Bâle avaient coûté 3% du capital. La Seigneurie pouvait emprunter à Bâle au taux d'intérêt de 5%. A la même époque, le taux officiel à Genève était de 8¹/₃%. Ce taux plafond pratiqué à Genève était encore supérieur au taux d'intérêt bâlois majoré pour la première année du coût des emprunts. Le Conseil de Genève put se féliciter de la bonne affaire réalisée²⁶¹.

VI. Le paiement des intérêts et le remboursement du capital

L'intérêt était exigible au domicile du créancier ou, pour la région bâloise, au change public de cette ville. L'obligation passée entre Magdalena Neidhart et la ville de Schaffhouse accorda au débiteur le choix entre Zurich, Ulm ou Augsburg²⁶². D'autres obligations prévoient parfois la possibilité de verser l'intérêt quelque part à l'intérieur d'un cercle de quatre ou cinq milles de rayon autour de la ville. Cette clause laissait la possibilité aux intéressés de régler leurs affaires financières hors des murs de la ville, dont l'accès pouvait être refusé à un étranger par mesure de police en période de peste, ou pour d'autres raisons.

Le débiteur s'engageait à verser l'intérêt au créancier chaque année à ses propres risques et frais. Le paiement devait être effectué entre huit et quinze jours avant ou après l'échéance²⁶³. La souplesse des délais était indispensable, compte tenu des conditions de voyage. Si le créancier n'avait pas reçu le paiement à la fin de la période convenue, il pouvait envoyer une sommation à son débiteur. Celui-ci était convoqué dans la ville du créancier dans les huit ou quinze jours qui suivaient. Pour une ville, on exigeait la présence de quatre hommes à cheval, deux du Conseil et deux de la commune. Arrivés à destination, ils devaient s'installer dans l'auberge qui

²⁶¹ Les emprunts des années 1567-1569 ont créé à Genève une certaine abondance dans la trésorerie, ce qui permit aux responsables du change public créé en 1568 d'imposer aux déposants le taux de 5%.

²⁶² StA SH, Seckelamtakten, obligation (1^{er} novembre 1586).

²⁶³ Bâle : 8 jours ; Neidhart : 14 jours.

leur avait été désignée dans la sommation, et ne pouvaient repartir sans avoir payé les intérêts et les frais de sommation, ou trouvé un arrangement avec leur créancier.

Les contrats prévoyaient aussi la possibilité de remplacement du débiteur principal ou de ses cautions par des personnes en possession d'une procuration. Les intéressés pouvaient se faire représenter par des « fondés de pouvoir ». Si un mois s'était écoulé après la sommation sans que le débiteur eût réagi favorablement, le créancier avait le droit de saisir par voie judiciaire ou individuelle les biens de son débiteur ou de ses cautions. A notre connaissance, ce cas ne s'est jamais présenté au XVI^e siècle entre les villes suisses. Ces règles ont-elles été appliquées d'une manière plus stricte ou plus large aux particuliers ? Les délais d'attente prévus par les obligations et accordant au débiteur un mois et demi ou deux mois pour payer ou pour demander un sursis étaient-ils observés ou dépassés par les créanciers ? Les procès pour faillites et les cas d'insolvabilité pourraient apporter de précieux éclaircissements. L'histoire du comte Michel de Gruyère, qui dut assister, insolvable, à la confiscation et au démembrement de son comté par voie judiciaire, ne propose pas un exemple probant²⁶⁴.

Pourtant les Fribourgeois n'avaient pas fait de cadeau à leur noble voisin. Lorsque celui-ci, déjà fortement endetté envers la ville, demanda en 1550 un nouveau prêt de 5000 écus, Fribourg en déduisit les intérêts accumulés depuis 1547 sur les vieilles dettes, plus 162 écus 3 livres et 12 sols pour les intérêts composés²⁶⁵. Il s'agit du premier cas, que nous ayons rencontré au XVI^e siècle, où les intérêts composés sont enregistrés d'une manière explicite dans la comptabilité²⁶⁶. Le change public de Bâle calcula également les intérêts composés dus par le prince de Condé sur les 1000 écus que ce dernier avait empruntés en 1574. La ville de Bâle agit de même envers le roi de France en 1581 et en 1595. La banque de l'Etat à Genève compta l'intérêt composé dès 1580²⁶⁷.

La clause accordant au débiteur la possibilité d'agir par procuration ouvrait la voie à la banque publique bâloise pour servir d'intermédiaire entre tous les intéressés. Les débiteurs n'avaient en effet qu'à alimenter régulièrement leur compte pour que, par virement, par un simple jeu d'écriture, la banque payât à l'échéance l'intérêt dû par son client. C'est de cette manière que les intérêts de la Seigneurie de Genève furent payés. Lorsque Genève était en retard, ou dans l'incapacité de payer, les changeurs avaient la procuration d'emprunter pour satisfaire les créanciers jusqu'à ce

²⁶⁴ RENNEFAHRT, *Geltstag*, pp. 321-404.

²⁶⁵ AEF, Comptes des trésoriers, N° 295, 1540 I.

²⁶⁶ Cf. BERGIER, *Taux d'intérêt*, pp. 115-116.

²⁶⁷ StA BS, Fremde Staaten: Frankreich, Schulden, A 5 (2), Instruction pour Jacob Oberried (16 décembre 1581); A 5 (3) Condé; OCHS, *Geschichte*, VI, p. 336; BERGIER, *Taux*, pp. 115-116.

que l'argent arrivât de Genève²⁶⁸. Schaffhouse avait son compte en banque à Bâle. Les versements d'intérêt de Genève y étaient crédités et Schaffhouse en était informée par lettre²⁶⁹. La banque de Bâle assurait pour Zurich les paiements d'intérêts aux foires de Strasbourg et de Francfort en 1588 déjà²⁷⁰. Elle assura le paiement des intérêts pour les dettes de Berne, Fribourg-en-Nuithonie, des comtes de Neuchâtel et des rois de France, les villes de Strasbourg et de Schaffhouse²⁷¹.

Il était d'autant plus aisé pour le change public bâlois de fonctionner comme banque de virement qu'il était l'unique institution en Suisse à même d'offrir un aussi vaste éventail de services bancaires. Au cours du XVI^e siècle, cette banque avait acquis une nombreuse clientèle privée et publique. Les uns venaient pour émettre des emprunts et les autres pour y souscrire. Il était normal qu'un bon nombre de clients s'en remettent à la banque pour le paiement des échéances et des remboursements, qui pouvaient facilement se faire par virement.

Si le texte d'une obligation ne fixait pas la durée du prêt, celui-ci était considéré comme perpétuel, avec possibilité de rachat ou de résiliation. Les délais de résiliation étaient de trois à six mois. Ce temps permettait au débiteur de trouver, s'il était possible, les sommes nécessaires au remboursement, ou au créancier de chercher une autre possibilité de placement. Si le remboursement s'effectuait par les soins du change public de Bâle, celui-ci était à même d'aider ses clients. Lorsqu'un créancier cessait d'exiger le paiement de l'intérêt pendant dix ans, la dette était considérée comme surannée²⁷².

VII. La transférabilité des obligations

Les obligations étaient établies au nom du prêteur. Je n'ai trouvé aucun titre émis au porteur. Cela n'empêchait pas les propriétaires d'obligations de s'en servir, on l'a vu, comme moyen de paiement. Les cessions d'obligations sont attestées en 1546 à Fribourg, en 1540 à Lucerne, en 1530 à Zurich, en 1524 à Bâle, en 1522 à Soleure, et en 1512 à Schaffhouse²⁷³. Ce sont les plus

²⁶⁸ AEG, RC 78, f^o 70 (13 mai 1583), RC 80, f^o 164 (29 novembre 1585), RC 81, f^o 52 (4 mars 1586), RC 82, f^o 149 (4 août 1587).

²⁶⁹ StA SH, Geheimratsprotokolle 1605 ss. (10 novembre 1606).

²⁷⁰ StA ZH, F III 23, 1588-1589, Usgeben von Allerley an Gellt : La rente viagère pour Horace Palovicini, 200 fl de l'Empire.

²⁷¹ StA BE, B VII 466a ss. AEF, Bâle 1, Harscher à Fribourg (30 janvier, 28 avril, 29 juin 1591, 12 mars, 27 juillet 1592).

²⁷² RQ BS, p. 358, N^o 162 b.

²⁷³ En Allemagne, la transférabilité des rentes et des obligations était connue déjà au XV^e siècle (SPRANDEL, *Gewerbe*, p. 353).

anciennes dates où nous ayons constaté pareilles cessions. Cependant, le nombre élevé de cessions nous autorise à admettre que dans la plupart des villes on avait pratiqué la transférabilité des obligations au moins aussi tôt qu'à Schaffhouse. Les titres conservés dans les archives de Schaffhouse et de Genève permettent de reconnaître quatre possibilités de cessions²⁷⁴ : endossement de la main avec la signature de l'ancien créancier ; endossement effectué par un notaire ; lettre de remise, sans endossement, engageant la responsabilité de l'ancien envers le nouveau créancier ; transfert direct sans endossement ni pièce écrite jointe au titre. Pourquoi cette diversité ? Le fait de n'avoir pas trouvé l'acte notarié accompagnant chaque obligation nous permet de conclure qu'un tel acte n'était pas indispensable. L'absence d'endossement ou de toute autre pièce écrite peut témoigner d'une cession réelle, mais peut aussi provenir du passage de l'obligation à l'intérieur d'une famille, par voie d'héritage ou par mariage. En effet, le texte des obligations réglait clairement la transférabilité : « ... à lui personnellement, à tous ses héritiers, et particulièrement à toute personne qui deviendra propriétaire de cette lettre avec la connaissance et par la volonté exprimée par document notarié ou par un autre titre juridiquement valable... »²⁷⁵. Toutes les possibilités sont prévues par cette formule : le transfert automatique à l'intérieur de la famille, la volonté du transfert valablement exprimée par le propriétaire dans les autres cas. Effectivement, la plupart des obligations à Bâle et la totalité des titres à Schaffhouse sont munis de lettres de remise, rédigées devant notaire ou par le secrétaire de la ville en question. Cette façon de céder les obligations semble avoir prévalu au XVI^e siècle²⁷⁶. La remise écrite au dos de l'obligation n'apparaît qu'au cours de la seconde moitié du XVI^e et au début du XVII^e siècle à Bâle²⁷⁷.

Les obligations émises à la banque publique bâloise jouissaient d'une grande confiance en Suisse. On les utilisait partout comme moyen de paiement, pour le règlement de dettes ou comme gages, sans la moindre déduction sur leur valeur nominale. Mulhouse paya en 1587 à Schaffhouse une dette de 7450 fl, moyennant une obligation de 4500 écus sur Genève. Berne accepta de Mulhouse en 1588 une obligation de 3000 écus sur Fribourg. Zurich reçut deux obligations, l'une de 3000 écus et l'autre de 4000 livres bâloises, dont le landammann Waser d'Unterwald était le débiteur principal. Toutes ces obligations avaient été émises à Bâle. Par ces

²⁷⁴ AEG, Finances L, 1-30 ; StA SH, Seckelamtakten, Urkunden 16. Jahrhundert.

²⁷⁵ « ...ime selbs, allen sinen Erben, und insonderheit einer jeden Person, die gegenwürtigen Brieff mit sinem oder siner Erben, urkundlichem Gunst, Wissen oder Willen, oder sonst rechtlichem Tittel Innhaber wirt... » (AEG Finances L, 2. Obligation de Genève envers Niclaus Dürri, 8. Hornung 1567).

²⁷⁶ Cf. GASCON, *Grand Commerce*, pp. 273-274, pour Lyon.

²⁷⁷ Cf. DOUCET, *Grand parti*, p. 24. L'endossement était prévu et les signatures devaient être vérifiées par Lochmann et Stokar.

cessions, Genève devint débitrice de Schaffhouse, Fribourg de Berne, et Unterwald de Zurich. Le landammann Waser racheta de Zurich ses deux obligations au moyen de plusieurs obligations gagées par des propriétés situées en territoire zurichois et argovien.

La mise en gage des obligations était pratique courante. Elle est attestée à Schaffhouse et à Bâle. Dans cette dernière ville, la banque publique accepta même des obligations en gage, dans le cadre d'émissions d'emprunt. En 1572, les héritiers de Wilhelm Fröhlich de Soleure reçurent contre la mise en gage d'une obligation de 4000 écus sur le duc de Longueville, comte de Neuchâtel, des prêts de même valeur. Huit clients de la banque avaient accepté de prêter 2700 écus, 1720 florins et 500 talers. Le gage fut gardé en dépôt par la banque²⁷⁸.

VIII. La conjoncture de la banque publique de Bâle

Pour apprécier de nos jours l'évolution des affaires d'une banque on observe, pour les années en question, le total du bilan et ses détails (actif, passif, fonds propres), le compte de profits (intérêts actifs, effets de change et papiers monétaires, produit des commissions, etc.) et pertes (intérêts passifs, frais généraux, amortissements et provisions, etc.), ainsi que le bénéfice net. L'histoire de nombreuses banques a déjà été étudiée pour les XIX^e et XX^e siècles en fonction de tous ou de plusieurs de ces éléments²⁷⁹. Nous ne disposons pas de toutes ces données pour la banque publique de Bâle au XVI^e siècle. Il nous est tout de même possible de connaître suffisamment l'évolution de l'institution bancaire pour pouvoir la situer dans le contexte de la conjoncture générale des affaires.

La banque publique de Bâle a survécu à toutes les crises financières du XVI^e siècle. Ses principes fondamentaux de fonctionnement, qui l'obligeaient à préférer la sécurité au profit rapide et à s'abstenir de toute association à des entreprises commerciales furent payants à la longue. Tandis qu'à l'étranger de nombreux marchands-banquiers privés se voyaient précipités dans la faillite pour s'être trop engagés dans des affaires spéculatives, bancaires ou commerciales, la banque de Bâle, solide et inébranlable, résista à tous les assauts²⁸⁰. Certes, la banque bâloise n'échappa pas à des pertes sur les crédits qu'elle accordait à ses clients. En se référant aux chiffres publiés par Hallauer, on peut estimer les pertes nettes accumulées jusqu'en 1600 à environ 13 000 écus, soit 14 % des bénéfices nets de la banque, enregistrés

²⁷⁸ StA BS, Notariatsarchiv 1, Emmanuel Ryhiner 1, f° 1-6.

²⁷⁹ Cf. la bibliographie chez RITZMANN, *Schweizer Banken*, pp. 375 ss.

²⁸⁰ GASCON, *Grand Commerce*, p. 600 ; BAYARD, *Bonvisi*, pp. 1234-1269 ; BRAUDEL, *Méditerranée*, 481-483.

par la trésorerie de la ville de Bâle de 1531 à 1608²⁸¹. Ces bénéfices augmentèrent de 300 écus à 2536 écus (minimum (1540) et maximum (1593) de la moyenne mobile de neuf ans de 1531 à 1610), soit d'environ 8,5 fois. En même temps, le total du bilan traduit en écus avait septuplé, passant de 18 000 écus en 1528-1531 à 123 000 écus en 1594²⁸². Le taux annuel moyen de la croissance des bénéfices (moyenne sur neuf ans) a été d'environ 4%. Ce taux était de 3,6 % pour le bilan considéré dans son ensemble. En moyenne, la croissance des bénéfices fut plus forte de 11 % à celle du total du bilan. Cette relation très favorable entre bénéfice et bilan est due à la spécialisation de la banque publique dans les émissions d'emprunt par souscription qui n'alourdissaient pas le bilan, mais rapportaient une commission s'élevant de 1 % à 2 % du capital emprunté²⁸³.

La croissance des bénéfices du change publique bâlois n'était pas linéaire. Les courbes reproduites sur la figure 63 montrent un «trend» séculaire nettement aligné à la hausse. Cela ressort mieux de la moyenne mobile que du mouvement des bénéfices annuels. Le lecteur cherchera peut-être à reconnaître sur ce graphique les temps fondamentaux de l'analyse théorique des mouvements de l'économie en croissance: le mouvement de longue durée ou cycle Kondratieff (20 à 45 ans), le cycle majeur ou cycle Juglar (6 à 10 ans)²⁸⁴. Il faut cependant résister à cette tentation et se borner à constater des mouvements cycliques, tels qu'ils se présentent clairement et sans équivoque à la lecture de la courbe de la moyenne mobile:

1 ^{er} cycle: 1538-1552 (14 ans)	
Hausse:	1538-1545 (7 ans)
Baisse:	1545-1552 (7 ans)
2 ^e cycle: 1552-1568 (16 ans)	
Hausse:	1552-1561 (9 ans)
Baisse:	1561-1568 (7 ans)
3 ^e cycle: 1568-1583 (15 ans)	
Hausse:	1568-1576 (8 ans)
Baisse:	1576-1583 (7 ans)
4 ^e cycle: 1583-1602 (19 ans)	
Hausse:	1583-1592 (9 ans)
Baisse:	1592-1602 (10 ans)
5 ^e cycle: 1602-1616 (14 ans)	
Hausse:	1602-1611 (9 ans)
Stagnation:	1611-1616 (5 ans)

²⁸¹ HALLAUER, *Stadtwechsel*, p. 127.

²⁸² *Op. cit.*, p. 108. Hallauer utilise le fl de compte.

²⁸³ *Supra*, Cinquième partie, V.

²⁸⁴ NOUSCHI, *Initiation*, pp. 87-90; GUILTON, *Mouvements*, p. 563; GILLET, *Techniques*, I, p. 93; BOUVIER, *Initiation*, pp. 36 ss; IMBERI, *Mouvements*; CHAUNU, *L'Europe classique*, pp. 372-373.

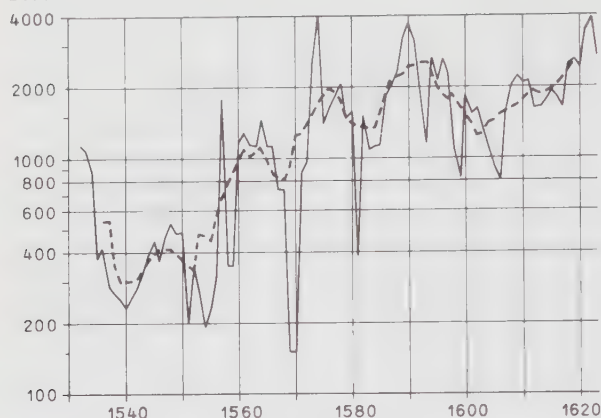


Figure 63:
Bénéfices de la banque
publique de Bâle
(données annuelles et
moyenne mobile sur
neuf ans) enregistrés par
la trésorerie publique²⁸⁵.

Ces cycles de 14 à 19 ans, fondamentalement orientés à la hausse, seraient-ils caractéristiques pour les oscillations de la croissance du secteur bancaire à l'époque protostatistique ?

A ma connaissance, il n'existe pas d'autre étude sérielle qui révèle aussi clairement les oscillations de la croissance des profits d'une banque du XVI^e siècle. Les historiens ont observé jusqu'à présent les cycles du mouvement des prix, de la production des céréales et des textiles, du trafic maritime, des frappes monétaires, du climat. Avec Pierre Chaunu, je pense que ces oscillations « sont liées entre elles à l'intérieur d'un même espace par un ensemble de corrélations, des corrélations qui, parfois, surprennent²⁸⁶ ». Chaunu les énumère et les commente : la corrélation négative entre prix et production des céréales, entre production agricole et climat, rappelant le modèle mis au point par Ernest Labrousse de la crise classique : « Crise météorologique de sous-production, flambée des prix, inégale répartition de la faim nécessaire de conjoncture, le déficit du revenu agricole des humbles, insuffisamment compensé par le survenu des privilégiés, enclenche la crise du secteur industriel le plus important, du moins la plus sensible, le secteur textile et, par effet induit, la crise de toute l'industrie. Une partie même du secteur commercial est touchée. »²⁸⁷ Enfin il y a, entre autres, la corrélation entre la masse monétaire et les prix, la corrélation entre la monnaie forte et la monnaie divisionnaire, médiocre, mauvaise.

A la croisée de presque toutes ces corrélations et disparités, la banque est elle aussi sensible aux fluctuations de la conjoncture²⁸⁸. Elle n'échappe pas non plus aux fluctuations de la politique des Etats, mais a l'avantage de

²⁸⁵ StA BS, Finanzen H, 1518/1519-1610/1611; valeurs en L. BS réduites en ϕ .

²⁸⁶ CHAUNU, *op. cit.*, p. 372.

²⁸⁷ *Op. cit.*, p. 376.

²⁸⁸ *Op. cit.*, p. 371.

pouvoir profiter des phases de hausse conjoncturelle de n'importe quel secteur économique qui appelle les services bancaires. Le crédit stimule les affaires, il permet aussi de faire le pont en périodes de crise, source de nouveaux bénéfices bancaires. La banque profite de la guerre qui oblige les princes à émettre des emprunts et à faire transférer leurs capitaux. Mais elle est parfois perdante ; si elle a été prudente, ces pertes restent supportables. Vue sous tous ces angles, il est fort possible que la croissance cyclique du secteur bancaire, tributaire des mouvements conjoncturels de l'économie et de la politique, participe d'un rythme qui lui soit propre et qui apparait à nos yeux pour la première fois dans ces oscillations des bénéfices de la banque publique de Bâle. L'hypothèse serait à vérifier avec les données d'autres banques du XVI^e et éventuellement du XVII^e siècle.

Dans l'état actuel de nos recherches, il est encore impossible d'analyser systématiquement la conjoncture des bénéfices de la banque bâloise, pour y repérer toutes les corrélations positives ou négatives possibles avec les autres secteurs économiques locaux ou régionaux. Deux éléments cependant semblent d'ores et déjà acquis. La corrélation, sans être établie mathématiquement, existe entre profits bancaires et mouvement du trafic commercial, tel qu'il peut être observé au moyen des recettes des péages. Elle paraît positive jusqu'en 1560/1570, puis par la suite devient négative, les reculs du trafic allant de pair avec les augmentations des bénéfices de la banque. Mais c'est l'époque où se multiplient les gros emprunts émis à Bâle. On peut tenir aussi ces émissions d'emprunts pour responsables des oscillations des bénéfices de la banque. Les grosses affaires des rois de France se situent toutes, juste avant la reprise, au cours de la hausse ou vers le sommet d'un mouvement cyclique (1553/1554, 1571, 1579/1580, 1591). Trois des quatre sommets conjoncturels pourraient être dus partiellement à la conjoncture politique internationale. La guerre de Smalkalde influence certainement le cycle atteignant son sommet en 1545/1547. La paix de Cateau-Cambrésis marqua peut-être la fin de l'augmentation des bénéfices en 1560. Entre 1567 et 1575 se situent deux importants emprunts des rois de France, des emprunts de la ville de Genève et du comté de Neuchâtel. La guerre en France, la tension européenne causée par la révolte aux Pays-Bas, y sont pour quelque chose. Le dernier cycle est tributaire de la querelle entre Bâle et son évêque, de la guerre de Genève, de Berne et de la France contre la Savoie. Enfin, à proximité de chaque sommet il y a le décès d'un roi de France : François I^{er} mourut en 1547, Henri II en 1559, François II en 1560, Charles IX en 1574, Henri III en 1589. Est-on en droit de voir une corrélation entre les décès des souverains et la stagnation des bénéfices d'une banque suisse au XVI^e siècle ? Ce n'est pas à exclure d'emblée. Toutefois, dans ces hypothèses rien n'est prouvé. Nous ne connaissons pas la répartition exacte des bénéfices dus aux commissions perçues sur les émissions, aux intérêts positifs des crédits accordés aux marchands, ou aux profits réalisés sur le change des espèces monnayées. Une certitude toute banale cependant

subsiste : sans chercher les profits rapides et spéculatifs, la banque publique de Bâle, par ses services financiers offerts à l'économie locale et régionale, aux Confédérés et aux princes, a su tirer profit de toutes les conjonctures du XVI^e siècle et, de ce fait, a profité à la ville de Bâle par les bénéfices qu'elle pouvait verser au trésor public.

Sixième partie

LES SOLIDARITÉS FINANCIÈRES SUISSES AU XVI^e SIÈCLE

Une des caractéristiques de l'histoire suisse du XVI^e siècle est la rupture de l'unité nationale. La Réforme protestante, les guerres de religion, la réaction catholique, les alliances séparées, les diètes confessionnelles, le fanatisme religieux et politique, tous ces éléments tendaient à diviser les Suisses à jamais. «Ce qui surprend, écrit William Martin, lorsqu'on voit quel degré avaient atteint les haines fraternelles, ce n'est pas que les Suisses n'aient rien pu entreprendre ensemble, c'est qu'ils soient demeurés ensemble, en dépit de leurs haines, c'est que la Confédération ait subsisté¹.» Cette union qui avait malgré tout vaincu les divisions intérieures, William Martin la conçoit comme un miracle. Il l'explique principalement par l'efficace diplomatie française pour qui l'unité et l'indépendance de la Suisse étaient la seule garantie contre la présence des Habsbourg au cœur des Alpes. Une des constantes de la politique française au XVI^e siècle était par conséquent d'entreprendre tout ce qui pouvait renforcer l'unité de la Confédération contre les Habsbourg, ses ennemis héréditaires de part et d'autre des Alpes².

Cette solidarité franco-suisse avait son aspect financier qui ne débouchait pas seulement sur les pensions de paix et d'alliance et sur le service étranger, mais également sur les emprunts des rois de France en Suisse. Ces relations financières entre la France et la Suisse au XVI^e siècle méritaient une étude approfondie³. Dans le cadre de ce chapitre, je ne peux y consacrer qu'une petite partie concernant les emprunts français en Suisse, pour déceler les effets pratiques qu'avait eus la diplomatie française sur la solidarité nationale suisse. Je crois cependant que d'autres solidarités financières ont contribué au cours du XVI^e siècle à éviter l'écclatement de la Confédération. Leur poids est peut-être moins important, leur rôle moins déterminant. En tenir

¹ MARTIN, *Histoire*, p. 90.

² *Op. cit.*, pp. 120-121 ; GILLIARD, *Histoire*, p. 43.

³ Pour le XVIII^e siècle, cf. GERN, *Aspects*, pp. 151 ss.

compte revient cependant à nuancer notre jugement, sans pour autant contredire William Martin. Cette sixième partie sera consacrée aux solidarités financières suisses. Solidarités confessionnelles d'abord, qui unissaient les uns et les séparaient des autres, solidarités financières ensuite, régionales et nationales qui empêchaient les Suisses de consommer le divorce.

I. Les solidarités financières confessionnelles

A. SOLIDARITÉS PROTESTANTES

1. Dans les alliances entre les villes

La solidarité financière n'a pas existé d'emblée dès le début de la Réforme. Elle s'est formée peu à peu par le jeu des circonstances, comme conséquence des « combourgeoisies chrétiennes ». Elle se manifesta d'abord en 1530/1531. La première paix de Cappel ne fut considérée comme définitive ni par Zurich ni par ses adversaires. Par tous, elle ne fut considérée que comme une trêve⁴. La paix entre les antagonistes confessionnels et politiques n'a pas réellement été conclue. Dans cette ambiance d'insécurité, Bâle émit un emprunt de 14 500 écus en 1530 « pour toute éventualité⁵ ». Zurich fit de même, et trouva 6540 écus au change public de Bâle en mai 1530 et en mai 1531. Zurich trouva également des capitaux pour 2475 écus auprès de ses alliés de Constance. A la fin de l'année 1531 et au début de 1532, soit après la défaite des protestants à Cappel et au Gubel, les Bernois, à court d'argent, purent compter sur l'appui des Bâlois qui leur facilitèrent l'émission d'emprunts. Ces derniers leur procurèrent 12 750 écus⁶. La guerre de religion suisse fut le point de départ de la solidarité financière des villes réformées. La banque publique de Bâle devint bientôt le centre d'un réseau financier protestant dépassant largement les frontières nationales.

La guerre de Smalkalde fut l'occasion d'un élargissement de ce réseau financier. La majorité des cantons de la Confédération se prononça en 1545/1546 en faveur d'une neutralité et d'une impartialité de principe concernant la dispute qui opposait, en Allemagne, l'empereur aux princes protestants et aux villes. La neutralité, ardemment défendue par les cantons catholiques, ne fut que mollement acceptée par les cantons protestants⁷. Les villes de Strasbourg et de Constance, qui avaient été membres de la « combourgeoisie chrétienne » de 1529, étaient menacées par les troupes de

⁴ MARTIN, *op. cit.*, p. 102.

⁵ StA BS, Finanz AH 1, Anleihe 1530, 20 350 fl BS.

⁶ FELLER, *Geschichte*, II, p. 227.

⁷ BURCKHARDT, *Basel*, pp. 33 ss ; BONJOUR, *Neutralität*, I, p. 24 ; GEISER, *Haltung der Schweiz*, pp. 165-249 ; PFISTER, *Kirchengeschichte*, II, pp. 248-250.

l'empereur. Lorsque Strasbourg chercha à constituer pour sa défense une armée de mercenaires, les autorités bâloises n'empêchèrent pas que cela se fît sous leurs yeux, tout en imposant quelques restrictions mineures aux capitaines responsables. Sur le plan financier, Bâle accorda même à sa banque publique toutes les libertés pour émettre des emprunts pour Strasbourg et pour Constance.

Sur l'ordre du gouvernement de sa ville, le changeur bâlois Jacob Rüdin lança l'émission le 28 juillet 1546. Au cours de l'été, 22 particuliers signèrent des participations allant de 100 à 2400 fl. Le chapitre de Bâle, domicilié à Fribourg-en-Brisgau, plaça 12 000 fl dans cet emprunt et trois Juifs de Francfort avancèrent 8932 fl pour une année. L'emprunt rapporta 38 116 fl, soit 23 820 écus. De cet argent, Bâle fit parvenir au nom de Strasbourg la somme de 4000 fl (2500 écus) directement à Constance. Ce prêt strasbourgeois avait été précédé d'un autre de 4000 fl (2500 écus) accordé par Bâle au début de septembre à la ville du Bodan. Strasbourg, qui aurait pu disposer de 22 000 fl (13 750 écus) au moins, ne prit pour finir que 8000 fl (5000 écus) comptants, signant cependant une obligation pour 12 000 fl (7500 écus). Dans ce montant était compris l'argent cédé par Strasbourg à Constance. L'excédent de l'emprunt ne fut plus indispensable à Strasbourg, et les créanciers furent remboursés. Ils reçurent leur capital et les intérêts encourus depuis le début de l'émission. Et puisqu'il n'était pas possible d'obtenir les 12 000 fl au taux de 4% — les créanciers bâlois exigèrent 5% — Strasbourg remboursa toute sa dette déjà en juin 1547, ayant trouvé des capitaux meilleur marché dans sa propre région⁸.

Bâle promit également à Lindau et à Esslingen de leur faciliter l'émission d'emprunts à Bâle ou ailleurs⁹. Mais la banque publique bâloise n'avait pas été mise à contribution pour ces deux petites villes. Lindau s'était cependant procuré 2000 fl (1285 écus) à Saint-Gall. En 1544, le duc Christophe de Wurtemberg avait obtenu de la ville de Bâle un prêt de 4000 fl (2500 écus), et en juin 1546, il vint s'y réfugier¹⁰. Au cours de son séjour à Bâle il emprunta de l'argent auprès de particuliers, ainsi qu'en témoignent quelques rachats ultérieurs d'obligations par la ville même. Malgré la présence à Bâle d'autres réfugiés, tels le comte Georg de Wurtemberg, le comte de Kastelberg, le baron von Heideck et le margrave Bernhard von Baden, les ressources financières bâloises ne s'épuisèrent pas. Lorsqu'on relève ces faits — abondance des capitaux à Bâle, offre faite aux villes de la Haute-Allemagne

⁸ StA BS, Finanz Y 1, Stadtwechsel, Allgemeines und Einzelnes, 1500-1749 (28 juillet 1546); Fremde Staaten Strassburg C, Schulden 1546-1656, Strasbourg à Bâle (9, 11, 17, 23 et 26 septembre, 2 et 23 octobre, 20 décembre 1546, 11 et 30 avril, 7, 11, 18 mai, 23 juillet 1546); HEUSCHEN, *Reformation*, pp. 142-143; cf. HALLAUER, *Stadtwechsel*, pp. 120-121; BURCKHARDT, *Basel*, p. 49. Stadt A Constance, Urkunden N° 5503 (2567) du 6 septembre 1546 et N° 6526 (2568) du 22 septembre 1546.

⁹ *Op. cit.*, p. 49.

¹⁰ BURCKHARDT, *Basel*, pp. 30 et 91.

d'emprunter auprès des particuliers bâlois, Strasbourg qui n'utilisa que 12 000 fl d'un emprunt qui en avait rapporté 38 000 — et qu'on les confronte aux difficultés de la ligue de Smalkalde pour trouver de l'argent en Allemagne et en Suisse¹¹, on peut se demander si cette ligue n'avait pas sous-estimé la source de capitaux qu'aurait pu être la place bâloise pour le parti protestant en Allemagne.

Il en était tout autrement dans le combat que Genève menait pour son indépendance. Dès 1530, les Genevois surent mettre à contribution la banque publique bâloise. A ce moment, il n'était pas encore question de solidarité confessionnelle. Celle-ci ne se manifesta qu'après la victoire de la Réforme à Genève. La solidarité financière avec Genève, dont le point de départ était Bâle, s'élargit progressivement, en Suisse et à l'étranger. Jusqu'en 1567 Genève se procura les capitaux nécessaires à sa défense, uniquement au change public de Bâle. En 1567, Lyon et les églises de France intervinrent avec environ 5200 écus, puis, en 1568, Berne prêta 10 000 écus. En 1582, les prêts des villes de Mulhouse et de Bâle et les prêts des particuliers zurichois s'ajoutèrent aux capitaux empruntés à la banque publique bâloise. Enfin, en 1589 et 1590, presque toute la Suisse réformée prêta de l'argent aux Genevois: Zurich, Saint-Gall, Schaffhouse, Bâle, Strasbourg. Zurich se procura les capitaux pour Genève à la banque bâloise. S'y ajoutèrent l'électeur palatin Jean-Casimir, les marchands de Francfort et de Nuremberg, les Etats de Hollande, de Frise et de Frise occidentale. Depuis son adhésion à la Réforme, Genève avait obtenu par la voie d'emprunt, environ 211 000 écus d'or de ses coreligionnaires.

La solidarité financière du monde protestant avec Genève ne s'arrêta pas aux emprunts. Dès 1582, cette ville put compter également sur les collectes et sur les dons volontaires de Suisse et de l'étranger. Jean Maillet reçut en Angleterre en 1582/1583 des dons s'élevant à 5730 livres esterlins, soit 19 000 écus d'or¹². En 1590, la reine Elisabeth autorisa Jacques Lect à procéder à une collecte dans les églises du royaume d'Angleterre¹³. Jacques Anjorant se rendit en 1603 en Angleterre, où Jacques I^{er} lui accorda le même privilège¹⁴. Les églises de quelques villes en France, en Hollande, en Allemagne, en Suisse, en Bohême et Moravie, en Hongrie, en Transylvanie et en Pologne contribuèrent de 1589 à 1593 au soutien de Genève¹⁵. Le don le plus important consista cependant en 12 000 écus prêtés par Zurich au début de 1590 à Sancy, qui promit de les employer en faveur de Genève. L'argent fut retenu à l'ambassade à Soleure jusqu'au début d'octobre. Puis l'ambassadeur Sillery en confia la moitié à Matthieu Spon et à Armand

¹¹ HEUSCHEN, *op. cit.*, p. 124 ss; EHRENBURG, *Le siècle des Fugger*, pp. 62-65, 250.

¹² AEG, Finances K 1, f° 226-227; CRAMER, *Mission*, pp. 385-404.

¹³ DUFOR, *La guerre*, pp. 191-192.

¹⁴ MONTER, *Studies*, pp. 54-55.

¹⁵ DUFOR, *op. cit.*, pp. 193; AEG, RC 88, f° 176-176 v. (3 décembre 1593). RC 89, f° 120-121 (26 août 1594).

Dupuis qui déposèrent 5970 écus pistolets le 5 octobre à Genève. Dupuis ramena à Genève encore 6000 écus pistolets le 20 novembre 1590¹⁶. En une dizaine d'années, de 1583 à 1593, les dons et les collectes de solidarité avec Genève avaient rapporté entre 46 000 et 50 000 écus¹⁷.

Pour Genève, la solidarité financière protestante peut être mesurée. Elle s'éleva à plus d'un quart de million d'écus investis par le moyen du prêt avec ou sans intérêt, ou donnés à fonds perdu. Le résultat en fut l'indépendance de la ville de Jean Calvin et de Théodore de Bèze. La capitale calviniste du monde protestant n'avait pas succombé aux assauts de ceux qui souhaitaient la destruction de ce « nid d'hérésie »¹⁸.

A la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle, la solidarité financière protestante était devenue un état de fait en Suisse. A la moindre crise, ces villes se portaient mutuellement secours. Quand la nouvelle du massacre de la Saint-Barthélémy à Paris en 1572 arriva en Suisse, on procéda, pour subvenir aux besoins des réfugiés, à une collecte dans tous les foyers réformés. De l'argent recueilli à Berne au mois d'octobre, 600 écus furent envoyés à Genève et 300 à Lausanne¹⁹. Lorsqu'en 1587, les troupes protestantes intervinrent dans le conflit qui opposait le parti protestant au parti catholique à Mulhouse, les capitaines de Zurich et de Schaffhouse n'eurent qu'à se présenter à Bâle pour obtenir sans difficulté les avances financières dont ils avaient besoin pour lever des troupes²⁰. Une collecte faite à Bâle en faveur de l'église réformée de Lyon rapporta en 1602 environ 250 écus²¹. En 1603, Schaffhouse envoya 1700 écus à Zurich et 300 écus à Berne pour participer au financement des troupes parties pour le renfort de Genève²². A la même époque, des particuliers de Strasbourg accordèrent 6000 écus à Zurich où l'on craignait la guerre à l'occasion de la croisade catholique au Valais.

¹⁶ AEG, Finances T 6, f° 25 ss; DUFOUR, *op. cit.*, p. 190, confond ces 12000 écus avec une même somme que Genève emprunta de Zurich sur la place bâloise.

¹⁷ 1583 Angleterre: 5730 L. st. = env. 57 300 L. t.	19 100 écus
1591 Collecte en Allemagne	458 écus
Collecte en Suisse, en Angleterre, aux Pays-Bas, à Francfort (62 395 fl. GE)	7 800 écus
Roi de France par Sillery	12 000 écus
1593 Etats de Hollande	2 323 écus
Eglises de France	3 634 écus
Hongrie, Transylvanie, Pologne	862 écus
	<u>46 177 écus</u>

¹⁸ CRAMER, *Politique*, p. 288.

¹⁹ OCHSENBEIN, *Pariser Bluthochzeit*, pp. 170-171.

²⁰ StA SH, Seckelamtakten, Schaffhouse à Bâle (26 juillet 1586); StA BS, Ratsbüchlein 2, p. 45 (24 juin 1587), p. 53 (12 juillet 1587).

²¹ StA BS, Kl. Rat 8, f° 2 (13 octobre 1602), f° 12 (13 novembre 1602), f° 14 (17 novembre 1602), f° 102 (27 avril 1603), f° 132 (27 juin 1603). Pour les collectes de solidarité protestante aux XVII^e et XVIII^e siècles: MEYRAT, *Die Unterstützung*.

²² Stadt A SH, A II 5, N° 286, Eidg. Pünd; N° 287, Ussem Gwelb.

2. Dans les guerres de religion en France

Dès la première guerre de religion en France, les princes huguenots semblent avoir compris le rôle financier que les cantons protestants suisses pouvaient jouer dans leurs plans. En 1562, le prince de Condé souhaita emprunter 200 000 écus à Strasbourg, à Bâle et à Lyon. On ignore les résultats de ses efforts à Strasbourg. Mais on sait que la ville de Bâle a accepté de prêter 3000 écus à Lyon, par l'intermédiaire de Genève. Au mois de mai de la même année, le comte palatin Wolfgang put émettre à Bâle un emprunt, dont on ne connaît pas le volume mais qui avait très certainement pour but de soutenir la cause des calvinistes en France²³. Robert M. Kingdon pense que Lyon, Bâle et Strasbourg eurent la plus importante part dans le financement de la première guerre de religion, et que Genève joua un rôle important dans les négociations²⁴.

La deuxième guerre éclata en 1567. Début 1568, Strasbourg emprunta 13 125 écus à Bâle, et Berne prêta 15 000 écus à l'Electeur palatin²⁵. Le paiement des intérêts dus à Berne se fit par l'intermédiaire d'Ulrich Dietrich, marchand strasbourgeois. Bâle et Berne ont ainsi fourni 28 125 écus au financement de l'armée de reîtres et de lansquenets que Jean-Casimir employa au soutien des protestants. Cette guerre prit fin le 23 mars 1568, par la paix de Longjumeau favorable au parti réformé. Au cours de la troisième guerre (septembre 1568-août 1570), l'intervention financière suisse se manifesta encore dans les derniers mois du conflit. Le 21 janvier 1570, Genève prêta à Claude Antoine de Vienne, seigneur de Clervant, qui combattait en France pour l'Electeur palatin, la somme de 5000 écus pris sur l'emprunt genevois fait à Bâle. Au mois de mai, l'Electeur émit lui-même un emprunt au change public bâlois²⁶. Une fois de plus les capitaux bâlois ne furent pas étrangers au revirement de la situation en faveur des protestants qui réussirent à arracher au roi le 8 août 1570 la paix de Saint-Germain. Il est à noter que l'ambassadeur de France ne parvenait pas à trouver, de 1567 à 1570, en Suisse de l'argent pour Charles IX²⁷.

Pour la quatrième guerre de religion (1572-1573), les protestants ne semblent pas avoir cherché de l'aide financière en Suisse, mis à part les 2000 écus que le seigneur de Clervant emprunta en 1573 de Sigmund von Andlau

²³ StA BS, Universitätsarchiv K 7, f^o 167 (Cf. Regesten, 1. Mai 1562).

²⁴ KINGDON, *The Coming*, p. 119.

²⁵ KLUCKHOHN, *Friedrich der Fromme*, pp. 320 ss, semble ignorer les emprunts des Electeurs palatins en Suisse.

²⁶ StA BS, Regesten, 1. Mai 1570. KINGDON, *Consolidation*, pp. 175-176, pense que le principal effort huguenot, pour obtenir du soutien, était dirigé vers l'Angleterre et vers l'Allemagne, tandis que la Suisse n'avait joué qu'un rôle de second ordre. C'est certainement vrai. Il serait néanmoins utile de mesurer et de comparer pour chacune des guerres de religion les parts financières et militaires que chacun des alliés protestants des huguenots français avait apportées.

²⁷ PEYER, *Handel*, p. 20.

au change public de Bâle²⁸. Ils y eurent recours cependant durant la cinquième de ces guerres qui dura de 1574 à 1576. L'électeur palatin Frédéric et son fils Jean-Casimir obtinrent, au cours du mois de novembre 1575, des prêts de Genève (2000 écus), de Berne (15 000 écus) et de la banque publique bâloise (5000 écus)²⁹. Bâle ayant refusé sa participation directe, les autorités de la ville laissèrent toutefois le prince emprunter librement des capitaux par l'intermédiaire de la banque publique. Henri 1^{er} de Condé, qui séjournait à Bâle, chercha à se procurer des capitaux en Suisse. Berne lui prêta 4000 écus et Bâle 1000³⁰. Pour ce dernier prêt, le Bâlois Lux Gebhard et le Zurichois Hans Heinrich Lochmann s'étaient portés cautions avec la ville de La Rochelle. De Léon Curion, de Friedrich Ryhiner et d'autres particuliers de Bâle, ce prince français obtint en novembre un prêt de 12 000 écus³¹. A Genève, des particuliers semblent lui avoir prêté 10 000 écus³². Le duc d'Alençon, frère d'Henri III, avait réussi à emprunter 2300 écus de la ville de Genève. Le jeune comte de Coligny, seigneur de Châtillon, reçut 1000 écus pistoles à Berne³³. A ces capitaux, prêtés aux princes protestants de France, s'élevant au moins à 52 300 écus, s'ajoutèrent les crédits accordés aux capitaines bernois qui portaient en guerre pour le parti protestant. « Onze officiers bernois, dont Gabriel et Louis de Diesbach, écrit André Maillard, furent engagés à fournir au fameux Jean-Casimir, champion du calvinisme, treize compagnies d'infanterie et de la cavalerie, soit 4250 hommes³⁴. » Effectivement, la ville de Berne prêta fin 1575 et début 1576 à Ludwig et à Nicolaus von Diesbach, ainsi qu'à l'avoyer Steiger, en tout 4100 écus. Le secrétaire de la trésorerie bernoise inscrivit dans sa comptabilité les intérêts reçus pour le capital prêté à Nicolaus von Diesbach avec l'explication laconique: « Pour les 2000 écus avancés pour l'expédition militaire de Casimir en France³⁵. » Les Bernois semblent avoir interdit à Peter Beutterich, représentant de Jean-Casimir, de lever des troupes bernoises. Lorsque Beutterich réussit néanmoins à emmener avec lui des mercenaires bernois, les autorités de la ville cherchèrent, sans succès, à les retenir. Mais c'était simplement une manœuvre diplomatique bernoise qui visait à parer aux accusations des cantons catholiques et de l'ambassadeur de France. En fournissant à leurs capitaines et aux princes protestants 24 000 écus pour la

²⁸ StA BS, Notariatsarchiv I Emmanuel Ryhiner I, f° 45.

²⁹ StA BS, Fremde Staaten Pfalz A, Comte Friedrich à Bâle (2 novembre, 8 décembre 1575, 12 octobre 1576).

³⁰ GOBAT, *République de Berne*, p. 94; WABER, *Beziehungen Berns zu Frankreich*, p. 239.

³¹ StA BS, Fremde Staaten Frankreich A 5 (3), Schulden Prinz von Condé; OCHS, *Geschichte*, VI, pp. 270-271 n. 1.; StA BS, Notariatsarchiv I Emmanuel Ryhiner I, f° 134; *Basler Urkundenbuch*, X, N° 546, pp. 542-543.

³² FAZY, *Genève*, pp. 45-46.

³³ Cf. son emprunt à Genève en 1587.

³⁴ MAILLARD, *Politique et religion*, p. 22.

³⁵ StA BE, B VII, N° 463 d, 1577 II, Einnahmen Zins.

guerre, les Bernois souhaitaient la réussite de cette campagne militaire³⁶. L'investissement fut payant pour les protestants. Le duc d'Alençon, Henri de Navarre et Jean-Casimir réussirent à arracher à Henri III la «paix de Monsieur» suivi de l'Edit de Beaulieu (6 mai 1576)³⁷. Henri Lapeyre estime les conditions obtenues par les protestants comme étant beaucoup plus avantageuses que celles contenues dans les paix précédentes³⁸.

Pendant plusieurs années, les chefs protestants en France ne sollicitèrent plus les financiers suisses. Leur infatigable allié allemand, l'électeur palatin Jean-Casimir revint cependant en 1583 pour un nouvel emprunt d'Etat. L'argent qu'il espérait trouver auprès des villes protestantes suisses devait être employé au financement du soutien que Jean-Casimir pensait apporter à l'archevêque de Cologne qui, après s'être fait protestant, voulut transformer l'archevêché en principauté laïque. Comme d'habitude, les Suisses se firent prier avant de répondre favorablement à la requête ducale. En été 1583, Jean-Casimir envoya son conseiller Thomas Plarrer en Suisse pour recevoir l'argent. Bâle et Berne prêtèrent chacune 2000 écus d'or de France, Zurich et Schaffhouse avancèrent chacune 2000 écus en francs. Mulhouse, qui n'avait promis que 600 écus, plaça finalement 1000 écus d'or dans l'entreprise. Le contrat de 9000 écus fut rédigé et déposé à Bâle³⁹. Jean-Casimir obtenait simultanément à Genève un prêt de 2000 écus par l'intermédiaire du banquier bâlois Lux Iselin. L'envoyé de Jean-Casimir emporta probablement encore plus que ces 11 000 écus, car des particuliers et des institutions de Bâle lui réclamèrent en 1587 des intérêts impayés⁴⁰. On ne connaît pas les montants de ces prêts. Il n'est pas exclu cependant que le volume global de l'argent retiré, en 1587, au change public bâlois, ait dépassé 20 000 écus.

Les Suisses protestants suivirent de près les événements de 1584 et de 1585 en France. Le duc d'Anjou, frère du roi, mourut en juin 1584. Cette disparition souleva le problème de la succession au trône. Henri de Navarre, huguenot, devenait ainsi l'héritier légitime, mais les Guise, chefs du parti catholique, mirent tout en œuvre pour l'empêcher d'accéder à cette position. En décembre, ils signèrent un accord avec Philippe II, grâce auquel celui-ci s'engageait à leur fournir un subside mensuel de 50 000 écus pour l'entretien des troupes catholiques. Le traité, signé à Joinville, réservait la succession au trône au cardinal de Bourbon. Critiquant ouvertement la politique royale en matière de religion, les Guise réorganisèrent la Ligue et appelèrent les

³⁶ STADLER, *Genf*, pp. 135-136; GOBAT, *République de Berne*, p. 103; SEGESSER, *Pfyffer*, III p. 102.

³⁷ WÄBER, *op. cit.*, pp. 225-283.

³⁸ LAPEYRE, *Monarchies*, p. 175.

³⁹ StA BS, Fremde Staaten: Pfalz A 5b, Obligation de la Saint-Jacques l'apôtre 1583.

⁴⁰ StA BS, Fremde Staaten: Pfalz. C 3 Zweibrücken. Divers Bâlois à Hans Othmar à Francfort (4 septembre 1587).

Français à la défense de la religion traditionnelle. De son côté, Henri III chercha à s'entendre avec les ligueurs, et, en juillet 1585, révoqua tous les édits antérieurs de pacification. Le pape Sixte Quint contribua de l'extérieur à soutenir cette politique en déclarant Henri de Navarre et le prince de Condé déchus de leurs droits à la couronne en tant qu'hérétiques et relaps⁴¹. La guerre devint ainsi inévitable. Les protestants n'avaient pas d'autre choix politique.

En Suisse, les protestants le comprirent rapidement, surtout lorsque, le 13 juin 1585, les cantons catholiques reconnurent officiellement la Ligue. Ludwig Pfyffer étant en train de lever des troupes pour les ligueurs⁴², les relations entre cantons catholiques et cantons protestants devinrent extrêmement tendues⁴³. A Berne, on analysa la situation internationale et nationale de la manière suivante : les événements des années passées et surtout de 1585 montrent que tous les grands Etats de la chrétienté attachés à la doctrine papale sont en train de réaliser le programme du Concile de Trente contre les églises évangéliques en France, dans les Pays-Bas et dans beaucoup d'autres endroits et nations. Le diable et ses suppôts que sont le pape et ses nonces, sont également en train de porter atteinte à la Confédération suisse, à sa paix, à son calme, et en particulier au saint et pur évangile prêché dans quelques cantons. Les adeptes du diable mettent tout en œuvre pour soumettre la Confédération, pour lui faire perdre ses libertés. Le pire est que ces pratiques se cachent sous une apparence de ferveur chrétienne. En face de ce grave danger, les Bernois décidèrent, le 6 août 1585, de soumettre tous les hommes du canton de Berne à une inspection générale, de constituer une réserve de blé et d'émettre un emprunt à Berne et à Bâle pour créer un trésor de guerre d'environ 100 000 fl, soit d'environ 55 000 écus⁴⁴.

La politique des Bernois était donc dictée par deux principes fondamentaux : préserver l'indépendance de la Confédération suisse et la foi évangélique dans les cantons protestants. Les Bernois ne voyaient pas d'un bon œil l'emprise de la Ligue sur la France. La Suisse encerclée par les Habsbourg, auxquels ne manquait plus en principe qu'une France hispanophile, aurait été une proie facile à saisir. Il fallait donc agir sur la politique intérieure française pour assurer à Henri de Navarre l'accès au trône. Lorsqu'en 1587 les premiers engagements des grandes opérations militaires se préparèrent au cours de la huitième et dernière guerre de religion, les Bernois se trouvaient sur place. Ils réussirent à entraîner des hommes de Bâle, de Zurich, de Schaffhouse et de Saint-Gall. Trois

⁴¹ LAPEYRE, *Monarchies*, pp. 176-177.

⁴² MULLER-WOLFER, *Pfyffer*, pp. 113 ss.

⁴³ MAILLARD, *op. cit.*, p. 28 ; MAILLARD, *Politique fribourgeoise*, pp. 129 ss.

⁴⁴ StA BE, B VII 2316, f° 1 ss. Davantage sur le jugement des contemporains concernant la tension politique en 1584 chez : MAILLARD, *Politique fribourgeoise*, pp. 130 et 186-187.

régiments protestants partirent ainsi avec l'illusion de servir le roi de Navarre⁴⁵.

Berne finança au moyen de 24000 écus l'expédition de sept capitaines suisses — dont Ulrich von Bonstetten et Hans Jacob von Erlach — au service du roi de Navarre⁴⁶. Berne avait trouvé cet argent grâce à l'emprunt émis à Bâle le 2 février 1586. Nous lisons dans le registre des dettes bernoises⁴⁷ : « Cet argent a été accordé et prêté contre paiement d'un intérêt raisonnable annuel, à quelques capitaines qui doivent partir au secours de sa majesté royale de Navarre et de l'Eglise croyante en France. » Antoine de Vienne, le principal agent du roi de Navarre en Suisse, emprunta à la même époque 70000 écus au comte Frédéric de Wurtemberg-Montbéliard. Cette affaire fut conclue à Bâle devant le notaire Pierre Rippel, à l'Hôtel de la Cigogne. Le banquier Niclaus Wasserhuhn n'y était pas étranger. C'est lui qui avançait 10000 écus sur les 70000 prévus par le contrat. Mais Antoine de Vienne s'adressa également aux Genevois. En 1586/1587, il trouva des personnes prêtes à investir quelque 23200 écus dans l'entreprise militaire d'Henri de Navarre. Clervant avait ainsi réussi à emprunter quelque 122418 écus d'or de France pour son maître. C'est ce que nous révèle son propre relevé de compte. La ville de Genève avait également accordé à M. de Châtillon, comte de Coligny, de l'argent et du matériel de guerre pour une valeur totale de 3660 écus⁴⁸. Henri de Navarre écrasa l'armée royale du Sud-Ouest à Coutras, tandis que les troupes suisses et allemandes qui n'avaient pas réussi à rejoindre le roi de Navarre, furent défaites en Beauce par Henri de Guise⁴⁹.

⁴⁵ MANTEL, *Der Anteil*, pp. 1-52.

⁴⁶ FELLER, *Geschichte*, II, pp. 464-465.

⁴⁷ STA BE, B VII 2316, emprunt du 2 février 1586.

⁴⁸ BPU GE, Département des manuscrits, Archives Tronchin, vol. 3, N^{os} 22-29; 35, 37, 40, 41, 43. Voici les noms des créanciers genevois (N^o 43) :

1586 Jehan Morlot	2000 écus
Manfredo Balbani	2300 écus
Henry Balbani	4000 écus
Bally de Gevadon	2000 écus
1587 Chasteauneuf	2000 écus
François Villain	3600 écus
Morlot	400 écus
M ^{lle} de Melay	300 écus
Pellissari	1000 écus
Sarrasin	400 écus
Truchet	1200 écus
Horatio Micheli	3500 écus
Des particuliers	500 écus
	23200 écus

⁴⁹ Les troupes des Suisses étaient mal nourries et mal payées. Les capitaines zurichois durent emprunter 4000 fl (1800 écus) à Strasbourg (MANTEL, *Der Anteil*, pp. 17 et 47).

Celui-ci prit de plus en plus d'ascendant sur le peuple français, tandis que, pour avoir accepté de traiter avec les protestants, Henri III se trouva dans une position politique très inconfortable. Vers la fin de l'année 1588 et au début 1589, les événements se précipitèrent. Aux états généraux de Blois, le roi fit assassiner les deux frères Guise : Henri et le cardinal, ce qui poussa la Ligue et ses adeptes à la révolte contre le roi, qui n'avait plus le choix pour redresser sa situation compromise. La réconciliation avec Henri de Navarre devint inévitable.

Cette situation, de même que l'action commune entreprise par les deux Henri pour reconquérir le royaume contrôlé en grande partie par les ligueurs, ouvrirent de nouveau à la France les trésors des villes protestantes de Suisse. Les prêts accordés à Henri III en 1589 n'étaient en effet pas destinés à un roi combattant les huguenots, mais à l'allié du protestant Henri de Navarre, au parti français combattant le parti espagnol. A cette époque, la solidarité financière avec les protestants en France était devenue complémentaire de la solidarité financière entre villes réformées suisses. Bâle, Berne, Zurich, Schaffhouse et Saint-Gall espéraient rendre service à Genève en acceptant de financer la guerre d'Henri III contre la Savoie. A la mort d'Henri III, survenue le 1^{er} août 1589, le roi de Navarre monta sur le trône de France sous le nom d'Henri IV. Dès lors, la solidarité protestante et la solidarité franco-suisse ne devinrent plus qu'une seule et même chose pour les villes réformées suisses. La politique d'intervention financière et militaire par les protestants suisses, par l'Electeur palatin et par Frédéric de Wurtemberg-Montbéliard dans les guerres de religion en France, avait partiellement porté ses fruits.

B. SOLIDARITÉS CATHOLIQUES

Les grands traits des solidarités financières entre les cantons catholiques sont exposés dans la partie de ce travail consacrée aux prêts accordés par Lucerne, qui était au XVI^e siècle la plus riche des villes suisses ayant gardé la foi romaine⁵⁰. Je tiens simplement à résumer ici les points pour lesquels je crois avoir constaté des liens financiers particuliers entre cantons catholiques. Il ne reste pratiquement rien des comptabilités publiques des « pays » du XVI^e siècle. Les sources consultées à Stans, Schwytz et Appenzell n'autorisent pas à conclure que les « pays » s'étaient mutuellement prêté de l'argent⁵¹. Zoug avait accordé des prêts aux bourgeois de la ville et aux habitants des communes de la région⁵². Les prêts dépassant le cadre régional, tout en intéressant le groupe catholique des Confédérés, passaient

⁵⁰ *Supra*. Troisième partie, IX, B, 1, d.

⁵¹ La possibilité d'emprunts réalisés entre particuliers n'est cependant pas à exclure. Cf. DURRER, *Landammann Heintzli*, p. 290.

⁵² Bürgerarchiv Zug, Zinsrödel 1579.

par Lucerne, Fribourg et Soleure. Cependant, le rôle prédominant joué par Lucerne en tant que place financière est frappant.

Lucerne possédait assez de capitaux pour pouvoir prêter 32 800 écus à la noblesse savoyarde et vaudoise de 1539 à 1548. Les bourgeois de Fribourg et de Soleure apportaient leur caution. Lucerne investit de l'argent dans les emprunts français émis en Suisse au cours de la seconde moitié du ^{xvi}^e siècle. Mais, après 1560, la ville comme les particuliers évitèrent par prudence d'être créanciers du roi. On passait toujours par la caution de Fribourg ou celle de Soleure. La ville de Lucerne plaça ainsi 8000 écus à Fribourg en 1571, 8000 écus à Soleure en 1574 et encore 8000 écus à Fribourg en 1580. Pour ce dernier emprunt de Fribourg, Peter Marti prêta 6000 écus, et Ludwig Pfyffer avança 2000 écus d'or et 8000 écus en testons. Ni Soleure ni Fribourg n'avaient les moyens d'accorder des prêts importants sans devoir eux-mêmes recourir à l'emprunt. Chacune de ces deux villes était aussi trop éloignée géographiquement de la Suisse centrale et orientale pour être préférée à Lucerne. De 1568 à 1576 cependant, les capitaines d'Unterwald s'adressèrent à la ville de Fribourg pour obtenir les avances dont ils avaient besoin pour aller guerroyer en France. Néanmoins les capitaux des principaux prêts accordés dans le cadre des sept cantons catholiques vinrent de Lucerne, qui avait trois atouts essentiels pour être la place financière des catholiques: sa situation géographique, son trésor et la richesse de quelques-uns de ses bourgeois. De l'ensemble de mes observations, je conclus que la Réforme catholique en Suisse fut financée pour une bonne part par la ville et par les bourgeois de Lucerne. Vue sous cet angle, la solidarité financière catholique fut tout aussi réelle que celle des protestants.

II. Solidarités financières régionales

A travers l'investissement de leurs capitaux, les Confédérés construisirent progressivement, dès le début du ^{xvi}^e siècle, une solidarité régionale d'intérêts financiers. Cette solidarité s'accrut encore dès la fin des guerres d'Italie, lorsque cantons et particuliers prêtèrent leurs économies à la noblesse du pays et aux alliés communs. Des liens financiers se nouèrent avec des princes au-delà des limites étroites de la Confédération, reléguant les intérêts confessionnels au second rang, mais mettant en évidence des solidarités régionales et interrégionales.

A. L'ALLEMAGNE DU SUD

Le duc de Wurtemberg était déjà obligé envers Lucerne en 1500. Ulrich de Wurtemberg devint débiteur de Schaffhouse en 1514, de Soleure en 1518 et de Bâle en 1524. Ses dettes en Suisse s'accumulèrent jusqu'à s'élever à

environ 36 000 écus vers 1530. Après son adhésion à la Réforme, ses relations de bon voisinage avec les Confédérés se réduisirent à Schaffhouse et surtout à Bâle, où les ducs de Wurtemberg avaient pris l'habitude d'emprunter. En 1590, les Wurtemberg devaient 14 000 écus à quelques particuliers bâlois. En 1608, Friedrich de Wurtemberg émit un nouvel emprunt de 24 000 écus à Bâle⁵³.

Les comtes de Sulz devaient de l'argent à Lucerne dès 1509. Rudolf n'avait pas encore remboursé tout ce qu'il devait à Lucerne qu'il commençait à s'endetter dès 1558 envers Zurich et dès 1565 envers Schaffhouse. En 1586, il emprunta à nouveau de l'argent à Lucerne. Vers la fin du XVI^e siècle, il devait à ces trois villes ainsi qu'à celle de Baden, en Argovie, environ 16 000 écus⁵⁴. Au cours de la première moitié du XVI^e siècle, les Furstenberg s'endettèrent surtout envers des particuliers de Schaffhouse. Mais, en 1520, le comte devait aussi 3000 écus à Bâle. Il continua à emprunter de l'argent tant à Bâle qu'à Schaffhouse⁵⁵. Les margraves de Bade figurent pendant tout le siècle parmi les débiteurs des particuliers et de la ville de Bâle. A partir de 1555, jusqu'en 1560, leurs dettes se chiffrent à 31 250 écus. Par suite d'emprunts en 1589, en 1592 et en 1594, ils devaient à nouveau quelque 23 500 écus à Bâle en 1600.

Ensisheim, où résidait le gouvernement des pays autrichiens du Haut-Rhin, était située à une journée de Bâle, et il était tout naturel que ce gouvernement empruntât de l'argent à Bâle au nom de l'empereur. On avait déjà profité de cette possibilité au XV^e siècle. Avec l'adhésion de Bâle à la Confédération suisse, les relations financières avec l'empire s'étaient un peu refroidies. Charles Quint n'avait pas besoin de Bâle. Il avait pour lui l'argent du Nouveau Monde qui lui parvenait par l'Espagne et Anvers. Son frère Ferdinand cependant emprunta régulièrement de l'argent à Bâle, presque chaque année, dès 1551. Diebold Surgant, le premier des représentants de l'empereur, arriva à Bâle en mars 1550, muni des pleins pouvoirs impériaux, en vue d'emprunter de l'argent. En avril 1552, une nouvelle délégation fut envoyée à Bâle par Ensisheim: Niklaus, abbé de Lützel, Hans von Andlow, Hans Truchsess, de Wolhusen, et Hans Jacob von Pfirt devaient émettre un emprunt important destiné « à la protection du pays et des habitants, la guerre durant déjà depuis longtemps »⁵⁶. On ne connaît pas le volume exact de ces emprunts émis à la banque publique bâloise. En regroupant des relevés de dettes impériales encore impayées au milieu du XVII^e siècle, on

⁵³ StA BS, Kl. Rat 11, f^o 177 (16 novembre 1608). En 1612, la dette de Wurtemberg envers les Bâlois s'éleva à nouveau à quelque 46 000 écus (124 346 fl). Hauptstaatsarchiv Stuttgart, Beziehungen Württembergs zu Auswärtigen, A 121 Eidgenossen, (1-68) in: A 55 II Bü 19.

⁵⁴ Concernant Baden, cf. MITTLER, *Geschichte*, pp. 225-226.

⁵⁵ Pour Bâle: StA BS, Notariatsarchiv 2 Emmanuel Ryhiner 2, 1577-1581, f^o 18.

⁵⁶ StA BS, Fremde Staaten Oesterreich D 1, Ensisheim à Bâle (5 mars 1550); Ensisheim à Bâle (27 avril 1552).

Années	Débiteur	Taux ‰	Nominalement	Ecus d'or
1574 -1582/84	Soleure (Henri III)	5	6 000 fl BS	5 300
1574 -1602	Soleure (Henri III)	7	2 500 fl BS	2 500
1579 -1600	Soleure	6	6 000 écus	6 000
1580 -1610	Fribourg (Henri III)	5	6 000 pistoles	5 700
1586 -1597	Bâle	5	20 000 fl BS	11 111
(1587) -1601	Bâle	5	20 000 fl BS	11 111
(1587) -1604	Bâle	5	10 000 fl BS	5 555
(1587) -1606	Bâle	5	10 000 fl BS	5 555
1589 -1608	Schaffhouse	5	5 100 fl SH	2 800
1593 -1597	Bâle	5	10 000 fl BS	5 355
1600 -1610	Fribourg	5	6 000 écus	6 000

Tableau 79 : Les placements en Suisse de l'abbaye de Saint-Blaise-en-Forêt-Noire.

obtient un résidu de dettes d'environ 55 000 écus vers 1600⁵⁷. Les archives allemandes et autrichiennes contiennent peut-être les documents qui permettraient de connaître l'importance réelle que prit au XVI^e siècle la place financière bâloise pour l'empereur Ferdinand I^{er}. On est mieux renseigné au sujet des demandes autrichiennes du début du XVII^e siècle. En 1609, Daniel Labhart, de Constance, souhaitait emprunter 200 000 fl (75 000 écus) pour Ferdinand d'Autriche⁵⁸. En 1610, l'archiduc Léopold semble avoir essayé d'obtenir le double de cette somme par l'intermédiaire de Christoffel d'Annone, plus 30 000 fl (11 250 écus) par Ensisheim⁵⁹. Toutes ces demandes furent poliment repoussées. Ensisheim trouva cependant 30 000 écus à Soleure.

A côté de ces illustres débiteurs, le riche abbé de Saint-Blaise se distingue par l'énorme volume de capitaux qu'il plaça en Suisse à partir de 1574 (tabl. 79).

A l'exception de celui de Schaffhouse, ces investissements s'étaient effectués à l'occasion d'emprunts émis à la banque publique de Bâle. Les trois obligations bâloises de 1587 avaient appartenu d'abord à l'évêque de Bâle avant de passer entre les mains de l'abbé de Saint-Blaise. La belle fortune de celui-ci valut aussi le désagréable honneur d'être caution, au plus tard dès 1556, pour plusieurs milliers d'écus empruntés à Bâle par l'empereur Ferdinand I^{er}⁶⁰. L'insolvabilité de ce dernier causa la ruine de

⁵⁷ StA BS, Fremde Staaten Oesterreich D 3.

⁵⁸ StA BS, Kl. Rat 12, f° 12 (29 juillet 1609).

⁵⁹ StA BS, Kl. Rat 12, f° 112 (30 avril 1610), f° 198 (22 décembre 1610).

⁶⁰ StA BS, Klöster St. Blasien B 3 (12). Cf. MIFLER, *op. cit.*, pp. 226-228. Le fait d'avoir été caution pour l'empereur et d'avoir dû tenir ses engagements envers les Bâlois au cours du XVII^e siècle peut faire croire, à tort, qu'il était leur débiteur déjà au XVI^e siècle. Cf. PEYER, *Handel*, p. 32.

l'abbé. Il fut à tel point sollicité par les créanciers de Ferdinand que sa fortune financière fondit au début du XVII^e siècle comme neige au soleil. Les impôts élevés et les emprunts forcés de l'Empire firent le reste⁶¹. L'abbé de Saint-Blaise s'était également porté caution envers Lucerne pour le comte de Sulz en 1586 et il dut honorer son engagement en 1600. Pour se tirer d'affaire, il fut obligé, comme tant d'autres princes séculiers et ecclésiastiques allemands, d'emprunter de l'argent pour satisfaire aux exigences impériales. En 1605, il trouva 10 000 écus à Lucerne⁶². En 1610, il encaissa les derniers remboursements en Suisse. En 1614, il émit son premier grand emprunt à Bâle. De ce fait, il fut contraint d'abandonner sa position privilégiée et de rentrer dans le rang des débiteurs des Suisses.

Conclusion : lors des premiers signes d'abondance financière sensibles au début du XVI^e siècle, les princes allemands s'étaient empressés d'emprunter. Aux exemples précités il convient d'ajouter les comtes de Tengen, Lupfen, Bodmen, Montfort, Hewen, Sax, Brandis, Hohenzollern-Sigmaringen, les évêques de Constance et de Bâle, ainsi que les abbayes de Rheinau et de Reichenau. Ce mouvement de capitaux gagna en ampleur au cours de la seconde moitié du siècle, comme Hans Conrad Peyer l'a déjà fait remarquer⁶³. Le cas de l'abbé de Saint-Blaise, qui était encore en mesure d'investir ses capitaux en Suisse pendant les dernières décennies du siècle, doit être considéré comme une exception. Mais, à partir du début du XVII^e siècle, les villes suisses s'affirment clairement en tant que fournisseurs de capitaux pour l'Allemagne du Sud. La part des particuliers dans ces flux de capitaux est difficile à estimer. On constate cependant que les principales villes engagées jusqu'en 1610 dans ces investissements étaient Bâle, Schaffhouse, Zurich, Lucerne et Soleure. Dans l'ensemble, l'aspect confessionnel était négligeable. La solidarité régionale, le bon voisinage, l'intérêt économique des parties prédominaient.

B. LA SUISSE OCCIDENTALE

1. La conquête du pays de Vaud

Les guerres d'Italie, l'affaire de Furno, une mauvaise administration et la brouille avec Genève coûtaient cher au malheureux duc Charles III de Savoie. De 1511 à 1535, il dut emprunter plus de 200 000 écus en Suisse. Au début, ses alliés fribourgeois, soleurois, bernois et lucernois étaient ses cautions envers les créanciers bâlois. Ou bien ils lui prêtaient eux-mêmes des capitaux gagés par des villes et des seigneuries du Pays de Vaud, du

⁶¹ PEYER, *Handel*, p. 38.

⁶² StA LU, cod. 4070. f° 8.

⁶³ PEYER, *Handel*, pp. 31-33.

Créanciers	Berne	Fribourg
	Ecus	Ecus
Bâle: particuliers	79 610	
Lucerne: ville	11 100	13 200
particuliers	20 300	
Zoug: ville		1 200
Sigmund Schwarzmurer	1 500	
Unterwald: Niclaus Wirz	1 000	
Soleure: particuliers	2 025	
Bienne: particuliers	900	
Argovie: ville d'Aarau	390	
particuliers	1 530	2 700
Rapperswil: Hieronimus Graf		1 260
Fribourg: particuliers	3 700	
Total	112 055	18 360

Tableau 80: Répartition des dettes savoyardes entre Berne et Fribourg en 1538.

Genevois et du Chablais, ou cautionnés par des bourgeois de Berne, de Fribourg, de Soleure et de Bâle, du comte de Gruyère et du comte René de Challant. Les gages étaient constitués par les seigneuries vaudoises de Chillon, de Cudrefin, de La Tour-de-Peilz, de Morges, de Moudon, de Nyon, de Romont, de Rue, d'Yverdon, ainsi que par les seigneuries de Gex, de Ternier et de Thonon⁶⁴. En 1530, le Pays de Vaud tout entier fut accordé en gage à Berne et à Fribourg, par suite de l'arrêt de Saint-Julien réglant provisoirement le différend qui opposa la ville de Genève au duc de Savoie. Dans le cas d'une agression militaire de la part du duc ou de ses sujets contre Genève, le Pays de Vaud deviendrait la propriété des deux principaux alliés de Genève⁶⁵. Qu'il s'agît d'une coïncidence ou d'une stratégie financière et diplomatique concertée des Bernois et des Fribourgeois serait encore à vérifier; toujours est-il que les Bernois saisirent la première occasion favorable, en 1536, suivis bon gré mal gré par les Fribourgeois qui ne voulurent pas laisser échapper leur part du butin.

Seulement, depuis 1530, les relations s'étaient compliquées entre les Confédérés. A Berne, la Réforme s'est consolidée. Fribourg est restée définitivement attachée à la foi romaine. Toutefois, comme ces deux villes s'étaient entendues au sujet de la conquête du Pays de Vaud, elles s'accordèrent aussi, quoique péniblement, sur la répartition des dettes savoyardes gagées par les seigneuries du territoire nouvellement acquis⁶⁶. L'arrangement intervint deux ans après la conquête (tabl. 80).

⁶⁴ GILLIARD, *Créanciers*, pp. 193 ss; StA LU, cod. 4040, f^o 2, 17, 18, 37, 47, 78, 79, 98, 99.

⁶⁵ NAEF, *Emancipation*, pp. 191-192.

⁶⁶ GILLIARD, *Créanciers*, p. 195.

Cette dernière créa une certaine solidarité d'intérêts entre Berne, Fribourg et le Valais, atténuant pour quelques années l'opposition confessionnelle⁶⁷. Les cantons catholiques de la Suisse centrale, les Lucernois surtout, qui étaient les principaux créanciers après les Bâlois, durent s'accommoder du fait accompli. Tout au long du XVI^e et jusqu'au début du XVII^e siècle, les Bernois, qui furent chargés de la plus grosse part des dettes, payaient les intérêts à leurs nouveaux créanciers. Lucerne exigea même que Berne procurât de nouvelles cautions⁶⁸. Dès 1559, Lucerne et les cantons de la Suisse primitive accueillirent favorablement les ouvertures que leur fit le duc Emmanuel-Philibert, qui venait d'entrer en possession des territoires savoyards occupés jusqu'alors par la France. Ils signèrent avec lui, en 1560, un traité d'alliance par lequel ils le reconnurent propriétaire légitime de tout le Pays de Vaud. Lucerne continua cependant à encaisser à Berne et à Fribourg les intérêts des obligations savoyardes. Après la signature du traité de Lausanne en octobre 1564, par lequel le duc de Savoie récupéra les deux bailliages de Ternier et de Thônnon, situés au sud du Léman, ainsi que le Pays de Gex, les Fribourgeois et les Bernois continuèrent encore à verser les intérêts stipulés par les obligations gagées sur Ternier et Thônnon. Fribourg remboursa en 1570 les dernières de ces obligations d'une valeur totale de 2250 écus⁶⁹. Berne s'acquitta à Lucerne, en 1607 encore, de 8025 écus pour lesquels la seigneurie de Thônnon avait servi de gage⁷⁰.

Pendant que le gouvernement lucernois pratiquait une politique savoyarde nettement dirigée contre les intérêts bernois, des particuliers de Lucerne investirent à Berne, durant la décennie allant de 1559 à 1568, des capitaux s'élevant au total à 26 700 écus. Cette somme, y compris un autre prêt lucernois de l'année 1587, se répartit comme suit :

Créanciers lucernois	Année	Ecus
Anna Richmut	1559-1561	3 000
Anna Klausser + Heinrich Fleckenstein	1559-1561	2 500
Batt Jacob Feer + Niclaus Kloos	1560-1569	500
Heinrich Fleckenstein, avoyer	1561-1570	8 000
Heinrich Fleckenstein + Peter Marti	1568-?	1 500
Peter Marti, banneret	1568-?	1 200
Peter Marti, banneret	1568-1578	3 000
Jacob Marti	1568-1578	2 000
Heinrich Fleckenstein, avoyer	1568-1578	5 000
Katharina Klausser	1587-1601	3 000
Total		29 700

Tableau 81 : Les créanciers lucernois de Berne.

⁶⁷ SEGESSER, *Pfyffer*, I, p. 83.

⁶⁸ StA BE, U.P. 38, N° 41 et 42.

⁶⁹ StA LU, cod. 4050, f° 77 (71), 99 (102).

⁷⁰ StA LU, cod. 4070, f° 3, 58, 116.

Créanciers	Berne	Fribourg
	Ecus	Ecus
Bâle: clientèle du change public	7 385	13 700
Lucerne: ville	4 700	6 600
Lucerne: particuliers	6 000	6 000
Schwytz: particuliers		4 200
Uri: particuliers		1 000
Unterwald: pays	4 000	
Argovie: particuliers	600	
Total	22 685	31 500

Tableau 82: Répartition des dettes du comte de Gruyère entre Berne et Fribourg (dettes envers Berne et Fribourg exceptées) en 1555.

Les Lucernois savaient-ils que Berne allait employer cet argent à sa propre défense et à celle de Genève, c'est-à-dire contre les intérêts du duc de Savoie? Était-ce leur conscience de bons et fidèles Confédérés qui leur fit prêter leur argent à Berne pour contrebalancer un peu la politique extérieure du parti espagnol et savoyard de Lucerne? Ou bien s'agit-il plutôt de placements de routine, où le principal souci du financier consiste à trouver pour ses capitaux un débiteur solvable? On retiendra plutôt la seconde hypothèse, sachant qu'Heinrich Fleckenstein, qui était avoyer de Lucerne et bailli à Baden en Argovie, avait confié plus de 13 000 écus à Berne et, en 1571, 5000 écus à Schaffhouse également.

2. Le démembrement du comté de Gruyère

La faillite financière du comte Michel de Gruyère contraignit à nouveau Berne et Fribourg à s'entendre, en 1555, et obligea les autres Confédérés à suivre le mouvement amorcé par ces deux villes dont, cette fois-ci, les Fribourgeois avaient pris l'initiative⁷¹. Lors du démembrement du comté de Gruyère, les autres Confédérés, catholiques et réformés, sanctionnèrent seulement la faillite du comte et le partage du territoire entre Berne et Fribourg. Rennefahrt constate que dans cette affaire le jugement fut garanti par les gouvernements des treize cantons, dans l'intérêt exprès des créanciers⁷². A ce moment, les intérêts financiers l'emportèrent sur les divisions confessionnelles, le partage du comté entre Berne et Fribourg étant la garantie d'un règlement pacifique de la question. La répartition des dettes du comte entre Berne et Fribourg ne s'est pas faite conformément à une direction confessionnelle. Pourtant, le volume des dettes «catholiques» et «réformées» l'aurait presque permis, 21 100 écus environ étant dus aux

⁷¹ RENNEFAHRT, *Geltstag*, pp. 321 ss.

⁷² *Op. cit.*, p. 403.

clients de la banque publique bâloise et 33 100 écus aux catholiques. Rien de tout cela ! Les deux villes se partagèrent les créances de Bâle et de Lucerne, Fribourg se chargea de celles d'Uri et de Schwytz, tandis que Berne hérita encore, avec Oron, de la dette envers Unterwald. La correction avec laquelle les Confédérés ont résolu le problème posé par la banqueroute du comte de Gruyère est un exemple des possibilités d'entente qui existaient réellement entre Berne et Fribourg, entre cantons catholiques et réformés.

3. L'endettement du comté de Neuchâtel

Durant le ^{xv}^e siècle, le pays et les comtes de Neuchâtel ont entretenu des rapports amicaux avec les Confédérés. Des combourgeoisies ont été conclues et souvent renouvelées avec Berne et Soleure. Plus tard, ces liens s'élargirent, s'étendant à Fribourg et Lucerne. En 1504, le comté de Neuchâtel passa avec la main de Jeanne de Hochberg au prince français Louis d'Orléans-Longueville. Les combourgeoisies avec les quatre villes furent renouvelées sans incident. Au cours des guerres d'Italie qui les opposèrent au roi de France, les quatre villes prirent possession du comté par mesure de sécurité. Ils l'administrèrent comme bailliage commun de 1512 à 1529. Après ces dix-sept années d'assujettissement par les Confédérés, le comté de Neuchâtel fut restitué à la maison d'Orléans-Longueville⁷³.

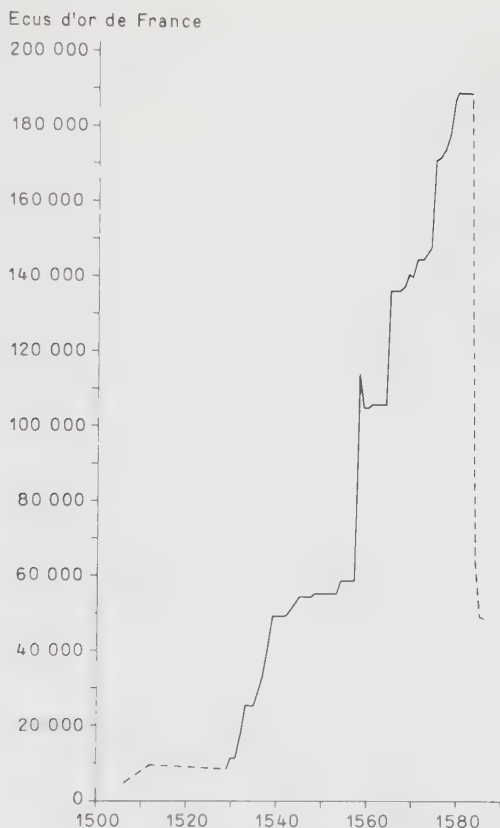
Après s'être emparées du comté, les quatre villes établirent, le 4 juillet 1512, un relevé des dettes⁷⁴. Ces dernières s'élevaient à 9780 écus d'or, dont 85% revenaient aux principaux créanciers du comté : Soleure et Bâle. Tandis que les créances soleuroises étaient composées de prêts consentis à partir de 1509 par la ville, les créances bâloises provenaient d'un emprunt émis par les soins de Fribourg en 1506 à la banque publique de Bâle⁷⁵. Au cours de l'administration du comté par Berne, Fribourg, Soleure et Lucerne, les dettes du comté ne subirent pas de changement notable. A partir de la remise du comté entre les mains de Jeanne de Hochberg, commença une longue période d'endettement qui dura de 1529 à 1583. Jeanne de Hochberg, René de Challant, Jacqueline de Rohan et Léonor d'Orléans-Longueville, puis le comte d'Avy, le comte de Torniel et Marie de Bourbon étaient responsables de la série presque ininterrompue d'emprunts portant la dette du comté à 190 000 écus environ vers 1580. Jusqu'à 1543, Jeanne de Hochberg emprunta exclusivement de l'argent auprès des gouvernements des villes voisines et alliées de Neuchâtel : Berne, Soleure et Bienne. En 1538, elle émit également à Bâle un emprunt public d'environ 9200 écus. Alors que la comtesse empruntait de temps en temps de l'argent par la voie officielle auprès des villes et de la banque publique bâloise, le comte René de Challant

⁷³ DIERAUER, *Histoire*, II, pp. 491-492 ; BERGER-LOCHER, *Neuchâtel*, p. 171.

⁷⁴ *Op. cit.*, pp. 147-148.

⁷⁵ AEF, Stadtsachen A, N° 333-347.

Figure 65: Evolution des dettes du comté de Neuchâtel.



se procurait des fonds grâce à des prêts continuels que lui consentirent des particuliers de presque toute la Suisse. En 1539, il dut demander à la ville de Berne un prêt de 3000 écus pour «payer plusieurs particuliers du pays des Ligues». Vers 1580, il restait encore 37 480 écus de dettes contractées par le comte René⁷⁶.

Parmi les créanciers du comte, nous trouvons Hans von Erlach, Hans Frisching, Bartholomée May, l'avoyer Wingarten, Noël Wölfli, Nicolas Huber, Hans Brunner, Heinzmann Schleif et Christoffel Effinger, de Berne; Jeromin von Luternau, de Soleure; Sebastian Faesch et Balthasar Hiltbrand, de Bâle; Joachim Schmutziger et l'hôpital d'Aarau; Balthasar Segesser, de Lucerne, Bailli de Kaiserstuhl; Konrad Klausner, Jacob Feer et Wendel Sonnenberg, de Lucerne; Gaspard Lätter et Jacob Schal, de Zoug; Werner Erler, de Schwytz, et Hans Disteli, d'Uri. Des particuliers de Berne, de Soleure, de Fribourg et de Lucerne se sont souvent portés caution pour René de Challant. Mais parmi ceux qui cautionnaient les emprunts de René

⁷⁶ AE NE, Articles antérieurs à 1707, T. 17, N° 30.

Créanciers	Ecus	‰
Bâle: clientèle de la banque publique	65 590	34,1
Berne: ville et particuliers	47 810	24,8
Neuchâtel: ville et particuliers	34 930	18,2
Soleure: ville et particuliers	24 475	12,7
Lucerne: particuliers	11 100	5,8
Evêché de Bâle: particuliers	4 300	2,2
Suisse centrale: particuliers	1 600	0,8
Argovie: particuliers	1 525	0,8
Fribourg: ville	1 200	0,6
Total	192 530	100

Tableau 83 : Créanciers du comté de Neuchâtel en 1580.

de Challant, on rencontre également Charles de Challant, Michel de Gruyère et François de Gingins. Peu à peu, les obligations passaient entre les mains de ces personnes envers lesquelles une ville, Berne ou Neuchâtel, s'engageait parfois comme nouveau garant.

En 1543, le comté de Neuchâtel fut attribué par sentence bernoise à Léonor d'Orléans-Longueville sous tutelle de sa mère, Jacqueline de Rohan⁷⁷. Les nouveaux maîtres héritèrent d'une dette publique d'environ 50 000 écus. Pendant une bonne dizaine d'années, l'endettement du comté ralentit. De toute façon, il n'était plus question de faire des dettes un peu partout, à la manière de René de Challant. On ne s'adressa plus à la Suisse centrale pour obtenir de l'argent. Lorsque les besoins l'exigeaient, Neuchâtelois, Bernois, Bâlois et Soleurois devinrent les principaux créanciers du comté. Ce fut le cas pour la première fois en 1557, lorsque Léonor d'Orléans fut fait prisonnier à Saint-Quentin. Sa mère dut emprunter 30 000 écus à Berne, en 1558, pour payer sa rançon. La même année, elle emprunta à la ville de Neuchâtel 25 245 écus gagés sur le prieuré du « Vaux travers » et sur l'abbaye de « Fontaine André ». Un autre emprunt de plus de 30 000 écus fut émis à Bâle en 1565, pour le rachat de Colombier, avec la caution de la ville de Neuchâtel, du Landeron, des communautés de la Côte et de Cortaillod. Par la suite, les emprunts au nom du comté se suivirent d'année en année. En 1570, les Bernois et les Soleurois avancèrent l'argent pour le rachat d'un tiers du prieuré et de l'abbaye. Un nouvel emprunt émis à Bâle en 1575 rapporta environ 11 000 écus auxquels s'ajoutèrent 12 000 écus de la ville de Neuchâtel⁷⁸. Cet argent fut remis au comte de Torniel contre le comté de Valangin. Les emprunts qui suivirent jusqu'en 1580 portèrent finalement la dette du comté à 190 000 écus. Marie

⁷⁷ DEMOLE et WAVRE, *Histoire monétaire de Neuchâtel*, p. 59.

⁷⁸ StA BS, Notariatsarchiv 1 Emmanuel Ryhiner 1, f^o 218 ; AE NE, Articles antérieurs à 1707, T, 17, N^o 30.

de Bourbon, la veuve de Léonor d'Orléans décédé en 1573, remboursa en 1583 et 1584 pour plus de 140 000 écus d'obligations, réduisant ainsi la dette à environ 49 000 écus. Au besoin, elle continua à emprunter des capitaux à Neuchâtel, Berne et Soleure.

En conclusion, la solidarité entre le comté de Neuchâtel et les Confédérés s'est affirmée de plusieurs manières au XVI^e siècle. Du point de vue politique, les combourgeoisies avaient fait de Neuchâtel un allié de Berne, de Soleure, de Fribourg et de Lucerne. Les dix-sept années d'assujettissement comme bailliage commun n'avaient pas détérioré les rapports amicaux entre les intéressés⁷⁹, parmi lesquels Bernois et Fribourgeois souhaitaient même mettre la main sur Valangin au cours de la seconde moitié du siècle⁸⁰. Grâce au travail d'Eugène Demôle et de William Favre, nous connaissons les solidarités monétaires qui étaient réelles entre Neuchâtel et ses voisins de Soleure, de Berne et de Fribourg⁸¹. Sur le plan des emprunts, la solidarité financière entre le comté et les Confédérés se dessine tout au long du XVI^e siècle. Lorsque les comtes de Neuchâtel faisaient des dettes, ils empruntaient l'argent en Suisse. Berne et Soleure, les deux principaux alliés de Neuchâtel, étaient fournisseurs fréquents et importants de capitaux; toutefois, la banque publique de Bâle occupa, comme partout en Suisse occidentale, la première place.

III. La solidarité financière franco-suisse

La paix et l'alliance perpétuelles conclues en 1516 et en 1521 entre François I^{er} et les Confédérés peuvent être comparées à un contrat de travail collectif. La France acheta l'alliance des Suisses au moyen des pensions versées annuellement aux cantons. Ces derniers accordaient au roi de France de la main-d'œuvre militaire, au minimum 6000 hommes, au maximum 16 000, soit environ 50 compagnies⁸². Le travail fourni par ces hommes, dont le métier était de faire la guerre, devait être rétribué entièrement par leur employeur, le roi de France, qui agissait par l'intermédiaire des capitaines suisses⁸³. Le roi ne pouvait lever des troupes en Suisse que lorsque les Confédérés n'en avaient pas besoin pour leur propre défense. C'est la raison principale pour laquelle les rois de France cherchaient toujours à éviter la guerre civile en Suisse: l'affrontement militaire entre protestants et catholiques⁸⁴. Il fallait cependant aussi empêcher qu'une puissance

⁷⁹ BERGER-LOCHER, *op. cit.*

⁸⁰ DEMÔLE et WAVRE, *op. cit.*, pp. 56, 58, 62 ss.

⁸¹ MAILLARD, *Politique fribourgeoise*, pp. 52-57.

⁸² GUGGENBÜHL, *Geschichte*, p. 451; STEFFEN, *Die Kompanien*, p. 142.

⁸³ FELLER, *Alliances*, pp. 22 ss.

⁸⁴ *Op. cit.*, pp. 13-14.

concurrente, l'Espagne, la Savoie, ne vînt offrir aux hommes des Confédérés de meilleures conditions de travail et de gain, et aux cantons de plus belles pensions⁸⁵.

Ce système fonctionna assez bien jusqu'en 1581. Mais l'alliance des cinq cantons catholiques de la Suisse centrale et de Fribourg avec la Savoie, puis la politique nettement liguiste de Lucerne, cautionnée par Melchior Lussy et par Ludwig Pfyffer, qui conduisaient ces six mêmes cantons à l'alliance avec l'Espagne, ébranlèrent la solidarité franco-suisse. Jusqu'alors, les divisions confessionnelles des Confédérés avaient été neutralisées par la politique française. La répression des huguenots en France plaisait aux Confédérés catholiques, tandis que la politique française anti-Habsbourg faisait l'affaire de tous les Suisses, et plus particulièrement des réformés, lorsque la France soutenait en Allemagne les princes protestants contre l'empereur. Dès 1584, le fossé confessionnel et politique s'élargit en Suisse à l'instar des luttes entre ligueurs et protestants en France. Le parti catholique en Suisse, dominé par Ludwig Pfyffer, joua à fond la carte de la Ligue. Les protestants, Berne et Bâle pour commencer, les autres par la suite, misaient tout sur Henri de Navarre⁸⁶. Soleure et Fribourg voulaient rester fidèles à l'alliance franco-suisse. Toutefois, Fribourg se laissa entraîner en 1588 dans l'alliance espagnole⁸⁷. La défaite de la Ligue en France produisit la défaite du parti de Ludwig Pfyffer en Suisse. L'unité que la France retrouva sous Henri IV ramena également un certain apaisement en Suisse. En 1602, tous les cantons étaient représentés à Paris pour la confirmation solennelle de l'alliance franco-suisse, à l'exception de Zurich, qui refusait par principe le système du service étranger⁸⁸.

L'évolution des relations franco-suisse au XVI^e siècle a été conditionnée par l'interaction de plusieurs éléments, qui sont d'ordre commercial (exportations suisses de draps, importations de sel), d'ordre démographique (emploi de la surabondante main-d'œuvre suisse cherchant le service mercenaire), d'ordre financier (paiement des pensions et des soldes) et d'ordre confessionnel. Comme ces relations découlaient d'une alliance qui était le fondement des politiques suivies dans les deux pays, on peut bien parler d'une solidarité franco-suisse⁸⁹.

A. LES REDEVANCES FINANCIÈRES FRANCAISES

Les pensions de paix et d'alliance constituaient le premier pilier de la solidarité financière franco-suisse. L'échéance était à la Chandeleur de

⁸⁵ Cf. DOUCET, *Grand Parti*, pp. 20-21.

⁸⁶ Cf. MAILLARD, *Politique fribourgeoise*, pp. 69 ss.

⁸⁷ DIERAUER, *Histoire*, III, pp. 446 ss.

⁸⁸ *Op. cit.*, pp. 476 ss.

⁸⁹ Cf. FELLER, *Alliances*, pp. 10-13.

chaque année. En 1516, François I^{er} s'engagea à verser à chacun des treize cantons, au Valais et à chacune des Liges grises la somme de 2000 francs, et autant aux alliés et aux pays sujets réunis. En 1521, ces sommes furent portées à 3000 et à 2500 francs. En fait, parmi les treize cantons, Fribourg, Berne, Bâle et Schaffhouse jouissaient entièrement ou partiellement de régimes de faveur. Les pensions avaient été stipulées en livres tournois, mais leur valeur réelle diminua au cours du siècle, sauf pour les villes qui bénéficiaient de temps en temps d'une augmentation. Dès 1516, Bâle, tout comme Berne, toucha 2000 écus; Fribourg 3000 même, alors que le tarif normal était de 1000 écus. Lorsque la pension des dix cantons fut augmentée en 1521 à 1500 écus, celle de Fribourg passa à 3500; Bâle et Berne restèrent à 2000. En 1530, la part de Bâle fut même diminuée au tarif minimum de 1500 écus. Vingt années plus tard, cette ville reçut à nouveau le double des autres; sa pension s'éleva à 2600 écus. Bâle et Schaffhouse obtinrent encore une augmentation en 1564. La pension de la première de ces villes passa à 3000 et celle de la seconde à 1500 écus. En 1582, la pension bernoise fut fixée à 3500 écus. Quand, en 1610, ceux qui avaient toujours encaissé la pension minimale touchaient encore 935 écus, Fribourg, qui était partie du tarif maximum, en obtenait 1950, mais Bâle 2530.

Pourquoi ces différences? Berne en tant qu'Etat le plus puissant des Confédérés jouissait d'un traitement de faveur. Le fait de trouver Fribourg en tête des pensions dès 1516 constitue un indice de plus, parmi tant d'autres, montrant que les Fribourgeois, à ce moment-là déjà, se détournèrent de l'industrie au profit de la guerre qui allait devenir leur spécialisation économique. Etaient-ils également déjà un des principaux fournisseurs de mercenaires dans la première moitié du xvi^e siècle? On peut le croire. François I^{er} leur accorda, en 1516, le triple du tarif normal! Il faut également retenir le fait que Berne et Fribourg furent à Marignan, en 1515, parmi ceux qui préconisèrent l'entente avec le roi de France. François I^{er} pensa peut-être les récompenser pour leur attitude francophile⁹⁰. Le fait d'avoir accepté que la «paix perpétuelle» fût signée à Fribourg en 1516 apporta la consécration à cette ville⁹¹.

Le cas de Bâle doit être vu différemment. Dans les guerres d'Italie, les Bâlois sont restés jusqu'au bout dans le groupe des adversaires acharnés de la France. Ils participèrent sans succès, au lendemain de la défaite de Marignan, à l'expédition hivernale dans le Milanais. Pourtant leur pension égalait celle des Bernois. Mais Bâle était une ville située dans une région densément peuplée de gens riches. Elle possédait une banque publique à laquelle le roi allait bientôt recourir. Il faut donner aux riches pour obtenir

⁹⁰ Cf. FELLER, *Geschichte*, I, p. à propos de la récompense accordée à Albrecht vom Stein.

⁹¹ Ce traitement de faveur semble s'être manifesté aussi dans le domaine des soldes. MAILLARD, *op. cit.*, p. 77.

d'eux quelque chose. François I^{er} le comprit. Il accorda 1000 écus aux Bâlois, y ajouta 1000 écus de pension secrète, et émit des emprunts chez eux. Henri II suivit l'exemple de son père ; il doubla la pension bâloise en 1550 et utilisa les services de la banque de Bâle. Charles IX resta dans la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs et fixa la pension bâloise à 3000 écus en 1564⁹². La même année, celle de Schaffhouse fut augmentée à 1500 écus. Ce fut certainement un effet des services que Benedikt Stokar avait rendus à la couronne française en tant que conseiller financier du roi. La réduction momentanée de la pension bâloise à 1500 écus en 1530 doit être mise au compte de la Réforme et d'une politique restrictive pratiquée en matière de service étranger, à l'exemple de celle menée par Zurich.

Jusqu'en 1533, les pensions étaient payées au gré des possibilités à Lyon (1518 et 1534), à Berne (1520, 1522, 1525), à Baden (1523, 1530), à Soleure (1523, 1532) et à Lucerne (1527). A partir de 1534 et jusqu'en 1550, les Suisses devaient se rendre chaque année à Lyon pour ramener la pension chez eux. En 1546, une partie en fut apportée par l'ambassadeur de France à la diète de Baden. Le reste fut versé aux intéressés par l'ambassade à Soleure. Dès 1551, les représentants des cantons devaient le plus souvent se rendre à Soleure pour recevoir les pensions des mains du trésorier de l'ambassade de France. Exceptionnellement, l'ambassadeur apporta l'argent à Baden (1553, 1557, 1560) ou à Fribourg (1564). En 1561 et en 1562, Jean Polier, le secrétaire de l'ambassade, apporta directement leur pension aux Bâlois. En principe, l'argent venait toujours en convoi de Lyon⁹³ ou, plus rarement, de Bâle.

A partir de 1517, les treize cantons, le Valais, les Liges grisonnes et les alliés encaissèrent chaque année des pensions pour environ 22 000 écus. Dès 1521, ce montant s'éleva même à 30 000 écus. Avec la dépréciation de la livre tournois, la charge financière du roi s'allégea. Dès 1540, il devait prévoir chaque année encore 26 000 écus et cela jusqu'en 1574 ; par la suite, le volume réel des pensions fléchit encore à cause de la dépréciation de la livre. Toutefois, pour les cantons catholiques, les pensions par rôle distribuées aux membres des petits et grands Conseils, et les cadeaux que certains comparent à des « pots-de-vin », offerts aux personnalités de forte influence, s'ajoutaient au montant que ces cantons touchaient pour leur trésor public⁹⁴. Au nom du roi de France, Fribourg distribuait officiellement à ses conseillers et bourgeois une somme qui correspondait aux $\frac{5}{7}$ de la pension destinée au trésor⁹⁵. A Soleure, les conseillers et les membres des corporations touchaient collectivement autant que la ville⁹⁶. A Lucerne, les

⁹² Basler Urkundenbuch, pp. 492-493, N° 458.

⁹³ GASCON, *Grand commerce*, pp. 564-565.

⁹⁴ GUGGENBUHL, *op. cit.*, I, p. 451.

⁹⁵ Ville 14 000 L. FR, bourgeois 10 000 L. FR.

⁹⁶ StA SO, AH 1 (13), Pensions Rodel 1581-1639.

parts du petit Conseil, du grand Conseil, des fonctionnaires et des bourgeois faisaient ensemble le quadruple de celle du trésor public⁹⁷. Le total des pensions françaises, sans compter les cadeaux exceptionnels et cachés, s'élevait généralement à un montant qui se situait entre 40 000 et 50 000 écus chaque année⁹⁸.

Sauf en cas d'incapacité financière de leur part, les rois de France tenaient à s'acquitter promptement de ces pensions. À défaut, les autorités des cantons auraient pu refuser aux envoyés français de lever des troupes pour le service du roi⁹⁹. Avant 1532, trois ou quatre pensions sont restées impayées. À partir de 1535 cependant, les pensions furent doublées jusqu'à rattraper le retard. Par la suite il n'y eut plus aucune défaillance. Celle de 1571 fut compensée par une double pension en 1573. Les guerres de religion épuisèrent les ressources financières du roi de France qui ne put s'acquitter des pensions dues en 1576, en 1578 et en 1581. Toutefois, en 1582 et en 1583, il essaya de combler le retard. En 1586 à nouveau, les Confédérés n'obtinrent plus leurs pensions. Celles de 1587 devaient être les dernières avant 1601. En effet, de 1588 à 1600, la caisse royale ne fut plus à même de supporter ces dépenses. En 1589, Henri III fut même incapable de payer ses troupes de garde¹⁰⁰.

Ce défaut de pensions pendant treize années était moins gênant pour les cantons réformés que pour les catholiques. Pour ceux-ci, ce ne fut pas seulement une diminution des recettes publiques, mais encore un manque à gagner pour tous les particuliers ayant quelque influence en politique. L'ambassadeur de France, Nicolas Brulard, seigneur de Sillery, avait beau se plaindre en 1586 que «cette nation est pleine d'avarice...»¹⁰¹, la spécialisation économique de la Suisse centrale, qui pratiquait la quasi «monoculture» du service étranger, ne permit pas à cette partie de la Confédération de vivre longtemps sans les pensions. Fribourg se retrouvait dans le même cas. Le service étranger avait pris une place trop importante dans son économie. L'Espagne sut profiter habilement de la situation et parvint à faire pencher de son côté la balance politique des factions françaises et espagnoles de la Suisse catholique¹⁰². Il est significatif que l'alliance avec la Savoie fut conclue par les cantons de la Suisse centrale en 1576 et avec Fribourg en 1578. Les sept cantons se lièrent entre eux par la

⁹⁷ HAAS, *Die spanischen Jahrgelder*, I, p. 83; SEGESSER, *Rechtsgeschichte*, III, pp. 56 ss.

⁹⁸ Les rôles français de pensions officielles et secrètes, publiques et particulières, s'élèvent à 30 380 écus pour les années 1501 à 1503, à 39 400 écus pour 1546, à 38 500 écus pour 1562, à 90 460 écus pour 1583 (BP NE Copies ROLL, Fin. I. 544; Fin. III. 253 ss; 313 ss; 473 ss).

⁹⁹ DOUCET, *Grand parti*, p. 21.

¹⁰⁰ GAGLIARDI, *Geschichte*, I, p. 656.

¹⁰¹ Ibid.

¹⁰² HAAS, *op. cit.*, I, pp. 81 ss.

Ligue d'Or, ou Ligue Borromée, en 1586. L'alliance des six cantons avec l'Espagne fut solennellement jurée à Milan au mois de mai 1588. Au cours de chacune de ces années-là, les pensions françaises ont fait défaut. Les largesses savoyardes et espagnoles assurèrent un revenu au moment où la source d'argent français était en train de tarir¹⁰³. Henri IV fit verser le double et le triple des pensions à partir de 1601 aux cantons réformés, à Soleure et à Fribourg, pour rattraper le retard acquis depuis 1586. Mais les cantons de la Suisse centrale ne reçurent que 5 pensions des arriérés et durent «faire leur deuil des 8 autres»¹⁰⁴.

Si l'on répartit sur toute la période en question (1517-1612) les pensions françaises effectivement versées, on constate que ce fut le cas de 90 à 94 fois sur 96 années. Depuis la paix perpétuelle (1516), les rois de France ont donc versé aux Confédérés et à leurs alliés des pensions s'élevant ensemble à un montant qui se situe entre 3 600 000 (estimation minimale) et 4 700 000 écus d'or (estimation maximale). C'était le prix de base que les rois de France devaient payer pour la paix et l'alliance exclusive avec les Suisses.

Le supplément, c'était les troupes suisses que les rois de France embauchaient pour faire la guerre, et qu'il fallait payer pour les services rendus. Cette main-d'œuvre de qualité coûtait cher, plus cher que les lansquenets allemands¹⁰⁵. Voici, d'après les contrats français, le prix mensuel d'une compagnie de Suisses :

300 hommes à 3 écus pour leur simple paie	Ecus	900.—.—
Au capitaine, 20% = 60 paies		180.—.—
Supplément pour 30 arquebusiers		9.36.—
Pour l'état du capitaine, pour les lieutenants et pour les porteurs d'enseignes, 19 paies		57.—.—
		1146.36.—

A ce tarif de base fixe s'ajoutait une somme destinée aux « appointements des capitaines et pour les plus apparents de leur bende », un montant variable en fonction de la qualité de la troupe et au gré de la conjoncture des guerres. Cette prime augmenta au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle par suite de la très forte demande due à la guerre entre la France et les Habsbourg jusqu'en 1559, puis, après une courte accalmie, en raison des guerres de religion en France. Voici donc l'inflation des prix mensuels d'une compagnie de 300 hommes¹⁰⁶ :

¹⁰³ STADLER, *Genf*, p. 140.

¹⁰⁴ MÜLLER-WOLFER, *Siècle*, p. 88.

¹⁰⁵ FELLER, *Alliances*, p. 12.

¹⁰⁶ FELLER, *Lussy*, pp. 19, 30, 191, 192, 200. BPU GE, Département des manuscrits. Archives Tronchin, vol. 3, N° 21. BP NE, Copies ROTT, Militaire I. 470 ss, 476, 479 ss, 501 ss, 516, 541, 546, 554; Militaire II, 459.

Année	Puissance	Prime Ecus d'or	Prix brut Ecus d'or	L.t.	Indice en L.t.
1553	France	300	1447	3328	100
1554	France	min. 353	1500	3450	104
	France	max. 366	1513	3480	105
1557	Pape		1500	3450	104
	France	min. 383	1530	3519	106
	France	max. 493	1640	3772	113
1560	Venise		1500	3450	104
1567	France	303	1450	3698	111
1568	France	403	1550	4030	121
1570	France	553	1700	4590	138
1571	Venise		1700	4590	138
1577	France	403	1550	5038	151
1587	France	603	1750	5220	157
	Navarre		1800	5400	162
1591	Pape		1900	5700	171
1600	en général		2000		
1602	France	853	2000	6500	195

Tableau 84: Evolution du prix mensuel d'une compagnie de Suisses au service étranger.

Ce sont des prix stipulés par des capitulations passées entre les entrepreneurs militaires et les colonels, soit en 1587 entre Claude Antoine de Vienne, agissant pour Henri de Navarre, et Jehan de Glane, sieur de Cugy, colonel d'un régiment de Suisses, et Guillaume de Vuillermine, sieur et baron de Montrichier, lieutenant-colonel dudit régiment. Pour l'entretien de l'état-major d'un régiment de Suisses — 10 à 13 enseignes de 300 hommes — le roi de France s'engagea à verser 394 écus en 1554, 450 écus en 1567, 631 écus en 1570 et 1040 écus en 1577.

Ces prix des compagnies et de l'état-major du régiment doivent cependant être utilisés avec une certaine circonspection. Ils renseignent sur les tendances du coût des troupes, sur ce que les Suisses étaient en droit de gagner conformément aux contrats passés avec les puissances européennes. Mais on ignore, quant à la France, ce que les colonels, les capitaines et leurs hommes avaient réellement touché¹⁰⁷.

¹⁰⁷ Les études concernant cette question traitent toutes des XVII^e et XVIII^e siècles. Gustav ALLEMANN, *Söldnerwerbungen im Kanton Solothurn von 1600-1723*, Solothurn 1946; Hermann SUTER, *Innerschweizerisches Militärunternehmertum im 18. Jahrhundert*, Zurich 1971; Hans STEFFEN, *Die Kompanien Kaspar Jodok Stockalperts*, Brig 1975. GERN, *Aspects*, pp. 174 ss.

B. L'ENDETTEMENT DES ROIS DE FRANCE ENVERS LES SUISSES

Les Confédérés n'avaient pas de difficulté à tenir leurs engagements envers les rois de France. L'accroissement démographique en Suisse et le sous-emploi chronique étaient tels qu'il ne manquait jamais d'hommes désireux de partir en guerre¹⁰⁸. Se conformer aux accords d'alliance était plus difficile pour les rois de France, trop souvent à court d'argent. François 1^{er} déjà n'arrivait pas toujours à payer dans les délais les pensions et les soldes. Forts des accords signés et scellés, les Confédérés cherchèrent immédiatement à consolider les dettes royales en les transformant en prêts à intérêts. Lorsque l'on constata à Soleure que la pension de 1528 allait rester impayée, on emprunta à Bâle 1500 écus aux frais du roi. L'ambassadeur de ce dernier paya les intérêts de cet emprunt jusqu'au versement de la pension en 1536. De même, les capitaines suisses acceptèrent parfois qu'une partie des soldes leur fût versée sous forme d'obligations royales. En 1558, ils avaient avancé la solde de leurs troupes de Picardie. Les 23 000 écus que Henri II leur devait furent consolidés le 30 novembre 1558 avec des obligations du Grand Parti, dans un emprunt de 46 000 écus¹⁰⁹. A la conclusion de la paix de Saint-Germain, en 1570, le roi devait environ 483 000 écus aux capitaines suisses qui, depuis des années déjà, avaient pris l'habitude d'avancer régulièrement l'argent de la solde due aux troupes¹¹⁰. Pomponne de Bellièvre réussit à s'arranger avec eux. Ils acceptèrent d'être payés comptant pour un tiers et de recevoir des obligations royales pour le reste¹¹¹.

1. Jusqu'aux guerres de religion

a) François 1^{er}

La consolidation des dettes courantes des rois de France ne résolvait pas le problème du remboursement et du paiement des intérêts. Elle ne faisait que repousser l'échéance. François 1^{er} déjà fut obligé d'émettre des emprunts afin de pouvoir satisfaire ses créanciers. Ses successeurs n'échappèrent pas à cette nécessité. Ils avaient à leur disposition deux places bancaires : Lyon et Bâle. Louis XII avait tenté en vain d'imposer un emprunt forcé aux marchands étrangers présents à Lyon¹¹² ; François 1^{er} y réussit mieux. En 1516, il devait aux Florentins 300 000 écus. Dès 1521, sa situation financière devint désastreuse. Elle fut considérée comme catastrophique en 1522.

¹⁰⁸ FELLER, *Alliances*, pp. 22 ss ; BERGIER, *Naissance*, p. 38 ; MAILLARD, *Politique et religion*, pp. 16-17.

¹⁰⁹ DOUCET, *Grand parti*, p. 8.

¹¹⁰ *Op. cit.*, p. 20.

¹¹¹ ROTT, *Histoire*, II, pp. 86 et 90.

¹¹² EHRENBERG, *Le siècle des Fugger*, p. 246.

François I^{er} continua à emprunter et à faire des promesses qu'il ne pouvait tenir. En 1529, sa dette envers les Florentins de Lyon s'élevait à 600 000 écus. Sa déconfiture financière rendit nécessaire la paix de Cambrai, dont les obligations financières imposèrent au roi le paiement d'une rançon de 1 200 000 écus pour ses enfants¹¹³.

Pendant la même période (1521 à 1530), François I^{er} fut obligé d'emprunter de l'argent à Bâle pour pouvoir payer les pensions aux Suisses et les soldes aux capitaines des mercenaires. Après la défaite de La Bicoque en 1522, il émit un premier emprunt de 28 500 écus, cautionné par la ville de Berne, qui prêta d'ailleurs à l'ambassadeur directement 5400 écus¹¹⁴. Jean Morelet du Museau fut ambassadeur extraordinaire en Suisse de mars à mai 1523. Dès son arrivée, il se vit obligé d'emprunter à Bâle 15 000 écus sous la caution de Berne, de Fribourg et de Soleure. Cet argent lui permit de distribuer les pensions et les soldes, le trésor royal étant incapable de subvenir aux besoins de l'armée de François I^{er}¹¹⁵. En 1526, ce dernier émit un nouvel emprunt à Bâle. Vingt-quatre particuliers signèrent des obligations pour environ 10 000 écus¹¹⁶. Le général Lambert Meigret arriva à Baden le 14 février 1530 avec seulement 20 000 écus, s'excusant de ce que le roi était obligé de trouver encore 1 200 000 écus pour satisfaire aux exigences de la paix de Cambrai¹¹⁷. Les 20 000 écus étaient évidemment insuffisants pour payer les pensions à tous les cantons et alliés des Suisses. Meigret réussit à trouver de l'argent au cours de l'été 1530 — à Bâle — et versa un autre acompte sur les pensions au cours de la seconde moitié de l'année. Pour satisfaire les plus exigeants, au nombre desquels on comptait les Fribourgeois, il offrit à ces derniers de la vaisselle d'argent d'une valeur de 570 écus¹¹⁸. Après avoir réussi, à grand-peine, à payer les pensions de 1530, le roi ne versa plus rien pendant deux années. Antoine de Bremieu, en mission extraordinaire auprès des Confédérés en 1531, dut solliciter la patience de ces derniers. D'après ses comptes, François I^{er} avait versé aux Suisses, depuis le désastre de Pavie en 1525, des pensions et des soldes pour 1 133 547 écus¹¹⁹.

En 1532, François I^{er} chercha à emprunter à Lyon l'argent dont il avait besoin pour les Suisses. On ne sait pas si cet emprunt eut du succès¹²⁰. Les paiements des pensions ne reprirent qu'en 1533. En mai 1534, Antoine II de Lamet arriva à Soleure avec 100 000 écus. Au moyen de cet argent, il ne put payer à Baden qu'une partie des soldes arriérées et une année de pension.

¹¹³ Ibid.

¹¹⁴ FELLER, *Geschichte*, II, p. 80.

¹¹⁵ ROTT, *op. cit.*, I, p. 354.

¹¹⁶ Cf. MIEG, *Mulhouse*, pp. 89-98.

¹¹⁷ ROTT, *op. cit.*, p. 351.

¹¹⁸ AEF, Comptes des trésoriers, N° 256, Einnahmen.

¹¹⁹ ROTT, *Histoire*, I, p. 358.

¹²⁰ EHRENBURG, *op. cit.*, p. 247.

Les Suisses manifestèrent leur mécontentement. Ils menacèrent d'une «journée de marche», si le reste des soldes et des pensions n'était payé à bref délai¹²¹. En 1534, ils obtinrent leurs pensions habituelles à Lyon. Soleure se débrouilla à sa manière et emprunta auprès d'un particulier de Berne 750 écus pour lesquels le roi de France dut payer les intérêts. De doubles pensions furent versées en 1536, 1537 et 1539. François I^{er} accepta également de payer aux Bernois les dernières échéances de l'affaire de Furno¹²². Dorénavant, et jusqu'en 1547, les pensions du roi ne prirent plus de retard. Ce fut possible grâce à l'activité du cardinal Tournon à Lyon¹²³. Ce brillant homme d'Etat, gouverneur royal du Lyonnais dès 1536, savait faire contribuer les villes du royaume au budget de François I^{er}. Il était également maître dans l'art de combiner la fiscalité avec les emprunts. Sous son administration, des Allemands, Hans Kleberger entre autres, vinrent à Lyon s'ajouter aux financiers italiens.

Mais les Suisses, tel Claudio May, de Berne, participaient également aux emprunts à Lyon. En s'endettant à Lyon, le roi réussit à contenter les Suisses dont il eut besoin dès la reprise des hostilités avec l'empereur en 1536. Eduard Rott fait mention d'un emprunt de 200 000 écus que l'ambassadeur Boisrigaut aurait obtenu en 1542 à Soleure, en accordant le comté de Neuchâtel en gage. Je n'en ai trouvé aucune trace dans les emprunts publics de l'époque. Il s'agit très certainement de la consolidation de soldes dues aux capitaines suisses. Ce contrat semble avoir été confirmé et renouvelé en 1551 par Henri II¹²⁴.

b) Henri II

Henri II faisait appel aux emprunts plus encore que son père. Les privilèges commerciaux ainsi que les taux d'intérêt élevés qu'il offrait — de 3% à 4% de foire en foire — attiraient de plus en plus de marchands et de financiers allemands et suisses¹²⁵. Au milieu du XVI^e siècle, les Suisses ne pouvaient prendre chez eux que 5% d'intérêt par an. La différence de 7% à 11% par an était considérable par rapport aux taux pratiqués à Lyon. En 1553, Henri II devait environ 200 000 écus que des marchands, des banquiers et des capitaines de Berne, de Bâle, de Schaffhouse, de Saint-Gall, de Glaris, d'Unterwald et de Fribourg lui avaient prêtés¹²⁶. Tout en attirant les capitaux allemands et suisses à Lyon, le roi faisait surveiller par des gens de confiance ce qui se passait sur d'autres places financières. C'est ainsi que Sébastien de l'Aubespine, abbé de Bassefontaine, ambassadeur

¹²¹ ROTT, *Histoire*, I, pp. 399-400.

¹²² FELLER, *Geschichte*, II, p. 380.

¹²³ EHRENBURG, *op. cit.*, pp. 247-252; DOUCET, *Finances*, pp. 11-30.

¹²⁴ ROTT, *op. cit.*, I, p. 326. Nous n'avons pas trouvé trace de cet emprunt dans les comptes soleurois.

¹²⁵ EHRENBURG, *op. cit.*, pp. 252 ss.

¹²⁶ WILD, *Handelsprivilegien*, p. 32; EHRENBURG, *op. cit.*, p. 255.

royal à Soleure, constata que l'empereur était en train d'emprunter beaucoup d'argent en Allemagne et à Bâle. Effectivement, la dette flottante de Charles Quint avait augmenté de 3 000 000 d'écus à Anvers depuis la reprise des hostilités en 1551¹²⁷. De 1547 à 1555, Ferdinand, le futur empereur, avait réalisé en Allemagne des emprunts flottants pour 1 500 000 écus¹²⁸. A partir de 1551, il émit des emprunts également à Bâle. On ignore le volume des capitaux placés à Bâle au service de l'empire. Ce ne fut néanmoins pas sans inquiéter l'ambassadeur français en Suisse. Il exprima son inquiétude à ce sujet aux autorités de la ville de Soleure, les priant de se porter caution pour le roi de France afin que ce dernier puisse emprunter 50 000 ou 60 000 écus à Bâle et, de ce fait, affaiblir l'ennemi financièrement¹²⁹. L'idée de la guerre financière contre l'empereur fit son effet sur les autorités soleuroises qui accordèrent leur caution pour un emprunt de 50 000 écus émis en 1554 encore à Bâle. Toutefois, Bassefontaine ne réussit pas à monopoliser les emprunts dans cette ville. L'empereur Ferdinand I^{er} y trouva encore des capitaux en 1556 et en 1557. On peut se demander si l'ambassadeur français avait pensé à une politique systématique d'emprunts à Bâle, ou s'il n'avait pas rusé avec Soleure pour obtenir les écus dont il avait besoin pour racheter le duc d'Aumale tombé captif entre les mains de l'Electeur de Brandebourg¹³⁰. Cet emprunt de 50 000 écus semble avoir été le seul qui fut émis en Suisse au nom du roi Henri II.

Lyon était toujours la principale place financière du roi en ce qui concerne les placements des Suisses. En 1555, le roi chercha à consolider sa dette flottante à Lyon. La majeure partie de cette dette avait été conclue à 12% d'intérêt par an. Le roi offrit alors 16% sur l'ensemble de leurs prêts à ceux qui rajouteraient comptant un montant égal au tiers de leurs créances anciennes¹³¹. Les créanciers suisses du roi ne manquèrent pas cette occasion qui leur permit d'augmenter leur revenu. Par la suite, ils continuèrent à prêter de l'argent au roi, donnant presque chaque fois d'anciennes obligations en paiement pour une partie des nouveaux prêts. En octobre 1557, Jacob Rüdin et Lux Iselin prêtèrent encore 20 700 écus à Henri II¹³². La banqueroute française, survenue peu après, n'ébranla pas la confiance des Suisses. En 1558, ils accordèrent même trois prêts à Henri II : 84 000 écus le 25 août, 20 000 écus le 27 octobre et 46 000 écus le 30 novembre, soit 150 000 écus en tout¹³³. Jusqu'alors, les Suisses avaient participé aux

¹²⁷ BRAUDEL, *Emprunts*, pp. 191-201.

¹²⁸ EHRENBURG, *op. cit.*, p. 288. Nous comptons l'écu à 2,333 fl.

¹²⁹ StA SO, RC A 1, 54 a, f° 233 (Freitag vor Quismodo 1554) ROTT, *op. cit.*, I, p. 475; II, p. 64.

¹³⁰ ROTT, *op. cit.*, I, p. 475.

¹³¹ EHRENBURG, *Le siècle des Fugger*, pp. 256-257.

¹³² StA BS, Ratsbücher D 2, f° 30 v.

¹³³ 84 000 et 66 000 écus d'après DOUCET, *Finances*, p. 58; PEYER: *Handel*, p. 16, ne mentionne que l'emprunt de 84 000 écus; cf. DOUCET, *Grand Parti*, pp. 6-8.

emprunts du roi en acceptant les procédés que l'on pourrait appeler « lyonnais », dont une des particularités était l'échelonnement des tranches à rembourser. En 1558, les Suisses imposèrent le mode « lucernois »¹³⁴. La différence par rapport aux emprunts de mode lyonnais était la suivante : le prêt était accordé pour un nombre indéterminé d'années, et le remboursement devait se faire en bloc à l'échéance de la dernière année. Pour le prêt de 84 000 écus, la durée fut fixée à six années. La ville de Lyon se porta caution et codébitrice du roi pour les trois prêts accordés par les Suisses.

Quand on compare les noms qui figurent sur le relevé des dettes royales de 1553 aux nouveaux créanciers de 1558, on constate qu'à l'exclusion de trois hommes — Niclaus Meyer, Heinrich Peyer et Benedikt Stokar — les créanciers n'étaient plus les mêmes¹³⁵. D'après Emil Usteri, les particuliers ayant procuré ensemble le prêt de 84 000 écus, étaient les suivants : Niklaus et Baptist Fleckenstein, Peter Marti, les capitaines Rudolf Mettenwil et Ludwig Pfyffer de Lucerne, Benedikt Stokar, Heinrich Peyer, Christoffel Waldkirch et Rudolf Huber, de Schaffhouse ; Onofrius Hürus, les capitaines Ludwig Muntprat et Leonhard Muntprat, de Turgovie ; Wernli Saler et Urs Sury, de Soleure ; Jost Hosslin, de Glaris ; Niklaus Meyer, de Fribourg et Peter Stürler, de Berne. La somme de 20 000 écus a été réunie par Benedikt Stokar, Christoffel Waldkirch, Rudolf Huber et Bernhard Peyer, de Schaffhouse ; Hans Gutensohn, de Zurich ; Batt Ludwig von Mülinen, de Berne ; Gladi Peter von Markirch et par le colonel Wilhelm Frölich, de Soleure¹³⁶. Ce dernier, avec 5000 écus, apporta la plus grosse part du capital. Pour le contrat des 46 000 écus, la liste des créanciers révèle 26 noms : le capitaine Hans Heinrich Rono, les avoyers Schwaller et Ruchti, de Soleure ; les capitaines Gabriel Hess, Balthasar Tschudi, Brendlin, Friedli Tschudi, le colonel Joss Tschudi, Friedli Schuler, Friedli Hässy et Jost Hosslin, de Glaris ; le capitaine Hans Garmiswil, de Fribourg ; les capitaines Hans Kuhn et Romanus, d'Uri ; Batt Giger de Baden, l'avoyer Niklaus Praroman, de Bremgarten ; Christoffel von Diesbach, de Morat ; le capitaine Bartolomé Metzelten, de Sion ; le capitaine Joss Köchlin, de Weyll ; Bernhard Stehelin, Hans Ulrich Oiglin et Hans Hartmann, de Bâle ; le capitaine Honegger, de Bremgarten ; Hans Gutensohn, de Zurich ; Gaspard Pfyffer, de Lucerne ; l'ambassadeur Coignet et, évidemment, Benedikt Stokar.

Pour la moitié environ des 150 000 écus, les Suisses purent donner en paiement des titres du Grand Parti. Une partie seulement de l'autre moitié fut versée en argent comptant. Au moins 23 000 écus consistaient en soldes impayées. Le grand nombre de capitaines et de colonels présents dans les trois contrats permet de supposer qu'il s'agissait moins de prêts accordés par

¹³⁴ DOUCET, *Grand Parti*, p. 6, l'appelle contrat « dit de Lucerne ».

¹³⁵ EHRENBERG, *op. cit.*, p. 255 ; WILD, *Handelsprivilegien*, p. 32 ; USTERI, *Die finanziellen Hintergründe*, pp. 99-100.

¹³⁶ StA SO, Frankreich Akten 1500-1744, AH 1 (3), « Laus deo semper 1565 ».

de véritables financiers que d'avances accordées au roi par les entrepreneurs militaires suisses. Les capitaines avaient financé eux-mêmes la campagne militaire royale de Calais et de Picardie. A défaut d'être payés, ils n'eurent pas d'autre choix que de voir leurs créances consolidées en emprunts. Il était fatal que le taux d'intérêt de ces emprunts conclus à Lyon fût fixé à 16 %. Henri II, la corde au cou, accorda de lui-même ce taux. En 1558, la guerre durait toujours. Le roi ne pouvait pas se payer le luxe de mécontenter les Suisses qui lui fournissaient et les hommes et l'argent pour sa guerre. Ce qui était bon pour les créanciers italiens et allemands qui ne prêtaient que des capitaux devait l'être d'autant plus pour les Suisses.

c) Charles IX

Si, après la disparition d'Henri II, Catherine de Médicis fit tout pour réduire le taux d'intérêt de 16 % à 5 %, c'était moins parce qu'elle trouvait les 16 % particulièrement usuraires, que parce qu'il fallait diminuer au maximum les charges d'intérêts pour pouvoir rembourser le plus vite possible le capital¹³⁷. La régente, représentée par les ambassadeurs Coignet et d'Orbais, et les Suisses, qui confièrent la défense de leurs intérêts à Benedikt Stokar et à Gaspard Pfyffer, se disputèrent jusqu'en 1562 sur le taux de l'intérêt. L'affaire fut réglée juridiquement par la sentence de Payerne prononcée à la « journée de marche » du 4 septembre 1562. Le taux d'intérêt fut abaissé à 5 %, plus 3 % de supplément¹³⁸. Le remboursement devait se faire en trois tranches à partir de la Saint-Martin 1569.

Toutefois ce verdict ne résolut pas le problème créé par l'ensemble des engagements du gouvernement français envers la Suisse. En plus des pensions pour lesquelles il fallait envoyer à l'ambassadeur chaque année entre 40 000 et 50 000 écus, et qui furent effectivement payées sans exception, il restait ces 150 000 écus des emprunts de 1558 et les engagements envers les créanciers suisses du Grand Parti, ainsi qu'une dette de 100 000 écus pour la solde des compagnies qui avaient combattu en Piémont¹³⁹. Les capitaines avaient dû contracter eux-mêmes des dettes pour l'entretien de leurs compagnies. Plusieurs d'entre eux s'étaient obligés entre 1556 et 1558 à Genève. Tous les prêts accordés à Henri II et encore dus avant la première tranche de remboursement en 1563, s'élevaient à environ 500 000 écus, d'après les estimations de Roger Doucet qui s'appuie sur une lettre de l'ambassadeur, l'abbé d'Orbais, écrite le 30 septembre 1563¹⁴⁰. Par une voie un peu différente on arrive approximativement au même chiffre :

¹³⁷ DOUCET, *op. cit.*, pp. 12 et 22.

¹³⁸ SEGESSER, *Pfyffer*, I, pp. 371 ss ; DOUCET, *Grand Parti*, pp. 11-12, 20-23 ; USTERI, *op. cit.*, pp. 94-106.

¹³⁹ DOUCET, *op. cit.*, p. 20.

¹⁴⁰ DOUCET, *op. cit.*, p. 23.

Emprunt à Lyon de 1553	200 000 écus
Majoré pour le Grand Parti (+ $\frac{1}{3}$)	+ 65 000 écus
	265 000 écus
Moins les titres donnés en paiement en 1558	— 75 000 écus
	190 000 écus
les 3 contrats de 1558	+ 150 000 écus
Soldes des troupes en Piémont	+ 100 000 écus
Emprunt de 1555 à Bâle, cautionné par Soleure	+ 50 000 écus
Autres dettes à Bâle ¹⁴¹	+ 75 000 écus
	565 000 écus

Si nous admettons avoir éventuellement surestimé la part des Suisses dans le Grand Parti encore exigible en 1563, le résultat se révèle proche du demi-million avancé par Doucet, chiffre net, c'est-à-dire sans les intérêts en souffrance depuis 1557. La liquidation de ces dettes traîna encore pendant des années. En 1565, le roi de France, Charles IX, devait encore 10 000 écus sur les 20 000, et 25 000 écus sur les 46 000 des emprunts de 1558. On ne sait pas quelle était la situation du troisième emprunt, c'est-à-dire des 84 000 écus¹⁴². Il y eut encore des versements en 1566 et 1568¹⁴³. En 1577, il restait du Grand Parti des dettes encore impayées en Suisse¹⁴⁴. Sur l'emprunt soleurois à Bâle, une première tranche de 15 000 écus fut remboursée en 1588 seulement ; le reste fut prolongé¹⁴⁵. Pour faciliter la liquidation de la dette royale en Suisse, l'ambassadeur Pomponne de Bellièvre se fit assister dès 1566 de deux conseillers financiers, Benedikt Stokar et Hans Heinrich Lochmann¹⁴⁶. En 1565, ces deux hommes prêtèrent 8000 écus à l'ambassadeur qui avait un urgent besoin de cet argent. Il dut payer des pensions aux Liges Grises pour éviter la conclusion d'une alliance des Grisons avec le Milanais espagnol. Toute la somme leur fut remboursée au bout de deux mois¹⁴⁷. Hans Heinrich Lochmann a avancé plus d'une fois de l'argent aux rois de France¹⁴⁸. En 1603, longtemps après son décès, la ville de Zurich entra encore en possession d'une créance de 6000 écus que Lochmann avait sur la couronne française¹⁴⁹.

¹⁴¹ Ibid. Doucet évalue le total des dettes à Bâle à 316 468 L. t. soit à 127 000 écus dont 66 000 écus étaient dus à Job Schenk.

¹⁴² StA SO, Frankreich Akten 1500-1744, AH 1 (3), « Laus deo semper 1565 ».

¹⁴³ DOUCET, *op. cit.*, p. 25.

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ GERN, *Aspects*, pp. 175-178.

¹⁴⁶ DOUCET, *op. cit.*, p. 24 ; ROTT, *Histoire*, II, p. 58 ; PEYER, *Handel*, p. 19.

¹⁴⁷ PEYER, *op. cit.*, p. 19.

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ StA ZH, F III 32, 1603/04, « Ausgaben Güllt kaufft », « Einnahmen Zinsen ».

Jusqu'en 1563, les relations militaires et financières franco-suisse ont favorisé l'entente des capitaines, marchands et financiers suisses de tous les cantons et des deux confessions. Tous ceux qui partaient au service étranger en France allaient travailler dans la même «entreprise». Tous ceux qui disposaient des liquidités nécessaires participaient aux emprunts des rois de France à Lyon. Catholiques et réformés se retrouvaient dans un même contrat d'emprunt que ce fût celui des 20 000, des 46 000 ou des 84 000 écus. Pour se procurer un certain capital de base, avant de se rendre en guerre pour le roi dans le Piémont, les capitaines des cantons catholiques ne pensaient pas se compromettre en demandant un prêt comptant à la Seigneurie de Genève. Les autorités de cette ville ne se scandalisaient pas et accordaient volontiers ce service aux capitaines tant catholiques que réformés¹⁵⁰. Pour défendre les intérêts des créanciers suisses auprès du roi de France, Gaspard Pfyffer, de Lucerne, et Benedikt Stokar, de Schaffhouse, collaboraient en parfaite entente. Jusqu'aux guerres de religion en France, l'état d'esprit entre capitaines et financiers suisses des deux confessions semble avoir été assez œcuménique. Les choses devaient se compliquer par la suite.

2. Pendant les guerres de religion

a) *Charles IX*

L'intensification de la guerre civile entre huguenots et catholiques en France augmenta de jour en jour les besoins financiers de la couronne française. L'envie des Suisses d'accorder des emprunts au roi de France diminua presque dans les mêmes proportions. En 1567, et plus encore en 1568, Bellièvre chercha désespérément à trouver de l'argent en Suisse. Les cantons protestants ne voulaient rien donner et il n'y avait rien à obtenir des catholiques. Lochmann et Stockar devinrent également difficiles et posèrent «des conditions un peu pesantes». En 1569, quand l'ambassadeur reçut les instructions qui l'autorisaient à céder aux exigences de ses deux conseillers financiers, ces derniers refusèrent catégoriquement. La situation en France leur paraissait trop confuse et incertaine¹⁵¹. Leur argumentation paraissait convaincante : on avait fait trop de mauvaises expériences avec les emprunts de l'époque du Grand Parti ; elles n'étaient pas encore oubliées. A partir de 1567, les Allemands n'avaient plus reçu de versement sur leurs créances ; les Suisses connurent le même sort en 1568¹⁵². Cette nouvelle faillite financière de la couronne française n'était pas faite pour encourager les financiers à placer leur argent dans une entreprise aussi incertaine.

¹⁵⁰ *Supra*, Tableau 31.

¹⁵¹ PEYER, *Handel*, p. 20.

¹⁵² DOUCET, *Grand Parti*, pp. 25 et 27.

Une autre raison encore explique la réticence des Suisses envers le roi. Les cantons réformés suivaient avec anxiété les événements des guerres de religion en France. En 1564, Berne, à l'exemple de Zurich, resta en dehors de l'alliance avec la France. Bien que Bâle et Schaffhouse eussent accepté de renouveler l'alliance, ces deux villes ne favorisaient plus le recrutement des mercenaires pour le service du roi. Aussi longtemps que durèrent en France les guerres de religion, Charles IX et Henri III durent se contenter des troupes levées dans les cantons catholiques¹⁵³. Les cantons réformés, Berne à leur tête, cherchaient à favoriser la cause des huguenots par voie diplomatique, militaire et financière¹⁵⁴. Tandis que les rois de France ne trouvaient plus d'argent auprès des réformés en Suisse, ces derniers accordèrent leur crédit aux ducs de Coligny, de Condé, d'Alençon, au roi de Navarre et à l'Electeur palatin. Le roi ne reçut des capitaux que si cet argent était destiné à d'autres fins qu'à lutter contre les huguenots.

En effet, Charles IX n'obtint rien jusqu'à la conclusion de la paix de Saint-Germain en automne 1570. Il dut alors payer les soldes dues aux colonels et capitaines suisses. Ces arriérés du roi s'élevèrent, selon Edouard Rott, à 800 000 écus. De ce montant, la couronne ne devait pas moins de 300 000 écus aux régiments Pfyffer et Schiesser¹⁵⁵. A Lyon, où le roi avait déjà connu quelques problèmes en 1566 pour obtenir de l'argent pour le paiement d'une seule compagnie suisse, l'ambassadeur Pomponne de Bellièvre ne parvint à trouver que 20 000 écus¹⁵⁶. Il ne lui resta rien d'autre à faire que d'aller de canton en canton quémander quelque prêt. Il n'eut pas de succès en Suisse centrale, où l'on n'appréciait pas que le roi fît la paix avec les huguenots. L'accueil fut différent à Fribourg et auprès des villes réformées. Bellièvre reçut des prêts de 20 000 écus à Fribourg, de 50 000 à Berne et de 50 000 à Zurich, pour deux ans¹⁵⁷. Les tournées de mendicité et les marchandages avec les Suisses avaient fini par exaspérer l'ambassadeur français qui écrivit en 1570 à Charles IX : « Sire, ce a esté de tout temps la coustume de cette nation d'avoir plus que nul autre leur proffit particulier devant les yeux. »¹⁵⁸ Il avait pourtant collecté assez d'argent pour pouvoir acheter un arrangement à l'amiable avec les colonels. Le 17 janvier 1571, les deux parties tombèrent d'accord : un tiers des soldes serait payé immédiatement, et le reste serait prorogé comme prêt à 8 % d'intérêt¹⁵⁹. Mais Bellièvre se vit à peine débarrassé de ce grave souci que l'échéance des pensions approchait. Celles de 1571 restèrent impayées. Pour pouvoir s'acquitter de celles de 1572 et pour payer les 25 760 écus d'intérêts dus aux

¹⁵³ DIERAUER, *Histoire*, III, pp. 391 ss.

¹⁵⁴ GOBAT, *République de Berne*.

¹⁵⁵ MÜLLER-WOLFER, *Pfyffer*, p. 15.

¹⁵⁶ ROTT, *Histoire*, II, p. 85 ; DOUCET, *Finances*, pp. 70-71.

¹⁵⁷ ROTT, *op. cit.*, p. 85 ; MAILLARD, *Politique fribourgeoise*, p. 77.

¹⁵⁸ GAGLIARDI, *Geschichte*, p. 656.

¹⁵⁹ ROTT, *op. cit.*, II, p. 86.

capitaines, Bellièvre dut emprunter 60 000 écus à Bâle, contre le gage d'un précieux collier d'or garni de neuf beaux rubis¹⁶⁰. Berne lui accorda encore un prêt de 12 000 écus le 21 octobre 1571. Mais, après le massacre de la Saint-Barthélémy, en 1572, on ne put plus rien demander aux cantons réformés.

b) Henri III

Dès l'avènement au trône d'Henri III, Bellièvre conseilla «de verser aux Confédérés aussi peu d'argent que possible et de leur emprunter tout ce qu'il pouvait, car c'était le moyen de les tenir en laisse et de leur arracher tout ce qu'on voulait¹⁶¹». Ce conseil n'était pas si facile à appliquer. En 1574, les créances des Suisses envers la France s'élevaient à 3 100 000 écus. Trois années plus tard, on les estimait à 1 700 000 écus, en 1582 à 2 000 000 d'écus plus trois pensions et, en 1586, à 2 500 000 écus¹⁶². Au cours des premières années de son règne, Henri III a dû puiser profondément dans ses réserves pour diminuer sa dette envers les Suisses, dont il avait absolument besoin. Par la suite, il laissa à nouveau les dettes s'accumuler, comme ses prédécesseurs l'avaient fait avant lui. Il poussa sa négligence en matière financière si loin qu'il perdit en Suisse l'appui du colonel et banneret Ludwig Pfyffer qui avait été longtemps un des éléments les plus puissants du parti français en Suisse. Au lieu d'obtenir tout ce qu'il voulait des cantons de la Suisse centrale, Henri III les précipita dans l'alliance espagnole et vers le parti des Guise en France¹⁶³. Qu'il ne payât pas la pension de 1576, de 1578 et de 1581 ne gêna pas outre mesure les villes réformées. Ces recettes n'avaient plus de poids important dans leurs budgets au dernier quart du XVI^e siècle. Les particuliers qui, depuis la Réforme, ne touchaient plus de pensions par rôle, ne se rendaient même pas compte lorsqu'une pension de paix et d'alliance n'entraînait pas dans le trésor public. Les intérêts que le roi devait à Zurich, à Berne et à Bâle restaient aussi en souffrance pendant plusieurs années. Bâle, par exemple, ne recevait pas les 3000 écus en 1576, de 1578 à 1582, en 1586 et à partir de 1588, soit pendant neuf années du règne d'Henri III. La ville perdit ainsi 36 300 écus, si l'on compte les intérêts composés. Mais ni Bâle ni les autres villes réformées ne se laissaient «tenir en laisse par Henri III ou tout arracher ce qu'il voulait». Rennward Cysat, secrétaire de la ville de Lucerne, affirme que le conseil donné au roi par Pomponne de Bellièvre a reçu exécution¹⁶⁴. Mais Henri III et son chancelier ont sous-estimé la volonté d'indépendance de la Suisse centrale et des villes

¹⁶⁰ *Op. cit.*, p. 90. 8 % de 322 000 écus = 25 760 écus.

¹⁶¹ MAILLARD, *Politique et religion*, p. 17.

¹⁶² ROTT, *op. cit.*, II, p. 277 ; MÜLLER-WOLFER, *Pfyffer*, p. 47.

¹⁶³ La politique royale favorable à Genève et molle envers les huguenots y était aussi pour quelque chose.

¹⁶⁴ C'est ce que MAILLARD, *op. cit.*, p. 17, affirme.

réformées. La première allait chercher le revenu manquant auprès de l'Espagne, les dernières pouvaient s'en passer.

La politique financière préconisée par Bellièvre eut peut-être quelque succès à Soleure et à Fribourg. En 1574, Soleure émit un emprunt de 72 000 écus à Bâle pour le roi. Ce fut certainement un emprunt qui devait servir, comme ceux de 1570 et de 1571, à amortir un peu les créances des capitaines et permettre au nouveau roi de commencer son règne par un geste sympathique. Mais, avec cet emprunt, Soleure se trouvait alors engagée envers les créanciers bâlois pour 122 000 écus, ce qui dépassait de loin ses propres capacités financières. De plus, la ville était le siège de l'ambassadeur de France. Soleure était ainsi condamnée à suivre la politique française. Son adhésion au système de protection de la ville de Genève découla de l'attitude d'Henri III. Ce dernier fit aboutir par son accord le traité de 1579. Soleure suivit le roi. Fribourg était dans une situation analogue. Le service étranger était devenu pour la population du canton un besoin vital, surtout depuis l'échec de la relance de l'industrie drapière tentée à partir de 1567. Les pensions faisaient le beau et le mauvais temps dans le trésor public et dans le budget des magistrats et des conseillers¹⁶⁵. Ces hommes s'endettaient souvent de telle manière, que leur pension devait être retenue à la fin de l'année dans le trésor de la ville. Fribourg avait accordé en 1570, pour deux ans, un prêt de 20 000 écus à Charles IX; on en attendait toujours le remboursement lorsque Henri III demanda à la ville d'être caution pour un emprunt qu'il pensait émettre à Bâle en 1580. Fribourg, pour ménager ses arrérages, acquiesça pour 80 000 écus¹⁶⁶. En 1582, les autorités de la ville n'osèrent pas s'opposer au renouvellement de l'alliance avec Henri III, parce qu'en le refusant «on ne serait pas libéré de la caution qu'on avait assumée, on ne serait remboursé de son prêt, et les soldes arriérées ne seraient pas versées, mais tout serait perdu; en outre, cela ne serait pas profitable aux commerçants et aux industriels»¹⁶⁷. Malgré ces moyens de pression, que l'on craignait à Fribourg encore en 1582, le canton échappa à la tutelle d'Henri III en 1587, lorsque les Fribourgeois décidèrent d'entamer des négociations avec l'ambassadeur d'Espagne. Ils adhèrent à l'alliance espagnole le 26 février 1588.

La politique financière d'Henri III en Suisse s'était donc soldée par un échec. Avec elle, le roi s'était aliéné l'essentiel des forces de la Suisse catholique, la Suisse réformée s'étant opposée à lui pour des raisons confessionnelles. Il est significatif qu'en 1588 la ville de Soleure ait obtenu un remboursement partiel de 15 000 écus sur le prêt accordé à Henri II en 1554. Était-ce une récompense accordée pour le loyalisme de Soleure ou un geste d'affolement pour empêcher la défection du dernier appui catholique en Suisse?

¹⁶⁵ *Op. cit.*, pp. 16-17; HAUSWIRT, *Landgraf Philipp von Hessen*, pp. 66-68.

¹⁶⁶ MAILLARD, *Politique fribourgeoise*, p. 97.

¹⁶⁷ Cité par MAILLARD, *Politique et religion*, p. 17.

c) *Henri IV*

Son alliance avec Henri de Navarre ouvrit à nouveau à Henri III les trésors des villes réformées prêtes à financer la guerre contre la Savoie. Le rôle de Sancy fut essentiel dans cette entreprise. Il réussit à obtenir des capitaux de toute la Suisse réformée. En 1589, Berne prêta 100 000 écus, Bâle 20 000, Zurich 30 000, soit un total de 150 000 écus avancés au roi de France ou à ses ambassadeurs en Suisse¹⁶⁸. Il est vrai que Sancy retira précipitamment ses troupes de la Savoie pour courir au secours d'Henri III en difficulté contre l'armée des Guise¹⁶⁹. Sancy et ses Suisses ne purent aider le roi assassiné, mais ce renfort de trois régiments fut précieux pour Henri IV qui continua seul le combat contre Charles de Mayenne¹⁷⁰. Les villes réformées qui avaient soutenu Henri de Navarre au cours des guerres de religion, lorsqu'il défendait les intérêts des huguenots, devinrent plus encore ses alliées au moment où il se présenta comme prétendant légitime au trône¹⁷¹. Bâle avança encore 4000 écus à Sancy en octobre 1589. Saint-Gall prêta 10 000 écus au cours de la seconde moitié de l'année 1589 et au début de l'année 1590. L'ambassadeur Sillery obtint, le 1^{er} juin 1590, encore 12 000 écus à Zurich, et 4200 écus en 1591 à Berne. En juin 1591, les trois électeurs protestants d'Allemagne demandèrent par écrit à Bâle de ne pas abandonner le roi Henri IV, mais de le secourir avec de l'argent et des hommes¹⁷². Une semaine après la lecture de cette lettre à Bâle, les cinq villes réformées se portèrent caution pour un emprunt de 70 000 écus à Bâle. En 1590/1591, ces villes ont donc procuré à Henri IV en tout 100 000 écus comptants.

A ces 250 000 écus qu'Henri III et Henri IV ont obtenus par voie d'emprunts en Suisse, en moins de trois ans, il convient d'ajouter les soldes des régiments suisses, les arriérés des dettes de la couronne et les dettes du roi de Navarre d'avant 1589, pour obtenir la dette globale de la France envers les Confédérés: 10 253 700 écus, plus 13 pensions en 1598, ou 11 623 900 écus plus 16 pensions en 1601¹⁷³. Avec des intérêts de 5% à 8% ce capital pouvait augmenter d'année en année de 600 000 à 800 000 écus. Tel était le bilan d'un siècle de solidarité financière franco-suisse. Sully pensa à tort qu'un million ou 1 200 000 écus au maximum suffiraient à contenter les Suisses. L'ambassadeur de France auprès des Confédérés dut lui faire remarquer qu'il était assez loin du compte. Le traité d'alliance qu'Henri IV conclut en 1602 avec les douze cantons — Zurich resta en dehors du traité — avec les Grisons et le Valais ainsi qu'avec les alliés des Confédérés,

¹⁶⁸ PEYER, *Handel*, pp. 22-23; OCHS, *Geschichte*, IV, pp. 310 ss.

¹⁶⁹ DUFOUR, *La guerre*, pp. 50-54.

¹⁷⁰ PEYER, *Handel*, p. 22.

¹⁷¹ DULONG, *Entstehung*, p. 138.

¹⁷² StA BS, Kl. Rat 3, f^o 223 (19 juin 1591).

¹⁷³ ROTT, *Histoire*, II, p. 502. La famille Lussy d'Unterwald exigeait une somme de 50 000 écus (FELLER, *Lussy*, p. 357).

stipulait, contre la volonté de Sully, le mode de remboursement de la dette française. Un million était payable immédiatement, et par la suite, une tranche de 400 000 écus était exigible chaque année. Pour certaines sommes, le roi accorda aux cantons des privilèges sur le commerce du sel¹⁷⁴. Comme remboursement sur les emprunts publics, Henri IV versa 14 000 écus à Bâle en 1601, 22 000 écus à Soleure en 1602, 4200 écus à Berne en 1603, 10 000 écus à Bâle en 1604, 20 000 écus à Zurich en 1607, 7000 écus à Bâle en 1608, 10 000 écus à Saint-Gall en 1609 et 20 000 écus à Soleure en 1610. De l'emprunt de 70 000 écus émis à Bâle en 1591 avec la caution des cinq villes réformées et de la Bourgogne, 20 000 écus furent remboursés en 1602, 20 000 écus en 1604, 13 333 écus en 1605, et 16 667 écus en 1607¹⁷⁵. Des 655 000 écus que les rois de France avaient empruntés auprès des villes suisses depuis 1554, Henri III en a fait rembourser 43 000. De 1602 jusqu'à la mort d'Henri IV, les villes récupérèrent encore 177 200 écus, plus de doubles intérêts pendant plusieurs années. En un temps moindre, Henri IV a ainsi remboursé aux villes suisses quatre fois plus de capital que son prédécesseur. Une partie des 434 800 écus restants fut rendue aux villes sous Louis XIV et sous Louis XVI. A la chute de l'ancien régime en France, Bâle et Berne durent renoncer à 215 000 écus de créances, sans compter les intérêts perdus¹⁷⁶.

La part revenue aux colonels et aux capitaines est plus difficile à cerner. Sully prétendit avoir amorti jusqu'en 1607 la moitié de la dette royale en Suisse. Ce n'était pas possible par la voie normale. Si les remboursements n'avaient pas excédé le minimum annuel de 400 000 écus, la dette française envers les Confédérés en 1607 devait se situer encore à 9 000 000 d'écus. Il est cependant très probable que l'ambassadeur de France ait racheté des obligations au rabais. En effet, les officiers qui étaient directement responsables devant leurs soldats ne pouvaient pas les faire attendre pendant des années. Ils devaient emprunter de l'argent pour payer les mercenaires ou essayer de vendre à perte leurs obligations royales. L'ambassadeur profita de cette situation et fit racheter par des financiers bâlois les créances des capitaines au moindre prix possible¹⁷⁷. Ce fut la revanche royale contre les spéculations dans lesquelles les Suisses étaient passés maîtres à l'époque du Grand Parti.

¹⁷⁴ DIERAUER, *Histoire*, III p. 480; FELLER, *Geschichte*, II, pp. 464-466.

¹⁷⁵ STA BS, *Fremde Staaten Frankreich Akten*, A 5 (S); Kl. Rat 9, f° 153 (27 février 1605); BURCKHARDT et LANZ, *Ehrenpokal*, pp. 21-34.

¹⁷⁶ PEYER, *Handel*, pp. 29-30; GERN, *Aspects*, pp. 175-178.

¹⁷⁷ FELLER, *Bern*, II, p. 466.

C. ET L'ARGENT ET LES SUISSES

En parlant des pensions et du service étranger, Ernst Gagliardi se demande pourquoi la Suisse a pu dévorer tant d'argent français sans augmenter réellement le niveau de vie de l'ensemble de sa population¹⁷⁸. Tout est une question de proportions. Je crois avoir démontré que les villes ont su profiter des pensions. Ces dernières leur ont permis de rembourser leurs dettes, de se constituer des trésors, d'accorder des prêts, d'agrandir leurs territoires. A l'exception de Schaffhouse et de Saint-Gall, les villes suisses n'ont pas connu l'impôt direct régulièrement perçu sur la fortune. La Suisse était déjà au XVI^e siècle le paradis des impôts. C'est un signe d'aisance. La plus grosse part des pensions par rôle était distribuée aux particuliers qui étaient déjà possédants. On donnait à celui qui avait. Les richesses de ce groupe de dirigeants a donc encore augmenté. Quant aux autres, aux mercenaires qui partaient en France, c'étaient trop souvent des « travailleurs étrangers » qui ne touchaient pas leur salaire, ou qui n'étaient payés qu'avec beaucoup de retard. Le problème le plus préoccupant des capitaines suisses au cours du XVI^e siècle a été d'obtenir des rois de France le paiement des soldes, dont les arrérages se chiffraient toujours à 2 000 000 d'écus au moins, à 11 000 000 d'écus en 1601. Quelle part les soldats ont-ils réellement reçue ? A combien d'écus s'élèvent les pertes réelles que les Suisses ont subies dans le service étranger au XVI^e siècle ? On ne saurait répondre à ces questions.

Les rois de France s'étaient aussi habitués au financement des campagnes militaires royales par les capitaines suisses. On ignore si cela se faisait déjà fréquemment sous François I^{er}. Ce procédé devint courant à partir du règne d'Henri II. Il ne s'arrêta cependant pas là. Les villes suisses accordaient des prêts aux rois de France pour leur permettre de payer aux capitaines un acompte sur les soldes ou pour financer partiellement les guerres. Le fait a été relevé par Voltaire qui écrit au sujet des 100 000 écus que Sancy emprunta en 1589 à Berne :

« On lui donna sur le champ (dans la séance du Conseil du roi, en février 1589) la commission et point d'argent, et il partit pour la Suisse : jamais négociation ne fut si singulière ; d'abord il persuada aux Genevois et aux Suisses de faire la guerre conjointement avec la France, il leur promit de la cavalerie qu'il ne leur donna point, il leur fit lever dix mille hommes d'infanterie et les engagea de plus à donner cent mille écus ; quand il se vit à la tête de cette armée, il prit quelques places au duc de Savoie, ensuite il scût tellement gagner les Suisses qu'il engagea l'armée à marcher au secours du Roi. Ainsi on vit pour la première fois les Suisses donner des hommes et de l'argent. »¹⁷⁹

¹⁷⁸ GAGLIARDI, *Geschichte*, p. 630.

¹⁷⁹ Cité par DUFOUR, *La guerre*, p. 54.

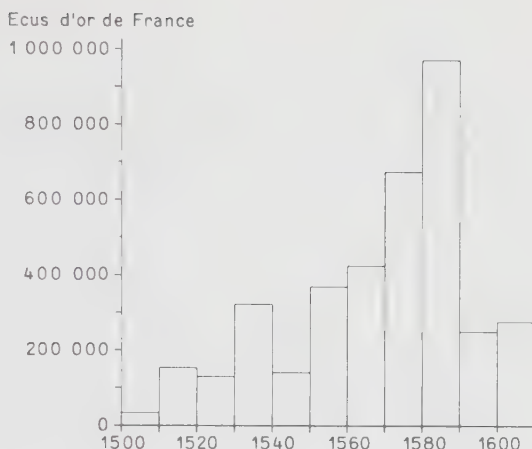
Voltaire a vu juste, mais il s'est trompé sur un point essentiel. On ne vit pas pour la première fois les Suisses donner des hommes et de l'argent. Les Suisses avaient l'habitude d'investir des dizaines et des centaines de milliers d'écus dans les guerres des rois de France au XVI^e siècle. On peut même émettre l'hypothèse qu'il s'agissait d'une politique consciente en vue de procurer du travail en France à des bouches trop nombreuses au pays. C'était exporter la disette et la famine si fréquentes au cours du XVI^e siècle. Les cantons de la Suisse centrale agissaient essentiellement par la voie des capitaines. On ne trouve ni la ville de Lucerne ni l'un ou l'autre des «pays» parmi les créanciers du roi, c'étaient toujours leurs capitaines. Soleure et Fribourg n'ont pas eu les moyens d'accorder des prêts importants. Fribourg a certes prêté 20 000 écus à Charles IX, en 1570, mais il lui fallut en emprunter 8000 par ruse à Lucerne. Pour des sommes importantes — 50 000, 72 000 et 80 000 écus — Fribourg et Soleure se sont portées cautions pour le roi qui en leur nom émettait les emprunts à Bâle. Les villes réformées enfin agissaient en cautions, mais aussi en véritables créancières. Elles étaient capables de jouer ce rôle à partir du milieu du siècle. La solidarité financière franco-suisse était une réalité. Elle n'était cependant pas à sens unique, comme le proverbe «pas d'argent, pas de Suisses» veut le faire croire, car les Suisses ont souvent fourni aux rois de France l'argent avec les hommes¹⁸⁰.

IV. Solidarité financière et économique nationale

Dans les troisième et quatrième parties de ce travail j'ai exposé successivement pour chacune des neuf principales villes suisses l'histoire des prêts et des emprunts, relevant dans la mesure du possible les aspects structurels et conjoncturels caractéristiques. Dans le cinquième chapitre, j'ai essayé de déterminer le rôle que la banque publique bâloise a joué dans le crédit public en Suisse. Je viens de présenter quelques solidarités financières propres au crédit public du XVI^e siècle suisse: solidarités confessionnelles, solidarités régionales, solidarité franco-suisse. Le moment est venu de tenter une synthèse que je développerai sur trois plans: la conjoncture générale du crédit public des villes suisses d'abord, le crédit public et la politique conjoncturelle ensuite, la géographie des forces financières suisses pour terminer.

¹⁸⁰ Je ne saurais donc souscrire aux thèses d'Edgar BONJOUR, *Neutralität*, I, p. 31, qui affirme que la Suisse avait profité exclusivement et intensivement des accords et privilèges commerciaux réciproques.

Figure 66:
Prêts et emprunts publics
par décennies en Suisse.



A. LA CONJONCTURE GÉNÉRALE DU CRÉDIT PUBLIC DES VILLES SUISSES

L'évolution du crédit public en Suisse a été tributaire des possibilités d'accumulation de capital financier des villes. Dans la deuxième partie de ce livre, qui est un essai du genre, on trouve évalué pour les villes suisses cette accumulation de capitaux. Les trésors des villes ne constituent cependant pas les seules ressources du crédit public. Par l'emprunt, les villes peuvent augmenter leurs liquidités pour leurs propres besoins ou pour accorder des prêts. Il suffit de disposer d'une institution financière adéquate pour concentrer les capitaux privés et pour les mettre à la disposition des villes ou, avec la caution de ces dernières, aux princes. La banque publique de Bâle remplissait ce rôle pour la Suisse. Pour mesurer approximativement le volume des transactions financières, j'ai cumulé trois séries complémentaires les unes des autres: les emprunts émis par la banque publique de Bâle, les dettes contractées par les villes, les prêts accordés par ces dernières (fig. 66).

Le comportement ainsi que la capacité financière des neuf villes en question et de la banque bâloise ont énormément évolué en un siècle. Le crédit global de la première décennie (34 500 écus) n'est encore qu'un vingt-huitième du volume des prêts accordés au cours de la neuvième décennie (972 000 écus). L'évolution d'une décennie à l'autre est typique jusqu'au milieu du siècle. Les progressions et les reculs se succèdent par paliers. Ensuite, le crédit se gonfle sans répit jusqu'en 1581/1590. Enfin, il connaît un essoufflement avant la reprise au début du XVII^e siècle. Même si l'on tient compte du fait que la première décennie du XVI^e siècle correspond à une période de répit après la guerre de Souabe, on voit encore que le volume du crédit «normal» a été multiplié par 8 en un siècle. Au cours

Ecus d'or de France

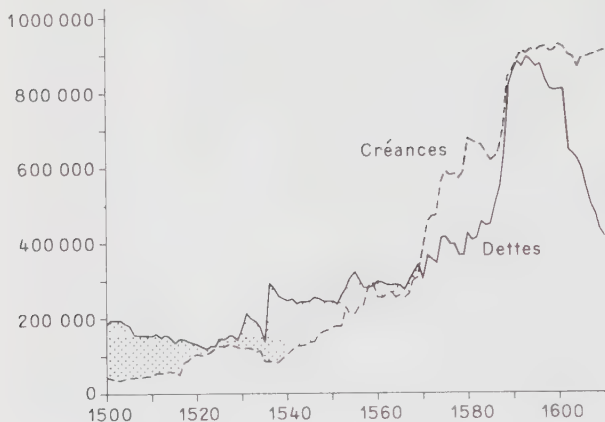


Figure 67:
Evolution des dettes
et créances
publiques globales
de neuf villes suisses
de 1500 à 1610.

de la première moitié du siècle, deux petits sommets se distinguent. Le premier, de 1511 à 1520, correspond à l'arrivée massive des pensions et des soldes gagnées lors des guerres d'Italie. Le second, de 1531 à 1540, représente l'endettement au cours des guerres de religion suisses et surtout les dettes savoyardes dont Berne et Fribourg ont hérité en 1536. La croissance ininterrompue durant quarante ans à partir de 1550 est le fait des gros emprunts des rois de France et de l'empereur, mais aussi des investissements dus à la régression économique. Le sommet entre 1581 et 1590 résulte de la solidarité franco-suisse cumulée avec la solidarité protestante envers Genève. Le volume des prêts accordés au cours de cette période frôle le million d'écus d'or de France. L'accalmie du crédit s'installe dès la fin des guerres de religion en France et avec l'épuisement financier des antagonistes dans la guerre de Savoie.

Cette évolution du volume des crédits accordés et demandés a eu une influence déterminante sur le niveau global des dettes et des créances des villes suisses (fig. 67). Entre les deux extrêmes, Lucerne, qui n'a jamais eu de dettes, et Genève, qui a toujours eu plus de dettes que de créances, les villes ont connu des fortunes diverses. Jusqu'en 1569, les dettes l'emportent sur les créances. A partir de 1570, les dernières sont plus élevées que les premières. Toutefois, pendant les deux premiers tiers du siècle, l'endettement n'était pas un mal chronique et inguérissable. Les villes possédaient la volonté et la capacité de rembourser leurs dettes et d'augmenter le volume de leurs créances. Je tiens à rappeler ici qu'elles étaient en mesure de constituer en même temps leurs encaisses métalliques. Le point zéro fut définitivement franchi en 1570. Les villes pouvaient puiser dans leurs réserves et procéder à des investissements conjoncturels pour relancer l'économie en régression, faisant intensivement usage de l'emprunt public à partir de 1585 jusqu'en 1593. Jusqu'alors, les dettes étaient passées depuis le début du siècle de

183 000 écus à 890 000 écus, et le volume des créances avait augmenté de 40 000 écus à 902 000 écus. Mais tandis que les créances continuaient à s'accroître légèrement pour atteindre 922 000 écus en 1600 et, après quatre années de recul, remonter encore à 909 000 écus en 1610, les dettes tombaient progressivement à 804 000 et à 413 000 écus, retrouvant en 1610 le niveau de 1575 et de 1581. C'est encore un signe de la santé financière que l'ensemble des villes suisses, sauf Genève, avait acquise au cours du XVI^e siècle. Dans l'énorme gonflement que le crédit public a connu en Suisse, les dettes des villes se sont multipliées par 2,25 au cours de 110 années, tandis que les créances ont augmenté 22,5 fois dans le même temps. Au début du XVI^e siècle, les dettes ont dominé les créances dans une proportion de 4,5 à 1, en 1610 elles seront dominées par les créances dans une proportion de 2,2 à 1. Le solde négatif de 142 000 écus en 1500 s'est transformé en un solde positif de 496 000 écus en 1610, ce qui correspond à un gain net de 638 000 écus.

L'évolution du crédit public a entraîné de profonds changements d'ordre structurel. A la place d'un solde d'intérêts passifs de 7100 écus en 1500, ce qui correspond aux recettes ordinaires réunies de Fribourg et Lucerne, les neuf villes pouvaient compter en 1610 en principe avec un revenu net de 24 800 écus d'intérêts. Ce solde actif des intérêts était l'équivalent d'une recette ordinaire annuelle moyenne de Fribourg, Lucerne et Saint-Gall, ou d'environ 20 % des recettes ordinaires des neuf villes réunies. Sur l'ensemble des créances, 580 000 écus ou 64 % concernaient des investissements à l'étranger, c'est-à-dire en France et en Allemagne. Les 15 380 écus que seules Zurich et Genève devaient en Allemagne, étaient insignifiants à côté des créances presque 38 fois plus élevées. La balance des revenus des capitaux était devenue largement excédentaire. Sur le plan national, il convient d'ajouter les revenus des capitaux privés qui n'ont pas été placés dans les emprunts publics, mais qui, à l'exemple des millions d'écus dus par le roi de France aux particuliers suisses, gonflaient considérablement la balance suisse des paiements. Evidemment les pensions françaises et espagnoles, les remboursements effectués par la France sur les dettes envers les villes et les capitaines suisses ne doivent pas être négligés dans ce bilan. Ce phénomène a été reconnu par les contemporains, particulièrement par les Allemands. Les capitaux affluant en Suisse n'avaient donc aucune peine à trouver des possibilités de placement, ce qui augmenta encore les revenus des capitaux.

A l'intérieur de la Suisse, la géographie du crédit public a également évolué. Les relations financières entre les villes se sont intensifiées. L'encaissement et le paiement des intérêts touchaient toujours plus de monde dans les villes et à la campagne. La dépendance financière des campagnes envers les villes, chefs-lieux des cantons, s'est accrue. Les dettes des paysans et des villageois envers les villes augmentaient constamment, comme à Zurich où elles se tenaient au cours de la seconde moitié du XVI^e

siècle autour de 80 % des créances ordinaires locales et régionales de la ville. Ce type d'endettement de la campagne évoluait à Schaffhouse entre 66 % et 98 %, à Lucerne entre 60 % et 100 % et se situait à Soleure à 72 % environ. Dans aucune de ces quatre régions les dettes de la campagne ne se fixaient à un niveau inférieur à 60 % à la fin du XVI^e siècle. Environ les deux-tiers des créances du crédit public local — ville et campagne — provenait de la transmissibilité des obligations. En ville, l'argent investi circulait plus vite, la durée des prêts étant beaucoup plus courte qu'à la campagne. Tenant également compte des conclusions auxquelles nous sommes arrivé dans le premier chapitre de ce travail, nous pouvons affirmer qu'au cours du XVI^e siècle, dans une situation constamment excédentaire des revenus des capitaux, la masse monétaire en Suisse gonfla grâce aux arrivées d'or, d'argent, mais aussi grâce au crédit, dont nous avons étudié la partie publique et semi-publique. Par la transmissibilité, les obligations sont devenues une monnaie fiduciaire dont le volume augmentait régulièrement au cours du siècle. L'excédent de cette masse monétaire a été réinvesti à l'étranger.

B. CRÉDIT PUBLIC ET POLITIQUE CONJONCTURELLE

La politique économique générale n'était pas ignorée des gouvernements des cantons suisses au XVI^e siècle. La ville de Schaffhouse a dû lutter pour maintenir son espace commercial menacé au nord par l'Autriche et au sud par l'expansion zurichoise¹⁸¹. Avec beaucoup de tenacité, les Suisses défendaient leurs intérêts en face des rois de France pour leurs privilèges commerciaux dans le royaume. Ils savaient fort bien associer la diplomatie à la stratégie commerciale¹⁸². Il n'est pas non plus téméraire d'affirmer que les cantons pratiquaient une véritable politique de ravitaillement en sel, en blé et en vin, c'est-à-dire en produits alimentaires de base¹⁸³. Les tarifs douaniers étaient conçus de façon à rapporter un revenu à la seigneurie propriétaire du péage ou des halles en question, mais aussi afin de favoriser le commerce et l'industrie¹⁸⁴. Est-il nécessaire de rappeler que la politique monétaire des cantons a déjà existé au Moyen Âge¹⁸⁵ ? Des recherches dans le domaine du crédit public en Suisse ont permis de constater que les villes ont pratiqué au XVI^e siècle une véritable politique conjoncturelle au moyen de l'investissement financier dans les entreprises en difficulté. Il en a déjà été fait mention pour chaque ville dans le chapitre consacré aux villes créancières. Je me bornerai ici à une rapide synthèse des données.

¹⁸¹ STEINEMANN, *Wirtschaftspolitik*, pp. 87-127.

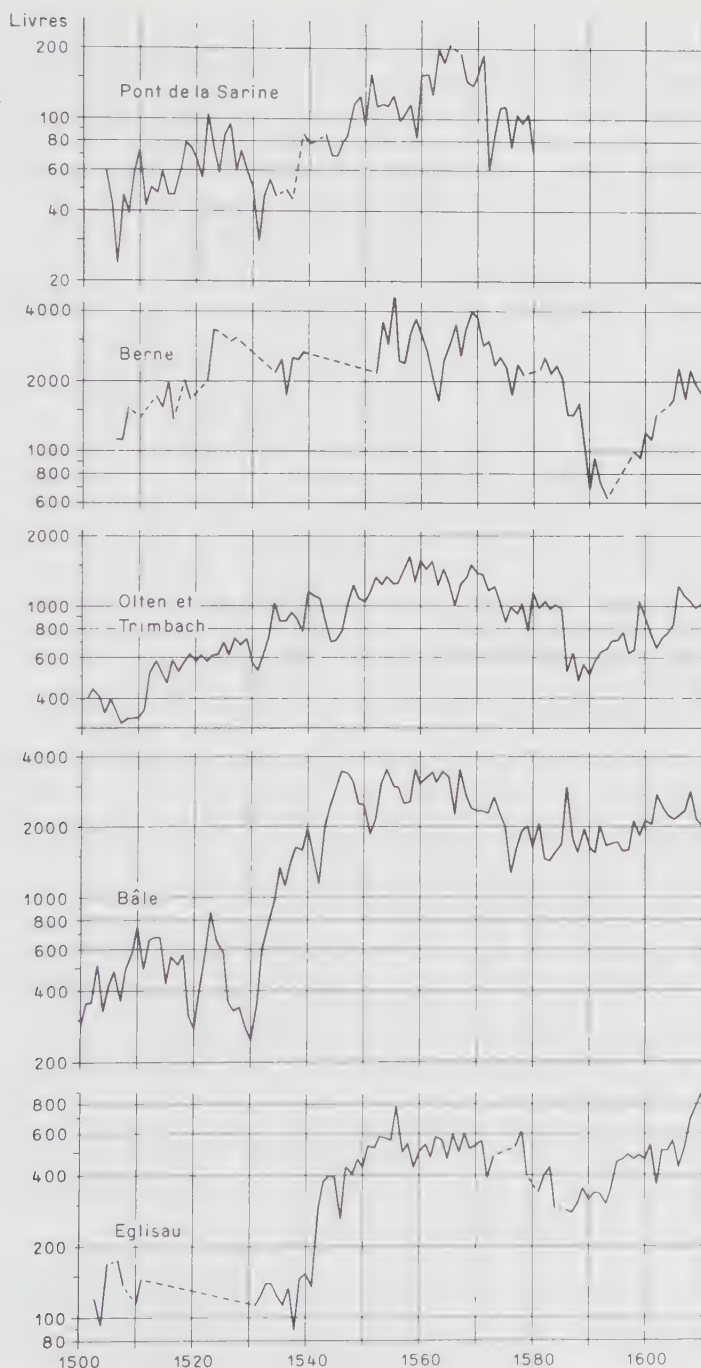
¹⁸² Cf. WILD, *Handelsprivilegien*, et DULONG, *Entstehung*.

¹⁸³ BERGIER, *Commerce*, pp. 521-550; DUBLER, *Frucht*, pp. 1 ss; PEYER, *Handel*, p. 25; WERMELINGER, *Lebensmittelverteuerungen*, pp. 58 ss.

¹⁸⁴ STEINEMANN, *Zoll*, pp. 179-221.

¹⁸⁵ Cf. les histoires monétaires citées dans notre bibliographie.

Figure 68:
La conjoncture
de quelques
péages suisses:
Sensebrücke
(Fribourg),
«Gleit» de
Berne,
Gümmenen,
Laupen,
Aarberg,
Wangen,
Langenthal
(Berne), Olten
et Trimbach
(Soleure),
Kaufhaus de
Bâle, Eglisau
(Zurich).



La régression de la seconde moitié du XVI^e siècle produisit ses effets en Suisse dès 1560. A partir de cette année-là, le transit des marchandises (fig. 68) ralentit à Schaffhouse, à Bâle, à Olten, à Lucerne, ainsi que dans les péages bernois et fribourgeois. L'Auberge de la Couronne, à Berne, relais important des marchands de passage, fit faillite en 1561¹⁸⁶. La production drapière à Saint-Gall fléchit après 1564, celle de Zurich après 1572¹⁸⁷. L'industrie drapière fribourgeoise en décadence déjà depuis 1540 avait un peu repris son souffle, passant d'un minimum de 2500 draps en 1552 à 3800 draps en 1560, mais la chute recommença en 1561 et tourna en effondrement après 1571 : 1360 draps produits en moyenne chaque année de 1572 à 1581 avec des minima de 700 draps en 1579 et de 800 draps en 1582¹⁸⁸.

Le retour d'Emmanuel-Philibert dans son duché de Savoie, les guerres de religion en France et la guerre aux Pays-Bas n'étaient pas étrangères au ralentissement des affaires en Suisse, pays de transit commercial et d'industrie drapière exportatrice. A partir de 1570, une série de crises frumentaires allait s'ajouter à la stagnation commerciale et industrielle. La crise était devenue profonde et générale.

Les villes possédaient deux moyens financiers pour lutter contre la régression économique et contre le chômage. Elles accordaient aux particuliers des facilités de paiement pour leurs redevances fiscales, et des prêts en argent comptant pour la relance des affaires. La transmissibilité des titres obligatoires était un de ces moyens; elle facilitait le paiement des redevances, puisqu'elle ne nécessitait pas le recours à l'argent comptant. Cette pratique était courante dans les villes déjà avant la régression de la seconde moitié du siècle. Rappelons que parmi toutes les obligations que les villes possédaient, un bon nombre provenait de cessions effectuées par des particuliers : 53% à Schaffhouse, 58% à Lucerne, 61% à Zurich. Ainsi se créa une sorte de monnaie fiduciaire, qui n'était toutefois pas encore un réel instrument de politique conjoncturelle. Cette politique fut réalisée par l'investissement direct, par le crédit à moyen ou à long terme.

Walter Bodmer et Hans Conrad Peyer ont déjà insisté sur ce point en décrivant comment Zurich avait lutté contre le chômage et contre la stagnation économique¹⁸⁹. En 1568, Hans Heinrich Lochmann, le trésorier Heinrich Thoman, Hans Keller et Hans Conrad Escher reçurent 12 000 écus pris dans le trésor de l'Obmannamt, pour l'industrie drapière. Plus tard, le Conseil ajouta encore 3000 écus. Lochmann avait déjà emprunté pour son commerce de sel 6000 écus en 1565 et 10 200 écus en 1567. Tandis qu'il

¹⁸⁶ HALLER, *Ratsmanuale*, 10 juin 1561.

¹⁸⁷ BODMER, *Industrie*, pp. 91, 100-102.

¹⁸⁸ AEF, Comptes des trésoriers, N° 193-406; nous avons noté dans les recettes le nombre des sceaux des draps. Cf. BODMER, *Industrie*, tableau 1; PEYER, *Wollgewerbe*, p. 81.

¹⁸⁹ BODMER, *Industrie*, pp. 99-102; PEYER, *Handel*, pp. 25-27.

remboursait les 6000 écus en 1568, il investit les 10 200 écus dans la draperie. En 1574, la ville accorda encore un prêt d'environ 2800 écus à l'entreprise de Hans Keller¹⁹⁰. Fribourg essaya à la même époque de ranimer son industrie drapière en investissant 2900 écus en 1569, 7200 écus en 1572 et 2600 écus en 1575. La politique d'investissement de Saint-Gall était orientée d'emblée dès 1545 vers l'industrie et le commerce. Les prêts accordés pendant la régression n'avaient rien de surprenant ou d'extraordinaire. Ils étaient conformes à la ligne de conduite des Saint-Gallois. Alors que les industries zurichoises et saint-galloises réussirent à franchir la mauvaise passe, les efforts fribourgeois n'eurent pas le résultat escompté par le gouvernement¹⁹¹.

Les villes encourageaient également le trafic commercial par des prêts accordés aux marchands. C'était le cas pour l'importation de sel à Fribourg et à Genève dans les dernières années précédant 1560, à Zurich et à Lucerne à partir de 1572. Schaffhouse accorda un prêt en 1562 à une société de transport dont les entrepreneurs habitaient Brüttisellen et Hedingen. Genève décida de secourir des entreprises genevoises au moyen de prêts accordés en 1565. L'ouverture du change public en 1568 est certainement à mettre en rapport avec le souci gouvernemental de procurer, au moyen des capitaux bâlois bon marché, les fonds dont l'économie genevoise avait besoin. Animer l'industrie du bâtiment permettait aussi d'enrayer le chômage. Le nombre important de constructions entreprises après 1570 grâce aux crédits hypothécaires de la ville de Lucerne est frappant¹⁹². Zurich semble également avoir encouragé la construction : 50% des prêts accordés aux bourgeois, les gros entrepreneurs exceptés, étaient des prêts hypothécaires. Berne emprunta à Strasbourg 8000 écus pistoles en 1560, afin de fortifier Yverdon, Morges et le fort de l'Ecluse¹⁹³. La construction du « Munot » à Schaffhouse commença en 1563 et dura jusqu'en 1585¹⁹⁴. Vers la même époque, Genève dut renforcer son propre système de défense¹⁹⁵. L'Hôtel de Ville, avec sa nouvelle rampe, fut construit de 1555 à 1578, l'académie de Calvin de 1558 à 1563, le nouvel arsenal en 1559¹⁹⁶. Les institutions ecclésiastiques ne restèrent pas en arrière. Le couvent d'Hermetschwil fit construire son moulin de 1557 à 1559, son silo en 1569, son mur de protection en 1572 et la boulangerie en 1581¹⁹⁷. La construction du collège des Jésuites à Fribourg se situe dans les années soixante-dix et

¹⁹⁰ StA ZH, C I, Stadt und Land, 370 I (10 000 L. ZH).

¹⁹¹ PEYER, *Wollgewerbe*, pp. 85-86.

¹⁹² Pour les constructions dues à la présence des Jésuites, cf. *HELVETIA SACRA*, VII, pp. 113-115, 122.

¹⁹³ FELLER, *Geschichte*, II, p. 401.

¹⁹⁴ SCHIB, *Geschichte*, p. 292.

¹⁹⁵ CRAMER, *Politique*, p. 289.

¹⁹⁶ BLONDEL, *Géographie*, p. 224.

¹⁹⁷ DUBLER, *Hermetschwil*, p. 190.

quatre-vingt du XVI^e siècle¹⁹⁸. S'il est vrai que les efforts de fortification ne dépendaient pas directement de la politique conjoncturelle, il est à souligner que c'étaient des travaux qui, imposés par les exigences politiques du moment, tombèrent bien à propos pour absorber le chômage provoqué par la régression économique. Les villes ne reculèrent pas devant l'emprunt afin de réaliser leurs projets de construction.

La plus importante «entreprise nationale» en difficulté a cependant été le service étranger. Tant que la guerre durait entre la France et l'Espagne, les mercenaires suisses avaient du travail et gagnaient leur pain. Des signes de crise apparurent déjà dans les années 1550 à 1560. Le roi de France, à bout de souffle, dut arrêter la guerre. Or la paix, si souhaitable qu'elle fût en principe, signifiait chaque fois le chômage pour des milliers d'hommes. S'ils rentraient en Suisse, les poches pleines d'écus gagnés à la guerre, cela n'était pas si grave. Ils avaient de quoi vivre pour un certain temps avant de se faire enrôler pour la guerre suivante. Encore ne fallait-il pas qu'ils rentrassent en période de disette, où l'on n'avait déjà pas assez à manger pour la population sédentaire du pays. Des bouches supplémentaires à nourrir, des écus grossissant la masse monétaire et augmentant les prix par le biais de la demande accrue, n'étaient pas souhaitables. «Que le service mercenaire fût un besoin vital, écrit André Maillard, il y en a du reste une preuve «a contrario»: c'est la situation des Bernois, restés à l'écart lors du renouvellement de l'alliance de 1564.» Or, voici comment le colonel Louis de Diesbach explique à George, son cousin fribourgeois, qui le lui avait reproché, son engagement à la fin de l'année 1575 dans l'armée du comte palatin Jean-Casimir, destinée à secourir les huguenots français: «Cela me tirera de mon dénuement.» D'ailleurs, on n'éprouvait jamais aucune peine à trouver, en Suisse, assez d'hommes prêts à s'enrôler. Même au plus fort du mécontentement contre la France, l'ambassadeur du roi, dès qu'il parlait d'une levée, voyait accourir à lui des dizaines de capitaines et ceux-ci, comme Heid en 1585, se réjouissaient quand la durée du service s'annonçait longue¹⁹⁹. Ce sont des aspects à prendre en considération pour l'histoire des prêts accordés aux rois de France au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle.

Dans cette optique, les 450 000 à 500 000 écus prêtés de 1553 à 1558 à Henri III prennent la valeur d'un investissement repoussant l'échéance du chômage mercenaire à une date ultérieure. Il est à souligner que la banqueroute française de 1557 n'avait pas empêché les Suisses d'accorder en 1558 encore 150 000 écus à la France. Une grande partie de cet argent a même été avancé par les capitaines pour la campagne de Flandres et de Picardie. Plus tard, la paix de Saint-Germain survint en pleine crise frumentaire. De 1570 à 1574, une terrible disette faisait rage en Suisse²⁰⁰.

¹⁹⁸ HELVETIA SACRA, VII, p. 164.

¹⁹⁹ MAILLARD, *Politique et religion*, pp. 16-17.

²⁰⁰ Pour d'autres prix cf. DUBLER, *Hermetschwil*, p. 180; PFISTER, *Getreide*, pp. 237-264.

Les mercenaires revenant de France n'avaient pas obtenu leur solde, Charles IX étant dans l'incapacité de les payer. Ce fut la catastrophe pour les capitaines et pour leurs soldats. A partir du mois de décembre 1570 jusqu'en 1572, et en supplément des efforts fournis pour acheter des céréales pour leurs populations, les gouvernements de Berne, Zurich, Fribourg et Bâle trouvèrent encore 192 000 écus pour que l'ambassadeur de France pût verser aux mercenaires une partie de leur solde. En 1574, Soleure émit à Bâle un emprunt de 72 000 écus destinés toujours à payer les dettes royales envers les mercenaires, ce qui porta à 264 000 écus les investissements que l'on peut considérer comme conjoncturels en rapport avec le service étranger et tombant dans la crise de 1570 à 1574.

En accordant 24 000 écus et des hommes à l'Electeur palatin en 1575, les Bernois permirent à quelque 4250 hommes de trouver du travail pour un an. Est-il besoin de rappeler l'opinion exprimée par Ludwig von Diesbach avant son départ ? La sixième guerre de religion en France se termina par la paix de Bergerac et l'édit de Poitiers, en septembre 1577. En décembre, les chefs d'Unterwald se présentèrent à la banque de Bâle pour émettre un emprunt de 17 000 écus. La guerre a été menée sans argent, les Etats généraux n'ayant pas accordé de subsides au roi pour lever des troupes²⁰¹. La paix de Fleix (26 novembre 1580) mit fin à la septième guerre de religion. Elle marqua le début d'une accalmie de trois ans et demi. Une grande partie des Suisses au service d'Henri III durent rentrer et chômer. Fribourg accepta d'être caution pour 80 000 écus que le roi allait emprunter à Bâle en vue du paiement, toujours partiel, des troupes. Nous ignorons le nombre de Fribourgeois qui rentrèrent du champ de bataille. L'économie fribourgeoise, souffrant à la fois d'une profonde crise de structure et de la régression conjoncturelle, ne pouvait supporter l'affluence de ces chômeurs dépourvus de tout pouvoir d'achat²⁰². La caution ne leur coûta rien pour le moment. D'autres crédits accordés directement aux capitaines par Fribourg et par Lucerne se situent dans la même ligne de conduite : financer par le crédit le service étranger et combattre le chômage militaire.

Après avoir constaté dans plusieurs domaines de l'économie suisse du XVI^e siècle l'existence d'une politique conjoncturelle des gouvernements des cantons, on peut se demander si ces hommes agissaient d'une manière empirique ou s'ils obéissaient à un raisonnement d'ordre théorique²⁰³. C'est une recherche qui mérite d'être entreprise pour l'ensemble de la Suisse. Dans le cadre de ce travail, on peut déjà affirmer que les Bernois savaient bien en écrivant à Bâle que l'argent « était le principal nerf de la guerre »²⁰⁴. L'ambassadeur français, de Bassefontaine, avait expliqué en 1554 aux Soleurois qu'il était possible d'affaiblir l'ennemi au moyen d'emprunts qui

²⁰¹ LAPEYRE, *Monarchies*, p. 176.

²⁰² Cf. MAILLARD, *Politique fribourgeoise*, p. 162.

²⁰³ Cf. PIUZ, *Genevois*, pp. 3-23.

²⁰⁴ StA BS, Kantone Bern S, Anleihen 1531-1590, Berne à Bâle (14 juin 1589).

lui retiraient l'argent nécessaire pour faire la guerre²⁰⁵. Riche de ces deux théorèmes, les Suisses pouvaient déduire leur politique conjoncturelle : financer autant que possible les guerres françaises afin qu'elles durent. Toutefois cette explication, assez simpliste somme toute, ne satisfait pas. En choisissant, en période de régression conjoncturelle principalement, le crédit public pour investir des capitaux dans le service étranger, l'industrie drapière, le bâtiment et le commerce ; en faisant bâtir ou reconstruire leurs fortifications, les villes et cantons suisses obéissaient-ils à une théorie économique de l'investissement ? Question qui, pour le XVI^e siècle, reste posée.

C. LES FORCES FINANCIÈRES EN SUISSE : LE QUASI-MONOPOLE DES BÂLOIS

Le rôle que la banque publique bâloise a joué en Suisse d'une manière générale a déjà été souligné. Quiconque voulait émettre un emprunt, devait passer par cette banque. C'est la raison pour laquelle on la retrouve dans presque toutes les grandes affaires financières du pays. La rupture de l'unité confessionnelle et politique n'affecta en rien l'importance nationale, voir internationale de la banque bâloise. Celle-ci réalisa des emprunts pour l'empereur, pour les rois de France, pour le duc de Savoie, pour les comtes de Neuchâtel, pour les ducs de Wurtemberg. On comptait parmi sa clientèle de nombreuses villes suisses : aux côtés des villes réformées, Genève, Neuchâtel, Berne, Zurich, Saint-Gall, Schaffhouse, Strasbourg, on rencontre les villes catholiques, Fribourg et Soleure. Les particuliers de Lucerne qui avaient signé des obligations françaises à l'occasion des émissions gagées par Fribourg et Soleure, recevaient parfois les intérêts par l'intermédiaire de la banque bâloise. Cette dernière peut être considérée comme un complément financier efficace de la neutralité que le pacte fédéral avait imposée à la ville de Bâle.

Il n'y a pas de ville suisse importante qui, au besoin, n'a pas eu recours au crédit de la banque bâloise. Lucerne et Zoug cependant faisaient exception, non pas à cause de leur religion catholique, mais parce que ces deux villes n'ont pas eu de dettes pendant tout le XVI^e siècle. Elles n'avaient besoin d'emprunter de l'argent ni à leurs bourgeois ni à l'extérieur. Les relations constantes que Fribourg et Soleure entretenaient avec la banque bâloise au cours des décennies où la réaction catholique était la plus active en Suisse, montrent que les intérêts économiques l'emportaient sur les politiques confessionnelles. Plus d'un emprunt émis à Bâle par Soleure ou par Fribourg au nom du roi de France a servi à pourvoir aux besoins des capitaines et des mercenaires suisses, et à aplanir des difficultés

²⁰⁵ StA SO, RC A 1 54 A, pp. 231-232 (Freitag vor 1554).

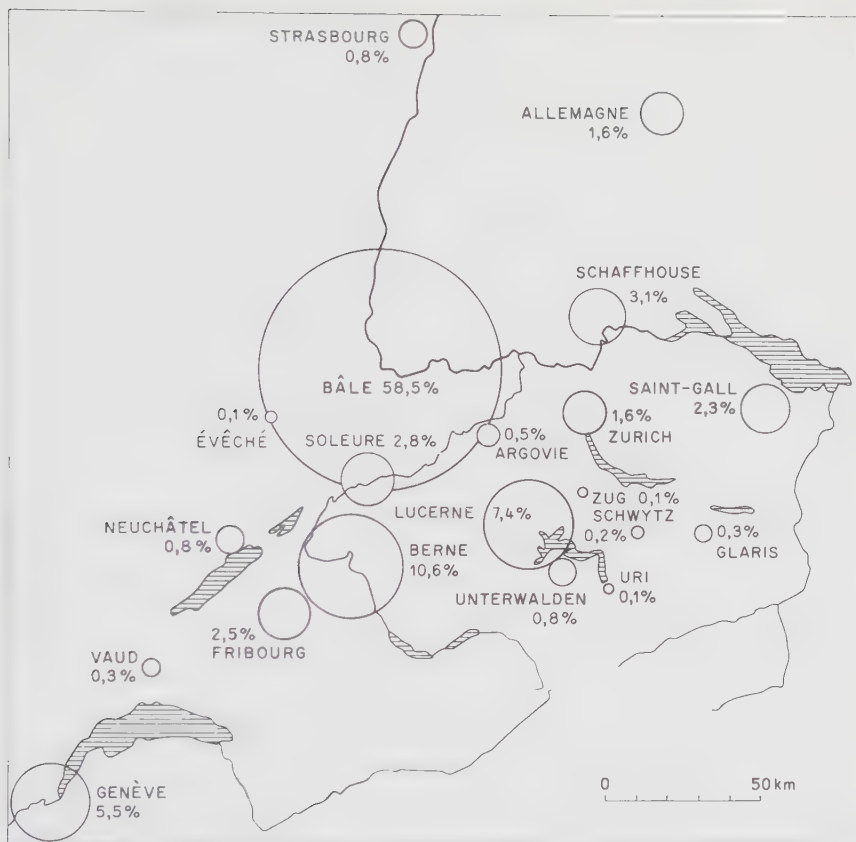


Figure 69 : Origine des capitaux privés dans les emprunts publics en Suisse (1500-1610).

diplomatiques surgissant entre la France et les Confédérés. Chaque fois, les capitaux ont été réunis par la banque bâloise. Le pays d'Unterwald ne répugna pas, en 1577, à préférer Bâle à Lucerne. Ce qui n'est pas étonnant, puisque le chevalier et landammann Melchior Lussy, d'Unterwald, ne comptait pas parmi les meilleurs amis de l'avoyer Ludwig Pflyffer, de Lucerne²⁰⁶. Le 2 décembre 1577, Unterwald émit un emprunt à la banque publique bâloise pour la somme de 17 000 écus²⁰⁷. Toutes les personnalités nidwaldiennes d'une certaine importance s'engagèrent en tant que débiteurs principaux, comme Johann Waser, Wolfgang Zelger et Johann Lussy ou en tant que cautions, comme Melchior Lussy, Heinrich von Uri, Ulrich Mettler, Niklaus Löuw, Niklaus Riser, Jörg Wirsch, Melchior Wirsch, Melchior

²⁰⁶ FELLER, *Lussy*, pp. 196 et 217.

²⁰⁷ StA BS, Notariatsarchiv 2 Emmanuel Ryhiner 2, f° 22-27.

Wildrich, Kaspar Zelger, Hans Ming, Jakob Lussy et Johann Riser, tous conseillers de Nidwald²⁰⁸. Cet emprunt d'Unterwald prouve que la banque publique bâloise n'était pas une institution réservée à une clientèle urbaine et princière. Les cantons de la Suisse primitive y avaient accès au même titre que tout le monde.

Pendant les guerres d'Italie, l'argent pouvait être gagné facilement. Les Suisses encaissaient alors des pensions et des soldes du pape, de l'empereur, du duc de Savoie, du duc de Milan et du roi de France. Cette abondance de capitaux a permis aux hommes des cantons primitifs de devenir les créanciers du duc de Savoie, du comte Michel de Gruyère et du comte René de Challant. Ces deux derniers étaient des chefs de mercenaires au service de François I^{er}, mais ils étaient sans argent, alors que les Suisses en avaient. Plus tard on compte encore des capitaines uranais, nidwaldiens et glaronais parmi les créanciers d'Henri II, ainsi que parmi ce groupe de Suisses qui se disputaient avec Charles IX au sujet de l'intérêt de 16 % qu'Henri II avait promis de payer pour 150 000 écus empruntés sur la place de Lyon en 1558. Mais des autres emprunts, et de ceux émis à Bâle, les cantons de la Suisse centrale ont été constamment absents en tant que créanciers. A partir de 1560, seuls les Lucernois et le capitaine glaronais Christoph Tschudi figuraient encore parmi les hommes de la Suisse centrale qui acceptaient de placer leurs capitaux dans les emprunts publics. Ce genre de placement était devenu une exclusivité des villes. La campagne était rentrée dans le rang des débiteurs.

J'ai regroupé dans un fichier tous les prêts accordés de 1500 à 1600 par des particuliers en Suisse aux villes et aux cantons suisses, aux comtes, aux ducs, aux rois et à l'empereur. Le volume global de 2 773 000 écus d'or obtenu est évidemment inférieur à la réalité. Cela est valable aussi pour les sommes réunies par les particuliers des villes ou des régions concernées. Je pense cependant qu'ayant regroupé le matériel des emprunts de Strasbourg, de Bâle, de Schaffhouse, de Saint-Gall, de Zurich, de Lucerne, de Soleure, de Berne, de Fribourg, de Genève, du duc de Savoie, du comte de Gruyère, des comtes de Neuchâtel, du comte de Fürstenberg, des ducs de Wurtemberg, de l'Electeur palatin, des princes huguenots français, de l'empereur et des rois de France, je dispose des chiffres essentiels me permettant d'affirmer que les proportions révélées par la figure 69 représentent valablement la répartition des forces financières en Suisse. La palme revient indiscutablement à la région bâloise qui réunit, avec 1 620 000 écus, près de deux tiers des capitaux. Bâle, au Moyen Age déjà, était la principale place financière de Suisse. Il fallait s'attendre à ce qu'elle maintînt son rôle dominant au XVI^e siècle. Toutefois, l'écart séparant les Bâlois des Bernois, qui figurent au deuxième rang avec 295 000 écus, n'est pas la simple différence entre la richesse des uns et celle des autres. C'est

²⁰⁸ StA BS, Notariatsarchiv 2 Emmanuel Ryhiner 2, f° 138.

plus que cela. En créant en 1504 son change public, Bâle s'est donné l'instrument bancaire par excellence qui domina par la suite la vie financière de la région bâloise et de la Suisse d'une manière incontestable. Ce ne sont pas les Bâlois seuls qui ont prêté un million et demi d'écus, mais les habitants de la région bâloise, la clientèle de la banque. Le troisième rang occupé par les Lucernois (205 000 écus) reflète la puissance financière et politique souvent sous-estimée des financiers du Vorort de la Suisse catholique. Quant aux investissements à l'extérieur, les Lucernois sont nettement mieux placés que les Bernois. La ville de Lucerne n'ayant pas eu besoin de faire appel au crédit de ses bourgeois, ces derniers placèrent trois fois et demi plus de capitaux à l'extérieur que les Bernois, soit 205 000 contre 134 000 écus.

Genève, qui a été avec Bâle la ville ayant le plus grand nombre d'habitants en Suisse, ne figure qu'au quatrième rang avec 152 000 écus prêtés par les particuliers. Cela correspond à moins d'un dixième du volume des prêts bâlois. L'écart entre les capacités financières des populations bâloises et genevoises pourrait être considéré comme étant encore plus large. Les Bâlois avaient pris l'habitude de puiser dans l'abondance des capitaux et de les investir dans les emprunts publics. La ville de Bâle, qui emprunta à ses particuliers environ 332 000 écus au cours du XVI^e siècle, pouvait accorder elle-même des prêts pour 266 000 écus. On peut donc affirmer que 1 554 000 écus n'étaient pas investis à Bâle même, mais à l'extérieur. La consommation intérieure de capitaux bâlois par la ville de Bâle se résumait alors à 4,25 %, tandis que tout le reste était investi en Suisse et à l'étranger. A Genève c'était exactement le contraire. On ne rencontre nulle part en Suisse des prêts importants accordés par les particuliers de Genève, à l'exception des 23 200 écus prêtés par les Genevois au roi de Navarre en 1586/1587. La demande publique genevoise absorbait au maximum les capitaux privés genevois disponibles pour les emprunts et devait encore faire appel aux capitaux de Suisse et de l'étranger. La différence est caractéristique de l'histoire de chacune des deux villes. Bâle jouissait de la paix, détenait un territoire, dominait une région riche, était reconnue par ses voisins comme capitale économique, contrôlait des routes commerciales d'un intense trafic entre les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie. Genève n'avait pas de territoire, avait subi plusieurs guerres, des révolutions, connu l'exode et l'immigration comme aucune autre ville en Suisse, vivait dans une région pauvre et fut menacée dans son existence et son indépendance pendant les trois quarts du siècle. La banque publique genevoise créée en 1568 échoua ; elle dut être fermée en 1581. Dans ces conditions, le commerce de Genève ne pouvait lui procurer autant de richesses que celui de Bâle apportait aux Bâlois. L'accumulation de capital ne pouvait pas non plus se faire d'une manière continue et progressive. L'essentiel des capitaux présents à Genève au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle était venu avec les réfugiés italiens et français. On ne pouvait pas profiter de l'apport financier de la région qui

était alors économiquement essoufflée. La ville ne pouvait compter que sur les capitaux des bourgeois et des habitants de Genève même. Il fallut un siècle d'intense activité des familles immigrées pour permettre à Genève de surmonter son déclin du XVI^e siècle²⁰⁹.

Peut-être les Genevois préféraient-ils investir leurs capitaux dans l'industrie? La même réserve pourrait être émise au sujet du poids financier relativement faible des Zurichois (45 000 écus ou 1,6%) et des Saint-Gallois (63 000 écus ou 2,3%) dans les emprunts. Dans les deux villes l'industrie drapière a prospéré. De 1500 à 1610, la fortune globale des Saint-Gallois a plus que septuplé, passant de 221 200 écus à 1 588 600 écus²¹⁰. Nous ne connaissons pas la fortune des Zurichois. Celle des Schaffhousois a plus que doublé depuis 1550, progressant de 694 700 écus à 1 532 900 écus²¹¹. La part des Schaffhousois dans les emprunts publics en Suisse est supérieure à celle de Zurich et à celle des Saint-Gallois (87 000 écus ou 3,1%). Nous savons cependant que les autorités politiques de Zurich et de Saint-Gall ont investi des milliers d'écus dans l'industrie drapière²¹². Il faut croire que les crises et la lutte concurrentielle au XVI^e siècle n'ont pas encouragé les industriels à retirer d'importants capitaux de la production industrielle pour les placer à 5% dans des emprunts publics. Les Saint-Gallois, qui ont prêté des capitaux à Henri II, ainsi que Benedikt Stokar et Hans Heinrich Lochmann dans leurs affaires financières avec Charles IX et Henri III ont cherché des titres d'une plus haute rentabilité. Nous ne pouvons néanmoins pas admettre que les Bâlois aient possédé un esprit capitaliste moins développé que les Genevois, les Zurichois, les Schaffhousois et les Saint-Gallois. Le fait d'avoir presque monopolisé la banque en Suisse permet plutôt d'affirmer que les Bâlois étaient au moins aussi capitalistes que les autres. A Bâle, l'industrie n'était pas aussi importante qu'à Saint-Gall et éventuellement à Zurich et à Genève. Le premier rang appartenait au grand négoce²¹³. C'est lui qui avait fait, au XV^e siècle déjà, la richesse de la ville et de ses bourgeois. La banque a été créée d'abord pour le change indispensable au bon déroulement du commerce. En pratiquant toutes les techniques bancaires, qui étaient alors connues, la banque publique de Bâle était en mesure d'offrir à sa clientèle de nombreuses possibilités de placements. Les capitaux affluaient, les bénéfices s'accroissaient au grand profit de Bâle et des Bâlois. On venait de toute la Suisse emprunter de l'argent. Aucune ville suisse ne pouvait égaler Bâle, qui a posé au début du XVI^e siècle le fondement bancaire de la Suisse moderne²¹⁴.

²⁰⁹ LÜTHY, *Banque protestante*, I, p. 38; BODMER, *Industrie*, p. 115.

²¹⁰ HOHENER, *Bevölkerung*, p. 69. Nous avons réduit les fl SG en écus d'or de France.

²¹¹ STEINEMANN, *Zoll*, pp. 203 ss.

²¹² Pour Saint-Gall. Troisième partie, VII. Pour Zurich, PEYER, *Handel*, pp. 25 ss, 55 ss.

²¹³ BODMER, *Industrie*, pp. 108-111.

²¹⁴ Bâle restera la première place bancaire de la Suisse jusqu'au XIX^e siècle.

Sources et bibliographie

SOURCES MANUSCRITES

StA BS	Bâle: Staatsarchiv	Années
<i>Finanz</i>		
F 14	Wocheneinnahmepbuch	1566-1588
H 1	Jahrrechnungen	1500/01-1610/11
H 2	Fronfastenrechnungen	1450/51-1610/11
T 4	Schatz im Dreiergewölbe	16. Jh.-1799
V 1	Zinsbuch	1532
V 2	Der Stadt Basel Zinsbuch	1598
Y 1	Stadtwechsel, Allgemeines und Einzelnes	15. Jh.-1746
AA 1	Einzelne Geldaufnahmen und Anleihen	1448-1796
<i>Fremde Staaten</i>		
Frankreich A 3	Pensionen an den Kanton	1517-1778
Frankreich A 5 (1-4)	Schulden	
Frankreich F 4 (1)	Sold und Pensionen	1554 ss
Mülhausen C 1	Schuld an Basel	1576-1676
Österreich D 1-3	Schulden	1421-1794
Pfalz A 5 (1-2)	Schulden	1569-1686
Pfalz C 3	Pfalz-Zweibrücken Schuld	1568-1641
Strassburg C	Schulden	1546-1656
Württemberg C 1-6	Schulden	1524 ss
<i>Kantone</i>		
Bern 5	Anleihen	1531-1590
Genf 4	Schulden an Basel	1582-1653
Schaffhausen 7	Anleihen in Basel	1579-1607
<i>Klöster</i>		
B 3 (12)	St. Blasien	

StA BS	Bâle: Staatsarchiv (suite)	Années
<i>Notariatsarchiv Basel</i>		
1	Emmanuel Ryhiner 1	1572-1576
2	Emmanuel Ryhiner 2	1577-1581
<i>Protokolle</i>		
	Ratsbüchlein 1-3	1553-1595
	Kleiner Rat 1-14	1587-1620

StA BE Berne: Staatsarchiv

Deutsche Missivenbücher (Registres)

Basel, Köln, England, Frankreich,
Freiburg, St. Gallen, Genf, Luzern,
Mülhausen, Neuenburg, Nürnberg,
Oron, Pfalzgraf, Savoyen, Schaffhausen,
Solothurn, Strassburg, Unterwalden,
Valendis, Waadtland

Finanzen (B VII)

32- 36	Manuale der Vennerkammer	1530-1620
451-471	Deutsche Standesrechnungen	1505-1610
692-699	Welsche Standesrechnungen	1536/37-1610/11
2315	Zins-Urbar der ablösigen Aktivzinse	1567-1636
2316	Passivzinse	1585-1613
2317	Activ- und Passivzinse	1594-1607
2318	Activ- und Passivzinse	1606-1614
2385	Gewölbe	1570-1641
2386	Aushändigungen aus dem Gewölbe	1586-1589

U.P. (Unnütze Papiere)

11	Waadt	
16	Finanz I	
18	Zoll	
23	Schreiben und Zedel	
24	Zinsquittungen	1340-1643 1500-1635
30	Varia und Öconomica	
37	Zürich	
38	Luzern	
41	Solothurn	
42	Schaffhausen	
43	Basel	
44-45	Neuenburg	
47-48	Genf	
50	Ausland: Burgund	
51	Ausland: Deutsche Fürsten und Städte	
53-55	Ausland: Frankreich	
56	Ausland: Strassburg	
57	Ausland: Savoyen	

Zoll und Ohmgeld (B VIII)

2, 3, 7, 124	Zollrödel
--------------	-----------

StadtA Constance	Constance: Stadtarchiv	Années
L VI 76	Zinsbuch	1528-1593
L VI 77	Zinsbuch	1587-1602
L VI 78	Zinsbuch	1589-1592
	Urkunden	1525-1600
AEF	Fribourg: Archives d'Etat	
	Bâle 1	1462-1600
C.t. 193-406	Comptes des trésoriers	1499 I-1610/11
	Stadtsachen A, B, C	
	Fribourg: Bibliothèque de l'Université	
<i>Manuscripts</i>	Extraits des comptes des trésoriers de Fribourg par le chanoine Fontaine	1500-1520
AEG	Genève: Archives d'Etat	
<i>Bourgeoisie</i>		
A 2 fo 45v.-78v.	Emprunt	1519
A 2 fo 84v.-92	Emprunt	1523
<i>Commerce</i>		
G 1-11	Change	
H 5	Prêts d'argent sur marchandises déposées aux Halles	1570
<i>Finances</i>		
K 1-4	Emprunts	
L 1-30	Obligations, comptes et quittances: Bâle, Berne, Fribourg, Schaffhouse, Saint-Gall, Zurich	
M 11-53	Comptes du trésorier général	
O 1- 9	Livres des mandats et parcelles du trésorier général	
Q 1-10	Débiteurs de la Seigneurie	
R 1- 7	Carnet des «restats» des trésoriers	
T 1-21	Arche	
U 1-10	Grand livre de l'Arche	
KK 3	Contributions	
<i>Militaire</i>		
F 1	Contributions volontaires	1562-1568
F 2	Emprunts en Allemagne	1589-1614
F 3-4	Comptes du trésorier de guerre	1589-1596
<i>Monnaie</i>		
A 2	Registre de la valeur des monnaies	1463-1648
<i>P.H. (Pièces historiques)</i>		

AEG	Genève: Archives d'Etat (suite)	Années
<i>RC GE (Registres du Conseil)</i>		
30-107	Registres	1537-1610
<i>Titres et droits</i>		
Evêché, Registres des comptes		
2	Livre des recettes et dépenses	s.d.
3	Recettes et dépenses	1508/09
36	Recettes et dépenses	1514
4	Recettes et dépenses	1518/19-1519/20
5	Recettes de la ville	1520
Chapitre, comptes		
14-27	Recettes et dépenses	1501-1533
St-Victor, Registres et	Agendas	
5-6	Recettes	1539-1546

BPU GE **Genève: Bibliothèque publique et universitaire**
Manuscripts Archives Tronchin, vol. 3

StA LU	Lucerne: Staatsarchiv	
<i>cod.</i>		
4040, 4045	Urbar der Pfennigzinsen	1544-1559
4050, 4055	Urbar der Güllt- und Pfennigzinsen	1560-1592
4060	Auszug Rodel: Urbar	1560
4065	Zinsurbar	1592-1598
4070	Zinsurbar	1598-1614
4305, 4310, 4315	Ratsrichter Rechnungsbuch	1542 ff/ 1582-1611
4995	Bussenrodel der Stadt Luzern	1593-1665
5065	Zinsurbar	1477-1559
6865	Rechnung Buoch von der Stadt Luzern	
	Emptern	1479-1584
6870	Rechnungsbuch	1434-1506
6875	Rechnungsbuch	1506-1625
6880	Denkbuch der Stadt Hushab	1591-1603
7020, 7025, 7030 } 7035, 7040, 7045 } 7175, 7180, 7185 } 7190, 7195, 7200 } 7210, 7215, 7225 } 7230, 7260, 7265 } 7320 }	Gegenbücher, Einnahmen	1543-1616 1512, 1513 1514/15, 1515/16, 1517/18, 1544 1548/49, 1569, 1571, 1588/89, 1596, 1614
	Seckelmeisterrechnungen	
7970	Schatzgenterlein im Wasserturm	1596
8620-9720	Umgeldrechnungen	1500-1610
9925, 9930	Bauamtsrechnungen	1546-1792

StA LU**Lucerne: Staatsarchiv (suite)****Années***Akten Archiv I*

Fach 5 Sch 794

Fach 7 Sch 913-914

Fach 8 Sch 966-969

Dringliche Rechte, Gültkopien

Kornhausrödel

Staatsanleihen

AE NE**Neuchâtel: Archives d'Etat**

Documents choisis dans le Répertoire des articles antérieurs à 1707, t. II, chap. 40
(Domaine et administration du comté de Neuchâtel et de la seigneurie de Valangin :
Dettes).

BP NE**Neuchâtel: Bibliothèque publique de la ville***Bibliothèque Rott*

Copies Rott, Finances I-III

Copies Rott, Militaire I-II

StadtA SG**Saint-Gall: Stadtarchiv Vadiana***Altes Stadtarchiv*

Band 3

Band 8

Band 346

Band 367-437

Band 438

Band 651

Tr. XXIX

Gemeiner Stadt Jahresrechnungen

1522-1597

«Summenbuch»

Rechnungen des Seckelamtes

1500-1520

Rechnungen des Seckelamtes

1521-1594

Inventar über die Schatzkammer der
Stadt St.GallenBesondere Debitoren der Stadt St.
GallenQuittungen und Briefe betr. Genfer
Schuldsachen

Ratsprotokolle

1590-1591

Ämterarchiv

Seckelamt IX, 1

Seckelamt IX, 5

Seckelamt IX, 10

Seckelamtsbuch

1595 ss

Schuldbuch

1601-1604

Schuldbuch

1605-1622

StA SH**Schaffhouse: Staatsarchiv**

Protokolle

Seckelamt

Seckelamt

Geheimratsprotokolle

1605 ss

Passivschuldenbuch

1506

Seckelamtakten

16./17. Jh.

StadtA SH**Schaffhouse: Stadtarchiv**

A II 5, Nr

162-293

A II 6, Nr

67, 69

70, 71

74, 75

77, 80

93, 97

98, 100

Stadtrechnungen

1499-1607

Steuerbücher

16. Jh.

StA SO	Soleure: Staatsarchiv	Années
<i>Akten</i>	Frankreich	1500-1600
	Neuenburg	1500-1749
<i>Finanz</i>	Seckelmeisterrechnungen	1500-1610
	Journal zur Seckelmeisterrechnung	1541-1610
	Abrechnung der Seckelmeister mit der Stadt	1506-1634
	Zinsrodel	1531
	Pensionsrodel	1581-1639
	Schuldrodel	1595-1598
<i>Ratsmanuale</i>	Diverse	1500-1610
<i>Urkunden</i>	Diverse	1500-1610
<i>Zoll</i>	Zollsachen überhaupt	1376-1767
 BA ZG	 Zoug: Bürgerarchiv	
A.4. 9	Pergamentener Zinsrodel	1579
A.4.13	Seckelamtsjahrrechnungen	1539, 1590-1608
 KA ZG	 Zoug: Kantonsarchiv	
<i>Verschiedene Bücher</i>		
Bd. 17	Rechnungen Stadt und Amt	1532-1697
Bd. 18	Rechnungen Stadt und Amt	1550-1564
Bd. 19	Rechnungen Stadt und Amt	1565-1597
Bd. 20	Rechnungen Stadt und Amt	1598-1624
<i>Akten, Ausland, Abt. C (Pensionen, Jahr- und Bundesgelder)</i>		
Theke Nr 7.1.	Frankreich	1482-1720
Theke Nr 9.6.	Savoyen, Sardinien	1588-1729
Theke Nr 9.7.	Spanien	16./17. Jh.
 StA ZH	 Zurich: Staatsarchiv	
<i>Akten</i>		
A 60	Weinungeldamt, Mappe 2	
A 155	Winterthur, Mappe 1	
A 206	Mülhausen, Mappen 1-4	
A 208	Strassburg, Mappe 2	
A 225	Frankreich, Mappen 2-3	
A 240	Basel, Mappe 2	
A 246	Genf, Mappen 3-4	
<i>Urkunden</i>		
<i>C I</i>	<i>Urkunden Stadt und Land</i>	
<i>Urbarien</i>		
F II a, 391 c	Urbar der Güllten und Schuldbriefe aus J. Hans Heinrich Lochmanns Hinterlassenschaft	

StA ZH	Zurich: Staatsarchiv (suite)	Années
<i>Rechnungen von Ämtern</i>		
F III 23	Obmannamt	1533-1610
F III 32	Seckelamt	1503/04-1607/08
F III 40	Weinungeldamt	1557-1608
F III 47, 1-2	Schatz	

SOURCES IMPRIMÉES

- AMMANN et SCHIB, *Atlas*: Hektor AMMANN et Karl SCHIB, *Atlas historique de la Suisse*, 2de éd., Aarau 1958.
- Chronik des Laurencius Bosshart*, hrsg. v. Emil EGLI, Basel 1906.
- CHRONIK SH: Eduard IM THURN und Hans Wilhelm HARDER, *Chronik der Stadt Schaffhausen*, Schaffhausen 1844.
- COVELLE, *Livre des Bourgeois*: A. COVELLE, *Le livre des bourgeois de l'ancienne République de Genève*, Genève 1897.
- DÜRR und ROTH, *Aktensammlung*: E. DÜRR und P. ROTH, *Aktensammlung zur Geschichte der Basler Reformation in den Jahren 1519 bis Anfang 1534*, 6 Bde., Basel 1921-1950.
- E.A.: *Amtliche Sammlung der älteren Eidgenössischen Abschiede*, Bd. III, Abt. 2; Bd. V, Abt. 1, 1861-1886.
- EGLI, *Aktensammlung*: Emil EGLI, *Aktensammlung zur Geschichte der Zürcher Reformation 1519-1533*, Zürich 1879.
- FINK ERRERA, *Sources médites*: G. FINK ERRERA, «Sources inédites pour une table de change des monnaies européennes au début du XVI^e siècle» in: *Recherches économiques de Louvain*, 32 (1966), N^o 8, pp. 587-595.
- GALIFFE, *Notices*: J.-A. GALIFFE, *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, 7 vol., Genève 1829-1895.
- GEISENDORF, *Habitants*: Paul-F. GEISENDORF, *Le livre des habitants de Genève*, t. I 1549-1564, t. II 1572-1574, 1585-1587, Genève 1957 et 1963.
- HALLER, *Ratsmanuale*: Berchtold HALLER, *Bern in seinen Ratsmanualen 1465-1565*, 3 Bde., Bern 1900-1902.
- HARMS, *Stadthaushalt*: Bernhard HARMS, *Der Stadthaushalt Basels im ausgehenden Mittelalter. Quellen und Studien zur Basler Finanzgeschichte. Erste Abteilung: Die Jahresrechnungen 1360-1535. Bd. I, Die Einnahmen 1360-1535. Bd. III, Die Ausgaben 1490-1535*. Tübingen 1913.
- Hauptstaatsarchiv Stuttgart, Beziehungen Württembergs zu Auswärtigen, A 121 Schweiz (Eidgenossen)*, Repertorium Baumann/Reichenmiller, Stuttgart 1967.
- LUGINBUHL, *Zürcher- und Schweizerchronik*: Rudolf LUGINBUHL, «Anonyme Zürcher- und Schweizerchronik aus den Dreissigerjahren des 16. Jahrhunderts» in: *Jahrbuch für Schweizer Geschichte*, 32 (1907), pp. 139-204.
- ODIER-CAZENOVE, *Hôpital de Genève. Recherche sur la formation progressive de son fonds capital*, Photocopie d'un manuscrit, Genève 1842.

- Quellen zur Schweizergeschichte, Neue Folge, IV 1, Basel 1914; III 5, Basel 1920.
 RC GE: *Registres du Conseil de Genève*, publ. par Emile RIVOIRE et Victor VAN BERCHEM, t. VI-XIII (1501-1536), Genève 1916-1940.
 R.C.P.: *Registres de la Compagnie des Pasteurs de Genève*, t. I-IV, Genève 1962-1974.
Recueil généalogique suisse, Première série: Genève, 3 t., 1902-1918, publ. par A. CHOISY, L. DUFOUR-VERNES et d'autres collaborateurs.
Die Rechtsquellen des Kantons Aargau, I, Stadtrechte, Bd. I, Das Stadtrecht von Aarau, bearb. und hrsg. von Walter MERZ, Aarau 1898.
Die Rechtsquellen des Kantons Aargau, I, Stadtrechte, Bd. II, Baden und Brugg, bearb. und hrsg. von Friedrich Emil WELTI und Walter MERZ, Aarau 1900.
Die Rechtsquellen des Kantons Aargau, II, Rechte der Landschaft, Bd. I, Amt Aarberg und Grafschaft Lenzburg, bearb. und hrsg. von Walter MERZ, Aarau 1923.
Die Rechtsquellen des Kantons Bern, II, Rechte der Landschaft, Bd. IV, Das Recht des Landgerichtes Konolfingen, bearb. und hrsg. von Ernst WEDER, Aarau 1950.
Rechtsquellen von Basel, Erster Teil, hrsg. von Johann SCHNELL, Basel 1856.
 SCHNYDER, *Quellen: Quellen zur Zürcher Wirtschaftsgeschichte von den Anfängen bis 1500*, bearb. von Werner SCHNYDER, 2 Bde., Zürich 1934-1937.
Les sources du droit du canton de Genève, t. II (1461-1550), publiées par Emile RIVOIRE et Victor VAN BERCHEM, Aarau 1930, t. III (1551-1620), publiées par Emile RIVOIRE, Aarau 1933.
 STECK und TOBLER, *Berner Reformationsakten: Rudolf STECK und Gustav TOBLER, Berner Reformationsakten 1521-1532*, 2 Bde., Bern 1923.
 STRICKLER, *Aktensammlung: J. STRICKLER, Aktensammlung zur Schweizer Reformationsgeschichte*, 5 vol., Zürich 1878-1884.
Urkundenbuch der Stadt Basel, Bde IX-XI, Basel 1904-1910.
 CRZ II: *Huldreich Zwinglis sämtliche Werke*, Bd. II, hrsg. von Emil EGLI und Georg FINSLER, Leipzig 1908 (Corpus Reformatorum, LXXXIX).
 WAVRE, *Extrait des comptes: William WAVRE, «Extrait des comptes de la Bourserie de la ville de Neuchâtel»* in: *Musée neuchâtelois*, (1905), pp. 51-67, 127-143; (1906), pp. 26-41, 88-96, 125-136, 162-173, 259-268; (1907), pp. 37-45, 70-96, 224-227, 271-277; (1908), pp. 110-118, 151-160, 255-258; (1909), pp. 72-78, 247-251.

TRAVAUX

parus jusqu'en 1976 et cités dans cet ouvrage

- ABEL, *Landwirtschaft 1500-1648*: Wilhelm ABEL, «Landwirtschaft 1500-1648» in: *Handbuch der Deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Bd. I, Stuttgart 1971, pp. 383-413.
 ALLEMANN, *Söldnerwerbungen*: Gustav ALLEMANN, *Söldnerwerbungen im Kanton Solothurn von 1600-1723*, Solothurn 1946.
 ALTHERR, *Münzwesen*: Hans ALTHERR, *Das Münzwesen der Schweiz bis zum Jahre 1798*, Bern 1910.
 AMIET, *Geschichte*: Bruno AMIET, *Solothurnische Geschichte*, Bd. 1, *Stadt und Kanton Solothurn von der Urgeschichte bis zum Ausgang des Mittelalters*, Solothurn 1952.

- AMMANN, *Freiburg*: Hektor AMMANN, «Freiburg als Wirtschaftsplatz im Mittelalter» in: *Fribourg-Freiburg 1157-1481*, Fribourg 1957, pp. 184-229.
- AMMANN, *Schaffhauser*: Hektor AMMANN, «Schaffhauser Wirtschaft im Mittelalter» in: *Schaffhauser Beiträge*, 25 (1948), pp. 7-222.
- ARZET, *Geldgeschäfte*: Robert ARZET, *Die Geldgeschäfte der badischen Markgrafschaft mit Stadt und Bürgerschaft Basel*, Schöpfungheim 1920.
- ASSEL, *Zinsverbot*: H.G. ASSEL, *Das Kanonische Zinsverbot und der «Geist» des Frühkapitalismus in der Wirtschaftsethik bei Eck und Luther*, Erlangen 1948.
- AUTIN, *Initiation*: Jean AUTIN, *Initiation aux finances publiques*, Paris 1971.
- BABEL, *Histoire économique*: Antony BABEL, *Histoire économique de Genève des origines jusqu'au début du XVI^e siècle*, 2 vol., Genève 1963.
- BAEHREL, *Prix, superficies*: René BAEHREL, «Prix, superficies, statistiques, croissances» in: *Annales E.S.C.*, 16 (1961), pp. 699-722.
- BAIROCH, *Révolution industrielle*: Paul BAIROCH, *Révolution industrielle et sous-développement*, 4^e éd., Paris-La Haye 1974.
- BARRE, *Economie politique*: Raymond BARRE, *Economie politique*, t. II, 5^e éd. Paris 1965.
- BARRÈRE, *Economie financière*: Alain BARRÈRE, *Economie financière*, 2^e éd., Paris 1971.
- BAYARD, *Bonvisi*: Françoise BAYARD, «Les Bonvisi, marchands banquiers à Lyon, 1575-1629» in: *Annales E.S.C.*, 26 (1971), pp. 1234-1269.
- BENDER, *Reformationsbündnisse*: Wilhelm BENDER, *Zwingli's Reformationsbündnisse*, Zürich 1970.
- BENASSAR et JACQUART: Bartholomé BENASSAR et Jean JACQUART, *Le XVI^e siècle*, Paris 1972.
- BERGER-LOCHER, *Neuchâtel*: Gertrude BERGER-LOCHER, *Neuchâtel sous l'occupation des douze cantons, 1512-1529. Contribution à la connaissance de la gestion des bailliages communs sous l'Ancien Régime*, Neuchâtel 1975.
- BERGIER, *Accumulation*: Jean-François BERGIER, «Accumulation primitive et naissance d'un capitalisme urbain. L'exemple de la Genève de Calvin» in: *Quatrième conférence internationale d'histoire économique. Bloomington 1968*, Paris 1973, pp. 85-87.
- BERGIER, *Commerce*: Jean-François BERGIER, «Commerce et politique du blé à Genève aux XV^e et XVI^e siècles» in: *R.S.H.*, 14 (1964), pp. 521-550.
- BERGIER, *Démission*: Jean-François BERGIER, «La démission du trésorier Amblard Corne. Quelques problèmes de l'administration financière de la Seigneurie de Genève après la Réforme» in: *Mélanges Paul-E. Martin*, Genève 1961, pp. 447-466.
- BERGIER, *Dynamisme*: Jean-François BERGIER, «Le dynamisme des structures sociales à Genève du XIV^e au XVII^e siècle» in: *Mélanges publiés par la Faculté S.E.S. de l'Université de Genève à l'occasion de son cinquantenaire*, Genève 1965, pp. 159-173.
- BERGIER, *Genève*: Jean-François BERGIER, *Genève et l'économie européenne de la Renaissance*, Paris 1963.
- BERGIER, *Kapitalismus*: Jean-François BERGIER, *Zu den Anfängen des Kapitalismus – Das Beispiel Genf*, Köln 1972.
- BERGIER, *Naissance*: Jean-François BERGIER, *Naissance et croissance de la Suisse industrielle*, Berne 1974.
- BERGIER, *Problèmes*: Jean-François BERGIER, *Problèmes de l'histoire économique de la Suisse. Population, vie rurale, échanges et trafics*, Berne 1968.
- BERGIER, *Taux d'intérêt*: Jean-François BERGIER, «Le taux d'intérêt et crédit à court terme à Genève dans la seconde moitié du XVI^e siècle», in: *Studi in Onore di Amintore Fanfani*, Milano 1962, vol. 4, pp. 91-119.

- BERGIER, PIUZ et HERREN, *Economie et fiscalité*: Jean-François BERGIER, Anne-Marie PIUZ et Béatrice HERREN, «Economie et fiscalité: le cas de la Suisse» in: *Troisième conférence internationale d'histoire économique*. Munich 1965, Paris-La Haye 1968, pp. 725-735.
- BERTOLLIATTI, *Zum Kapitel Finanzen*: Francesco BERTOLLIATTI, «Zum Kapitel Finanzen im Leben des Ritter Melchior Lussi und seiner Erben» in: *Beiträge zur Geschichte Nidwaldens*, 17 (1944), pp. 20-41.
- BICKEL, *Bevölkerungsgeschichte*: Wilhelm BICKEL, *Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz seit dem Ausgang des Mittelalters*, Zürich 1947.
- BIÉLER, *Pensée économique*: Jean BIELER, *La pensée économique et sociale de Calvin*, Genève 1961.
- BINZ, *Population*: Louis BINZ, «La population du diocèse de Genève» in: *Mélanges Antony Babel*, t. I, Genève 1963, pp. 145-196.
- BINZ, *Vie religieuse*: Louis BINZ, *Vie religieuse et réforme ecclésiastique dans le diocèse de Genève (1378-1450)*, t. I, Genève 1973.
- BISEGGER, *Silberversorgung*: Alfred BISEGGER, *Die Silberversorgung der Basler Münzstätte bis zum Ausgang des 18. Jahrhunderts*, Basel 1917.
- BLANC, *Chambre des blés*: Hermann BLANC, *La chambre des blés de Genève, 1628-1798*, Genève 1941.
- BLOCH, *Esquisse*: Marc BLOCH, *Esquisse d'une histoire monétaire de l'Europe*, Paris 1954.
- BLONDEL, *Développement urbain*: Louis BLONDEL, *Le développement urbain de Genève à travers les siècles*, Genève 1946.
- BLONDEL, *Faubourgs*: Louis BLONDEL, *Les faubourgs de Genève au XVI^e siècle*, Genève 1919.
- BLONDEL, *Géographie*: Paul BLONDEL, «Géographie urbaine et politique» in: *Histoire de Genève des origines à 1798*, Genève 1951, pp. 221-230.
- BODMER, *Einfluss*: Walter BODMER, *Der Einfluss der Refugiantenwanderung von 1550-1700 auf die schweizerische Wirtschaft. Ein Beitrag zur Geschichte des Frühkapitalismus und der Textil-Industrie*, Zürich 1946.
- BODMER, *Evolution*: Walter BODMER, «L'évolution de l'économie alpestre et du commerce de fromages du XVI^e siècle à 1817 en Gruyère et au Pays-d'Enhaut» in: *Annales fribourgeoises*, 48 (1967), pp. 5-162.
- BODMER, *Industrie*: Walter BODMER, *Die Entwicklung der schweizerischen Textilwirtschaft im Rahmen der übrigen Industrien und Wirtschaftszweige*, Zürich 1960.
- BODMER, *Messen*: Walter BODMER, «Die Zurzacher Messen von 1530 bis 1856» in: *Argovia*, 74 (1962), pp. 1-130.
- BODMER, *Textilgewerbe*: Walter BODMER, «Textilgewerbe und Textilhandel in Appenzell-Ausserrhoden vor 1800» in: *Appenzellische Jahrbücher*, 87 (1959), pp. 3-75.
- BODMER, *Wirtschaftspolitik*: Walter BODMER, *Die Wirtschaftspolitik Berns und Freiburgs im 17. und 18. Jahrhundert*, Bern 1973.
- BONJOUR, *Neutralität*: Edgar BONJOUR, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, Bd. I, Basel 1965.
- BONJOUR und BRUCKNER, *Basel und die Eidgenossen*: Edgar BONJOUR und Albert BRUCKNER, *Basel und die Eidgenossen*, Basel 1951.
- BOOS, *Wie Basel*: Heinrich BOOS, *Wie Basel die Landschaft erwarb*, Basel 1884.
- BOREL, *Foires*: Frédéric BOREL, *Les foires de Genève au XVI^e siècle*, Genève-Paris 1892.
- BOUVIER, *Initiation*: Jean BOUVIER, *Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains (XIX^e-XX^e s.)*, Paris 1969.
- BOUVIER et GERMAIN-MARTIN, *Finances*: Jean BOUVIER et Henry GERMAIN-MARTIN, *Finances et financiers de l'Ancien Régime*, Paris 1964.

- BRAUDEL, *Civilisation*: Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle et Capitalisme*, t. I, Paris 1967.
- BRAUDEL, *Emprunts*: Fernand BRAUDEL, «Les emprunts de Charles-Quint sur la place d'Anvers» in: *Charles-Quint et son temps*, Paris 1959, pp. 191-201 + graphique.
- BRAUDEL, *Méditerranée*: Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 2^e éd., 2 vol., Paris 1966.
- BRAUDEL et SPOONER, *Prices in Europe*: Fernand BRAUDEL et Frank C. SPOONER, «Prices in Europe from 1450 to 1750» in: *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. IV, *The Economy of expanding Europe in the sixteenth and seventeenth centuries*, Cambridge 1967, pp. 374-486.
- BREMME, *Buchdrucker*: Hans Joachim BREMME, *Buchdrucker und Buchhändler zur Zeit der Glaubenskämpfe. Studien zur Genfer Druckgeschichte 1565-1580*, Genève 1969.
- BROTSCHI, *Kampf*: Wilhelm BROTSCHI, *Der Kampf Jakob Christoph Blarers von Wartensee um die religiöse Einheit im Fürstbistum Basel 1575-1608*, Freiburg 1956.
- BÜHRER, *Auswärtige Politik*: Peter BÜHRER, «Die auswärtige Politik der alten Stadtrepublik St. Gallen 1291-1798» in: *Neujahrsblatt* hrsg. vom Hist. Ver. des Kantons St. Gallen, 94 (1954), pp. 7-44.
- BÜSSER, *Zwingli*: Fritz BUSSE, *Huldrych Zwingli. Reformation als prophetischer Auftrag*, Göttingen 1973.
- BURCKHARDT, *Basel*: Paul BURCKHARDT, «Basel zur Zeit des Schmalkaldischen Krieges», in *BZfGA*, 38 (1939), pp. 5-104.
- BURCKHARDT, *Geschichte*: Paul BURCKHARDT, *Geschichte der Stadt Basel von der Zeit der Reformation bis zur Gegenwart*, Basel 1942.
- BURCKHARDT et LANZ, *Ehrenpokal*: August BURCKHARDT und Hans LANZ, «Ein Ehrenpokal des Basler Ratsherrn Andreas Ryff» in: *BZfGA*, 51 (1952), pp. 21-34.
- CAHN, *Rappenmünzbund*: Julius CAHN, *Der Rappenmünzbund. Eine Studie zur Münz- und Geldgeschichte des oberen Rheinthaales*, Heidelberg 1901.
- CAHN, *Strassburger*: Julius CAHN, «Der Strassburger Stadtwechsel. Ein Beitrag zur Geschichte der älteren Banken in Deutschland» in: *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, N.F. XIV (1899), pp. 44-65.
- CAHN, *Zwei Münzschatzfunde*: Erich B. CAHN, «Zwei Münzschatzfunde und ihre Aussage zum Geldumlauf in der Schweiz zwischen 1580 und 1630» in: *Revue Suisse de Numismatique*, 52 (1973), pp. 108-153.
- CARANDE, *Carlos V*: Ramon CARANDE, *Carlos V y sus banqueros. I, La vida economica de Espana en un fase de sa hegemonia*, Madrid 1943, réed. augm. 1965; *II, La hacienda Real de Castilla*, Madrid 1949; *III, Los caminos del oro y de la plata (Denda exterior y tesoros ultra-marinos)*, Madrid 1967.
- CARRERES ZACARES, *La Taula*: S. CARRERES ZACARES, *La Taula de Cambis de Valencia (1408-1719)*, Valencia 1957.
- CASTELLA, *Fribourg*: Gaston CASTELLA, *Histoire du canton de Fribourg depuis les origines jusqu'en 1857*, Fribourg 1923.
- CHAUNU, *L'Europe classique*: Pierre CHAUNU, *La civilisation de L'Europe classique*, Paris 1966.
- CHOISY, *Réforme*: Eugène CHOISY, «La Réforme calvinienne» in: *Histoire de Genève des origines à 1798*, Genève 1951, pp. 231-256.
- CORAGGIONI, *Münzgeschichte*: Leodegar CORAGGIONI, *Münzgeschichte der Schweiz*, Genf 1896.
- COURVOISIER, *Théodore de Bèze*: Jacques COURVOISIER, «Théodore de Bèze et l'Etat chrétien» in: *Histoire de Genève des origines à 1798*, Genève 1951, pp. 257-282.

- CRAMER, *Mission*: Lucien CRAMER, «La mission du conseiller Jean Mailliet en Angleterre. 1582-1583» in: *Bulletin de la société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 3 (1913), pp. 385-404.
- CRAMER, *Politique*: Lucien CRAMER, «La politique extérieure, la diplomatie et la guerre, 1536-1603» in: *Histoire de Genève des origines à 1798*, Genève 1951, pp. 283-314.
- CRAMER, *Seigneurie*: Lucien CRAMER, *La Seigneurie de Genève et la maison de Savoie de 1559 à 1653*, 4 vol., Genève 1912-1958 (4^e vol. par Alain DUFOUR).
- DAUPHIN-MEUNIER, *Histoire*: A. DAUPHIN-MEUNIER, *Histoire de la Banque*, Paris 1961.
- DEGLER-SPENGLER, *Gnadenthal*: Brigitte DEGLER-SPENGLER, *Das Klarissenkloster Gnadenthal in Basel (1289-1529)*, Basel 1969.
- DEGLER-SPENGLER, *Helvetia Sacra*: Brigitte DEGLER-SPENGLER, «Die Helvetia Sacra. Ein Arbeitsbericht» in: *RSH*, 22 (1972), pp. 282-295.
- DELUMEAU, *Réforme*: Jean DELUMEAU, *Naissance et affirmation de la Réforme*, Paris 1965.
- DELUMEAU, *Renaissance*: Jean DELUMEAU, *La civilisation de la Renaissance*, Paris 1967.
- DELUMEAU, *Rome*: Jean DELUMEAU, *Vie économique et sociale de Rome dans la seconde moitié du XVI^e siècle*, 2 vol., Paris 1957-1959.
- DEMÔLE, *Genève*: Eugène DEMÔLE, *Histoire monétaire de Genève de 1535 à 1792*, Genève-Paris 1887.
- DEMÔLE et WAVRE, *Histoire monétaire*: Eugène DEMÔLE et William WAVRE, *Histoire monétaire de Neuchâtel*, revue et publiée par L. MONTANDON, Neuchâtel 1939.
- DENIS, *Pensée économique*: Henri DENIS, *Histoire de la pensée économique*, 3^e éd., Paris 1971.
- DE ROOVER, *Evolution*: Raymond DE ROOVER, *L'évolution de la lettre de change (XIV^e-XVIII^e siècle)*, Paris 1950.
- DE ROOVER, *Marché*: Raymond DE ROOVER, «Le marché monétaire au Moyen Age et au début des temps modernes. Problèmes et méthodes», in: *R.H.*, 94 (1970), N^o 495, pp. 5-40.
- DE ROOVER, *Medici*: Raymond DE ROOVER, *The rise and decline of the Medici Bank 1397-1494*, Cambridge (Mass.) 1963.
- DGS: *Dictionnaire géographique de la Suisse*, 6 vol., Neuchâtel 1902-1910.
- DHBS: *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, 7 vol., Neuchâtel 1921-1933.
- DIERAUER, *Genf*: Johannes DIERAUER, *Genf und St. Gallen 1591*, St. Gallen 1913.
- DIERAUER, *Histoire*: Johannes DIERAUER, *Histoire de la Confédération suisse*, t. II et III, Lausanne 1928 et 1910.
- DILLEN, van, *History*: J.G. Van DILLEN, *History of the principal public Banks*, The Hague 1934.
- DIETZ, *English Government Finance 1485-1558*, New York 1920.
- DIETZ, *English public finance 1558-1642*, New York 1932.
- DIVO, *Taler*: Jean-Paul DIVO, *Die Taler der Schweiz*, Zürich-Luzern 1966.
- Dossier: «Dossier: Histoire de l'alimentation» présenté par Bartolomé BENNASSAR et Joseph GOY in: *Annales E.S.C.* 30 (1975), pp. 402-632.
- DOUCET, *Finances*: R. DOUCET, *Finances municipales et crédit public à Lyon au XVI^e siècle*, Paris 1937.
- DOUCET, *Grand parti*: Roger DOUCET, «Le grand parti de Lyon au XVI^e siècle» in: *R.H.*, (1933), t. 171, pp. 1-41, t. 172, pp. 473-513.
- DUBLER, *Fruchtwesen*: Anne-Marie DUBLER, *Das Fruchtwesen der Stadt Basel von der Reformation bis 1700*, Basel 1969.

- DUBLER, *Hermetschwil*: Anne-Marie DUBLER, *Die Klosterherrschaft Hermetschwil von den Anfängen bis 1798*, Aarau 1968.
- DUBLER, *Luzerner*: Anne-Marie DUBLER, *Luzerner Wirtschaftsgeschichte im Bild*, Luzern 1975.
- DUBOIS, *Salzversorgung*: Alain DUBOIS, *Die Salzversorgung des Wallis 1500-1600. Wirtschaft und Politik*, Winterthur 1965.
- DUFOUR, *La guerre*: Alain DUFOUR, *La guerre de 1589-1593*, Genève 1958, t. IV, de Lucien CRAMER, *La Seigneurie de Genève et la maison de Savoie de 1559 à 1593*.
- DULONG, *Entstehung*: Henri von DULONG, *Entstehung und Verfall der eidgenössischen Zoll- und Handelsfreiheit in Frankreich, insbesondere in Lyon, vom ewigen Frieden 1516 bis zum Tarif Colberts 1664*, München 1959.
- DÜRRER, *Landammann Heintz*: R. DÜRRER, «Landammann Heintzli, ein Beitrag zur intimen Geschichte Unterwaldens im Zeitalter der Gegenreformation» in: *Jahrbuch für Schweizer Geschichte*, 1907, pp. 205-297.
- DUVERGER, *Finances publiques*: Maurice DUVERGER, *Finances publiques*, 7^e éd., Paris 1971.
- EHRENBERG, *Zeitalter*: Richard EHRENBERG, *Das Zeitalter der Fugger*, 2 Bde., Jena 1896-1912.
- EHRENBERG, *Le siècle des Fugger*: Richard EHRENBERG, *Le siècle des Fugger*, traduit de l'allemand, Paris 1955.
- EICHHORN, *Strukturwandel*: Hansheiner EICHHORN, *Der Strukturwandel im Geldumlauf Frankens zwischen 1437 und 1610. Ein Beitrag zur Methodologie der Geldgeschichte*, Wiesbaden 1973.
- EINAUDI, *Teoria*: Luigi EINAUDI, «Teoria della moneta immaginaria nel tempo da Carlomagno alla rivoluzione francese» in: *Rivista di storia economica*, 1 (1936), pp. 1-35.
- EINAUDI, *Intorno*: Luigi EINAUDI, «Intorno alla funzione della moneta immaginaria in: *Rivista di storia economica*, 1 (1936), pp. 299-308.
- EITEL, *Konstanzer Handel*: P. EITEL, «Der Konstanzer Handel und Gütertransit im 16. und 17. Jahrhundert» in: *RSH*, 20 (1970), pp. 501-561.
- ELLUL, *Institutions*: Jacques ELLUL, *Histoire des institutions*, t. IV, XVI^e-XVIII^e siècles, 6^e éd., Paris 1969.
- FAVRE et GEISENDORF, *Combourgeoisies*: Edouard FAVRE et Paul-F. GEISENDORF, «Les Combourgeoisies avec Fribourg et Berne» in: *Histoire de Genève des origines à 1798*, Genève 1951, pp. 171-186.
- FAZY, *Genève*: Henri FAZY, *Genève, le parti huguenot et le traité de Soleure (1574 à 1579)*, Genève 1883.
- FELLER, *Alliances*: Richard FELLER, «Alliances et service mercenaire 1515-1798» in: *Histoire militaire de la Suisse*, 6^e cahier, Berne 1916, pp. 5-64.
- FELLER, *Geschichte*: Richard FELLER, *Geschichte Berns*, Bd. I-II, Bern 1946-1953.
- FELLER, *Lussy*: Richard FELLER, *Ritter Melchior Lussy von Unterwalden, seine Beziehungen zu Italien und sein Anteil an der Gegenreformation*, 2 Bde., Stans 1906-1909.
- FEYLER, *Beziehungen*: Anna FEYLER, *Die Beziehungen des Hauses Württemberg zur schweizerischen Eidgenossenschaft in der ersten Hälfte des XVI. Jahrhunderts*, Zürich 1905.
- FOURNIAL, *Histoire monétaire*: Etienne FOURNIAL, *Histoire monétaire de l'Occident médiéval*, Paris 1970.
- FREY, *Beiträge*: Walter FREY, *Beiträge zur Finanzgeschichte Zürichs im Mittelalter*, Zürich 1911.
- FRITZSCHE, *Zürcher Salzhandel*: Bruno FRITZSCHE, *Der Zürcher Salzhandel im 17. Jahrhundert*, Zürich 1964.

- GAGLIARDI, *Geschichte*: Ernst GAGLIARDI, *Geschichte der Schweiz*, Zürich 1939.
- GALIFFE, *Refuge*: John B.G. GALIFFE, *Le Refuge italien de Genève aux XVI^e et XVIII^e siècles*, Genève 1881.
- GASCON, *Grand commerce*: Richard GASCON, *Grand commerce et vie urbaine au XVI^e siècle. Lyon et ses marchands*, 2 vol., Paris 1971.
- GAUSS, *Geschichte I*: Karl GAUSS, L. FREIVOGEL, O. GASS, K. WEBER, *Geschichte der Landschaft Basel und des Kantons Basel-Landschaft*, Bd. I, *Von der Urzeit bis zum Bauernkrieg des Jahres 1653*, Liestal 1932.
- GAUSS, *Vertrag*: Karl GAUSS, «Der Badische Vertrag zwischen Basel und dem Bischof und Domkapitel von Basel vom Jahre 1585 und seine Geschichte» in: *BZfGA*, 21 (1923), pp. 171-267.
- GAUTIER, *Histoire*: Jean-Antoine GAUTIER, *Histoire de Genève des origines à l'année 1691*, 9 vol., Genève 1896-1914.
- GEERING, *Handel*: Traugott GEERING, *Handel und Industrie der Stadt Basel. Zunfwesen und Wirtschaftsgeschichte bis zum Ende des XVII. Jahrhunderts*, Basel 1886.
- GEIGER, *Beginn*: Hans Ulrich GEIGER, *Der Beginn der Gold- und Dickmünzenprägung in Bern. Ein Beitrag zur bernischen Münz- und Geldgeschichte des 15. Jahrhunderts*, Bern 1968.
- GEIGER, *Entstehung*: Hans-Ulrich GEIGER, «Entstehung und Ausbreitung des Batzens» in: *Revue Suisse de Numismatique*, 51 (1972), pp. 145-154.
- GEISENDORF, *Métiers*: P.-F. GEISENDORF, «Métiers et conditions sociales du premier Refuge à Genève 1549-1587» in: *Mélanges Antony Babel*, t. I, pp. 239-249.
- GEISER, *Haltung der Schweiz*: Karl GEISER, «Über die Haltung der Schweiz während des schmalkaldischen Kriegs» in: *Jahrbuch für Schweizer Geschichte*, 22 (1897), pp. 165-249.
- GERN, *Aspects*: Philippe GERN, *Aspects des relations franco-suissees au temps de Louis XVI. Diplomatie, économie, finances*, Neuchâtel 1970.
- GERZ-VON BÜREN, *St. Clara*: Veronika GERZ-VON BÜREN, *Geschichte des Clarissenklosters St. Clara in Kleinbasel (1266-1529)*, Basel 1969.
- GILLET, *Techniques*: Marcel GILLET, *Techniques de l'histoire économique. Exécution et commentaires de graphiques*, I. Texte, II. Atlas, Paris 1962.
- GILLIARD, *Créanciers*: Charles GILLIARD, «Les créanciers bâlois du duc de Savoie», in: *BZfGA*, 42 (1943), pp. 193-208.
- GILLIARD, *Dépréciation*: Charles GILLIARD, «La dépréciation de la monnaie dans la Suisse occidentale au XVI^e siècle» in: *Annales d'histoire économique et sociale*, 6 (1934), pp. 85-88.
- GILLIARD, *Finances*: Charles GILLIARD, «A propos des finances bernoises», in: *Revue historique vaudoise*, 44 (1936), p. 3-22.
- GILLIARD, *Histoire*: Charles GILLIARD, *Histoire de la Suisse*, Paris 1968.
- GLAUSER, *Gotthardtransit*: Fritz GLAUSER, «Zum internationalen Gotthardtransit, 1500-1650», Manuscrit.
- GLAUSER, *Zentnerzoll*: Fritz GLAUSER, «Der internationale Gotthardtransit im Lichte des Luzerner Zentnerzolls von 1493 bis 1505» in: *RSH*, 18 (1968), pp. 177-245.
- GOBAT, *République de Berne*: Albert GOBAT, *La République de Berne et la France pendant les guerres de religion d'après des documents inédits*, Paris 1891.
- GONNARD, *Histoire*: René GONNARD, *Histoire des doctrines monétaires*, Paris 1935.
- GOUBERT, *L'Ancien Régime*: Pierre GOUBERT, *L'Ancien Régime*, t. 1, *La société*, Paris 1969.
- GRÜTER, *Anteil*: Sebastian GRÜTER, «Der Anteil der katholischen und protestan-

- tischen Orte der Eidgenossenschaft an den politischen Kämpfen im Wallis während der Jahre 1600-1613» in: *Der Geschichtsfreund*, 52 (1897), pp. 1-186.
- GRÜTER, *Geschichte*: Sebastian GRÜTER, *Geschichte des Kantons Luzern im 16. und 17. Jahrhundert*, Luzern 1945.
- GUGGENBÜHL, *Geschichte*: Gottfried GUGGENBÜHL, *Geschichte der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, Erlenbach 1947.
- GUITTON, *Mouvements*: Henri GUITTON, *Les mouvements conjoncturels*, Paris 1971.
- GUYER, *Die Vertreibung*: Paul GUYER, «Die Vertreibung der evangelischen Locarner und ihre Aufnahme in Zürich», in: *Zürcher Chronik*, N.F. (1955), pp. 29-34.
- HAAS, *Die spanischen Jahrgelder*: Leonard HAAS, «Die spanischen Jahrgelder von 1588 und die politischen Faktionen in der Innerschweiz zur Zeit Ludwig Pflyffers» in: *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, (1951), pp. 81-108, pp. 161-189.
- Handbuch der Schweizer Geschichte*, Band 1, Zürich 1972.
- HALLAUER, *Stadtwechsel*: Richard HALLAUER, *Der Basler Stadtwechsel 1504-1746*, Basel 1904.
- HARMS, *Steuern*: Bernhard HARMS, «Steuern und Anleihen im öffentlichen Haushalt der Stadt Basel» in: *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, 63 (1907), pp. 627-681.
- HASSINGER, *Politische Kräfte*: Herbert HASSINGER, «Politische Kräfte und Wirtschaft 1350-1800» in: *Handbuch der Deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Bd. 1, Stuttgart 1971, pp. 608-657.
- HAUSER, *Wirtschafts- und Sozialgeschichte*: Albert HAUSER, *Schweizerische Wirtschafts- und Sozialgeschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Erlenbach-Zürich 1961.
- HAUSWIRTH, *Landgraf Philipp von Hessen*: René HAUSWIRTH, *Landgraf Philipp von Hessen und Zwingli. Voraussetzungen und Geschichte der politischen Beziehungen zwischen Hessen, Strassburg, Konstanz, Ulrich von Württemberg und den reformierten Eidgenossen 1526-1531*, Tübingen und Basel, 1968.
- HEAD-KÖNIG et VEYRASSAT-HERREN, *Revenus décimaux*: Anne-Lise HEAD-KÖNIG et Béatrice VEYRASSAT-HERREN, «Les revenus décimaux à Genève de 1540 à 1783» in: *Les fluctuations du produit de la dîme. Conjoncture décimale et domaniale de la fin du Moyen Age au XVIII^e siècle*, Paris-La Haye 1972, pp. 165-179.
- HEERS, *Gênes*: Jacques HEERS, *Gênes au XV^e siècle. Activité économique et problèmes sociaux*, Paris 1961.
- HEERS, *Occident*: Jacques HEERS, *L'Occident aux XIV^e et XV^e siècles. Aspects économiques et sociaux*, 3^e éd., Paris 1970.
- HEERS, *Piccamiglio*: Jacques HEERS, *Le livre de Comptes de Giovanni Piccamiglio homme d'affaires Gênois 1456-1459*, Paris 1959.
- Helvetia Sacra*, Abt. VII, *Der Regularklerus. Die Gesellschaft Jesu in der Schweiz*, Bern 1976.
- HÉMARDINQUER, *Capitalisme*: J.J. HÉMARDINQUER, «Capitalisme bâlois et histoire bancaire» in: *Annales E.S.C.*, 13 (1958), pp. 564-572.
- HEUSCHEN, *Reformation*: Diethelm HEUSCHEN, *Reformation. Schmalkaldischer Bund und Österreich in ihrer Bedeutung für die Finanzen der Stadt Konstanz 1499-1648*, Konstanz 1969.
- Histoire de Genève des origines à 1798*, publiée par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Genève 1951.
- Histoire de Genève*, publiée sous la direction de Paul GUICHONNET, Toulouse-Lausanne 1974.

- Histoire économique et sociale de la France*, t. II, *Des derniers temps de l'âge seigneurial aux préludes de l'âge industriel (1660-1798)*, Paris 1970.
- Histoire militaire de la Suisse*, 5^e cahier, Berne 1925; 6^e cahier, Berne 1926.
- HÖHENER, *Bevölkerung*: Hans-Peter HÖHENER, *Bevölkerung und Vermögensstruktur der Stadt Sankt Gallen im 16. und 17. Jahrhundert (Auswertung der Steuerbücher)*, Zürich 1974.
- HURLIMANN, *Zürcher Münzgeschichte*: Hans HÜRLIMANN, *Zürcher Münzgeschichte*, Zürich 1966.
- HÜSSY, *Finanzwesen*: Hans HÜSSY, *Das Finanzwesen der Stadt Zürich im Zeitalter der Reformation*, Zürich 1946 (thèse dactylographiée; exemplaire avec corrections manuscrites).
- IKLE, *Münzen*: Ad. IKLE-Steinlin, *Die Münzen der Stadt St. Gallen*, Genf 1911.
- IMBERT, *Histoire économique*: Jean IMBERT, *Histoire économique des origines à 1789*, Paris 1965.
- JACOBI, *Bern und Zürich*: Verena JACOBI, *Bern und Zürich und die Vertreibung der Evangelischen aus Locarno*, Zürich 1967.
- JEANNIN, *Marchands*: Pierre JEANNIN, *Les marchands du XVI^e siècle*, Paris 1957.
- JENNY, *Geldmarkt*: Klaus JENNY, *Der schweizerische Geldmarkt*, Bern 1973.
- KELLENBENZ, *Geldtransfer*: Hermann KELLENBENZ, «Geldtransfer für Graf Onate» in: *Mélanges F. Braudel*, t. I, Toulouse 1973, pp. 277-298.
- KELLENBENZ, *Gewerbe*: Hermann KELLENBENZ, «Gewerbe und Handel 1500-1648» in: *Handbuch der Deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Bd. 1, Stuttgart 1971, pp. 414-464.
- KELLENBENZ, *Münzen*: Hermann KELLENBENZ, «Die Münzen und die internationale Bank Ende 15. bis Anfang 17. Jahrhundert. Das oberdeutsche Beispiel» in: *La moneta nell'economia europea, secoli XIII-XVIII*. Prato 1975, texte dactylogr.
- KELLER, *Der Einfluss*: Paul KELLER, «Der Einfluss der Hugenotten auf die Industrie der Stadt Zürich» in: *Zeitschrift für schweizerische Staats- und Volkswirtschaft*, 61 (1925), pp. 295-315.
- KINGDON, *Consolidation*: Robert M. KINGDON, *Geneva and the Consolidation of the French Protestant Movement 1564-1572*, Genève 1967.
- KINGDON, *The Coming*: Robert M. KINGDON, *Geneva and the Coming of the Wars of Religion in France (1555-1563)*, Genève 1956.
- KIRCHGASSNER, *Studien*: Bernhard KIRCHGASSNER, «Studien zur Geschichte des kommunalen Rechnungswesens der Reichsstädte Südwestdeutschlands vom 13. bis zum 16. Jahrhundert» in: *Finances et comptabilité urbaines du XII^e au XVI^e siècle*, Colloque International Blankenberge 1962, Pro Civitate, cah. Histoire N° 7, 1964, pp. 237-254.
- KLUCKHOHN, *Friedrich der Fromme*: August KLUCKHOHN, *Friedrich der Fromme, Kurfürst von der Pfalz, der Schützer der reformierten Kirche 1559-1576*, Nördlingen 1879.
- KÖRNER, *Emprunts*: Martin KÖRNER, *Les emprunts de la Seigneurie de Genève à Bâle, 1530-1656*, mémoire dactylographié, Université de Genève 1967.
- KÖRNER, *Endettement*: Martin KÖRNER, «Endettement paysan, placements bourgeois et finances publiques en Suisse au XVI^e siècle» in: *Villes et campagnes XV^e-XX^e siècle*, Lyon 1977, pp. 75-90.
- KÖRNER, *Kreditgeschäfte*: Martin KÖRNER, «Die Kreditgeschäfte der Stadt Schaffhausen im 16. Jahrhundert» in: *Schaffhauser Beiträge*, 51 (1974), pp. 62-88.
- KÖRNER, *Modalités*: Martin KÖRNER, «Les modalités des emprunts genevois en Suisse au XVI^e siècle» in: *Bulletin du Département d'histoire économique*, Université de Genève, 4 (1973/74), pp. 29-40.
- KÖRNER, *Réforme*: Martin KÖRNER, «Réforme et sécularisation des biens ecclésiastiques» in: *RSH*, 24 (1974), pp. 205-224.

- LANDMANN, *Kapitalanlagen*: Julius LANDMANN, «Die auswärtigen Kapitalanlagen aus dem bernischen Staatsschatz im XVIII Jahrhundert» in: *Jahrbuch für Schweizer Geschichte*, 28 (1903), pp. 1-127.
- LANE, *Venice*: Frederic C. LANE, *Venice. A Maritime Republic*, Baltimore-London 1973.
- LAPEYRE, *Asientos*: Henri LAPEYRE, *Simon Ruiz et les asientos de Philippe II*, Paris 1953.
- LAPEYRE, *Banque*: Henri LAPEYRE, «Banque, change et crédit au XVI^e siècle» in: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 3 (1956), pp. 284-297.
- LAPEYRE, *Famille*: Henri LAPEYRE, *Une famille de Marchands: les Ruiz*, Paris 1955.
- LAPEYRE, *Monarchies*: Henri LAPEYRE, *Les monarchies européennes du XVI^e siècle. Les relations internationales*, Paris 1967.
- LE GOFF, *Marchands*: Jacques LE GOFF, *Marchands et banquiers au Moyen Age*, Paris 1956.
- LE ROY LADURIE, *Le territoire*: Emmanuel LE ROY LADURIE, *Le territoire de l'historien*, Paris 1973.
- LIVET, *Guerres*: Georges LIVET, *Les guerres de religion*, 3^e éd., Paris 1970.
- LÖSEL, *Goldschmiedehandwerk*: Eva-Maria LÖSEL, *Das Zürcher Goldschmiedehandwerk im 16. und 17. Jahrhundert*, Zürich 1975.
- LÜTGE, *Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*: Friedrich LÜTGE, *Deutsche Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 3. Aufl., Berlin 1966.
- LÜTHY, *Banque protestante*: Herbert LÜTHY, *La banque protestante en France de l'Edit de Nantes à la Révolution*, 2 vol. Paris 1959-1961.
- LUZZATO, *Banques publiques*: G. LUZZATO, «Les Banques publiques de Venise du XVI^e au XVIII^e siècle», in: *History of the principal public Banks*, La Haye 1934, pp. 39-78.
- MADDALENA, *Affaires*: Aldo de MADDALENA, «Affaires et gens d'affaires lombards sur les foires de Bisenzone. L'exemple des Lucini (1579-1619)» in: *Annales E.S.C.*, 22 (1967), pp. 939-990.
- MAGALHAES, *L'Economie*: Victorino MAGALHAES-GODINHO, *L'Economie de l'Empire Portugais aux XV^e et XVI^e siècles*, Paris 1969.
- MAILLARD, *Politique fribourgeoise*: André MAILLARD, *La Politique fribourgeoise à l'époque de la Réforme catholique 1564-1588*, Fribourg 1954.
- MAILLARD, *Politique et religion*: André MAILLARD, «Politique et religion à Fribourg dans une période difficile: la fin du XVI^e siècle (1564-1588)» in: *Annales fribourgeoises*, 40 (1952) N° 2, pp. 11-34.
- MANTEL, *Der Anteil*: Alfred MANTEL, «Der Anteil der reformierten Schweizer am Navarresischen Feldzug von 1587 (Der sogenannte Tampiskrieg)» in: *Jahrbuch für Schweizer Geschichte*, 1915, pp. 1-52.
- MARQUARDT, *Geschichte*: Ernst MARQUARDT, *Geschichte Württembergs*, Stuttgart 1961.
- MARTIN, *Calvin*: Paul-E. MARTIN, «Calvin et le prêt à intérêt à Genève» in: *Mélanges Anthony Babel*, I, Genève 1963, pp. 251-263.
- MARTIN, *Change*: Colin MARTIN, «Le commerce du change du XVI^e siècle au XVIII^e siècle» in: *Mélanges Charles Gilliard*, Lausanne 1944, pp. 315-325.
- MARTIN, *Cours*: Colin MARTIN, «Du cours des monnaies françaises au Pays de Vaud, 1530-1798» in: *Mélanges Paul E. Martin*, Genève 1961, pp. 239-253.
- MARTIN, *Règlementation*: Colin H. MARTIN, *La réglementation bernoise des monnaies au pays de Vaud 1536-1623*, Lausanne 1940.
- MARTIN, *Suisse*: William MARTIN, *Histoire de la Suisse*, 7^e éd. avec une suite de Pierre BÉGUIN, *L'histoire récente 1928-1973*, Lausanne 1974.

- MAUERSBERG, *Fulda*: Hans MAUERSBERG, *Die Wirtschaft und Gesellschaft Fuldas in neuerer Zeit. Eine städtegeschichtliche Studie*, Göttingen 1969.
- MAUERSBERG, *Städte*: Hans MAUERSBERG, *Wirtschafts- und Sozialgeschichte zentral-europäischer Städte in neuerer Zeit. Dargestellt an den Beispielen von Basel, Frankfurt a.M., Hamburg, Hannover und München*, Göttingen 1960.
- MAURO, *XVI^e siècle*: Frédéric MAURO, *Le XVI^e siècle européen. Aspects économiques*, Paris 1966.
- MESSMER, *Luzerner Patriziat*: Kurt MESSMER und Peter HOPPE, *Luzerner Patriziat*, Luzern 1976.
- MEYER, *Rappenkrieg*: Friedrich MEYER, « Andreas Ryff (1550-1603), Der Rappenkrieg » in: *BZfGA*, 66 (1966), pp. 5-131.
- MEYER, *Reisebüchlein*: Friedrich MEYER, « Andreas Ryff (1550-1603), Reisebüchlein », in: *BZfGA*, 72 (1972), pp. 5-135 mit einem Beitrag von Elisabeth Landolt.
- MEYER, *Ryff*: Friedrich MEYER, « Andreas Ryff, ein bedeutender Basler Kaufmann und Politiker des 16. Jahrhunderts, 1550-1603 », in: *Basler Stadtbuch*, 1962, pp. 280-303.
- MEYRAT, *Die Unterstützung*: Walter MEYRAT, *Die Unterstützung der Glaubensgenossen im Ausland durch die reformierten Orte im XVII. und XVIII. Jahrhundert*, Bern 1941.
- MIEG, *Mulhouse*: Philipp MIEG, « Mulhouse ville alliée des cantons suisses et François I^{er} » in: *L'Alsace et la Suisse à travers les siècles*, Paris 1952, pp. 88-99.
- MITTLER, *Geschichte*: Otto MITTLER, *Geschichte der Stadt Baden*, Bd. I, Baden 1962.
- MONTER, *Amortissement*: William E. MONTER, « L'amortissement de la dette publique genevoise au XVII^e siècle » in: *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 13 (1966), pp. 267-282.
- MONTER, *Calvin's*: William E. MONTER, *Calvin's Geneva*, New York 1967.
- MONTER, *Change*: William E. MONTER, « Le change public à Genève 1568-1581 » in: *Mélanges Anthony Babel*, t. I, Genève, 1963, pp. 265-290.
- MONTER, *Evêché*: William E. MONTER, « De l'évêché à la Rome protestante » in: *Histoire de Genève*, publ. sous la direction de Paul GUICHONNET, Genève 1974, pp. 129-183.
- MONTER, *Studies*: William E. MONTER, *Studies in Genevan Government (1536-1605)*, Genève 1964.
- MORARD, *Enclosures*: Nicolas MORARD, « Les premières enclosures dans le canton de Fribourg à la fin du Moyen Age et les progrès de l'individualisme agraire » in: *RSH*, 21 (1971), pp. 249-281.
- MORARD, *Monnaies*: Nicolas MORARD, Erich B. CAHN, Charles VILLARD, *Monnaies de Fribourg-Freiburger Münzen*, Fribourg 1964.
- MORINEAU, *Budgets*: Michel MORINEAU, « Budgets populaires en France au XVIII^e siècle » in: *RHES*, 50 (1972), N° 2, pp. 203-237; N° 4, pp. 449-481.
- MORINEAU, *XVI^e siècle*: Michel MORINEAU, *Le XVI^e siècle (1492-1610)*, Paris 1968.
- MOUSNIER, *XVI^e et XVII^e siècles*: Roland MOUSNIER, *Les XVI^e et XVII^e siècles. Les progrès de la civilisation européenne et le déclin de l'Orient (1492-1715)*, Paris 1954.
- MOCZAK, *Preise, Löhne*: Antoni MOCZAK, « Preise, Löhne und Lebenshaltungskosten im Europa des 16. Jahrhunderts. Ein Beitrag zur Quellenkritik » in: *Wirtschaftliche und soziale Strukturen im säkularen Wandel. Festschrift für Wilhelm Abel zum 70. Geburtstag*, Bd. II, *Die Vorindustrielle Zeit: Ausseragrarisches Probleme*, Hannover 1974, pp. 321-344.

- MÜLLER-WOLFER, *Pfiffyer*: Theodor MÜLLER-WOLFER, «Der Staatsmann Ludwig Pfiffyer und die Hugenottenkriege» in: *ZSG*, 8 (1928), pp. 1-63, 113-148, 248-320.
- MÜLLER-WOLFER, *Schisme*: Theodor MÜLLER-WOLFER, «Le siècle du schisme religieux» in: *Histoire militaire de la Suisse*, 5^e cahier, Berne 1925, pp. 5-102.
- NAEF, *Emancipation*: Henri NAEF, «L'Emancipation politique et la Réforme» in: *Histoire de Genève des origines à 1798*, Genève 1951, pp. 187-217.
- NAEF, *Origines*: Henri NAEF, *Les origines de la Réforme à Genève*, Genève 1936, rééd. 1968.
- NEVEUX, *L'alimentation*: Hugues NEVEUX, «L'alimentation du XIV^e au XVIII^e siècle» in: *RHES*, 51 (1973) N° 3, pp. 336-379.
- NOUSCHI, *Initiation*: André NOUSCHI, *Initiation aux sciences historiques*, Paris 1967.
- OCHS, *Geschichte*: Peter OCHS, *Geschichte der Stadt und Landschaft Basel*, t. V et VI, Basel 1821.
- OCHSENBEIN, *Pariser Bluthochzeit*: G. Fr. OCHSENBEIN, «Die Pariser Bluthochzeit und die Kinder des Admirals Coligny in Bern» in: *BTB*, 1880, pp. 162-188.
- PERQUEL, *Marchés financiers*: J.-J. PERQUEL, *Les marchés financiers*, Bayeux 1970.
- PERRENOUD, *Population*: Alfred PERRENOUD, *La Population de Genève du XVI^e au XIX^e siècle. Etude de démographie historique*, thèse dactylographiée, Université de Genève, 1977.
- PESTALOZZI, *Das zürcherische Kirchengut*: Carl PESTALOZZI, *Das zürcherische Kirchengut in seiner Entwicklung zum Staatsgut*, Zürich 1903.
- PEYER, *Basel*: Hans Conrad PEYER, «Basel in der Zürcher Wirtschaftsgeschichte» in: *BZfGA*, 69 (1969), pp. 223-237.
- PEYER, *Handel*: Hans Conrad PEYER, *Von Handel und Bank im alten Zürich*, Zürich 1968.
- PEYER, *Wollgewerbe*: Hans Conrad PEYER, «Wollgewerbe, Viehzucht, Solddienst und Bevölkerungsentwicklung in Stadt und Landschaft Freiburg i.Ue. vom 14. bis 16. Jahrhundert» in: *Agrarisches Nebengewerbe und Formen der Reagrarisierung im Spätmittelalter und 19./20. Jahrhundert*, hrsg. von Hermann KILLENBENZ, Stuttgart 1975, pp. 79-95.
- PEYER, *Wollproduktion*: Hans Conrad PEYER, «Wollproduktion und Wolleinfuhr in der Schweiz vom 12. bis zum 17. Jahrhundert» in: *La lana come materia prima*, Florenz 1974, pp. 83-88.
- PFISTER, *Getreide- und Weinzehnten*: Willi PFISTER, «Getreide- und Weinzehnten 1568-1798 und Getreidepreise 1565-1770 im bernischen Aargau» in: *Argovia*, 52 (1940), pp. 237-264.
- PFISTER, *Kirchengeschichte*: Rudolf PFISTER, *Kirchengeschichte der Schweiz*, Bd. II, *Von der Reformation bis zum zweiten Villmergerkrieg*, Zürich 1974.
- PFISTER, *Um des Glaubens Willen*: Rudolf PFISTER, *Um des Glaubens Willen. Die evangelischen Flüchtlinge von Locarno und ihre Aufnahme zu Zürich im Jahre 1555*, Zürich 1955.
- PIUZ, *Affaires*: Anne-Marie PIUZ, *Affaires et politique, Recherches sur le commerce de Genève au XVII^e siècle*, Genève 1964.
- PIUZ, *Climat*: Anne-Marie PIUZ, «Climat, récoltes et vie des hommes à Genève, XVI^e-XVIII^e siècle» in: *Annales E.S.C.*, 29 (1974), pp. 599-618.
- PIUZ, *Genevois*: Anne-Marie PIUZ, «Les Genevois de 1700 ont-ils une opinion économique?» in: *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 15 (1972), pp. 3-23.
- PIUZ, *Réforme*: Anne-Marie PIUZ, «De la Réforme aux lumières» in: *Histoire de Genève*, publiée sous la direction de Paul GUICHONNET, Genève 1974, pp. 185-224.

- POLIAKOV, *Banchieri*: Léon POLIAKOV, *Les banchieri juifs et le Saint-Siège du XIII^e au XVIII^e siècle*, Paris 1965.
- RAMP, *Zinsfrage*: Ernst RAMP, *Die Stellung von Luther, Zwingli und Calvin zur Zinsfrage*, Zürich 1949.
- RAPP, *L'Eglise*: Francis RAPP, *L'Eglise et la vie religieuse en Occident à la fin du Moyen Age*, Paris 1971.
- RENEFAHRT, *Geltstag*: Hermann RENEFAHRT, «Der Geltstag des letzten Grafen von Greyerz» in: *ZSG*, 22 (1942), pp. 321-404.
- RICHET, *Le cours officiel*: D. RICHET, «Le cours officiel des monnaies étrangères circulant en France au XVI^e siècle» in: *Revue historique*, 1961, pp. 359-396.
- RITZMANN, *Schweizer Banken*: Franz RITZMANN, *Die Schweizer Banken. Geschichte-Theorie-Statistik*, Bern und Stuttgart 1973.
- ROSEN, *Staatshaushalt*: Josef ROSEN, «Der Staatshaushalt Basels von 1360 bis 1535», in: *Forschungen zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 16 (1971), pp. 24-38 + Grafiken.
- ROTH, *Die Auflösung*: Carl ROTH, *Die Auflösung der Tiersteinischen Herrschaft*, Basel 1906.
- ROTT, *Histoire*: Edouard ROTT, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés*, I, 1430-1559, et II, 1559-1610, Berne 1900.
- SAYOUS, *Banque*: André E. SAYOUS, «La banque à Genève pendant le XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècle», in: *Revue économique internationale*, 1934, pp. 437-474.
- SAYOUS, *Placements*: André E. SAYOUS, «Les placements de fortune à Genève depuis le XV^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e» in: *Revue économique internationale* (1935), pp. 257-288.
- SCHIB, *Geschichte*: Karl SCHIB, *Geschichte der Stadt und Landschaft Schaffhausen*, Schaffhausen 1972.
- SCHINDLER, *Finanzwesen*: Karl SCHINDLER, «Finanzwesen und Bevölkerung der Stadt Bern im 15. Jahrhundert», in: *Zeitschrift für schweizerische Statistik*, 36 (1900), pp. 1-51.
- SCHNAPPER, *Rentes*: Bernhard SCHNAPPER, *Les rentes au XVI^e siècle. Histoire d'un instrument de crédit*, Paris 1957.
- SCHNYDER, *Wirtschaftsbeziehungen*: Werner SCHNYDER, «Wirtschaftsbeziehungen zwischen Schaffhausen und Zürich im Spätmittelalter» in: *Schaffhauser Beiträge*, 14 (1937), pp. 84-113.
- SCHWEIZER, *Basler*: Eduard SCHWEIZER, «Das Basler Kirchen- und Schulgut in seiner Entwicklung bis zur Gegenwart» in: *BZfGA*, 9 (1910), pp. 177-346.
- SCHWEIZER, *Klostergüter*: Eduard SCHWEIZER, «Die Behandlung der zürcherischen Klostergüter in der Reformationszeit» in: *Theologische Zeitschrift aus der Schweiz*, II (1885), pp. 161-188.
- SEGESSER, *Pfyffer*: Ph. A. von SEGESSER, *Ludwig Pfyffer und seine Zeit*, 3 vol., Bern 1880-1882.
- SEGESSER, *Rechtsgeschichte*: Ph. A. von SEGESSER, *Rechtsgeschichte der Stadt und Republik Luzern*, Bd. 3, Luzern 1857.
- SIGG, *Entwicklung*: Otto SIGG, *Die Entwicklung des Finanzwesens und der Verwaltung Zürichs im ausgehenden 16. und im 17. Jahrhundert*, Bern 1971.
- SIMMEN, *Münzen*: J. SIMMEN, «Die Münzen von Solothurn» in: *Schweizerische Numismatische Rundschau*, 1938, I. Teil, pp. 347-382.
- SPOONER, *L'économie mondiale*: Frank C. SPOONER, *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France, 1493-1680*, Paris 1956.
- SPRANDEL, *Gewerbe*: Rolf SPRANDEL, «Gewerbe und Handel 1350-1500» in: *Handbuch der Deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Bd. 1, Stuttgart 1971, pp. 334-382.

- SPRANDEL, *Rentenmarkt*: Rolf SPRANDEL, «Der städtische Rentenmarkt in Nordwestdeutschland im Spätmittelalter» in: *Forschungen zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 16 (1971), pp. 14-23.
- STADLER, *Genf*: Peter STADLER, *Genf, die grossen Mächte und die eidgenössischen Glaubensparteien, 1571-1584*, Affoltern am Albis 1953.
- STADLER, *Staatsbewusstsein*: Peter STADLER, «Vom eidgenössischen Staatsbewusstsein und Staatensystem um 1600» in: *SZG*, 8 (1958), pp. 1-20.
- STEFFEN, *Die Kompanien*: Hans STEFFEN, «Die Kompanien Kaspar Jodok Stockalperts. Beispiel eines Soldunternehmens im 17. Jahrhundert» in: *Blätter aus der Walliser Geschichte*, 16 (1975), pp. 119-292.
- STEINEGGER, *Schaffhausens Handel*: Albert STEINEGGER, «Schaffhausens Handel und Verkehr nach der Westschweiz und Lyon» in: *Schaffhauser Beiträge*, 39 (1962), pp. 5-46.
- STEINEMANN, *Wirtschaftspolitik*: Ernst STEINEMANN, «Schaffhauser Wirtschaftspolitik. Der Kampf um Markt- und Handelsraum im 16. und 17. Jahrhundert» in: *Schaffhauser Beiträge*, 24 (1947), pp. 87-127.
- STEINEMANN, *Zoll*: Ernst STEINEMANN, «Der Zoll im Schaffhauser Wirtschaftsleben» in: *Schaffhauser Beiträge*, 27 (1950), pp. 179-221, 28 (1951), pp. 138-201.
- SUTER, *Militärunternehmertum*: Hermann SUTER, «Innerschweizerisches Militärunternehmertum im 18. Jahrhundert» in: *Mitteilungen der Antiquarischen Gesellschaft in Zürich*, Bd. 45, Heft 3, Zürich 1971.
- THOMMEN, *Friedensverträge*: Rudolf THOMMEN, «Friedensverträge und Bündnisse der Eidgenossen mit Frankreich, 1444-1777» in: *BZfGA*, 15 (1916), pp. 117-214.
- USHER, *Early History*: A.P. USHER, *The Early History of Deposit Banking in Mediterranean Europe*, Cambridge (Mass.) 1943.
- USTERI, *Die finanziellen Hintergründe*: Emil USTERI, «Die finanziellen Hintergründe der Adelsbriefe für Benedikt Stokar und Caspar Pfyffer» in: *Schaffhauser Beiträge*, 16 (1939), pp. 94-106.
- VAN DER WEE, *Anvers*: Hermann VAN DER WEE, «Anvers et les innovations de la technique financière aux XVI^e et XVII^e siècles», in: *Annales E.S.C.*, 22 (1967), pp. 1067-1089.
- VAN WERVECKE, *Monnaie de compte*: H. VAN WERVECKE, «Monnaie de compte et monnaie réelle» in: *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1934, pp. 123-152; 1955, pp. 716-722.
- VENARD, *Monde moderne I et II*: Marc VINARD, *Les débuts du monde moderne, XVI^e et XVII^e siècles*, 2 vol. (Bibl. des connaissances essentielles. Le monde et son histoire, t. V et VI) Paris 1967.
- VILAR, *Or et monnaie*: Pierre VILAR, *Or et monnaie dans l'histoire (1450-1920)*, Paris 1974.
- WACKERNAGEL, *Kirchen- und Schulgut*: Rudolf WACKERNAGEL, «Das Kirchen- und Schulgut des Kantons Basel-Stadt» in: *Beiträge zur vaterländischen Geschichte*, Basel, XII/III (1893), pp. 83-139, + 3 Rechnungen.
- WÄBER, *Beziehungen Berns zu Frankreich*: Paul WÄBER, «Beziehungen Berns zu Frankreich zur Zeit Heinrich III bis zum «Kasimirischen Zug» (1574-1576)» in: *Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern*, 34 (1938), pp. 225-283.
- WALTER, *Soziologie*: Emil J. WALTER, *Soziologie der alten Eidgenossenschaft. Eine Analyse ihrer Sozial- und Berufsstruktur von der Reformation bis zur französischen Revolution*, Bern 1966.
- WASCHINSKI, *Wechselkurse*: E. WASCHINSKI, «Zwischenstaatliche Wechselkurse aus dem letzten Viertel des XVI. und im ersten Drittel des XVIII. Jahrhunderts», in: *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 47 (1960), pp. 354-362.

- WEISZ, *Tessiner Glaubensflüchtlinge*: Leo WEISZ, «Die wirtschaftliche Bedeutung der Tessiner Glaubensflüchtlinge für die deutsche Schweiz» in: *Zwingliana*, 10 (1955), pp. 228-248, 297-339, 376-398, 506-536.
- WELDLER, *Geschichte*: Augusta WELDLER-STEINBERG, *Geschichte der Juden in der Schweiz vom 16. Jahrhundert bis nach der Emanzipation*, Bd. I, bearb. und erg. von Florence GUGGENHEIM-GRÜNBERG, Bern 1966.
- WERMELINGER, *Lebensmittelteuerungen*: Hugo WERMELINGER, *Lebensmittelteuerungen, ihre Bekämpfung und ihre politischen Rückwirkungen in Bern vom ausgehenden 15. Jahrhundert bis in die Zeit der Kappelerkriege*, Bern 1971.
- WIELANDT, *Luzern*: Friedrich WIELANDT, *Münz- und Geldgeschichte des Standes Luzern*, Luzern 1969.
- WIELANDT, *Schaffhausen*: Friedrich WIELANDT, *Schaffhauser Münz- und Geldgeschichte*, Schaffhausen 1959.
- WIELANDT, *Schwyz*: Friedrich WIELANDT, *Münz- und Geldgeschichte des Standes Schwyz*, Schwyz 1964.
- WIELANDT, *Zug*: Friedrich WIELANDT, *Münz- und Geldgeschichte des Standes Zug*, Zug 1966.
- WILD, *Handelsprivilegien*: Ella WILD, *Die eidgenössischen Handelsprivilegien in Frankreich, 1444-1635*, St. Gallen 1915.
- WILDBERGER, *Martinischlag*: W. WILDBERGER, *Schaffhauser Martinischlag. Obrigkeitliche Schatzungen von Getreide und Wein auf «Martini» der Jahre 1466-1895 mit landwirtschaftlich-historischen Nachrichten und einer graphischen Darstellung des Martinischlages*, Schaffhausen 1896.
- WINTELER, *Grafschaft Werdenberg*: Jacob WINTELER, *Die Grafschaft Werdenberg und Herrschaft Wartau unter Glarus, 1517-1798*, Weida i. Thür. 1923.
- WITTMANN, *Finanzwissenschaft*: Walter WITTMANN, *Einführung in die Finanzwissenschaft*, I. Teil, *Die öffentlichen Ausgaben*, Stuttgart 1975.
- ZIMMERMANN, *Vermögensverhältnisse*: Jürg ZIMMERMANN, «Die Vermögensverhältnisse der Familie Ziegler von Schaffhausen in der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts» in: *Schaffhauser Beiträge*, 47 (1970), pp. 54-61.
- ZORN, *Sozialgeschichte 1500-1648*: Wolfgang ZORN, «Sozialgeschichte 1500-1648» in: *Handbuch der Deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Bd. I, Stuttgart 1971, pp. 465-494.

Annexe

**COURS DE L'ÉCU D'OR AU SOLEIL EN MONNAIES
LOCALES SUISSES**

(Estimations en italique)

Année	SG fl	SH Lb	ZH Lb	LU Lb	BS Lb	SO Lb	BE Lb	FR Lb	GE fl
1500	1,295	2,000	2,600	4,000	1,700	2,666	2,666	3,165	3,250
1	1,295	2,000	2,600	4,000	1,700	2,666	2,666	3,165	3,250
2	1,295	2,000	2,600	4,342	1,700	2,666	2,666	3,165	3,250
3	1,295	2,000	2,600	4,400	1,700	2,666	2,666	3,333	3,250
4	1,295	2,000	2,600	4,444	1,700	3,000	2,933	3,333	3,250
5	1,295	2,000	2,600	4,400	1,700	3,000	2,933	3,333	3,250
6	1,295	2,000	2,600	4,400	1,700	3,000	2,933	3,333	3,250
7	1,295	2,000	2,600	4,400	1,700	3,000	2,933	3,333	3,250
8	1,295	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,500	3,250
9	1,295	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,500	3,250
1510	1,295	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,500	3,250
11	1,295	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,500	3,250
12	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,500	3,250
13	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,500	3,250
14	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,540	3,250
15	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,580	3,250
16	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,580	3,333
17	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,580	3,333
18	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,580	3,333
19	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,580	3,333
1520	1,333	2,000	2,700	4,400	1,700	3,000	2,933	3,580	3,333
21	1,333	2,000	2,700	4,466	1,700	3,000	2,933	3,580	3,333
22	1,333	2,030	2,750	4,444	1,750	3,000	2,933	3,580	3,583
23	1,333	2,066	2,800	4,500	1,750	3,000	2,933	3,580	3,583
24	1,333	2,066	2,800	4,500	1,766	3,000	3,000	3,580	3,583
25	1,400	2,066	2,800	4,500	1,766	3,000	3,000	3,580	3,666
26	1,400	2,066	2,800	4,500	1,766	3,000	3,000	3,580	3,666
27	1,400	2,066	2,875	4,600	1,750	3,000	3,000	3,580	3,666
28	1,400	2,066	2,875	4,600	1,750	3,000	3,000	3,580	3,750
29	1,400	2,066	2,875	4,600	1,750	3,000	3,000	3,700	3,750
1530	1,400	2,066	2,875	4,600	1,750	3,000	3,000	3,890	3,750
31	1,400	2,066	2,875	4,600	1,750	3,000	3,000	3,875	4,000
32	1,400	2,066	2,875	4,666	1,750	3,000	3,000	4,000	4,000
33	1,400	2,140	2,875	4,666	1,800	3,000	3,000	4,275	4,166
34	1,400	2,150	3,000	4,700	1,800	3,200	3,200	4,415	4,333
35	1,400	2,250	3,000	4,800	1,875	3,333	3,333	4,500	4,500
36	1,500	2,250	3,000	5,100	1,920	3,333	3,333	4,500	4,583
37	1,500	2,250	3,000	5,100	1,920	3,333	3,333	4,500	4,583
38	1,500	2,250	3,063	5,200	1,920	3,333	3,333	4,500	4,583
39	1,500	2,250	3,063	5,200	1,966	3,333	3,333	4,570	4,583
1540	1,520	2,250	3,067	5,133	2,000	3,333	3,333	4,640	4,583
41	1,520	2,250	3,081	5,133	2,000	3,333	3,333	4,670	4,583
42	1,520	2,350	3,125	5,133	2,000	3,333	3,333	4,830	4,583
43	1,520	2,350	3,125	5,250	2,000	3,333	3,333	4,830	4,583
44	1,520	2,400	3,125	5,333	2,000	3,333	3,333	4,666	4,666
45	1,520	2,400	3,125	5,200	2,000	3,333	3,333	4,666	4,666
46	1,550	2,400	3,125	5,300	2,000	3,333	3,333	4,666	4,666
47	1,550	2,400	3,125	5,200	2,000	3,333	3,333	4,666	4,666
48	1,550	2,400	3,125	5,200	2,000	3,333	3,333	4,666	4,666
49	1,566	2,300	3,125	5,266	2,000	3,333	3,333	4,666	4,666
1550	1,566	2,300	3,125	5,333	2,000	3,333	3,333	4,666	4,666
51	1,566	2,350	3,125	5,333	2,000	3,333	3,333	4,666	4,800
52	1,566	2,300	3,125	5,333	2,000	3,333	3,333	4,666	4,800
53	1,566	2,350	3,125	5,266	2,000	3,333	3,333	4,666	4,833
54	1,566	2,400	3,125	5,333	2,000	3,333	3,333	4,666	4,833

Année	SG fl	SH Lb	ZH Lb	LU Lb	BS Lb	SO Lb	BE Lb	FR Lb	GE fl
1555	1,566	2,400	3,125	5,333	2,000	3,333	3,333	4,666	4,833
56	1,566	2,350	3,125	5,266	2,000	3,333	3,333	4,666	4,920
57	1,566	2,350	3,200	5,266	2,000	3,333	3,333	4,666	5,000
58	1,600	2,440	3,200	5,266	2,000	3,333	3,333	5,000	5,000
59	1,600	2,450	3,250	5,266	2,000	3,333	3,400	5,175	5,200
1560	1,600	2,450	3,333	5,500	2,000	3,466	3,466	5,100	5,250
61	1,616	2,500	3,333	5,500	2,125	3,466	3,466	5,100	5,250
62	1,616	2,500	3,333	5,500	2,125	3,466	3,466	5,250	5,333
63	1,616	2,450	3,333	5,500	2,125	3,466	3,466	5,333	5,250
64	1,616	2,450	3,333	5,600	2,000	3,466	3,466	5,250	5,333
65	1,616	2,450	3,333	5,600	2,000	3,466	3,466	5,333	5,416
66	1,616	2,450	3,333	5,600	2,000	3,500	3,466	5,250	5,416
67	1,616	2,400	3,333	5,600	2,000	3,500	3,466	5,250	5,416
68	1,616	2,400	3,333	5,600	2,000	3,500	3,466	5,250	5,500
69	1,616	2,400	3,333	5,600	2,000	3,500	3,533	5,250	5,500
1570	1,616	2,500	3,333	5,600	2,000	3,500	3,640	5,250	5,500
71	1,616	2,500	3,466	5,600	2,000	3,500	3,640	5,300	5,625
72	1,616	2,500	3,466	5,600	2,000	3,500	3,640	5,300	5,750
73	1,616	2,500	3,466	5,600	2,000	3,600	3,733	5,625	5,833
74	1,616	2,500	3,466	5,600	2,000	3,600	3,733	5,666	6,000
75	1,616	2,550	3,466	5,600	2,166	3,600	3,750	5,815	6,250
76	1,616	2,550	3,466	5,600	2,166	3,600	3,750	5,815	6,875
77	1,616	2,550	3,466	5,600	2,166	3,733	3,750	6,000	7,208
78	1,616	2,550	3,466	5,600	2,166	3,733	3,750	6,250	6,250
79	1,616	2,550	3,466	5,600	2,166	3,733	3,750	6,250	6,250
1580	1,616	2,450	3,466	5,600	2,166	3,733	3,750	6,250	6,250
81	1,616	2,500	3,466	5,600	2,166	3,733	3,733	6,250	6,250
82	1,616	2,550	3,600	6,000	2,250	3,733	3,733	6,250	6,417
83	1,616	2,500	3,600	6,000	2,250	3,733	3,733	6,250	6,417
84	1,616	2,500	3,600	6,000	2,250	3,733	3,866	6,250	6,417
85	1,616	2,500	3,600	6,000	2,250	3,733	3,866	6,400	6,500
86	1,616	2,500	3,600	6,000	2,250	3,733	3,866	6,500	7,083
87	1,616	2,500	3,600	6,000	2,250	3,866	3,866	6,000	7,166
88	1,600	2,500	3,600	6,000	2,250	3,866	3,866	5,800	7,333
89	1,600	2,500	3,600	6,000	2,250	3,866	3,866	5,800	7,500
1590	1,600	2,750	3,666	6,000	2,250	3,866	4,000	6,000	8,000
91	1,600	2,750	3,666	6,000	2,250	4,000	4,000	6,000	8,000
92	1,616	2,750	3,666	6,000	2,333	4,000	4,000	6,000	8,000
93	1,616	2,700	3,666	6,000	2,333	4,000	4,133	6,400	9,250
94	1,650	2,700	3,666	6,222	2,333	4,000	4,266	6,400	9,250
95	1,650	2,800	3,733	6,222	2,333	4,000	4,266	6,400	9,250
96	1,700	2,800	3,733	6,000	2,333	4,266	4,266	6,600	8,500
97	1,700	2,800	3,800	6,222	2,333	4,266	4,266	6,600	8,500
98	1,700	2,800	3,800	6,333	2,375	4,266	4,266	6,600	8,666
99	1,700	2,800	3,800	6,333	2,416	4,266	4,266	6,500	8,666
1600	1,700	2,800	3,800	6,333	2,416	4,266	4,266	6,400	8,916
1	1,733	2,800	3,800	6,444	2,458	4,266	4,266	6,400	9,000
2	1,733	2,800	4,000	6,350	2,583	4,266	4,266	6,400	9,166
3	1,733	2,800	4,000	6,350	2,583	4,400	4,466	6,400	9,250
4	1,733	2,800	4,000	6,666	2,585	4,466	4,466	6,700	9,250
5	1,800	3,000	4,000	6,666	2,585	4,466	4,466	6,750	9,333
6	1,800	2,850	4,133	6,900	2,585	4,466	4,466	6,800	9,500
7	1,800	2,850	4,200	7,000	2,585	4,533	4,533	6,800	9,583
8	1,933	2,850	4,200	7,000	2,666	4,600	4,666	7,000	10,000
9	1,933	2,830	4,200	7,111	2,666	4,666	4,666	7,100	10,000
1610	2,000	3,000	4,200	7,225	2,666	4,666	4,666	7,200	10,000

Index des noms propres

- Aar 23, 24, 154, 162-163, 335
 Aach 182
 Aarau 275, 283, 294, 296, 329, 403, 407
 Aarberg 105, 435
 Aarburg 23
 Abondance 123
 Abondance des capitaux 357, 402
 Accord monétaire 19, 21
 Accumulation de capital financier 14, 65 ss, 94, 116, 123, 124-132, 312, 431, 443
 Activités urbaines 83, 87
 Adhémar-Fabri, Evêque de Genève 351
 Adliswil 202
 Affaire criminelle 179
 Affaires immobilières 222
 Affoltern am Albis 187
 Affry, François de 210
 Affry, Louis de 270, 273
 Agio au change 56, 377
 Agriculture 107, 181, 198, 201
 Alba Julia 391
 Albe, duc 138, 140, 241, 257, 289
 Albergement 76-77, 122, 227, 231-241, 349
 Alençon, duc 142, 394, 395, 424
 Alex, François 272
 Alikon, von 208
 Alimentation 200
 Allemagne 12, 16, 24, 30, 34, 52, 102, 105-106, 132, 165, 168, 183, 228, 253, 255, 260, 300, 302, 314, 318, 332, 336, 356, 363, 369, 370, 380, 388-390, 392-393, 399-402, 410, 419, 427, 433, 441, 443
 Allemands 245, 249, 286, 307, 331, 418, 421, 423
 Alliance 209, 228, 270, 325, 327, 387
 Alliance de Souabe 171
 Alliance héréditaire 111, 270, 308
 Alpes 34, 102, 106, 215, 332, 336, 339, 387
 Alsace 12, 52, 88-89, 102, 244, 336-337
 Altdorf 12
 Altkirch 306
 Altoviti 332
 Altstätten 186
 Ambassadeur de France 38, 138, 149, 153, 156, 158, 168-169, 174, 190, 211-212, 280, 285, 292-293, 296, 306, 310, 344, 347, 358-359, 366-367, 390, 393-394, 412-413, 416-428, 438-439
 Ambassadeur d'Espagne 426
 Amende 24, 84, 86, 112, 162, 179, 180, 195, 224, 248, 350
 Amérique 59, 400
 Amlehn, Niklaus, avoyer 224
 Amlehn, Stephan 208
 Ammann, Hans 324
 Ammann, Peter 209, 210
 Amort, Jacob 211
 Amsterdam 332, 371-372
 Analyse conjoncturelle 68
 Andelfingen 187, 324
 An der Allmend, Hans 119
 An der Allmend, Jacob 212
 Andlau, Arbogast von 46, 350
 Andlau, Hans von 400
 Andlau, Sigmund von 393
 André, Loys, marchand drapier 244, 295
 Angel 26, 27
 Angelot 50
 Angenstein 165, 171
 Angleterre 66, 331, 367, 369-371, 390-393
 Anjorant, Jacob 261, 371, 390
 Anjou, duc 141-142, 395
 Annecy 78
 Année comptable 26, 86, 117, 121, 133, 147

- Annone, Christophe de 334, 401
 Annuité 301
 Anvers 23, 24, 336, 373, 400, 419
 Apothicaire 238
 Appellations 77
 Appenzell 12, 21, 208-209, 215, 320, 398
 Appenzellois 317
 Arbitrage 165
 Arche, trésor genevois 20, 35-37, 49, 53-54, 76 ss, 122, 135, 137, 144, 146, 234-235, 239, 242, 257, 369
 Archer, Anton 287
 Archevêque de Cologne 142, 395
 Argen, seigneurie 213
 Argent 7, 19, 60, 71, 118, 214, 247-248, 333, 366, 434
 Argent allemand 32
 Argent américain 34, 43
 Argent comptant 117, 334, 367
 Argent d'Espagne 28, 32, 33
 Argent de France 28, 33, 35-36, 366
 Argent d'Italie 28, 33
 Argovie 283-284, 295-296, 315, 329, 382, 400, 403, 405, 408, 441
 Arisdorf 88, 298
 Arlesheim 173
 Armbruster, Bernard 255, 345
 Armes 36, 40, 120, 140, 150, 159, 218, 344, 397
 Armurier 162, 181
 Arquebusier 414
 Arrérage 168, 190, 426, 429
 Artisan 154, 333, 334
 Artisanat 181, 183
 Asientos 351
 Asses 265
 Assistance militaire 128, 255-256, 265, 327
 Association commerciale 333
 Asti 241
 Atelier monétaire 19, 22, 32, 162, 296
 Attalens 152, 156, 267, 276
 Atzinger, André 220
 Aubelin, Anne 244, 250
 Auberge 139, 140, 155, 159, 210, 222, 304-305, 367, 378, 397, 436
 Aubergiste, voir hôte
 Aubespine, Sébastien de, abbé de Bassefontaine 168, 285, 418, 419, 439
 Augsburg 30, 48, 185, 199, 314-315, 327-328, 336, 353, 367, 378
 Augsburger, Michel 159, 276
 Augst 88
 Aumale, duc d' 169, 419
 Aumône 172, 314
 Autarcie financière 109, 113, 253, 290
 Autriche 12, 21, 37, 107, 170, 270, 400, 434
 Avance 327
 Avoine 81
 Avy, comte d' 406
 Bächler, Oswald 207
 Bade, margraves de 167, 172-174, 334, 352, 389, 398-400
 Baden (AG) 176, 296-297, 315, 320, 329, 358, 400, 405, 412, 417, 420
 Baden, Bernhard von, margrave 298, 389
 Baden, Karl von 174
 Baden-Hochburg, Ernst von 175
 Baden-Hochburg, Georg Friedrich von 175
 Baden-Landenberg 139
 Bailli 147, 155, 159, 171, 207, 211, 221-222, 224, 259, 268, 290, 296, 315, 324, 405
 Bailliage 86 ss, 106, 108, 195, 221, 223, 321, 329, 404
 Bailliage commun 94-96, 167, 215, 308, 359, 406, 409
 Bailliage libre 360
 Balance commerciale 62
 Balance des paiements 32, 34, 116, 433
 Balard, Jehan 230
 Balbani, Henri 397
 Balbani, Manfredo 141, 243-244, 397
 Bâle 9, 12, 21, 23-25, 46, 53, 166, 231, 234, 244-245, 262, 277, 281-288, 290, 293, 295-300, 304-306, 309, 313-314, 316-317, 325, 327-329, 331-386, 340-343, 346, 353-355, 360, 362-363, 366, 370, 372-377, 379-382, 385, 388-389, 391-394, 396, 398, 406-407, 410, 416, 420, 422, 424-425, 441, 443-444
 Bâle, administration des graines 96
 Bâle, bailliages 87-88, 96
 Bâle, banque publique 9, 37, 48, 52-53, 55-56, 61, 74, 95-96, 117-118, 127-128, 130, 141-142, 158, 163, 166, 168, 170, 187, 191, 196, 241, 242, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 269, 272, 274, 275, 276, 283, 285, 287, 290, 297-399, 316-317, 326-328, 331-386, 386, 389, 390, 393, 394, 400, 401, 406, 409, 411, 431, 439, 440
 Bâle, bétail 304
 Bâle, biens ecclésiastiques 85, 130
 Bâle, capital financier 124-132
 Bâle, chapitre 389
 Bâle, chevaux 304
 Bâle, circulation monétaire 45, 52
 Bâle, commerce 304
 Bâle, comptes 20, 56, 86, 91, 305

- Bâle, conjoncture financière 102-109
 Bâle, contrats en florins du Rhin 44
 Bâle, cours de change 55, 377, 468-469
 Bâle, couvents 327
 Bâle, créancière 48-49, 127, 170-176, 189, 257, 353, 395, 399, 402, 425, 427, 428, 439
 Bâle, croissance des recettes 99-102
 Bâle, débitrice 127-128, 297-307, 340-342, 362, 388, 401, 442
 Bâle, douane 93, 96, 105
 Bâle, Dreierherren 117
 Bâle, finances publiques 66-132, 170-176, 297-307
 Bâle, foire de la Saint-Martin 96, 105
 Bâle, fortune financière 116
 Bâle, Gnadental 174
 Bâle, grande aumône 172
 Bâle, halles (Kaufhaus) 435
 Bâle, hôtel de la Cigogne 397
 Bâle, impôt 227
 Bâle, inflation monétaire 58-63
 Bâle, monnaie de compte 20, 51-53, 377, 381, 401
 Bâle, moulins 92, 96
 Bâle, pensions 113-116, 411, 412
 Bâle, place bancaire 328, 416, 418, 444
 Bâle, place financière 61, 187, 253, 256, 258, 259, 261, 269, 270, 272-277, 281-287, 293, 295, 309, 314, 316, 327, 331-386, 390, 392, 397, 400, 403, 405, 406, 408, 417-419, 426, 428, 430, 437, 439, 442
 Bâle, politique tarifaire 70
 Bâle, prêt à intérêt 351
 Bâle, prêt sur gage 343
 Bâle, prix 72
 Bâle, rentiers 300
 Bâle, rente viagère 353
 Bâle, revenu public par tête d'habitant 98-99
 Bâle, Saint-Léonard 174
 Bâle, Saint-Pierre 174, 288
 Bâle, taxe du vin 89, 96, 104-105, 304-306
 Bâle, taxe sur la viande 91, 96, 105
 Bâle, territoire 75, 87, 298, 299, 443
 Bâle, transit 69, 304, 435-436, 443
 Bâle, trésor 37 ss, 45, 117-118, 120, 123-124, 130-131, 299
 Bâle, université 285, 316
 Bâle, volume des recettes ordinaires 97-98
 Ballexert, Pierre 239, 240
 Balsthal 23, 24, 29, 105
 Balthasar, Wilhelm 222
 Banche, Stan 242
 Ban de l'Empire 165
 Banneret 153, 202
 Banque bâloise, voir Bâle, banque publique
 Banque commerciale 334
 Banque d'émission d'emprunts 334
 Banque de virements 334
 Banque privée 332, 336
 Banque publique 9, 20, 37, 48, 52-53, 55-56, 61, 78, 95-96, 117-118, 122, 127-128, 130, 136, 141-142, 144, 155, 158, 163, 166, 168, 170, 187, 191, 196, 241, 242, 256-260, 263, 269, 272, 274-276, 283, 285-287, 290, 297-299, 316, 317, 326-328, 331-386, 388, 394, 406
 Banque publique espagnole 334
 Banque publique italienne 334, 336
 Banqueroute, voir faillite
 Banquier 327, 331, 338, 372, 382, 395, 397, 418
 Baptista, Jean de 145
 Barcelone 332
 Bergen 159
 Bärschwil 163
 Bas-Emmenthal 163
 Baslermünz 26
 Bassefontaine, abbé de, voir Aubespine
 Bath 391
 Bättwil 165
 Batz 28-32, 40, 45, 47, 48, 377
 Batz de Coire 25, 27
 Batz de Constance 25, 27, 45
 Baud, Claude 239, 240, 248
 Baud, Jehan 229
 Baumann, Jacob 273
 Beauce 397
 Bedford 391
 Bellièvre, Pomponne de, ambassadeur de France 153, 212, 280, 416, 422-426
 Bellinzona 119, 356
 Bénéfice 69, 74, 85, 108, 110, 117, 146, 191, 301, 305, 316, 336, 350, 351, 382-385, 444
 Bénéficiaire 374
 Benken 88, 171
 Ber, Jehan 230
 Bergen 391
 Bernard, Jean-François 243, 245, 250
 Berne 12, 21, 23, 24, 27, 43, 48, 50, 52, 79, 107, 165, 168-169, 207, 230, 231, 234, 253-256, 258-261, 266, 267, 271, 275, 278, 280, 281, 283, 286-288, 290, 292-294, 296, 297, 305, 308, 314, 316, 317, 326, 333, 335-340, 342-347, 351, 354, 355, 366, 377, 380-382, 385, 388, 391, 392, 396, 398, 404, 406, 409, 410, 417, 418, 420, 424, 425, 436, 438, 440-442

- Berne, auberge de la Couronne 139-140, 210, 436
- Berne, auberge du Schlüssel 159
- Berne, bailliages 87-88
- Berne, biens ecclésiastiques 85, 106, 131
- Berne, capital financier 124-132
- Berne, circulation monétaire 45, 47
- Berne, commodité du trafic 69
- Berne, comptes 20, 86
- Berne, conjoncture financière 102-107
- Berne, contrats en florins du Rhin 44
- Berne, créancière 47, 127, 140, 155-160, 189, 382, 393, 394, 395, 402, 407, 408, 424, 425, 427, 428, 429, 439
- Berne, croissance des recettes 99-102
- Berne, débitrice 127, 129-132, 188, 208-210, 277-290, 337, 338, 339, 340, 342, 388, 397, 432, 442
- Berne, douane 93, 105, 435
- Berne, finances publiques 66-132, 155-160, 277-290
- Berne, fortifications 280, 437
- Berne, grand hôpital 288
- Berne, guerre 83, 115, 118, 159-160, 278, 281, 286-288, 290, 292, 316, 385
- Berne, guerre des gentils-hommes 337
- Berne, hôpital inférieur 288, 314
- Berne, hôpital supérieur 288
- Berne, impôt 227, 278
- Berne, inflation monétaire 58-63
- Berne, monnaie 31, 43, 255
- Berne, pensions 411, 412
- Berne, politique monétaire 55, 57
- Berne, prêt à intérêt 351, 352
- Berne, prêt sur gage 343
- Berne, prix 71-72, 89-90
- Berne, service étranger 139, 188, 394-395
- Berne, taxe du vin 88-89, 104-105
- Berne, territoire 75, 106, 129, 232, 258, 280, 283, 405
- Berne, trésor 37-42, 117-120, 122-124, 130-131, 156, 280, 281, 396
- Berne, volume des recettes ordinaires 97-98
- Berolingen, Sebastian von 218
- Beromünster 208
- Berthoud 168
- Bétail 91, 304
- Bertera, Pierre 229
- Bettenhusen 163
- Beurre 71, 357
- Beutterich, Peter 394
- Bèze, Théodor de 241, 243, 361, 363
- Biel (BL) 171
- Bienne 12, 23, 168, 283, 403, 406
- Biens ecclésiastiques 75 ss, 81, 84-85, 87, 97, 100, 113, 130-131, 238, 243, 256
- Biens ennemis 76, 122, 237
- Biens immobiliers 345, 347, 348, 350
- Biens mobiliers 345
- Bijoux 77, 152, 155, 248, 259, 344, 425
- Bilans 19-20, 116-117, 124, 127-129, 268, 277, 308, 382
- Bili, Adam 312
- Billet à ordre 373, 374
- Billon 25, 27
- Binningen 88
- Biolesy, Claude 239, 240
- Bircher, Heinrich 119, 212
- Bircher, Niclaus 218
- Birse 25, 162, 173
- Bischof, Andréas 333
- Bischof, Hans 312, 314
- Bischöflich badischer Vertrag 299
- Bistrita 391
- Bizet, Odoard 242
- Blamont 166, 295
- Blanc, Claude 239
- Blanc, François 269
- Blanc, Jean 240
- Blanchisseur 194
- Blandrata, Seigneur 243
- Blarer von Wartensee, Jacob Christoph 293, 298, 353
- Blatten 223
- Blé 36, 42, 71-74, 77, 79-80, 83-84, 92, 104, 110, 121, 143-145, 195, 198, 215, 223, 228, 244, 246, 259, 309, 313, 317, 327, 361, 364, 370, 396, 434, 439
- Blocus 81, 231, 243, 244
- Blois 398
- Blumberg, château 184
- Bochet, Jean 245, 250
- Bodenzins 351
- Bodley, John 369
- Bodmen 402
- Bodmen, Hans Jacob von 183
- Bodmen, Hans Ludwig von 185
- Bodmen, Hans Wolf von 185
- Bodmen, Jörg Wiss von 185
- Bodmer, Alexandre 325
- Bœuf 90
- Bohème 390
- Bois 173, 200
- Boisey, seigneur de 210
- Boisrigaut 418
- Bonier, Jehan 240
- Bonnard, Aymé 143
- Bonne, François de 243
- Bonstetten, bailli von 258
- Bonstetten, B.J. von 159
- Bonstetten, Ulrich von 159, 397

- Bonvisi 332
 Bosch, Hans 142, 370
 Böspfennig 88
 Bossey 239
 Bossonens 267
 Boucher 143, 168, 181
 Boulanger 162, 180, 220
 Boulangerie 437
 Boulet, Bernard 229, 230
 Bourbon, Henri 1^{er} de 156
 Bourbon, Marie de 152, 167, 359, 406, 408
 Bourg-en-Bresse 138-139
 Bourgeoisie 77, 232, 235
 Bourgeoisie des villes 210
 Bourgogne 89, 104, 241, 276, 290, 428
 Bourg-Saint-Pierre 31
 Bourgmestre 172, 193, 213, 308, 316, 324, 325
 Brachter 320
 Bramberg, avoyer 206
 Brandenbourg, Albert de 169, 419
 Brandenburger, Lorenz 270
 Brandis, Sigmund de 206, 207
 Brandis, seigneur de 267, 402
 Brasov 391
 Breitenlandenber, Wolf von 322, 326
 Breitschwert, Jacob 298, 325
 Bremgarten 283, 295, 420
 Bremieu, Antoine de 417
 Brendlin (Glaronais) 420
 Brennwald, Jakob 186
 Brent 209
 Bretzwil 88
 Brisach 21
 Brisach, avoyer 329
 Broc 153, 270
 Brom, Jean 143
 Broses, seigneur de 242
 Broye 154
 Brugg 284, 297
 Brulard, Nicolas 413
 Brümsi, Daniel 186
 Brümsi, Eberhard 184
 Brümsi, Gaspard 184
 Brun 329
 Brunisholz, Peter 153
 Brunner, Hans 407
 Brunner, Jörg 178
 Brunner, Margrit 174
 Brütisellen 159, 186-187, 437
 Bubendorf 163
 Budé, Jean 250
 Bühler, Ulrich 186
 Buisson, Rolette 138
 Bülach 202
 Bullet, Hans Jakob 155
 Burckard, Lorenz 147
 Büren 164
 Bürgerzins 351
 Bürglen, Seigneurie 193, 320, 349
 Butin 77
 Bütschelbach, Antoine 255
 Byss, Christoph 162
 Cadre 348
 Caen 391
 Cahorsins 343
 Caille, Anselme 244, 250, 259
 Caille, Benoît 259, 260, 367
 Caille, frères 190
 Caille, Pierre 245, 250, 260, 367
 Caisse des trésoriers 22, 116, 119, 127-128, 131
 Calais 139, 391, 421
 Calamité 82
 Calandrin, M. de 370
 Calandrin, seigneur 245
 Calices 85, 130
 Calvin, Jean 354, 355, 361, 363
 Cambridge 391
 Cambriolage 120, 121
 Campagne 83, 92, 153-155, 177, 181-182, 195, 198, 200-203, 225, 304, 311, 326, 348, 349, 433-434, 442
 Canal, Jean 145
 Candole, Bernardin 244, 250
 Canelot de Gueldre, pièce de monnaie 50
 Canon, pasteur 371
 Canons 344
 Canterbury 391
 Cantons catholiques 33, 34, 115, 209, 283, 292, 298, 328, 355, 388, 394, 396, 398, 404, 410, 413, 423, 424
 Cantons protestants 306, 393, 396, 413, 414, 423-425
 Capitaine 137-139, 141-142, 147, 152, 159, 162, 163, 180, 188, 210-212, 214, 218-219, 234, 256, 272, 283, 284, 287, 316, 337, 357, 361, 389, 392, 394, 397, 399, 409, 414, 416-418, 420, 421, 423-426, 428-430, 433, 438-440, 442
 Capital étranger 129
 Capital financier 14, 65 ss, 94, 116-132
 Capital industriel 102
 Capital moyen investi 177
 Capital propre 333
 Capital réfugié 285
 Capitalisme financier 361
 Capitulation militaire 112, 115, 415
 Cappel 130, 321, 388
 Cardinal de Bourbon 395, 398
 Carlisle 391
 Carolus de Flandres, pièce de monnaie 50
 Carrel, Jean 270, 352
 Carrier, Humbert 143
 Cartellier Guillaume 240, 245, 250
 Cartigny 76
 Castel, M. 371
 Castillon 337
 Catellan, François 269
 Cäution 37, 121, 135, 155-157, 159, 165-167, 169, 184, 185, 187, 207-210, 213, 214, 218,

- Caution (suite)
 219, 255, 260, 269,
 272, 274, 276-278, 282,
 286, 287, 291, 295,
 309, 316, 326, 334,
 338, 343-348, 350, 360,
 375, 379, 394, 399,
 401-404, 407, 408, 417,
 419, 420, 422, 426-428,
 430, 431, 439
 Cavalerie 394, 429
 Cédule 135, 140
 Cédules hypothécaires
 221-225, 347, 349
 Cédule obligatoire 365,
 368-376
 Cens 78, 81, 195, 235,
 236, 267, 269, 326,
 348, 349, 351, 355
 Centre de rembourse-
 ment 334
 Céréales 384
 Cerniat 265
 Cessibilité des obliga-
 tions 178, 179, 187,
 202, 224, 370, 380, 436
 Chablais 75, 88, 207-210,
 403
 Chabrey, Dominique
 145, 242, 245, 250
 Challant, Charles de 408
 Challant, René de 156,
 403, 406, 407, 408, 442
 Challant-Valangin,
 Richard de 210
 Chambéry 169, 257
 Chamot, Claude 139,
 140
 Chambre, comte de la
 173, 210, 229
 Chambre, Jean, comte
 de la 209
 Champel 239
 Champion, François 267
 Champ 350
 Change 56, 146, 211,
 251, 331, 333, 357,
 366, 376, 377, 385
 Change public, voir ban-
 que publique
 Changeur 53, 136, 146,
 242, 286, 309, 335-338,
 389
 Chapelier 181
 Chapelle 237, 311
 Chappeaurouge, Amy
 232
 Chappeaurouge, Etienne
 122
 Chappeaurouge, Jehan
 230
 Chappuis, Pierre 53,
 136, 140, 144
 Chars 367
 Charité chrétienne 190,
 354, 355
 Charles III, duc de Sa-
 voie 111, 166, 207,
 231, 402
 Charles IX, roi de
 France 271, 341, 385,
 393, 412, 421-425, 426,
 430, 442, 444
 Charles-Emmanuel, duc
 de Savoie 244
 Charles le Téméraire
 119, 166
 Charles Quint 400, 419
 Charpentier 154
 Charretier 162
 Charron 181
 Châteauneuf 397
 Châteauneuf, Ami de
 145
 Châtel 265
 Châtelard 209, 269
 Châtelard-près-Romont
 268
 Châtel-Saint-Denis 154,
 269
 Châtillon 265, 394
 Chauve, Antoine 245
 Chenalat, Odet 143
 Chenalat, Pierre 241,
 366, 368, 377
 Chenaud, Jehan de 242
 Chenevier 235
 Chester 391
 Chevallier, Humbert 240
 Chevaux 304, 365
 Chichester 391
 Chillon 209, 403
 Chômage 436-439
 Chosal 235
 Chouppin, Pierre 145
 Christ 354
 Cimetière 239
 Circuit financier 67
 Circulation monétaire
 13, 19-63
 Claude, Philippe 138
 Clause de crédit 323
 Clause de rachat 188,
 348
 Clément, Henri 143
 Clerc 376
 Clergé 347
 Clérie, Louis de 270, 272
 Clervant, seigneur de,
 voir Vienne, Claude
 Antoine de
 Climat 82-83, 143, 313,
 384
 Cloutier 162, 181
 Cluj 391
 Cluses 78
 Codébiteur 338, 345, 350
 Coignet, ambassadeur
 358, 420, 421
 Cointrin 239
 Coire 121, 199, 206
 Coligny, comte de 138,
 140, 142, 156, 394,
 397, 424
 Collabaud, Guillaume
 369
 Collecte 35, 77, 367, 370,
 371, 390, 392
 Colmar 21, 306, 316, 335
 Cologny 76, 239
 Colombier 167, 408
 Colonel 210, 212, 216,
 276, 315, 359, 415,
 420, 424, 425, 428, 438
 Cols suisses 35, 106
 Combe, Jean 368
 Combefort, baron de
 209, 210
 Combourgeoisie 79, 86,
 165, 227, 228, 231,
 254, 255, 260, 388,
 406, 409
 Combremont 152, 154,
 159
 Commerce 23, 33-34, 53,
 69-70, 73, 81-83, 88,
 91-95, 101, 104-106,
 143, 183, 199, 260,
 261, 305, 311, 313,
 333, 336, 371, 382,
 384, 385, 410, 428,
 434, 436-437, 440

- Commission bancaire 376, 378, 382, 383, 385
Communs 350
Compagnie 414, 415, 421
Compétence 336
Composition, voir impôt
Comptabilité 19, 20, 66, 70, 74, 83, 85-86, 95, 116, 133, 147, 323, 348, 352, 373, 398
Compte de profits et pertes 382
Concile 358
Concile de Latran 343
Concil de Trente 396
Damnation 77, 86, 224, 225, 239, 317, 319
Condé, Henri de 341, 394
Condé, prince de 140, 156, 174, 335, 379, 393, 396, 424
Confédération 21, 27, 94, 102, 105, 106, 111-112, 115, 128, 177, 183, 187-189, 209, 212, 213, 231, 275, 284, 308, 314, 317, 330, 346, 349, 350, 359, 386-388, 396, 398-400, 403, 405, 406, 409-411, 413, 414, 416, 425, 427, 428, 441
Confignon 239
Confiscations 39, 144-145, 227, 232, 238, 248, 261, 319, 379
Conjoncture 14, 58-63, 65-67, 70, 73-74, 76, 79-85, 92-93, 97-110, 114-116, 124, 126, 131, 198, 263-264, 267, 269, 304-306, 319-320, 382-386, 414, 430-440
Conrad, héritier de Heinzmann Hächler 314
Conrad, Jacob 288
Conscience chrétienne 361
Conseil de surveillance des trésoriers 121, 336
Conseiller financier 296, 412, 422
Constance 12, 45, 172-173, 308, 314, 320, 325, 329, 335, 388, 389, 401
Construction immobilière 162, 181, 199, 220, 221, 225, 328, 437, 440
Conte, Jacques 143
Contrat de vente 323, 352
Contrat en nature 355
Coppet 49
Copropropriétaire 347
Corbières 151, 153, 271
Corbières, Jacques de 270
Cordonnier 162, 181, 220
Cornavin 239
Cornaz, Pierre 228
Corne, Amblard 236, 257
Corporation 270
Correspondance 339
Corserey 265
Corsier 209
Cortailod 408
Cotti, François 272
Couronnes 13, 112, 260
Couronnes d'argent de Venise 38
Couronnes d'Italie 26, 40
Cours de change 14, 21, 43, 54-63, 74, 211, 377, 468-469
Cours de change officiel 377
Cours de change réel 377
Coût de l'émission d'emprunts 376-378
Coût du change 378
Coutras 397
Coutume 345, 350, 375
Couvent 221, 237, 269, 271, 272, 327, 334
Couvent réformé 85
Coventry 391
Cracovie 371, 372
Créance consolidée 421
Créance hypothécaire 222
Créance pourrie 128
Créances royales 211
Créanciers bâlois 36, 148, 161, 166-167, 256, 257, 273, 276, 288, 291, 296, 325, 402, 426
Crédit à court terme 116-117, 146, 155, 215, 241, 353, 361, 364
Crédit à long terme 14, 43-51, 116, 133-225, 436
Crédit à moyen terme 436
Crédit commercial 373
Crédit financier 350, 368
Crédit fiscal 217
Crédit hypothécaire 220-221, 437
Crédit indirect 195, 217
Crédit public 11, 45, 133-225, 430-440
Crédit régional 199
Cressier 167-169
Cressier, Balthasar de 153, 169
Crésuz 265
Crise agricole 123, 201, 326
Crise classique 384
Crise économique 68, 82-83, 102, 105, 107, 116, 126, 144, 201, 221, 252, 277, 290, 298, 356, 357, 364, 384, 385, 392, 432, 436-440
Crise financière 294, 362, 382
Crise frumentaire 41, 105, 309, 364, 436, 438
Crise structurelle 104
Crise suisse 105, 126
Crise viticole 104
Croissance 99-102, 383, 384
Cronvilliers, Charles de 244, 250
Croker, John 374-375
Crucifix 85
Cuarny 209
Cudrefin 403
Cugier, seigneur 142
Cugy 152, 415
Cuir 77, 200

- Cuivre 259
 Curialités 77
 Curion, Léon 394
 Cursinge, seigneur de 268
 Curtil 235, 239
 Cuisine 239
 Cusinier, Jean de 209, 210
 Cycle majeur 383
 Cysat, Renward 222
- Dadaz, Denys 230
 Danube 182, 391
 Dardagny 239
 Daru, M. 368
 Dation 133-134, 231
 Dauphiné 142
 David, Heinrich 325, 333
 Débasler 135, 257, 263, 362
 Débauche 92
 Débiteur principal 187
 Debrunes, Claude 245, 250
 Decroso 240
 Decroso, Baptiste 145
 De Fer, Florent 143
 Déficit 68, 117, 118, 253, 256, 257, 265, 267, 275, 321, 326
 De Fonte 240
 Défunt 224
 De la Bottière, François 138
 Delacourt, Jacques 371
 Delacroux, Jean 143
 Délai 155, 334, 345, 378, 379, 380
 De la Mar, Estienne 240
 De la Pale 141
 De l'Arche, Jean 240
 De Laune, Gabriel 144-145
 Deleschaux Mermet 230
 Delémont 23, 25, 173-174, 355
 Delle 23
 Demande de capitaux 61, 110, 261, 302, 337, 356, 357, 360
- Demande de consommation 75, 81-83, 88, 92, 104, 304-306, 438
 Demi-franc 49
 Denier 20
 Dénouciation 188
 Depalède 240
 Départs 96, 162, 179, 195
 Dépenses non comptabilisées 128
 Dépenses publiques 67, 70, 74, 107-109, 146
 Déplacement 339
 De Porta, Claude 230
 Dépôt 87, 242, 248, 258, 285, 314, 333, 335, 336, 354
 Dépôt de brique 220
 Dépôt de garantie 323, 327
 Dépréciation des monnaies 14, 21, 51, 53-63, 68, 71, 252, 412
 Deroche, David 370, 375
 Deroches, Hugues 140
 Des Arts, Jacques 117, 138
 Desire, Jean 138, 143
 Dette publique, voir aussi villes débitrices 108, 116, 120, 124, 126, 127, 149
 Dette surannée 380
 Deux-Ponts, duc 141
 Dévaluation, voir dépréciation des monnaies
 Développement économique 99, 113
 Dicken 25, 27
 Dierikon 222
 Diesbach, Bastian von 166
 Diesbach, Catherine von 159
 Diesbach, Christoph von 43, 254, 270, 345, 420
 Diesbach, Gabriel von 394
 Diesbach, Jörg von 210, 272, 438
 Diesbach, Ludwig von 159, 168, 394, 438, 439
 Diesbach, Niklaus von 159, 345, 394
- Diesbach, Rochius von 209, 273
 Diesbach, Wilhelm von 43, 314
 Diessenhofen 315
 Diète fédérale 227, 348, 356, 357, 358, 387, 412
 Dietrich, Ulrich 393
 Dieu 354
 Difficultés 126
 Dijon 72-73, 104, 112, 119, 165, 169
 Dîme 78 ss, 83, 84, 195, 268, 322, 326, 348, 350, 354, 355
 Dinkel 71
 Diodati, Carlo 141, 243, 244, 245, 250, 366
 Diodati, Pompeo 243, 244, 245, 250
 Disette 82, 92, 104, 105, 110, 195, 215, 244, 313, 430, 438
 Disparité régionale 72
 Disponibilité 337
 Disputation de Zurich 354
 Distances 365
 Disteli, Hans 407
 Divonne 209
 Docteur 294, 326
 Doctrine économique 354
 Doctrine politique 354
 Doctrine sociale 354
 Dölpel 38
 Domaine 67
 Domdidier 105
 Domicile du créancier 378
 Don 87, 110
 Dorer, Konrad 179
 Dorer, Moritz 179
 Dorneck 23, 25, 29, 164
 Doublon 25, 47
 Doublon d'Espagne 27, 38, 40, 46
 Doublon d'Italie 27
 Draps 71-73, 101, 104, 151, 153, 202, 209, 244, 255, 344, 357, 410, 426, 440
 Drapeau 119
 Dreierherren 118
 Droits 350

- Droit banal 92
 Droit des moulins 96
 Droits de souveraineté 293
 Droit de succession 179
 Droits fiscaux 67-70, 110
 Dublone 26
 Ducat 25, 40, 47, 50, 54, 112, 120, 366
 Ducat à la potence 25, 27
 Ducat de Castille 50
 Ducat de Florence 50
 Ducat de Hongrie 25, 27, 49
 Ducat d'Italie 26, 38
 Ducaton 25, 27, 31, 45, 49, 52
 Ducommun, Jean 249
 Ducrest, François 239, 240
 Ducrest, Loys 269
 Du Fort 240
 Dufour, Thomas 138
 Dukaten 26
 Dulliker, héritiers 272
 Dulliker, trésorier 211
 Dünner 162-163
 Du Pan, Claude 117, 138
 Dupan, Jean 369, 371
 Du Perta 240
 Dupré, Jean 245, 370
 Dupré, Pierre 153
 Dupuis, Armand 392
 Dupuis, Arnauld le jeune 367
 Durand, Jehan 242
 Durham 391
 Durlach 335
 Dürr, Niclaus 346
 Duynt, Jean 209
 Dynamisme fiscal 99
- Economie financière 108
 Economie rurale 83
 Economie urbaine 99
 Ecosse 391
 Ecu d'argent 27, 45, 47
 Ecu de Flandres 366
 Ecu de Savoie 25
 Ecu de Schwytz 25-26
 Ecu d'or au soleil de France 14, 20, 25, 26, 28, 32, 35-39, 40, 41, 43-55, 56-62, 71-74, 118, 120, 122-123, 134, 197, 251, 255, 260, 315, 366, 368, 375, 377, 468-469
 Ecus d'or italiens 40, 123, 366
 Ecu d'or de Savoie 26
 Ecus espagnols 27, 45, 57
 Ecu pistole 20, 25-26, 45-46, 49-50, 53-54, 55, 57, 60, 140, 197, 366, 392, 401
 Edit de Beaulieu 395
 Edit de Poitiers 439
 Editeur-imprimeur 371
 Edits zurichois 355
 Edlibach 324
 Edlibach, Gerold 166
 Edlibach, Hans 324
 Effet de change 382
 Effinger, Christoph 284, 407
 Effinger, Jacob 324
 Egli, Gaspard 212
 Egli, Heinrich 211
 Eglisau 178, 202, 435
 Eglise 220, 237, 333, 343, 355, 371
 Eglises de France 142, 391-392
 Eglise réformée 392
 Eich 222-223
 Einsiedeln 216
 Einsiedlerhof 324
 Elbe 391
 Elevage 91, 153
 Elgg 87, 322
 Elisabeth, reine d'Angleterre 390
 Elmiger, Alexandre 222
 Elpachin, Margreth 352
 Ely 391
- Emden 391
 Emission d'emprunt 282, 334, 336-342, 378, 382, 385
 Emission de pièces 333
 Emission par souscription, voir emprunt par souscription
 Emmanuel-Philibert, duc de Savoie 82, 138, 243, 404, 436
 Emme 162
 Emme, petite 120, 225
 Emmengold 120
 Empereur 111, 168, 169, 213, 291, 308, 334, 341, 342, 347, 388, 389, 400, 410, 418, 419, 432, 440, 442
 Empire 13, 307, 400, 402, 419
 Employeur 409
 Emprunt 12, 15, 24, 36, 54, 68, 77, 86, 87, 109-110, 116, 122, 124, 127, 128, 227-330, 336-342, 378
 Emprunt forcé 229, 402
 Emprunt par souscription 15, 52, 272, 274, 276, 316, 327, 336-342, 378, 383
 Enchères 77
 Endossement 370, 375, 381
 Enfant adoptif 324
 Engelberg, abbaye 205-206, 216
 Englin, Anna 324
 Englisberg, Ulich von 153, 342
 Ensheim 170, 292, 296, 400, 401
 Entente monétaire 27, 60
 Entlebuch 222-223
 Entrepreneur militaire 137, 415, 421
 Entreprise de transport 187, 334
 Epargne 121, 123, 300
 Ergolz 162
 Erhardt, Andres 273
 Erhard, Hans 147
 Erlach, Diebold von 159

- Erlach, Hans von 407
 Erlach, Hans Jacob von 159, 397
 Erlach, Ludwig von 345
 Erler, Werner 407
 Erreur de justice 224
 Eschenbach 216, 221
 Escher, Hans Conrad 327, 436
 Escher, Jörg 324
 Escher, Max 324
 Escorte armée 368
 Espace économique 332, 378
 Espace financier 15, 182
 Espagne 33, 34, 59, 66, 82, 106, 115-116, 123, 126, 138, 211, 215, 218, 270, 292, 331, 400, 410, 413, 414, 425-426, 438
 Espagnols 241, 244, 249, 252, 331
 Esprit capitaliste 444
 Essex 391
 Esslingen 389
 Estavayer 152, 267
 Etalon international 44
 Etat-major 415
 Etats généraux 398
 Etrembières 209
 Ettingen 165
 Europe occidentale 63, 104
 Europe protestante 373
 Evêché de Bâle 298, 408, 441
 Evêque de Bâle 165, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 293, 296, 297, 298, 299, 353, 385, 401, 402
 Evêque de Coire 206
 Evêque de Constance 186, 188, 216, 402
 Evêque de Genève 79
 Evêque de Limoges, ambassadeur de France 280, 285
 Evêques d'Angleterre 369
 Excédents 118, 120, 170, 191, 256, 268, 277, 278, 322, 330
 Exercice financier, voir année comptable
 Exeter 391
 Exploitation forestière 162
 Exportations 30, 32, 83, 89, 92, 410, 430, 436
 Fabre, Claude (Colavin) 240
 Facture 369
 Faesch, Sebastian 407
 Fahr, Bartolomé 276, 277
 Fahr, Peter von 315
 Faillite 82, 116, 123, 211, 271, 292, 334, 347, 357, 379, 382, 406, 419, 423, 436, 438
 Falk, Caspar 212, 276, 345
 Falk, Peter 273
 Falk, Ursel 272
 Faoug, Seigneurie de 265
 Far, Bartlime 179
 Farner, Walter, appelé Schmid 178
 Fattli, Hans 178, 190
 Faucigny, Pierre de 270
 Faure 371
 Favon, Estienne 245, 250
 Favre, François 255, 268
 Favre, Gonin 229, 230
 Favre, Jacquemot 248
 Favre, Jehan 230
 Favre, Jehan Loys 138
 Fedières 265
 Feer, Beat Jacob 218, 404
 Feer, Christoffel 219
 Feer, Jacob 407
 Feer, Peter 139, 166, 218
 Feer, Sebastian 119
 Fenkrieden (AG) 223
 Ferdinand d'Autriche 30, 62, 213, 341
 Ferdinand I^{er}, empereur 341, 342, 347, 400, 401, 419
 Ferlens 265
 Ferme 222
 Fernex, Pierre 239, 240
 Ferscheboldt, Baptist 334
 Fétigny 265
 Feux 280
 Finances extraordinaires 66
 Finances ordinaires 66
 Finances publiques 11, 66 ss
 Finances royales françaises 300
 Financiers genevois 243, 249-252, 443
 Fininger 157, 175
 Firmes 136, 142-143, 147, 187, 190-191, 218, 243, 250, 257, 261, 334, 335, 368, 370, 375, 382
 Fiscalité 66 ss, 83, 107, 418, 436
 Flach, Anton 328
 Flach, Sigmund 328
 Flamands 69
 Flandres 438
 Fleckenstein, Baptist 420
 Fleckenstein, Beat 212
 Fleckenstein, Heinrich 212, 218, 284, 315, 404, 405
 Fleckenstein, Niclaus 420
 Florence 343
 Florentins 416-417
 Florin 13, 19, 20, 21, 52, 53, 58, 119, 120, 377
 Florin d'argent 19, 48, 52, 135
 Florin de Savoie 53
 Florin de compte 20, 43, 58, 135
 Florin d'or 19, 25, 26, 51, 320, 366
 Florin d'or du Rhin 19, 25-26, 43-55, 111, 134
 Florin d'or d'Utrecht 26
 Fluctuations conjonctuelles des recettes 102-107
 Flüelen 187
 Flux financier 54
 Flux monétaire général 22
 Fogler, Hans 186

- Foires 23, 40, 96, 105-106, 190, 253, 327, 333, 351, 364, 367, 370, 371, 374, 380
- Fonds propres 382
- Font 154, 265
- Fontaine André, Abbaye 408
- Fontaine, seigneur de la 169
- Forces financières 440-444
- Forêt 153
- Forêt-Noire 276, 315
- Forge 224
- Forgeron 155, 162, 181
- Formation de capital 110, 117-124
- Formberg, Paulus 142, 370
- Formes juridiques 353
- Formulaire type 338
- Fornet, Claude 259
- Fort de l'Ecluse 437
- Fortune 65, 75, 87, 101, 110-111, 116, 121, 126, 132, 236, 266, 290, 345
- Fortune hypothéquée 212
- Fosses, Joseph 245, 250, 370, 375
- Frais administratifs 376, 377
- Frais d'assistance 337
- Frais de sommation 379
- Frais de voyage 214, 367, 376
- Frais du transfert des capitaux 376
- Frais généraux 382
- Franc 25, 27, 34, 48-49, 112, 367
- France 12, 13, 16, 21, 33, 34, 36, 45, 54, 55, 59-62, 66, 82-83, 104, 106-107, 111-112, 116, 119, 123, 126, 132, 137-142, 151-153, 156, 160, 165, 168, 170, 174, 211-213, 218-219, 241, 242, 292, 306, 331, 336, 350, 357, 359, 361, 362, 385, 387, 393-399, 404, 409-430, 433, 438, 441
- Français 234, 242, 244, 245, 249, 250, 252, 253, 263, 444
- Francfort/Main 23, 190, 261, 262, 306, 327, 332, 335, 336, 341, 367, 371, 372, 374, 375, 380, 389-392, 395
- Francfort/Oder 391
- Franches-Montagnes 173-174
- Franciscains 343
- François I^{er}, roi de France 7, 187, 340, 385, 409, 411, 412, 416-418, 429, 442
- François II 385
- Franconie 22
- Franquemont, seigneur de 168
- Frappes monétaires 21, 29, 32, 33, 67, 115, 146, 384
- Fraude 375
- Frauenfeld 320, 329
- Frédéric, comte palatin 141-142, 187, 394
- Freener, Niclaus 220
- Freiburgerschilling 26
- Frères Mineurs 343
- Freudenberg, Jörg 326
- Freytag, Jost 271, 272
- Fribourg-en-Nuithonie 12, 21, 23, 24, 27, 29, 43, 79, 169, 209, 227, 230, 234, 253, 254, 256, 261, 277, 279, 282-284, 293, 296, 305, 335, 337-340, 342, 344-346, 354, 379-382, 403, 404, 406, 407, 409, 410, 413, 417, 418, 420, 426, 430, 439-441
- Fribourg, auberge du chasseur 155
- Fribourg, Augustins 152, 270
- Fribourg, capital financier 124-132
- Fribourg, chapitre 273
- Fribourg, circulation monétaire 35 ss, 45
- Fribourg, collègue 220, 276, 437
- Fribourg, commanderie 272
- Fribourg, comptes 20, 85-86
- Fribourg, conjoncture financière 102-109
- Fribourg, contrats en florins du Rhin 44
- Fribourg, créancière 127, 146-155, 265, 399, 402, 408, 424, 439
- Fribourg, croissance des recettes 99-102
- Fribourg, douane 93
- Fribourg, débitrice 127, 129-132, 149, 157, 207-210, 212-213, 265-277, 338, 340, 382, 401, 432, 442
- Fribourg, draps 104, 436-437
- Fribourg, églises 152
- Fribourg, finances publiques 66-132, 146-155, 265-277, 433
- Fribourg, firmes 147
- Fribourg, fortune financière 266
- Fribourg, guerre 228, 265, 337
- Fribourg, hôpital 152, 270
- Fribourg, impôt 227, 268
- Fribourg, inflation monétaire 58-63
- Fribourg, intérêts 266
- Fribourg, Jésuites 216, 220, 437
- Fribourg, Magern Au 271
- Fribourg, monnaie 31, 44
- Fribourg, Nu-pieds 270
- Fribourg, péages 435-436
- Fribourg, pensions 112-116, 411, 412, 414
- Fribourg, politique monétaire 57
- Fribourg, prêt à intérêt 352
- Fribourg, prêt sur gage 344
- Fribourg, prix 73
- Fribourg, relevé de caisse 117

Fribourg, revenu public par habitant 98-99
 Fribourg, Saint-Nicolas 152, 270, 271
 Fribourg, sel 146, 437
 Fribourg, taxe du vin 88-89, 104-105
 Fribourg, territoire 75, 107, 129, 155, 265-269, 277, 405
 Fribourg, trésor 37, 74, 120, 123, 130-131, 155, 271
 Fribourg, volume des recettes ordinaires 97-98
 Fribourg-en-Brigau 21, 307, 314, 335, 338, 367, 389
 Frick, Dr. iur. 287
 Frienisberg, abbé de 271
 Frisching, Hans 288, 407
 Frise 261, 390-391
 Froben, Erasme 326
 Froben, Jérôme 326
 Froben, Ursula 326
 Fröhlich, Wilhelm 210, 283, 284, 294, 382, 420
 Fromage 7, 153
 Froment 71, 81, 143-145
 Fronay, Pierre de, le jeune 228, 229
 Frontenex 239
 Frontière italienne 31
 Fruyo, Carl 153
 Fruyo, Hans 153, 273
 Fruyo, Peter 151, 271
 Fry, Martin 221
 Fuggei 332
 Fugger, Hans Jakob 185
 Fuite de capitaux 136, 251, 365
 Fulach, Christostinius von 139
 Fulach, Erhart von 312
 Fulach, Hans Wilhelm von 186, 323
 Fulach, Ludwig von 308
 Fulach, Ulrich von 185, 312
 Fulach, Wolf Walter von 309, 315
 Fünfer 25, 26
 Fürkauf 105

Furno, Jean de 112, 152, 166, 291, 402, 418
 Fürstenberg, comtes de 185, 188, 189, 400, 442
 Fürstenberg, Friedrich von 179, 185
 Fürstenberg, Heinrich von 185
 Fürstenberg, Wilhelm von 171
 Gächlingen 315
 Gady, Humbert 155
 Gage 44, 155, 171, 173, 179, 186, 207, 209, 214, 216, 222, 315, 334, 343-344, 347-349, 381, 382, 403, 404, 418
 Gallatin, Claude 145
 Gallen, Niklaus von 192
 Galmiz 154
 Garanties 51, 190, 207, 233, 256, 327, 335, 336, 343-350, 360
 Garmiswil, banneret 153, 272
 Garmiswil, Hans 420
 Garnison 140, 234
 Garonne 391
 Gastrodz 270
 Gaudard, François 169
 Gavin, Maximilien 244, 245, 250
 Gdańsk 391
 Gebhart, Lux 174, 394
 Geld 352
 Geldwirtschaft 349
 Général 273, 417
 Gênes 152, 332
 Genève 12, 21, 23, 30, 40, 46, 106-107, 112, 238, 265, 266, 281, 284, 288, 290, 292, 305, 306, 313, 316, 328, 335-337, 339-342, 344-347, 349, 351, 359, 362-369, 372, 373, 377, 379-382, 385, 390-392, 398, 405, 425, 432, 433, 440, 441, 443, 444
 Genève, Ancre 239
 Genève, Arche, voir Arche

Genève, arsenal 437
 Genève, banque de l'Etat 379
 Genève, bailliages 87-88
 Genève, banque publique 20, 78, 122, 136, 144, 242, 258, 259, 263, 344, 363, 364, 437, 443
 Genève, biens des sept condamnés 232
 Genève, biens ecclésiastiques 75 ss, 85, 131, 256
 Genève, blé 143-145
 Genève, boîte de la monnaie 77
 Genève, campagne 83
 Genève, capital financier 124-132
 Genève, chambre des comptes 78, 363
 Genève, chapelles diverses 238
 Genève, Chapitre 77-81, 88, 228, 238
 Genève, chasubles 238
 Genève, Chautagne 228
 Genève, circulation monétaire 35 ss, 45, 50, 74
 Genève, collège 77
 Genève, commerce 443
 Genève, compagnie des pasteurs 243
 Genève, comptabilités ecclésiastiques 53
 Genève, comptes 68-107
 Genève, conjoncture financière 79-83
 Genève, consistoire 362
 Genève, créancière 128, 135-147, 234, 394, 395, 397, 423
 Genève, croissance des recettes 99-102
 Genève, débitrice 49, 128-132, 156, 158, 174-175, 187-190, 193-194, 202, 207-208, 227-264, 337, 340-349, 362, 382, 433, 442
 Genève, diacres des pauvres 244, 245

- Genève, ecclésiastique 237
- Genève, en la Rivière 239
- Genève, Escalade 83
- Genève, Evêché 77-79
- Genève, ferme des halles 79-84
- Genève, finances publiques 65, 68-107, 135-147, 227-264
- Genève, firmes 143, 243, 244, 247, 250
- Genève, fortification 256, 369, 437
- Genève, gabelle de la chair 79-84, 91
- Genève, gabelle du sel 84, 95
- Genève, gabelle du vin 79-84, 88-89
- Genève, garnison française 140
- Genève, guerre 39, 50, 82-83, 115, 124, 132, 146, 191, 228, 229, 247, 248, 260, 281, 286, 288, 292, 316, 364, 385, 402, 403, 429, 443
- Genève, hôpital 78, 242
- Genève, hôtel de ville 437
- Genève, impôt 235, 248
- Genève, indépendance 261
- Genève, inflation monétaire 58-63, 70, 74
- Genève, intervention dans l'économie 142-146
- Genève, langes 77
- Genève, lieutenant du droit 77
- Genève, livre des habitants 241
- Genève, lods 77, 84
- Genève, Longemalle 229
- Genève, Maccabées 238
- Genève, Madelaine 238, 239
- Genève, Mainmorte 77, 162
- Genève, monnaie 30-31, 50, 53, 251
- Genève, monnaie de compte 44, 53, 70, 74
- Genève, Notre-Dame-de-Grâce 238
- Genève, Notre-Dame-de-la-Neuve 238
- Genève, Perron 239
- Genève, politique financière 257, 365
- Genève, politique monétaire 55, 74
- Genève, politique tarifaire 70
- Genève, Pont du Rhône 239
- Genève, Pré-l'Evêque 144
- Genève, prêt sur gage 344
- Genève, prix 71-72, 80-82, 90, 228, 239
- Genève, produit de la dîme 79-84
- Genève, Refuge 81-82, 242, 244, 249, 253, 263, 443
- Genève, relevé de caisse 117
- Genève, revenu public par habitant 98-99
- Genève, Sainte-Claire 238
- Genève, Sainte-Croix 238
- Genève, Saint-Germain 238
- Genève, Saint-Gervais 238, 239
- Genève, Saint-Légier 238
- Genève, Saint-Pierre 231, 238
- Genève, Saint-Victor 77-79, 88, 238, 239
- Genève, Secrétariats de justice 83, 84
- Genève, sel 437
- Genève, Sous-Mont 228
- Genève, taxe des boulangers 84
- Genève, taxe du 1/2% 83, 84
- Genève, taxe sur les étrangers 77
- Genève, Terraillet 239
- Genève, territoire 75, 253, 443
- Genève, Toutes-Ames 229, 238
- Genève, trésors 20, 37, 76 ss, 117, 130-131, 256
- Genève, volume des recettes ordinaires 97-98
- Genevois 345, 403
- Genthod 76
- Georg Hans, comte palatin 341
- Gérance 334
- Gerung, Johann 274
- Gessner, Jean-Jacques 369
- Gestion des affaires 117, 132
- Gevadon, Bally de 397
- Gex 88, 157, 159, 296, 403, 404
- Giger, Batt 420
- Gilgenberg 292
- Gilley, Jean de, seigneur de Franquemont 168
- Gilley, Nicolas de, seigneur de Marnolt 172, 298
- Gilli, François Bernard de 209, 210
- Gingins 209
- Gingins, François de 156, 209, 210, 408
- Girard, Amy 229, 230
- Girard, André 239, 240
- Girard, Antoine 371
- Giromagny 174
- Glane, Jehan de 415
- Glaris 49, 111, 139, 172, 206-207, 314, 316-317, 335, 358, 418, 420, 441-442
- Glatt 202
- Gloucester 391
- Goetz, Jacob 175, 367
- Gold, Michel 370
- Goldberg, von 314
- Golder, Hans 208
- Golder, Ludwig 217
- Goldgulden 19, 26
- Göldli, Hans Heinrich 324
- Göldli, Joachim 324

- Goldsonnenkrone 26,
 260
 Gorgier 152, 154
 Gorgier, baron de 276
 Gottrau, Hans 273
 Gottrau, Jérôme 273
 Gottrau, Marti 273
 Gottrau, Niklaus 147
 Gottrau, Otmar 273
 Gottrau, Simon 273
 Goula, Charles 143
 Goula, François 143
 Goulard 243
 Gouverneur autrichien
 292
 Gradelle, Jacob 245,
 250, 370
 Graf, Hieronimus 403
 Graff, Conrad 139
 Graff, Friedrich 162
 Grandchamp, Jacques
 240
 Grand parti 339, 357,
 416, 420-423, 428
 Grandson 85, 119, 356
 Grandson, Prieuré de
 284
 Grange 235, 239
 Greifensee 324
 Greiffenberg, Wolf Wal-
 ter von 186
 Grêle 121
 Gresham 332
 Griffon, Claude 239
 Griffon, Nicolas 240
 Grimaldi 332
 Grimm, avoyer 324
 Griset, Louis 273
 Grisons 112, 139, 207,
 366, 391, 411-412, 422,
 427
 Gros, Charles Etienne
 136, 144, 146
 Grossmünster 121
 Grübler, Hans 196
 Grunder, Gallus 320
 Grundpfand 349
 Grütt, Christoffel von
 312
 Gruyère, comte de 148-
 151, 155-156, 210,
 267, 271, 276, 279,
 284, 288, 403, 405-406,
 442
 Gruyère, comté de 16,
 75, 106, 108, 150-151,
 153, 155, 267, 268,
 275, 284, 341
 Gruyère, Michel de 148,
 150-151, 210, 267, 271,
 279, 379, 405, 408, 442
 Gruyères 154, 270, 272
 Gubel 388
 Gueldre, duché 169, 391
 Guérin, Léonard 242
 Guérin, Thomas 276
 Guerre 39, 82, 104-105,
 107, 115, 118, 119,
 121, 122, 124, 126,
 138, 146, 158-160, 165,
 168, 174, 175, 183,
 188, 190, 191, 208,
 228, 229, 231, 243,
 247, 248, 251, 256,
 258-261, 264, 278, 281,
 283, 286-288, 290, 292,
 299, 306, 316, 317,
 321, 325, 327, 330,
 337, 344, 346, 357,
 364, 385, 392, 394-396,
 398-400, 409, 411, 414,
 416, 421, 423, 427,
 429-430, 438-440
 Guerre civile 33, 116,
 132, 356, 409
 Guerre de religion 13,
 82, 102, 105-107, 116,
 121, 123, 137, 140-142,
 152-153, 174, 195, 282,
 292, 319, 356, 387,
 388, 393-398, 413, 414,
 423-430, 432, 436, 439
 Guerre de Smalkalde
 106, 172, 232, 356,
 385, 388
 Guerre de Souabe 12,
 102, 104, 207, 317,
 329, 356, 432
 Guerre des paysans 102
 Guerre d'Italie 102, 104-
 105, 112, 115-116, 204,
 297, 303, 356, 399,
 402, 406, 411, 432, 442
 Guglemburg, Hans 256
 Guillermet, André 242
 Guise 138, 174, 395, 425,
 427
 Guise, Henri de 397, 398
 Gulden 19, 20
 Guldener 19, 52
 Guldentaler 52-54
 Gült 347, 351, 352
 Gümnenen 105, 435
 Gurnel 345
 Gut, Christoph 185
 Gut, Peter Andres 184
 Gutbübli, Anton 210
 Gutensohn, Hans 420
 Gutjahr, Hans Ulrich
 186
 Haas, Jost 218
 Habsberg, Ulrich von
 171
 Habsbourg, Maison de
 106-107, 387, 396, 410,
 414
 Hächler, Heinzmann 314
 Hagenbach, Josua 158
 Haller 20, 25, 26
 Halles 31, 67, 77, 79 ss,
 84, 93, 434, 435
 Hallter, Hans Werner
 222
 Hallwyl, seigneur de 327
 Hambourg 332, 371, 372
 Hanau 391
 Hänni, Niclaus, de Hasle
 159
 Hanséates 373
 Harder 185
 Harder, Hans Wilhelm
 120
 Harengs 228
 Harscher, Mathias 338
 Hartmann, Hans 420
 Hartmann, Hertlin 272
 Harzer 329
 Hasle (BE) 159
 Hässy, Friedli 420
 Hauenstein 24, 25
 Hauptgut 352
 Hausse des bonnes mon-
 naies 56-63
 Hausses tarifaires 69
 Hauterive 152, 271
 Haut-Rhin 21, 332, 334
 Haymen, Hans von 209
 Hedingen 186-187, 437
 Heggart 178
 Hegi, seigneurie de 327

- Heid 438
 Heid, Jacob 219
 Heideck, Baron von 389
 Heidelberg 335, 391
 Heilmann, Wilhelm,
 prédicateur 159
 Heinslerlin, Ulrich 218
 Heinzel von Tegerstein,
 Hans Heinrich 327,
 328
 Heinzel von Tegerstein,
 Hans Jacob 328
 Helmlí, Rochus 320
 Henri, pièces de mon-
 naie 50
 Henri II, roi de France
 32, 115, 138, 168, 211,
 292, 339, 341, 347,
 357, 358, 362, 385,
 412, 416, 418-421, 426,
 429, 442, 444
 Henri III, roi de France
 116, 123, 141, 174,
 213, 269, 276, 341,
 342, 359, 385, 394,
 395, 396, 398, 401, 424-
 427, 428, 438, 439, 444
 Henri IV, roi de France
 7, 12, 115-116, 126,
 132, 140, 170, 191,
 272, 328, 342, 366,
 371, 398, 410, 414,
 427-428
 Hérault 200
 Herchaut 240
 Herdi, Brandolf 196
 Hérésie 392, 396
 Hérisau 12
 Héritages 77, 96, 195,
 203, 225, 245, 349, 381
 Hermann, Lysa 273
 Hermetschwil 437
 Hertenstein, Hans 208
 Hertenstein, Jacob von
 329
 Hertenstein, Jeromin
 von 219
 Hertenstein, Leodegar
 von 210
 Hertenstein, Ludwig von
 217
 Hess, Gabriel 420
 Hewen 402
 Hewen, Friedrich 206
 Hewen, Heinrich von,
 évêque 206
 Hewen, Jörg 206
 Hewen, Sigmund 206
 Hewen, Wolfgang 206
 Hewen-Werdenberg,
 comtes de 206
 Heyd, Peter 273
 Hildbrand, Hans Jacob
 325
 Hildisrieden 223
 Hiltbrand, Balthasar 407
 Hinwil 202
 Hirsinger, Urso 271
 Histoire financière 66
 Hitzkirch 223
 Hochberg, Jeanne de
 167, 292, 406
 Hochfelder, Paul 328
 Höchstetten 159
 Höchstetter 332
 Hofmann, Rudolf 324
 Hoffmann 320
 Hohenburg, Anna von
 328
 Hohenkrähen/Singen
 185
 Hohenlandenber, Jun-
 ker Hans von 318
 Hohenzollern-
 Sigmaringen 402
 Hohnrain 216
 Hollande 261, 370, 390,
 392
 Honburg, seigneur 183
 Honegger 420
 Hongrie 390, 392
 Hôpital 78, 161, 168,
 180, 192, 196, 221,
 223, 242, 258, 270,
 288, 314, 320, 407
 Horgen 202
 Hornung, Sebald 318
 Horw 222
 Hospitalier 145
 Hosslin, Jost 420
 Hôte 139-140, 143, 181,
 210, 224
 Huber, Louis 329
 Huber, Nicolas 407
 Huber, Rudolf 287, 420
 Hug, Ulrich 271
 Huguenots 141, 241,
 410, 424, 425, 438
 Humbert, avoyer 271
 Hünenberg, bailli 221
 Hürus, Onofrius 420
 Hutten, Hans von 165
 Hypothèques 135, 163,
 165, 170, 172, 200,
 213, 214, 220, 222,
 224, 225, 231-241, 266,
 267, 269, 277, 278,
 323, 334, 343, 345,
 347-350
 Ibach 222
 Iconoclisme 232
 Imhof, Ambroise 288
 Imhof, Nicolas 376
 Immensee 187
 Immer, Hans 292
 Impériales, pièces de
 monnaie 50
 Imports 88, 105,
 410, 437
 Impôt 67 ss, 77, 85-87,
 93-94, 132, 192, 227,
 232, 235, 248, 261,
 268, 278, 286, 318,
 350, 402, 429
 Imprimerie 81, 276
 Im Thurn, Eduard 120
 Im Thurn, Gottfried 313
 Im Thurn, Hans 316
 Incendie 172, 195, 199,
 205
 Indemnité de guerre 234,
 255, 266, 317
 In der Halden, Dietrich
 214
 Industrie 62, 83, 94, 101-
 102, 107, 153, 192,
 199, 202, 203, 260,
 327, 384, 411, 426,
 434, 436-437, 440, 444
 Inégalité économique
 236
 Infanterie 394, 429
 Inflation 44, 58-63, 71,
 252, 414
 Inondation 82
 Innovation technique 373
 Inquants 77
 Inquisition 106
 Insolvabilité 279, 379,
 401

- Inspection 396
Institutions ecclésiastiques 65, 270, 311
Intendance des bâtiments 86, 199, 200, 324, 349
Interdépendance internationale 116
Intérêt 24, 44, 86, 122, 144, 146, 150, 155-156, 168, 201, 208, 214, 232, 235, 236, 245, 246, 248, 255-257, 261, 266, 269, 273, 277, 280, 282, 284, 285, 291, 297, 301, 309, 313, 316, 318, 321, 325, 326, 328, 337, 338, 343, 344, 346-348, 350, 369, 379, 389, 393-395, 404, 416, 418, 428, 440
Intérêt actif 34, 75, 87, 107, 110, 129, 191, 196, 197, 280, 303, 305, 330, 382, 385 -
Intérêt composé 186, 352, 379
Intérêt de l'argent 351
Intérêt en retard 214
Intérêt passif 108, 129, 156, 257, 258, 263, 265, 268, 270, 278-280, 297, 299, 300, 302, 303, 306, 311, 317-319, 321, 323, 382, 433
Intérêt perpétuel 351
Intérêt rachetable 351
Intérêts fiscaux des villes 88
Internationale financière protestante 11
Intervention dans l'économie 142-147, 154
Intervention financière 398, 419
Inventaire du trésor 118, 120
Ipswich 391
Iselin, Lux 142, 191, 395, 419
Italie 12, 34, 59, 62, 105, 140, 241, 242, 331, 343, 361, 363, 443
Italienische Krone 26
Italiens 69, 244, 245, 249, 250, 252, 253, 263, 331, 339, 418, 421, 443
Jaccod, Elsbeth 273
Jaccod, Jost 273
Jacques 1^{er}, roi d'Angleterre 390
Jacquier, Pierre 239, 240
Jaillet, Jean 245, 250, 370
Jandoz, Jean 145
Janvier, Pierre 245, 250
Janvier, René 245, 250
Jaquet, Pierre 261
Jarnac 156
Jaun 153-154, 265
Jean II, comte de Gruyère 150
Jean, Thomas 245
Jean-Casimir, électeur palatin 142, 156, 157, 159, 175, 187, 260, 370, 390, 393-395, 398, 424, 438, 439, 442
Jésuites 216, 220, 276, 438
Joachimstaler 25
Joly, Jean 243, 250
Joly, Pierre 240
Joss, Peter 271
Journée de marche 418, 421
Juglar 383
Juifs 343, 389
Jules II, pape 111, 119
Jura 24, 104
Jussy 76
Juz en Vigny, seigneur de 245
Kaiserstuhl 23, 49, 186, 316, 407
Kaiserkrone 26
Kaiserpistole 26
Kämmerling, Peter 272
Känel, Jacob 271
Käppeli, Simon 220
Karlinen 25
Kastelberg, comte de 389
Kaufmann, Kaspar 222
Keller, Balthasar 324
Keller, de Hallau 314
Keller, Hans Heinrich 187, 193, 308, 436-437
Keller, Jakob 118
Keller, Richard 173
Keller, Vinzenz, huissier 179
Kent 391
Kernen 71
Kestenbaum 222
Kienberg 291
Klauser, Anna 404
Klauser, Katharina 285, 404
Klauser, Konrad 211, 407
Kleberger, Hans 288, 326, 418
Klee, Wenzeslaus 196
Klett, Lux 172
Klett, Rudolf 178
Klettgau, comté 186, 207
Klingenberg, Hans Kaspar von 185
Kloos, Niklaus 209, 404
Knouau 87, 196, 202
Kobelwyss 186
Koch, Erasmus 179
Koch, Hans 221
Koch, Hans Heinrich 180
Köchlin, Joss 420
Kondratieff 383
Konrad, H., maréchal du Saint Empire Romain, seigneur de Bapenheim 184
Kraft, Hans 119, 218
Kraft, Jost 223, 224
Kreuzdicken 27
Kreuzdukaten 26
Kreuzer 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 377
Kreuzlingen, abbé 214
Kriegstetten 163
Kriens 223
Krone, alte 26
Krummenstol, Anton 147, 213, 271
Krummenstol, Peter 273

- Krummenstol, Wilhelm 273
 Krus, docteur 326
 Kübler, Benedikt 178
 Kuhn, Bastian 294
 Kuhn, Hans 210, 420
 Kündig, Gaspard 218
 Küssnacht am Rigi 187
- La Bastia 151, 267, 271
 La Bastia, seigneur de 271
 Labhart, Daniel 401
 La Bicoque 417
 Lac de Bienne 89, 154, 162
 Lac de Constance 262
 Lac de Neuchâtel 89, 154
 Lac Léman 239, 258, 404
 La Condrée, Jehan de 258
 Laine 147, 155, 327
 Lamet, Antoine II de 417
 La Mollière 267
 Lancy 239
 Landenberg, Albrecht von 320
 Landenberg, Beringer von 185, 314
 Landenberg, Hans von 184
 Landenberg, Hans Jacob von 323
 Landenberg, Joseph von 320
 Landenberg, Mme von 185
 Landenberg, Wolf von 184
 Lansquenets 393, 414
 Langenthal 105, 435
 Lanker, Ulrich 208
 Lanthen-Heid, Johann von 276
 Lanther, Wilhelm 273
 La Rochelle 394
 La Sarraz 156, 209
 La Tour-de-Peilz 403
 Lätter, Gaspard 407
 Laufen (Evêché de Bâle) 173
 Laufen (ZH) 130
 Laufen am Rheinfall, seigneurie 322
 Laufenburg 320
 Laune, Gabriel de 364
 Laupen 105, 435
 Lausanne 259, 391-392
 Lausanne, monnaie 58, 60
 Lavisé, Claude 248
 Le Bry 154
 Lect, Antoine 138
 Lect, George 230
 Lect, Jacques 371, 374, 375, 390
 Lect, Jehan 138, 231, 255, 256
 Legalio, Antoine 370, 375
 Législation 355, 361, 363
 Leimen 171
 Le Landeron 152, 154, 167-169, 408
 Le Maistre, Claude 49, 140, 257, 258
 Lenzburger, Hans 150, 271
 Léopold, archiduc 401
 Lepreux, Jean 367, 371
 Lesdiguière, duc de 243
 Lettre de change 77, 245, 251, 334, 351, 365, 366, 368-376
 Lettre de remise 381
 Levet, Aymé 122
 Leymer, Bläsi 273
 Licencié en droit 245
 Lichfield 391
 Liechtenhan, Isaac 259
 Liestal 23
 Lieutenant 259, 337, 414
 Liffort, Nicolas 140, 142
 Ligue 395, 396, 398, 410
 Ligue Borromée, voir Ligue d'Or
 Ligue de Smalkalde 189, 390
 Ligue d'Or 414
 Ligue grise, voir Grisons
 Limmat 202
 Lincoln 391
 Lindau 189, 314, 389
 Lingots 333
 Liquidités 116, 118, 123-124, 129-131, 231, 236, 237, 251, 308, 431, 433
 Livre de caisse 86
 Livre des débiteurs 135, 217
 Livre, monnaie de compte 13, 19, 21, 43, 48, 51-53, 58-59, 134, 377
 Livres esterlins 369, 390
 Livre tournois 50, 59, 60, 62, 375, 411, 412
 Lobia, Constantin 366
 Locarno 106, 215, 324
 Lochmann 349
 Lochmann, Hans Heinrich 174, 199-203, 259, 260, 296, 326, 327, 381, 394, 422, 423, 436, 444
 Loewenstein, Rudolf 209
 Löhningen 179
 Loi de Gresham 23
 Loire 391
 Lombach, Anton 288
 Lombach, Hans 282
 Lombard 343
 Lombard, Hans 187, 275
 Lombard, Jacob 326
 Lommis 186, 188
 Londres 71-73, 369, 371-375, 391
 Lons-le-Saunier 257
 Lorraine 159
 Lothar, Hans 315
 Loublie 209
 Louis XII, roi de France 111, 416
 Louis XIV, roi de France 428
 Louis XVI, roi de France 428
 Louvre 141
 Löw, Batt 184
 Löw, Hans 312
 Löw, Niklaus 441
 Löwenplappart 25
 Lowis 308
 Loys, André 250
 Lucelle, voir Lützel
 Lucerne 12, 16, 21, 23, 25, 27, 34, 166, 193, 208, 228, 253-256, 261,

- Lucerne (suite)
 275, 277, 282-284, 288,
 290, 296, 297, 314,
 315, 317, 320, 329-333,
 335, 344, 345, 349,
 351, 354, 355, 358,
 366, 380, 404, 406,
 407, 410, 420, 423,
 430, 436, 441, 443
 Lucerne, administration
 des graines 96
 Lucerne, An der Eck
 220, 224
 Lucerne, bailliages 87-
 88, 96, 221-224
 Lucerne, bailliages com-
 muns 94-96
 Lucerne, Barfüsserplatz
 224
 Lucerne, campagne 434
 Lucerne, capital finan-
 cier 124-132
 Lucerne, circulation mo-
 nétaire 35 ss, 45, 46,
 52
 Lucerne, comptes 20, 85-
 86, 330, 351
 Lucerne, conjoncture
 financière 102-107
 Lucerne, créancière 127,
 151, 204-225, 398-399,
 400, 402, 403, 405, 437
 Lucerne, croissance des
 recettes 99-102
 Lucerne, débitrice 329,
 442
 Lucerne, douane 93, 96,
 105
 Lucerne, finances publi-
 ques 66-132, 204-225,
 329-330, 433
 Lucerne, Graben 222
 Lucerne, guerre 317
 Lucerne, Hof 208
 Lucerne, hôpital 221,
 223, 329
 Lucerne, inflation moné-
 taire 58-63
 Lucerne, intendance des
 constructions 349
 Lucerne, Jésuites 216
 Lucerne, Kappellgasse
 220, 222
 Lucerne, moulins 92, 96
 Lucerne, Nu-pieds 208
 Lucerne, pensions 112-
 114
 Lucerne, Pfistergasse
 222
 Lucerne, place finan-
 cière catholique 213-
 216, 253, 273, 398-399,
 403-405, 408
 Lucerne, prébende des
 femmes 329
 Lucerne, prix 71
 Lucerne, relevé de caisse
 117
 Lucerne, revenu public
 par habitant 98-99
 Lucerne, sel 437
 Lucerne, service étranger
 139, 439
 Lucerne, taxe du vin 96
 Lucerne, trésor 37-42,
 117, 119-120, 122-124,
 130-131
 Lucerne, volume des
 recettes ordinaires 97-
 98
 Lucerne, zum grauen
 Haus 222
 Lucerne, zum Pelikan
 220
 Lucerne, zum schwarzen
 Horn 220
 Lucerne, zum Sternen
 224
 Lucernois 276, 287
 Luciam, Mathie 228
 Luggarus 308
 Lugano 215, 218
 Luginorre 265
 Lukas, Jacob 221
 Lüntsch 72
 Lupfen, von 294, 402
 Lupfen, Barbara von
 314
 Lupfen de Hohenlupfen-
 sur-Stühlingen, Chris-
 toph 183
 Lupfen de Hohenlupfen-
 sur-Stühlingen, Sig-
 mund 183
 Lupfen-Engen, Heinrich
 von 184
 Lupsingen 163
 Lüsslingen 163
 Lussy 427
 Lussy, Hans 152-153,
 441
 Lussy, Jakob 442
 Lussy, Melchior 410, 441
 Luternau, famille 317
 Luternau, Augustin von
 296, 315
 Luternau, Barbara von
 296
 Luternau, Bastian von
 317, 329
 Luternau, Cordula von
 315
 Luternau, Hermann von
 315
 Luternau, Jeromin von
 407
 Luternau, Melchior von
 329
 Luthern 222, 223, 225
 Lützel, Abbé 175, 341,
 400
 Lützelmann de Bâle 150
 Luzernermünz 26
 Lyon 24, 32, 40, 49, 73,
 107, 140, 147, 169,
 190-191, 196, 211, 218,
 245, 250-251, 257-258,
 261-262, 300, 326, 336,
 339, 344, 346, 357-358,
 360, 362-363, 365-366,
 368-372, 374-375, 381,
 390-393, 412, 416-420,
 422-424, 442
 Lyss 159
 Macconnens 265
 Macheret, Estienne 240
 Maçon 120, 181
 Mäder, gouverneur 313,
 316
 Magenzer, Anton 218
 Magistri, Pierre 230
 Magnin, Dominique 245,
 248, 250
 Magueron, Jean 366
 Maienfeld 207
 Maillet, Domaine 146
 Maillet, Jean 369, 390
 Maison en pierre 220
 Maître-maçon 324

- Maître monnayeur 200, 296
 Malagnou 239
 Malbuisson, Jacques 245, 250
 Malbuisson, Pierre 230, 239, 240
 Malcontents 141
 Malliet 141
 Malliet, Claude 230
 Malters 221, 223
 Mamérianne 209
 Manifeste paysan 348
 Manlich M. 332, 371
 Manuel, Aymé 143
 Manuel, Niclaus 377
 Marchand 40, 154, 190-192, 194, 196, 243, 244, 246, 259, 261, 270, 275, 288, 331, 333, 334, 343, 344, 350, 357, 360-366, 368, 369, 371-374, 382, 385, 390, 393, 416, 418, 423, 426, 436-437
 Marché financier 242, 260, 294, 300, 328, 336-339, 342, 357, 361, 362
 Marché monétaire 43, 44, 51, 242, 336, 376
 Margrave 340
 Mariage 381
 Marignan 356, 411
 Marisy, Antoine de 242, 244, 245
 Markirch, Gladi Peter von 420
 Marnolt, seigneur de 172
 Marsens 152, 265
 Marti, Jacob (Gruyères) 272, 284
 Marti, Jacob (Lucerne) 404
 Marti, Peter 119, 212, 276, 284, 399, 404, 420
 Masse monétaire 34, 42, 45, 60, 384, 434, 438
 Massuello, Francisque 244
 Mathieu, Seigneur 242
 Maupon, Louis 371
 Maximilien, empereur 111
 May, Bartolomé 255, 345, 407
 May, Claudio 418
 May, Jacques 255
 May, Wolfgang 159
 Mayenne, Charles de 427
 Medicis, Catherine de 421
 Méditerranée 54
 Megève 78
 Megex 240
 Meggen, Petermann von 329
 Meienberg 223
 Meigret, Lambert 417
 Meilen 202
 Melay, Mlle de 397
 Melchior, évêque de Bâle 174
 Mellingen 341
 Meltingen 292
 Mendrisio 359
 Menton, Charles de 138
 Menuisier 154, 181
 Menznau 221, 223
 Messenger 376
 Messelot, Hans 212, 345
 Messlin 320
 Métaux 200, 275, 333
 Metrizat, Niklaus 213
 Mettenwil 222
 Mettenwil, Hans von 218
 Mettenwil, Rudolf 420
 Mettler, Ulrich 441
 Metz 140
 Metzelten, Bartolomé 420
 Meunier 162, 181
 Mézières, René de 119
 Meyer 337
 Meyer, maître-maçon 324
 Meyer, Adelberg 286, 317
 Meyer, Holder 213
 Meyer, Maria 273
 Meyer, Niclaus 212, 276, 345, 420
 Meyer, Ulrich 222
 Meyer, Wilhelm 271, 272, 273
 Meyer zum Hasen, Jakob, bourgmestre 172
 Michel, Katrin 273
 Micheli, Horace 245, 250, 369, 397
 Miegue, Jeromino 370, 375
 Milan 414
 Milan, duc 111, 308, 442
 Milanais 106, 112, 359, 411, 422
 Mines d'argent 30, 34, 174
 Ming, Hans 442
 Minkel, Israel 368
 Minusio 215
 Moenne, Thomas 240
 Moirier, Jacques le 242
 Moisson 143
 Mollard, seigneur du 152
 Monet, capitaine 141
 Monnaie, circulation 11, 19-63, 74
 Monnaie de Bâle 25, 27, 28, 29, 45, 48, 52, 163, 401
 Monnaie de compte 13, 19, 20, 31, 43, 45, 47, 51, 54, 58, 61, 70, 71
 Monnaie de contrat 41-55
 Monnaie de Lucerne 25
 Monnaie de Schaffhouse 48-49
 Monnaie fiduciaire 434, 436
 Monnaies d'or 26, 134
 Monnaies espagnoles 34
 Monnaies étrangères 32
 Monnaies fortes 44, 46, 52, 251, 384
 Monnaies françaises 33, 34
 Monnaies italiennes 34
 Monnaies locales 19
 Monnaies métalliques, voir monnaies réelles
 Monnaies réelles 14, 19, 43, 52, 71, 74
 Monnaies suisses 29, 30
 Monnans, Paul de 140
 Monnet, Hans 154
 Monopole 56, 110, 136, 146, 333
 Monrillard, baron de 210

- Monseigny, Marin de 209, 210
 Montagne 153
 Montagny 267
 Montalto 219
 Montbéliard 142, 165, 172, 335
 Montenach 269
 Montfleur 257
 Montfort 402
 Montfort, Ulrich, comte de 213, 214
 Montion, Loys 239, 240
 Montmayer, seigneur de 269
 Monton, Martin 364
 Montricher 152
 Montricher, baron de 415
 Monts-de-piété 343
 Moortal 222
 Morat 105, 420
 Moravie 390
 Morelet du Musée, Jean 417
 Morelet, Joseph 359
 Morges 258, 259, 403, 437
 Morlot, Jean 245, 246, 249-251, 370, 397
 Morlot, Thibaud 245, 249-251, 370
 Morts 345
 Motta, Janneto 370
 Mötteli, Hans 207
 Mötteli, Jacob 207
 Mötteli, Rudolf 186
 Moudon 403
 Moulin 82, 92, 96, 437
 Mouton 90
 Mouvement de l'économie 383
 Mugner, Antoine 143
 Mühleberg 196
 Mulets 366
 Mulhouse 126, 157, 159, 175, 187-188, 196, 259, 275, 276, 284, 306, 327, 377, 381, 390-392, 395
 Mülinen, Beat-Ludwig von 377, 420
 Mülinen, Gaspard von 254
 Mülinen, Samuel von 159
 Mülinen, Urban von 314
 Müller, Hans 207, 324
 Müller, Martin 158
 Münchenwiler 159
 Munich 314
 Muntprat, Léonard 420
 Muntprat, Ludwig 420
 Muraille 220
 Muralt, Hans Ludwig von 286
 Muralt, Ludwig von 159
 Muri, Jean 269
 Murtach, Christoph 185
 Musée, Maigret du, ambassadeur 211
 Musée, Jean Morelot du, ambassadeur extraordinaire en Suisse 187
 Musso, châtelain de 112
 Mutations monétaires 43
 Myege Aymé 230
 Nägeli, Hans Franz 276
 Nancy 119
 Nantissement 343, 344
 Nantua, seigneur de 240
 Naples 138
 Naturalwirtschaft 349
 Navarre 119
 Navarre, Henri de 142, 159, 188, 287, 335, 342, 360, 371, 394, 396-398, 410, 415, 424, 427, 443
 Négociabilité 373, 375
 Neftenbach 87, 321, 326
 Négoce, voir commerce
 Neidhart 332
 Neidhart, Gabriel 315
 Neidhart, Magdalena 48, 315, 327, 367, 378
 Neuchâtel, ville 12, 23, 24, 152, 156, 167-169, 234, 259, 308, 359, 391, 408-409, 440-441
 Neuchâtel, comte de 292, 380, 382
 Neuchâtel, comté 16, 46, 47, 156, 158, 167, 172, 274, 339-342, 347, 359, 360, 385, 406-409, 418, 440, 442
 Neuchâtel, monnaie 31
 Neuchâtel, service étranger 142
 Neue Krone 26
 Neuenburg/Rhin 306, 314, 316
 Neunkirch 308, 312, 314, 315
 Neutralité 172, 307, 388, 440
 Niederbuchsiten 163
 Nihili 320
 Niveau de vie 429
 Nivert, Claude 244
 Noblesse 102, 155, 177, 183, 209, 275, 333, 334, 344, 399
 Nonce 122, 219, 396
 Nonnes 329
 Norwich 391
 Not, Raymond de 369
 Notaire 214, 337, 345, 353, 371, 381
 Nuglar 163
 Numismates 22
 Nunningen 292
 Nuremberg 142, 169, 261, 281, 286, 318, 326, 332, 338, 370-372, 390, 391
 Nüscher, Heinrich 324
 Nyon 403
 Oberburg 159
 Oberdorf 329
 Oberhallau 308, 312
 Oberkirch 223
 Oberried, Jacob 379
 Oberschwerzi 221
 Obligation 44, 45, 46, 51-52, 85, 126, 128, 135, 136, 178, 203, 334, 338, 381
 Obligation collective 208
 Obligation, moyen de paiement 381
 Obligation perpétuelle 348
 Obligé 135
 Obmann 327, 328
 Obrecht, George 140, 368, 375

- Occident 343
 Oder 391
 Odet, Pierre 143
 Offenburg, Kungold von 341
 Offenburger, Agathe 178
 Offenburger, Christoph 325
 Offre de capitaux 116, 300, 302, 337
 Oftringen, Hans Jacob von 326
 Oiglin, Hans Ulrich 420
 Oligarchie 313
 Olten 23, 24, 25, 29, 105, 435, 436
 Oltingen 298
 Onex 239
 Opération en bourse 336
 Or 7, 34, 60, 71, 118, 120, 155, 214, 247, 248, 333, 366, 434
 Or d'Amérique 32
 Or en France 32
 Or français 366
 Orbais, abbé 421
 Orbe 85
 Ordonnances royales, France 55
 Ordre de Malte 216, 220, 316
 Orfèvre 162, 181
 Orgelet 24
 Orléans-Longueville 167, 168, 334, 382
 Orléans-Longueville, Léonor de 47, 156, 167, 280, 292, 406, 408
 Orléans-Longueville, Louis de 406
 Oron 284, 406
 Orphelin 324
 Orsonnens 270
 Oswald, Christoph 186
 Osmolskiy de Pradniewicki, Johann 285
 Osmose monétaire 33
 Ossingen 178
 Othmar, abbé de Saint-Gall 214
 Othmar, Hans 395
 Ottingen 223
 Oxart, Pierre 259
 Oxford 391
 Pachon, Henry 240
 Pacquet, Jacques 240
 Pain 143, 228
 Paix 82, 231, 388, 396, 438, 443
 Paix d'Augsbourg 13
 Paix de Bergerac 439
 Paix de Cambrai 417
 Paix de Cateau-Cambrésis 140, 385
 Paix de Fleix 439
 Paix de Longjumeau 393
 Paix de Monsieur 156, 395
 Paix de Saint-Germain 141, 174, 393, 416, 424, 438
 Paix perpétuelle 112, 270, 409, 411, 414
 Palatin, comte 159, 280, 342, 370, 393
 Palatinat 244
 Palézieux 284
 Palovicini, Horace 380
 Pape 110-112, 119, 308, 396, 415, 442
 Papiers monétaires 382
 Paradis, couvent 215-216, 309, 314, 317
 Paravicini, nonce 122, 123, 219
 Parchemin 377
 Paris 55, 359, 371-372, 391-392, 410
 Paroisse 238
 Parpaillolle 251
 Parti catholique 327, 392, 395, 410
 Particulier 237
 Parti espagnol 398, 405
 Parti français 398, 425
 Parti protestant 392
 Passif 382
 Pasteur 181, 243, 245
 Patriciat 155
 Pattru, Pierre 190, 260, 367, 371
 Pâturages 350
 Pauvre 278
 Pavie 417
 Pavillard, Christophe 267
 Payement des intérêts 378-380
 Payement en banque 369
 Payerne 230-231, 234, 260, 358, 391, 421
 Paysan 248, 348, 349, 355, 357, 433
 Pays-Bas 107, 140, 241, 257, 331, 385, 392, 396, 436, 443
 Pays-d'Enhaut 155
 Péages 22, 23, 24-35, 61, 67, 74, 86, 93, 96, 104-106, 334, 350, 385, 434-436
 Péaget, Jean 371
 Péaget, Julian 245, 250, 370, 371
 Pêche 350
 Pellisari 397
 Pellisari, Antoine 244, 245, 250, 364
 Pellisari, David 375
 Pellouz, Paistremond 143
 Peney 76
 Pennet, Nicolas 240
 Pensions 33, 34, 86, 87, 110-116, 119, 120, 123, 126, 131-132, 151, 165, 168, 211, 219, 265-270, 278, 285, 292, 303, 305, 306, 308, 318, 328, 330, 387, 409, 410-417, 421, 424-427, 429, 432, 433, 442
 Pension par rôle 412, 425, 429
 Pépites 120
 Perret, Claude 250
 Perret, Pierre 230
 Persécution 106
 Pertemps, Jean 144-145
 Peste 82, 104, 107, 143, 244, 313, 378
 Peter, Gaspard 223
 Petermann, Agathe 224
 Petit-Saconnex 239
 Peyer 313
 Peyer, Antonia 178
 Peyer, Baschion 187
 Peyer, Bernard 186, 420

- Peyer, Bernhart, Veuve de 312
 Peyer, bourgmestre 316
 Peyer, Daniel 368
 Peyer, Niclaus 420
 Peyer-Imhof, Bernard 186, 313
 Peyer-Imhof, Hans Ulrich 186
 Pfalz-Zweibrücken 141
 Pfand 349
 Pfeffingen 165, 171
 Pfirt, Hans Jacob von 400
 Pflumin, Anna 178
 Pfyffer, bailli 211
 Pfyffer, Gaspard 211, 212, 219, 320, 358, 361, 420-423
 Pfyffer, Hans 208, 218, 219, 320
 Pfyffer, Jost 216, 218-220, 320
 Pfyffer, Ludwig 119, 212, 216, 219, 222, 276, 285, 358, 396, 399, 410, 420, 425, 441
 Pfyffer, régiment 424
 Pfyffer, Rudolf 218, 285
 Pfyffer, Salomé 216, 276
 Pfyn 186, 188
 Pharmacien 162, 329
 Philibert de Savoie 119
 Philippe de Hesse 111
 Philippe II, roi d'Espagne 112, 140, 351, 395
 Philippe, évêque de Bâle 173
 Philippstaler 25, 27, 38, 40, 48-50, 315, 367
 Philippus, pièce de monnaie 50
 Picardie 416, 421, 438
 Pièces d'argent 25-28, 38-40, 42, 45-46, 48-49, 50, 52, 61, 248, 366, 377
 Pièces d'argent françaises 27, 32
 Pièces de bon aloi 56
 Pièces d'or 19, 25, 28, 35, 36, 38-42, 48-49, 50, 61, 74, 248, 366, 367, 368, 377
 Pièces espagnoles 33
 Pièces étrangères 28
 Pièces italiennes 33
 Piémont 421-423
 Piguel, Hans 370
 Pilet, Jehan 153
 Pillage 243
 Pillichet 240
 Pinet 240
 Pise, Antoine de 244, 250
 Pistolenkrone 26
 Pistolet, voir écu pistole
 Place bancaire 328, 336, 416, 418, 444
 Place financière, voir aussi Bâle et Lucerne 61, 183, 258, 331
 Plappart 25, 27, 48, 352
 Plarrer, Thomas 395
 Plateau suisse 24, 59, 105, 262
 Pleins pouvoirs 276, 400
 Plénipotentiaires 169
 Plomb 275
 Poids au marc 21, 47
 Perret, Claude 245
 Poinssard, Guillaume 245, 250
 Poisson 228
 Police 378
 Polier, Jean 412
 Polisseur 222
 Politique 33, 172, 384
 Politique confessionnelle 183, 220, 440
 Politique conjoncturelle 434-440
 Politique de thésaurisation 120
 Politique d'investissement 137, 191
 Politique économique 191, 434
 Politique extérieure 66, 115-116, 118
 Politique financière 189, 257, 300, 426
 Politique monétaire 434
 Pologne 370, 392
 Pontarlier 24
 Pont de Grésin 257
 Pont, seigneurie de 152, 269
 Population 75, 81, 98, 347, 410, 416
 Porral, Amy 122
 Porrentruy 23, 25, 298
 Portalban 154, 265
 Porterel, Pierre 230
 Porteur 373, 374, 380
 Pose 235, 239
 Potier 162
 Pottu, Gabriel 145
 Pourboire 376
 Pouvoir d'achat 72, 74, 439
 Prague 391
 Prairies 350
 Praroman, Benedikt 272
 Praroman, Jean 270
 Praroman, Louis 270
 Praroman, Niklaus von 420
 Praroman, Peter von 151, 210, 270, 271
 Praromann, Wilhelm von 212, 272, 276, 345
 Pratique financière 350
 Pratteln 88
 Praz 265
 Prê 153, 239, 267
 Prébende 311, 329
 Prédicateur 159
 Pregny 239
 Prêt 41-42, 47-48, 75, 116, 123-124, 127-128, 133-225, 420
 Prêt commercial 357
 Prêt à intérêt 348, 350-365
 Prêt à long terme 349
 Prêt bimétallique 45
 Prêt de consommation 355
 Prêt d'entreprise 355
 Prêt comptant 225
 Prêt financier 357
 Prêt gratuit 354
 Prêt perpétuel 380
 Prêt réel 217
 Prêt sur gage 343, 344
 Princes 110, 115, 124, 137, 337, 344, 386, 402
 Princes protestants 388, 393-398, 410, 427, 442
 Privilèges économiques 32, 107, 116, 313, 418, 428, 430, 434

- Prix 13, 71-73, 80, 82, 89-92, 104, 143, 228, 229, 233, 235, 238, 239, 244, 267, 348, 355, 361, 384, 414, 415, 438
- Prix du change 377
- Probst, Hans 174
- Procédure des emprunts 336-350
- Procès 309, 339, 379
- Procuration 379
- Production 384
- Produits manufacturés 72, 81, 83, 101
- Professeur 285
- Profit, voir bénéfice
- Progin, Rudolf 273
- Promesse de remboursement 374
- Propriétaire 235
- Propriétaire foncier 350
- Propriété foncière 222, 236
- Prosperité financière 126
- Provision bancaire 382
- Provisions de guerre 256
- Poursuite des débiteurs 138
- Prut 391
- Purnas, Léonard 242
- Python, Hans 273
- Qualia, voir Caille
- Quart d'écu 25, 27, 34, 43, 52
- Quernes testons 50, 52, 54, 199
- Quittance 133, 285
- Radolfszell 315
- Rahn-Fröhlich, Anna 341
- Ramel, Jehan Louis 228
- Ramsperger, Ulrich 208
- Ramu, Jean 270
- Ramu, Louis 270
- Rançon 39, 77, 112, 248, 408, 417
- Rappen 304, 306, 377
- Rappenmünzbund 21, 27, 29, 30, 37
- Rapperswil 275, 318, 403
- Räss, Hans 224
- Rathausen 216
- Ratification 339
- Ratzé, Hans, avoyer et capitaine 147, 272
- Ratzenhofer, Ludwig 211
- Ravalesca, Balhasar 334
- Ravaud, Lambert 245, 250
- Ravensbourg 186, 318
- Ravitaillement des villes 69, 82-83, 88-89, 104-105, 110, 221, 244, 259, 313, 327, 434
- Réal 25, 27, 40
- Réal d'or 366
- Réalité économique 353
- Récession économique, voir crise économique
- Recettes extraordinaires 86, 109-116, 123, 253, 264, 305, 318
- Recettes fiscales 24, 67, 83, 92, 305, 362
- Recettes ordinaires, taux d'accroissement 100, 123, 307, 308, 317
- Recettes publiques 35, 66-116, 413
- Rechberg 314
- Récolte 82, 121
- Reconnaissance de dette 373, 374
- Reding, Rudolf 214
- Réformateur 350, 354, 355
- Réforme 53, 78-83, 84-85, 97, 113-114, 167, 172, 231, 325, 348, 350, 355, 387, 388, 390, 400, 403, 412, 425
- Réforme catholique 213, 216, 221, 399
- Réforme monétaire 30, 62
- Regensburg 195
- Régiment 397, 415, 424, 427
- Rehlinger, Karl 328
- Rehlinger-Neidhart, Euphrasina 328
- Reichenau, abbaye 186, 188, 402
- Reichstaler 25, 38, 40, 48-49, 51, 120, 191
- Reiden 216, 224
- Reinhard, Peter 212, 275, 276, 345
- Reîtres 393
- Relevé de caisse 116
- Remboursement 86, 87, 116, 120, 122, 227, 236, 378-380, 420
- Rendement 235
- Renfort sur le change 77
- Rentabilité 129
- Rente 55, 347, 350, 362
- Rente du sol 355
- Rente en nature 348
- Rente foncière perpétuelle 348
- Rente viagère 297, 299-303, 306, 307, 311, 319, 334, 348, 353, 380
- Rentiers 300, 301
- Réserve métallique 37, 39, 75, 85, 109, 117, 119, 256
- Résiliation 380
- Résistance populaire 304
- Ressources fiscales 97, 113
- Restructuration des recettes 95 ss
- Retraits du trésor 87
- Reuss 23, 40, 225
- Reutlingen 171
- Revenu 236-237, 350
- Revenu agricole 384
- Revenu de la campagne 84
- Revenu exceptionnels 87
- Revenu ordinaire par tête d'habitant 98
- Revillod, Claude-François 366
- Révolve 105, 304, 327, 348, 385, 398, 436
- Révolution 102, 105, 238, 443
- Reyff, Christoph 272, 273
- Reyff, Hans 212, 271, 276, 345
- Reyff, Jörg 210
- Reyff, Wilhelm 296
- Reynauld, Bartlomé 147, 273
- Reynauld, Marti 273

- Rhinau, abbaye 186,
 188, 216, 320, 402
 Rheinfelden 326
 Rheingulden 19, 26
 Rheintal 21, 186, 207
 Rhin 23, 24, 59, 62, 108,
 182, 202, 253, 335, 391
 Rhône 335, 365, 391
 Richard, François 145
 Riche 237, 313
 Richmut, Anna 404
 Ricken 202
 Rickenbach 223
 Riehen 88
 Riem, Anna 324
 Rinderlein, Michel 222
 Rink-Wildenberg, Kas-
 par 180, 316
 Rinstevand, Gabriel 142,
 245, 370
 Riser, Johann 442
 Riser, Niklaus 441
 Rispach, Claus 288
 Ritter, Lux 211, 212,
 217, 218
 Ritter, Notker 214
 Robillard, Guillaume
 144-145
 Rochester 391
 Rodolph II, empereur 213
 Roggenseil, Peter 162
 Roggwiller, Heinrich 317
 Rogin, Hans 271
 Rohan, Jacqueline de
 47, 156, 167, 406, 408
 Roi d'Espagne 40, 82,
 112, 269
 Roi de France 37, 40, 41,
 52, 57, 82, 111-112,
 115-116, 126, 139, 142,
 148-149, 155-156, 158,
 164, 165, 168, 170,
 175, 187, 189-191, 193,
 194, 198, 202, 211-213,
 219, 261, 265, 266,
 268-271, 273, 276-278,
 280, 286, 291, 293,
 296-298, 306, 308, 309,
 313, 327, 328, 334,
 335, 337, 339-342, 344,
 346, 347, 358, 360,
 379, 380, 385, 387,
 392, 406, 409-430, 432,
 434, 438, 440, 442
 Roi des Suisses 219
 Roist, Caspar 324
 Roist, Marx 314
 Roll, von 296
 Roll, Hans von 296
 Rollebatz 25, 27
 Romanus 420
 Römer, Jorin 273
 Romont 154, 269, 272,
 403
 Roncadelli, Alexandre
 242
 Rono, Hans Heinrich
 420
 Rordorf, Otmar 312
 Rösch, Ulrich, abbé 317
 Roset, Daniel 189
 Roset, Esdras 141, 366,
 368, 376, 377
 Roset, lieutenant 337
 Roset, Michel 243, 250,
 359, 367
 Ross, Andres 287
 Ross, Peter 314
 Rosset, Claude, secré-
 taire 232
 Rosset, Jean 143
 Rössler 25
 Rotberg 291
 Rothenburg 222-223
 Rothenhausen 329
 Rotta, Janneto 375
 Rottmund, Heinrich 191
 Rottmund, Kaspar 190
 Rottmund, Melchior, et
 Co. 190
 Rottweil 314, 315
 Rouen 391
 Rougefort 209
 Rousseau, Didier 242
 Route de la Cluse 105
 Route de Suisse 368
 Route franc-comtoise 24
 Rüblin, Heinrich 324
 Ruchti, avoyer 420
 Rüdin (FR) 275
 Rüdin, Berthold 326
 Rudin, Jakob 169, 346,
 389, 419
 Rudin, Valerian 174
 Rudolfingen 179
 Rudé, Jean 244
 Rue 154, 267, 268, 269,
 403
 Rüedi, Hans 222
 Rufach 316
 Rüggerin, Agatha 179
 Ruiz 332
 Rumilly 78
 Ruppli, avoyer 320
 Rüschi, Peter 152
 Rüsegger 324
 Russ, Nicola 334
 Russico, bailli 147
 Ruswil 220-221
 Rutschi, Hans 178
 Rutschin, Waltpurga 178
 Ryff, Andreas 157, 174,
 175, 367
 Ryhiner, Emmanuel 51,
 142
 Ryhiner, Friedrich 337,
 394
 Ryhiner, Heinrich 174
 Ryhiner, Manuel 376
 Ryner, Hans 213
 Sacconex 209, 239
 Saconnex, seigneur de
 156
 Sachin, Claude de 354,
 355
 Sacristie 328
 Saint-Barthélémy 82,
 392, 425
 Saint-Blaise, abbé 214-
 216, 276, 315, 359,
 401, 402
 Saint-Gall 12, 21, 130,
 139, 192, 260, 314,
 317-322, 325, 335, 347,
 354, 367, 371, 372,
 389-391, 396, 398, 418,
 440, 441
 Saint-Gall, abbaye 214,
 216, 319, 329
 Saint-Gall, abbé 213,
 214, 216, 317, 325
 Saint-Gall, capital finan-
 cier 124-132
 Saint-Gall, comptes 20,
 86, 128
 Saint-Gall, conjoncture
 financière 102-107
 Saint-Gall, créancière
 127, 189-194, 317-322,
 389, 390, 427, 428, 437

- Saint-Gall, croissance des recettes 99-102
 Saint-Gall, débitrice 127-128, 192, 442
 Saint-Gall, finances publiques 66-132, 189-194, 317-322, 433
 Saint-Gall, firmes 190-193
 Saint-Gall, fortune financière 320
 Saint-Gall, fortunes privées 65, 101, 132, 444
 Saint-Gall, guerre 317
 Saint-Gall, hôpital 320
 Saint-Gall, impôt sur la fortune 93-94, 132, 192, 318, 429
 Saint-Gall, inflation monétaire 58-63
 Saint-Gall, influences monétaires 52
 Saint-Gall, marchands 213
 Saint-Gall, monnaie de contrat 134
 Saint-Gall, recettes extraordinaires 318
 Saint-Gall, recette ordinaire 317, 318
 Saint-Gall, rentes viagères 319
 Saint-Gall, revenu public par habitant 98-99
 Saint-Gall, Sainte-Catherine 39
 Saint-Gall, service étranger 139
 Saint-Gall, territoire 75, 318, 320
 Saint-Gall, toiles 83, 101, 319, 436-437
 Saint-Gall, trésor 37-42, 117, 120, 122, 124, 130-131
 Saint-Gall, volume des recettes ordinaires 97-98
 Saint-Gervais 78
 Saint-Gothard 21, 23, 25, 37, 93, 101-102, 105, 187, 221, 334
 Saint-Jean-de-Maurienne 257
 Saint-Jean-Baptiste 86, 133
 Saint-Michel, Antoine de 242
 Saint-Michel, François de 240
 Saint-Quentin 47, 138, 156, 408
 Saint-Urbain, abbaye 216-217, 223
 Saint-Ursanne 173
 Saisie 379
 Salaires 73
 Salisbury 391
 Sallanches 78
 Saller, Urs 162
 Saller, Wernli 40
 Sallier, Louis 240
 Samoëns 78
 Sancy, seigneur de 158, 175, 259, 260, 286, 344, 390, 427, 429
 Sannlung 320
 Sarasin 397
 Sarasin, François 143
 Sarine 108, 154, 435
 Sarnen 12
 Savoyards 249, 252
 Savoie 21, 39, 50, 53, 81-83, 88, 107, 112, 115, 119, 124, 138, 152, 158, 160, 166, 207-210, 259, 270, 278, 280, 306, 308, 316, 327, 336, 359, 385, 398, 399, 410, 413, 414, 427, 432, 436
 Savoie, duc 8, 44, 46, 47, 79, 81-82, 107, 111-112, 119, 138, 152, 155, 166, 190, 191, 207, 210, 227, 230, 231, 234, 243, 244, 254, 255, 257, 265, 266, 269, 271, 275, 277, 278, 282, 283, 286, 288, 291, 292, 308, 334, 338, 340, 345, 346, 357, 364, 402-405, 429, 440, 442
 Savoye, Claude, syndic 122, 232
 Savoyerkrone 26
 Savyon, J. 243, 244, 250
 Sax 402
 Sax, baron Philippe von 189
 Sax, baron Ulrich von 206
 Saxe, électeur de 315
 Sceaux 77, 286, 338
 Schaffhouse 12, 21, 23, 27, 139, 159, 260, 269, 296, 305, 307-308, 311, 314, 316, 336-339, 342, 343, 346, 347, 352-354, 367, 376, 378, 380-382, 390-392, 396, 398, 418, 420, 423, 424, 436, 440, 441
 Schaffhouse, bailliages 87-88
 Schaffhouse, bailliages communs 94-95
 Schaffhouse, banque 314
 Schaffhouse, biens ecclésiastiques 84-85, 130
 Schaffhouse, campagne 434
 Schaffhouse, capital financier 124-132
 Schaffhouse, centre financier 183
 Schaffhouse, change 56
 Schaffhouse, comptes 20, 84, 86
 Schaffhouse, conjoncture financière 102-107
 Schaffhouse, créancière 127, 176-189, 214, 382, 390, 395, 399, 400, 402
 Schaffhouse, crédit à court terme 353
 Schaffhouse, croissance des recettes 99-102
 Schaffhouse, débitrice 48-49, 127-128, 174, 307-316, 337-339, 342, 401, 405, 442
 Schaffhouse, douane 93
 Schaffhouse, Dreifaltigkeit 323
 Schaffhouse, espace commercial 434
 Schaffhouse, finances publiques 66-132, 176-189, 307-316

- Schaffhouse, fortunes
privées 65, 101, 132,
444
- Schaffhouse, hôpital 314
- Schaffhouse, impôt sur
la fortune 93-94, 132,
311, 318, 429
- Schaffhouse, inflation
monétaire 58-63
- Schaffhouse, influences
monétaires 52
- Schaffhouse, monnaie
401
- Schaffhouse, monnaie
de contrat 44, 134
- Schaffhouse, moulins 92
- Schaffhouse, Munot 437
- Schaffhouse, pensions
111-114, 411, 412
- Schaffhouse, politique
tarifaire 70
- Schaffhouse, prêt à inté-
rêt 352
- Schaffhouse, prêt sur
gage 343
- Schaffhouse, recettes
ordinaires 307, 308
- Schaffhouse, rente via-
gère 353
- Schaffhouse, revenu pu-
blic par habitant 98-99
- Schaffhouse, Sainte-
Agnès 180, 314, 316
- Schaffhouse, sel 95
- Schaffhouse, service
étranger 139
- Schaffhouse, Spend 314
- Schaffhouse, taxe du vin
88-89, 104-105
- Schaffhouse, territoire
75, 88, 174, 308, 309,
314, 335
- Schaffhouse, trésor 37,
117, 120, 123, 130-131,
311
- Schaffhouse, volume des
recettes ordinaires 97-
98
- Schaffhouse, zum gelen
Horn 178
- Schaffhouse, zum Hecht
178
- Schaffhouse, zum Roten
Rösslin 178
- Schaffhouse, zum Zuber
178
- Schal, Jacob 407
- Schall, bailli 222, 224
- Schall, Niklaus 220, 223
- Schaller, bailli 168
- Schaller, Elsbeth 288
- Schaller, Magdalena 288
- Schaller, Thomas 171
- Schännis 324
- Schellenberg, Hans von
219
- Schenk, Job 422
- Scherer, Christoph 192
- Scherer, Hans 324
- Scherer, Kaspar et Co.
190
- Schiesser, régiment 424
- Schiffnobel 26
- Schilling 20, 48
- Schilling de Fribourg 25,
27, 29
- Schilt 329
- Schlapritzi, Jacob 49
- Schleif, Hentz 255, 407
- Schleithelm 179
- Schlosser, Jacob 324
- Schlumpf, Gaspard 213
- Schlumpf, Hans 193
- Schlumpf, Heinrich 190
- Schlumpf, Hermann 193
- Schlumpf, Kaspar 192,
193
- Schlumpf, Martin 193
- Schmalz, Hans 261
- Schmid, Felix 315, 367
- Schmid, Hans 152
- Schmid, Jacob 139
- Schmid, Peter 210
- Schmutziger, Joachim
407
- Schnaitter 315
- Schneeberger, Caspar
324
- Schnöltzin, Anna 328
- Schobinger, Batt 192
- Schobinger, Daniel 190
- Schönauf, docteur 315
- Schönauf, Hans von 317
- Schöni, Jörg 283
- Schongauer, Diebold
174
- Schoop, Heinrich,
Veuve de 312
- Schor, administrateur
160
- Schreck, Heinrich 221
- Schuldbrief 347
- Schulckli, Niklaus 154
- Schuler, Fridli 420
- Schulthess, Johann 325
- Schumacher, Jost 220
- Schüpfheim 223
- Schürli 73
- Schürmann de 222
- Schütz, Burckhart 255
- Schwabenkrieg 102
- Schwaller, avoyer 420
- Schwaller, Elsbeth 296
- Schwaller, Urs 296
- Schwander, Guillaume
255
- Schwarz 313
- Schwarzenbach 223
- Schwarzenbach, Jacob
von 317
- Schwarzentruber, Bal-
thasar 222
- Schwarzmueller, Sigmund
403
- Schweizerkrieg 102
- Schwendin 314
- Schwyz 26
- Schwytz 12, 111-112,
151, 214, 275, 314,
317, 398, 405-407, 441
- Schwytzer, Jacques 255
- Schwytzer 276
- Scieur 181
- Sebes 391
- Sécheresse 215
- Sécheron 239
- Secret bancaire 336
- Secrétaire 145, 208, 222,
324, 376
- Secteur bancaire 384
- Secteurs économiques
101, 116, 219, 220
- Secteur viticole 305
- Sécurité 336
- Sécularisation, voir biens
ecclésiastiques
- Sécurité 382
- Seewen 163
- Segesser, Albrecht 219
- Segesser, Balthasar 407
- Seigle 71
- Seiler, Louis 329

- Seine 391
 Sel 40, 74, 77, 83, 95, 96,
 110, 117, 120, 159,
 199, 200, 212, 220,
 223, 275, 305, 357,
 410, 428, 434, 436-437
 Sélection des clients 337
 Sélestat 306, 328
 Sellier 181
 Seltisberg 163
 Sempach 119-221, 223
 Sengen, Hans von 329
 Sennhauser, Konrad 224
 Sense 105
 Sept, Michel 122, 232
 Sequin de Venise 25, 27,
 38, 40
 Serralongua, Bernardin
 366, 367
 Serrurier 181
 Service bancaire 377, 385
 Service étranger 7, 11,
 104, 113, 116, 138-142,
 152, 155, 162, 165,
 212, 218, 219, 221,
 225, 387, 389, 410,
 412, 413, 415, 423,
 426, 429-430, 438-440
 Seuil de rentabilité 300
 Sévé, Jean 244, 245, 246,
 250
 Seyssel 78
 Seyssel, Charles de 209
 Seytine 235, 239
 Sforza Maximilien, duc
 de Milan 111
 Sibiu 391
 Siechenvogt 152
 Siècle des Fugger 331
 Siège 258
 Sienne 343
 Sigmaringen 335
 Signature 338, 375
 Signer, Conrad 208
 Sigrist 329
 Silbergeschirr 85
 Sillery, seigneur de, am-
 bassadeur de France
 158, 175, 367, 390,
 392, 413, 427
 Silo 437
 Simleul Silvaniei 391
 Singine 154
 Singisen, Erhart 352
 Sinner, Philippe 159
 Sins 222
 Sion 31, 249, 420
 Sixte Quint, Pape 396
 Société Zollikofer et Zilli
 192
 Soie 83, 369
 Sol 20, 50, 58
 Soldat 104, 219, 327,
 329, 414, 428, 439
 Soldats français 50
 Solde 34, 120, 156, 211,
 212, 255, 288, 359,
 410, 416, 417, 421,
 424, 426, 427, 429,
 432, 442
 Soleure 12, 21, 23, 24,
 27, 33, 38, 139, 171,
 208-210, 275, 277, 282-
 285, 288, 292, 293,
 305, 314, 329, 335,
 340, 341, 344, 346,
 347, 353, 354, 357-359,
 367, 380, 382, 390,
 403, 406, 407, 409,
 410, 417-420, 422, 426,
 430, 440, 441
 Soleure, ambassade de
 France 175, 285, 292
 Soleure, bailliages com-
 muns 94-95
 Soleure, campagne 434
 Soleure, capital financier
 124-132
 Soleure, circulation mo-
 nétaire 35 ss
 Soleure, comptes 20, 85-
 86
 Soleure, conjoncture
 financière 102-107
 Soleure, créancière 127,
 160-170, 173, 399, 402,
 406, 408, 428
 Soleure, croissance des
 recettes 99-102
 Soleure, débitrice 127,
 129, 172, 213, 291-297,
 340, 341, 353, 401,
 439, 442
 Soleure, douane 93
 Soleure, finances publi-
 ques 66-132, 160-170,
 291-297
 Soleure, guerre 292
 Soleure, halles 31
 Soleure, hôpital 161, 168
 Soleure, monnaie 31
 Soleure, inflation moné-
 taire 58-63
 Soleure, péages 22, 23,
 29, 61, 74, 435
 Soleure, pensions 113-
 114, 412, 414, 416
 Soleure, prix 71-73
 Soleure, service étranger
 139
 Soleure, taxe du vin 88-
 89, 104-105
 Soleure, territoire 75,
 164, 166, 293
 Soleure, trésor 37, 117,
 120, 123, 130-131, 161
 Soleure, volume des
 recettes ordinaires 97-
 98
 Solidarité protestante
 257, 313, 388-398
 Solvabilité 110
 Somerset 391
 Sommutation 378
 Sonnenberg, Gaspard
 218
 Sonnenberg, Hans 183,
 314
 Sonnenberg, Wendel
 288, 407
 Sorg, Konrad 179
 Sou 20
 Source 133
 Sous-emploi 416
 Souveraineté 232
 Speck, Bläsi 180
 Spéculation 56, 211, 218,
 300, 336, 355, 360,
 365, 382, 428
 Spend 314
 Spengler, Hans 218
 Spon le Jeune, Matthäus
 196, 367, 390
 Spörlin, George 259
 Stabilité 336
 Stäfa 202
 Stagnation 83, 263
 Stammheim 178, 202
 Stampfer, Jacob 32
 Stand de tir 220
 Stans 12, 398
 Stapfer, Hans 324

- Station thermale 222
 Stebenhaber 315
 Stehelin, Bernhard 420
 Steiger, avoyer 159, 394
 Steiger, Hans 288
 Steiger, Johann, bailli 159
 Steinach 329
 Stein-am-Rhein 185, 315, 367
 Steinbach, Verena 324
 Steinbock, Hans Melchior 316
 Steiner, Hans 187
 Steinhubel, Hans 207
 Stirnimann, Peter 224
 Stock métallique 118
 Stokar 313
 Stokar, Benedikt 162, 211, 212, 296, 327, 339, 358, 359, 361, 381, 412, 420-423, 444
 Störchlin, Gaspard 255
 Störchlin, Konrad, aubergiste 210
 Strasbourg 48, 121-122, 172-175, 188, 245, 260, 261, 281, 283, 286, 287, 295, 296, 298, 306, 327, 328, 332, 335-338, 341, 342, 346, 357, 370, 372-375, 377, 380, 388-393, 397, 437, 440-442
 Strozzi 332
 Structure des comptes 84, 85-87
 Structure des recettes ordinaires 87-96
 Structure économique 83, 153, 253, 350
 Structure financière 84-85
 Structure fiscale 87, 88
 Structure juridique 350
 Studer, Daniel Christoph 49, 190, 191, 193
 Studer, Elsa 318
 Studer, frères 367
 Studer, Jakob 192, 260
 Stühlingen 184
 Stülz, Thoman 180
 Stürler, Peter 420
 Stürzeler, Konrad 179, 185
 Stuttgart 335
 Stutz, Hans 270
 Suhr 225, 296
 Suicide 224
 Suif 77
 Sully 427-428
 Suisse alémanique 228, 351-354, 360, 365
 Suisse catholique 360, 413, 426
 Suisse centrale 21, 37, 45, 62, 92, 215, 276, 399, 404, 408, 413, 414, 424, 425, 430, 442
 Suisse occidentale 58, 59, 62, 92, 99, 102, 106, 207-210, 261, 402-409
 Suisse orientale 59, 62-63, 98, 206-207, 399
 Suisse protestante 360, 390, 395, 426, 427
 Sulz 223, 315
 Sulz, comte de 186, 188, 189, 400, 402
 Sulz, Karl Ludwig von 197
 Sulz, Rudolf von 197, 207, 214, 400
 Sulz, Wilhelm von 197
 Sulzmatt 316
 Surgant, Diebold 400
 Suri, Peter 296
 Suri, Urs 420
 Sursee 204-205, 220, 329
 Sursis 379
 Surtaxe 305, 306
 Sutter, Hans 209
 Fable de rentabilité 301
 Tacanel, Pierre 145
 Taccon, Roland 143
 Taille 21
 Taler 40, 48, 50, 54, 134, 320, 382
 Tamman, Gebhard 212
 Tammann, Hans 218
 Tanner, Hans 209
 Tannerie 153
 Tanneur 168, 181
 Tannhuser, Hans 294
 Tarentaise 234
 Tarifs fiscaux 68-70, 434
 Taux de change, voir cours de change
 Taux de capitalisation 297
 Taux d'imposition 93
 Taux d'intérêt 136, 211, 242, 247, 258, 285, 300, 325, 336, 343, 348, 350-365, 372, 389, 418-419, 421, 424, 427, 442
 Taxe 227
 Taxe de bourgeoisie 162
 Taxe de la viande 89 ss, 96, 229
 Taxe du vin 88 ss, 96, 106, 304-306
 Technique bancaire 15, 331-386, 420, 444
 Techtermann, Hans 270
 Techtermann, Jacob 274
 Techtermann, Pankraz 212, 276, 345
 Techtermann, Ullmann 209, 271, 272
 Tegerfeld, Margareta 329
 Teinturier 162, 194
 Tengen 402
 Tengen, Erhart von 183
 Tension politique 79
 Ternaudo, Jean 244, 250
 Ternier 403, 404
 Terreur 258
 Territoire 15, 75, 87-88, 94, 100, 110, 116, 155, 164, 166, 253, 258, 265-269, 277, 280, 283, 293, 320, 321, 326, 327, 350, 405, 429, 434, 443
 Tessin 94, 215, 308
 Teste d'Or, Pierre 240
 Teston 27, 29, 34, 47, 50, 152, 272, 276, 296, 399
 Teston de France 25, 40, 41, 45, 48, 197, 214, 224, 366
 Teston de Lorraine 40
 Testons suisses 28, 29, 31, 40, 50
 Tettngang 214

- Textiles, voir aussi draps 200, 319, 384
- Thailhaim, Barbara de 48, 315
- Thailheim, Jacob von 315
- Thann 276, 288
- Thayngen 139, 174, 309, 315, 316
- Thésaurisation 22, 36, 38, 40, 41, 42, 123
- Thiez, mandement 78
- Thoman, Heinrich 436
- Thonon 152, 403, 404
- Thorberg 288
- Thorens 209
- Thorens, Claude 239, 240
- Thormann, Pierre 255
- Thur 182, 202
- Thurgovie 181-182, 329, 420
- Thurgovie, couvent du Paradis 215-216, 309, 314, 317
- Thüring, docteur 294
- Thüring, Friedli 220
- Thurs, Daniel 154
- Tierstein 164-165, 171
- Tierstein, comtes de 291
- Tierstein, Heinrich von 171
- Tierstein, Oswald de 164
- Tillier, Pierre 244
- Tiré 374, 375
- Tisserand 162, 178
- Tissot, François 240
- Tissot, George 143
- Tisza 391
- Tonnelier 181
- Torniel, comte de 406, 408
- Tornier, Claude 248
- Torture 119
- Toruñ 391
- Töss 182
- Totttau 306
- Tournon, cardinal 418
- Trafic 304, 385, 437
- Trafic maritime 384
- Traite 374
- Traité de Joinville 395
- Traité de Lausanne 258, 404
- Traité de paix et d'alliance 110-112
- Traité de Saint-Julien 230, 403
- Traité de Soleure 281, 426
- Traité de Wil 319
- Transaction financière 41, 47-51, 53, 86-87, 108, 336, 352, 431
- Transferabilité de titres 349, 373-375, 380-382
- Transfert de capitaux 36, 217, 351, 365-376, 378, 385
- Transit 34, 69, 82, 91, 94, 105, 297, 304, 436
- Transmissibilité 376, 434, 436
- Transport d'argent 367
- Transporteurs 69, 181
- Transylvanie 390-392
- Treiten 159
- Trembley, Etienne 363
- Trésorier général des bâtiments 242
- Trésor des villes 31, 35-43, 84, 116-124, 127-128, 130-131, 161, 280, 285, 299, 311, 429
- Trésors enfouis 22, 31
- Tribolet, Jean 159
- Tribolet, Jean-Etienne 272
- Trimbach 23-25, 29, 105, 435
- Trinklin, Margareth 287
- Trossy, Thomas (Trossier) 239, 240
- Troupes allemandes 156, 397
- Troupes bernoises 394
- Troupes catholiques 395
- Troupes espagnoles 138, 140, 258, 289
- Troupes protestantes 392, 397
- Troupes savoyardes 248
- Truchet 397
- Truchsess, Hans 400
- Trullerey, Jean 329
- Tschannen 329
- Tschanner, David 259, 290
- Tschudi, Balthasar 420
- Tschudi, Christoph 49, 186, 188, 316, 442
- Tschudi, Friedli 420
- Tschudi, Gilg 324
- Tschudi, Joss 420
- Tugginer voir Fröhlich, Wilhelm
- Tuilerie 154
- Tuilier 162, 181
- Tutelle 408
- Tuteur 273
- Tuttlingen, seigneurie 184
- Ugine 78
- Uhl, Diethelm 185
- Ulm 286, 314, 378
- Ulm, Heinrich von 320
- Ulm, Sigfried von 317
- Underpfand 343
- Ungarischer Dukaten 26
- Unité nationale 387
- Université 285
- Unterhallau 308, 312, 315
- Unterwald 111-112, 152-153, 196, 215, 283, 284, 288, 341, 381, 382, 399, 403, 405, 406, 418, 427, 439, 441-442
- Uol, Moritz 179
- Uossenbryn 329
- Urbar 351
- Uri 111-112, 139, 275, 276, 405-407, 420, 442
- Uri, Heinrich von 441
- Urpillier 209
- Ustensiles ecclésiastiques 85, 232
- Uster 202
- Usufruit 235
- Usure 212, 343, 348, 357, 359-361, 421
- Utrecht 391
- Utrechter Goldgulden 26
- Uwiesen 179
- Vacha 209
- Vaduz 207
- Vaisselle 248, 366, 417

- Valais 26, 54, 107, 112, 139, 153, 218, 328, 392, 404, 411, 412, 427
 Valangin 156, 408, 409
 Val de Travers, prieuré 408
 Valence 332
 Valeur douteuse 188
 Valeur intrinsèque des monnaies 58, 70
 Valeur nominale 51, 234
 Vallée du Rhin 306
 Vallier, Pierre 152
 Vandoeuvre 239
 Vanillers, seigneur de 174
 Vatican 122, 138
 Vaucelle 138
 Vaud, pays de 16, 75, 88, 100, 106-107, 108, 118, 129, 148, 153, 158, 207-210, 266, 268, 275, 278, 283, 289, 349, 399, 402-405, 441
 Vaulruz 152, 154, 267, 271, 275
 Vaumarcus, seigneur de 168
 Velga, Guillaume 270
 Vendange 82, 143, 305
 Venezianische Krone 26
 Venise 332, 362, 415
 Ventas 24, 86, 87, 110, 231-241, 349
 Verlagssystem 147
 Vêtement 151
 Vevey 152, 210, 269
 Veysina, seigneur 142
 Viande 71, 77, 82, 84, 90-92, 105
 Vieil écu de France 25, 50
 Vienne, Claude Antoine de 49, 241, 258, 393, 397, 415
 Vierer de Berne 25
 Vieulx, Pierre 240
 Vigne 235, 239
 Vignoble 179, 350
 Vignon, Gustave 366
 Villain, François 142, 245, 250, 259, 397
 Villaraboud 265, 269
 Villars 209
 Villarsel, seigneur de 149-150, 152, 155, 267, 269
 Villes allemandes 334, 365
 Villes catholiques 98, 112-113, 115, 126, 440
 Villes créancières 116, 133-225, 432, 434
 Villes débitrices 227-330, 432
 Villes réformées 98, 107, 112-113, 123, 130, 157, 172, 241, 253, 260, 327, 347, 388, 395, 398, 427, 428, 430, 440
 Villet, Gaspard 245, 250
 Villingen 48
 Villmergen 23
 Vin 40, 71, 73, 77 ss, 88-89, 104-105, 110, 120, 195, 201, 223, 228, 304-306, 313, 377, 434
 Vindret, Aimé/Ami 144-145
 Vindret, Pierre 230
 Virement 380
 Virement interne 87
 Viry 152
 Vischer, Hans Conrad 286
 Vitrier 162
 Vocabulaire juridique 353
 Vogel, Marc 259
 Vögeli, Jacob 273
 Vögeli, Nicolas 268
 Vögeli, Peter 153
 Vogelkrone 26
 Voges 174
 Vogt, Sebastian 286
 Voisin, Michel 238
 Voiture 365, 367
 Voltaire 429-430
 Volume des recettes ordinaires 97
 Von der Flüe, Melchior 153
 Von der Matten, Marguerite 209
 Von der Weid, Jost 273
 Von Lauffen (dame) 294
 Von Riedmatten, Christian 218
 Von Wil, Adam 224
 Von Wil, Niklaus 209
 Voyage 378
 Vuadens 152
 Vuillard, Claude 239, 240
 Vuillermine, Guillaume de 415
 Vuillet, Jacques-Nicolas 143
 Vuippens 267
 Wabern, Peter von 314
 Wäckerschwand 159
 Wädenswil 87, 130, 202
 Waldenburg 23, 171
 Walder, bourgmestre 324
 Waldkirch 313
 Waldkirch, B. 185
 Waldkirch, Christoph von 186, 420
 Waldkirch, David von 315
 Waldkirch, Hans von 315
 Waldkirch, Philipp Jacob von 180, 315
 Waldshut 172, 315, 316, 26
 Waldstätten 11
 Wallenwil 202
 Wangen an der Aare 105, 435
 Waser, Johann 441
 Waser, Landammann 153, 196, 381, 382
 Wasserhuhn, Niklaus 327, 397
 Wasserstelz 186, 316
 Wattenwyl, Catherine von 255
 Wattenwyl, Johann von 290
 Wattenwyl, Niklaus von 255, 290, 341
 Weber, Niklaus 155
 Weissenstein 159
 Wells 391
 Welser 332
 Wengi, avoyer von 151
 Werdenberg, bailliage 206-207

- Werdernau 315
 Werdmüller, Jacob 324
 Werli 186
 Werli, Benedikt 272
 Werli, Hans 272
 Werli, Hans Konrad 187
 Werli, Jacob 273
 Werli, Kaspar 273
 Werli, Niclaus 272
 Wettingen 202, 216
 Weyll 420
 Widerzins 351
 Wigger 225
 Wil 320
 Wila 202
 Wild, Bastian 271
 Wild, Hans 147, 209
 Wild, Pankraz 213
 Wild, Ulrich 147, 272, 273
 Wildeck 275
 Wildenberg 313
 Wildhaus 206-207
 Wildisin, Margretha 179
 Wildrich, Melchior 442
 Willading, Léonard 255
 Willisau 220-221, 224
 Winchester 391
 Wingarten, avoyer 407
 Wingarten, Wolfgang von 288
 Winterthour 120, 187, 198, 202, 322, 326
 Wirsch, Jörg 441
 Wirsch, Melchior 441
 Wirt, Sigfried 178
 Wirz, Hans 221, 324
 Wirz, Niclaus 288, 403
 Wisa 391
 Wittenstein, comte de 261
 Wolfgang, comte palatin 341
 Wölfli, Noël 407
 Wolhusen 400
 Worcester 391
 Worms 306
 Wroclaw 391
 Wünnewil 154
 Wurst, Hans 271
 Wurstisen, Christoph 285
 Wurtemberg, Christoph von 172, 174, 389
 Wurtemberg, duc de 171, 206, 207, 291, 292, 334, 346, 357, 389, 399-400, 440, 442
 Wurtemberg, Friedrich von 342, 397, 398, 400
 Wurtemberg, Georg von 389
 Wurtemberg, Ulrich de 165, 171, 172, 184, 208, 291, 295, 399
 Wutach 182
 Wyler, Caspar 287
 Wyss, Heinrich 187
 Wyss, Jakob 187, 255
 Wyss, Joseph 187
 Wyss, Peter 186
 Wyssenburger, Peter von 172
 Wysshann, Guillaume 255
 York 391
 Ytzeller, Hans 120
 Yverdon 259, 290, 403, 437
 Yvonnand 268
 Zelande 391
 Zelger, Kaspar 442
 Zelger, Wolfgang 441
 Zeller, Stefan 324
 Ziegler 313
 Ziegler, Franz 312
 Ziegler, Hans, intendant des bâtiments 199, 308, 316
 Ziegler, landammann 153
 Ziggine 26
 Zilli 190, 260
 Zilli, Jakob 190
 Zilli, Jakob et frères 192, 193
 Zimmermann, Jacob 223
 Zins 351, 352
 Zinsbrief 347
 Zofingue 294, 296
 Zollikofer, Christoph 192
 Zollikofer, Georg et Co. 190, 193
 Zollikofer, Jakob 190, 192, 193
 Zollikofer, Johann 193
 Zollikofer, Jörg 193
 Zollikofer, Jost et Co. 190
 Zollikofer, Lorenz 192
 Zollikofer, Sebastian 190, 193
 Zollikofer, Sigmund 190, 193
 Zollikofer, Thomas 192
 Zollikofer vom Sonnenberg, Daniel 193
 Zollikofer, Ulrich 193
 Zollikofer vom Sonnenberg, Joos 193, 213
 Zones monétaires 34, 37, 43, 53, 54, 62
 Zoug 12, 20, 112, 187, 215, 275, 283, 296, 314, 318, 398, 403, 407, 440, 441
 Zumholz, Peter 154
 Zum Wissenbach, Peter 153
 Zurgilgen, Aurelius 178, 352
 Zurgilgen, Juliane 178
 Zurgilgen, Ludwig 212
 Zur Matten, Victor 162
 Zurich 12, 21, 166, 186-187, 260, 283, 285, 292, 293, 295, 296, 305, 308, 314, 315, 316, 317, 321-328, 329, 335-340, 342, 346, 347, 349, 351, 353, 354, 367, 369, 376, 378, 380-382, 388, 390-392, 396, 398, 410, 420, 424, 425, 437, 440, 441, 444
 Zurich, administration 96, 195
 Zurich, Almosenamt 84
 Zurich, argent comptant 117
 Zurich, bailliages 87-88, 96, 321
 Zurich, bailliages communs 94-96

- Zurich, biens ecclésiastiques 84-85, 130
- Zurich, campagne 181-182, 195, 326, 434
- Zurich, capital financier 124-132
- Zurich, circulation monétaire 45, 52
- Zurich, collecte en faveur de Genève 35
- Zurich, comptes 20, 86, 128
- Zurich, conjoncture financière 102-107
- Zurich, créancière 127, 189, 194-203, 214, 382, 390, 395, 400, 402, 424, 427, 428, 436-437, 439
- Zurich, croissance des recettes 99-102
- Zurich, débitrice 127, 129, 130, 206-207, 321-328, 337, 338, 340, 342, 388, 433, 442
- Zurich, départs 96
- Zurich, dîme 326
- Zurich, douane 93, 96
- Zurich, draps 101, 436, 437
- Zurich, finances publiques 65-132, 321-328
- Zurich, guerre 292, 316, 317
- Zurich, héritages 96
- Zurich, Hinteramt 84
- Zurich, hôpital 196
- Zurich, industrie 327
- Zurich, inflation monétaire 58-63
- Zurich, intendance des constructions 349
- Zurich, intérêts actifs 75
- Zurich, Klosterämter 84
- Zurich, monnaie de contrat 44, 47, 134
- Zurich, moulins 96
- Zurich, Obmannamt 41, 84-85, 121-122, 130, 195-203, 321, 322, 323, 326, 327, 436
- Zurich, pensions 111-114, 412
- Zurich, politique tarifaire 69
- Zurich, prêt à intérêt 351
- Zurich, prix 72
- Zurich, rente viagère 353
- Zurich, revenu public par habitant 98-99
- Zurich, sacristie 41, 117, 121, 328
- Zurich, Seckelamt 41, 122, 195-203, 321-323
- Zurich, sel 95-96, 437
- Zurich, taxe du vin 88-89, 96
- Zurich, territoire 75, 87, 321, 326, 327, 434
- Zurich, trésor 37-42, 117, 120-124, 130-131, 260
- Zurich, volume des recettes ordinaires 97-98
- Zurich, Weinungeldamt 321
- Zurichois 259
- Zurkinden, Niclaus 287
- Zurzach 23, 40, 106, 190, 260, 367
- Zweibrücken 391
- Zwingen 173
- Zwingli 11, 121, 354, 355

Table des cartes et graphiques

Figure	Page
1 Les péages soleurois dans le réseau des routes commerciales suisses (carte)	23
2 Monnaies en cours aux péages soleurois	25
3 Les principales monnaies en circulation en Suisse d'après les péages soleurois	28
4 Monnaies suisses dominantes au XVI ^e siècle	30
5 Frappes monétaires en France et monnaies françaises en circulation en Suisse	33
6 La part relative de l'or dans les recettes et dépenses des caisses et trésors publics suisses de 1530 à 1610	42
7 Cours officiel et cours réel de l'écu d'or au soleil à Berne 1500-1610	57
8 Cours de l'écu d'or au soleil en monnaies de compte suisses 1500-1610 ..	59
9 Recettes ordinaires et extraordinaires de la Seigneurie de Genève 1570-1600	68
10 Recettes ordinaires des trésoriers de la Seigneurie de Genève. Leur évolution au XVI ^e siècle	80
11 Le revenu du Chapitre de Genève au début du XVI ^e siècle	81
12 Conjoncture de la taxe sur la viande à Bâle	91
13 L'impôt sur la fortune dans les recettes ordinaires de Saint-Gall et de Schaffhouse	94
14 La conjoncture des recettes ordinaires des villes	103
15 La part des recettes ordinaires dans les dépenses globales à Bâle et à Fribourg 1500-1610	109
16 Evolution des recettes publiques en pensions de paix et d'alliance à Bâle et à Fribourg 1500-1610	115
17 L'accumulation totale d'or et d'argent dans les trésors des villes. Moyennes décennales du stock	124
18 Evolution du capital financier net des villes	125
19 Les créances de la Seigneurie de Genève 1550-1605	137
20 Le crédit public à Genève (Arche plus change)	147
21 Evolution du volume des prêts fribourgeois	148

22	Les investissements de Fribourg à la campagne	154
23	Evolution du volume des prêts bernois 1505-1606	157
24	Les débiteurs de Soleure dans la région soleuroise	162
25	Evolution du volume des prêts accordés par Soleure 1500-1610	164
26	Evolution du volume des prêts accordés par Bâle 1500-1610	173
27	Evolution du volume des créances et des dettes de Schaffhouse 1500-1611	176
28	Les investissements de la ville et des bourgeois de Schaffhouse à la campagne	182
29	Evolution du volume des créances schaffhousoises en ville, à la campagne et à l'extérieur 1500-1605	184
30	Evolution des dettes, des prêts et des impôts de la ville de Saint-Gall 1500-1610	192
31	Evolution du crédit public à Zurich 1500-1610	197
32	La campagne endettée envers la ville de Zurich	202
33	Evolution du volume du gros et du petit crédit accordés en ville et à la campagne 1550-1606	203
34	Evolution du volume des créances de Lucerne 1480-1610	204
35	Evolution des prêts de la ville de Lucerne dans le canton et à l'extérieur 1500-1610	217
36	L'endettement de la campagne lucernoise dans la deuxième moitié du XVI ^e siècle	225
37	L'emprunt de 1536/1537 à Genève (Polygone cumulatif)	233
38	L'emprunt de 1589/1590 à Genève (Polygone cumulatif)	246
39	Volume des emprunts à Genève et origine des créanciers domiciliés à Genève	252
40	Emprunts de Genève en Suisse et à l'étranger	254
41	Les créanciers de Genève en Suisse et à l'étranger avant et après 1550 ...	262
42	Evolution des recettes ordinaires de la Seigneurie et de ses dettes en Suisse et à l'étranger	264
43	Evolution des dettes et de la fortune financière active de Fribourg 1500-1610	266
44	Intérêts passifs de Fribourg 1500-1610	268
45	Evolution des dettes de Fribourg à Fribourg et en Suisse 1500-1610	274
46	Evolution globale des dettes bernoises 1500-1610	279
47	Evolution des dettes de Berne à Berne et à l'extérieur 1500-1613	289
48	Evolution des dettes de Soleure 1500-1610	293
49	Dettes de Soleure à Soleure et à l'extérieur 1500-1610	295
50	Les emprunts de Bâle au XVI ^e siècle	298
51	Evolution des intérêts passifs et des rentes viagères à Bâle 1500-1610 ...	302
52	Evolution des dettes de Bâle 1500-1610	303
53	Taxes du vin à Bâle 1500-1610	304
54	L'endettement de Bâle à l'extérieur au XV ^e siècle	307
55	Evolution globale des dettes de Schaffhouse 1500-1611	309

56	Evolution des dettes de Schaffhouse «dans la ville» et «à l'extérieur» 1500-1611	310
57	Rentes viagères payées par Saint-Gall 1500-1560	319
58	Dettes de Zurich 1530-1607	322
59	Dettes à Zurich et à l'extérieur jusqu'en 1580	325
60	Les emprunts négociés par la banque publique de Bâle: créanciers et débiteurs	335
61	Transferts européens de capitaux à la Seigneurie de Genève par lettre de change ou par cédule obligatoire	372
62	Lettres de change et cédules obligatoires dont la Seigneurie de Genève a été la bénéficiaire 1582-1605	375
63	Bénéfices de la banque publique de Bâle. Données annuelles et moyenne mobile sur 9 ans 1530-1623	384
64	La solidarité financière protestante: emprunts et collectes pour la Seigneurie de Genève	391
65	Evolution des dettes du comté de Neuchâtel 1496-1586	407
66	Prêts et emprunts publics par décennies en Suisse 1501/1510-1601/1610	431
67	Evolution des dettes et des créances publiques globales de neuf villes suisses de 1500 à 1610	432
68	La conjoncture de quelques péages suisses 1500-1610	435
69	Origine des capitaux privés dans les emprunts publics en Suisse 1500-1610	441

Tableaux

Tableau	Page
1 Rapports entre florins et livres de compte	20
2 Contenu relatif des trésors suisses (1571-1612)	38
3 Entrées dans le trésor de la ville de Saint-Gall (1541-1610)	39
4 Trésor de Lucerne. Entrées et sorties (1530-1610)	41
5 Ecart relatifs du cours de l'écu d'or de France pratiqué au change public bâlois (d'après les sources genevoises) par rapport au cours pratiqué par la trésorerie de la ville	56
6 Valeur indicielle de l'écu d'or de France en monnaies de compte suisses (1500-1605)	60
7 Hausse du cours de l'écu d'or de France en monnaies de compte suisses. Evolution relative comparée entre trois périodes de 35 ans (1500-1535-1570-1605)	62
8 Indices des prix de quelques villes suisses dans la première moitié du XVI ^e siècle	71
9 Indices du prix du blé et du cours de l'écu d'or de France dans la seconde moitié du XVI ^e siècle	72
10 Indice du prix des draps et du cours de l'écu d'or de France dans la seconde moitié du XVI ^e siècle	73
11 Recettes ordinaires de la Seigneurie de Genève en 1544 et en 1598	84
12 Les bailliages dans les recettes ordinaires des villes	87
13 La taxe du vin dans les recettes ordinaires des villes	89
14 Renchérissement de la viande à Berne (1436-1556)	90
15 Renchérissement de la viande à Genève (1538-1600)	90
16 La taxe sur la viande dans les recettes ordinaires à Bâle	91
17 Le droit des moulins dans les recettes ordinaires des villes	92
18 Les douanes dans les recettes ordinaires des villes suisses	93
19 Le revenu des bailliages communs dans les recettes ordinaires des villes ..	95
20 Les bénéfices du change public dans les recettes ordinaires de Bâle	95
21 Les principales recettes ordinaires des villes de Bâle, Zurich et Lucerne ..	96
22 Le volume des recettes ordinaires de neuf villes suisses	97

23	Revenu ordinaire annuel moyen des trésoreries publiques en écu d'or de France par tête d'habitant	98
24	La croissance des recettes ordinaires des villes suisses	99
25	Le taux d'accroissement moyen annuel des recettes ordinaires	113
26	Les pensions de paix et d'alliance comparées aux recettes ordinaires des villes (1501-1610)	113
27	Pensions de paix et d'alliance encaissées (1501-1610)	113
28	Les pensions de paix et d'alliance comparées aux recettes ordinaires de 1501 à 1530	114
29	Composition relative du capital financier des villes en 1500, en 1550 et en 1600	128
30	Liquidités des trésors des villes. Valeurs en écus d'or	130-131
31	Prêts accordés aux capitaines suisses par la Seigneurie de Genève de 1556 à 1559	139
32	Firmes genevoises empruntant l'argent de la Seigneurie en 1565	143
33	Sommes avancées en 1571 par la Seigneurie de Genève pour l'achat de blé	145
34	Nombre, sommes et moyennes décennales des prêts accordés par Fribourg	149
35	Classement des crédits accordés par Soleure aux gens du pays	161
36	Débiteurs de la ville de Bâle en 1610	175
37	Composition des créances de Schaffhouse (1520-1600)	177
38	Evolution du crédit local et régional de Schaffhouse (1526-1600)	180
39	La part des intérêts actifs dans les recettes ordinaires de la ville de Saint-Gall (1551-1610)	191
40	Les débiteurs de Saint-Gall en 1607	194
41	Répartition des débiteurs de Zurich dans le pays et à l'extérieur (1550-1600)	198
42	Gros et petit crédit à Zurich (1550-1600)	200
43	Les petits prêts à Zurich et à la campagne (1560-1600)	201
44	Prêts zurichois accordés aux communes et aux particuliers de la campagne	201
45	Les parts des capitaux dus à la ville de Lucerne dans le canton et à l'extérieur (1530-1610)	205
46	Avances à court terme accordées par Lucerne aux cantons voisins	215
47	Débiteurs ecclésiastiques de Lucerne (1589-1610)	216
48	L'emprunt de 1519 à Genève	229
49	L'emprunt de 1523 à Genève	230
50	Les Genevois qui ont participé aux emprunts de 1519 et 1523	230
51	Prix des biens hypothéqués et albergés à Genève en 1536/1537	235
52	Nombre absolu et relatif des prêts et albergements des Genevois en 1536/1537	236
53	Valeur des prêts et albergements des Genevois en 1536/1537	237
54	Biens ennemis et ecclésiastiques albergés, hypothéqués ou vendus à Genève en 1536/1537	237

55	Eglises, couvents, chapelles et institutions ecclésiastiques dont les biens ont été vendus, albergés ou hypothéqués à Genève en 1536/1537	238
56	Noms des Genevois dont les biens ont été albergés, hypothéqués ou vendus en 1536/1537	240
57	L'emprunt de 1582 à Genève	243
58	L'emprunt de 1586/1587 à Genève	244
59	Chronologie de l'emprunt de 1589/1590 à Genève	247
60	L'emprunt de 1589/1590 à Genève	248
61	Origine des créanciers genevois participant à l'emprunt de 1589/1590	249
62	Les créanciers fribourgeois du comte de Gruyère en 1554	272
63	L'emprunt de 1593 à Fribourg	273
64	Les créanciers suisses de Fribourg en 1555	275
65	Origine des créanciers de Berne (1532-1610)	282
66	Origine des nouveaux créanciers de Berne en 1555/1556	284
67	La part des créanciers soleurois dans les emprunts de Soleure	294
68	Provenance des capitaux placés dans les emprunts soleurois	296
69	Le poids des intérêts passifs et rentes dans le budget ordinaire bâlois	300
70	Rentes et rentiers de la ville de Bâle (1501-1560)	300
71	Recettes ordinaires, extraordinaires et taxes du vin à Bâle (1591-1610)	305
72	Obligations à Schaffhouse jusqu'en 1540	312
73	Les obligations à Schaffhouse après 1570	313
74	Dettes de Saint-Gall (1500-1545)	318
75	Les emprunts à Zurich avant 1541	324
76	Les émissions d'emprunts par souscription à Bâle (1506-1608)	342
77	Le taux de l'intérêt à Bâle à la fin du XV ^e et pendant la première moitié du XVI ^e siècle	356
78	Taux officiel et cours réel de l'écu d'or de France à Bâle de 1567 à 1569	377
79	Les placements en Suisse de l'abbaye de Saint-Blaise-en-Forêt-Noire (1574-1600)	401
80	Répartition des dettes savoyardes entre Berne et Fribourg en 1538	403
81	Les créanciers lucernois de Berne (1559-1601)	404
82	Répartition des dettes du comte de Gruyère entre Berne et Fribourg en 1555	405
83	Créanciers du comté de Neuchâtel en 1580	408
84	Evolution du prix mensuel d'une compagnie de Suisses au service étranger	415

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE , par J.-F. Bergier	7
Liste des abréviations	10
AVANT-PROPOS	11
Première partie: LA CIRCULATION MONÉTAIRE EN SUISSE AU XVI^e SIÈCLE	19
I. Monnaies de compte locales et monnaies réelles	19
II. Les monnaies en circulation	22
A. Les recettes des péages soleurois	24
1. Analyse linéaire ou chronologique	24
2. Analyse dynamique ou quantitative	29
a) Monnaies suisses	29
b) Monnaies étrangères	32
B. Les trésors des villes	35
1. Les recettes des trésoriers	35
2. Les trésors constitués	37
III. Circulation monétaire et crédit à long terme	43
A. Le choix des monnaies de contrat internationales utilisées en Suisse: du florin d'or du Rhin à l'écu d'or de France	43
B. Le crédit à long terme devant les fluctuations des structures monétaires	47
C. L'osmose géographique des monnaies de compte et de contrat	51
IV. La dépréciation des monnaies en Suisse au XVI^e siècle	55
A. Cours de change légal et cours de change réel	55
B. Structures et conjonctures suisses de l'inflation monétaire	58
Deuxième partie: L'ACCUMULATION DE CAPITAL FINANCIER PAR LES VILLES	65
I. La conjoncture financière des villes: le modèle	66
A. Fiscalité et économie	66
B. Le problème des changements de tarifs fiscaux	68
C. L'ajustement des chiffres bruts	70
1. Accroissement réel et accroissement apparent	70
2. Accroissement absolu et accroissement relatif	75

II. Essai de vérification empirique du modèle: les recettes de la ville de Genève	76
A. Les étapes de l'élaboration de la courbe	76
B. La courbe des recettes publiques ordinaires	79
a) Premier cycle jusqu'en 1534	79
b) L'expansion de 1536 à 1559	81
c) La stagnation et la dépression de 1560 à 1590	82
d) La reprise après la guerre de 1589/1593	83
III. Application du modèle aux autres villes suisses	84
A. Problèmes de structures	84
1. Réforme et biens ecclésiastiques	84
2. Structures comptables	86
3. Structures des recettes ordinaires	87
a) Les bailliages	87
b) La taxe du vin	88
c) La taxe de la viande	89
d) Les moulins	92
e) Les halles et les péages	93
f) Les impôts sur la fortune	93
g) Autres recettes	94
h) La restructuration des recettes	95
B. Mesurer la conjoncture des recettes	97
1. L'évolution du volume des recettes	97
2. La croissance des recettes	99
3. Les fluctuations conjoncturelles des recettes	102
a) La dépression du début du siècle	102
b) La reprise de 1505/1510 à 1525/1530	104
c) La dépression de 1525/1530 à 1535/1540	105
d) L'élan de 1535/1540 à 1560/1570	106
e) Stagnation et dépression après 1560/1570	107
C. Recettes ordinaires et dépenses globales	107
IV. Les recettes extraordinaires	110
A. Les traités de paix et d'alliance	111
B. Le poids des pensions de paix et d'alliance dans les finances des villes	112
C. La conjoncture des pensions de paix et d'alliance	114
V. Le capital financier des villes	116
A. La constitution des trésors	117
B. L'accumulation du capital financier	124
Troisième partie: LES VILLES CRÉANCIÈRES	133
I. Genève	135
A. Evolution générale	135
B. Les bénéficiaires du crédit financier de la Seigneurie	137
1. La poursuite des débiteurs de la Seigneurie	138
2. Les prêts accordés à des fins militaires et politiques	138
3. Les interventions dans l'économie genevoise	142

II. Fribourg	146
A. Evolution générale	146
B. La ville de Fribourg créancière du comte de Gruyère	150
C. Autres prêts	152
III. Berne	155
A. Les prêts accordés à l'extérieur	156
B. Les prêts accordés à Berne et dans le pays	158
IV. Soleure	160
A. Les crédits accordés aux gens du pays	160
B. Les prêts de Soleure à l'extérieur	163
V. Bâle	170
VI. Schaffhouse	176
A. Evolution générale	176
B. Les débiteurs en ville et à la campagne schaffhousoise	178
C. Prêts accordés à l'extérieur	183
VII. Saint-Gall	189
VIII. Zurich	194
A. Evolution générale	194
B. Structures et évolution du crédit local et régional	200
IX. Lucerne	204
A. Evolution générale	204
B. Débiteurs à Lucerne, en Suisse et à l'étranger	205
1. Les débiteurs à l'extérieur	206
a) Préférence à la Suisse orientale (jusqu'en 1537)	206
b) Investissements en Savoie et en Suisse occidentale (1517-1550)	207
c) Les emprunts des rois de France (1568-1580)	211
d) Place financière catholique (après 1570)	213
2. Les débiteurs à Lucerne et dans le canton	216
a) Prêts directs et comptants	217
b) Obligations et cédules hypothécaires, instruments de crédit et de paiement	221
Quatrième partie: LES EMPRUNTS DES VILLES	227
I. Genève	227
A. Les emprunts à Genève	227
1. Les emprunts avant 1536	227
a) L'emprunt de 1519	227
b) L'emprunt de 1523	229
c) L'emprunt du 29 décembre 1530	230
2. Emprunts, «albergements» et ventes en 1536/37	231
a) Prologue	231
b) Réalisation et remboursement	232
c) Points forts et points faibles des finances de la population ..	236
d) Les biens hypothéqués et albergés	237

3. Seconde moitié du siècle	241
a) Les créanciers de la Seigneurie au change public (1568-1581)	242
b) L'emprunt de 1582	243
c) L'emprunt de 1586	244
4. L'emprunt de 1589/1590	247
5. Conclusion	251
B. Les emprunts en Suisse et à l'étranger	253
1. Vue d'ensemble	253
2. Les emprunts avant 1550	254
3. Les emprunts après 1550	256
4. Conséquences des emprunts genevois en Suisse	261
C. Emprunts et conjoncture financière ordinaire	263
II. Fribourg	265
A. Evolution générale	265
B. Les dettes à Fribourg	270
C. Les dettes à l'extérieur	274
III. Berne	277
A. Evolution générale	277
B. Les dettes à l'extérieur	281
C. Les dettes à Berne	287
IV. Soleure	291
A. Evolution générale	291
B. Les dettes à Soleure et à l'extérieur	294
V. Bâle	297
A. La demande publique de capitaux	297
B. L'amortissement de la dette publique bâloise	299
1. Le rôle des rentes viagères	299
2. Le rôle de la surtaxe sur le vin	304
C. Emprunts à Bâle et à l'étranger	306
VI. Schaffhouse	307
A. Evolution générale	307
B. Les emprunts à Schaffhouse même	311
a) Les emprunts à Schaffhouse jusqu'en 1545	311
b) Les emprunts à Schaffhouse après 1570	313
C. Les emprunts à l'extérieur	314
a) Avant 1545	314
b) A partir de 1570	315
VII. Saint-Gall	317
VIII. Zurich	321
A. Les emprunts de 1530 à 1550	321
1. Evolution générale	321
2. Les dettes à Zurich	323
3. Les dettes à l'extérieur	325
B. Les emprunts après 1587	326
IX. Lucerne	329

Cinquième partie: LA BANQUE PUBLIQUE DE BÂLE ET LES TECHNIQUES BANCAIRES EN SUISSE	331
I. La banque publique de Bâle. Ses structures	331
II. La procédure des emprunts	336
A. Emissions par souscription	336
B. Les garanties	343
1. Les prêts sur gage	343
2. Les prêts sur caution	344
3. Les prêts hypothécaires	347
III. Le taux de l'intérêt en Suisse au XVI^e siècle	350
A. Le prêt à intérêt en Suisse alémanique	351
B. Le taux de l'intérêt en Suisse alémanique	354
C. Les fluctuations du taux de l'intérêt à Genève	361
IV. Les transferts de capitaux	365
A. Les transferts en espèces	366
B. Les transferts par lettre de change et cédule obligatoire	368
1. Leur emploi par les trésoreries publiques suisses	368
2. Lettre de change, cédule obligatoire et techniques bancaires au XVI ^e siècle	372
V. Le coût de l'émission d'emprunts	376
VI. Le paiement des intérêts et le remboursement du capital	378
VII. La transférabilité des obligations	380
VIII. La conjoncture de la banque publique de Bâle	382
 Sixième partie: LES SOLIDARITÉS FINANCIÈRES SUISSES AU XVI^e SIÈCLE	387
I. Les solidarités financières confessionnelles	388
A. Solidarités protestantes	388
1. Dans les alliances entre les villes	388
2. Dans les guerres de religion en France	393
B. Solidarités catholiques	398
II. Solidarités financières régionales	399
A. L'Allemagne du Sud	399
B. La Suisse occidentale	402
1. La conquête du Pays de Vaud	402
2. Le démembrement du comté de Gruyère	405
3. L'endettement du comté de Neuchâtel	406
III. La solidarité financière franco-suisse	409
A. Les redevances financières françaises	410
B. L'endettement des rois de France envers les Suisses	416
1. Jusqu'aux guerres de religion	416
a) François I ^{er}	416
b) Henri II	418
c) Charles IX	421

2. Pendant les guerres de religion	423
a) Charles ix	423
b) Henri III	425
c) Henri IV	427
C. Et l'argent et les Suisses	429
IV. Solidarité financière et économique nationale	430
A. La conjoncture suisse du crédit public des villes suisses	431
B. Crédit public et politique conjoncturelle	434
C. Les forces financières en Suisse; le quasi-monopole des Bâlois	440
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	445
Sources manuscrites	445
Sources imprimées	451
Travaux	452
ANNEXE: Le cours de l'écu d'or au soleil de frappe française en monnaies locales suisses	467
Index des noms propres	471
Table des cartes et graphiques	503
Tableaux	506

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE VAUDOISE

Collection dirigée par Colin Martin

Créée en 1940, la Bibliothèque historique vaudoise a publié à ce jour 66 volumes, dont voici les titres:

I.	MARTIN Colin	La réglementation bernoise des monnaies au Pays de Vaud, 1536-1623	1940
II.	CHAPUIS Marc	Recherches sur les institutions politiques du Pays de Vaud du XI ^e au XII ^e s., 1032-1218	1940
III.	BIAUDET Jean-Charles	La Suisse et la monarchie de juillet 1830-1838	1941
IV.	RAPP Georges	La Seigneurie de Prangins du XII ^e s. à la chute de l'Ancien régime	1942
V.	MERCIER-CAMPICHE Marianne	Le Théâtre de Lausanne, de 1871 à 1914	1944
VI.	CHAMOREL Gabriel	La liquidation des droits féodaux dans le canton de Vaud, 1789-1821	1944
VII.	PERRET J.-P.	Les imprimeries d'Yverdon au XVII ^e et au XVIII ^e s.	1945
VIII.	DÉGLON Roger	Yverdon au Moyen Age (XIII ^e -XV ^e s.), Etude de la formation d'une commune	1949
IX.	CHEVALLAZ Georges-André	Aspects de l'agriculture vaudoise à la fin de l'Ancien régime	1949
X.	BAUD Jean-Pierre	Le Plaict général de Lausanne de 1368	1949
XI.	PELET Paul-Louis	Le Canal d'Entreroches	1952
XII.	PANCHAUD Georges	Les écoles vaudoises à la fin du régime bernois	1952
XIII.	BUGNION Jacques	Les villes de franchises au Pays de Vaud, 1144-1350	1952
XIV.		Cent-cinquante ans d'histoire vaudoise	1953
XV.	MONOD Henri	Souvenirs inédits	1953
XVI.	POGET Samuel W.	Les écoles et le Collège d'Orbe	1954
XVII.	DESSEMENTET Olivier	La Seigneurie de Belmont au Pays de Vaud, 1154-1553	1955
XVIII.	POUDRET Jean-François	La succession testamentaire dans le Pays de Vaud à l'époque savoyarde, XIII ^e -XVI ^e s.	1955

XIX.	SCHMIDT Maurice	La Réformation des notaires dans le Pays de Vaud, 1717-1723	1957
XX.	LEU Jean-Jacques	Le cautionnement dans le Pays de Vaud	1958
XXI.	MEYLAN Maurice	Le Grand Conseil vaudois sous l'Acte de médiation	1958
XXII.	GILLIARD Charles	Pages d'histoire vaudoise	1959
XXIII.	VON DER MUHLL Maurice	Maléfices et Cour impériale	1960
XXIV.	LASSERRE André	Henri Druey — Fondateur du radicalisme vaudois et homme d'Etat suisse, 1799-1855	1960
XXV.	MICHON Francis	La condition des gens mariés dans la famille vaudoise au XVI ^e siècle, 1536-1618	1960
XXVI.	BLASER André	Les officiers de l'évêque et des couvents du diocèse de Lausanne	1960
XXVII.	SANDOZ Henri S.	La procédure ordinaire de saisie et de vente forcée à l'époque bernoise dans le Pays de Vaud, XVI ^e -XVIII ^e s.	1960
XXVIII.	BABAIANTZ Christophe	L'organisation bernoise des transports en Pays romand XVIII ^e s.	1961
XXIX-XXXII.	OLIVIER Eugène	Médecine et santé dans le Pays de Vaud, 4 vol.	1962
XXXIII.		La Feuille d'Avis de Lausanne 1762-1962 — Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoise	1962
XXXIV.	BURDET Jacques	La Musique dans le Pays de Vaud sous le régime bernois, 1536-1798	1963
XXXV.	CENTLIVRES R. et FLEURY J.-J.	De l'Eglise d'Etat à l'Eglise nationale, 1839-1863	1963
XXXVI.	CHAMPOUD Philippe	Les droits seigneuriaux dans le Pays de Vaud d'après les reconnaissances reçues par Jean Balay de 1403 à 1409	1963
XXXVII.	DUBUIS François-O.	Lonay — Paroisse rurale du diocèse de Lausanne avant 1536	1963
XXXVIII.		Monnaies au Pays de Vaud	1964
XXXIX.		L'Abbatiale de Payerne	1966
XL.		Nouvelles pages d'histoire vaudoise	1967
XLI.		Le général Jomini	1969
XLII.		Lousonna	1969
XLIII.		Mélanges d'histoire du XVI ^e s. offerts à Henri Meylan	1970
XLIV.	BURDET Jacques	La musique dans le canton de Vaud au XIX ^e s.	1971
45.	GALLONE Paolo	Organisation judiciaire et procédure devant les cours laïques du Pays de Vaud	1972
46.	PAQUIER Richard	Histoire d'un village vaudois, Bercher	1972

47.	ANEX Danielle	Le servage au Pays de Vaud XIII-XVI ^e s.	1973
48.	LASSERRE André	La classe ouvrière dans la société vaudoise, 1845-1914	1973
49.	PELET Paul-Louis	Une industrie méconnue — fer — charbon — acier dans le Pays de Vaud	1973
50.	MARTIN Colin	Trésors et trouvailles monétaires racontent l'histoire du Pays de Vaud	1973
51.	GIDDEY Ernest	L'Angleterre dans la vie intellectuelle de la Suisse romande	1974
52.	RUFFIEUX Roland	Les élections au Grand Conseil vaudois	1974
53.	STEINER Michel et LASSERRE André	Henri Druey — Correspondance, tome I	1974
54.	CLAUDE André	Un artisanat minier — charbon, verre, chaux et ciments au Pays de Vaud	1974
55.	CENTLIVRES Robert	L'église réformée vaudoise de 1798 à 1803	1975
56.	STEINER Michel et LASSERRE André	Henri Druey — Correspondance, tome II	1975
57.	GUIGNARD Pierre-Henri	Les servitudes foncières dans le Code civil vaudois	1977
58.	STEINER Michel et LASSERRE André	Henri Druey — Correspondance, tome III	1977
59.	PELET Paul-Louis	Fer — charbon — acier dans le Pays de Vaud, tome II, La lente victoire du haut fourneau	1978
60.	MARTIN Colin	Essai sur la politique monétaire de Berne, 1400-1798	1978
61.	VEILLON Armand	Les origines des classes primaires supérieures vaudoises	1978
62.	ANEX-CABANIS Danielle	La vie économique à Lausanne au Moyen Age	1978
63.	CUENDET Claude	Les traités de combourgeoisie en pays romands	1979
64.	CABANIS André	La presse politique vaudoise sous la République helvétique	1979
65.		Rougemont — 9 ^e Centenaire 1080-1980	1980
66.	KÖRNER Martin	Solidarités financières suisses au XVI ^e siècle	1980

Les volumes de la Bibliothèque Historique Vaudoise peuvent être commandés à M^e Colin Martin, Petit-Chêne 18, CH 1002 Lausanne. De nombreux volumes sont déjà épuisés.

Achevé d'imprimer sur les presses
de l'Imprimerie des Arts et Métiers, à Lausanne,
le 22 juillet 1980.

La reliure est due aux soins
de Mayer et Soutter S.A., à Renens.

